Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques nos 124, 125 et 126 p. 09-70

Questions au Gouvernement p. 71-99

2023-2028

n°51

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances publiques ..... p. 09-70

124e séance du mardi 10 février 2026 p. 09-43

125e séance du mercredi 11 février 2026 p. 43-45

126e séance du mercredi 11 février 2026 p. 45-70

Questions au Gouvernement ..... p. 71-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
13/04/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC® C223614

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

« Le Benelux n'est pas un musée, mais un moteur »

Les parlementaires des trois pays du Benelux se sont réunis une nouvelle fois à la Chambre des Députés pour discuter de l'avenir de l'Union.

La mise en œuvre des rapports Draghi et Letta sur la compétitivité européenne, l'avenir du Benelux et les accords de Schengen ont constitué les fils conducteurs des travaux des parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois, réunis une nouvelle fois à la Chambre des Députés les 20 et 21 mars 2026 sous la présidence luxembourgeoise de l'Assemblée interparlementaire Benelux.

Quel rôle pour le Benelux ?

La Présidente actuelle du Parlement Benelux, Mme Francine Closener, a accueilli ses homologues au Luxembourg en rappelant que le Benelux représente une opportunité de coopération unique, reconnue en tant que telle par le traité de l'Union européenne à travers une clause d'habilitation sans équivalent en Europe. « Le Benelux a le droit de pousser l'intégration au-delà de ce que réalise l'Union », a souligné Mme Closener, « ce qui lui permet d'expérimenter, d'innover, d'aller de l'avant ». Estimant que le moment est venu de prouver « que le Benelux n'est pas un musée, mais un moteur », elle a lancé un appel à ses homologues pour construire « le laboratoire que l'Europe attend ».

Dans le cadre des discussions sur l'avenir du Benelux, les parlementaires ont mis en avant que celui-ci dispose d'un atout dont peu de cadres régionaux peuvent se prévaloir : un socle législatif commun qui permet d'attaquer frontalement des problèmes partagés. Traité policier, lutte contre la fraude sociale, reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement supérieur – autant d'accords uniques qui traduisent une volonté concrète de dépasser les frontières administratives. Au cours des débats, ils ont également insisté sur la possibilité d'approfondir la coopération en matière de sécurité, notamment à travers des initiatives communes dans l'acquisition de matériel militaire et le développement d'infrastructures de défense.

Compétitivité européenne : la mise en œuvre des rapports Draghi et Letta

Comment mettre en œuvre les rapports Draghi et Letta ? Le rapporteur de ce premier débat thématique, M. Geoffroy Coomans de Brachène (Belgique), a souligné que dans un contexte international de plus en plus tendu, ces deux rapports soulignent l'importance pour l'Union européenne d'un renforcement de sa compétitivité – notamment par des investissements massifs – ainsi que d'une consolidation de son marché unique. Il a également relevé que l'heure est désormais à l'action : « Le temps du diagnostic est derrière nous et le temps est venu d'agir. »

Dans ce contexte, le Benelux peut apporter une contribution essentielle. Le Vice-Premier ministre belge, M. David Clarinval, a déclaré devant les députés des trois pays que « l'Europe ne peut pas se permettre que le marché intérieur ne fonctionne qu'à 70-80 % de sa capacité » et qu'il doit dès lors devenir une priorité absolue.

Les orateurs et experts qui ont pris la parole pendant le débat thématique étaient tous d'accord sur un point : pour traduire ces rapports en actes, la coopération entre pays est indispensable – et c'est précisément là que le Benelux peut jouer un rôle clé en tant que laboratoire de l'UE.

L'heure n'est plus au diagnostic, mais à l'action

Ils ont également convergé sur un même constat : deux ans après la publication des rapports, les États membres s'accordent sur les intentions, mais des blocages persistent dans leur mise en œuvre. C'est précisément là que le Benelux peut jouer un rôle décisif, ont-ils encore conclu.

Les rapports Draghi et Letta soulignent qu'avec 27 marchés fragmentés, l'Europe perd en compétitivité. La priorité est d'achever un vrai marché intérieur intégré. Fort de ses réseaux transfrontaliers, de ses clusters d'innovation et d'une longue tradition de coopération régionale, le Benelux dispose des atouts pour en être le précurseur, comme il le fut pour l'espace Schengen.

Là où l'Europe avance trop lentement, notamment sur l'intelligence artificielle, la décarbonation, la défense ou l'accès au marché des capitaux pour les PME, le Benelux pourrait agir plus rapidement et montrer la voie, a souligné M. Karl Vanlouwe, député belge ayant présidé le débat thématique.

Vers une réévaluation des accords de Schengen ?

Les parlementaires luxembourgeois, belges et néerlandais recommandent à leurs Gouvernements respectifs de renforcer la collaboration, notamment dans la lutte contre la criminalité transfrontalière, et d'instaurer une procédure de concertation préalable si l'un des trois États envisage de réinstaurer le contrôle aux frontières intérieures.

Dans leur recommandation, les députés demandent à leurs Gouvernements d'examiner en priorité les mesures alternatives possibles, conformément au Code frontières Schengen, avant d'envisager la réinstauration des contrôles aux frontières intérieures. Ils recommandent également d'instaurer une procédure de concertation préalable entre les trois pays et de mettre en place un groupe de travail ad hoc chargé d'analyser l'impact de ces contrôles sur les pays voisins et d'en limiter les effets négatifs.

Dans le contexte de la lutte contre la criminalité transfrontalière, les parlementaires proposent par ailleurs d'intensifier les détachements réciproques au sein des garde-frontières et garde-côtes des trois pays, afin de créer des patrouilles mixtes chargées des contrôles dans les aéroports, ports et gares des trois États.

La recommandation, adoptée à l'unanimité, invite les pays membres du Benelux à adopter au plus vite le plan d'action de mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile, à adapter leurs législations nationales en conséquence et à examiner dans quelle mesure ces plans d'action pourraient être harmonisés afin de parvenir à un plan commun. Ils proposent également une procédure Benelux harmonisée de délivrance des visas Schengen qui pourrait servir de modèle aux autres États membres de l'espace Schengen.

La recommandation sera transmise aux trois Gouvernements et examinée dans le cadre de l'Union Benelux.

Retrouvez la proposition de recommandation relative à l'évaluation des accords de Schengen en scannant le code QR suivant :

La Chambre des Députés a célébré la Journée internationale de la francophonie

Cette année, la francophonie a célébré sa jeune génération et sa capacité à imaginer et à bâtir des sociétés inclusives et apaisées face aux défis du monde contemporain. La journée du 20 mars a mis à l'honneur bien plus qu'une langue : elle a célébré un espace de dialogue, de solidarité et de coopération entre les peuples. À travers ses actions, la francophonie œuvre en faveur de l'éducation, du partage des savoirs et du développement durable, tout en favorisant le rapprochement entre les cultures.

En faisant siennes les valeurs de la francophonie – promotion de la paix, de la démocratie et des droits humains, respect de la diversité culturelle et linguistique –, la Chambre des Députés s'attache à les incarner au quotidien. Membre fondateur de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), elle soutient la francophonie depuis ses origines. Cet engagement historique illustre la volonté du Luxembourg de contribuer activement au dialogue démocratique et à la coopération entre les parlements francophones.

En affichant le drapeau de la francophonie devant l'Hôtel de la Chambre, le Parlement luxembourgeois a réaffirmé son attachement à une francophonie dynamique, inclusive et tournée vers l'avenir, au service de la paix, du dialogue et du progrès partagé.

Le drapeau de la francophonie a flotté devant l'Hôtel de la Chambre le 20 mars 2026.

La lauréate du Prix Nobel de la paix appelle les députés à maintenir leur soutien à l'Ukraine

La lauréate du Prix Nobel de la paix 2022, Mme Oleksandra Matviïtchouk (6e à gauche), a été reçue à la Chambre à l'occasion de son déplacement à Luxembourg.

Accueillie à la Chambre des Députés le 24 mars 2026, la lauréate du Prix Nobel de la paix 2022, Mme Oleksandra Matviïtchouk, a délivré un message clair : il ne faut pas oublier la dimension humaine de cette guerre, notamment dans le contexte des pourparlers en vue d'une paix stable et durable.

La défenseure internationale des droits humains et avocate de nationalité ukrainienne, qui s'est rendue au Luxembourg dans le cadre d'une conférence consacrée à la déportation des enfants ukrainiens, a appelé les députés luxembourgeois à poursuivre leur soutien envers l'Ukraine et à placer le peuple ukrainien au cœur de leurs préoccupations. Elle a souligné que les responsables politiques ont tendance à se concentrer sur des sujets tels que les territoires occupés ou les ressources naturelles et à oublier la dimension humanitaire du conflit et ses conséquences sur les populations.

Ce message a été entendu par les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, qui se sont également renseignés sur les efforts des autorités ukrainiennes et de la société civile pour œuvrer au retour des enfants déportés en Russie. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rappelé à cette occasion que le Parlement luxembourgeois se tient fermement aux côtés du peuple ukrainien depuis quatre ans.

Mettre fin à l'impunité russe

La justice et la lutte contre l'impunité ont également été au cœur de l'échange de vues. Mme Matviïtchouk a souligné la difficulté d'exercer le métier d'avocate des droits humains dans un contexte « où le droit ne fonctionne plus ». Elle a mis en avant l'importance de son initiative « Tribunal pour Poutine », qui vise à documenter les crimes internationaux commis par la Russie sur l'ensemble du territoire ukrainien, en vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Face au non-respect du droit international, elle a appelé à abandonner l'idée d'attendre la fin d'une guerre pour engager des poursuites judiciaires.

Une motion appelant le Gouvernement à contribuer à la mise en place d'un tribunal spécial pour les crimes d'agression contre l'Ukraine a été déposée à la Chambre des Députés en séance publique le 19 mars 2026.

« Le coût de la guerre doit dépasser celui de la paix »

Interrogée sur les pourparlers de paix et l'absence de l'Union européenne à la table des négociations, la lauréate du Prix Nobel a qualifié cette situation d'irrespectueuse envers l'UE. Elle a rappelé que la Russie a signé à plusieurs reprises des accords de paix pour les violer par la suite. Son souhait n'est donc pas de voir l'Ukraine signer un nouvel accord, mais de mettre un terme définitif au conflit et d'instaurer une paix stable et durable. Pour y parvenir, elle estime que « le coût de la guerre doit dépasser celui de la paix pour l'économie russe ».

Elle a, en ce sens, appelé les responsables politiques à faire preuve de courage, notamment en matière de sanctions contre la Russie et de gel de ses avoirs.

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

La coopération interparlementaire s'adapte à la crise géopolitique

La situation géopolitique actuelle au Moyen-Orient a conduit la présidence chypriote de l'UE à adapter la planification des travaux interparlementaires. Ainsi, la réunion plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), initialement prévue à Nicosie, a été annulée et remplacée par une visioconférence. Cette réunion constitue le principal rendez-vous de cette assemblée et est organisée par chaque présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

M. Gusty Graas a représenté la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC lors de la visioconférence, qui a eu lieu le 16 mars 2026. Cette réunion en ligne visait à assurer la continuité des échanges malgré l'annulation. La situation exceptionnelle a également eu des conséquences sur le processus décisionnel habituellement associé à la COSAC : en l'absence de rencontre formelle à Nicosie, aucune contribution ni conclusion n'ont pu être adoptées.

La Présidente de la Chambre des Représentants de la République de Chypre, Mme Annita Demetriou, a ouvert la conférence en rappelant les derniers événements sur la scène géopolitique. Elle a appelé à renforcer la défense européenne et à lutter conjointement contre la désinformation, les menaces hybrides, telles que les cyberattaques, et l'ingérence étrangère. « Ce qui touche l'un de nous, nous touche tous », a-t-elle ainsi déclaré. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Représentants chypriote, M. Harris Georgiades, a, quant à lui, estimé que l'UE devait être plus soudée et autonome. Il serait impératif de mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune plus efficace et mieux coordonnée entre les États membres, a-t-il souligné.

La réunion plénière de la COSAC, qui a eu lieu par visioconférence en raison de la situation géopolitique délicate au Moyen-Orient, a principalement été consacrée à la situation sécuritaire de l'UE.

L'Ukraine et la quête de la sécurité européenne

Lors de la session portant sur la situation en Ukraine et la sécurité européenne, Mme Ivanna Klympouch-Tsintsadzé, Présidente de la Commission sur l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne de la Verkhovna Rada d'Ukraine, a rappelé que la guerre d'agression menée par la Russie contre son pays ne constitue pas uniquement une attaque contre un État souverain, mais également un défi fondamental pour l'ordre de sécurité européen. Elle a exprimé, au nom de son pays, toute sa gratitude pour le soutien apporté par l'Union européenne depuis le début de l'invasion.

M. Charles Goerens, député européen luxembourgeois et Vice-Président de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen (AFCO), a replacé la question ukrainienne dans un contexte plus large. Étant donné que la Russie continue à déployer une guerre agressive, notamment à travers des moyens hybrides, il est nécessaire, selon lui, de renforcer les moyens de dissuasion, soulignant au passage l'érosion du droit international qui est étroitement liée à la fragilité de la sécurité en Europe. M. Goerens a en outre mis en évidence la nécessité d'établir un cadre institutionnel européen pour protéger la démocratie libérale, menacée à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.

Les interventions des parlementaires nationaux ont ensuite permis d'approfondir différents aspects des discussions. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur soutien ferme à l'Ukraine et ont insisté sur l'importance de son adhésion à l'Union européenne. Certains ont estimé que le renforcement des capacités militaires et la nécessité d'une architecture de sécurité européenne résiliente, capable de faire face aux crises, constituent une priorité.

D'autres participants ont accusé le Premier ministre hongrois, M. Viktor Orbán, de collaborer « avec l'ennemi de l'Union européenne », soulignant l'importance d'empêcher l'entrée sur le territoire de l'UE des anciens combattants russes. Le blocage, par la Hongrie, de prêts européens destinés à l'Ukraine a par ailleurs été jugé inacceptable par plusieurs parlementaires nationaux.

Assermentatioun vun engem neie Fonctionnaire

Den Här Wilson Dos Santos (2. vu lénks) ass den 23. Mäerz 2026 assermentéiert gi vum Generalsekretär vun der Chamber, dem Här Laurent Scheeck (1. vu lénks), a Presenz vun den Adjointë vum Generalsekretär, dem Här Benoît Reiter (1. vu riets) an der Madamm Isabelle Barra (3. vu riets), der Responsabel vum Service vun de Ressources humaines, der Madamm Manon Hoffmann (3. vu lénks) an dem Här Claude Barthel, Responsabel vum Service logistique et technique.

Transmission d'informations aux autorités judiciaires

7424A – Projet de loi portant création d'une plateforme commune de transmission électronique sécurisée et modification :
1° du Code de procédure pénale ;
2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Le présent projet de loi vise à mettre en place une plateforme commune de transmission électronique sécurisée permettant aux autorités judiciaires, dans le cadre des articles 67-1 et 88-1, paragraphe 1er, point 1°, du Code de procédure pénale, et au Service de renseignement de l'État, dans le cadre de l'article 7 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, de communiquer les demandes afférentes aux acteurs requis, en général des opérateurs de télécommunications, et de se voir communiquer les informations ainsi sollicitées.

La plateforme sera hébergée auprès du Centre des technologies de l'information de l'État afin de garantir une sécurisation accrue de ces communications.

Le présent dispositif détermine également les conditions et modalités selon lesquelles ces transmissions d'informations se feront afin de garantir le respect des normes applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

Dépôt du projet de loi 7424 par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19/03/2019
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

08/05/2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
06/06/2024	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10/10/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/03/2025	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
27/03/2025	Échange de vues avec des représentantes de la CNPD
05/06/2025	Continuation des travaux
19/06/2025	Scission du projet de loi 7424 en deux projets de loi distincts : 7424A et 7424B
03/07/2025	Adoption d'un amendement parlementaire
05/02/2026	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 10 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 136, page 1

Plan de maintien dans l'emploi

8153 – Projet de loi portant modification du livre V, titre premier, chapitre III, du Code du travail

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'établissement d'un plan de maintien dans l'emploi ayant pour objectif d'accompagner les entreprises en difficulté afin d'éviter le recours à des licenciements ou à un plan social.

Dans cette optique, le présent projet de loi propose d'introduire dans le Code du travail :

– d'une part, la faculté pour le Comité de conjoncture de demander aux partenaires sociaux, signataires d'un plan de maintien dans l'emploi, des informations relatives à sa mise en œuvre, afin de pouvoir mettre en place un suivi cohérent et adéquat permettant l'évaluation économique et financière de l'entreprise ;

– d'autre part, les conditions et modalités relatives au cofinancement par le Fonds pour l'emploi des formations assurées dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi.

À cet effet, le projet de loi prévoit de modifier l'article L. 513-3 du Code du travail par l'ajout d'un paragraphe 5bis ainsi que d'ajouter les articles nouveaux L. 513-5, L. 513-6 et L. 513-7 au même code

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09/02/2023
Rapportrice : Mme Nathalie Morgenthaler

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Charles Weiler) :

16/07/2025	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22/10/2025	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
28/01/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 3 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 109, page 1

Recettes exceptionnelles des producteurs d'électricité

8175 – Projet de loi introduisant un plafond sur les recettes excédentaires issues du marché des producteurs d'électricité

Ce dispositif légal précise les modalités d'application du règlement (UE) 2022/1854 instaurant un plafonnement et une redistribution des recettes exceptionnelles des producteurs d'électricité, afin de répondre à la hausse des prix de l'énergie, dans le cadre d'une mesure temporaire d'urgence.

La contraction de l'offre en gaz naturel russe a entraîné des prix de l'énergie durablement élevés et très volatils. Les ménages et entreprises subissent une charge financière importante, tandis que les producteurs dont les moyens de production, tels que l'hydroélectricité, l'éolien et l'incinération des déchets, se caractérisent par une structure de coût peu variable ont généré des revenus excédant largement leurs attentes initiales.

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sur les marchés de l'énergie, cette mesure revêt un caractère temporaire et s'applique rétroactivement à compter du 1er décembre 2022 et reste applicable jusqu'à 31 décembre 2023, tel que prévu par le règlement européen.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 15/03/2023
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

18/09/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
25/09/2025	Examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
15/01/2026	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05/02/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 3 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 111, page 1

Maladies animales transmissibles

8300 – Projet de loi relative à la santé animale et aux contrôles officiels et autres activités officielles concernant les maladies animales transmissibles

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national le règlement (UE) 2016/429 relatif aux maladies animales transmissibles, ainsi que certaines dispositions des règlements (CE) n° 999/2001 et (UE) 2017/625 portant sur la prévention, le contrôle et l'éradication des maladies animales ainsi que sur l'organisation des contrôles officiels.

Il établit le cadre juridique national applicable aux contrôles officiels et aux autres activités officielles en matière de santé animale, couvrant tant les animaux détenus et sauvages que les produits, installations et moyens susceptibles de contribuer à la propagation des maladies. L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) est chargée de l'exécution des contrôles, de la mise en œuvre de programmes de surveillance et d'éradication, ainsi que de l'adoption de mesures d'urgence, sous l'autorité du ministre compétent.

Le projet de loi précise les pouvoirs administratifs du ministre, instaure un régime d'amendes administratives et prévoit des sanctions pénales proportionnées, tout en

introduisant l'avertissement taxé pour les infractions mineures. Il abroge par ailleurs la loi modifiée du 29 juillet 1912 régissant actuellement la matière.

Enfin, le texte intègre les amendements gouvernementaux présentés à la suite de l'avis du Conseil d'État et des observations des chambres professionnelles, lesquels visent notamment à clarifier la désignation de l'autorité compétente, à harmoniser le régime des taxes applicables aux contrôles officiels et à adapter le catalogue des amendes administratives dans le respect du principe du non bis in idem, en cohérence avec les autres projets de loi sectoriels visant les contrôles officiels dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 24/08/2023
Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (Président : M. Jeff Boonen) :

22/02/2024	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
23/10/2025	Présentation des amendements gouvernementaux
05/02/2026	Examen des avis du Conseil d'État
06/02/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2026
Loi du 2 avril 2026
Mémorial A : 2026, n° 178, page 1

Plan directeur « Midfield »

8457 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Le projet de loi 8457 a pour objet de modifier la loi modifiée du 7 août 1961 portant création du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAK) afin de lui confier une nouvelle mission : le développement et la mise en œuvre du plan directeur « Midfield », sur un site situé entre le Ban de Gasperich et la zone d'activités de Howald. Le texte prévoit en outre une augmentation du crédit que le Fonds est autorisé à se faire ouvrir sous la garantie de l'État, selon les conditions applicables. Parallèlement, la loi de 1961 est actualisée, clarifiée et modernisée, notamment en permettant au FUAK d'émettre des règlements encadrant l'occupation de son domaine public, en supprimant des dispositions d'expropriation devenues obsolètes, en introduisant des règles relatives à la revente et à l'octroi de droits réels sur des immeubles hors domaine public, et en permettant au président du conseil d'administration de déléguer son pouvoir de représentation et de signature.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/11/2024
Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Corinne Cahen) :

09/10/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/12/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05/02/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2026

Gouvernance de l'Administration des ponts et chaussées

8536 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics ;
2° la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées

Le projet de loi 8536 vise à modifier les conditions de nomination des membres de la direction de l'Administration des bâtiments publics et de l'Administration des ponts et chaussées. Il a pour objectif d'élargir le vivier de candidats en rendant possible le recrutement de profils issus du secteur privé et en supprimant les exigences relatives à la spécialité du diplôme requis, actuellement limitées notamment aux architectes et ingénieurs en génie civil. Cette réforme s'inscrit dans une approche de gestion moderne, privilégiant les compétences managériales et relationnelles plutôt qu'une expertise technique spécifique. À l'avenir, la seule condition académique exigée pour accéder à ces fonctions de direction sera la détention d'un diplôme de master ou d'un titre équivalent délivré par un établissement reconnu.

Par ailleurs, afin de tenir compte de l'augmentation des missions, des projets et des budgets, le projet de loi prévoit également de porter à deux le nombre de directeurs adjoints au sein de l'Administration des bâtiments publics.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/04/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Corinne Cahen) :

11/12/2025	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
05/02/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2026
Loi du 10 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 142 page 1

Pôle d'échange Howald et rue des Scillas

8607 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas

La loi du 21 août 2018 relative à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas, ci-après la « loi du 21 août 2018 », avait autorisé pour un montant de 130.000.000 euros la réalisation du pôle d'échange Howald et le réaménagement de la rue des Scillas.

Le projet de loi 8607 vise à procéder à l'adaptation en termes réels des dépenses liées à la réalisation du projet, pour un montant de 32.500.000 euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/07/2025
Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Corinne Cahen) :

08/01/2026	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
05/02/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2026

Modification de la loi ILNAS

8610 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Ce dispositif légal modifie la loi modifiée du 27 juin 2016 relative à la mise à disposition sur le marché des équipements radioélectriques, notamment afin d'assurer la transposition de la directive (UE) 2024/2839, dite « omnibus », du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024.

La directive à transposer modifie les directives 1999/2/CE, 2000/14/CE, 2011/24/UE et 2014/53/UE en ce qui concerne certaines obligations d'information. Dans cette

dernière directive, qui concerne les équipements radioélectriques, l'article 47 est modifié dans le but d'étendre le délai de la transmission du rapport, que les pays membres doivent présenter à la Commission européenne, de deux à cinq ans.

Le présent dispositif sert également à intégrer le rectificatif 2025/90187 à ladite directive. Celui-ci introduit la possibilité pour les États membres d'ordonner le rappel d'équipements radioélectriques non conformes, alors que jusqu'à présent, la seule mesure possible était leur retrait du marché luxembourgeois.

Finalement, le dispositif adapte l'article 7 de la loi du 27 juin 2016 afin d'aligner ses dispositions sur les prérogatives du département de la surveillance du marché, telles que définies par la loi du 4 juillet 2014 qui réorganise l'ILNAS.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 14/08/2025
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
15/01/2026 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 3 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 110, page 1

Clarification des compétences de l'ALVA dans certains domaines

8631 – Projet de loi modifiant la loi du 8 septembre 2022 portant création de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier la loi du 8 septembre 2022 portant création de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) à la suite des observations de portée horizontale relatives à la désignation de l'autorité compétente formulées par le Conseil d'État dans ses avis n^{os} 61.359, 61.419 et 61.628 concernant de futurs textes législatifs sectoriels en matière de contrôles officiels des denrées alimentaires, des aliments pour animaux ainsi que de la santé animale.

Il en ressort, en effet, que la répartition des attributions respectives entre l'ALVA et le ministre compétent ne présente pas une clarté suffisante au sein de l'ensemble des textes concernés, situation susceptible d'engendrer des incertitudes quant à l'exercice effectif des compétences administratives.

Le présent projet de loi vise, dès lors, à clarifier la répartition des compétences entre l'ALVA et le ministre compétent, dans un souci de renforcement de la sécurité juridique et afin d'assurer la conformité du dispositif national avec la réglementation européenne applicable. Des adaptations parallèles des projets de loi sectoriels concernés sont prévues à cette fin.

Par ailleurs, le projet de loi confie à l'ALVA une mission supplémentaire portant sur l'exécution de certaines tâches administratives prévues par le règlement (UE) 2023/1115 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et abrogeant le règlement (UE) n° 995/2010.

Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 06/10/2025
Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :
09/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
05/02/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
06/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2026
Loi du 2 avril 2026
Mémorial A : 2026, n° 175, page 1

Emploi des jeunes

8635 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'une adaptation des mesures en faveur de l'emploi des jeunes

Le projet de loi vise à modifier plusieurs dispositions du Code du travail afin d'adapter les mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

Il est prévu d'harmoniser les modalités d'indemnisation et les droits au congé des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un contrat de réinsertion-emploi (ci-après « CRE »), d'un contrat d'appui-emploi (CAE) et d'un contrat d'initiation à l'emploi (CIE).

Le projet de loi prévoit également d'élargir l'accès au stage de professionnalisation à tous les demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM, y compris les jeunes demandeurs d'emploi.

À cet effet, le projet de loi prévoit de modifier les articles L. 524-1, L. 524-4, L. 524-6, L. 54311, L. 543-14, L. 543-18, L. 543-20 et L. 592-2 du Code du travail.

Dépôt par M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 10/10/2025
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Charles Weiler) :
28/01/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 3 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 106, page 1

Convention fiscale avec la République de Saint-Marin

8666 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Luxembourg, le 14 mai 2025

Le présent projet de loi vise à approuver un Avenant modifiant la Convention fiscale avec la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Le présent avenant s'inscrit dans le contexte de l'Action 14 du plan d'action BEPS qui formule des recommandations visant à accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends entre pays.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10/12/2025
Rapporteur : M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
27/01/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 10 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 130, page 1

Convention de non double imposition avec la Géorgie

8667 – Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, fait à Luxembourg, le 3 juillet 2025

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver un protocole modifiant la convention fiscale conclue avec le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg le 15 octobre 2007.

La Convention a été approuvée par la loi du 28 novembre 2009 portant approbation de la Convention et du Protocole y relatif précités.

Le Grand-Duché de Luxembourg a proposé d'amender la convention et son protocole afin de les adapter à sa politique conventionnelle, tout en respectant ses engagements internationaux. Le Protocole a notamment pour objet de mettre la Convention fiscale en conformité avec les exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10/12/2025

Rapporteur : M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
27/01/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2026
Loi du 10 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 131, page 1

124e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 10
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Hommage à la mémoire de Mme Colette Flesch, Députée honoraire** p. 12
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 13
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 13
   Question n° 307 du 10 février 2026 de M. Laurent Zeimet relative à la visite de travail au Canada, adressée à M. le Premier ministre p. 13
   M. Laurent Zeimet | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 308 du 10 février 2026 de Mme Taina Bofferding relative aux demandes d'interview faites par la presse aux membres du Gouvernement, adressée à M. le Premier ministre p. 14
   Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 309 du 10 février 2026 de Mme Carole Hartmann relative à la règle des 78 semaines en cas de maladie de longue durée, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 14
   Mme Carole Hartmann | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   Question n° 310 du 10 février 2026 de M. Dan Hardy relative à l'absence de salage dans la nuit du 3 au 4 février, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 3598 du 4 février 2026 de M. Michel Lemaire et de M. Dan Hardy relative à l'absence de salage et aux accidents de la route, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 15
   M. Dan Hardy | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 311 du 10 février 2026 de M. Laurent Mosar relative aux agressions au couteau, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 15
   M. Laurent Mosar | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
   Question n° 312 du 10 février 2026 de Mme Sam Tanson relative à l'annonce d'une nouvelle baisse du taux d'imposition des entreprises à mi-mandat du Gouvernement, adressée à M. le Premier ministre p. 16
   Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 313 du 10 février 2026 de M. Sven Clement relative au respect des PAI dans les maisons relais, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 16
   M. Sven Clement | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Question n° 314 du 10 février 2026 de Mme Diane Adehm relative à l'utilisation des infrastructures des services d'éducation et d'accueil par des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 17
   Mme Diane Adehm | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Question n° 315 du 10 février 2026 de M. Marc Baum relative à l'emploi dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 17
   M. Marc Baum | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Question n° 316 du 10 février 2026 de M. Franz Fayot relative à l'analyse annoncée par le groupe sidérurgique ArcelorMittal visant la délocalisation de fonctions support, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 18
   M. Franz Fayot | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Question n° 317 du 10 février 2026 de M. Tom Weidig relative au profil des auteurs de vols avec violence, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 18
   M. Tom Weidig | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
7. **Dépôt d'une motion par M. Fred Keup** p. 19
   Exposé : M. Fred Keup
8. **Dépôt d'une motion par Mme Claire Delcourt** p. 19
   Exposé : Mme Claire Delcourt (intervention de M. Marc Goergen)
9. **Dépôt d'une motion par M. Dan Biancalana** p. 20
   Exposé : M. Dan Biancalana

10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum p. 20

Exposé : M. Marc Baum

11. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement p. 21

Exposé : M. Sven Clement

12. Question élargie n° 73 de M. André Bauler au sujet de la propagation du frelon asiatique au Luxembourg p. 21

M. André Bauler | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

13. 8300 – Projet de loi relative à la santé animale et aux contrôles officiels et autres activités officielles concernant les maladies animales transmissibles

8631 – Projet de loi modifiant la loi du 8 septembre 2022 portant création de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire p. 23

Rapports de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : M. Jeff Boonen

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8300 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8631 et dispense du second vote constitutionnel

14. Dépôt d'une motion par M. Gilles Baum p. 26

Exposé : M. Gilles Baum

15. 8457 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg p. 27

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8457 et dispense du second vote constitutionnel

16. 8536 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics ;

2° la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées p. 27

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8536 et dispense du second vote constitutionnel

17. 8607 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas p. 28

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Claire Delcourt | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8607 et dispense du second vote constitutionnel

18. Dépôt d'une motion par Mme Claire Delcourt p. 30

Exposé : Mme Claire Delcourt

19. Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de la vision stratégique à long terme concernant l'Aéroport de Luxembourg-Findel p. 31

Exposé : M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Emile Eicher | Mme Corinne Cahen | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Liz Braz) | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Michel Lemaire (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes

Motion 1 : Mme Corinne Cahen | M. Michel Lemaire | M. Emile Eicher | M. Marc Goergen | M. Yves Cruchten | M. Meris Sehovic

Vote sur la motion 1 (rejetée)

20. Ordre du jour (suite) p. 43

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Luc Frieden, Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert an zréckgezu gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 10 février 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8689 – Projet de loi portant transposition de la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport, telle que modifiée par la décision (UE) 2017/2380 et par la directive (UE) 2023/2661

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/01/2026

8691 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Käerjeng et la Commune de Pétange

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 28/01/2026

8692 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 28/01/2026

8693 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/01/2026

8694 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions administratives en vue d'instituer un tribunal d'asile et d'immigration

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/01/2026

8695 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/01/2026

8696 – Projet de loi portant transposition de la Directive (UE) 2024/1069 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 sur la protection des personnes qui participent au débat public contre les demandes en justice manifestement infondées ou les procédures abusives (« poursuites stratégiques altérant le débat public »)

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/01/2026

8697 – Projet de loi modifiant
1° le Code de la sécurité sociale ;
2° le Code du travail ;
3° la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité ;
4° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale et
5° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 02/02/2026

8698 – Projet de loi portant modification :
1° du Code pénal ;
2° du Code de procédure pénale ;
3° de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
5° de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ;
6° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990 ;
7° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises ;
8° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial ;
9° de la loi du 17 novembre 2017 relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits ;
10° de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux ;
11° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
12° de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale ;
13° de la loi modifiée du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;
14° de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts ;
15° de la loi modifiée du 22 juin 2022 sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués ;
16° de la loi du 23 décembre 2022 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation ;
17° de la loi du 23 août 2023 sur les forêts,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/1260 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 relative au recouvrement et à la confiscation d'avoirs

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 02/02/2026

3) Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :

8544 – Projet de règlement grand-ducal concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/05/2025

Retrait du rôle des affaires : 22/01/2026

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3914 – Demande de pétition publique : Pour l'ouverture d'une démarche officielle du Luxembourg vers les BRICS

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 01/01/2026

3915 – Demande de pétition publique : Komplettverbuet vu Feierwierkskierper zu Lëtzebuerg

Dépôt : Mme Claudine Marie Maillet, le 01/01/2026

3916 – Demande de pétition publique : Extension de la vidéosurveillance publique dans les zones à risque à proximité des bars, cafés, restaurants et établissements nocturnes au Luxembourg

Dépôt : Mme Milkica Pejovic, le 01/01/2026

3917 – Demande de pétition ordinaire : Pétition citoyenne relative à la reconnaissance et à la prévention du mobbing xénophobe dans ses dimensions juridique, systémique et familiale au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 02/01/2026

3918 – Demande de pétition publique : Feuerwerkverbot in Luxemburg

Dépôt : M. Olivier André Betz, le 02/01/2026

3919 – Demande de pétition publique : Pour la suppression de l'imposition à l'échéance des pensions volontaires du 3e pilier

Dépôt : M. Thierry Roland, le 03/01/2026

3920 – Demande de pétition publique : Pour la création d'un compte personnel de formation individuel au Luxembourg

Dépôt : M. Patrick Loureiro Jordao, le 03/01/2026

3921 – Demande de pétition publique : Protection des animaux et lutte contre la mendicité organisée avec des animaux au Luxembourg

Dépôt : M. Tiago Jorge Rodrigues De Oliveira, le 09/01/2026

3922 – Demande de pétition publique : Pétition pour un renforcement du contrôle et de la transparence des rapports sociaux dans les procédures de « protection de l'enfance » placement arbitraire

Dépôt : Mme Nora Mallim, le 10/01/2026

3923 – Demande de pétition publique : Liberté pour l'Iran: Le silence n'est pas la neutralité

Dépôt : M. Arman Zarrin, le 10/01/2026

3924 – Demande de pétition publique : Prolongation des vacances scolaires d'hiver

Dépôt : M. Abdullah Sipra, le 12/01/2026

3925 – Demande de pétition ordinaire : Pétition : Demande d'éclaircissement sur les compétences des pharmacies concernant la modification des ordonnances

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 14/01/2026

3926 – Demande de pétition publique : 3 nouvelles cliniques (dans les régions Troisvierges, Vianden et Grevenmacher) pour petites urgences

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 15/01/2026

3927 – Demande de pétition publique : Gesetzesänderung bezüglich der auf sechs Monate festgelegten Arbeitseinstellung in der sechsmonatigen Probezeit für die Garantie des Erhaltes von Arbeitslosengeld und von Leistungen der CNS

Dépôt : Mme Sonja Didier, le 15/01/2026

3928 – Demande de pétition publique : Réforme des critères d'attribution de la subvention de loyer pour les parents en garde alternée au Luxembourg

Dépôt : M. Olivier Pierre Maurice Debuys, le 16/01/2026

3929 – Demande de pétition publique : Petition zur Verwendung öffentlicher Gelder für private Transportdienstleistungen für Asylsuchende und Flüchtlinge trotz kostenlosem öffentlichen Nahverkehr in Luxemburg

Dépôt : M. Mahesh Jagannath Kamath, le 16/01/2026

3930 – Demande de pétition ordinaire : Kollektivkontrakt SAS – Medezinnesch Sekretärin

Dépôt : Mme Conny Graff, le 18/01/2026

3931 – Demande de pétition ordinaire : Inexistence des rapports de la Cour des comptes sur le JAF (juge aux affaires familiales)

Dépôt : M. Adrian Leica, le 18/01/2026

3932 – Demande de pétition publique : Indiquer obligatoirement le pays d'élevage et d'abattage pour la viande et charcuterie

Dépôt : M. Pierre Thomas Grass, le 20/01/2026

3933 – Demande de pétition publique : Pour le rétablissement du cours de religion catholique comme option parentale dans le curriculum scolaire luxembourgeois

Dépôt : M. Antonio Carlos Castro Fernandes, le 21/01/2026

3934 – Demande de pétition publique : Pour la création de comptes d'investissement éducatifs pour enfants au Luxembourg : transformer les allocations familiales en capital pour l'avenir

Dépôt : M. Antonio Carlos Castro Fernandes, le 21/01/2026

3935 – Demande de pétition publique : Pour l'égalité parentale après divorce : garde partagée par défaut et suppression des pensions alimentaires entre ex-conjoints

Dépôt : M. Antonio Carlos Castro Fernandes, le 21/01/2026

3936 – Demande de pétition publique : Renforcement du congé pour raisons familiales aux réalités des familles, avec une prise en compte spécifique des familles monoparentales

Dépôt : Mme Dara Cilene Miranda Lima, le 21/01/2026

3937 – Demande de pétition publique : Suppression du plafond de la carte déjeuner

Dépôt : Mme Nathalie Heini, le 22/01/2026

3938 – Demande de pétition publique : Abolition de la réserve héréditaire en faveur des enfants

Dépôt : M. Arnaud Louis Ehlinger, le 22/01/2026

3939 – Demande de pétition publique : Réglementation et protection du titre de « psychologue » au Luxembourg

Dépôt : M. Brix Tommy Wilmes Ernster, le 23/01/2026

3940 – Demande de pétition publique : Pour l'ouverture d'une démarche officielle du Luxembourg vers les BRICS

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 24/01/2026

3941 – Demande de pétition publique : Référendum : création d'un écosystème intégré de fonderie de semi-conducteurs au Luxembourg (de la conception à la production)

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 24/01/2026

3942 – Demande de pétition publique : Aufstellung einer Reservekompanie der luxemburgischen Armee, offen für Staatsangehörige von NATO-Mitgliedsstaaten

Dépôt : M. Frédéric Becker, le 24/01/2026

3943 – Demande de pétition publique : Demande d'alignement des primes entre policiers du groupe de traitement B1 et C1

Dépôt : M. Dany Martins Freitas, le 27/01/2026

3944 – Demande de pétition publique : Fir de Schutz vun der Privatsphär a Sécherheet vu Kanner a Jonken an de Schoulen

Dépôt : M. Théophile Schickes, le 27/01/2026

3945 – Demande de pétition publique : Retrait de permis en cas d'usage du téléphone au volant

Dépôt : M. Ivan Manuel Gois Viegas, le 28/01/2026

3946 – Demande de pétition publique : Contre les toilettes uniquement signalées par « WC » dans les écoles

Dépôt : Mme Stéphanie Dos Santos Duarte, le 28/01/2026

3947 – Demande de pétition publique : Unisex-Toiletten

Dépôt : Mme Sara Luck, le 28/01/2026

3948 – Demande de pétition publique : Toiletten an de Schoulen

Dépôt : M. Sven Nicolas Lutgen, le 28/01/2026

3949 – Demande de pétition publique : Adaptation des critères d'évaluation de la perte auditive pour l'accès aux aides de l'assurance dépendance relatives aux alarmes incendie adaptées

Dépôt : Mme Rosine May, le 28/01/2026

3950 – Demande de pétition publique : Demande de maintien des toilettes séparées dans les établissements scolaires

Dépôt : Mme Angelina Kazakova, le 28/01/2026

3951 – Demande de pétition publique : Pour la suspension des toilettes et vestiaires mixtes obligatoires et le maintien d'options séparées avec alternatives facultatives

Dépôt : M. Rafael Correia Baptista da Costa, le 28/01/2026

3952 – Demande de pétition publique : Pour le maintien de toilettes séparées dans les écoles et contre l'imposition de toilettes unisexes

Dépôt : M. Angelo Massimo Spellini, le 29/01/2026

3953 – Demande de pétition publique : Mehr Schutz für Immobilienagent/innen und Außendienstmitarbeiter(innen) in Luxemburg

Dépôt : M. Marc Kreitz, le 29/01/2026

3954 – Demande de pétition publique : Contre les toilettes mixtes dans les lycées

Dépôt : M. Nicolas Friden, le 29/01/2026

3955 – Demande de pétition publique : Demande de rétablissement de l'ancien horaire de la ligne 13 de la TICE

Dépôt : Mme Ana Patrícia Da Silva Costa, le 29/01/2026

3956 – Demande de pétition publique : Maintien des toilettes hommes/femmes séparées dans les écoles

Dépôt : Mme Bénédicte Marguerite Jeanne Souy, le 30/01/2026

3957 – Demande de pétition publique : Unisex-Toiletten, jo oder nee; loosst eis déi froen, déi dovu betraff sinn. Fir eng Ëmfro an de Lycéeën

Dépôt : M. Gérard Joseph Koneczny, le 30/01/2026

3958 – Demande de pétition publique : Contre les toilettes unisexes

Dépôt : Mme Lili Mutschen, le 30/01/2026

3959 – Demande de pétition ordinaire : Introduction de procédures de sécurité lors de la présentation de biens immobiliers à des personnes inconnues

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 30/01/2026

3960 – Demande de pétition publique : Pour le maintien des toilettes séparées dans les écoles

Dépôt : M. Christophe Grisius, le 31/01/2026

3961 – Demande de pétition publique : Inclure sans retirer : défendons des sanitaires pour tous

Dépôt : M. João Martins Loureiro, le 01/02/2026

3962 – Demande de pétition publique : Interdiction de la vente de hamsters au Luxembourg

Dépôt : M. Dan Thill, le 02/02/2026

3963 – Demande de pétition publique : Pour un partage plus équitable des bénéfices entre salariés et actionnaires

Dépôt : M. Xavier Batista, le 02/02/2026

3964 – Demande de pétition ordinaire : Mise à disposition de places de parking à chaque gare des CFL

Dépôt : M. Pascal Fischer, le 02/02/2026

3965 – Demande de pétition ordinaire : Gesetzliche Anpassung des Congé pour raisons familiales zugunsten tatsächlich allein betreuender Elternteile

Dépôt : Mme Susi Sandt, le 02/02/2026

3966 – Demande de pétition publique : Création d'une patinoire couverte et accessible toute l'année dans le nord du Luxembourg

Dépôt : Mme Anastasiia Busilkova, le 03/02/2026

3967 – Demande de pétition publique : Einführung eines Durchschnittsgehalts für Politiker und sofortige Amtsenthebung bei nachgewiesenen Lügen

Dépôt : M. Mike Raymond Wassmann, le 03/02/2026

3968 – Demande de pétition publique : Plus de parking à 10 heures à Esch/Alzette

Dépôt : Mme Loredana Barnellini, le 03/02/2026

3969 – Demande de pétition publique : Maintenir des toilettes séparées pour les hommes et les femmes

Dépôt : M. Gelbert Yuhana, le 03/02/2026

3970 – Demande de pétition publique : Windhof – Pétition pour une meilleure organisation des travaux et de la circulation

Dépôt : Mme Manon Jusseret, le 04/02/2026

3971 – Demande de pétition publique : Une grand-mère ne doit pas devoir vivre seule pour que sa famille garde ses droits

Dépôt : M. Sascha Majerus, le 04/02/2026

3972 – Demande de pétition publique : Demande de révision du cadre légal du congé de maternité en cas de grossesses multiples et de grossesses à risque

Dépôt : Mme Mélanie Despicy, le 05/02/2026

3973 – Demande de pétition ordinaire : Réformer ou supprimer la limitation à 78 semaines d'indemnité pécuniaire de maladie sur une période de référence de 104 semaines

Dépôt : M. Kim Jacob, le 05/02/2026

3974 – Demande de pétition publique : Cours LGBTQ+ an de Schoulen

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 06/02/2026

3975 – Demande de pétition publique : Création d'un cadre juridique permettant l'intervention des « Cardiac First Responders » certifiés pendant leurs heures de travail

Dépôt : M. Eric Nieradka, le 06/02/2026

3976 – Demande de pétition publique : Introduire une leçon hebdomadaire de patriotisme à l'école primaire au Luxembourg

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 08/02/2026

3977 – Demande de pétition ordinaire : Pétition relative à l'octroi d'une dispense du Sproochentest pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par les résidents établis depuis plus de douze (12) ans

Dépôt : M. Ricardo Da Conceição Pereira, le 08/02/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Hommage à la mémoire de Mme Colette Flesch, Députée honoraire

Haut gedenke mer der Éierendeputéierter Colette Flesch. Si huet eis den 21. Januar am Alter vun 88 Joer verlooss.

Och wa si zanter 2009 net méi politesch aktiv war, bleift de Souvenir un dës markant Perséinlechkeet – och hei am Gebai – present. Si huet wärend iwwer 40 Joer déi Lëtzebuerger Politick an eist Land gepräägt.

Si hat e ganz aussergewéinleche Parcours am ëffentleche Liewen, deen d'ailleurs net mat der Politick ugefaangen huet. Bekannt ginn ass si an de 60er-Joren duerch d'Fechten, wou si Lëtzebuerg och dräimol op den Olympesche Spiller vertrueden huet.

1969 ass d'DP-Politikerin am Zentrum an d'Chamber gewielt ginn. Si war domat, nom Marguerite Thomas-Clement 1919, dem Marie Nelly Flick 1945 an dem Astrid Lulling 1965, déi véierte Fra iwwerhaapt an der Geschicht vun der Chamber.

E Joer drop gouf si mat 32 Joer déi éischt Fra um Buergermeeschterstull an der Stad.

Vun 1969 bis 1980, vun 1984 bis 1989 a vun 2004 bis 2009, am Ganzen iwwer 20 Joer, war d'Colette Flesch an der Chamber, dovunner 2 Joer als déi éischt Fra um Poste vum Vizepresident. Si war och déi éischt Fra an der Fonctioun vum Fraktiounschef vun der DP.

Vun 1980 bis 1984 war si an der Regierung an do déi éischt Fra um Poste vum Vizepremier an Ausseminister.

Och am Europaparlament war si bal 20 Joer aktiv, dovun och 2 Joer als Questeur.

Dotëschent huet d'Colette Flesch vun 1990 un als Generaldirekter vun der Europäescher Kommissioun fir Kultur, Kommunikatioun a Sport geschafft.

Eng impressionant Karriär mat villen Titelen a ville Funktiounen. Mee ech mengen, datt et net dat ass, wat d'Colette ausgemaach huet. Ech mengen och net, datt si gären hätt, wa mer ze vill doriwwer géinge schwätzen. Ech wëll och léiwer iwwert dat, wat si gemaach an erreecht huet, e puer Wuert soen an iwwert d'Aart a Weis, wéi si hir Aarbecht gemaach huet, an notamment, well mer hei an der Chamber sinn, iwwer hiert Wierken an dësem Haus.

Ech erënnere mech virun allem un hiren Asaz bei grousse gesellschaftlechen Dossieren: d'Gläichstellung tëschent Mann a Fra, d'Ofschafe vun der Doudesstrof, d'Liberalisatioun vum Avortement an d'Euthanasie. Si huet net nëmmen d'Politick gepräägt. Duerch hir Presenz bei dëse fundamentale Sujeten huet si och eis Gesellschaft gepräägt, eis Gesellschaft geännert. A fir deen, deen eis Geschicht aus deene Jore kennt, dee weess, datt déizäit hefteg politesch Ausernanersetzunge waren.

Wéi ech d'Artikelen an d'Annoncen iwwert der Colette Flesch hiren Doud gelies hunn, ass mer opgefall, datt si op ville Plazen als „Grande Dame" bezeechent ginn ass. Dat huet jiddwerengem normal geschéngt an et huet och zu hir gepasst.

Mee am Fong firwat? Wat mécht eng sougenannte „Grande Dame" aus? A firwat passt dat esou gutt bei d'Colette Flesch? Op déi Froen hunn ech mer e

puer Äntwerte ginn, déi awer all um Enn zesummekommen.

Déi Éischt ass, datt d'Colette Flesch all déi Rollen, Mandater an Aufgaben, déi si hat, mat grousser Natierlechkeet ausgeüübt huet an natierlech och op der Héicht war. Dat huet kee Mënsch ugezweifelt, och wa si – an enger Zäit, wou d'Gesellschaft bei deem Sujet nach an den Ufanksschrëtt war – op ville Plazen déi éischt Fra an hirem Amt war.

Dat Zweet ass d'Aart a Weis, wéi si un hir Ämter an hir Dossieren erugaangen ass. Bei der Diskussioun iwwert d'Liberalisatioun vum Avortement – dat war jo keng einfach Diskussioun an där Zäit, et war eng, déi wierklech hefteg gefouert ginn ass – sot d'Colette Flesch 1978 hei an der Chamber Folgendes, an ech zitéieren: „À ceux qui nous reprochent que nous n'avons pas été suffisamment courageux, je rétorquerai que, dans une matière qui touche aux convictions profondes, il faut, si l'on veut faire œuvre utile, respecter les convictions des autres." An hannendrun: „La politique est la science du possible." Enn vum Zitat.

De Respekt virun anere Meenungen och bei schwieregen Dossieren a bei hëtzegen Diskussiounen. E Kampf gewannen, ouni ze triumphéieren. De Respekt vun de Konkurrenten, mee och vun aneren Iwwerzeegungen.

Bei der Diskussioun iwwert d'Euthanasiegesetz ass d'Deputéiert 2008 hei an der Chamber op de Sujet Discipline de vote agaangen. Si huet drun erënnert, wat si bei den Diskussiounen iwwert d'Liberaliséierung vum Avortement oder d'Abolitioun vun der Doudesstrof als Fraktiounspresidentin gemaach hat. An ech zitéiere si hei erëm eng Kéier. Si sot: „[Ech hunn] all eenzelnen Deputéierte vu menger Fraktioun opgesicht, fir hien ze iwwerzeegen, datt déi doten zwee Projete justifiéiert waren, a si solle se wannechgelift stëmmen. Mee ech hu refuséiert, d'Discipline de vote ze imposéieren. Ech hunn hinnen alleguerte gesot: Dir stëmmt do of, wéi Dir et fir richteg haalt." Och hei Enn vum Zitat.

Well effektiv eenzel Memberen aus der Fraktioun dergéint gestëmmt haten, sot d'Colette Flesch duerno, an ech zitéiere si erëm eng Kéier: „Ech gebrauchen eng Formule vum Édith Piaf", sot se, „Je ne regrette rien. Ech regrettéieren iwwerhaapt net, dass ech gesot hunn, d'Discipline de vote kann an däerf an deenen dote Froen net spillen. Ech betruechten déi zwee Votten [...] als déi schéinste Momenter vu menger parlamentarescher Tätegkeet." Schluss vum Zitat.

An hirer politescher Karriär ass d'Colette Flesch ëmmer fair bliwwen. Fairplay am Sport, Fairplay an der Politick. Den Éierestaatsminister Pierre Werner sot an deem Kontext iwwert d'Colette Flesch a sengen typesche Wierder an op seng Aart a Weis – an ech zitéieren och hei –: „Votre attitude dans le combat politique a toujours ressemblé aux élégantes passes d'armes des escrimeurs qui touchent leur adversaire sans le blesser." Schluss vum Zitat.

Ech war wärend véier Joer zesumme mat der Madamm Flesch am Stater Schäfferot – mäin éischt Mandat an och ouni Erfarung. Si war de rouegen an erfarene Pol am Schäfferot. A si huet mer vill gehollef op eng, muss ech einfach soen, absolutt natierlech Aart a Weis. Fir et einfach auszedrécken: op eng léif Aart a Weis. An ech hunn hir einfach getraut. Ech kann am Fong net soen, firwat. Dat war einfach esou. An ech hu mer duerno geduecht: Vläicht ass et genau dat, wat eng Grande Dame ausmécht.

D'Colette Flesch war iwwert d'DP eraus eng Persoun, déi ee fir dat, wat se gemaach huet, a fir dat, woufir se stoung, respektéiert huet. Si stoung fir Courage, fir Disziplinn, fir Dignitéit. Si huet keng Erausfuerderung gescheit. Si hat de Sënn vum Staat a vun den demokratesche Valeuren.

Si huet no 2009 decidéiert, sech politesch zréckzezéien. Méi wéi 15 Joer duerno hunn nach vill Leit mat Bewonnerung op si gekuckt. Och no hir sportlecher an hirer politescher Karriär ass si an der Memoire vun de Leit bliwwen. Si huet d'Land an d'Politick gepräägt a bleift och an eiser Erënnerung.

Ech géing Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir der Madamm Colette Flesch ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Changements de composition de commissions parlementaires

An obwuel et schwéier ass, komme mer dann erëm zréck op eisen normalen Ordre du jour. An deen huet elo als nächste Punkt – dat ass esou – d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen, wou ech follgend Ofännerunge matgedeelt krut:

Am Groupe de travail – Statut du député ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Marc Spautz.

An der Commission de contrôle ersetzt den Här Gilles Baum den Här Luc Emering.

An an der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt den Här Dan Biancalana den Här Yves Cruchten all Kéier fir de Punkt iwwert de Projet de loi 8681 iwwert d'Finanzéierung vum TICE, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dësem Projet.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn op den Ordre du jour gesat. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Ech maachen drop opmierksam, datt mer d'lescht Kéier festgehalen hunn, datt déi Froen an déi Äntwerte géinge vun der jeeweileger Plaz aus virgedroe ginn. Ech géing d'Deputéiert och bieden, opzepassen, datt se haart genuch schwätzen, fir datt och de ganze Sall dat ka verstoen. Dat ass bei deenen enge méi einfach wéi bei deenen aneren, mee probéiert et emol alleguer.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 307 vum Här Laurent Zeimet un den Här Premierminister iwwert d'Aarbechtsvisitt a Kanada. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 307 du 10 février 2026 de M. Laurent Zeimet relative à la visite de travail au Canada, adressée à M. le Premier ministre

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, mir hu suivéiert, datt de Premierminister dëser Deeg a Kanada war, an hien huet ënner anerem och de Premierminister, de Mark Carney, do begéint, deen eis jo nach virun e puer Wochen al begeeschtert huet mat sengen Aussoen iwwert d'Zukunft vun den transatlantesche Bezéiungen. An ech wollt dofir profitéiere vun der Presenz vum Premierminister, fir en ze froen, d'Chamber à chaud doriwwer ze informéieren, wat bei dëse Gespréicher konnt erauskommen. Villmools merci.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech wollt dem Här Zeimet an domadder der Chamber soen, datt ech déi Rees a Kanada bewosst gemaach hunn. An enger Zäit vu staarke geopolitesche Changementer ass et wichteg, datt Lëtzebuerg Partner an der Welt huet, mat deene mer gemeinsam Wäerter deelen an déi och un eng reegelbaséiert Organisatioun vun der Welt no de Prinzippie vun der UNO-Charta gleewen. An dat ass ganz sécher de Fall bei Kanada.

Lëtzebuerg huet d'lescht Joer a Kanada eng Ambassade opgemaach, wat och en Zeeche war, datt mer déi Relatioune mat Kanada wëlle verdéiwen. An dofir hu mer selbstverständlech iwwert d'Organisatioun vun der Zukunft vun Europa an der Welt geschwat, an ech ka soen, datt de Premierminister Carney e proeuropäeschen Nordamerikaner ass an datt et kloer ass, datt mer deen nordamerikanesche Block zënter dem leschte Joer net méi als ee Block kënnen ugesinn, mee datt ganz kloer Kanada méi proeuropäesch ass wéi aner Deeler vun Nordamerika.

Mir gleewen un eng staark transatlantesch Relatioun, mee déi muss ëmmer baséiert sinn op eise Wäerter, op de Wäerter vun Europa, déi Wäerter vu Fräiheet ënnert de Limitte vun deem, wat mer als Mënscherechter an Europa an an der Welt verstinn. An dat war och de But vun där Ried, déi ech gehalen hunn an Amerika, an den USA, éier ech a Kanada gefuer sinn.

Mir wëllen also d'Partnerschaft mat Kanada verdéiwen. An dat huet och ganz konkreet Aspekter. Ech ginn Iech dräi, véier Beispiller:

Dat Éischt ass, datt mer den Dialog tëscht eise Finanzplaze wëlle verdéiwen. Et lafen haut scho ganz vill Investissementer a Richtung Kanada via de Lëtzebuerger Ekosystem vun der Finanzplaz. Dat wëlle mer weider verdéiwen an duerfir wäerten och an nächster Zäit déi zwee Finanzministeren en Accord fir hire Finanzdialog zesummen ofmaachen an ënnerschreiwen.

Mir wëllen am Satellitteberäich méi enk zesummeschaffen, grad och am Kontext vun den Erausfuerderungen, déi sech stellen am Beräich vun der Sécherheet an der Defense. Do kommen nei Erausfuerderungen op eis zou. A mir hunn e puer konkreet Projeten diskutéiert, wou Kanada eventuell ka matmaachen, fir datt mer d'Roll vu Lëtzebuerg an der neier Sécherheetsarchitektur och mat kanadescher Ënnerstëtzung, an domat och am Interêt vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg an der Lëtzebuerger Ekonomie, kënne verdéiwen.

Mir hunn och d'Méiglechkeet vun der Schafung vun enger multilateraler Bank diskutéiert, déi am Beräich vun der Sécherheet an der Defense géing aktiv ginn, well mir wëssen, datt mer ganz vill zousätzlech Suen an deenen nächsten 10, 15 Joer an d'europäesch Defense mussen investéieren. Dat schaaft och erëm nei Aarbechtsplazen, mee dat brauch ganz vill Suen, an aktuell hu weeder d'Privatbanken nach d'ëffentlech Banke genuch Moyenen, fir dat alles ze stemmen. An och do wëlle mer mat Kanada zesumme kucken, wat mer an deenen nächste Méint kënne maachen.

Mir begréissen och, datt eng vun de renomméierten Universitéite vu Kanada, nämlech d'McGill-Universitéit hei zu Lëtzebuerg e Masterprogramm fir Management an de Finanzen opsetzt ab dësem Joer. An och dat beweist, datt mer wëllen zesummen Talenter formëieren, déi eis Gesellschaft brauch, fir weider eise Wuelstand ze assuréieren.

Kuerzëm, et war eng ganz produktiv Visitt, an ech mengen, datt mer wierklech a Kanada e Partner hunn, op dee mer eis kënne verloossen. Esou gesinn d'Kanadier dat, wann ech dat gesinn, wat de Premierminister Carney no eiser Visitt a Kanada gesot huet, an dat, wat ech hei wëllt mat Iech deelen. Ech mengen, et ass gutt, datt mer innerhalb vun der NATO en historeschen Alliéierten hunn, mat deem mer nach vill an der Zukunft kënne maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 308 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Premierminister iwwert d'Interviewufroe vun der Press un d'Regierungsmemberen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 308 du 10 février 2026 de Mme Taina Bofferding relative aux demandes d'interview faites par la presse aux membres du Gouvernement, adressée à M. le Premier ministre

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, ganz genau, Här President. Ech ginn der Fro no: Wéini duerf e Minister en Interview refuséieren?

Fir ganz vill Opreegung huet rezent d'Stellungnam vum Minister Wilmes gesuergt bezüglech den Interviewsdemanden, déi hie jo nëmmen akzeptéiert, wann et eng Win-win-Situatioun ass. Esou stoung et zumindest an engem Artikel am „Lëtzebuerger Land" vergaangene Freiden. An ech verweisen och hei op d'Stellungnam vun der Associatioun vun de professionelle Journalisten, déi dat als eng „absurd Demande" bezeechnen. A si schreiwe weider: „Als Minister huet ee vis-à-vis vun de Bierger/innen eng Verantwortung, Rechenschaft ze droen – ganz besonnesch wa kritesch Froe gestallt ginn."

An ech wëll et an aller Däitlechkeet soen: Et ass net akzeptabel, dass e Minister en Interview, eng Demande, just dovunner ofhängeg mécht, ob hien doranner e Win-win gesäit. Ech mengen, wann een en Interview u Konditioune knäppt oder just als géigesäitege Benefiss consideréiert, da verwiesselt een Transparenz mat PR. An d'Circulaire Bettel ass ganz kloer an deem Punkt, wou se seet, dass d'Presseaarbecht Informatioun ass an net Imagefleeg.

An dofir eeben och meng Demande un Iech, Här Premierminister: Wéi gesitt Der dann déi Opfaassung vum Minister Wilmes, dass eng Interviewufro am Endeffekt esou e Verhandlungsobjet ass? Akzeptéiert Der, dass e Minister just dee Moment Interviewe gëtt, wann hien doranner eng Win-win-Situatioun gesäit? Respektiv, wann Der et net esou gesitt, wéi eng Konsequenzen zitt Der dann dorauser, datt ee Member aus Ärer Regierung ganz kloer hei d'Roll vun der Press a Fro stellt?

An, Här Premierminister, vläicht gëtt et jo no der Circulaire Bettel och elo eng Circulaire Frieden, vun där mer nach näischt héieren hunn, wou dann eeben net méi tëschent der Presseaarbecht an der PR, der politescher Kommunikatioun, differenzéiert gëtt. Op alle Fall: Kläert eis op, well dat doen ass alles aneschters wéi am Sënn vun der Transparenz! Et ass net nëmmen, dass e Minister hei seriö Problemer huet, seng demokratesch Verantwortung wouerzehuelen, mee en ënnergrueft domadder d'Pressefräiheet, a virun allem schiedegt en domadder och d'Vertrauen an eis Institutiounen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, et ass fir d'Regierung kloer, datt een eng Auskunftsflicht huet, mee et gëtt keng Interviewflicht. Ech hunn de Minister Wilmes op déi Artikelen ugeschwat, an hien huet mer gesot, datt hien a seng Mataarbechter keng esou Ausso gemaach hätten. Ech war net derbäi, d'Madamm Bofferding war och net derbäi, duerfir loosse mer dat emol esou do stoen.

Wat awer wichteg ass, ass, datt et evident ass, datt all d'Froen– an ech soen dat och als fir d'Meedien zoustännege Minister –, déi d'Press un e Ministère oder un e Minister stellt, musse beäntwert ginn. Dat ass d'Auskunftsflicht. Ob e Minister en Interview gëtt oder net, ech mengen, dat muss de Minister jee no Situatioun entscheeden. Dat gëllt héchstwarscheinlech d'nämmlecht fir all Politiker, fir all Mënsch am Land. Mee et ass kloer, datt et an enger Demokratie d'Flicht ass vun der Regierung, d'Froe vun de Meedien ze beäntwerten. Dat ass esou, dat bleift esou.

An ech hunn och net wëlles, eng nei Circulaire ze maachen. Déi Circulaire, déi mäi Virgänger gemaach huet virun enger véier, fënnef Joer, ass och nach elo gülteg, an déi wäert och weiderhi Gültegkeet hunn. Wann also Froe sinn, kann ee se ëmmer stellen an d'Regierung wäert se, souwäit se d'Äntwerte weess, och selbstverständlech der Press an natierlech och der Chamber beäntwerten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 309 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Reegel vun den 78 Wochen am Fall vun enger Krankheet. Madamm Hartmann.

– Question n° 309 du 10 février 2026 de Mme Carole Hartmann relative à la règle des 78 semaines en cas de maladie de longue durée, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. D'lescht Woch war de Weltdag vum Kriibs, en Dag, wou mer zu ganz vill souwuel un d'Patienten, déi vu Kriibs betraff sinn, awer och un hir Famille geduecht hunn, ënner anerem och un eise Kolleeg, de Max Hengel. Kriibs ass, mat villen anere Pathologien, eng Krankheet, déi zwar duerch d'Medezinn schonn eng ganz Rei Fortschrëtter erlieft huet, wou awer d'Krankheet an och de Krankheetsverlaf oft ganz, ganz laang sinn an doduerjer och eng laang Rekonvaleszenz oder och Réckfäll bedeiten.

An deem Kader gëtt et eng gesetzlech Reegelung, déi et erméiglecht, innerhalb vun zwee Joer insgesamt 78 Wochen an engem Krankeschäin ze sinn, wou ee weider sozialverséchert ass. Mir hunn am Koalitiounsaccord, wat d'Pathologie-graven ugeet, festgehalen, dass et bei esou Pathologie-graven och emol kann Exceptioune ginn zu där 78-Woche-Klausel an dass een och do e Congé thérapeutique consideréiere sollt, fir dass och Persounen, déi eng Pathologie grave hunn, och nees lues, progressiv an d'Aarbechtsliewe kënnen erakommen. Wann een dat kann, dann ass dat och eng wichteg Reintegratioun an d'Liewen no enger uerger Krankheet.

An do wollt ech d'Ministesch froen, wou déi Aarbechten dru sinn – ech mengen, Dir hat virun engem Joer och do scho verschidden Aarbechten annoncéiert –, ob mer do effektiv an eng Richtung ginn, wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, an deen Halleffdaags-Congé-thérapeutique consideréieren, wéi eng Pathologie-graven do consideréiert ginn an ob do Patienten, déi nees wëlle schaffen, och wa se aus enger uerger Zäit kommen, wou se schlëmm krank sinn, kënnen eng Exceptioun kréien zu där aktueller 78-Woche-Reegelung, déi mer an eisem Code de la sécurité sociale dran hunn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci der Deputéiert Hartmann fir dës Fro, spezifesch elo nom Weltdag fir de Kriibs. Mir hunn, wéi ech virun engem Joer gesot hat, den Aarbechtsgrupp lafen. Dat heescht, am November 2024 ass en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, deen ënner anerem déi 78-Woche-Reegel do sollt analyséieren.

D'Inspektioun vun der Sécurité sociale huet d'lescht Joer, am November 2025, hir detailléiert Analys vun der Evolutioun vun de Leit, déi bis zum Schluss vun deenen 78 Woche kommen, gemaach. Do fënnt een dann zum Beispill Zuele wéi follegt: All déi Leit, déi déi 78 Wochen erreechen – dovunner si 15 % betraff vun enger Kriibskrankheet, 16 % betraff vun enger Intervention chirurgicale, woubäi et nach net esou ass, datt ee rëm ka schaffe goen, 8 % vu Maladies dégénératives vum Knachebau, a 27 % vun de Leit si betraff vun Troubles mentaux. Dat heescht, d'Kriibskrankheet eleng ass elo net eng Ursaach, firwat datt een un d'Enn vun deenen 78 Woche kënnt, mee och eng Ursaach.

Mir hunn du mat de Sozialpartner zesummen diskutéiert, wéi een dann do kéint drun erugoen. Eng Iddi war, eng Indemnitéit anzeféieren no deenen 78 Wochen, déi dann ugeleent wär un eng Invaliditéit, mee et ass natierlech net gutt, wann esou Leit gesot kréien: „Dir sidd elo invalid", well si sinn net invalid, si kënnen deelweis nach schaffe goen.

Dann ass d'Fro gewiescht: Déi Reprise progressive du travail gëtt ëmmer nach als Krankeschäin ugerechent. Dat heescht, wann een do déi Deeg, wou een da ka schaffe goen, net als Krankeschäin urechent, da kann een déi Period och scho verlängeren.

Mee all déi Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, hunn net zu engem Konsens gefouert, a mir mussen déi och e bësse méi breet am Kader vum Aarbechtsgrupp gesinn, dee sech ëm den Absenteismus bekëmmert.

An dat, wat d'Inspektioun och nach opgestallt huet, ass, datt déi Verlängerung vun deenen 52 op déi 78 Woche global zu engem Eropsetze vum Taux d'absentéisme gefouert huet. Dat heescht, mir mussen do mat de Sozialpartner zesumme kucken, wéi mer dann elo e Wee fannen, fir dat do en compte ze huelen. An de Moment gesäit et esou aus, wéi wann ee misst an eng Richtung goen, wou dee Mi-temps oder dee Quart-temps da formaliséiert gëtt, strukturéiert ugaange gëtt, datt ee mam Patron zesumme kuckt, wéi vill Deeg een da ka schaffe goen a wéi vill Deeg een net ka schaffe goen, a just déi Deeg gezielt kritt, wou en net schaffe geet.

Mir sinn do ënnerwee. Ech soen Iech soubal wéi méiglech Bescheed, wa mer eng Konklusioun hunn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 310 vum Här Dan Hardy un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Vu datt schonn eng änlech Fro, d'Fro Nummer 3598 vum Här Dan Hardy a vum Här Michel Lemaire, urgent ugefrot gouf, wou d'Urgence awer net accordéiert ginn ass, gi mer dovunner aus,

datt mat der Stellungnam an der Beäntwerung vun dëser Fro och déi schréftlech Fro da beäntwert wäert sinn. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 310 du 10 février 2026 de M. Dan Hardy relative à l'absence de salage dans la nuit du 3 au 4 février, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question n° 3598 du 4 février 2026 de M. Michel Lemaire et de M. Dan Hardy relative à l'absence de salage et aux accidents de la route, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Dan Hardy (ADR) | Genau. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dat ass natierlech fir eis an der Rei esou, wéi Der dat elo proposéiert hutt.

An der Nuecht op de 4. Februar, an och fréi moies, war et uechtert d'Land op enger ganzer Rei Stroosse spigelglat, well eeben net gestreet gi war anscheinend. Et ass zu sëllegen Accidenter mat Blesséierte komm. Ronn 30 Gefierer sinn accidentéiert. Am Ganze 16 Leit sinn dobäi verwonnt ginn. Et gouf zum Gléck keng Schwéierblesséierter.

Meteoméisseg war virauszegesinn, datt aus der Kombinatioun vu Reen an Temperaturen ëm de Gefréierpunkt mat Geforesituatiounen ze rechne wär. Dofir ass meng éischt Fro un déi zoustänneg Mobilitéitsministesch, no wéi engen administrative Prozeduren d'Bereetschaft vum Streedéngscht geplangt an aktivéiert gëtt an ob an dësem Fall d'Prozeduren agehale gi sinn.

Vu dass de Weekend erëm Frascht ugekënnegt ass, wollt ech dann, zweetens, wëssen, wéi vill Streesalz fir dëse Wanter virgesi war a wéi vill dovu schonn opgebraucht gouf. An huet och eventuell e Manktem u Streesalz dozou bäigedroen, datt de 4. Februar net gestreet gouf?

Da stellt sech, drëttens, och d'Fro, ob Leit, déi bei Accidenter blesséiert goufen oder e Materialschued haten, sech an dësem Fall op déi zivill Haftflicht vum Staat beruffen an eng Entschiedegung ufroe kënnen.

Véiertens, d'Regierung hat sech am Koalitiounsaccord der VISION ZERO verschriwwen an och an deem Kader ënner anerem d'Zuel vun de Radaren hei am Land erhéicht, soudatt sech d'Fro stellt, wéi sech déi Politick vun der VISION ZERO domadder verdréit, datt den zoustännege Ministère méiglecherweis duerch d'Netanhale vu sengen eegene Flichten zu der Onsécherheet op eise Stroosse bäigedroen huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An d'Wuert huet elo d'Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten. Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Villmools merci. Ech sinn effektiv e bëssen erstaunt, déi Fro ze kréien, well mer schonn ugefaangen haten, op Är schréftlech Fro ze äntwerten, well schréftlech kann een da natierlech och e bësse méi an d'Detailer goe wéi elo hei mëndlech. Ech muss awer och soen, dass den Toun vun Ärer schréftlecher Fro mech awer och e bëssen erstaunt huet.

D'MeteoLux huet och schonn op Presseufroen hi Stellung geholl, soudass ganz vill och schonn am Public gesot ginn ass.

Also, an dëser Situatioun war et effektiv e Fait: MeteoLux huet hei keng Warnung erausginn. D'Wiederkonditioune fir dës Saison waren net exceptionnel. Et huet net geschneit. Et war och kee Glëtz gefall. Fait ass awer, dass Niwwel a Fiichtegkeet op lokalem Plang dann eeben dozou gefouert hunn, dass Stroossen dunn, wéi d'Temperature gefall sinn, gefruer sinn. Et war awer keen nationale Phenomeen. Dat war effektiv méi lokal – kee flächendeckende Phenomeen.

Ech mengen, et soll een och soen, dass nëmme soll gestreet ginn, wann et wierklech, wierklech néideg ass. Mir hunn och zesumme mam Minister Wilmes viru Kuerzem op eng Question parlementaire geäntwert, wou et justement och iwwert den Ëmweltimpakt vum Streeë gaangen ass.

Ech kann Iech berouegen: Hei sinn d'Proceduren agehale ginn, souwuel op der Säit vu MeteoLux wéi och vu Ponts et chaussées. Dat heescht, wéi ech scho gesot hunn: Ponts et chaussées krute keng Warnung – net vu MeteoLux. Ech muss awer och soen, dass Météo France an dësem Fall elo keng Warnung erausginn huet. Et ass also net preventiv gestreet ginn.

Ech wëll awer hei ënnersträichen: Mir hunn e Permanence-System bei Ponts et chaussées. Déi hunn hir Aarbecht gemaach. Dat heescht, um 4.20 Auer moies, well déi Aarbecht dann och gutt gemaach ginn ass, sinn d'Leit erausgeschéckt ginn. Um 5.00 Auer sinn d'Camione lassgefuer fir ze streeën. Dat heescht, et ass falsch, ze behaapten – an ech zitéieren, wéi Der schreift: „Um fréie Moien ass net gestreet ginn." Dat stëmmt net!

An da wëll ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir deenen, déi dann effektiv um 4.00 Auer moies opstinn, e grousse Merci ze soen. D'Ponts et chaussées maachen eng ganz, ganz gutt Aarbecht. An dem Direkter, dem Här Fox, an all senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter merci fir déi Aarbecht, déi se do maachen!

Ech wëll och drop hiweisen, dass am Code de la route steet, dass et d'Verantwortung ass vun all eenzelnem Chauffeur, ze kucken, dass en, jo, sech renseignéiert, dass e seng Fuerweis och op d'Situatioun upasst, dass e Wanterpneuen huet zum Beispill.

Dir frot och iwwert d'Haftflicht vum Staat am Fall, wou dann eppes geschitt. Dir musst wëssen, dass de Staat keng esou eng Haftflicht huet. Hei si mer nees bei der Verantwortung vun all Eenzelnem.

Ech mengen, Dir verstitt och, dass d'Ponts et chaussées net iwwerall kënne permanent ënnerwee sinn, fir sämtlech Stroossekonditioune kënnen a perfektem État ze hunn, 24 Stonnen op 24. Ech mengen, dat steet och esou an der Jurisprudence courante. D'Gemenge sinn natierlech och am Prinzipp fir hir Stroossen zoustänneg, quitte dass do ganz vill zesummegeschafft gëtt zwëschent de Gemengen a Ponts et chaussées.

Da muss ech Iech och soen, dass ech fannen, dass et net wierklech ubruecht ass, wéi Der an Ärer QP – an dann zitéieren ech Iech – schreift, d'Regierung hätt duerch d'Ënnerloossung vun hiren eegene Flichten esou zur Onsécherheet op de Stroosse bäigedroen. Ech kann dat wierklech elo net esou stoe loossen. Mir schwätze vu VISION ZERO. Dat ass fir mech ganz wichteg, mee dat zielt natierlech och … Do misste mer op e kollektiivt Zesummespill zwëschent deenen, déi responsabel si fir d'Infrastrukturen, an deenen, déi d'Infrastrukture benotzen, zréckgräifen. Ech mengen, dat muss e kollaborative Processus sinn.

Zum Schluss frot Der dann och nach, ob et e Mangel vu Streesalz war, deen dann derzou gefouert huet, dass net gestreet ginn ass. Do kann ech Iech soen, dass 16.400 Tonne bis elo gestreet gi sinn, dass mer 20.000 Tonnen am Prinzipp pro Wanter virgesinn, dass mir awer 12.400 Tonnen nach am Stock hunn, an dass d'Kontrakter och virgesinn, dass een zu all Moment da ka Streesalz nobestellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur nächster Fro, der Fro Nummer 311 vum Här Laurent Mosar un den Här Inneminister iwwer Messerattacken. Här Laurent Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 311 du 10 février 2026 de M. Laurent Mosar relative aux agressions au couteau, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. An de leschte puer Deeg ass et zu dräi extreem brutalen Aggressiounen an der Stad Lëtzebuerg komm, wou eng jonk Fra op eng schrecklech Aart a Weis ëmbruecht ginn ass, e klengt Kand vun aacht Méint op gradesou eng brutal Aart a Weis aggresséiert gouf a schlussendlech och e ganz engagéierte Mataarbechter vun der Stad Lëtzebuerg mam Messer brutal aggresséiert gouf.

Dës Doten hu ganz vill Leit schockéiert, net nëmmen an der Stad, mee wäit doriwwer eraus. A ganz vill Leit stelle sech natierlech och Froen, wéi et mat der éffentlecher Sécherheet hei am Land ass. Doniewent stelle sech natierlech och vill Leit Froen iwwert d'Täter vun deenen dräi Aggressiounen. A laut den Informatiounen, déi de Parquet och kommunizéiert huet, schéngt et esou ze sinn, datt zumindest ee vun deenen dräi Täter aus engem Net-EU-Memberland kënnt.

Meng Froen dozou un den Inneminister:

Éischtens: Wat ass och do d'Evaluatioun vum Inneminister par rapport zu deenen Aggressiounen?

An zweetens: Wat gedenkt eventuell och do den Inneminister ze ënnerhuelen, ganz besonnesch géint d'Täter, déi sech just op Basis vun enger provisorescher Openthaltsgeneemegung hei am Land ophalen?

Merci fir Är Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Erlaabt mer fir d'éischt, ze soen, datt natierlech eis Gedanke bei den Affer an och bei de Familllje vun den Affer vun dëse ganz schlëmmen Dote sinn.

Dir verstitt, datt ech hei net kann an den Detail goen, well et lafen d'Enquêtes judiciaires. Ech kann Iech soen, beim éischte Fall, laut mengen Informatiounen ass elo keen Element do, wou ech direkt zoustänneg wier. Beim zweete Fall ass eng Messerattack am Garer Quartier geschitt, net wäit ewech vum Policekommissariat. An do ass effektiv e Mataarbechter vun engem Drëttstaatler, deen de Flüchtlingsstatut huet, niddergestach ginn.

An deem anere Fall, wou dat klengt Kand blesséiert ginn ass, ass dat en EU-Bierger, deen net hei zu Lëtzebuerg ugemellt ass, deen dat klengt Kand ganz fest geschloen huet. Ech wéilt och hei der Police Merci soen, well d'Police konnt an deenen dräi Fäll a ganz kuerzer Zäit d'Täter festhuelen. Dat konnt een och an der Press liesen.

Wat elo meng Kompetenzen ugeet, wëll ech Iech soen: An dem Fall vun deem, deen de Flüchtlingsstatut huet, erlaabt d'Gesetz iwwert d'Immigratioun, engem de Flüchtlingsstatut ewechzehuelen, wann en eng Gefor fir d'Sécherheet vum Land ass. Ech hunn decidéiert, datt ech dat maachen. Ech wäert där Persoun de Flüchtlingsstatut ewechhuelen. Dat huet keng Konsequenz op d'Enquête, op e méigleche Prozess.

Déi aner Persoun ass en EU-Bierger. Do gesäit d'Gesetz vir, datt ee kann e Refus d'entrée oder e Refus

de séjour ginn. Déi Persoun war illegal hei, do leeft d'Enquête judiciaire. Sollt et zu engem Prozess an zu enger Condamnatioun kommen, da kucke mer, opgrond vum Gesetz, ob een där Persoun dann och e Refus d'entrée hei am Land ka ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 312 vun der Madamm Sam Tanson un den Här Premierminister iwwert d'Annonce vun enger neier Baisse vum Steiersaz fir Betriber. Madamm Tanson.

– Question n° 312 du 10 février 2026 de Mme Sam Tanson relative à l'annonce d'une nouvelle baisse du taux d'imposition des entreprises à mi-mandat du Gouvernement, adressée à M. le Premier ministre

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech kommen zréck op en Interview, deen Der ginn hat am Hierscht, Här Premierminister, am September am „Lëtzebuerger Wort", wou Der ugekënnegt hat, dass à mi-mandat eng nei Baisse vun der Kierperschaftssteier géif kommen.

Mir haten elo d'lescht Woch eng Finanzkommissioun, wou mer iwwert déi aktuell Evolutioun vun den Zuele geschwat hunn, wou de Finanzminister awer vill méi reservéiert geklongen huet, wat dat doten ubelaangt.

An dowéinst wollt ech elo vun Iech wëssen – mir sinn elo quasi à mi-mandat, a wann dat fir mi-mandat géif kommen, da misst dat jo elo decidéiert ginn: Wat si genau d'Pläng vun der Regierung? Fir wéini ass dat ugeduecht? Wann et elo net fir mi-mandat wär, firwat hutt Der Är Meenung zu deem Punkt geännert? Respektiv wat huet dat och fir en Impakt insgesamt elo op Är Decisiounen? Dat war jo eng Annonce, déi Der awer gemaach hutt. Ech gi jo dann dervunner aus, dass dat diskutéiert ginn ass an d'un commun accord um Niveau vun der Regierung och als Decisioun geholl ginn ass.

Just fir kloerzestellen – ech mengen, Dir wësst dat: Mir sinn net der Meenung, dass mer sollen op zousätzlech Steierrecetten an dësen Zäite verzichten. Au contraire. Ech denken, dass et eng komplizéiert Phas am Moment ass – dat beleeën och ëmmer erëm d'Chifferen, déi mer kréien – an dass mer eis solle ganz gutt iwwerleeën, wéi mer mat eise Finanzen ëmginn. Mee op alle Fall géif et mech interesséieren, wéi dann elo déi aktuell Iwwerleeunge sinn, d'autant plus well et jo awer schéngt e bësse widderspréchlech Aussoen ze ginn um Niveau vun der Regierung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, eng staark Wirtschaft ass noutwendeg fir d'Schafe vun den Aarbechtsplazen, fir datt mer kënnen eise Sozialmodell halen, eis ëffentlech Servicer kënne finanzéieren an och eisen héijen Infrastrukturprogramm kënne finanzéieren. An duerfir huet d'Regierung am Koalitiounsaccord gesot, datt mer eis géifen an dëser Legislaturperiod stufeweis zu der OECD-Moyenne vun der Besteierung vun de Betriber hi beweegen. An un deem Pad hale mer fest.

Mir hunn dat eng éischte Kéier gemaach 2025, wou mer den Taux ëm ee Prozentpunkt erofgesat hunn. An a menger Ried bei der Fedil Mëtt Januar dëst Joer hunn ech gesot, datt mer déi zweet Etapp géinge maachen am Joer 2027. Da komme mer e bësse méi no bei déi Moyenne vun der OECD.

An ech mengen, dat ass noutwendeg, fir datt Lëtzebuerg eng attraktiv Plaz bleift, wou och d'Betriber vun heiheem an aus dem Ausland wëllen hikommen, well mir sinn an engem Konkurrenzkampf mat eisen Noperen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt déi éischt Baisse vun der Kierperschaftssteier, déi mer gemaach hunn, e positiven Effet hat, datt mer méi Aktivitéit haten an datt d'Baisse vun de Steieren net automatesch zu manner Einname féiert, mee datt d'Chiffere vun der Kierperschaftssteier vun deene leschten zwee Joer beweisen, datt d'Kierperschaftssteier am Volumen eropgaangen ass.

A mir wäerten also dorunner festhalen, datt mer à mi-chemin, also am Joer 2027, déi zweet Etapp maache vun der Reduktioun vun der Kierperschaftssteier an domadder eise Koalitiounsprogramm, wéi versprach, ëmsetzen an hoffen, datt dat och derzou féiert, wéi gesot, datt Lëtzebuerg eng Plaz bleift, wou och an Zukunft Entreprisë sech wëllen etabléieren a weider ausbauen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 313 vum Här Sven Clement un den Här Inneminister iwwert de Respekt vun de PAIen an de Maison-relaisen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 313 du 10 février 2026 de M. Sven Clement relative au respect des PAI dans les maisons relais, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Fro war als Éischt emol, ob ech d'Fro géif un den Inneminister oder un den Educatiounsminister stellen. Mir hunn eis schlussendlech fir den Interieur entscheet an ech kommen och gläich op d'Begrënnung dofir. Et geet nämlech ëm eng kommunal Maison relais, déi och ënner Opsiicht an ënnert der Gestioun vun enger Gemeng, notamment der Gemeng zu Käl, steet, wou zanter iwwer engem Mount e Kand, dat eng Allergie an och e PAI huet, einfach keen Iesse kritt.

D'Argument: D'Gemeng huet zum 1. Januar de Fournisseur fir d'Iessen an där Maison relais gewiesselt. D'Gemeng – also dofir och den Interieur an net den Educatiounsministère – huet de Fournisseur gewiesselt an dee wär anscheinend net kapabel, en allergiefräit Iessen ze liwweren.

An dorauser ergi sech dann natierlech e puer Froen.

Dat eent ass: No wéi enge Krittären däerf eng Gemeng dann iwwerhaapt esou eng Ausschreiwung virhuelen? A muss een net als Allgemengheet sécherstellen, datt och jiddwereen, deen e Besoin spécifique huet, sech hei erëmfënnt?

Wéi kann et sinn, datt iwwer e Mount laang d'Elteren dat just duerch Zoufall gewuer ginn, indirekt quasi am Gank vun engem Supermarché vun engem eng Kéier gesot kréien: „Wësst Der iwwregens, Äert Kand kritt säit e puer Wochen näischt ze iessen, well eise Fournisseur dat net kann." Ech fannen dat eng relativ salopp Aart a Weis, doriwwer ze kommunizéieren.

A vu datt dee Fall hei jo e Potenzial huet, keen Eenzelfall ze sinn, geet et eis u sech drëm, erauszefannen – an dofir och d'Fro un den Inneminister –, wéi de Contrôle do vun de Gemengen opgestallt ass fir sécherzestellen, datt esou Versuergungslücken net entstinn.

Wann den Educatiounsminister mer elo wëll soen, datt en där Maison relais direkt den Agrement entzitt, dann hätt ech natierlech gären als Äntwert: Wéi maacht Der et da gär, fir déi Kanner ze betreien? Oder wat sinn d'Léisungen, fir datt esou Fäll wierklech Eenzelfäll bleiwen an dann och séier geléist ginn?

Well hei si mer wierklech an enger Situatioun, iwwer e Mount engem Kand mat enger Allergie ze soen: „Pech, domm gaangen!" Well dat war grondsätzlech d'Ausso. Dat kann et net sinn!

An elo kënnt dann den Hummer bei där ganzer Geschicht. D'Leit ginn dann an d'Maison relais convoquéiert, fir iwwer alternativ Iessenspläng ze beroden. Dat sollt dann e Freideg sinn, no iwwer engem Mount. An dann ass ee Responsabelen an der Maison relais krank an dofir gëtt déi Reunioun ofgesot an d'Kand huet och déi lescht zwee Deeg weiderhin an der Maison relais näischt z'iesse kritt. Ech fannen dat awer e bësse salopp, wéi domat ëmgaange gëtt. Dofir wär ech frou iwwer e puer Äntwerten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Vu datt déi Fro ganz generell gestallt war, wéi mer se kruten, huet ee gemengt, d'Fro wier éischter fir den Educatiounsministère, well d'Maison-relaisen ënner seng Kompetenz falen. Ech huelen déi Info hei gär op a si bereet, och mat där Gemeng ze schwätzen. Mee den Educatiounsministère, well d'Maison-relaisen ënner seng Kompetenze falen, wäert och heizou eppes soen.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, dann den Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de PAI ass e wichtegt Instrument, en Instrument, fir datt Kanner, déi krank sinn, dacks chronesch krank sinn, awer kënne geschoult ginn. An dat ass en Dokument, dat ausgestallt gëtt tëschent dem Dokter vun deem Kand an den Elteren an et gëtt vun der Médecine scolaire dann och validéiert an et ass dann natierlech bindend. Et ass bindend souwuel fir d'Schoul an d'Personal vun der Schoul an ass och bindend fir d'Maison relais, och fir d'Personal vun der Maison relais, och fir déi, déi kachen. Dat ass am Prinzipp emol festgestallt.

D'Koordinatioun dovunner mécht d'Équipe médico-scolaire. Wichteg ass an deem dote Fall natierlech eng Kommunikatioun. Elo si mer eis alleguerten eens: Déi Kommunikatioun misst net onbedéngt iwwert d'Froestonn vun der Chamber goen, falls et do zu engem Problem sollt komm sinn. Dat misst aneschters um Terrain geschéien, wann d'Acteure matenee géife schwätzen.

Jo, et gëtt sécherlech eng Responsabilitéit hei vun de Gemengen. Mir schreiwen als Educatiounsministère vir, datt d'Gemenge sollen derfir suergen, och an hire Kontrakter, déi se mat externe Prestataire hunn, datt eng equilibréiert Ernärung uviséiert gëtt. Mee do kënnen awer nach ganz vill aner Konditiounen och derbäigesat ginn, ënner anerem eeben och, datt eeben dat, wat an deene PAIe virgeschriwwen ass, dann och agehale gëtt. Well soss si mer net méi an deem, wat mer eigentlech gären hätten, an zwar, datt all Kand och kann a seng Maison relais goen. An dat, mengen ech, muss een hei sécherlech nach eng Kéier mat deenen zoustännege Gemengeresponsabele beschwätzen.

D'Zil ass et eeben, datt jidderee kann an d'Schoul goen, an d'Maison relais goen am Sënn vun der Inklusioun. D'Zil ass och, datt dat doten nëmme geléngt, oder et kann nëmme geléngen, wa matenee

geschwat gëtt. Dat schéngt hei offensichtlech net geschitt ze sinn an deem Mooss, datt de Problem geléist gi wär. Ech hu meng Servicer awer chargéiert, sech der Saach unzehuelen an ze kucke mat där concernéierter Gemeng, fir deene Prestatairen dat doten nach eng Kéier ze erklären, fir datt et kloer ass: De PAI ass bindend fir Schoul a Maison relais, am Interêt vum Kand!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Educatiounsminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 314 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Benotze vun de Bildungs- a Kannerbetreiungsinfrastrukturen duerch d'Grondschoulen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 314 du 10 février 2026 de Mme Diane Adehm relative à l'utilisation des infrastructures des services d'éducation et d'accueil par des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Jo, meng Fro ass e bësselche méi einfach. De Projet ALPHA ass gestëmmt, e soll am Hierscht a Kraaft trieden, a Fakt ass nun emol, dass a ville Gemengen net déi néideg Klassesäll zur Verfügung stinn, notamment an deene Gemengen, déi méi kleng Schoulen hunn, wou net all Cycle x-mol representéiert ass, mee wou all Cycle vläicht een oder zweemol ass, also eng oder zwou Klassen huet. Do ass et relativ schwéier, dat ze maachen.

Wann eng Schoul elo net déi néideg Säll huet, fir kënnen dee Projet ALPHA unzebidden, bon, da muss se natierlech kucken, Säll ze fannen. An dat, wat op der Hand läit, dat ass, dann eeben ze kucken, ob et net méiglech ass, de Projet dann an enger Maison relais unzebidden. Elo ass et awer esou, dass et e Règlement grand-ducal gëtt fir d'Maison-relaisen, wou ganz genee drasteet – also et geet ëm hiren Agrement –, dass d'Schoul wuel däerf hir Säll benotzen, mee si däerf hir Säll awer net benotze fir eng Aktivitéit, déi étrangère ass zu där, déi an deem Sall virgesinn ass.

Elo ass meng konkreet Fro: Däerf eng Gemeng dohinner goen, e Maison-relais-Sall huelen an doranner eng Tafel, Dëscher a Still setzen, fir do kënnen de Projet ALPHA unzebidden, jo oder neen? Oder riskéiert d'Maison relais dann, fir dee Sall den Agrement ze verléieren an doduerjer dann och hir Capacitéit vun de Kanner, déi se akzeptéiere kann, erofgesat ze kréien?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Adehm, Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci och fir déi dote Fro, well ech denken, datt et eng Fro ass, déi ganz vill momentan sech doruechter gestallt gëtt. Nun ass et awer net nei, datt mer eigentlech derfir plädéieren, Raimlechkeeten optimal ze notzen, Raimlechkeete vun der Schoul, Raimlechkeete vun der Maison relais, an datt egal zu wéi enger Auerzäit een eigentlech soll och kënne kucken, dat integréiert ze notzen. An dat ass méiglech!

Dat ass och gewollt vun eisem Ministère. Et muss een natierlech dann och en Agrement hunn, virun allem fir de Volet do, wou een Aktivitéite vun der Maison relais mécht. Mir als Ministère begleeden och zanter méi wéi zéng Joer d'Gemengen an der Konzeptioun, am Bau an och an der Ëmnotzung vun deene Raimlechkeeten.

Ee Problem gëtt et, an deen ass bekannt, an dat wousste mer och, wéi mer de Regierungsprogramm geschriwwen hunn, an dorobber schaffe mer och: datt et nach punktuell ënnerschiddlech Norme gëtt, Normen, déi d'Raimlechkeeten dann definéieren, wou Schoul ka stattfannen a wou Maison relais ka stattfannen.

E ganz prominent Beispill ass, datt an engem Sall, wou d'Maison relais ka stattfannen, d'Raumhéicht op d'mannst zwee an en hallwe Meeter muss hunn, awer an engem Sall, wou Schoul muss kënne stattfannen, d'Raumhéicht op d'mannst dräi Meeter muss hunn.

(Brouhaha)

Dir rëselt alleguerten de Kapp. Ech hunn dat doten net erfonnt an net geschriwwen. An ech hunn awer och net d'Méiglechkeet, dat dote vu mir aus esou kënnen ze änneren. An duerfir gesäit de Regierungsprogramm vir, datt mer déi Normen do harmoniséieren. An do schaffe momentan de Ministère vun der Fonction publique drun, de Kolleeg hei, den Aarbechtsminister mat der ITM, och de Kolleeg Inneminister ass mat agebonnen, an och meng Administratiounen a meng Servicer sinn do mat derbäi, fir endlech ze kucken, datt mer gemeinsam Norme kréie fir Raim, wou Aktivitéite mat Kanner kënne stattfannen.

An dat wäert eis sécherlech an der ALPHA-Diskussioun weiderhëllefen. An et wäert eis och sécherlech weider nach eng Kéier hëllefen, fir déi gemeinsam Notzung vun de Raimlechkeeten am Sënn vun de Kanner kënnen ze erméiglechen. Well wa mer d'Raim gemeinsam kënnen notzen, dann huet jidderee méi dovunner, virun allem d'Kanner, souwuel wärend der Schoulzäit wéi awer och wärend der ausserschoulescher Zäit an der Maison relais.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 315 vum Här Marc Baum un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Aarbechtsplazen am Bausecteur. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 315 du 10 février 2026 de M. Marc Baum relative à l'emploi dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Premierminister huet grad op eng Fro vun der Madamm Tanson geäntwert, datt d'Regierung gewëllt ass, iwwer Steierreduzéierungen et méi attraktiv ze maache fir Entreprisen, sech zu Lëtzebuerg ze etabléieren. Et ass awer esou, datt d'wirtschaftlech Realitéit zur Zäit esou ausgesäit, datt et fir Salariéé relativ wéineg interessant ass, sech zu Lëtzebuerg ze etabléieren, notamment am Constructiounssecteur.

An der Beäntwerung vun enger parlamentarescher Fro vun de Kolleegen Di Bartolomeo an Engel ass ervirgaangen, datt an deene leschte véier Joer 4.500 Plazen an deem Secteur verluer gaange sinn. Portugal, eent vun deene Länner, wou vill Leit aus der Constructioun hierkommen, huet an deene leschte Jore seng Léin konsequent eropgesat, esou datt kafkraaftberengegt de Lounniveau a Portugal entretemps bal dee vu Lëtzebuerg erreecht huet.

D'lescht Woch huet déi portugisesch Regierung en Appell gemaach fir Bauaarbechter am Ausland, a Portugal zréckzekommen a beim Rëmopbau ze hëllefen. Säit 2022 sinn d'Zuele vun de portugisesche Bauaarbechter zu Lëtzebuerg réckleefeg.

De Statec huet ausgerechent, datt mer bis 2030, also an deenen nächste véier Joer, 32.500 nei Wunnenge bräichten, fir der Demande no Wunnengen ze entspriechen. Dat si ronn 7.000 Wunnengen d'Joer. An d'Handwierkerkummer beziffert de Besoin un zousätzleche Salariéen am Secteur op 12.000, fir dat Zil ze erreechen. Dat si 7.000 nei Plazen a 5.000 Remplacementer vu Leit, déi a Pensioun ginn.

Duerfir meng Froen un de Wirtschaftsminister:

Éischtens, huet d'Regierung d'Envergure vun dëser Problematik um Schierm?

Zweetens, wa jo, wat sinn hir Strategien, fir de Secteur méi attraktiv ze maachen a fir Main-d'oeuvre op Lëtzebuerg unzezéien? A wéi wëllt se beispillsweis där Main-d'oeuvre, déi zu Lëtzebuerg ass, e Kader bidden, deen och attraktiv genuch ass, fir se iwwerhaapt kënnen op Lëtzebuerg ze zéien?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Wirtschaftsminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Merci och dem Här Baum fir déi Fro.

Ech mengen, dass mer eis ganz kloer bewosst sinn, dass et eng Kris am Bausecteur gëtt. Dir hutt gesot, dass op där enger Säit d'Main-d'oeuvre vu portugisesche Mataarbechter verluer gaangen ass. Nee, dat ass net richteg, et sinn net nëmmen déi! Et ass ganz breet, eebe grad am Bausecteur. A wa mer hei schwätzen, dass mer e Réckgang am ganze Bausecteur vu ronn 9 % vum Emploi hunn, weist et, dass dat net nëmmen ass wéinst Mesüren, déi vläicht a Portugal geholl gi sinn, oder wéinst Mesüren, wou elo nach eng Kéier en Appell gemaach ginn ass, fir an enger ganz schwéierer Zäit a Portugal nach eng Kéier Main-d'oeuvre erofzekréien – och Firmen –, well et ass och en Appell gemaach ginn u lëtzebuergesch Firmen: Kommt eis heihinner hëllefen a Portugal, fir rëm nei opzebauen!

Et geet awer hei prioritär drëm, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng ganz schwéier Situatioun hunn am Secteur vun der Constructioun. Dat weist och – wéi op d'Question parlementaire geäntwert ginn ass –, dass et am Fong nach ënnerschiddlech am Secteur vun der Baubranche, vum Bauen ass, sief et am Déifbau par rapport zum Héichbau, dass et ganz grouss Differenze gëtt.

Ee Volet, wou mer eis ganz bewosst sinn, dat ass déi Saach mat de Fotovoltaiken, wou mer gekuckt hunn, d'Aidë ganz héich ze halen, Prefinanzement ze maachen, soudass obwuel et mat de VEFAen net méi esou leeft, de Secteur vun den Elektriker, Daachdecker nach besser derduerchkënnt, well mer gesinn, dass mer d'lescht Joer, gradewéi d'virlescht Joer, zwee Rekordjore vun den Installatioune vun de Fotovoltaikanlagen haten.

Iwwer 8.000 där Anlagen am Joer sinn installéiert ginn, wat och dofir dee Secteur e bëssen oprecht erhält. Dat heescht, jo, mir sinn eis kloer bewosst, dass et e Secteur ass, dee Schwieregkeeten huet, dass d'Envergure ganz schlëmm ass, well och Aarbechtsplazen do verluer ginn.

Wat ass eis Strategie? Éischtens emol investéieren, investéieren iwwert de Staatsbudget. An ech mengen, wéi d'Diskussiounen hei waren, ass och gewise ginn op där enger Säit, wéi am Logement duerch de VEFA-Opkafprogramm, op där anerer Säit duerch de Programm vun de Bâtiments publics, am Stroossebau, dass ganz héich Investissementer an d'Bauten et eebe fäerdegbréngen, dass esou Societéite wéi déi doten nach e Marché fannen.

Well Dir wësst et genau esou gutt wéi ech, wann Der d'Aktualitéit suivéiert, dass och d'Chambre des Métiers, d'nämmlecht wéi d'Fédération des Artisans, ëmmer erëm drop opmierksam mécht, dass et am Fong e Shift ginn ass bei de méi klenge Projeten, wou éischter kleng Entreprisen drop waren, wou do grouss Entreprisen och mat drakommen, fir hir Bicher ze fëllen, fir Aarbechte kënnen ze hunn, soudass mer am Fong e ganze Shift am Secteur vun der Constructioun hunn, well e grousse Problem bei de VEFAe besteet. An dat muss een och eng Kéier analyséieren. Plus ou moins an allen Diskussiounen, déi ech souwuel mat der Chambre des Métiers wéi mat de Federatioune féieren, ass d'Fro: Firwat ginn d'VEFAen net méi kaf? Dat ass d'Fro vun: Wat geschitt, wann déi Firma hannendru Problemer kritt? All déi Froe stelle sech d'Leit. Dofir gëtt éischter den Albau kaf, wat natierlech dann och erëm Renovatioune mat sech brëngt.

Mee e wichtege Punkt ass och d'Talentattraction, esou wéi Der et ugeschwat hutt. Wat maache mer, fir dass mer Leit heihinnerkréien? A ganz oft, wa mer iwwert Talent schwätzen, ass an der Opinion publique, dass mer da vum groussen Informatiker schwätzen, deen iergendzwousch hierkënnt. Nee, Talentattraction ass zum Beispill och – e Métier très en pénurie hei zu Lëtzebuerg – den Elektriker. Dat ass e Métier très en pénurie, wou mer och do Talenter sichen.

Wat ass eis Strategie als Regierung bei den Talenter?

Éischtens emol hu mer dofir den Haut comité Talents gegrënnt, wou eeben interministeriell zesummegeschafft gëtt fir ze kucken: Wat sinn d'Talenter? Wéi zéie mer se un? Wat sinn d'Problemer?

Zweetens: Wa mer iwwer Talenter schwätzen, schwätze mer net nëmmen dovun, Talenter unzezéien, mee mir schwätzen als Éischt och dovunner, Talenter auszebilden, zweetens d'Talenter, déi mer hunn, heizehalen an dann eréischt Talenter ze sichen.

Soudass een also gesäit, dass mer eis der Envergure bewosst sinn an eebe grad och kucken, duerch héich Investissementer de Bausecteur ze stäipen. An ech mengen, dass mer hei scho ganz oft driwwer diskutéiert hunn. Ech weess, dass do och verschidde Mesüre sinn, déi Iech vläicht perséinlech net esou gefalen, mee wou et awer wichteg ass, dass mer de Bausecteur och weiderhi kënne stäipen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 316 vum Här Franz Fayot un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Annoncë vun ArcelorMittal, d'Verlagerung vun Aarbechtsplazen ze analyséieren. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 316 du 10 février 2026 de M. Franz Fayot relative à l'analyse annoncée par le groupe sidérurgique ArcelorMittal visant la délocalisation de fonctions support, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Säit Enn Januar dëst Joer geet rieds bei ArcelorMittal vum Ofbau vun Dausenden Aarbechtsplazen. Et gëtt geschwat vu 5.600 Aarbechtsplazen um europäeschen Niveau a vu bis zu 1.150 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg am administrative Beräich an am Beräich vum IT-Support. Dat wier, wann dat géif zoutreffen, een Drëttel vun der Workforce vun ArcelorMittal, déi aktuell nach 3.500 Employéen hei zu Lëtzebuerg hunn, also nach ëmmer deen aachtgréissten Employeur hei am Land sinn. Dat wuel gemierkt an enger Woch, wou en zolitte Profitt vun 2,6 Milliarden Euro fir 2025 annoncéiert gouf bei ArcelorMittal.

Dat Ganzt passéiert och am Kontext vun den Neiverhandlunge vum Accord 2025, LUX2025, dee vun där viregter Regierung negociéiert gouf. Do ass jo elo de LUX2030 an der Maach, och zesumme mat de Gewerkschaften, déi do matverhandelen, déi natierlech hei e bëssen aus alle Wolleke falen, mat där Annonce vu bis zu 1.150 Suppressioune vun Aarbechtsplazen. Mir wëssen alleguer, dass deen Accord vun 2025 u sech gutt fonctionéiert huet mat enger Cellule de reclassement, och mat Zousoe vun ArcelorMittal, eng ganz Rei Investissementer ze maache vu bis zu 200 Milliounen Euro an hir Lëtzebuerger Sitten, fir déi och ze consolidéieren, och fir se u sech ze dekarbonéieren. Dat ass och nach eng Kéier gesot ginn.

Dofir d'Fro, awéifern dës Annoncë sech elo integréieren an déi aktuell Verhandlungen. Här Minister, gëtt et do aktuell Negociatiounen tëscht ArcelorMittal an der Lëtzebuerger Regierung, wat fir deen Aarbechtsplazenofbau … Kënnt Dir dee Chiffer vun 1.150 Aarbechtsplaze confirméieren? Ass deen am Gespréich? Wann et sech hei dann nëmmen ëm administrativ an IT-Aarbechtsplazen handelt, wéi verdréit dat sech mat deenen Zousoen am Kader vum Siège social vun ArcelorMittal, wou och eng ganz Rei Plaze sollen hikommen?

Dann ass d'Fro: Wat freet ArcelorMittal vun der Regierung hei am Kader vun deenen Diskussiounen?

Mir wëssen, dass do och ëmmer Froe vu Preretraite an esou dra sinn, Plans de maintien dans l'emploi. An ass och vun zousätzlechen Investissementer um Standuert Lëtzebuerg rieds?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Wirtschaftsminister huet elo d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och, Här Fayot, fir déi Fro. Jo, mir si voll an de Verhandlungen, eebe grad am Modell Tripartitt, esou wéi dat zu Lëtzebuerg Usus ass, tëschent der Direktioun vun ArcelorMittal Lëtzebuerg, de Gewerkschaften an och dem Aarbechts- an dem Wirtschaftsministère, wou mer säit Oktober déi éischt Ronn haten, wou mer eebe grad de Lancement gemaach hunn, fir de LUX2030 kënnen auszeschaffen.

Ech kann déi Zuel vun 1.150 net confirméieren. Ech mengen, dass och do e Communiqué gemaach ginn ass vun ArcelorMittal Lëtzebuerg, dass dat just dat ass, wou ronn gekuckt gëtt, eng Analys ze maachen, wéi d'Aarbechtsplaze solle weider evoluéieren. Dat ass dat, wat ArcelorMittal an engem Communiqué matgedeelt huet.

Natierlech kann ech hei net aus den Negociatiounen eraus, aus deenen Aarbechtsgruppen do eraus, diskutéieren. Ech kann Iech just d'Prioritéite vun der Regierung nennen. Dat sinn déi, dass et keng Delokalisatioun vun Aarbechtsplazen hei vu Lëtzebuerg, vum Siège, soll ginn. Dat ass och esou nach eng Kéier ganz staark ënnerstrach gi vum Premier, wéi en zu Davos war an do mat dem Här Mittal diskutéiert huet.

Op där anerer Säit ass awer och d'Fro vun den Investissementer, dass mer Investissementer an de Stolstanduert Lëtzebuerg brauchen, fir dass mer och nohalteg d'Produktioun kënnen hei zu Lëtzebuerg halen. An dat sinn och déi Diskussiounen, déi am leschten Tripartitt-Accord diskutéiert gi waren, am leschten Tripartitt-Accord, dee bis 2025 war. Do ass et ëm Reduktioune vu bis zu 500 Aarbechtsplaze gaangen, déi duerno ënnerschriwwe gi sinn. Et ass ëm eng Delokalisatioun gaangen, déi och mat ënnerschriwwe ginn ass, an Investissementer, déi souwuel vun ArcelorMittal wéi vum Lëtzebuerger Staat matgedeelt gi sinn.

Hei geet et drëm, dass mer esou vill Aarbechtsplaze wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg halen, dass mer awer héich Investissementer an eis verschidde Produktiounssitten hunn an dass et keng Delokalisatioun soll ginn. Dat ass déi Positioun, déi mir als Regierung vertrieden, mat där mer och an d'Verhandlunge ginn.

Mir brauchen e Stolsecteur hei zu Lëtzebuerg, net nëmme well et eng Traditioun ass, mee well et wichteg ass, dass mer déi Industrie hei zu Lëtzebuerg an an Europa halen, an natierlech déi Fro vum Siège wichteg ass, dass mer do esou vill wéi méiglech Aarbechtsplaze behalen an esou vill wéi méiglech Servicer halen, déi net delokaliséiert ginn, well dat natierlech soss och de Siège géing a Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur leschter Fro, an zwar der Fro Nummer 317 vum Här Tom Weidig un den Här Inneminister iwwert de Profill vun den Täter bei gewalttätegen Iwwerfäll. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 317 du 10 février 2026 de M. Tom Weidig relative au profil des auteurs de vols avec violence, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Minister, mir haten Iech eng parlamentaresch Fro gestallt zu Raub, Déifstall an zum Täterprofill. Dir hutt eis gesot, datt d'Police keng Statistiken iwwert d'Nationalitéite vun den Täter féiere géif. Des Weideren hutt Dir bemierkt, datt et eng reng populistesch Fro wier – ech huele mol un, warscheinlech esou populistesch wéi elo grad dem Här Mosar seng zum Täterprofill.

Une voix | Leider jo. Leider jo.

(Interruptions)

M. Tom Weidig (ADR) | Här Minister, Är Äntwert ass eng Frechheet! Eng Frechheet fir all d'Bierger, virun allem …

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Weidig huet d'Wuert!

M. Tom Weidig (ADR) | … virun allem fir d'Affer, déi gäre wësse wëllen, wat fir Krimineller a kriminell Banden hei am Land aktiv sinn.

Et ass eng Frechheet fir den demokrateschen Debat. Fir eng informéiert ëffentlech Debatt ass et relevant, transparent Donnéeën iwwert d'Kriminalitéit zur Verfügung ze stellen, och am Bezuch op Nationalitéit an Openthaltsstatus.

Et ass och eng Frechheet vis-à-vis vun der Chamber. D'Gesetz gëtt kloer der Chamber an hiren Deputéierten d'Recht, Dokumenter vun der Regierung ze froen, an dat gëllt och fir Statistike baséierend op existéierenden Daten.

Et ass och eng Frechheet vis-à-vis vun de Polizisten. Si hu warscheinlech Är Äntwert gelies a si hunn de Kapp gerëselt. Mir hu gesot kritt, datt natierlech d'Nationalitéit vu Verdächtegen opgeholl gëtt an datt ee selbstverständlech eng Statistik maache kann.

Wann de Staat dës Informatioun huet, da soll d'Ëffentlechkeet se och an anonymiséierter Form ze gesi kréien. Dat ass ëmsou méi onverständlech, well jo dës Statistike bis 2017 publizéiert gi sinn. Däitschland mécht et. Aner Memberstaate maachen et. Do féiert eng vollstänneg Statistik zu enger Debatt, déi op Fakte baséiert ass an net op Rumeuren, wien et dann elo war. D'Donnéeën zréckzehale fërdert just Fakenews. D'Äntwert vum Inneminister op eis parlamentaresch Fro huet gewisen: Transparenz an deem Beräich ass politesch net gewënscht.

Duerfir froen ech haut nach eng Kéier: Huet d'Police d'Nationalitéit vun Täter a vu Verdächtegen? Kréie mir déi Statistiken? Viru wat huet d'Regierung Angscht? Virun der Wourecht?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Ech kann Iech soen: D'Regierung huet doudsécher net Angscht virun der ADR!

(Hilarité et interruptions)

An ech sinn houfreg, an engem Rechtsstaat ze liewen, wou jiddwereen d'selwecht behandelt gëtt, onofhängeg vu Relioun, Hautfaarf oder Nationalitéit.

Leit, déi de Rechtsstaat als Hëllef brauchen, kréien de Rechtsstaat als Hëllef. A Leit, déi de Rechtsstaat net respektéieren, spieren och all d'legal Moyene vum Rechtsstaat.

Ech hunn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 3392 „Vols avec violence de bijoux et d'objets de valeur à Luxembourg" vum 29. Januar drop verwisen, datt d'Police keng Statistiken iwwert d'Nationalitéite vun den Täter féiert.

An der Äntwert op d'Question parlementaire vun den honorabelen Deputéierte Keup a Weidig vum 14. August 2024 hat ech scho geschriwwen, dass Uspillungen op d'Nationalitéit oder de Residenzstatus vu potenziellen Täter reng populistesch sinn. Ech bleiwe bei där Ausso!

(Interruption)

An der Äntwert op d'Fro vum 31. Mee 2024 vum Här Keup gouf nach emol erkläert, datt d'Police keng Statistiken iwwert d'Nationalitéite féiert. Police a Ministërë schaffe faktebaséiert, an net op Basis vu populistesche Rumeuren.

Dir sot an Ärer Fro 3392, Här Weidig, et wier Iech – ech zitéieren – „zu Ouere komm", Citatioun färdeg, dass den Täter e bestëmmte Profill huet. Dat gesinn ech net als faktebaséiert un.

Ausserdeem muss ee soen, dass am Fall vu Raubiwerfäll net op Basis vun Täterprofille geschafft gëtt, mee op Basis vun den Zäiten an de Plazen, wou flagrant Delite kënne geschéien. Déi, déi verbriechen, sinn Täter, net Vertrieder vun enger Hierkonft oder vun enger Relioun. All Fall vun eenzel Aggressioun gëtt vun der Police mat de selwechte Moossnamen ënnersicht a poursuivéiert.

An ech sinn houfreg, an engem Land kënnen ze liewen, wou d'Police hir Aarbecht nom legale Kader mécht, an net opgrond vu rassisteschen Aussoen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir Är Äntwert, Här Minister.

Domat wäre mer um Schluss vun der Froestonn ukomm.

7. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup

Éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, sinn nach eng Rei Demande-de-parollë gestallt gi fir en Depot vu Motioune respektiv Proposition-de-loien.

Den Här Fred Keup hat fir d'éischt d'Wuert gefrot. Här Keup, et ass un Iech.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, wéi et Iech warscheinlech net wäert wonneren, hunn ech eng Motioun matbruecht, well et hei am Land eng zimmlech grouss Opreegung gouf déi lescht Wochen. A mir hätte gären do Kloerheet, fir dass d'Situatioun sech berouegt.

Mir waren an enger Kommissioun gewuer gi vun de Regierungsvertrieder, dass Jongen- a Meederchertoilettë kloer sollen ofgeschaf ginn.

(Brouhaha)

Zitater hu mer jo dozou. A jiddweree kann de Video nokucken. Dat selwecht ass bestätegt gi vun der Kommissiounspresidentin den Dag drop um Radio. Ganz kloer: Jongen- a Meederchertoilettë ginn ofgeschaaft.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), auteur | Elo gouf awer duerno erëm eng Kéier e bëssen zréckgeruddert an eppes aneres gesot. An et gouf gesot, dat wier awer net esou gesot ginn, soudass am Moment e bëssen e Flou ass. An dat ass natierlech net gutt, well, wann eppes e Flou ass, dann ass eng Onkloerheet an da ginn d'Leit nach méi onzefridden.

Duerfir géife mer hei mat dëser Motioun d'Regierung opfuerderen, an Zukunft an alle Schoulgebaier separat Jongen- a Meederchertoilettë bäizebehalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst, datt

– an der Kommissiounssëtzung vum 27. Januar 2026 presentéiert gouf, wéi d'Toiletten am LTC sollten ausgesinn, wat ënnermauert gouf mat Skizzen a mat der Ausso: „Et gëtt an Zukunft just nach ‚WC' dropgeschriwwen, et gëtt net méi den Distingo gemaach tëscht enger männlecher oder weiblecher Toilette.";

– d'Kommissiounspresidentin dëst en Dag méi spéit um Radio 100,7 bestätegt an erkläert huet: „... mee do geet et drëms, eng modern Léisung ze fannen, an do ass decidéiert ginn, dass Der net méi zwee separat Raim hutt, mat engem Männlein, dee gezeechent ass virun der Dier, oder engem Weiblein, mee do gëtt et einfach ee grousse Raum ...",

stellt fest, datt

– dëst zu vill Kritick am Land gefouert huet;

– d'Kritick sech op d'Gefäerde vu Sécherheet a Schutz vu Privatsphär an Intimitéit bezitt,

fuerdert d'Regierung op,

– och an Zukunft an alle Schoulgebaier separat Jongen- a Meederchertoilettë bäizebehalen.

(s.) Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

8. Dépôt d'une motion par Mme Claire Delcourt

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Claire Delcourt.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech deposéieren haut eng Motioun, déi e Sujet opgräift, deen, mengen ech, ganz villen Elteren a ganz ville Familljе Suerge bereet, nämlech déi ganz Serie vu Rappelle vun der Puddermëllech, déi säit Januar am Fong relativ vill Schlagzeile gemaach huet.

Et geet hei ëm e Produit sensible. Mir wëssen, dass déi Produiten hei vun Neigebuerene respektiv vu Puppelcher ënner sechs Méint consomméiert ginn. An dat sinn natierlech déi Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft. Wat dës Situatioun besonnesch problematesch mécht, ass d'Tatsaach, dass déi Rappelle wellenaarteg kommen. All zweeten Dag hu mer nei Noriichten. An dat ass natierlech e grousse Problem fir d'Vertrauen och vun de betraffenen Elteren an de Leit dobaussen, fir dass dat Vertrauen iwwerhaapt nach oprechterhale gëtt.

Bon, mir dierfen och net vergiessen, dass dat hei e Produit ass, deen ... Jo, et geet hei net just ëm eppes, wat een emol kann als Optioun hunn. Hei geet et ëm eppes Essentielles an et ass déi eenzeg Méiglechkeet vun den Elteren, hirem Kand Iessen ze ginn.

Dës Motioun, déi verlaangt net méi an net manner wéi besser Informatioun a méi Benotzerfrëndlechkeet fir d'Konsumentinnen an d'Konsumenten. Mir fuerderen dowéinst éischtens emol eng vollstänneg a liicht zougänglech Lëscht vun alle betraffene Puddermëllechprodukten, déi aktuell a verständlech gehale gëtt. Mir hunn eis do och un anere Länner inspiréiert, wéi zum Beispill der Schwäiz, wou een am Fong mat engem eenzege Klick op eng Lëscht kënnt, wou all déi Produiten, mat all de Loten, mat all den Datumer, mat Fotoen, mat allem Drum und Dran am Fong opgelëscht sinn a wou een net muss duerch déi ganz Sitten an Appe klicken, fir emol wierklech eens ze ginn, wat dann elo aus dem Regal dierf benotzt ginn a wat net, wann et nach géif do stoen – well dat hat ech och schonn!

An als zweete Punkt invitéiere mer d'Regierung och, d'Méiglechkeet ze préiwen, eng LU-Alert-Applikatioun unzepassen oder, wann néideg, eng nei spezifesch Applikatioun ze entwéckelen no dem Beispill vun der däitscher App „Lebensmittelwarnung".

Hei ass d'Zil, datt d'Eltere solle mat engem einfache Barcode-Scan kënne kucken, ob e Produit betraff ass oder net.

(Interruption)

O, ech héieren hei déi ganzen Zäit ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, dat Theema beschäftegt eis, mee de Sven kënnt nach eng Kéier drop zréck.

(Interruption par la présidence)

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Voilà, dës Motioun ziilt drop of, eng gewëssen Orientéierung ze ginn, Transparenz ze schafen an Elteren net eleng dostoen ze loossen, wann et ëm d'Gesondheet vun hire Kanner geet. An ech géif mech hei wierklech freeën iwwer eng breet Zoustëmmung, well et awer hei ëm e ganz sensibele Produit geet.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

– constatant que, depuis décembre 2025, les rappels de laits infantiles en poudre se sont succédé en Europe et à travers le monde ;

– consciente que ces rappels de lots de laits premier âge, destinés aux nourissons de moins de six mois, sont dus à la présence de la toxine céréulide ;

– notant avec grande préoccupation que la céréulide, toxine produite par la bactérie Bacillus cereus provoque des nausées et de forts vomissements, le principal risque résidant dans la déshydratation des nourrissons, pouvant, dans des très rares cas, leur être fatale ;

– consciente que la source de la contamination a été retracée à une huile riche en acide arachidonique, matière première commune aux produits rappelés, provenant d'un fournisseur établi en Chine ;

– rappelant qu'une première contamination e été signalée le 12 décembre 2025 sur le portail européen d'alerte rapide RASFF (Rapid Alert System for Food and Feed) ;

– notant que l'ALVA a communiqué le premier rappel de lait infantile en poudre le 6 janvier 2026, au lendemain de l'annonce d'un rappel de plus de 800 références de laits dans 60 pays par un grand producteur concerné ;

– soulignant qu'en tant que denrées essentielles destinées aux nourissons de moins d'un an, les laits infantiles doivent respecter des règles très strictes concernant leur composition ;

– considérant que, suite aux rappels effectués dans plusieurs pays, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a fixé, le 2 février 2026, la dose journalière maximale de référence pour la céréulide à 0,014 microgramme par kilogramme de poids corporel ;

– soulignant que les rappels de produits, par vagues successives, érodent la confiance des parents et des personnes s'occupant des enfants dans tous les produits de laits infantiles ;

– rappelant que, pour certaines familles et personnes s'occupant des enfants, les laits infantiles artificiels constituent le seul recours,

invite le Gouvernement à

– mettre en place une liste complète et facilement consultable par les consommateurs et consommatrices, regroupant tous les produits concernés par les rappels de laits infantiles, à l'image de l'approche de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires de la Confédération suisse ;

– étudier la possibilité de soit adapter l'application LU-Alert, soit développer une nouvelle application à l'instar de l'application allemande « Lebensmittelwarnung » adaptée au contexte luxembourgeois afin de pouvoir identifier les produits rappelés par le scan du code-barres.

(s.) Claire Delcourt, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

9. Dépôt d'une motion par M. Dan Biancalana

Ech gesinn, den Här Dan Biancalana wëllt nach eng Motioun deposéieren. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, an där Motioun, déi ech haut hei wéilt deposéieren, geet et ganz kloer drëms, den Zeieschutz ze stäerke respektiv och ze kucken, awéifern mer hei zu Lëtzebuerg kënnen en Zeieschutzprogramm aféieren.

Mir hunn d'lescht Woch am Kader vum Rapport vun der Mënscherechtskommissioun héieren – dat ass net déi éischte Kéier, dass se dat soen –, dass mer effektiv hei zu Lëtzebuerg net de legislative Kader hunn, deen dat ganz kloer encadréiert. Mir wëssen, dass et an Däitschland, an der Belsch an a Frankräich esou Dispositiffe gëtt. A mir konnten, net méi spéit wéi dëse Weekend, an engem Interview mam neie Procureur d'État, dem Här Lentz, och liesen, dass hie sech och staarkgemaach huet fir e sougenannten Dispositif ronderëm den Zeieschutz respektiv Zeieschutzprogramm. An dat, mengen ech, gëtt jo och agefouert, eebe grad fir déi ze schützen, déi ausgesoen. An eng Persoun, déi Angscht huet auszesoen … Dat ass natierlech e System, wou de Justizapparat geschwächt gëtt, grad a Momenter vun organiséierter Kriminalitéit, grad a Momenter vu Mënschenhandel, grad a Momenter, wou och Gewaltverbrieche stattfannen a wou effektiv dann och gezéckt gëtt, Faiten ze deklaréieren. Also e System, deen d'Affer net genuch schützt, dee schwächt natierlech, dee schwächt de Justizsystem an natierlech schwächt en och d'Vertraue vum Bierger an d'Justiz.

A wa mer natierlech esou e System hätte wéi an den Nopeschlänner, da wär dat natierlech net onwichteg. An dofir, mengen ech, hei och d'Opfuerderung un d'Regierung, einfach emol ze kucken, awéifern een esou e gesetzleche Kader schafe kann, wou den Zeieschutz ka gestäerkt gi respektiv en Zeieschutzprogramm kann agefouert ginn.

Natierlech soll een och kucken, dass et eng Instanz gëtt – well och dat gëtt et am Ausland –, déi déi verschidde Mesüren, déi verschidden Dispositiffe mat definéiert. Déi gi graduell definéiert, ob dat elo en Identitéitswiessel ka sinn oder de Wiessel vum Wunnuert, och vun der Aarbecht, och psychologesch Hëllef. Do gëtt et also och speziell adaptéiert Programmer. Natierlech soll een awer och kucken, dass de Staat sech och déi néideg finanziell Moyene gëtt, fir déi Dispositiffen och deementspriechend ëmzesetzen.

An dofir dës Motioun an och d'Invitatioun un d'Regierung, effektiv ze kucken, dass mer eis esou en Dispositif ginn am Interêt vum Afferschutz an och am Interêt vun enger gutt fonctionéierender Justiz.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– que le Luxembourg ne dispose pas à ce jour d'un cadre légal spécifique encadrant la protection des témoins, contrairement à ses pays voisins comme la Belgique, l'Allemagne ou la France ;

– que la protection effective des témoins, notamment dans les affaires criminelles ou de criminalité organisée, constitue une condition essentielle au bon fonctionnement de la justice et à la garantie de l'état de droit ;

– que les Gouvernements successifs ont reconnu l'existence de dispositifs ponctuels de protection appliqués dans certains cas sensibles ;

– que la Ministre de la Justice a annoncé en 2024 l'ouverture de consultations nationales ainsi que des échanges bilatéraux avec la Belgique dans le but de s'inspirer de son modèle de protection des témoins éprouvé ;

– que la Commission consultative des droits de l'homme a rappelé à plusieurs reprises l'urgence de légiférer en la matière, en particulier pour renforcer la lutte contre la traite des êtres humains et la criminalité organisée,

invite le Gouvernement à

– étudier la possibilité d'élaborer un projet de loi instaurant un programme national de protection des témoins, s'appuyant sur un cadre juridique clair, complet et conforme aux standards internationaux ;

– désigner ou créer une autorité compétente en charge de la mise en œuvre, de l'évaluation des risques, du suivi et de la coordination des mesures de protection, en lien avec les autorités judiciaires et policières ;

– prévoir des mesures différenciées et graduées, allant de la protection temporaire au changement d'identité, en passant par la relocalisation, l'assistance psychologique, et l'utilisation de dispositifs techniques de témoignage sécurisé ;

– se doter d'un financement structurel pour ce programme, à la hauteur des enjeux de sécurité, de protection et de justice.

(s.) Dan Biancalana, Taina Bofferding.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesinn, et si keng Wuertmeldunge méi do fir Motiounen. Eent nom aneren.

10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum

Ech hunn nach zwou Wuertmeldunge fir d'Depote vu Projet-de-loien, dat heescht Proposition-de-loien. Dat ass fir d'éischt den Här Marc Baum an duerno den Här Sven Clement. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Nach deposéieren ech keng Projet-de-loien, obwuel et an dësem Fall warscheinlech ferm néideg wier. Et geet bei dëser Propositioun, déi mir als Lénk hei deposéieren, ëm d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2024/2831 iwwert d'Plattformaarbechter.

D'Plattformaarbecht ass eng Form vun Aarbecht, déi sech an deene leschte Joren ëmmer weider entwéckelt huet an déi sech leider an engem juristesche Vide oder an enger juristescher Grozon ofspillt. D'Plattformen organiséieren d'Aarbecht op eng Aart a Weis, déi d'Risiken an d'Käschte systematesch op d'Aarbechter verlageren. D'Konsequenze sinn onsécher Aarbechtsverhältnisser, onbestänneg Léin, onberechenbar Aarbechtszäiten an eng staark algorithmesch Kontroll, bei där wichteg Decisiounen op eemol net méi vu Mënschen, mee vun automatiséierte Systemer getraff ginn.

Och wann d'Profiller vun de betraffenen Aarbechter ganz heterogeen sinn, hu se meeschtens déi selwecht Problemer: eng staark wirtschaftlech Ofhängegkeet vun enger Plattform an eng bal net existéierend Verhandlungsmuecht. An et handelt sech hei ëm besonnesch vulnerabel nei Aarbechtsformen, déi ëmmer weider zouhuelen.

Zanter 2024 gëtt et eng europäesch Direktiv, déi ënnert dem deemolege Kommissär Nicolas Schmit probéiert huet, dee Phenomeen ze reglementéieren an ze reguléieren. Dës Direktiv sollt bis Dezember 2026 ëmgesat sinn. An zënter ganz laanger Zäit fuerdere mer d'Regierung op, dëst ze maachen, a stelle fest, datt d'Regierung bis haut nach kee Projet de loi deposéiert huet.

Entre-temps huet zwar och den neien Aarbechtsminister ugekënnegt, d'Theema prioritär ugoen ze wëllen an nach dëst Joer e Projet de loi ze deposéieren. Gläichzäiteg stelle mer awer fest, datt d'Regierung bis elo virun allem ganz aktiv war, wann et drëm gaangen ass, Aarbechtszäiten an Aarbechtsrecht ze flexibiliséieren, wärenddeem se beim Schutz vun deene Vulnerabelsten éischter béid Aen zougemaach huet.

A genau do probéiere mer unzesetze bei der Ëmsetzung vun där Direktiv, déi et esou ambitiéis wéi méiglech ze transposéiere gëllt, mat dräi Haaptelementer, déi an der Direktiv och virgesi sinn:

Éischtens eng Présomption légale, dat heescht, datt d'Konditioune geschafe ginn, fir e Salariatsstatutt vun engem Plattformaarbechter iwwerhaapt ze schafen. D'Basis dovunner liwwert d'Direktiv effektiv, mee d'Ëmsetzung dovunner a lëtzebuergescht Recht probéiere mer mat dësem Text ze maachen. A ganz

wichteg dobäi, wat och an der Direktiv dran ass, ass d'Ëmkéierung vun der Beweisflicht. Wa bestëmmte Krittären erfëllt sinn, dann ass et net méi um Salarié, ze beweisen, datt e Salarié ass, mee um Patron, ze beweisen, datt en eventuell net Salarié ass. E ganz grousse Fortschrëtt, dee mer an dësem Text verankere wëllen!

Deen zweete groussen aarbechtsrechtleche Fortschrëtt, dat ass den Encadrement vun der algorithmescher Gestioun. Déi Plattformen – awer net nëmme si, mee virun allem déi Plattformen – ginn iwwer Algorithmen organiséiert, dat heescht, Leit ginn evaluéiert opgrond vun automatiséierte Prozesser. Mir probéieren, iwwerhaapt emol ze definéieren, wat déi automatiséiert Prozesser däerfen, wat se net däerfen, wat hire Champ d'action ass, a virun allem, wéi a vu weem se och zu Lëtzebuerg aarbechtsrechtlech kënne kontrolléiert ginn. An dës Dispositioune probéiere mer iwwert d'Direktiv eraus insgesamt op d'Aarbechtsrecht unzewenden, also d'Aarbechtsrecht an d'21. Joerhonnert, an d'Konditioune vum 21. Joerhonnert, eriwwerzehuelen.

An déi drëtt a lescht grouss Dispositioun ass d'Verhandlungsrecht vun deem Schwächsten an deem Glidd, nämlech deem, dee schafft, soudatt d'Gewerkschaften d'Roll hunn, kollektiv Rechter ze negociéiere par rapport zu deenen deelweis multinationale Plattformen.

Ech iwwerginn Iech heimadder, Här President, eis Proposition de loi a kënnegen och gläichzäiteg un, datt mer de Virgänger vun dëser Proposition de loi, déi vun 2022 vum Myriam Cecchetti, an der Folleg zréckzéien.

Merci.

8699 – Proposition de loi portant modification du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/2831 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

(La proposition de loi 8001 de Mme Myriam Checchetti, déposée en séance publique n° 52 du 4 mai 2022, est retirée.)

11. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

An da kritt och den Här Sven Clement d'Wuert fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Clement, et ass un Iech.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann u sech natlos dorunner uschléissen. Net un déi heite Proposition de loi, mee un d'Motioun vun der LSAP, déi virdrun deposéiert gouf, wou et nämlech ëm d'Réckriff vu Puddermëllech an dann och d'Veronsécherung vun den Elteren an der Konsequenz geet.

Mir erënneren eis alleguerten un déi Nouvellen. An dat Ganzt geet schonn op den November zréck, wou déi éischt Fäll u sech ..., déi éischt Alert am RASFF (ndlr: Rapid Alert System for Food and Feed) definéiert gouf. Dat huet sech du gezu bis an den Dezember, wéi och Lëtzebuerg déi éischt Kéier alertéiert gouf, a mer du schlussendlech eréischt am Januar eng Decisioun geholl hunn, Produite vum Maart ze zéien.

An deem ganzen Debat, och iwwert deen Debat, wéi laang et dann dauert, esou e Produit iwwerhaapt vum Marché ze huelen, wann da bis eng Enquête leeft, ass an der Kommissioun kloer gesot ginn, datt haut eng Base légale feelt, fir méi wäit ze goe wéi just de Retrait. Fakt ass: Haut hu mer just eng Base légale, fir e komplette Retrait du marché ze maachen, mir hunn awer haut keng Base légale um Niveau vun der ALVA, fir zum Beispill eng Notifikatioun am Virfeld ze maachen, fir ze soen: „Zu deem dote Produit gëtt grad enquêtéiert."

An dat ass an eisen Aen e Problem. Et geet nämlech net duer, eng Lëscht ze maache vun all deene Produiten, déi zréckgezu goufen. Déi gëtt um Site vum Konsumenteschutz jo scho publizéiert. Et geet och net duer ze soen: „Mir wëssen, datt dee Produit zréckgezunn ass." Dat gëtt normalerweis an de Geschäfter jo och affichéiert an de Réckruff gëtt breet kommunizéiert.

A fir datt déi App, déi elo grad hei an d'Gespréich bruecht gëtt an der Motioun, iwwerhaapt e Sënn hätt virun engem Retrait, brauch et u sech eng Warnung. A genau do krankt eise System! Mir hunn haut keng Base légale, fir esou eng Warnung auszeschwätzen, well et anscheinend e Prejudice fir den Hiersteller géif ginn.

An dofir hu mer da geduecht: Mir sinn ëmmerhin heibannen de Legislateur a mir froen net d'Regierung, dat Gesetz ze änneren, wann et u sech genau zwee Sätz sinn, déi ee misst an engem Gesetz änneren. A mir bréngen eng Proposition de loi mat, fir genau dat Lach zouzemaachen an ze weisen: Majo, kommt, mir féieren d'Méiglechkeet an, fir grad bei kriteschste Produiten, also bei Liewensmëttel fir Bëbeeën zum Beispill, Notifikatiounen ze maachen, soubal eng Enquête amgaangen ass! Net fir ze soen: „Et ass sécher, datt do eppes ass", mee: „Et gëtt e Verdacht. Wann Dir dee Produit hutt, passt op, huelt Är Precautiounen!"

An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eppes, wat virun allem och d'Besuergnes vun den Elteren, déi betraff sinn, soll an de Grëff kréien. Well mir wëssen alleguerten, wéi vulnerabel Bëbeeë sinn, wéi dramatesch d'Konsequenze kënne sinn, wann d'Qualitéit vun hirer Ernierung net garantéiert ass. Krank Kanner, besuergten Elteren an Onsécherheet am ganze Land, dat däerf hei net de Standard als Äntwert sinn! Mir hunn eng Verantwortung. A mat dëser Gesetzespropos kéinte mer d'Méiglechkeet schafen, eis Kanner besser ze schützen. Well wann et ëm d'Gesondheet vun eise Kanner geet, da kënne mer eis net iergendwellech Kompromësser erlaben.

Dofir, Här President, iwwerreechen ech Iech dës Proposition de loi, fir eebe genau déi néideg Gesetzer ze änneren. Ech soen Iech Merci.

8701 – Proposition de loi relative à l'information précoce du public en matière de sécurité des denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge et portant modification de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

12. Question élargie n° 73 de M. André Bauler au sujet de la propagation du frelon asiatique au Luxembourg

Ech gesinn, elo, an dësem Moment, si keng weider Wuertmeldungen do. Da géinge mer an eisem Ordre du jour ganz normal weiderfueren, an zwar mat der erweiderter Fro Nummer 73 vum Här André Bauler iwwert d'Verbreedung vun den Asiatesche Runnen zu Lëtzebuerg. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit fir seng Fro an eng Zousazfro no der Äntwert vum Minister. D'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit. An den Här Bauler huet elo d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, mir si gewinnt, datt reegelméisseg nei Gefore fir eis Biodiversitéit optauchen, dat ënnert der Form vun invasiven Espècen, denke mer nëmmen un d'Nilgänsen, den Nutria, de Wäschbier, un d'Asiatesch Tigerméck oder un den Amerikanesche Flosskriibs. An Zukunft wäerte mer och méi a méi vun der Asiatescher Runn, der sougenannter Vespa velutina, héieren.

Et ass wichteg, tëschent deenen zwee Typpe vu Runnen, also Hornissen op Däitsch, ze ënnerscheeden: Déi Europäesch Runn huet d'Gréisst vun enger grousser Harespel an huet rout Markéierungen, déi Asiatesch Runn ass schwaarz a si ass ganz aggressiv. Eng éischte Kéier ass dës Runn, déi bis zu 50 Beien den Dag dout maache kann, ugangs den 2000er-Joren am Süde vu Frankräich opgetaucht. Mëttlerweil huet si och hire Wee op Lëtzebuerg fonnt. Hei am Land hält sech de Schued bis elo nach eenegermoossen a Grenzen, mee et gëtt Plazen an Europa, déi schonn extreem ënnert dëser invasiver Aart leiden.

A Galizien zum Beispill hu vill Wënzer immens héich Abousse bei hiren Drauwen, wat dozou gefouert huet, datt d'Wënzer eng ganz kleng oder guer keng Recolte haten.

An der selwechter spuenescher Regioun huet d'Asiatesch Runn och scho leider déi éischt Doudesaffer gefuerdert. A genau hei läit de Problem. D'Asiatesch Runn baut hir Näschter net nëmmen an der Natur, mee och am urbane Raum. E rezent Beispill ass d'Nascht, dat vum Tuerm vun der Abtei Neimënster erofgeholl huet misse ginn.

Ëmsou méi problematesch ass et, wann en Nascht am urbane Raum méi no un de Leit ass. Ech denken hei u Spillplazen, u Restauranten oder u Parken innerhalb vun eisen Uertschaften. Wa Kanner an engem Park mam Ball spillen an dobäi en Nascht géife geroden, kéint dat duerchaus uerg Konsequenzen hunn, oder wann e Gemengenaarbechter eng Heck schneide wëll an dobäi grad en Nascht geréit, dat hien eeben net konnt gesinn. Hei mussen also déi néideg Virkéierunge getraff ginn, fir esou Situatiounen ze vermeiden.

Dat gëllt och fir eis Beienziichter, deenen hir Vëlker en einfacht Zil fir d'Asiatesch Runn duerstellen. Wéinst der Gréisst an och der Aggressivitéit vun dëser invasiver Aart schwiewen dës Insekten, déi iwwregens eng wichteg Roll an eisem Ekosystem spillen, a stänneger Gefor.

A wa mer eis d'Estimatiounen ukucken, da besteet d'Warscheinlechkeet, datt een deemnächst mat 10 bis 15 Näschter pro Quadratkilomeeter rechne muss. An dofir ass et kloer, datt mer handele mussen, fir d'Situatioun am Grëff ze behalen. Verschidde Länner, déi elo scho vun dëser invasiver Aart immens geplot sinn, agéieren op verschidde Manéieren dergéint. Ech hunn och elo gelies, datt de Syvicol sech dëser Problematik ugeholl huet. An dofir wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt an och der Madamm Santésministesch eng Rei Froe stellen.

Just eng eenzeg Fro fir d'Madamm Santésministesch: Sinn de CGDIS, eis Dokteren an d'Klinicken op esou Fäll genügend virbereet, well d'Symptomer anescht si wéi bei einheimesche Beien- oder Runnestéch?

Wéi schätzt den Här Ëmweltminister d'Geforelag an den nächste Joren an, mam Bléck och op d'Ausbreedung vun der Asiatescher Runn heizuland? Op eng Fro zu dësem Sujet vum honorabelen Här Michel Wolter virun e puer Méint hutt Dir, Här Minister, geäntwert, datt den Aktiounsplang vun 2021 mat de betraffene Verwaltungen an Acteuren iwwerschafft gëtt. An aus aneren Äntwerten op Froen, déi Der

gestallt krut, goung ervir, datt fir d'Fréijoer e Strategieplang soll virgestallt ginn. An dofir wollt ech vun Iech wëssen, wou dëse Plang drun ass an ob scho konkreet Moossname geplangt sinn. Jo, d'Fréijoer steet scho virun der Dier, souzesoen.

Wat d'Fuerschung no engem Lackstoff a -falen ugeet – ech wousst net, wéi ee „Lockstoff" op Lëtzebuergesch géif iwwersetzen; ech soen elo mol Lackstoff a -falen –, gouf et glécklecherweis an de leschte Wochen nei Entwécklungen. Sou ass a Frankräich eng Fal entwéckelt ginn, déi spezifesch d'Asiatesch Runn offänkt. D'Europäesch Runn an och aner Insekte kënne bei dëser Fal ouni Problemer erausfléien, soudatt mer hei also eng selektiv Fal hunn, déi nëmmen déi Asiatesch Runn afänkt. Wäert den Här Minister d'Gemengen diesbezüglech informéieren, sensibiliséieren an och déi genannte Fal oder Fale promouvéieren?

An eng lescht Fro: Wier et net sënnvoll, och eis Asazkräfte mat Ekipementer auszerüsten, wou mat Hëllef vu Kältemëttel geschafft gëtt, wéi zum Beispill flëssegem Kuelendioxid oder Stéckstoff?

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Ech gesinn, den Ëmweltminister wëllt ufänken. Här Ëmweltminister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci, Här President. Merci dem Här Bauler fir déi Fro. A sou wéi Dir et jo scho gesot hutt: Et hu jo scho Kolleeginnen a Kolleege vun Iech heibannen entweeder schréftlech Froe gestallt oder och schonn hei an der Heure de questions. Et ass also e Sujet, deen och ons Volleksvertriederinnen a Volleksvertrieder staark interesséiert.

Dobäi ass et jo hei zu Lëtzebuerg nach méi e rezente Phenomeen. Déi invasiv Aart, déi Asiatesch Runn, ass fir d'éischte Kéier 2020 detektéiert ginn. Si ass haaptsächlech iwwer Frankräich erakomm. A Frankräich ass se zënter 2004. A wann a Frankräich deemools versicht gi wär, se ze eradikéieren – wat natierlech och eng grouss Erausfuerderung ass bei engem Land, dat 560.000 Quadratkilomeeter huet an oppe Grenzen –, da wär se net esou bis heihinner komm. Si huet sech hei awer och etabléiert, genausou wéi an deene meeschte westeuropäesche Staaten, dat heescht och an der Belsch, an Däitschland, also an eisen dräi Nopeschstaaten ass se ganz present. An eis dräi Nopeschstaaten hunn och entre-temps opginn ze versichen, se ze eradikéieren.

An ech mengen, dat muss een och kloer hei zu Lëtzebuerg soen, och keng falsch Erwaardungen hunn. Mir wäerte se hei net kënnen eradikéieren, vu datt se jo och iwwer Frankräich, Däitschland an d'Belsch kënnen erëm eriwwerkommen, souguer wa mir hei géife versichen, dat ze maachen. An et muss een awer och wëssen – an dat hunn ech jo och scho geäntwert op verschidde Froen –, datt nëmmen 30 bis 50 % vun deenen Näschter wierklech detektéiert ginn.

D'Zuele vun den Detektioune sinn déi leschte Jore staark an d'Luucht gaangen, awer net well u sech elo méi Asiatesch Runnen do sinn, mee well einfach vill besser dorunner geschafft gëtt. Et gëtt vill méi systematesch gemaach. An déi Haaptacteure sinn a bleiwen – och mat dem iwwerschafftenen Aktiounsplang, deen 2021 vun der viregter Regierung ugeholl ginn ass an deen dunn, nom Kenntnisstand vun deemools, opgrond vun der Situatioun vun deemools, haaptsächlech en Detektiounsplang war – weiderhin d'ANF, dat heescht d'Natur- an d'Forstverwaltung, an op där anerer Säit dann och zum Deel de CGDIS, well deen do och scho gehollef huet. Dat heescht, d'Gemenge sinn domadder och e wichtegen Acteur, si si concernéiert. Et gëtt Leit, déi se uschreiwen oder sech bei hinne melle fir ze soen: „Bei eis ass en Nascht, wat soll ech maachen?" An natierlech och d'Privatleit insgesamt selwer, well natierlech och do Näschter detektéiert ginn.

Wéi ech elo scho gesot hunn, deen nächsten Aktiounsplang, dee muss iwwerschafft ginn. Deen huet missen iwwerschafft ginn, well sech d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg jo och verännert huet. Et ginn also vill méi Näschter detektéiert. Et gëtt och vill méi Bewosstsäin dobaussen, datt déi invasiv Aart elo do ass, an da musse mer natierlech och derfir suergen, datt nach vill méi Informatiounen zirkuléieren: Wat ass se? Wéi lieft se? Wéi baut se Näschter? A wéini kann ee wat maachen? A wou kann ee sech do mellen?

An dowéinst hat ech annoncéiert, datt sech en Aarbechtsgrupp ab dem Dezember géif zesummesetze mat deene verschiddenen Acteuren, déi concernéiert sinn. An dat sinn der eng ganz Partie. Et sinn awer haaptsächlech, nach eng Kéier, d'ANF op der Säit vum Ëmweltministère, dann awer och d'ASTA an d'ALVA, déi dem Landwirtschaftsministère ënnerstinn, well jo d'Asiatesch Runn gären, wéi Der gesot hutt, Hunnegbeien ësst an domadder och e Problem fir d'Beienziichterei hei zu Lëtzebuerg ass, déi doduerjer bedrot ass. An dann natierlech d'Gemengen – Dir hutt et gesot: de Syvicol, de CGDIS. Awer och Fuerschungsinstituter, ONGen an natierlech d'Imkervertriedung sinn an deem Aarbechtsgrupp do vertrueden.

A si schaffen also elo ganz äerdeg dorunner, deen ze iwwerschaffen, well mer jo och alleguerte wëssen, datt déi wichtegst Phasen elo lues a lues uginn. Am Fréijoer fänken déi Kinniginnen, déi de Wanter iwwerlieft hunn, un, hir Näschter ze bauen. Et sinn déi primär Näschter, déi awer nach méi kleng Näschter sinn, déi och nach relativ gutt ze detektéiere sinn, mee wou een awer da muss wëssen, wéi ee se detektéiert, fir datt ee se och erkenne kann als Privatbierger a fir och dann ze wëssen: Wat maachen ech dann domadder? Am beschten ass et awer ëmmer, dat ewechmaachen ze loosse vun enger Entreprise, déi spezialiséiert ass, an net selwer drunzegoen, well si kann awer geféierlech sinn, se ka picken – et ass awer net agreabel. Dofir ass et besser, dat dann net onbedéngt selwer ze maachen.

An da kënnt jo déi zweet Phas – déi éischt Phas, d'Primärnäschter, dat geet bis Juli ongeféier –, an da baue se weesentlech méi grouss, well dann ass all deen Nowuess do. Déi Hornissen hunn dat dann zu Honnerte besidelt an déi maache ganz grouss Näschter op eemol, déi se da paradoxerweis vill besser verstoppe ginn, meeschtens ganz uewen iergendwou op engem Kierchtuerm, wéi hei an der Stad, oder zum Beispill a ganz héije Beem oder am Bësch selbstverständlech och, wou awer net alles ze detektéieren ass. An do ass et scho vill méi schwéier, éischtens drunzekommen an zweetens se dann och ze eliminéieren oder ze neutraliséieren.

Sou, wat elo den Timing ass: Bis Enn Abrëll soll dee provisoreschen iwwerschafftene Gestiounsplang da virleien. An dee wäert sech an Zukunft dann och vill méi op eng besser Vernetzung a Koordinatioun vun den eenzelen Acteure konzentréieren, besser Informatiounen. Et soll och eng zentral Ulafstell geschafe ginn an et soll och kloergemaach ginn, wou d'Bierger sech solle mellen, wa se en Nascht detektéieren, fir dann och kloer Informatiounen ze kréien, wat ze maachen ass. Dat Bescht, wéi gesot: ewechhuele loossen.

Am Prinzipp ass et nach ëmmer esou: D'ANF këmmert sech ëm d'ëffentlech Plazen, dat heescht, wann ëffentlech Plaze bei Schoulen, ëffentleche Gebaier sinn. Do, wou en erhéichte Risiko besteet, och bei zum Beispill eebe grad Schoulen, Altersheemer, an et komplizéiert ass drunzekommen, soll och verstäerkt op d'Zesummenaarbecht mam CGDIS gesat ginn, deen och vill méi Material dofir huet. An dann, op privatem Terrain, mussen d'Privatleit da weiderhi selwer eng Entreprise beoptragen, mee dat dann no Berodung an och Informatioun vun der ANF oder vun der enger zentraler Stell maachen, et sief dann – dat war bis elo och de Prinzipp –, esou een Nascht ass nëmmen 20 Meeter entfernt vun enger Plaz wéi engem Altersheem, enger Schoul, da kann och d'ANF oder de CGDIS dat dann ewechhuele kommen.

An awer hunn ech gesot gehat, schonn d'leschte Kéier, wéi ech dem Här Wolter seng Fro beäntwert hunn, datt ech an Optrag ginn hunn, datt mer, sou wéi et zum Deel a Frankräich bestëmmte Stied an Departementer maachen an och an Däitschland verschidde Bundesländer, gäre wëllen eng finanziell Hëllef kënne ginn. Just d'Modalitéiten dovunner, a wéi héich a wéi genee dat soll ausbezuelt ginn, dat muss nach gekläert ginn. Mee ech fanne schonn, datt een d'Privatleit domat net aleng soll loossen, wann op hirem Terrain op eemol esou en Nascht do ass a si dat dann op hir eege Käschten ewechmaache musse loossen, datt op d'mannst de Staat, vu datt et eng invasiv Aart ass, déi eng Bedroung ass fir d'Biodiversitéit a wierklech och fir eis lokal Beiebevëlkerung, déi ganz wichteg ass, fir datt och einfach eis Uebstbeem kënne bestëbst ginn – dat si jo Bestëbser, déi brauche mer, dat ass liewenswichteg, fir déi ganz Biodiversitéit zu Lëtzebuerg ze erhalen –, dann e Gest soll maachen an een net aleng loossen. Dat muss awer nach gekläert ginn.

Dat heescht, mir wäerten och kommunizéieren, wéini dee provisoreschen Aktiounsplang wäert ulafen. A mir maachen awer och eng Consultation publique, well mer d'Reegel hunn, datt all d'Plan-d'actione sollen an eng Consultation publique goen, fir transparent duergestallt ze ginn a fir datt och d'Gesamtbevëlkerung sech kann do e Bild dovunner maachen an och selwer nach ka Suggestioune maachen.

Ech mengen, wichteg ass einfach, datt mer dat kohärent maachen, vill méi koordinéiert maachen, datt mer dat awer och maachen, ouni Panik ze verbreeden, an datt mer do och ëmmer op eng wëssenschaftlech fundéiert Aart a Weis eruginn, wat och hei garantéiert ass. A mir wäerten doriwwer kommunizéieren dee Moment, wou mer dee provisoresche Plang wäerte lancéieren. An et ass dann och assuréiert, datt dat dann och an deene Méint, wou déi secondaire Näschter kommen, scho wäert gräifen, wat mer nei och gäre wëllen duerno definitiv ëmsetzen.

An da géif ech nach d'Méiglechkeet ginn, oder den Här President, fir der Gesondheetsministesch dann och nach d'Wuert ze ginn, datt si nach kann op déi Froen äntwerten.

Mat deenen Näschter kann ech Iech elo net genau spezifesch dorop äntwerten. Ech huelen un, datt dee Grupp dat och kuckt. Dat misst ech dann nokucke loossen nach eng Kéier, mee ech huelen un, datt se dat och an d'A faassen. Mee do kann ech elo net direkt eng Informatioun dozou ginn. Voilà!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann huet d'Madamm Gesondheetsminister nach kuerz d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci. Ech wäert et da vun dëser Plaz aus maachen. Et war jo eng Fro u mech gestallt ginn.

Sinn eis Noutfalldéngschter dorobber virbereet? Jo, si sinn dorobber virbereet. Si si besonnesch dorobber virbereet, wann do Chocs anaphylactiques kommen. Där waren der an der Lescht net ganz vill. Mir hate fënnef Hospitalisatiounen an der Moyenne pro Joer opgrond vun Insektestéch. Et ass dann net ëmmer gewosst, wéi en Insekt dat ass, well d'Leit bréngen d'Insekt jo net mat. Se kënne just soen: „Et war eng Bei", oder „et war eng Harespel", oder „et ware vill Harespelen." Dat wësse se net ëmmer. Mee mir haten an der Moyenne ee bis zwee Schocken am Joer.

Eis Noutfalldéngschter sinn alleguerten drop virbereet, souwuel d'Generaliste wéi d'Maison-médicalle wéi d'Urgencen an de Spideeler. A jee nodeem, wéi schlëmm et ass, muss een natierlech eventuell eng Ambulanz ruffen. A wéi mer héieren hunn, ass de CGDIS och an deem Aarbechtsgrupp mat dran. D'Santé ass och an deem Aarbechtsgrupp mat dran.

Wa spezifesch Kommunikatioune musse rausgoen, da wäerte mir dat och maachen. Mir hu lo keng Augmentatioun vu Stéch iwwert déi lescht Jore gesinn. Mir hunn natierlech traditionell de Juni, Juli, August ëmmer vill Urgencefäll wéinst Stéch, mee mer hunn elo keng spezifesch Augmentatioun gesinn. A meng Leit soe mer och: D'Gëft vun där doter Zort Insekt ass net méi gëfteg wéi anert Gëft, mee si stécht heiansdo méi séier a gären zwee-, dräimol. Voilà!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Vu datt den Här Bauler am Fong keng Zäit méi iwwereg huet, ginn ech dovunner aus, datt en och keng Zousazfro huet.

(Assentiment)

Perfekt, dann hu mer dëse Punkt ofgeschloss.

13. 8300 – Projet de loi relative à la santé animale et aux contrôles officiels et autres activités officielles concernant les maladies animales transmissibles

8631 – Projet de loi modifiant la loi du 8 septembre 2022 portant création de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar de Projet-de-loien 8300 an 8631 iwwert d'Gesondheet vun den Déieren. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An deemno huet de Rapporter 10 Minutten, déi eenzel Sensibilitéiten a Fraktioune 5 Minutten an d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

M. Jeff Boonen (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn d'Éier, de Rapport iwwert de Projet de loi Nummer 8300 virzestellen, deen d'Déieregesondheet an d'offiziell Kontrollen am Beräich vun den iwwerdrobaren Déierekrankheete reegelt.

De Projet de loi huet als Haaptzil d'Ëmsetzung vum europäesche Reglement 2016/429, der sougenannter Animal Health Law. Dësen Text setzt de Kader fir d'Preventioun, d'Iwwerwaachung an d'Bekämpfung vun iwwerdrobaren Déierekrankheeten a leet d'Responsabilitéit vun de verschiddenen Acteure fest.

Zousätzlech setzt de Projet och Bestëmmunge vum europäesche Reglement 999/2001 iwwer iwwerdrobar spongiform Enzephalopathien – do kann een als Beispill BSE nennen – a vum Reglement 2017/625 iwwert d'offiziell Kontrollen am Beräich vun der Liewensmëttel- an der Déieregesondheetsgesetzgeebung ëm.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Um nationale Plang definéiert déi zukünfteg Gesetzgeebung d'Reegele fir d'Duerchféierung vun den offizielle Kontrollen an aneren Aktivitéiten, déi zum Zil hunn, d'Iwwerdroung vun Déierekrankheete souwuel tëschent Déiere wéi och vum Déier op de Mënsch ze verhënneren an ze bekämpfen. D'Gesetz gëllt fir Véi, Hausdéieren, wëll Déieren, awer och Keimplasma, déieresch Produkter, Déierennieweprodukten, Installatiounen, Transportmëttel an Ekipementer souwéi fir all aner Elementer, déi zur Verbreedung vun Déierekrankheete bäidroe kënnen.

D'Kontrolle leien an der Verantwortung vun der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire, der ALVA, déi duerch d'Gesetz vum 8. September 2022 geschaf gouf, ënnert der Zoustännegkeet vum Landwirtschaftsministère. D'Agente vun der ALVA féiere preventiv a routinneméisseg Kontrollen duerch, si hunn de Statutt vun engem Officier de police judiciaire a mussen eng speziell Formatioun maachen, déi och am Gesetz definéiert ass. Am Fall, wou si Schwieregkeeten hunn, hir Aarbecht ze maachen, kënne si op d'Force publique zréckgräifen.

Nieft de Kontrollen huet d'ALVA och d'Missioun, Iwwerwaachungs- an Eradikatiounsprogrammer opzestellen, fir d'Déierekrankheete systematesch ze bekämpfen an hir Verbreedung ze limitéieren. Am Fall vu gravéierende Verstéiss kann d'ALVA Noutmoossnamen huelen, wéi zum Beispill d'Isolatioun oder d'provisoresch Schléissung vum Betrib. Dës Mesüre musse bannent 48 Stonne vum zoustännege Minister confirméiert ginn a kënne fir maximal 30 Deeg verlängert ginn, mat der Méiglechkeet vun zwou Erneierungen.

De Projet gesäit administrativ Moossname vir, wann d'Bestëmmunge vum Gesetz net agehale ginn. De Minister kann eng Frist setzen, fir d'Conformitéit hierzestellen, an am Fall, wou de Betraffene sech net en règle setzt, kënnen d'Autorisatioune suspendéiert oder entzunn, respektiv Betriber ganz oder deelweis zougemaach ginn. Zousätzlech sinn administrativ Geldstrofe vun 100 bis 30.000 Euro virgesinn. Um penale Plang gesäit de Projet Geldstrofen a Prisongsstrofe vir, déi jee no Gravitéit vun der Infraktioun kënne variéieren. Am Fall vun enger Recidive oder Fraude kënne Strofe bis zum Duebelen erhéicht ginn. Fir kleng Infraktioune gëtt den Avertissement taxé als zousätzlecht Instrument agefouert.

Et ass ze betounen, dass d'Gesetz déi aktuell Gesetzgeebung aus dem Joer 1912 ofléist, déi net méi den europäeschen an nationale Realitéite gerecht gëtt. Et bleift och nach ze soen, dass de Projet de loi 8300 ee vun enger ganzer Rei vun Texter ass, mat deenen d'Kontrollen an der Landwirtschaft nei gereegelt ginn. An deem Kader huet och d'Basisgesetz vun der ALVA missen adaptéiert ginn, dat mir och haut stëmmen an op dat ech duerno nach am Detail aginn.

De Projet de loi gouf de 24. August 2023 an der Chamber deposéiert. De 24. November ass de Projet un eis Kommissioun verwise ginn, fir am Detail analyséiert ze ginn. Bei eiser Reunioun vum 22. Februar 2024 ass d'Kommissioun zu enger éischter Presentatioun vum Text iwwergaangen, a bei där Geleeënheet hunn ech d'Vertraue kritt, fir d'Roll vum Rapporter ze iwwerhuelen.

Am Laf vu weidere Berodunge gouf de Projet duerch eng Rei vu gouvernementalen Amendementer ergänzt, déi den 23. Oktober d'lescht Joer an der Kommissioun presentéiert goufen. No der Analys vum Avis complémentaire vum Conseil d'État an de Stellungname vun de consultativen Institutiounen huet d'Kommissioun de Rapport de 6. Februar, d'lescht Woch, ugeholl.

Nieft den zwee Avise vum Staatsrot sinn nach véier aner Avisen agereecht ginn. Zum Avis vum Staatsrot: De Conseil d'État huet a sengem éischten Avis vum 25. Juni 2024 eng Rei formell Oppositiounen erhuewen, virun allem aus juristescher a legistescher Siicht. Dës hunn zu weesentleche Prezisiounen am Text geféiert, notamment wat d'Zoustännegkeet vum Minister an der ALVA ugeet, d'Recoursfristen an d'Fro vun de Sanctiounen am Sënn vum Prinzipp „non bis in idem".

Am Avis complémentaire vum 20. Januar 2026 konnt de Conseil d'État dës Oppositions gréisstendeels ophiewen. Eng lescht Upassung betreffend d'Sanctionéierung vum Netbezuele vun Taxe gouf vun der Kommissioun ugeholl.

D'Landwirtschaftskummer huet hiren Avis de 25. November 2024 eraginn. D'Kummer huet de Projet am grousse Ganze begréisst, gläichzäiteg awer op déi praktesch Erausfuerderungen higewisen, notamment bei den Noutmoossnamen, bei der Transparenz vun de Kontrollen a beim Festleeë vun den Taxen.

Dës Bedenke sinn an d'Amendementer agefloss, souwäit et am Kader vum europäesche Recht méiglech war. An hirem zweeten Avis vum 6. Februar weist d'Landwirtschaftskummer sech zefridden, datt déi meescht vun hiren Doleancë berücksichtegt goufen. D'Kummer ass awer weiderhin net zefridden, wat d'Definitioun vun den Infraktiounen ugeet.

De Collège vétérinaire huet säin Avis de 26. September 2023 ofginn. Observatiounen huet hien net formuléiert.

D'Chambre de Commerce ënnerstëtzt de Projet de loi am grousse Ganzen a begréisst besonnesch d'Zil, d'offiziell Kontrollen an der Zoustännegkeet vun der ALVA iwwert déi verschidde sektoriell Gesetzgeebungen eraus ze harmoniséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8300 stellt e wichtege Schratt duer, fir d'Déieregesondheet zu Lëtzebuerg op en zäitgeméisst, kohärent an europäesch konformt Fundament ze stellen. Hie stäerkt d'Preventioun, kläert d'Responsabilitéiten an dréit zur Sécherheet vun der ëffentlecher Gesondheet bäi.

Sou, da géif ech zum zweete Projet de loi kommen, deen och heimat verbonnen ass. Dat ass de Projet de loi 8631, an deen ass enk mat dësem Projet verknäppt.

Dëse Projet huet als Haaptzil, d'Gesetz vum 8. September 2022 iwwert d'Schafung vun der ALVA, der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire, ze änneren. Dës Upassung steet am direkte Kontext mat verschiddenen Avisen, déi de Conseil d'État am Kader vu méi grousse gesetzleche Reformen am Beräich vun den offizielle Kontrollen ofginn huet, notamment am Zesummenhang mat Kontrolle vu Liewensmëttel, Déierefudder an der Déieregesondheet.

An dësen Avisen huet de Conseil d'État eng Observatioun vun horizontaler Bedeitung formuléiert: D'Ofgrenzung vun den Zoustännegkeeten tëschent der ALVA an dem zoustännege Minister ass an deene verschiddene Gesetzestexter net ëmmer kloer genuch. Dëst kéint zu Onsécherheete bei der praktescher Ausübung vun administrative Kompetenze féieren.

De Projet de loi ziilt dofir dorop of, dës Onkloerheeten ze behiewen, andeems d'Attributioune vun der ALVA an déi vum Minister méi prezis definéiert ginn. Konkreet geschitt dat duerch eng Upassung vum Artikel 2 vum Gesetz vum 8. September 2022.

De Projet de loi gesäit och vir, d'Missioune vun der ALVA ëm eng nei Aufgab ze erweideren. Et geet ëm d'Ëmsetzung vu bestëmmten administrativen Aufgaben, déi aus dem Reglement (EU) 2023/1115 ervirginn. Dëst europäescht Reglement reegelt ënner anerem den Import vu bestëmmte Produiten, déi a Verbindung mat der Deforestatioun an der Degradatioun vun de Bëscher stinn. D'Zouweisung vun dëse Missiounen un d'ALVA entsprécht der Logik, dës technesch a spezialiséiert Aufgaben enger kompetenter Fachadministratioun unzevertrauen.

Dëse Projet de loi gouf de 6. Oktober 2025 vun der Landwirtschaftsministesch an der Chamber deposéiert. Den 9. Oktober ass de Projet an d'Agrarkommissioun gaangen. Bei der Reuniour, déi den nämmlechten Dag stattfonnt huet, ass de Projet de loi virgestallt ginn an d'Kommissioun huet mech zum Rapporter ernannt. Den Avis vum Conseil d'État ass den 20. Januar 2026 agereecht ginn an den Avis vun der Chambre des Métiers ass der Chamber den 30. Januar zoukomme gelooss ginn. D'Kommissioun huet dës Avisen an hirer Reunioun vum 5. Februar, d'lescht Woch, analyséiert a konnt de Rapport de 6. Februar unhuelen.

De Conseil d'État huet a sengem Avis ervirgehuewen, datt déi Upassung vum Basisgesetz zu enger méi klorer Opdeelung vun de Kompetenzen zwëschent ALVA a Ministère féiert. Dat ass d'ailleurs e Problem, dee mer an Zukunft méi dacks wäerte begéinen, wa mer d'Kontrollgesetzer vun der Landwirtschaft upassen. Ech kommen a menger Ried elo gläich nach dorop zréck.

D'Chambre des Métiers huet den Text an hirem Avis vum 30. Januar am Kontext vun de méi breede Reformen am Beräich vun den offizielle Kontrollen analyséiert. Si deelt d'Feststellung, datt eng kloer Ofgrenzung zwëschent den Zoustännegkeete vun der ALVA an dem Minister essenziell ass, fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren an eng effizient administrativ Praxis ze erméiglechen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8631 ass eng wichteg Etapp an der weiderer Strukturéierung vun de Kompetenzen am Beräich vun den offizielle Kontrollen. Hien dréit zur Rechtskloerheet, zur legislativer Kohärenz an zu enger méi effizienter administrativer Organisatioun bäi.

Ech géif dann elo meng CSV-Kap undinn, fir nach kuerz zu dësen zwee Projete Stellung ze huelen.

Discussion générale

Här President, mir schwätzen haut iwwer e Gesetzestext, deen op den éischte Bléck technesch a komplizéiert wierkt, deen awer an der Realitéit en zentrale Pilier fir eis Gesellschaft duerstellt: de Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet, d'Liewensmëttelsécherheet, d'Déieregesondheet an domat och d'wirtschaftlech Stabilitéit vun eisem landwirtschaftleche Secteur.

E weidere wichtege Punkt ass d'Déierewuel. Gutt Haltungsbedéngungen, preventiv Gesondheetsmoossnamen an eng verantwortungsvoll Zuucht reduzéieren net nëmmen d'Leed vun den Déieren, mee och d'Risike vu Krankheetsausbréch.

Firwat ass dat esou wichteg? Well Déierekrankheeten net nëmmen en Impakt op Déieren hunn, si betreffen och direkt de Mënsch: Zoonosen, also Krankheeten, déi vum Déier op de Mënsch iwwerdroe kënne ginn, kënnen ënner Ëmstänn eng reell Gefor fir d'ëffentlech Gesondheet duerstellen. Gläichzäiteg hunn Déierekrankheeten e groussen Afloss op d'Liewensmëttelsécherheet an op d'Vertraue vun de Konsumenten a Konsumentinnen an eis Produiten.

Dobäi komme substanziell wirtschaftlech Käschten. Ausbréch vu Krankheete kënnen d'Produktioun ënnerbriechen, den Handel aschränken, Exporter blockéieren a ganz Betriber a Gefor bréngen. Net ze vergiessen och d'Käschten, déi duerch Noutmoossnamen entstinn, wéi d'Keulung vun Déieren oder groussflächeg Restriktiounen. Dëst neit Gesetz setzt genee do un. Et wëll virbeugen, fréi erkennen a séier a proportionéiert reagéieren.

Wéi wichteg an aktuell dat Gesetz ass, Här President, gesi mir, wa mir ronderëm eis kucken. Net méi spéit wéi d'lescht Woch gouf erëm e Fall vu Vullegripp zu Schenge gemellt.

Doniewent hate mir an de leschten zwee Joer hei zu Lëtzebuerg mat der Blozongekränkt ze kämpfen. Am Laf vum Summer/Hierscht 2024 goufen iwwer 1.300 Déieren infizéiert. D'ALVA huet doropshin eng Impfcampagne gestart. Zwar ass d'Blozongekränkt fir de Mënsch net geféierlech, mee fir d'Bauere féiert se deels zu staarke Verloschter bei der Produktioun, zemools wat d'Mëllechleeschtung an d'Fruchtbarkeet ugeet.

E Bléck an d'Ausland stëmmt och net grad optimistesch. Vum Süden hier kënnt d'Lumpy Skin Disease ëmmer méi no bei eis. Gëtt e Fall vun dëser héich ustiechender Krankheet entdeckt, muss de ganze Bestand gekeult ginn. A Südfrankräich sinn d'Bauere jo bekanntlech op d'Strooss gaangen, well hir Existenz um Spill steet.

All dës Beispiller beweisen, wéi wichteg et ass, d'Déierekränkten op eng effikass Aart a Weis ze bekämpfen, an dat op europäeschem Plang, well d'Déierekrankheete maachen net op der Grenz halt.

Déi nei Legislatioun am Beräich vun der Déieregesondheet steet net isoléiert do. Si baséiert op engem kloer definéierte Kader op europäeschem Niveau, nämlech dem Reglement (EU) 2016/429. Wat dëst Reglement besonnesch staark mécht, ass säin eenheetlechen, vereinfachten an transparente Kader. Et definéiert Ziler, Prinzippien a Responsabilitéiten.

Um nationale Plang setzt de virleiende Gesetzesprojet dës europäesch Bestëmmungen ëm. Hien ersetzt eng Gesetzgeebung, déi an hiren Urspréng bis an d'Joer 1912 zréckgeet an den haitege Realitéiten net méi entsprécht. Dat neit Gesetz deckt dobäi de ganze Spektrum of vun den Ziler iwwert d'Kontrollen, d'Notifikatiounen, d'Programmer, d'Registréierung, d'Zouloossunge vun den Acteure bis hin zu den administrative Moossnamen.

D'ALVA spillt heibäi eng zentral Roll. Dofir huet och d'Basisgesetz aus dem Joer 2022 missen ugepasst ginn. An dat ass de Projet de loi 8631, den zweete Rapport, deen ech gemaach hunn. D'Responsabilitéiten tëschent Verwaltung a Minister hu musse kloer definéiert ginn. Doniewent kritt d'ALVA mam neie Gesetz weider Missiounen. Si kontrolléiert vun elo un och, ob d'Krittäre vun dem sougenannten Deforestatiounsreglement agehale ginn.

D'Responsabilitéitsverdeelung ass zwar per se gutt, mee weist awer och op e Problem hin, dee mer an Zukunft nach méi dacks wäerte kréien. De Staatsrot ass nämlech der Meenung, datt nei Missiounen net nëmmen am jeeweilege Kontrollgesetz mussen agschriwwe ginn, mee och an dem Basistext vun der Verwaltung. Konkreet heescht dat, datt mer allkéiers och mussen d'Gesetz vun 2022 an deem hei Fall op de Leescht huelen, wann eng nei Missioun derbäikënnt. Dat mécht eis d'Saach definitiv net méi einfach.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass e Gesetz vun der Preventioun, vun der Responsabilitéit a vun der Visioun. Et schützt d'Gesondheet vun de Biergerinnen a Bierger, et stäerkt d'Déierewuel an et séchert eis landwirtschaftlech Produktiounen a reduzéiert wirtschaftlech Risiken. Gläichzäiteg verankert et Lëtzebuerg fest an engem kohärenten europäesche Kader, dee Sécherheet an Nohaltegkeet an de Mëttelpunkt stellt.

Heimat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dëse Projet.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Boonen. An als zweete Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering agedroen. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Här Boonen Merci fir deen ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Wéi et gesot ginn ass, ass d'Haaptzil vun dësem Projet, datt mer eis op EU-Niveau eng preventiv Approche gi bei der Bekämpfung vun Déierekrankheeten.

Et geet hei zwar net ëm Runne wéi virdru beim Här Bauler, mee och bei de Kränkten ass et esou, wéi den Här Boonen gesot huet, dass déi op ganz verschiddene Weeër zu Lëtzebuerg ukommen. Oft mengt een, dass esou eng Krankheet nach wäit ewech ass an eis net direkt betrëfft, mee op eemol ass se da ganz séier do, duerch de weltwäiten Handel, duerch Déierentransporter a sou weider.

Ech denken hei zum Beispill un d'Blozong, déi iwwer Insekten, iwwer eng Méck iwwerdroe gëtt, oder méi rezent och un d'Vullegripp, déi an éischter Linn iwwert d'Zuchvullen erëm op Lëtzebuerg kënnt an och ëmmer erëm wäert kommen.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass praktesch alleguer d'Kränkten, déi eisem Véibestand schuede kënnen, an iergendenger Aart a Weis vu baussen erakommen a sech hei manifestéieren. Fir dëst ze vermeiden, ass et dofir ëmsou méi wichteg, dass regiounen- a länneriwwergräifend zesummegeschafft gëtt. Dat spillt och bei der Liewensmëttelsécherheet eng ganz wichteg Roll an och bei der Gesondheet vum Consommateur.

Ganz am Sënn vu One Health musse mer als europäesch Gemeinschaft zesummen un engem Strang zéien. Fir eng ganz Produktiounslinn solle kohärent Reegelen a Standarde gëlle fir jiddereen, soudatt bei all Etapp vum Bauer bis zur Vermaartung ka sécher gestallt ginn, datt déi néideg Krittären erfëllt sinn an d'Produite sécher an net schiedlech fir de Konsument sinn.

Wat d'Kontrolle bei de Betriber an och déi administrativ Chargë fir d'Baueren ugeet, krute mer an der Kommissioun gesot, datt d'Bauere sech hei op keng gréisser Verännerunge missen astellen, dat, well e gudden Deel vun de Mesüre souwisou schonn hei am Land zënter Längerem applizéiert gëtt. Mir begréissen dat ausdrécklech, well eis Baueren net nach zousätzlech mat administrativen Hürde solle belaascht ginn.

Wichteg ass och: Amplaz vu ganz ville verschiddenen Texter, gëtt et an Zukunft een eenzege koordinéierten Text. Domat suergt dëse Projet gläichzäiteg fir méi Transparenz, Previsibilitéit a Kloerheet.

Nach e Wuert zur ALVA. Mir si frou, datt d'Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung heimat weider Responsabilitéite kritt, déi sech perfekt an hir Missioune matareien. D'ALVA huet déi néideg Kompetenzen, fir

dës zousätzlech Aufgab ze erfëllen, a kritt och elo déi néideg Rechter, fir bei Situatiounen, wou esou eng Anomalie festgestallt gëtt, séier reagéieren ze kënnen.

Här President, ofschléissend wëll ech nach soen, dass am Kontext vun de groussen Handelsaccorden, déi d'EU grad jo amgaangen ass, mat enger Rei Partner ze maachen, et wichteg ass, dass mer genau dat heiten applizéieren, dass mer eis hei an Europa en eenheetleche Kader a qualitativ Standarde ginn, engersäits, fir d'Déierekrankheete kollektiv an effikass ze bekämpfen, anerersäits och, fir d'Qualitéit vun eisen Exporter ze garantéieren, awer och d'Importer ze kontrolléieren.

Dëst gesot, ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun fir dëse wichtege Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Emering. An als nächst agedroe Riednerin ass déi honorabel Madamm Claire Delcourt virgesinn. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwer zwee Projet-de-loien, déi vläicht net déi grouss politesch Schlagzeile maachen, déi awer e ganz wichtegen Impakt hunn: de Projet de loi 8300, dee vun der viregter Regierung deponéiert gouf an deen en Impakt huet op d'Gesondheet vun eisen Déieren – dat hu mer elo e puermol schonn héieren –, op d'Landwirtschaft, op d'Liewensmëttelsécherheet an och op déi ëffentlech Gesondheet, an de Projet de loi 8631, doriwwer hu mer och elo grad geschwat, deen d'Gesetz iwwert d'ALVA upasst.

Dës zwee Texter gehéieren zesummen, well si dréie sech alle béid ëm eng zentral Fro, déi fir de Rechtsstaat, fir d'Administratioun an och fir d'Operateurinnen an d'Operateuren um Terrain essentiel ass: Wien ass woufir zoustänneg a wéi kloer ass dat am Gesetz festgehalen?

Et muss een hei kuerz ervirhiewen, datt de Projet de loi 8300 eng Gesetzgeebung ersetzt, déi iwwer 100 Joer al ass, eng Gesetzgeebung, déi esou allgemeng formuléiert war, datt se zwar laang konnt iwwerliewen, déi awer net méi de Realitéite vun haut entsprécht, besonnesch, wann et ëm Kontrollen, Kompetenzen a Sanktioune geet.

Mee grad well dëse Projet nei Kompetenzen, nei Kontrollen an nei Sanktiounen afëiert, war et wichteg, ganz genee op d'Roll vum Ministère an op d'Roll vun der ALVA ze kucken. An do muss ee soen: An de fréiere Versioune vum Text war dës Opdeelung net ëmmer kloer. An hei kënnt de Projet de loi 8631 an d'Spill. A mat dësem zweete Projet gëtt d'Gesetz, dat d'ALVA geschaf huet, ugepasst, fir genee dës Onkloerheeten ze behiewen.

D'Kompetenze ginn nei definéiert, d'Roll vun der ALVA gëtt méi prezis beschriwwen an d'Relatioun tëschent Administratioun a Ministère gëtt méi liesbar gemaach. Mir gesinn also dës zwee Projet-de-loien als richteg an noutwendeg un an droen dës Projet-de-loie mat.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt. An als nächst Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos agedroen. Madamm Schoos, dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Ech schwätze vun hei aus. Et ass scho vill gesot ginn. Jo, elo déi kloer Differenz zwëschent eng Kéier dem Ministère an der ALVA an d'Klärung vun der Hierarchie am Fong, mengen ech, si ganz wichteg. Mir mussen herno kucken, dass och d'Sanktiounen zwar um Terrain dann duerchgezu kënne ginn an dass och de Ministère am Noutfall schnell kann handelen. Mee ech sinn do zouversiichtlech.

Déi Kontrollen, déi elo bäikomm si bei der ALVA, sief et bei Liewensmëttel awer och am Kader vun der Deforestatioun, an och wa mer elo un d'Mercosur-Ofkommes denken, an awer och, wa mer un Déiereschutz denken, Déierentransporter op der Autobunn, déi elo besser kënne kontrolléiert ginn, begréisse mir natierlech och.

Ech wollt do awer eng Kéier nofroen: Wéi ass mat der Ëmsetzbarkeet? Wéi ass mat der Manpower bei der ALVA? Ass dat am Budget virgesinn? Kann dat schnell geléist ginn, wa mer net genuch Leit hunn?

An da musse mer awer och oppassen: Wann d'ALVA elo, wann ech dat dierf soen – tëschent Anführungszeechen –, méi „Muecht" kritt, wat d'Kontrolle betrëfft, ass et awer och ganz wichteg, dass déi Kontrolle proportional, juristesch ofgeséchert an och fir d'Betriber transparent sinn, fir dass d'Betriber och genau wëssen, wat do op si duerkënnt. An et ass virdru scho gesot ginn: dat Ganzt natierlech ëmmer en vue vun der Déieregesondheet, awer och vun eisem Konsumenteschutz an de Liewensmëttel bei eise Konsumenten, wat immens wichteg ass.

An domadder géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dës zwee Projete matzedroen. Villmools merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Joëlle Welfring agedroen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, och dem Rapporteur merci fir säi Rapport, säin ausféierleche Rapport. Ech mengen, et ass villes gesot ginn. Och mir sinn der Meenung, dass dat heiten zwee Texter sinn, déi wichteg sinn, well effektiv transmissibel Krankheeten, déi op de Mënsch iwwerdrobar ginn, am Virmarsch sinn. Mir mussen eis hei och engem europäesche Kader upassen. Dat heite setzt deen ëm. Dofir géif ech menger Sensibilitéit proposéieren, deen heiten Text matzestëmmen.

Et ass natierlech kloer, dass déi Aart a Weis, wéi mer elo eis Loi-organiquë vun den eenzele Verwaltunge mussen ëmmer erweidere mat neien Texter, sécher keng Simplification législative ass. Dat wollt ech hei nach eng Kéier ënnersträichen. Dofir musse mer eis och, mengen ech, als Haus heiriwwer Gedanke maachen, wéi een an Zukunft soll heimadder ëmgoen. Voilà!

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Welfring. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass natierlech e Projet, deen eis ganz gutt gefält, well et och vill ëm Déiereschutz geet. An ech mierke jo, dass dëser Ministesch den Déiereschutz immens um Häerz läit an dass et och do an déi richteg Richtung geet.

Et ass natierlech gutt, wann d'Déierentransporter elo wäerte méi kontrolléiert ginn. Dat war an der leschter Regierungsperiod oft eng Kritick, déi mer haten, virun allem wann déi immens laang Trajete gemaach goufe queer duerch Europa an zu Lëtzebuerg dann awer heiansdo duerch d'Fangere gekuckt ginn ass, wa se grad wéinst dem Tanktourismus heihinnerkomm sinn. A wann do nei Kontrolle kënne stattfannen, ass dat natierlech dat Richtegt.

An et muss een natierlech soen: Déi meescht Krankheete kënne just duerch eng Massendéierenhaltung entstoen an duerch eng schlecht Qualitéit, ënnert deenen d'Déieren herno nëmme wäerte leiden. Dofir kënne mir nëmmen all Mesür ënnerstëtzen, déi dës Ministesch hëlt fir méi Déierewuel.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Landwirtschaftsminister Martine Hansen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci, Här President. Also an den Detail vum Gesetz brauch ech net méi anzegoen. De Rapporter huet dat exzellent gemaach. Wichteg ass, datt mer een neie legale Kader kréien, och ee klore Kader.

Wéi gesot, dat Gesetz vun elo ass vun 1912. Stellt Iech dat emol vir! Ech weess net, ob mer der nach vill hu vun 1912, déi nach a Kraaft sinn. An ech ginn dovunner aus, datt, och wann dëst Gesetz elo ganz prezis ass an och een ëmfangräiche Kader bitt, et sécherlech keng 100 Joer wäert gülteg sinn, mee datt mer et a reegelméissegen Ofstänn no neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser mussen upassen.

Ech wëll der Chamber e ganz, ganz grousse Merci soe fir déi grouss Zoustëmmung, well et ass, an där Zäit wou mer elo sinn, extreem wichteg, datt mer d'Gesetz och gestëmmt kréien.

Dir wësst – ech mengen, de Rapporter, de Jeff Boonen, war drop agaang –, datt déi sanitär Situatioun an eisen Nopeschlänner ronderëm zimmlech ugespaant ass. Mir hunn a Frankräich d'Lumpy Skin Disease nach gehat. Holz upaken: Vum 5. Januar un ass kee Fall méi do. Hoffe mer, datt et roueg bleift!

Mir hunn d'IBR (ndlr: Infectious Bovine Rhinotracheitis) an der Belsch, dat ass do un der Grenz. A mer hunn d'Schwéngspescht an Däitschland. Vun der Vullegripp hate mer elo ee Fall hei. Ronderëm 100 Kilometeer am Ëmkrees hu mer also Krankheeten, déi riskéieren, awer iergendwann eng Kéier bei eis eriwwerzesprangen.

Mir hoffen, datt mer se definitiv net kréien. Do wëlle mer keng Schlagzeilen hunn. Ech mengen, d'Madamm Delcourt hat gesot, d'Gesetz wär net fir Schlagzeilen do. Mee ech wëll och hei keng kréien – beim beschte Wëllen net!

Mir maache fir d'Preventioun alles. Mir hunn den IBR-Programm, mir hunn de Schwéngspescht-Aktiounsplang, dee mer och zesumme mam Environnement maachen. Mir haten elo eng éischt Informatiounsversammlung iwwer LSD mat Bauerevertrieder, mir wäerten nach eng grouss, oder d'Landwirtschaftskammer wäert nach eng gréisser maachen. Wéi gesot, mir hoffen, datt mer vum Ausbroch vun esou Krankheete verschount bleiwen, mee mir musse virbereet sinn, an dofir ass dëse gesetzleche Kader extreem wichteg.

Wéi gesot, et ass d'ALVA-Gesetz. D'Madamm Welfring huet et gesot: Et vereinfacht eis d'Saach net, wa mer elo fir alleguer d'nei Missiounen ëmmer erëm d'Kadergesetz mussen upassen. Mir mussen dat eeben elo maachen.

Mir hunn d'Deforestatioun elo erageholl. Aktuell ass et jo nach net a Kraaft, mee mir hunn et elo scho mol prophylaktesch erageholl, datt, soubal wéi

d'Reglement oder d'Gesetz bei eis a Kraaft trëtt, mer dann déi Kontrollen do och wäerte maachen.

D'Manpower ass gefrot ginn. Mir sinn dovunner e bëssen iwwerrascht ginn, datt mer dat mat där Deforestatioun misste maachen, a mir hunn dunn och gesot: Mir brauchen do sécherlech zousätzlech Leit, well soss gi mer net eens. Déi zousätzlech Leit krute mer och zougeschwat, dat heescht, do kréie mer dann eng Opstockung, wann dat bis leeft, ënner anerem och bei eiser ASTA, well d'ASTA mécht och do Berodung a wäert och do Saache maachen.

Wéi gesot, d'Déierentransporter, do maache mer jo d'Kooperatioun mat der Douane, an och dat funktionéiert gutt. Dat heescht, do hale mir jo net d'Camionen un, mee dat mécht d'Douane. Dat heescht, dat leeft do gutt.

Ech soen Iech hei villmools Merci. Wéi gesot, et ass fir eis een extreem wichtegt Gesetz, dat mer elo hunn, an ech hoffen, datt mer de groussen Deel vum Gesetz ni musse benotzen. Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Iert mer elo zum Vott kommen, wollt ech Iech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne mat ofzestëmmen.

Plusieurs voix | A!

M. André Bauler, Président de séance | Mir hunn zwee Votten, deen een iwwert de Projet de loi 8300 an deen aneren iwwert de Projet 8631.

Mir géifen elo ufänke mam Vott iwwert de Projet de loi 8300. Den Text steet am Document parlementaire 8300[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8300 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 59. Nee-Stëmmen: keng. Abstentioun: keng. Domat ass de Projet de loi mat 59 Stëmmen ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat technesch Problemer.

M. André Bauler, Président de séance | A pardon, do war en technesche Problem.

... da mat 60 Stëmmen – also kenger Nee-Stëmm a kenger Enthalung – unanimement ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da kéime mer zum nächste Vott. Dat ass de Vott iwwert de Projet de loi 8631. Den Text steet am Document parlementaire 8631[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8631 et dispense du second vote constitutionnel

Mir fänke mam Vott un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass ..., dës Kéier hunn ech hei stoen: 58 Jo-Stëmmen, keng ...

(Interruption)

Bei Iech geet et nach ëmmer net, Madamm Tanson?

(Interruption et hilarité)

Da musse mer dat korrigéieren. Da sinn et 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass domadder ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. Dépôt d'une motion par M. Gilles Baum

Ier mer zum nächste Punkt kommen, hätte mer nach den Depot vun enger Motioun, enger Motioun, déi den honorabele Kolleeg Gilles Baum wëllt deposéieren. Här Baum, dann hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Baum (DP), auteur | Voilà, merci, Här President. Effektiv, et ass virdru gesot ginn, et wär en Theema, dat d'Leit ganz vill beweegt hätt déi lescht Wochen. Et ass schonn op munche Plaze kommunizéiert ginn, et ass op munche Plazen och scho fir Kloerheet gesuergt ginn. Gëschter ass eng Kommunikatioun, nach eng Kéier, vum Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance erauskomm. An domadder wëlle mer dat och eng Kéier hei an der Chamber zementéieren.

Dofir ginn ech Iech déi heite Motioun of, Här President, déi deposéiert ass net nëmmen a mengem Numm, mee och am Numm vum honorabele Ricardo Marques.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Motion

« pour une politique ambitieuse luttant contre toute forme de discrimination au sein des établissements scolaires »

La Chambre des Députés,

considérant

– que l'égalité, la dignité humaine, ainsi que le respect de l'intégrité physique et mentale constituent des droits fondamentaux garantis par la Constitution et par les instruments internationaux et européens ;

– que la lutte contre le harcèlement, les violences et toute forme de discrimination en milieu scolaire requiert des mesures transversales, combinant prévention, accompagnement, règles de vie et amélioration des infrastructures ;

– que la sécurité, l'intimité et le bien-être des élèves doivent constituer des critères centraux dans la conception des infrastructures scolaires, en particulier dans les espaces sensibles tels que sanitaires, vestiaires et douches ;

– que, dans ces espaces, une meilleure visibilité des zones communes et une meilleure protection de l'intimité constituent des leviers concrets de prévention du harcèlement, du vandalisme et des comportements abusifs ;

– que le Plan d'action national LGBTQI+, présenté en juillet 2025, promeut des mesures favorisant l'inclusion, la sécurité et le respect au sein des établissements scolaires,

invite le Gouvernement

– à poursuivre et renforcer, de manière transversale, la lutte contre toute forme de harcèlement et de discrimination dans le milieu scolaire, en intégrant les dimensions de prévention, de protection et d'accompagnement ;

– à mettre en œuvre, sur la base de l'ébauche présentée le 9 février 2026 par le MENJE, un projet pilote de sanitaires et vestiaires inclusifs, en associant les parties prenantes (directions d'établissements, personnel éducatif et services compétents, représentants des parents, élèves) afin de garantir une mise en œuvre transparente, proportionnée, adaptée au terrain et évaluable ;

– à mettre en œuvre, dans la mesure du possible, dans l'ébauche présentée, des infrastructures sanitaires fondées sur les principes de prévention et de protection de l'intimité ;

– à maintenir la coexistence de blocs de toilettes séparés pour le sexe féminin et le sexe masculin, ainsi que des espaces inclusifs accessibles à toute personne, indépendamment de son identité de genre, en définissant la signalétique en concertation avec l'établissement ;

– à maintenir une organisation séparée des vestiaires et des douches tout en prévoyant, dans la mesure du possible, des cabines individuelles, afin de garantir intimité, sécurité et respect à l'ensemble des élèves.

(s.) Gilles Baum, Guy Arendt, Carole Hartmann, Ricardo Marques, Laurent Zeimet.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

15. 8457 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8457, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Grënnung vum Fonds Kirchberg. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: D'Rapportrice huet 5 Minutten, d'Regierung huet 5 Minutten. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass nawell e breede Programm haut, well elo schwätze mer vun de Missioune vum FUAK, dem Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, dee mam Gesetz vum 7. August 1961 an d'Liewe geruff gouf. Am Ufank war d'Missioun vum FUAK den Ausbau an den Amenagement vum Kierchbierg. Dat Éischt, wat de FUAK gebaut huet, war iwwregens déi Rout Bréck.

Mam Gesetz, dat ech Iech elo presentéieren, soll de FUAK eng zousätzlech Missioun kréien: d'Entwécklung vum sougenannte „Midfield", deen tëschent dem Ban de Gasperich an der Aktivitéitszon um Houwald läit. Mam Gesetz 8457 gëtt also d'Gesetz vun 1961 an deem Sënn adaptéiert, zousätzlech gëtt dovunner profitéiert, fir verschidden Artikelen ze aktualiséieren, ze preziséieren an ze moderniséieren.

Zum Beispill soll de FUAK ënner anerem d'Méiglechkeet kréien, Reegelen iwwert déi privat Notzung vun den Immobilien ze erloossen. D'Dispositiounen iwwert d'Enteegnung, wéi se am Gesetz vum 7. August 1961 stinn, sinn haut vereelzt, dofir ginn déi Dispositiounen erausgeholl. De FUAK kritt mat dësem Gesetz och d'Recht, iwwert d'Revente an d'Droits réels vun den Immeublen ze decidéieren, déi net ëffentlech sinn. Dat heescht, dass de FUAK kann iwwer e Weiderverkaf, mee awer och iwwer gewëssse Rechter vun den Immobilien decidéieren, zum Beispill de Kaf, de Verkaf an esou weider, eeben alles, wat d'Immobilie betrëfft.

Dofir gëtt et dann och eng transparent Prozedur. De FUAK brauch, jee nodeem, eng speziell Autorisatioun vun der Regierung, fir dass dëst kann de gré à gré, also direkt tëschent de Parteien, ausgehandelt ginn.

Eng weider Ännerung betrëfft de President vum Verwaltungsrot vum FUAK. Ënner gewëssene Konditioune kann hie sech an Zukunft duerch eng aner Persoun representéiere loossen. De President kann och seng Ënnerschrëft, wéi gesot, ënner gewëssene Konditiounen un en aneren delegéieren.

Et ass scho komplizéiert hei, wa ganz vill hei niewendru geschwat gëtt.

(Interruption)

Jo, mee et ass scho komplizéiert, ...

M. André Bauler, Président de séance | Ech géif Iech bieden, e bësse méi roueg ze sinn an d'Rapportrice schwätzen ze loossen.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | ... sech fir de Rapport hei ze konzentréieren, wann Der alleguerte schwätzt.

Ech géif awer gären e Wuert zu den Avisen nach soen. De Staatsrot huet virop bedauert, datt de Projet den Numm vum Fong net adaptéiert, sachant, dass dem Fong seng Missioun sech mat dësem Text erweidert an een dat och hätt kënnen am Titel berücksichtegen. De Ministère huet dëser Remark, déi jo keng Opposition formelle war, net wëllen nokomme mam Argument, dass den Numm vum Fong net eng Missioun am Numm misst hunn, déi zäitlech begrenzt ass.

Da gouf et fir de Staatsrot och eng Onkloerheet am Artikel 3. Deen hätt een esou kënne verstoen, dass de Fong eng zousätzlech Enveloppe vun 100 Milliounen Euro géif kréien, also on top vun där Enveloppe, déi souwisou scho virgesinn ass. Et sollt awer heeschen, dass de FUAK d'Méiglechkeet sollt hunn, e Kreditt kënnen accordéiert ze kréien, fir bis op 100 Milliounen Euro am Ganzen ze kommen. Där Remark vum Staatsrot gouf Rechnung gedroen.

An et gouf awer och eng formell Oppositioun vum Staatsrot: D'Delegatioun vun der Ënnerschrëft a vun der Representatioun vum President vum Verwaltungsrot vum FUAK wier am Text net u spezifesch Akte gebonnen. Laut Artikel 129 vun der Verfassung misst eng Delegatioun awer prezis vum Gesetz encadréiert sinn, fir de Bemierkunge vum Staatsrot Rechnung ze droen. Et sinn och hei déi néideg Amendementer gemaach ginn, den Text gëtt elo kloer Krittären un, déi mussen erfëllt ginn, fir dass de President säi Pouvoir kann delegéieren.

D'Handelskummer hat keng gréisser Remarken zu dësem Gesetz.

De Projet 8457 ass den 12. November 2024 vun der Mobilitéitsministesch deposéiert ginn. A mir hunn de Rapport de 5. Februar 2026 an der Kommissioun ugeholl. A fir méi Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An domadder soen ech Iech villmools Merci.

An ech kommen och nach eng Kéier zréck, dat heescht alles, wat Der Iech ze soen hutt, kënnt Der vläicht bis dohinner maachen, an dann ass et herno vläicht e bësse méi roueg. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Cahen.

An dann huet schonn direkt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Mobilitéitsministesch Yuriko Backes. Madamm Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech wëll der Madamm Deputéierter Corinne Cahen e grousse Merci soe fir dëse perfekte Rapport. Si huet alles am Detail erkläert, ech brauch dat net nach eng Kéier ze maachen.

Ech mengen, d'Entwécklung vun esou neie Quartieren ass wichteg fir eist Land, fir eis Wirtschaft, déi nei Infrastrukturen, déi mer brauchen, och am Logement ënner anerem. An ech mengen, ech freeë mech, dass mer hei wierklech mat der Stad Lëtzebuerg an och mat der Gemeng Hesper zesummeschaffen, fir dee Projet, deen de FUAK da wäert iwwerhuelen, och ëmzesetzen.

Villmools merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch.

Jo, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8457. Den Text steet am Document parlementaire 8457[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8457 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Domat ass dëse Projet ugeholl mat 60 Stëmmen, also unanimement, eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

16. 8536 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics ;

2° la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées

An da kéime mer schonn zum nächste Projet de loi. Als weidere Punkt op eisem Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8536, eng Ofännerung vun de Konditioune fir d'Ernennung vun de Membere vun der Direktioun bei der Administratioun vun de Ponts et chaussées. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass, an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: D'Madamm Rapporteur huet 5 Minutten, d'Regierung huet 5 Minutten. A, et ass en Här Rapporter, gesinn ech. D'Wuert huet elo den Här Rapporteur vum Projet de loi, den honorabele Gusty Graas. Här Graas, Dir stitt scho parat an dann hutt Dir och schonn direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Den 28. Juni 2023 hate mir hei zwee Projet-de-loie gestëmmt, an zwar den 8122 an 8123 iwwert d'Waasser- an d'Naturschutzverwaltung. Do ass et deemools drëms gaang, Leit kënnen an d'Direktioun vun deenen zwou Verwaltungen ze nennen, déi net onbedéngt missten déi virgeschloen Diplomer opweises hunn.

Haut maache mer am Fong geholl dee selwechten Exercice mat zwou anere Verwaltungen. Et geet ëm d'Ëmännerung vun de Konditiounen, fir Member vun der Direktioun vun de Bâtiments publics ze ginn an och vun der Verwaltung vun de Ponts et chaussées.

Ëmgeännert ginn u sech déi modifizéiert Gesetzer vum 15. Juni 2004 iwwert d'Reorganisatioun vun der Verwaltung vun de Bâtiments publics an d'Gesetz vum 3. August 2010 iwwert d'Reorganisatioun vun der Verwaltung vun de Ponts et chaussées. D'Iddi ass am Fong geholl, och Leit aus dem Privatsecteur kënnen ze rekrutéieren. Dat heescht, mer schwätzen dee Moment och vu sougenannte „Quereinsteiger". An de Moment ass dat net méiglech, mee wa mer haut déi zwee Gesetzer stëmmen, dann ass dat awer an Zukunft, wéi gesot, och méiglech.

Da gëtt awer och eng Limitatioun vun den Diplomer opgehuewen, fir dat am Fong geholl och méi breet kënnen ze gesinn, well mer och der Meenung sinn, datt haut u sech awer an deene Verwaltungen, Staatsverwaltungen, och verstäerkt musse méi Managerqualitéiten opgewise kënne ginn. Da ginn, wéi gesot, och Spezialitéite vun deenen eenzelnen Diplomer da suppriméiert.

De Moment ass et jo esou: Fir kënnen an d'Direktioun vun de Bâtiments publics ze kommen, muss ee Fonctionnaire sinn an den Diplom als Architekt oder Ingenieur hunn. An duerch dësen Diplom, wéi gesot, huet een dann d'Méiglechkeet, dee Posten ze kréien. Mee haut ännere mer dann awer och duerch dëse Projet de loi d'Zuel vun Directeur-adjointen ëm. An zwar gëtt déi elo vun engem op zwee erhéicht. Wann den Direkter also absent ass, ass et normal, datt dann den Directeur adjoint kann ersetzen. An do gëtt dann natierlech de Rangeelste virgeholl. Dat huet natierlech och e finanziellen Impakt. An zwar d'Joresgehalt vum zweete Sous-Direkter: Dat läit bei 196.153 Euro geschätzt, well eeben déi Persoune kënne bis an de Grad 16 kommen, mat engem Maximum vu 594 Punkten.

Déi selwecht Krittäre gëllen dann eeben och elo fir d'Ponts et chaussées. An do kann haut just en Titulaire mat engem Diplom als Ingénieur en génie civil Directeur oder Directeur adjoint genannt ginn. Et ginn awer elo ëmmer méi Ingenieure mat verschiddene Spezifissitéite rekrutéiert. Déi kënnen awer de Moment net an d'Direktioun kommen. Dowéinst, wéi gesot, gëtt dann och hei dat elo geännert, well dat haut u sech och net méi dem reelle Besoin vun der Verwaltung vun de Ponts et chaussées entsprécht.

Dat heescht, et geet also an Zukunft duer, e Master oder en equivalenten Diplom ze hunn, fir kënnen an d'Direktioun vun deenen zwou Verwaltungen ze kommen.

Vläicht nach e Wuert iwwert d'Aarbechten an eiser Kommissioun. De Projet de loi gouf vun der Madamm Ministesch Backes den 29. Abrëll 2025 deposéiert. Den 11. Dezember an der Kommissioun gouf en analyséiert an och de Rapporter ernannt.

Dann den Avis vum Conseil d'État, deen datéiert vum 11. Juli 2025. Deen hat näischt ze beanstanden, ausser e puer legistesch Virschléi, déi natierlech och vun der Kommissioun iwwerholl gi sinn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Dat war elo, loosse mer soen, net schrecklech iwwerraschend. Hiren Avis ass vum 10. Juli. Dee war natierlech e bësse méi kritesch. Si weist och drop hin, datt technesch Kenntnisser awer nach ëmmer en Atout sinn, wann een enger vun deenen zwou Verwaltungen do virsteet.

Si hieft och ervir, datt déi Leit, déi iwwert d'Carrière ouverte an d'A1-Karriär komm sinn, am Fong duerch den Text hei exclus sinn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Am Allgemenge warnt dann och d'CHFEP virun Nominatiounen op d'Fonction dirigeante, wou keng Konditiounen direkt verlaangt sinn. Si mengen, dat géif dann och e gewëssene Favoritismus dee Moment opmaachen.

Bon, onofhängeg vun deene puer Kriticken do géif ech Iech awer trotzdeem bieden, dësem wichtege Projet de loi zouzestëmmen. An ech ginn dann och am Numm vun der DP d'Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

Dann ass d'Fro, ob d'Regierung nach wëllt d'Wuert huelen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, fir dem honorabelen Deputéite Gusty Graas e grousse Merci ze soen. Mir hu ganz vill wichteg Verwaltungen, d'Bâtiments publics an d'Ponts et chaussées gehéieren zu deenen. Dofir soen ech Iech alleguerten e Merci fir d'Ënnerstëtzung fir dëse Gesetzesprojet, dee wierklech e Schrëtt a Richtung Modernisatioun vun dëse Verwaltungen ass.

E grousse Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8536 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8536[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8536 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

17. 8607 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas

Op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg steet als nächste Punkt de Projet de loi 8607, eng Upassung vum Projet iwwert de Bau vum Pôle d'échange um Howald an d'Sanéierung vun der Rue des Scillas. D'Riedezäit ass de Basismodell, also 5 Minutte fir jiddwereen, d'Rapportrice huet der 10, d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Lies, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Michel Lemaire an den Här Meris Sehovic. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz vum 21. August 2018 autoriséiert de Bau vun engem Pôle d'échange um Howald an de Reamenagement vun der Rue des Scillas fir e Gesamtmontant vun 130 Milliounen Euro.

Leider geet aus verschiddene Grënn, op déi ech dann elo wäert agoen, de Budget net duer a mer sollen dann haut eng Rallonge stëmmen. Et gëtt Ännerunge bei de Stroossenaarbechten, bei de Sanéierungsaarbechten, bei de Konschtbauten, mee et gëtt och Adaptatioune bei Kompensatiounsmesüren an nach e puer aner Aarbechten, déi eebe musse gemaach ginn. Zousätzlech Aarbechten, dat heescht natierlech och zousätzlech Käschten.

Allerdéngs muss een ënnersträichen, dass et op där enger Säit zu Depassementer kënnt, dass awer op där anerer Säit och e puer Aspuerunge kënne gemaach ginn. Déi ginn awer leider net duer, fir dat ze kompenséieren, wat et op där anerer Säit méi kascht.

Erlaabt mer, e bësselchen an den Detail ze goen, souwuel wat d'Aspuerunge wéi och de Supplement betrëfft. Ugefaange mat 900.000 Euro, déi konnten agespuert ginn doduerch, dass keng spezifesch Chantiersinstallatioune gemaach goufen.

Wat de Budget allerdéngs sprengt, dat ass de Bauschutt. Éier de Buedem, deen ausgebaggert gëtt, op eng Deponie gefouert gëtt, musse cheemesch Analyse gemaach ginn. Déi Analyse sinn néideg fir ze wëssen, ob Schuedstoffer am Buedem sinn oder net. An der Rue des Scillas war et esou, datt net nëmmen d'Mass u Buedem ënnerschat gouf, mee et konnt een am Virfeld och net wëssen, wéi vill Schuedstoffer am Buedem sinn.

Et goung een dervunner aus, dass 1.200 Tonne Buedem missten oftransportéiert ginn. Mëttlerweil sinn et éischter scho ronn 70.000 Tonne Buedem. Dobäi goufen, wéi gesot, och Schuedstoffer am Buedem nogewisen, soudass deen op eng speziell Deponie muss gefouert ginn. De Präis pro Tonn ass deemno vill méi héich, wéi dat ugangs geduecht war a wéi dat och geschat gi war.

Eriwwer da bei de Stroossebau. Bei der Sanéierung vun der Rue des Scillas waren d'Bauaarbechten tëschent dem Rangwee an der Kräizung vum Tram a Richtung Pôle d'échange Howald virgesinn. Wärend den Aarbechten huet sech awer erausgestallt, datt een d'Strooss weider a Richtung Süden ausbreede kéint.

Do, wou de Rangwee sech mat de Gleise kräizt, sinn zousätzlech Aarbechten ugefall. Zum Beispill hu

Stëtzmauere musse gebaut ginn. Och dat huet fir zousätzlech Käschte gesuergt. An der Rue des Scillas hunn eng Rei Aarbechte mussen zäitlech versat ginn, well net genuch Plaz do war, a wéinst enger limitéierter Accessibilitéit. Vill provisoresch Mesüren op der Héicht vum Rangwee hunn och e gréisseren Impakt op d'Organisatioun vun der Aarbecht gehat. A well et an der Rue Eugène Welter muss sinn, dass den Trafick an zwou Richtunge geet, hunn do musse Parkplazen an Inselen ëmgebaut ginn.

Dat alles hat natierlech en Impakt op de Budget: Am Ganze gëtt bei de Stroossenaarbechte fir d'Rue des Scillas, de Rangwee an d'Rue Eugène Welter de Budget ëm 28 Milliounen Euro iwwerschratt. Och beim Pôle d'échange Houwald sinn d'Käschte méi héich ewéi geplangt. Op Basis vun den Etüde gouf e gewëssene Budget virgesinn, deen awer, wéi gesot, net kann agehale ginn, zum Beispill sinn d'Präisser beim Baumaterial geklommen. Finalement kascht de Pôle d'échange nach emol 9 Milliounen Euro méi wéi ugangs geplangt.

Zesumme ware fir d'Strooss fir de Pôle d'échange, d'Bréck fir iwwert d'Eisebunn, Sanéierungsaarbechten an den Opfangbecke fir d'Reewaasser um Houwald ronn 41,8 Milliounen Euro virgesinn. De reelle Käschtepunkt läit awer bei ronn 43,2 Milliounen Euro. De Budget gëtt also ëm ronn 1.355.000 Euro iwwerschratt.

Am Géigendeel dozou konnt bei de Sanéierungsaarbechte gespuert ginn. An der Rue des Scillas gouf en neie Kanal fir Reewaasser gebaut. Dofir si verschidde Buerunge gemaach ginn. Plazeweis konnt een am Laf vun den Aarbechten op oppe Rouerleitungen zréckgräifen. Doduerch goufe 4,4 Milliounen Euro agespuert.

Änlech war et bei de Konschtbauten: Nieft klengen Depassementer konnt een allgemeng och hei d'Käschte limitéieren.

An der Rue des Scillas gouf eng Stützmauer gebaut, wou den ieweschten Deel aus Elementer besteet, déi en akustesche Schutz bidden. Dës Mauer war net vun Ufank u virgesinn an ass also nodréiglech nach derbäikomm.

Finalement sinn d'Baukäschten awer méi niddreg ausgefall wéi geduecht, soudass och hei de Budget net iwwerschratt ginn ass.

Am Tunnel Rangwee 2 hunn zousätzlech zu de geplangten Aarbechten och Catenairespottoe missen agesat a geséchert ginn. Bei dësen Aarbechten ass de Käschtepunkt also e Stéck méi héich, well méi Äerdmassen hu missen op d'Deponie gefouert ginn, wéi ugangs virgesinn.

De sougenannte ganz schéine Pont „Y", deen de multimodale Verkéier, also den Tram, d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer, iwwert d'A3 féiert, huet och mussen ugepasst ginn. Op dëser Plaz waren zousätzlech Kompensatiounsmesüren néideg.

D'Drosbech huet musse verluecht ginn a wéinst engem Äerdrutsch hannert dem Tennisclub huet op där Plaz och méi Bauschutt mussen oftransportéiert ginn. Dofir gëtt et och hei en Depassement.

Zu deenen aneren Aarbechte gehéiere méi generell Bauaarbechten, wéi zum Beispill den Amenagement vun der Stroossebeliichtung an de Verkéiersluuchten. Wéinst deene villen Adaptatioune bei den Aarbechte mussen natierlech och dës Elementer ugepasst ginn. Dofir kënnt et och hei zu engem liichten Depassement vum Budget.

Am Gesetz vun 2018 ware verschidde Kompensatiounsmesüre virgesi wéi zum Beispill Renaturéierungsaarbechten, akustesch Isolatioun, mee och Mesüren, fir d'Biodiversitéit vun der Drosbech ze förderen. Dës Mesüre konnten, wéi am éischte Budget geplangt, ausgefouert ginn.

Depensë fir Etüden oder Kontrakter mat Ingenieure si méi bëlleg gi wéi ugangs geduecht. Dës Käschte leie ronn 9,5 Milliounen Euro ënnert dem Budget, dee virgesi war.

Trotzdeem gëtt de Chantier dann awer, wéi gesot, méi deier. Dofir stëmme mer haut déi néideg finanziell Rallonge vun 32,5 Milliounen Euro, fir dass d'Aarbechten op der Plaz kënne virulafen.

De Staatsrot hat keng gréisser Remarken zu dësem Projet de loi.

Den Text ass den 30. Juli 2025 deposéiert ginn a mir hunn de Rapport de 5. Februar an der Mobilitéitskommissioun ugeholl.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport, gradewéi och op den Depot, wou nach emol all d'technesch Elementer am Detail dra sinn, mat alle Chifferen a Skizzen, déi Iech kéinten interesséieren.

An ech mengen, dass de fréieren Hesper Buergermeeschter bestëmmt nach ganz vill aner a flott Detailer ka ginn. Dofir géif ech him och gären hei d'Pult elo iwwerloossen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif awer och scho gäre soen, dass d'DP-Fraktioun natierlech hei dësem Projet wäert zoustëmmen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An dann huet den Här Marc Lies d'Wuert. Här Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e ganz, ganz décke Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Cahen, déi dës Rallonge eigentlech ganz explizitt a ganz detailléiert erkläert huet.

Bon, ech mengen, wéi d'Madamm Cahen scho gesot huet: Hei mat dem Module central vun der neier N3, respektiv dem Bau vum Pôle d'échange vun der Gare périphérique um Houwald ass e ganz wichtege Projet ëmgesat ginn, deen effektiv d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg, besonnesch an deem Eck, nach eng Kéier op en anere Level bruecht huet. D'Aarbechte si praktesch alleguerten ofgeschloss. Et ass nach dat eent oder dat anert, wat fäerdegzestellen ass.

Bon, et gesäit nach ëmmer e bëssen no Chantier du uewen um Boulevard des Scillas aus – deen elo „Boulevard des Scillas" heescht, an net méi „Rue des Scillas". Dee gouf virun enger Rei vu Joren ëmbenannt, well et och deelweis elo e richtege Boulevard ass.

Wat ganz important war, dat war och d'Verleeë vun der Drosbach, dat heescht, dee Baachlaf, dee virun enger Zäitchen nach ënner engem privaten Terrain verlaf ass, gouf op ëffentlechen Terrain verluecht, an awer och e Fonçage, dee gemaach ginn ass ënnert der deemoleger Strooss, der Rue des Scillas, deen iwwer e puer honnert Meeter gemaach ginn ass, e Fonçage mat engem décke Rouer, wou effektiv d'Iwwerflächewaasser da kann iwwert dee ganze Quartier – vum neie Quartier Houwald City, deen amgaangen ass ze entstoen an deenen nächste Joren – evakuéiert ginn.

Wat awer besonnesch ze soen ass, ass, datt dës Aarbechten alleguerten am Bestand gemaach gi sinn. Do sinn nach Commercen, déi ronderëm fonctionéiert hunn. Och den Tennisclub Houwald huet ronderëm fonctionéiert. An déi Aarbechten hu musse gemaach ginn, vu datt och nach d'Commercë fonctionéiert hunn an den Tennis Houwald, wou d'Spillerinnen an d'Spiller, d'Traineren an dee ganze Staff hu misse bäi kommen.

An net ze vergiessen effektiv bei dësem Projet, datt eng ganz Partie Cessiounen hu misse gemaach ginn, fir eeben de Gabarit vun der Strooss kënnen ze verbreederen. Do sinn nach eng ganz Partie Privatproprietären, déi beträchtlech Cessioune gemaach hunn, awer och d'Gemeng Hesper, déi sou munch Cessioune gemaach huet, fir datt eeben den Tram, den Individualverkéier, d'Foussgänger, de Vëlo eeben iwwert de Boulevard des Scillas an awer och de Rangwee konnte fonctionéieren, respektiv d'Assise erop vum Tram bis bei d'Gare périphérique, also de Pôle d'échange Houwald.

Och wéi d'Rapportrice virdru gesot huet: Vu datt awer och à proximité vun deenen neien Assisë vum Tram an der Rue Auguste Scholer direkt Leit wunnen, ass eeben de Schallschutz – e wichtege Bestanddeel och vun deem Ganzen – ëmgesat an en place gesat ginn, fir eeben déi Leit virun den Nuisancë vum Kaméidi ze schützen. Dat, mengen ech, war och e ganz wichtege Bestanddeel vun deem Ganzen, deen initial net am Gesetz wor, mee awer nodréiglech, an och op Demande vun der Gemeng, an awer och vun de Leit, déi ronderëm gewunnt hunn, da gemaach ginn ass.

Wéi scho gesot: Et war e Gedoldspill bei deem Ganzen, vu datt et e relativ komplexe Projet war, souwuel fir d'Planer, fir d'Baufirmen, fir d'Pendler, fir d'Geschäfter, an awer och besonnesch fir d'Awunner ronderëm. Duerfir, an deem Sënn e grousse Merci och un all d'Acteuren, déi dës Aarbechte realiséiert hunn, besonnesch awer och un d'Geschäftsleit an un d'Awunner, déi wärend enger gewëssener Zäitchen do hu misse mat den Nuisancë liewen a vill Gedold hu missen opbréngen.

Nieft dem Module Nord, dem Module central vun där neier N3, feelt elo just nach de Module Sud. An do och nach eng Kéier d'Demande un d'Ministesch, wat deen zukünftege Contournement Alzingen oder Contournement Hesper ugeet. Dat ass eeben e ganze Bestanddeel vun där neier N3. An duerfir ass et och wichteg, datt deen an deenen nächste Jore kënnt, fir datt dat Ganzt do uewen och ka fonctionéieren, wat d'Mobilitéit ugeet.

An dësem Sënn ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, wat d'Mehrkoste vun dësem Projet ugeet. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Claire Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir hunn hei elo de Buergermeeschter vun Hesper héieren, deen de Projet warscheinlech in- an auswenneg kennt.

Une voix | De fréieren.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | De fréiere Buergermeeschter. Richteg, richteg.

Une voix | O!

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo. Voilà, mir stëmmen dem Projet zou. A jo, méi ass net dozou ze soen. Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Michel Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Mir hunn et hei mat engem Projet ze dinn, deen zwar substanziell Käschte mat sech bréngt, mee, ech mengen, mir sinn awer och der Iwwerzeegung a mir hu jo och gesinn, dass et e gudde Projet ass, a virun allem ass et en noutwendege Projet. An dofir wäerte mir dat heiten och mat Freed matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir Gréng wäerten de Projet matstëmmen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn elo kee weideren ageschriwwene Riedner op der Lëscht hei stoen.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | E grousse Merci un déi honorabel Deputéiert a Rapportrice Corinne Cahen. Villmools merci. An och e grousse Merci un déi zoustänneg Chamberskommissioun fir déi, wéi ëmmer, exzellent Zesummenaarbecht.

Hei geet et effektiv ëm dat zweet Finanzéierungsgesetz, no deem, dat 2018 gestëmmt ginn ass, fir 130 Milliounen Euro. De Chantier ass 2020 ugaangen. Ech mengen, d'Detailer hutt Der och scho kritt vum fréiere Buergermeeschter.

Wéi gesot ass de Budget leider net duergaangen. Ech mengen, mir wëssen, dass natierlech esou Situatiounen ze vermeide sinn. Dat maache mer och, probéiere mer op alle Fall. Mee, ech mengen, hei ware wierklech wichteg zousätzlech Aarbechten néideg. De Bauprogramm huet missen adaptéiert ginn. En huet misse completéiert ginn. An et hu wierklech misse weesentlech Depollutiounsaarbechte gemaach ginn. An déi waren och ënnerschat ginn.

Den Direkter vu Ponts et chaussées huet dat och alles an der Chamberskommissioun am Detail erklärt. Wann een dann d'Zousazkäschte minus d'Ekonomien, déi Differenz dann indexéiert, da leie mer effektiv bei engem Zousaz vun 32,5 Milliounen Euro, fir dëse ganz, ganz wichtege Projet ze finaliséieren.

Et ass en Infrastrukturprojet och ronderëm den Tram, fir dass dësen den Houwald mat der Cloche d'Or verbënnt. An ech wëll wierklech vun dëser Plaz aus dem fréiere Buergermeeschter vun Hesper e ganz grousse Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Joren.

Et huet elo grad just ee mat mir virdru geschwat. Ech hunn elo net richteg verstanen, héieren, ob eng Fro war zum Contournement. De fréiere Buergermeeschter wénkt Jo mam Kapp. Also, jo, de Contournement ass natierlech och e ganz weesentleche Projet fir dës Gemeng. An iwwerhaapt, am November d'lescht Joer hunn ech den Avant-projet détaillé approuvéiert. Dësen ass dann d'Basis, fir de Finanzéierungsprojet, d'Finanzéierungsgesetz auszeschaffen. An ech wäert dat och an deene kommende Méint op alle Fall esou séier wéi méiglech deposéieren, fir dass mer do virukommen.

Ech mengen, et ass e ganz komplexe Projet, vun deem mer do schwätzen. Et ass e risege Projet. Doweinst spillen och d'Kompensatiounsmoossname bei dësem Projet eng bedeitend Roll. An dorënner fält zum Beispill och d'Renaturéierung vun der Uelzecht. Ech garantéieren Iech op alle Fall, dass meng Servicer wäerte mat Héichdrock dru schaffen, fir dass mer do weiderkommen.

Op alle Fall soen ech Iech fir d'Ënnerstëtzung vun dësem Gesetzesprojet e ganz grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da géinge mer och zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen, an zwar de Projet de loi 8607. Den Text steet am Document parlementaire 8607[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8607 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

18. Dépôt d'une motion par Mme Claire Delcourt

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung fir den Depot vun enger Motioun. An zwar freet d'Madamm Claire Delcourt d'Wuert. Madamm Delcourt.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech wosst net, dass ech haut nach eng Kéier misst hei eropkommen. Mee leider Gottes ass dat awer néideg.

Ech sinn nämlech doriwwer besuergt, datt mer elo hei zwou Motioune leien hunn, déi iwwert d'Toiletten an de Lycéeë schwätzen. Ech si besuergt doriwwer, wéi schnell bei dëser Debatt am Endeffekt d'Mënschlechkeet an d'Empathie, mat deene se sollt gefouert ginn, am Fong duerch Angscht elo ersat a verdrängt goufen.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | An, jo, hei misst am Fong keng Debatt ëm d'Toilettë gefouert ginn, mee eigentlech eng allgemeng ëm Mënscherechter, ëm Sécherheet, ëm Dignitéit. An, jo, hei kënne mir elo als sozialistesch Fraktioun och net méi roueg bleiwen. Dofir hu mer elo hei eng Motioun virleien, wou et eebe grad dorëms geet. Mir schwätzen hei iwwer eng Communautéit, vun där 40 % zu Lëtzebuerg Diskriminatioun erliewen. Mir schwätzen iwwer eng europäesch Entwécklung, déi eng zouhuelend Haassgewalt géint LGBTIQ+-Persounen dokumentéiert. An dat sinn net abstrakt Zuelen. Dat si konkreet Realitéiten, …

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | … déi Mënschen an hirem Alldag treffen an déi eng kloer politesch Äntwert erfuerderen.

A wat mech an dësem Kontext besonnesch besuergt, ass d'Tendenz, datt komplex Realitéiten op vereinfacht Narrativer reduzéiert ginn an datt hei Angschtargumenter geholl ginn an déi och méi Gehéier fanne wéi am Endeffekt Fakten oder Etüden, déi et awer scho säit Jore gëtt. An dat weise ganz vill aner Länner, notamment déi skandinavesch. A mir hu jo och mat deene Leit geschwat um Terrain. A fir déi geet et net just ëm d'Toiletten.

Trotzdeem gëtt hei an der ëffentlecher Debatt esou gehandelt, wéi wann all Schrëtt no vir e riskant Experiment wier. An dat féiert natierlech dozou, datt net méi iwwert d'Wuel vun de Betraffene geschwat gëtt, mee iwwer projezéiert Ängschten.

An ech wëll hei och ganz kloer soen: Et dierf ee Suergen hunn. Déi dierf een hunn, dat ass legitimm, mee politesch Verantwortung heescht och, dës Suerge mat Wëssen, mat Fakten a mat Verantwortung ze beäntwerten …

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | … a se net onreflektéiert ze verstäerken.

Dat Ganzt resüméiert sech mat enger simpeler Fro: Fir wéi eng Gesellschaft steet dann elo eis Regierung? Mir fuerderen hei d'Regierung op, hiert Engagement aus dem Koalitiounsaccord ëmzesetzen, an appelléieren un d'Verantwortung, den nationalen Aktiounsplang fir d'Promotioun vun de Rechter vun LGBTIQ+-Persoune vun 2025 integral an an de virgesinnen Delaien ëmzesetzen. An zousätzlech fuerdert dës Motioun, datt all Moossnam an dësem sensibele Beräich kloer reflektéiert an analyséiert, wéi verantwortlech eng Kommunikatioun kann ëmgesat ginn, eebe grad fir ze verhënneren, datt se verdréit, instrumentaliséiert oder géint Minoritéite geriicht gëtt.

Villmools merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– constatant que, selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 40 % des personnes LGBTIQ+ au Luxembourg ont subi des discriminations, et que les données européennes récentes montrent une recrudescence préoccupante de la violence haineuse envers les personnes LGBTIQ+, en particulier dans les espaces numériques ;

– notant que le Luxembourg a reculé de la 7e à la 10e position dans le classement européen des droits des personnes LGBTIQ+ publié lar ILGA Europe en mai 2025 ;

– rappelant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition de 2023 à adapter le Plan d'action national LGBTIQ+ ;

– considérant que le Gouvernement a adopté le 11 juillet 2025 un nouveau Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+,

invite le Gouvernement à

– assurer la mise en œuvre intégrale et dans les délais prévus du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ de 2025 ;

– veiller à ce que toute mesure gouvernementale concernant les droits des personnes LGBTIQ+ fasse l'objet d'une analyse et d'une communication claire et réfléchie, prenant en compte les risques de détournement ou d'instrumentalisation susceptibles d'alimenter des discours discriminatoires.

(s.) Claire Delcourt, Marc Baum, Taina Bofferding, Joëlle Welfring.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

19. Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de la vision stratégique à long terme concernant l'Aéroport de Luxembourg-Findel

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, der Interpellatioun vum Här Meris Sehovic iwwert déi laangfristeg strateegesch Visioun fir de Findel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Deemno huet den Interpellateur 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7, d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Yves Cruchten, den Här Michel Lemaire, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An elo huet den honorabelen Här Meris Sehovic als Auteur vun der Interpellatioun d'Wuert. Här Sehovic, et ass un Iech.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, fir hei am héijen Haus d'Diskussioun ronderëm d'Zukunft vum Findel, déi spéitstens säit dem leschte Summer vun der Regierung ugestouss ginn ass, ze verdéiwen, se an hiren ekonomeschen, gesellschaftlechen an och ekologesche Kontext ze setzen.

De konkreeten Ausléiser sinn d'Deklaratioune vun der Madamm Mobilitéitsministesch, dass eebe mëttelfristeg um Horizont 2050 de Fluchhafen eventuell net kéint um Findel bleiwen, mee en neie Site misst gesicht ginn.

Ech hunn an der Preparatioun vun dëser Interpellatioun mat ganz ville Mënsche perséinlech Gespréicher gefouert, mat alle méigleche Mënschen, déi am Fong direkt oder indirekt iergendeppes mam Fluchhafen ze dinn hunn. Mat Piloten, mat Responsabelen a Personal vum Fluchhafen, mat Fluchlotsen, mat Cargohandler, mat Mënschen aus der Sportsfligerei an natierlech och mat Residenten, déi am Ëmfeld vum Fluchhafe liewen an direkt vun der Aktivitéit impaktéiert sinn.

Dës Gespréicher hunn eng Saach ganz kloer gemaach fir mech: D'Zukunft vum Findel ass keng abstrakt Debatt. Se betrëfft konkreet Aarbechtsplazen, wirtschaftlech Perspektiven, d'territorial Entwécklung vum Land an net och zulescht eis Positionéierung an Europa.

De Fluchhafen ass eng kritesch Infrastruktur, e wirtschaftleche Motor, en zentrale Bestanddeel vun eiser Logistikketten an eng Dier, iwwert déi Lëtzebuerg direkt mat der Welt verbonnen ass.

Erlaabt mer, d'Realitéit vun haut mat e puer Zuelen ze ënnermaueren.

Am Joer 2025 – dat si mer gëschter gewuer ginn – huet de Findel méi wéi 5,3 Milliounе Passagéier ofgewéckelt. Dat ass Rekordniveau. Och wann d'Joer 2025 insgesamt gutt war fir den europäeschen Aviatiounssecteur an e Retour zu méi Stabilitéit markéiert huet no der Erhuelung vun der Covid-19-Pandemie, ass de Succès vum Lëtzebuerger Fluchhafen eigentlech nach laang net selbstverständlech.

Laut dem internationale Fluchhaferot, ACI, also dem Branchëverband vun den europäesche Fluchhäfen, hunn ëmmer nach méi wéi 40 % vun den europäesche Fluchhäfen ënner hirem Niveau vu virun der Pandemie gewirtschaft. Dëst, esou de Branchëverband, géif d'Volatilitéit am Secteur an och en neie kompetitiven Drock op déi europäesch Fluchhäfen erëmspigelen.

Dat Joer virdrun, 2024, goufen um Findel ronn 830.000 Tonne Cargo ofgewéckelt, wat de Findel zu engem vun de wichtegste Cargo-Fluchhäfen an Europa mécht. Zu Lëtzebuerg gëtt haut méi Cargo ofgewéckelt ewéi zu München, zu Bréissel oder zu Roum. Dat ass ouni Zweifel eng aussergewéinlech Leeschtung fir e Land vun eiser Gréisst. Dës Dynamik ass enk verbonne mat engem Acteur, dee wéi kaum en aneren zum internationale Profill vun der Lëtzebuerger Aviatioun bäigedroen huet: der Cargolux. Dat ass eng Stäerkt, op déi een houfreg ka sinn, mee dës Stäerkt bréngt natierlech och strukturell Ofhängegkeete mat sech.

Insgesamt dréit den Airport-Ekosystem ronn 9,2 Milliarden zum Bruttoinlandsprodukt bäi an ënnerstëtzt ongeféier 90.000 Aarbechtsplazen indirekt. Ronn 7.000 Aarbechterinnen an Aarbechter sinn direkt am Aviatiounssecteur beschäftegt.

Wann een dës Zuelen an en europäesche Kontext setzt, da gëtt d'Roll vum Findel nach méi evident. Natierlech gëtt et Fluchhäfe wéi Frankfurt, Paräis oder Amsterdam, déi vill méi Passagéier a Fracht handelen ewéi de Findel. Awer si kënnen op e puer Start- a Landebunnen a vill méi grouss Anzuchsgebidder zréckgräifen.

Am Géigendeel dozou huet de Findel eng eenzeg Landepist. Dat weist haut schonn: Och Standuerter mat méi klengen Infrastrukture kënnen, wa se strateegesch gutt positionéiert sinn, Grousses leeschten.

Zur selwechter Zäit gesäit een iwwerall an Europa, datt vill Airports sech méi staark spezialiséieren, e puer op Passagéier, e puer op Cargo oder Multiservice-Plattformen. Dëst ass keen Zoufall. Et ass en Deel vun enger méi breeder europäescher an och internationaler Dynamik, wou d'Zukunftsfäegkeet vu Fluchhafestanduerter net méi eleng no der Gréisst bewäert gëtt, mee no der Strategie, der Spezialiséierung an och der Vernetzung.

Dës Trends hunn zwou direkt Konsequenze fir eist Land. Éischtens ass d'Kompetitivitéit vum Findel net primär eng Fro vu Fläch oder Pistenzuel, mee eng Fro vu Strategie a Positionéierung.

An zweetens bedeit déi Dynamik, datt mer net nëmmen op nationalem Niveau iwwerleeën, mee och déi europäesch Mobilitéitslandschaft fest am Bléck behale mussen, déi ëmmer méi differenzéiert a kompetitiv gëtt.

Wa mer haut iwwer Rekordzuelen an iwwert déi zukünfteg Entwécklung schwätzen, da sollte mer net vergiessen, dass d'Situatioun um Findel net ëmmer esou favorabel war wéi haut. Se ass d'Resultat vu verantwortungsvollen Decisiounen an Investitiounen aus de leschte Joren.

Nach virun e bësse méi wéi engem Joerzéngt stoung d'Cargolux um Rand vun der Faillite an et huet séier missen en neien Aktionär fonnt ginn. Dat war e kritesche Moment, net nëmme fir d'Entreprise, mee fir de gesamte Cargostanduert Lëtzebuerg.

Gläichzäiteg waren d'Infrastrukturen net op deem Niveau, dee mir haut kennen. Den Terminal B gouf et nach net an den Terminal A war fir d'Entwécklung vun de Passagéierzuelen ze kleng dimensionéiert.

Och um institutionelle Plang huet sech vill verännert. Europäesch Reegelen hunn eng nei Gouvernance verlaangt. Gouf de Fluchhafen urspréinglech vun enger staatlecher Administratioun geréiert, huet mat lux-Airport eng Bedreiwergesellschaft iwwerhuele missen, déi sech am Aklang mat den europäesche Reegele selwer finanzéiere muss.

Am Cargo-Beräich ass den Handling nei organiséiert ginn, dëst no enger ëffentlecher Ausschreiwung.

D'Koordinatioun tëschent den Acteuren um Fluchhafe war net ëmmer einfach. D'Zesummenaarbecht huet misse wuessen. Dat ass och haut nach eng Erausfuerderung.

Wann een dës Etapp haut mat e bëssen Distanz kuckt, da gesäit een: Déi haiteg Stäerkt vum Findel ass net zoufälleg entstanen. Se ass d'Resultat vu bewosste strateegesche Choixen a konsequenten Investitiounen.

Madamm Ministesch, Dir hutt leschte Summer d'Fro opgeworf, ob den aktuelle Site op laang Siicht u seng Grenze kéint kommen.

No sëllegen Interviewen dozou hutt Der Äre Räsonement an enger Äntwert op eng Question parlementaire vun der CSV follgendermoossen erkläert: „Au vu de ces restrictions d'espace et notamment de l'impossibilité de construire une deuxième piste d'atterrissage indépendante sur le site actuel, il m'importe de lancer dès à présent une réflexion sur la nécessité de la construction d'un éventuel nouveau aéroport répondant aux défis se présentant dans la deuxième moitié de ce siècle." Wéinst der Onméiglechkeet, eng zweet Pist um aktuelle Site ze bauen, misst also laut der Ministesch iwwerluecht ginn, ob op laang Siicht en neie Fluchhafen noutwendeg gëtt.

Ech ka ganz gutt novollzéien a fannen et och richteg, sech Gedanken iwwert d'Zukunft ze maachen. Virausdenken ass eng politesch Flicht.

A jo, ech verstinn, dass, wann ee sech déi aktuell Dynamik ukuckt – Rekordzuelen, Investitiounen, Ausbauprojeten –, een zu der Konklusioun kéint kommen, datt de richtege Wee einfach dora besteet, weider ze wuessen.

Mee Virausdenken heescht eeben net, eng Hypothees eleng op Basis vu Wuesstemszuelen an de Raum ze stellen, ouni se kritesch ze hannerfroen oder an eng kloer strateegesch Perspektiv anzebetten.

An enger Regioun, déi scho vun e puer vun de gréisste Fluchhäfen an Europa ofgedeckt gëtt, wier et schwéier, ze argumentéieren, datt d'Zukunft vum Lëtzebuerger Aviatiounsmodell an enger renger Expansiounslogik läit oder just vun nach méi grousse Capacitéiten ofhänkt.

Eis Stäerkt läit net an der Mass, mee an der intelligenter Spezialiséierung.

An enger ëmmer méi vernetzter europäescher Loftfaart geet et net drëm, alles selwer ze maachen, mee sech bewosst als Deel vun engem fonctionéierende Gesamtsystem ze positionéieren.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat: Mir sollten net probéieren, déi Grouss ze imitéieren. Mir sollten eis Positioun

bewosst definéieren. Amplaz eis an enger Gréisstekonkurrenz ze verléieren, sollte mer eis dorop konzentréieren, dat auszebauen, wat de Findel schonn haut staark mécht: seng Connectivitéit, seng Cargokompetenz a seng Flexibilitéit.

An de Gespréicher, déi ech an de leschte Méint mat Experten aus dem Secteur gefouert hunn, ass eng Observatioun d'ailleurs ëmmer erëmkomm. Am Géigesaz zu där Hypothees, déi d'Madamm Ministesch formuléiert huet, ass net d'Landepist de limitante Facteur fir d'Entwécklung vum Findel. Au contraire, d'Pist bitt nach Reserven. D'Limitte leien éischter um Buedem, bei den Terminalcapacitéiten, bei der Organisatioun vun de Fluxen oder bei verschiddenen operationelle Virgäng.

Dat ass eng wichteg Erkenntnis, well se weist, datt et net onbedéngt ëm méi Runway geet, mee ëm eng intelligent Notzung a Moderniséierung vun de bestoenden Infrastrukturen, déi de Service, d'Pünktlechkeet an d'Qualitéit fir Passagéier a Betriber definéiere geet.

Net all Fluchhafe muss ëmmer méi grouss ginn, fir kompetitiv ze bleiwen. Mee all Fluchhafe muss wëssen, wéi e sech positionéiert.

An de kommende Jore sti ronderëm de Findel Investitioune vun iwwer enger Milliard Euro un. Bis 2032 gi ronn 800 Milliounen duerch lux-Airport an nach emol 200 Milliounen duerch de Staat investéiert.

Dës Investitioune betreffen d'Erweiderung vum Terminal, d'Moderniséierung vun interne Systemer, d'Erneierung vun Taxiways a Parkpositiounen, nei operationell Gebaier, den Ausbau vum Cargozenter, eng modern Tankinfrastruktur an en neie Kontrolltuerm.

Dat sinn Investitiounen, déi iwwer eng Legislaturperiod eraus virbereet gi sinn an déi de Findel och fir kommend Joerzéngte strukturéieren.

An do geheit awer d'Demarche vun der Regierung eng Rei Froen op: Wat geschitt no 2032 um Findel? Gëtt dann nach weider investéiert um aktuelle Site? Oder bedeit d'Konklusioun vun der Ministesch, dass mer eis doriwwer eraus op d'Sich no engem neie Standuert fokusséiere sollten? Dës Onkloerheet schaaft Onsécherheet. An dat ass keng gutt Ausgangsbasis, fir d'Zukunft ze preparéieren.

Wann een déi strateegesch Froe ronderëm d'Zukunft vum Fluchhafen eescht hëlt, da kënnt een un engem Theema natierlech net laanscht: der nohalteger Transformatioun vun der Loftfaart.

D'Fro ass net méi, ob sech d'Aviatioun wäert dekarboniséieren, mee wéi séier. An d'Standuerter, déi sech net fréi genuch drop astellen, riskéieren, net nëmmen ekologesch, mee och ekonomesch un Attraktivitéit ze verléieren.

An där Kompetitioun geet et net méi nëmmen drëm, méi ze wuessen, mee besser virbereet ze sinn op d'Realitéite vu muer. Et geet ëm d'Fäegkeet, dës Transformatioun an enger Welt vun ëmmer méi knappe Ressourcen a klammende Präisser konkreet ëmzesetze bei den Emissiounen, beim Energieverbrauch, mee och bei Kaméidi a Liewensqualitéit.

Am leschte Joerzéngt huet de Findel ugefaangen, sech an deem Beräich ze positionéieren, an et sinn och scho konkreet Fortschrëtter ze gesinn. Dat wëll ech och ganz unerkennend hei festhalen. lux-Airport huet sech am internationalen Airport-Carbon-Accreditation-Programm op den Niveau 4+ qualifizéiert. Dat ass ee vun den héchsten Niveauen an Europa. Dëse Programm setzt viraus, dass um Fluchhafe systematesch – an ech betounen: systematesch! – CO_2-Reduktiounsmoossname virgeholl ginn an dass déi Logik vun der CO_2-Miniméierung en integrale Bestanddeel ass vun der operativer Logik vum Fluchhafen. Mat dësem Niveau gouf am Terminal schonn nennenswäert vill Energie gespuert: 50 % manner Heizenergie, 40 % manner Killenergie.

Zousätzlech gouf en Deel vun der interner Flott vu Gefierer schonn op elektresch an hybrid Technologien ëmgestallt an d'Stroumversuergung op 100 % erneierbar. Eist gemeinsaamt Zil muss et sinn, bis Enn vun dësem Joerzéngt all d'Buedemoperatiounen, de Gepäcktransport, de Pushback an all d'Gefierer um Buedem komplett komplett ze dekarboniséieren, spréch ze elektrifizéieren. Dës droen haut e weesentleche Bestanddeel zu de lokalen Emissiounen, zum Kaméidi an zur Loftqualitéitsbelaaschtung bäi.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir vill Mënschen am Ëmfeld vum Findel ass d'Nohaltegkeetstheema awer primär net nëmmen eng Fro vun CO_2-Reduktiounen. Et ass eng ganz konkreet Fro vu Kaméidibelaaschtung an Nuetsrou. An de Gespréicher mat Awunner ronderëm de Fluchhafen ass mer ëmmer nees gesot ginn, datt besonnesch d'Nuetsflich an d'Sportsfligerei als belaaschtend empfonnt ginn.

Och wann et Reegelen, Quoten a Strofe gëtt, bleift awer d'Gefill, datt d'Belaaschtung net ëmmer gerechtfertegt ass. Dofir muss eng Zukunftsstrategie fir de Findel ëmmer zwou Saache matenee kënnen: engersäits d'wirtschaftlech Roll vum Fluchhafen ofsécheren, an anerersäits awer och Akzeptanz an der Noperschaft schafen. An Akzeptanz entsteet do, wou Transparenz an Dialog gelieft ginn.

Déi rezent Diskussiounen am Zesummenhang mat Enteisungsproduite vum Findel, déi an der Syr gelant sinn, hunn net nëmmen ëmwelttechnesch Froen opgeworf, mee och gewisen, datt d'Ëmweltgesetzgeebung konsequent muss agehalen a kontrolléiert ginn an datt et gläichzäiteg nach Verbesserungspotenzial bei der Kommunikatioun tëscht de staatleche Verwaltungen an de Concernéierte sur place gëtt.

An dofir stellt sech fir mech eng ganz konkreet Fro: Sollt ee fir de Findel net eng méi strukturéiert an institutionaliséiert Form vum Austausch schafen? Eng Zort Quadripartitt, an där d'Verwaltunge vum Staat, déi betraffe Gemengen, Biergervertrieder, lokal Interesseverbänn, zesumme mat lux-Airport reegelméisseg un engem Dësch sëtzen, fir konkreet Problemer ze analyséieren a gemeinsam Léisungen auszeschaffen?

Esou Approchë si keng Theorie. Zu Esch gëtt et e reegelméissegen Austausch tëschent Ëmweltverwaltung, der Stad Esch, den Awunnerinnen an Awunner an ArcelorMittal, deen dozou bäidréit, d'Konflikter an d'Nuisancë ronderëm dee Stolproduktiounsstanduert, wou matzen an der Stad Stol produzéiert gëtt, ze begleeden, ze beschwätzen a gemeinsam Léisungen ze fannen, fir se ze reduzéieren. Firwat sollt dat net och e Modell fir de Findel sinn?

An doriwwer eraus stellt sech d'Fro vun der Sportsfligerei um Findel. M mir hunn déi Diskussioun hei an der Chamber scho gefouert. Fir e Single-Runway-Fluchhafen, deen esou eng zentral Bedeitung an eiser Logistikketten an an eiser Ekonomie spillt, ass et eiser Meenung no net méi zäitgemëiss, dass déi kommerziell Aktivitéite sech déi selwecht Infrastruktur mat der Sportsfligerei deelen. Dat huet e Virfall Enn d'lescht Jorer kloer verdäitlecht, wou eng Pann bei engem Sportsfliger de ganze Fluchhafe stonnelaang komplett lamgeluecht huet.

Mir hunn am November hei am Haus eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung beoptraagt, no alternative Sitten ze sichen. Wann ee sech d'Lëtzebuerger Groussregioun ukuckt, da gesäit een, dass et vill Alternative gëtt, zum Beispill zu Arel-Sterpenich un der belsch-Lëtzebuerger Grenz, Zoufftgen oder Thionville-Yutz a Frankräich, Bitburg oder Dillingen un der däitsch-Lëtzebuerger Grenz. Als Chamber waarde mer op d'Konklusioune vun der Regierung diesbezüglech.

Mee kloer ass och: All dëst adresséiert wäit net all d'Emissiounen an d'Effekter, déi mat engem Fluchhafe verbonne sinn. Vill gréisser Emissiounen, zum Beispill déi aus dem globale Fluchtrafick selwer oder aus den externe Liwwerketten, leien ausserhalb vum direkten operativen Afloss vum Fluchhafe selwer.

An da si mer natierlech direkt bei der Fro vun de Fluchbrennstoffer.

Nohalteg Brennstoffer, sougenannt „Sustainable Aviation Fuels", och nach am Jargon „SAF", gëllen als ee vun de wichtegste Bausteng, fir d'Zil vun enger klimaneutraler Loftfaart bis 2050 ze erreechen. Mee hei muss een éierlech bleiwen: Déi nohalteg Brennstoffer sinn haut nach rar, deier an net a grousse Quantitéite verfügbar.

Op europäeschem Niveau ass de Kader kloer: D'Refuel-EU-Legislatioun schreift vir, datt den Undeel un nohaltege Brennstoffer ab 2025 bei 2 % läit, bis 2030 op 6 % klamme muss, a bis 2050 souguer 70 % erreeche soll. Laut Analyse géif d'Loftfaart bis 2050 ronn 450 Milliarde Liter där Brennstoffer brauchen, fir klimaneutral ze ginn. Scho bis 2030 misste weltwäit Investitioune vu ronn 100 Milliarden Euro an d'Produktioun fléissen, fir iwwerhaapt der Demande nozekommen. Haut si mer dovunner nach wäit ewech.

Dat huet konkreet Konsequenzen: Déi nohalteg Brennstoffer sinn aktuell op d'mannst zweemol, heiansdo bis zu fënnefmol esou deier wéi fossille Kerosinn. Fir d'Ziler ëmzesetzen, ginn also dréngend zousätzlech Investitioune gebraucht an och kloer Reegele vun der Politick, déi den Ëmstig op nohalteg Brennstoffer begleeden a guidéieren.

D'Versuergung um Findel leeft haut haaptsächlech iwwert d'NATO-Pipeline aus Rotterdam, déi zanter 2023 och nohalteg Brennstoffer transportéiert. Déi nei Tankinfrastruktur, déi aktuell geplangt gëtt, soll engersäits d'Versuergungssécherheet däitlech erhéijen, mee se wäert och an Zukunft d'Méiglechkeet schafen, déi SAFen, also déi nohalteg Fluchbrennstoffer, lokal ze stockéieren, wann d'Nofro klëmmt.

Gläichzäiteg engagéiert sech lux-Airport och strateegesch an der Produktioun vun deene Brennstoffer, zum Beispill iwwert d'Bedeelegung un Norsk e-Fuels. Dës Initiativ, un där och lëtzebuergesch Industriekompetenz bedeelegt ass, weist, wéi ee Standuert sech fréi an engem entstoende Marché positionéiere kann. Mee och hei ass kloer: D'Quantitéiten, déi an deenen nächste Joren disponibel sinn, bleiwe limitéiert a mussen dréngend eropgoen.

Dëst alles weist eng wichteg Saach: D'Zukunft vum Fluchhafen a vun der Lëtzebuerger Aviatioun ass och eng Fro vu Versuergungssécherheet, vu Käschten a vu kompetitiver Positioun. An dofir ass et problematesch, d'Zukunft vum Findel nëmmen unhand vu Wuesstemsprognosen ze denken. Well wann d'Käschtestruktur an d'Disponibilitéit vu Brennstoffer sech fundamental änneren, da brauch et eng kloer Strategie, wéi e Standuert domat ëmgeet. Dozou hunn ech vun der Regierung nach näischt gesinn.

Fir e Fluchhafe vun eiser Gréisst kann déi Transformatioun eng Chance sinn. Méi kleng a méi agill Standuerter kënnen Innovatiounen dacks méi séier ëmsetzen, wa se de Courage hunn, eng Pionéierroll ze iwwerhuelen, an net just ofwaarden, bis europäesch Reglementer alles virschreiwen. Éischt

encourageant Schrëtt si scho gemaach, mee et bleift vill ze dinn, an de politeschen Impuls muss staark bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zukunft vum Findel wäert net dovunner ofhänken, ob mer ëmmer méi grouss ginn. Se wäert dovun ofhänken, ob mer déi richteg strateegesch Choixen treffen. Wuesstem eleng ass keng Strategie – intelligent strateegesch Positionéierung kann et sinn.

Wa mer eis Roll kloer definéieren, eis Stäerkte geziilt ausbauen an de Wee vun der nohalteger Transformatioun konsequent ginn, da kann de Findel och muer, an och iwwer 2050 eraus, eng staark a kompetitiv Plaz am europäeschen Netzwierk anhuelen.

Dofir geet et net duer, Hypotheesen an de Raum ze stellen. Et brauch een eng kloer Visioun mat definéierten Ziler an eng Strategie, wéi een dohinner kënnt. D'Regierung bleift eis hei Äntwerte schëlleg. An dësen Debat ass vläicht déi éischt Geleeënheet, fir méi Kloerheet ze schafen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci a freeë mech op d'Diskussioun, a ginn awer nach net zréck op meng Plaz, Här President, ier ech net nach eng Motioun deposéieren, déi och de Kolleeg Yves Cruchten vun der LSAP matënnerschriwwen huet, wou mer d'Regierung dozou invitéieren, engersäits eng strateegesch Visioun fir de Fluchhafen auszeschaffen an der Chamber ze presentéieren – domadder och d'Investitioune kloerzemaachen, déi noutwendeg sinn, an déi Strategie, och den ekologesche Volet an déi Enjeuen, kloer ze verankere mam Zil, déi Nuisancen op d'Riverainen an och d'Impakter op d'Ëmwelt op e strikte Minimum ze reduzéieren – an dann och nei Mechanisme fir Transparenz an Zesummenaarbecht tëschent de betraffenen Acteuren an de Riverainen auszeschaffen an enger Zort Quadripartitt, wéi ech se virdru beschriwwen hunn, a finalement de Progrès an der Ausaarbechtung vun där Strategie der Chamber reegelméisseg ze presentéieren.

Ech deposéieren d'Motioun …

Motion 1

« Vision stratégique à long terme concernant l'Aéroport de Luxembourg-Findel »

La Chambre des Députés,

considérant

– que l'Aéroport de Luxembourg-Findel constitue une infrastructure critique pour le pays, tant du point de vue de la connectivité internationale que du fret, de l'emploi et de la compétitivité économique ;

– que le Findel a enregistré ces dernières années des niveaux record de trafic passagers et de fret, confirmant son importance stratégique dans le réseau aérien européen ;

– que ces performances reposent sur un modèle spécifique, marqué par une forte spécialisation, notamment dans le domaine du cargo, et par une intégration étroite dans les chaînes logistiques européennes et internationales ;

– que plusieurs investissements majeurs sont actuellement engagés ou planifiés sur le site du Findel jusqu'en 2032, pour un montant global dépassant un milliard d'euros, impliquant à la fois l'État et l'exploitant de l'aéroport ;

– que toute réflexion sur l'avenir du Findel doit dès lors s'inscrire dans une vision stratégique cohérente, lisible et de long terme, afin de garantir la sécurité juridique, économique et opérationnelle des acteurs concernés ;

– que le Findel ne saurait s'inscrire dans une logique de taille ou de volume, mais doit au contraire consolider une stratégie fondée sur la spécialisation, l'efficacité et l'intégration européenne ;

– que la transition écologique de l'aviation constitue un défi majeur pour les décennies à venir, avec des impacts significatifs en matière de coûts, de disponibilité énergétique, de nuisances environnementales et d'acceptabilité sociale ;

– que l'acceptation du développement de l'aéroport par les riverains repose sur la transparence, le dialogue et une prise en compte équilibrée des enjeux économiques, environnementaux et de qualité de vie,

invite le Gouvernement à

– élaborer et présenter à la Chambre des Députés une vision stratégique globale à long terme pour l'Aéroport de Luxembourg-Findel, précisant clairement le rôle que celui-ci est appelé à jouer dans le réseau aérien européen, au-delà des seules projections de croissance du trafic ;

– articuler explicitement les investissements en cours et à venir avec des priorités stratégiques claires, notamment en matière de spécialisation du site, de qualité des services, de résilience opérationnelle et de compétitivité économique ;

– intégrer de manière structurée la transition écologique dans la stratégie aéroportuaire nationale, en tenant compte des enjeux liés aux carburants durables (SAF), à la sécurité d'approvisionnement, aux coûts pour les compagnies aériennes et aux impacts sur la compétitivité du site, ceci avec l'objectif prioritaire de réduire au minimum les nuisances pour les riverains et l'impact sur l'environnement ;

– renforcer les mécanismes de transparence, de dialogue et de concertation avec les communes concernées, les riverains et les associations, notamment par la mise en place d'un cadre d'échange régulier et institutionnalisé portant sur les nuisances, l'environnement et l'évolution des activités aéroportuaires ;

– présenter régulièrement à la Chambre un état d'avancement de la mise en œuvre de cette stratégie, afin de garantir un suivi politique et démocratique des choix engageant l'avenir du principal aéroport du pays.

(s.) Meris Sehovic, Yves Cruchten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | … a soen Iech Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann nach eng Kéier merci, Här Sehovic.

Da komme mer zum éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Emile Eicher (CSV) | Merci. Här President, virop wëll ech emol dem Här Sehovic Merci soe fir dës Interpellatioun, well se eng ganz Froestellung brëngt, well et och wichteg ass, iwwer eng strateegesch Investitioun an d'Zukunft vun eisem Land ze schwätzen, well de Findel ass méi wéi eng technesch Infrastruktur. En ass strateegesch fir eist Land, fir d'Mobilitéit vun de Biergerinnen a Bierger, fir eis Wirtschaft, fir eis Resilienz. An ausserdeem ass en och e strateegesche Punkt fir d'Weiderentwécklung vun eisem Standort als europäesch Haaptstad.

D'Zuele schwätze fir sech. 2024 huet de Findel nach 5,1 Milliounе Passagéier gezielt. 200.000 méi schonn an dësem Joer. An 2026 gëtt scho mat 5,7 Milliounе Passagéier gerechent. Dat bedeit, dass eis aktuell Infrastrukturen ëmmer méi un hir Grenze kommen. Dat gesäit een och: Check-in-Beräicher, Parking, Sécherheetskontrollen, Passagéierflëss, alles dat muss mat deem Wuesstem Schrëtt halen, wa mir méi Effizienz méi Sécherheet an eng besser Qualitéit wëlle garantéieren.

Dowéinst huet de Staat zesumme mat lux-Airport de Projet 2032 op d'Bee gestallt, fir d'Capacitéite vum Fluchhafen ze erhéijen an d'Infrastruktur ze moderniséieren. Mat dem Projet 2032 schwätze mir net nëmmen iwwert de Bauprojet, mee iwwer eng grondleeënd politesch Entscheedung. Wéi wëlle mir, datt Lëtzebuerg an de kommende Joerzéngten ugeschloss, organiséiert a positionéiert ass?

Bis 2032 solle ronn eng Milliard Euro investéiert ginn, fir de Findel ze moderniséieren an zukunftsfäeg ze gestalten. An dat ass net nëmmen eng substanziell Zomm, mee et ass virun allem eng noutwendeg Investitioun, noutwendeg, well d'Realitéit eis schonn ageholl huet.

De Projet 2032 bedeit eng geziilte Moderniséierung, méi funktionelle Passagéierberäich, modern technologesch Sécherheetssystemer an eng besser Organisatioun vum Raum a vun der Infrastruktur, déi net nëmmen haut funktionéiert, mee och nach muer funktionéiere muss.

Iwwert dëse Projet eraus musse mir eis awer och weider Gedanke maachen, wéi en Erliefnes d'Passagéier ugebuede kréien. Een Deel dovunner ass d'Ubannung un den ëffentlechen Transport, dee scho mam Tram e grousse Schratt no vir gemaach huet. D'Ubannung iwwert d'Strooss muss och verbessert ginn, wann ech un de Rond-point denken, dee ganz oft iwwerlaascht ass, d'Parkingen, déi iwwerfëllt sinn. A mir hoffen dann och, datt mam Park&Ride Héienhaff mat 4.000 Plazen de Beräich ronderëm de Fluchhafen entlaascht gëtt, fir d'Parkingssituatioun grondleeënd ze verbesseren.

Zum Confort fir Passagéier gehéieren awer och Serviceleeschtunge wéi den Handling vun de Vollen. Mir ginn dovunner aus, datt mat den Investitiounen an déi nei Gebaier déi Servicer och verbessert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Findel ass net nëmmen e Passagéierfluchhafen, en ass virun allem och ee vun deene wichtegste Cargo-Hubs an Europa. 2024, et gouf scho gesot, sinn 830.000 Tonne Cargo vum Lëtzebuerger Fluchhafen ofgewéckelt ginn. Dat ass eng Dimensioun, déi Lëtzebuerg eng ganz speziell Positioun versetzt. An hei muss een d'Roll vun der Cargolux och kloer a selbstbewosst nennen. Cargolux huet seng Homebase hei zu Lëtzebuerg an et ass elo eng vun de bedeitendste Cargo-Airlines weltwäit.

Dës Firma ass net nëmmen e wirtschaftlechen Acteur, mee och e strateegesche Pilier vun eiser Logistikkompetenz. De Findel ass also net nëmmen en Transitpunkt, mee e Schlësselinstrument fir d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Cargolux steet fir Knowhow, fir international Vernetzung, fir Zouverlässegkeet an och fir Kriseresilienz. An dat hu mir besonnesch wärend der Covidzäit gespuert, wou Loftfaart entscheedend war, fir d'Versuergungsketten oprechtzeerhalen.

Do solle mer eis natierlech och d'Fro stellen, wéi sech Cargolux an Zukunft weiderentwéckele wëll, wéi eng Marchéé se erschléisse wëll a wéi Lëtzebuerg do hëllefe kann.

Mir hu beispillsweis nach relativ traditionell Methoden, wéi d'Beluedung vun de Fligeren ass. Ech war a China kucken, wéi e Cargolux-Fliger do beluede gëtt a wéi d'Infrastrukturen do opgebaut sinn. Dat ass schonn e bësselchen eppes aneres wéi hei. An do muss ee warscheinlech och mat der Zäit mathalen.

Här President, wa mir awer iwwert de Findel schwätzen, da musse mir och eng drëtt Dimensioun uschwätzen, déi dacks ënnerbeliicht bleift: seng Bedeitung fir d'Sécherheet, d'NATO an d'Verdeedegung. An enger Zäit, an där d'Sécherheetslag an Europa

sech fundamental verännert huet, ass et eis Flicht, iwwer eis Verdeedegung nozedenken an eise Beitrag ze leeschten. Sécherheet heescht haut net nëmme militäresch Presenz, mee virun allem logistesch Fäegkeeten, Mobilitéit a Reaktiounsfäegkeet.

De Fluchhafe vum Findel ass en Dual-use a senger Infrastruktur. En ass fäeg, nieft dem ziville Verkéier och militäresch an humanitär Operatiounen duerchzezéie wéi Transport, Personal, medezinnesch Ausriichtung oder souguer strateegesch Gidder. Virun allem musse mer eng performant, sécher a modern Infrastruktur viraussetzen.

An och hei spillt d'Logistikkompetenz vu Lëtzebuerg, an domat och vu Cargolux, eng zentral Roll. Si dréit zur Resilienz vun der europäescher an transatlantescher Versuergung bäi. Dat ass relevant fir eis NATO-Partneren. Et ass relevant fir d'Glafwierdegkeet vu Lëtzebuerg, e verlässleche Partner an der Allianz ze sinn.

An deem Kader ass d'Moderniséierung vum Tower essentiel. Mir begréissen dofir d'Decisioun, datt den Tower moderniséiert gëtt, an dat a Form vun engem hybriden Tower, dee souwuel digital wéi och en présentiel geréiert gëtt. Et ass wichteg, datt d'Fluchlotsen och Siichtkontakt behale mat de Fligeren op hirer Pist. Och dat dréit zu méi Sécherheet vum NATO-Fluchhafen an zum Fluchhafen insgesamt bäi.

Mam Ausbau vun den Tankcapacitéiten – et ass jo och scho gesot ginn –, deen am November d'lescht Joer beschloss gouf, verbessere mir och eis Resilienz an notzen d'Ubannung un d'NATO-Pipeline optimal. Dat bitt eis och méi Liichtegkeeten – wat elo virdrun och gesot ginn ass –, alternativ Treibstoffer ze lageren.

Wa mir iwwert de Findel schwätzen, da bleift mir iwwert d'kritesch national Infrastruktur ze soen, datt se sécher, resilient a modern muss sinn a géint technesch Ausfäll, géint Cyberrisiken an och géint politesch Onsécherheete muss gefeit sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net vergiessen dierfe mir beim Ausbau an der Vergréisserung vum Fluchhafen awer d'Leit, déi ronderëm de Fluchhafe wunnen. Et gëtt haut schonn Hëllefen, fir d'Haiser besser géint de Kaméidi ze isoléieren. Dës Hëllefen, si mir der Meenung, sollen ausgebaut ginn, wuel wëssend, datt déi nei Generatioune vu Fligere manner Kaméidi maachen an och manner Ëmweltschied verursaachen.

D'Fro stellt sech also net, ob mir sollen investéieren, mee wéi mir sollen investéieren. A mir géifen eis natierlech och freeën, wann eis national Fluchgesellschaft e bësse manner aus den Nouvellen erauskéim a mat hirer Qualitéit, déi se awer bitt, och mol eng Kéier an der Press géif optauchen.

A wa mer vu Respekt vis-à-vis vun de Biergerinnen a Bierger schwätzen, dann denken ech och un den Dialog mat de Bierger, ouni deen et och ganz schwéier ass, eng Akzeptanz ze fannen. Si seriö ze huelen, si mat an d'Boot ze kréien ass ganz wichteg.

Déi strateegesch Entwécklung an Erweiderung vum Findel ass eng Chance, eng Chance fir eng modern a performant Mobilitéitsinfrastruktur, eng Chance fir wirtschaftlech Stäerkt an dofir, eis Logistikkompetenz auszebauen, an eng Chance fir Lëtzebuerg, dat seng international Verantwortung eescht hélt – zivill, wirtschaftlech an och sécherheetspolitesch.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. A merci och dem Interpellant, dem Meris Sehovic, fir dës Interpellatioun. Ech hu mer am Virfeld natierlech e bësselche Gedanke gemaach, wat ech dann haut soll hei soen. Ech hunn och mat verschiddene Leit geschwat aus onser Partei. Ech wunne jo och ganz no beim Fluchhafen. An ech wollt virun allem evitéieren, dass ech elo vläicht genau dat nämmlecht soe wéi Dir a wéi den Här Eicher, dee viru mer geschwat huet, an nach eng Kéier alleguerten déi Chifferen do nennen. An ech soen Iech Merci, dass Dir dat scho gemaach hutt.

Eent huet mech allerdéngs awer direkt interpelléiert bei de Chifferen. Dat sinn déi 200.000 Passagéier, déi 2025 méi duerch de Fluchhafe gaange si wéi nach 2024. An déi Passagéierzuele gi konstant an d'Luucht. An heibanne sëtzen der bestëmmt ganz vill, déi vill méi Passagéier do si wéi ech. Mee ech wunnen, wéi gesot, no beim Fluchhafen.

An do hunn ech mer d'Fro gestallt, ënner wéi een Theema een dann esou eng Ried stelle kéint. An ech sinn do zur Konklusioun komm, dass d'Theema dat wär: „Je t'aime … Moi non plus." Well op där enger Säit si mer jo awer immens frou an houfreg, an et ass esou wichteg fir ons – an ech mengen, Dir hutt et och gesot –, dass mer de Fluchhafen nobäi hunn, dass e praktesch ass, dass et kuerz Weeër gëtt. Iwwregens sinn déi kuerz Weeër déi kierzte Weeër quasi op esou engem Fluchhafe wéi deem heiten.

An op där anerer Säit, an dat ass och ugeschwat ginn, gëtt et natierlech d'Nuetsvollen. D'Nuetsvollen, jo, bei deenen ech virun 2004 emol net gemierkt hunn, dass et se géing ginn. Do hunn ech gemierkt, dass ech warscheinlech virdrun e gudde Schlof hat. Mee wou ech mäin éischte Bëbee kritt hunn an nuets dann opgestane si fir ze nieren, war ech ganz iwwerrascht, wann dann eng Cargolux gelant ass um 3.00 Auer oder um 4.00 Auer moies. Ech hat dat virdrun am Fong net esou gemierkt, mee ech kann awer och verstoen, dass, wann ee méi e liichte Schlof huet, dat dann e Problem ass.

An dat erënnert mech och drun, wéi ech e Kand war – wéi gesot, d'Fligere sinn ëmmer iwwert d'Haus ewechgeflunn –, an ech hu schrecklech gefaart, wéi ech e Kand war, wann dee russesche Fliger owes um 23.00 Auer komm ass. An dat ass wierklech kee Witz. Dann hunn d'Fënstere gezëddert an ech hu mech ënner meng Decke verkroch. Dee war wierklech impressionnant. An dofir kann ech dat och ganz gutt verstoen, virun allem, well ee muss wëssen, dass, wann een an der Fluchschneis wunnt, et en Ënnerscheed ass, ob de Fliger riicht iwwer en Haus flitt oder liicht decaléiert. Dat mécht wierklech e ganz, ganz groussen Ënnerscheed!

Ech géif awer och gären un ons Freed erënneren, wéi d'Cargolux gelant ass am Ufank vun der Covidpandemie, wéi d'Masken ukomm sinn, wéi d'Apparater ukomm si fir ze beootmen, wéi mer dann do stoungen a frou waren, wann d'Cargolux gelant ass, a wéi et ons egal war, ëm wéi eng Zäit vum Dag dat war, well mer d'Material gebraucht hunn a well mer onbedéngt wollten, dass dat géif geschéien.

Dir hutt och schonn d'ekonomesch Wichtegkeet vum Fluchhafen ugeschwat. 90.000 Aarbechtsplazen, déi vum Fluchhafen ofhänken, 55.000 hei am Land, déi aner an der Groussregioun. D'Projektioune gesi vir, dass déi Aarbechtsplaze sech bis 2050 verduebele wäerten. A wann een dat dann e bësselchen an e Verhältnis stellt mat dem Secteur financier, wou am Moment 143.000 Aarbechtsplaze sinn, dann ass dat natierlech och e groussen Employeur, dee Fluchhafen, net nëmmen Emplois directs, mee och Emploien, déi souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an der Groussregioun vun deem Fluchhafen do ofhänken.

Bis 2050 kéint et sinn, dass de Fluchhafen den éischte Secteur économique ass hei zu Lëtzebuerg. An dofir brauche mer déi Infrastruktur a mir musse se och ausbauen – an dat ass och scho gesot ginn –, och fir de Confort vun de Passagéier. Wann ech vu kuerze Weeër schwätzen am Fluchhafen, dann ass et jo esou, dass mer op där enger Säit frou sinn, wann se kuerz sinn, fir dass et séier geet, mee wa mer natierlech stonnelaang musse waarde virun dem Security Check oder vläicht deen een oder deen anere Fliger Verspéidung huet an da keng Sëtzplaz méi do ass fir ze waarden oder net genuch Sanitären do sinn, dann ass dat natierlech net ganz komfortabel.

An dofir begréissen ech et, dass d'Regierung dee Fluchhafe wäert ausbauen, an enger éischter Phas emol schonn, wann d'Büroen aus dem lux-Airport eriwwer ginn an de Skypark, dass et do scho méi Plaz gëtt. An da wäert de Fluchhafe jo ausgebaut ginn, fir dass et méi bequeem gëtt fir d'Passagéier. Well schliisslech ass dee Fluchhafen och eng Visittekaart. Well net nëmme mir fléien enzwousch hin, mee och anerer kommen heihinner geflunn, an do ass de Fluchhafen dann awer déi éischt Visittekaart fir déi Leit, déi hei ukommen. An dofir ass et och an onsem Interêt an am Interêt vum Land, dass déi Visittekaart och esou fonctionéiert, dass d'Leit sech wëllkomm spieren an dass dat dann och komfortabel ass, fir hei zu Lëtzebuerg unzekommen.

Mee wann ech vu Confort schwätzen, da géing ech awer och gären eng Sekonn vum Parking schwätzen, souwuel vum Kiss and Fly wéi och deem Parking longue durée. Wann een no beim Fluchhafe wunnt, dann ass et warscheinlech méi praktesch – elo mam Tram ass et superpraktesch –, op de Fluchhafen ze kommen. Mee ech denken, dass lux-Airport sech e puer Gedanke sollt maachen iwwert de Kiss and Fly, wann een ee siche geet – well et awer dacks laang dauert, d'Wallissen ze kréien –, wéi een dat kéint organiséieren. Well déi Autoen, déi permanent eran an erausfueren, fir ee sichen ze goen, dat ass net extreem agreabel.

An ech denken, dass vläicht och do déi kuerz Weeër sollten eng Kéier a Consideratioun geholl gi fir ze kucken, wéi een dat fir déi Leit, déi ee siche kommen, méi agreabel mécht. An ech mengen, den Här Eicher hat et och ugeschwat: de Parking fir déi Leit, déi da fortfléien an d'Vakanz, oder fir de Business, fir dass och si iergendzwousch kënne stoe bleiwen, net ze wäit vum Findel ewech.

Wéi den Här Meris Sehovic déi Interpellatioun hei ugefrot huet, hunn ech geduecht, da wéilt ech awer och eppes soen zu der Dekarboniséierung. Et ginn nämlech ganz vill Efforte gemaach, fir dass d'Loftfaart am Allgemenge méi nohalteg gëtt, virun allem och, fir d'Ëmwelt eeben ze schounen. An ënnert der Lëtzebuerger Présidence vum Benelux gouf am Dezember d'lescht Joer eng Recommandatioun ënnerschriwwen, déi sech fokusséiert op wichteg Innovatiounen am Beräich vun der Loftfaart.

Spezifesch geet et ëm hybrid an elektresch Fligeren, Fligeren, déi mat Waasserstoff fléien, an nohalteg Kraaftstoffer fir Fligeren. D'Kooperatioun tëschent de Benelux-Memberlänner ass dorop ausgeriicht, eng Loftfaart ouni CO_2-Ausstouss am Benelux méi séier virunzedreiwen. An do hu mer dann och gemeinsam strateegesch Ziler, wéi zum Beispill Etüden, wéi ee kann den CO_2-Ausstouss reduzéieren an esou weider.

Bon, et muss een och soen, dass lux-Airport zanter 2014 nëmmen nach Stroum keeft, deen zu 100 % aus Waasserkraaft gewonne gëtt. An d'Zil, bis 2025

den CO_2-Ausstouss ëm 25 % ze reduzéieren, ass dem Fluchhafen och schonn 2022 gelongen. Dat heescht, och déi positiv a gutt Saache misst een awer emol heiansdo nach méi ervirhiewen.

Jo, Dir hutt vun der Sportsfligerei geschwat. Do sinn ech natierlech gespaant. Dir hutt e bëssen aus dem Ausland erzielt, wou een dat kéint maachen. Ech sinn ëmmer der Meenung, mir sollten awer och kucken hei bei ons, wéi mer dat organiséieren. Eise Fluchhafen, deen huet eeben einfach ganz vill Challengen doduerch, dass en de Fret huet, dass en d'Passagéier huet, dass en de Business huet an dass en d'Sportsfligerei huet. Dat ass natierlech challenging, mee op där anerer Säit ass et awer och ganz agreabel, Saachen nobäi ze hunn.

An da géif ech gären hei meng kleng Ried ophale mat enger Geschicht nach. Et ass nämlech nach guer net laang hier, wa mer vu Kaméidi a vu CO_2-Ausstouss an esou weider schwätzen. Eng Kéier samschdes moies – et war nach fréi, et waren null Grad dobaussen – ass mäi Mann opgestanen an en huet d'Fënster opgerappt an ech hu gesot: „Wat méchs de dann elo d'Fënster op? Et ass kal!" An do huet e gesot: „Ma, ech hunn elo grad gesinn, dass elo deen neien Embraer wäert fortfléien. Elo lauschtere mer mol, wéi vill Kaméidi dee mécht."

An dunn hunn ech effektiv musse feststellen, dass dee vill manner Kaméidi mécht. Also gëtt et och mam Kaméidi besser. Et gëtt mam CO_2 besser, a mir sollten och e bësselchen doranner vertrauen, dass d'Maschinne manner Kaméidi maachen. Ech hat vum Russ geschwat vu fréier. Haut ass keen esou ee méi derbäi. Mee ech verstinn awer och, wa Leit sech gestéiert fillen duerch de Kaméidi, an dofir ass et och esou wichteg, Maschinnen ze kafen, déi manner Kaméidi maachen, wa se um Fluchhafe landen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci. Här President, de Findel ass fir Lëtzebuerg vill méi wéi just en einfache Fluchhafen. En ass e Symbol, e Symbol fir eist Opmaache géintiwwer der Welt, fir eis wirtschaftlech Ambitiounen, mee och a vläicht ëmmer méi e Symbol fir d'Grenze vun engem klenge Land, dat heiansdo mengt, et wär e grousst. Wa mir haut iwwert d'Zukunft vum Findel schwätzen, da schwätze mir net nëmmen iwwer Pisten, Terminaler a Fluchbeweegungen, mir schwätzen iwwer Liewensqualitéit, iwwer Ëmweltschutz, iwwer Planungssécherheet a Strategie an, loosst eis éierlech sinn, och e bëssen iwwer politesch Fantasie.

An da komme mer direkt bei déi Iddi, déi d'Madamm Minister lancéiert huet, an déi zënterhier duerch d'Loft geeschtert: d'Iddi vun engem neie Fluchhafen. Ech ginn zou, wéi ech dat fir d'alleréischt héieren hunn, hunn ech gemengt, et wär en Abrëllsgeck, mee well et am Summer war, hunn ech gemierkt, et war eescht gemengt. En neien, respektiv vläicht souguer en zweete Fluchhafen zu Lëtzebuerg, an engem Land, wou ee vun Norden no Süden an enger gudder Stonn fiert, wann net grad ze vill Chantiere sinn an den Tunnellen op der A7.

Ech froe mech do schonn: Ass dat eng strateegesch Iddi oder éischter en Auswee, fir net mussen déi richteg Fro ze stellen? Well déi richteg Fro ass jo net: „Wéi vill Landepiste brauche mir?", mee „Wat fir eng Zort Entwécklung brauche mir hei?". De Findel steet haut schonn ënner Drock, net nëmme wirtschaftlech, mee virun allem sozial an ekologesch. D'Leit, déi ronderëm de Fluchhafe wunnen, wëssen, wat dat heescht: Kaméidi, Loftverschmotzung, Verkéier an eng permanent Onsécherheet, wat als Nächst kënnt. A genee do läit de Problem!

D'Zukunft vum Findel gouf ze laang technesch diskutéiert. A vläicht e bëssen ze wéineg mënschlech. Et geet net duer ze soen: „Mir brauchen dat doten alles fir eis Wirtschaft." Jo, d'Wirtschaft ass wichteg, mee se ass net alles! Mir kënnen net bei all Projet soen: „Dat ass gutt fir de PIB, also maache mer et." Soss brauche mer och keng Gemengen, keng Biergerbedeelegung a vläicht och keng Wale méi.

An elo zum neie Fluchhafen. An ech probéieren, et ze verstoen, wierklech. Vläicht ass d'Logik jo déi heiten: De Findel ass voll, da baue mer en neien. Wann d'Stad voll ass, baue mer eng nei Stad. Wann d'Land voll ass, ... A, jo, elo gesitt Der, et gëtt komplizéiert. Mee wou soll dee Fluchhafen dann hikommen? An den Norden? Do, wou mer d'Natur an d'Landschaft wëlle schützen. An de Süden? Do, wou mer scho genuch industriell Belaaschtung hunn. Iwwregens, et géif mech interesséieren, wéi vill vun den 100 Gemengen am Land sech zanterhier gemellt hunn, fir deen neie Fluchhafen opzehuelen.

An da kënnt nach eng aner Fro: Firwat genee brauche mer en neie Fluchhafen? Fir nach méi Low-Cost-Fligeren? Fir nach méi Citytrips fir e Weekend? Fir e Modell, deen an Europa eigentlech ëmmer méi a Fro gestallt gëtt? Amplaz Loftschlässer ze bauen, sollte mer endlech d'Féiss um Buedem loossen, och oder grad, wann et ëm d'Fligere geet.

D'Zukunft vum Findel muss op dräi Pilieren opbauen. Éischtens, an dat ass dat Wichtegst: Qualitéit amplaz Quantitéit! Net ëmmer méi Beweegungen, mee méi eng intelligent Notzung. Net all Vol, net all Fluch, ass gläich wichteg.

Net all Wuesstem ass hei gesond. Gëschter koum d'Noriicht, datt mer zejoert 5,3 Milliioune Passagéier um Findel haten, an datt geplangt gëtt, dës Zuel an den nächste Joren nach ze verduebelen op iwwer 10 Milliounen. D'Decisioun fir d'Quantitéit schéngt also leider scho geholl ze sinn.

Zweetens: Respekt fir d'Mënschen. D'Leit ronderëm de Findel si keng Kollateralschied, si hunn e Recht op Rou, op kloer Perspektiven a virun allem op Transparenz. Hei wëll ech och kuerz op d'Nuetsvollen agoen, net als Haapttheema, mee well se eigentlech e Symptom sinn. Nuetslandungen entstinn net aus dem Näischt. Si entstinn zu engem gudden Deel, wann d'Systemer bis un hir Limitte gefuer ginn, wann d'Zäitpläng ze enk sinn, wann d'Auslaaschtung Prioritéit kritt iwwert de Respekt an d'Anhale vu Reegelen. Si weisen, wat geschitt, wann d'Quantitéit ëmmer virgeet an d'Qualitéit hannendru bleift.

Dofir ass d'Léisung hei net nach méi Ausnamen, mee manner Drock am System. An d'Zuele schwätzen hei eng kloer Sprooch: Wa mer iwwer 3.000 Nuetslandungen nuets no 23:00 Auer hunn, da sinn dat keng Ausnamen an och net lauter Noutlandungen. Nee, dann ass et e Systemfeeler! E Systemfeeler, deen toleréiert gëtt. Fir d'Awunner bedeit dat: en ënnerbrachene Schlof, eventuell Gesondheetsrisiken, awer virun allem d'Gefill, datt d'Reegelen zwar existéieren, mee net duerchgesat ginn.

Drëttens: Kohärenz mat eise Klima- an Ëmweltziler. Et kann net sinn, datt mir op der enger Säit grouss Ambitiounen affichéieren an op der anerer Säit Projeten denken, déi aus engem anere Joerhonnert stamen.

Wat d'Ëmweltbelaaschtung ugeet, esou géif mech interesséieren, wéi et mat der Belaaschtung duerch ënner anerem d'Entäisungsmëttel steet. Mir hunn do 2018 e Gesetz gestëmmt fir den Ausbau vun der Kläranlag. Ass dee Projet elo ganz ëmgesat? Sinn do vläicht nach zousätzlech weider Schrëtt noutwendeg? Alles dat géif eis mol interesséieren.

Här President, de Findel huet eng Zukunft, mee déi Zukunft läit net an der Iddi: Mir maachen ëmmer weider wéi bis elo, just nach e bëssi méi! Si läit an der Fäegkeet, och emol Nee ze soen, Prioritéiten ze setzen an och emol ze akzeptéieren, datt e klengt Land net alles ka sinn: net e globalen Hub fir Business- a Vakanzefligerei, net Logistikweltmeeschter, net e wichtege Militärfluchhafen, net Low-Cost-Paradis, an dat alles gläichzäiteg.

Eng Iddi wéi en neie Fluchhafe kann een natierlech emol an de Raum geheien, dat ass richteg. Mee d'Politick besteet just net doranner, Iddien an de Raum ze geheien, si besteet och doranner, se rëm erofzehuelen, se mat der Realitéit ze konfrontéieren a se, wann néideg, roueg a respektvoll ze begruewen. Well d'Zukunft vum Findel verdéngt Seriositéit. An d'Leit zu Lëtzebuerg och!

Wa mer also d'Iddi vun engem neie Fluchhafen aus all deene Grënn verwerfen, da geet et nach ëm den Ausbau vum Findel. An och hei muss gëllen: Qualitéit virun der Quantitéit!

Esou en Ausbau soll och, a vläicht virun allem mol, aus der Siicht vum Passagéier geplangt ginn. Et ass scho gesot ginn: Genuch Parkplaze gi gebraucht, laang Waardezäite beim Check-in oder bei der Passkontroll sollte mer probéieren ze evitéieren. Iwwregens, Sécherheetsscannere vun der neister Generatioun veränneren hei d'Fluchhafenerfarung. Aus engem luesen an dacks opwendegen, heiansdo invasive Prozess gëtt en optimiséierten, automatiséierten a kontaktlose Passage ouni Agréff an d'Privatsphär. Ageengte Waardezone beim Boarding, wou ee sech dacks fillt wéi d'Hierken an der Tonn, spéitstens, wann een an de Bus gedréckt gëtt, alles dat kann ee verbesseren. Mee wat misst dann elo d'Strategie fir de Findel sinn?

Éischtens: de Findel als nationale Servicefluchhafen definéieren. De Findel ass do, fir d'Land mat Europa a mat der Welt ze verbannen, fir d'Leit, déi hei wunnen. Jo, och emol fir an d'Vakanz ze fléien, fir Entreprisen, déi hei schaffen, awer net als Low-Cost-Hub fir d'Groussregioun.

Zweetens: qualitativ Connectivitéit, net Volumenziler. Net zéng Milliioune Passagéier als Zil setzen, mee relevant Direktverbindungen an d'Haaptstied vun Europa, en zouverlässege Service a räsonabel Frequenze sollten eist Zil sinn.

Drëttens: kleng a kloer Grenzen. E politesch definéierte Capacitéitsplaffong, net ëmmer méi Fligeren, net ëmmer méi Slots, mee e bewosst gesteierte Wuesstem. An domat mengen ech, mir sollten net Low-Cost-Volle verbidden, mee mir sollte se op alle Fall net och nach ausbauen a förderen. D'Low-Cost-Vollen, dat ass nämlech e Modell, deen nëmme mat Mass funktionéiert, an deen net passt zu engem klenge Land wéi Lëtzebuerg. Doriwwer eraus muss ee sech froen: Muss eng an déi selwecht Destinatioun vun zwou, dräi oder méi Gesellschaften ugeflu ginn?

Déi Milliard Euro, vun där scho geschwat gouf, déi elo soll investéiert ginn, déi soll goen an de Confort, an d'Effizienz, an d'Sécherheet, awer och an d'Rou fir d'Awunner. Eis Strategie fir de Findel ass also net méi Volumen, mee besser Connectivitéit. Net méi Quantitéit eeben, mee méi Qualitéit!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. An dann huet den Här Michel Lemaire d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Wann een e klenge Bléck an d'Vergaangenheet werft, da kann ee soen, dass u sech d'Geschicht vum Findel eng richteg Successstory fir eist Land ass. Eise Fluchhafen ass d'Häerzstéck vum Persouneverkéier, dee Lëtzebuerg mat Europa an der Welt verbënnt. Eise Cargoverkéier, d'Cargolux, mécht eis och international zu engem Big Player an ass als wichtege wirtschaftleche Pilier fir Lëtzebuerg net méi ewechzedenken. Persounen- a Cargoverkéier, Sportsfligerei, militäresch Notzung, de Findel assuréiert alles. Mir hunn dofir all Interêt, déi Erfollegsgeschicht weiderzeschreiwen.

Mee esou grouss den Erfolleg ass a war, esou grouss sinn och d'Erausfuerderungen. Ëmmer weider Airline fléien eist Land un: China Airlines, Ryanair, EasyJet, Turkish Airlines sinn an de leschte Joren derbäikomm. Anerer wäerten och nach derbäikommen. Och d'Cargolux wiisst an expandéiert. Alles Entwécklungen, déi mir begréissen.

Parallel dozou stellt sech awer eng Fro, déi mir als ADR schonn esou dacks gestallt hunn an déi mer ëmmer méi dacks musse stellen: Huet d'Politick, huet dës Regierung an déi Regierunge virdrun, de Kader esou gesat, d'Jalonen esou gesat, datt eist Land fit ass fir all déi strukturell Entwécklungen, déi fréier oder spéider, an ëmmer méi séier, op eis duerkommen? Gouf nees ze kleng geplangt a muss elo kuerz- a mëttelfristeg nogeplangt ginn? Et lount sech dofir, e méi geneeë Bléck op d'Auslaaschtung vum Findel ze geheien.

Punkto Cargoverkéier. Tatsaach ass, dass, wa bei der Cargolux traditionell véier bis fënnef Wochen am Joer Low Season ass – wat dëst Joer elo net esou ze spiere war, awer soss periodesch ëmmer erëm virkënnt, wa mer mol manner Opträg, virun allem a China, ze verbuchen hunn –, et elo schonn extreem knapp gëtt, genuch Plazen ze fannen, fir d'Flott ënnerzebréngen. D'Situatioun ass dann esou, datt an de Maintenance-Hangaren inoffiziell Parkplaze quasi geschaf ginn. Wann d'Cargolux, an duerno gesäit et aus, weider Fligere kritt, ass an deenen nächste Jore ganz kloer iergendwann net méi genuch Plaz zu där bestëmmter Zäit am Joer.

Och d'Auslaaschtung am Persouneverkéier geet ëmmer weider erop. Sécherlech leie kuerzfristeg Léisungsusätz op der Hand, an hei wäert, denken ech, och keen d'Rad elo nei erfannen. Mir fuerderen dës Regierung dofir op, zäitno e Konzept op den Dësch ze leeën, net nëmme fir den Terminal auszebauen, mee mir hätten och gär Äntwerten, wéi an a wéi engem Mooss mir kënnen de Cargocenter weider ausbauen, an ob eng Strategie virläit, fir weider Fligeren eventuell kënne wou a wéi ënnerzebréngen.

Eng weider pertinent Fro, déi sech stellt, ass déi no der Landepist. Ass et méiglech, am aktuelle System vun enger Haaptlandebunn substanziell weider Start- a Landebeweegungen an aller Sécherheet ze assuréieren, wuel wëssend, datt de Findel am internationale Vergläich däitlech ënnert der Kapazitéit vu Fluchbeweegunge läit, déi e Single-Runway-Fluchhafen theoreetesch kann assuréieren? Envisagéiert d'Regierung d'Iddi vun enger zweeter Bunn? Ass dat méiglech? Ass et am Hibléck op d'Liewensqualitéit vun den ugrenzenden Uertschaften iwwerhaapt ze vertrieden? Alles Froen, op déi d'Land gär Äntwerten hätt.

Mee och e méi laangfristege Bléck an d'Zukunft däerfe mir net scheien. D'Iddi vun engem zweete Fluchhafen hei am Land ass och, an dat konnt Dir elo e bësse liesen an der Press, bei der Regierung fir d'éischt emol net méi ganz esou akut. Sécherlech wäert et fir keng Regierung iergendwann an der Zukunft, an egal wat déi Regierung fir eng Faarf huet, en agreabele Moment sinn, d'Bevëlkerung vun enger bestëmmter Regioun am Land virun de Fait accompli ze setzen, datt mat engem neie Fluchhafen eng nei Megastruktur gebaut gëtt, mat allen entspriechende Konsequenzen.

Erlaabt mer, nach e Saz ze verléieren iwwert d'Fro vun de Landebunnen. Jo, mir hu Länner, déi och eng Single-Runway-Fluchpist, -Landepist hunn, a wou méi Fluchbeweegunge méiglech sinn. Mee a ganz ville Fäll schwätze mer dann net méi vun esou engem strengen Nuetsfluchverbuet. A jo, mir kéinten higoen a soen – wa mer elo kucken, tëscht 23.00 Auer a 6.00 Auer ass jo eng Zäit, wou, ofgesi vun Ausnamegeneemegungen, kee Fluchverkéier oder wéineg oder vill manner Fluchverkéier stattfënnt –, dass mer déi Iddi vun engem zweete Fluchhafen iergendwann hei am Land, déi sécherlech ganz onpopulär ass, emol vill méi no hanne réckelen, well da kéint virun allem de Cargoverkéier een Drëttel, bal een Drëttel vun der Zäit, méi kompenséiere fir Fluchbeweegungen.

Mee grad hei hu mer de Problem, wéi och bei der Ausso vun engem zweete Fluchhafen, datt, denken ech, keng Regierung an där Situatioun wëll sinn, an där haut wëll stiechen, wou se dann op eemol de Leit zu Sandweiler, zu Hamm seet, dass elo 24 Stonne Fligeren iwwer hir Käpp ewech fléien.

An do ginn ech och mengem Virriedner, engem vu menge Virriedner Recht, dee gesot huet: „Jo, mir mussen zu all Moment d'Leit ëmmer ganz kloer matabannen, an all Prozess, dee mer envisagéieren."

Méiglech Pisten, wéi mer de Fluchverkéier och an 20, 30 Joer an doriwwer eraus weiderhin assuréiere wëllen, mussen elo schonn ugeduecht an ausgeduecht ginn. A mir däerfen net de Bléck an Zukunft ausklameren: „Dat däerf an dat ka keng Optioun sinn."

Musse mer eng Kéier iwwer eng separat Struktur, sief et fir Persounen- oder Cargoverkéier, nodenken? Et sinn an de Riede virdrun deelweis emotional Aspekter ugeféiert ginn. Ech wëll emol eng Rei ganz praktesch Aspekter ufeieren: Beim Cargoverkéier muss ee mat der néideger Seriositéit drop hiweisen, dass et net duergeet, zum Beispill duerch eng Konventioun mam Ausland respektiv mat engem auslännesche Fluchhafen iergendwéi elo dohinner ze goen an iergendwéi eng Plaz ze acqueréieren, wou mer vill Plaz hunn, mee do hänkt e ganz laange Rateschwanz hannendrun.

Zum Cargoverkéier gehéiert haut schonn eng héich technologesch komplex Versuergungsstruktur, well net nëmme Wueren, mee och lieweg Déieren, Planzen, Gold- a Wäertgéigestänn transportéiert ginn. D'Quarantänestatiounen, d'Assuréiere vu Killketten, veterinärmedezinnescht Ekipement, Sécherheetsberäicher, alles dat muss mat assuréiert sinn. Schwéierlaaschttransporter fir de Wuerentransport mussen déi néideg Ubannung un d'Haaptverkéiersachsen hunn.

Et ass d'Beispill vu Bitburg genannt ginn. Effektiv, do hu mer d'A60, d'Vulkaneifelautobunn, déi och Haaptachse verbënnt, mee all Kilomeeter, dee mer do mussen – op gutt Lëtzebuergesch gesot – vun der Pampa bis op d'Autobunn iwwerhaapt fueren duerch d'Dierfer, ass eng Saach vun der Quasi-Onméiglechkeet.

Wéi gesäit et aus beim Persouneverkéier? Och hei si mir net déi, déi sech iergendwann an Zukunft deem verschléissen, dass mer eng Kéier mussen dohinnergoen a vläicht eng Kéier mat der Groussregioun zesummeschaffen, fir Léisungen ze fannen. Mee ech mengen, et war den Här Cruchten, deen et gesot huet: Et ass jo och e bëssen esou, dass de Findel awer e Symbol ass fir eist Land. Mir sinn houfreg drop. Mir setzen eis haut, egal ob zu Clierf oder zu Esch, an den Taxi oder an de Bus, fueren op de Findel a fléie vun do aus bequeem op London oder Mallorca oder wou och ëmmer mer wëllen hifléien.

Dofir hu mer eng ganz Rei Froen, déi nach onbeäntwert sinn an deem Moment, vill Froen, déi sech weiderhi stellen. A virun allem sinn et Froen, déi mer net onbeäntwert solle loossen eng laang Zäit, och wa mer eis elo, ech soen elo mol, mat mëttelfristege Léisungen iwwert d'Zäit retten, kann ee scho bal soen.

A wéi sou dacks bleift d'Kärfro, där all déi aner Froen unhänken: Wou bleift d'Konzept, wou bleift de grousse Plang, wéi mir eis d'Entwécklung vun eisem Land an Zukunft virstellen? Wéi vermeide mir, datt mir a bestëmmte Beräicher vläicht och Affer vun eisem eegenen Erfolleg ginn? Wéi en Afloss hunn zukünfteg Megaprojeten op eis Liewensqualitéit an eis natierlech gewuessen Natur- a Kulturlandschaften?

Dofir ass et noutwendeg, wa mer déi Steierungseffekter wëlle behalen, déi mer elo nach an der Hand hunn, dass mer eis déi Froe stellen. Déi nächst Debatt, wou mer iwwert den Ausbau vun enger anerer kruzialer Struktur wäerten debattéieren, kënnt bestëmmt.

Als ADR plädéiere mir dofir, d'Fro no der Entwécklung vu Lëtzebuerg net just an isoléiert Debatten ze fraktionéieren, mee an hirer Gesamtheet unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also hei si mer bei engem ganz interessanten Theema gelant. Virun allem hate mer viru Kuerzem eng Chambersvisitt um Findel, déi ganz interessant war. An ech kann och do soen, dass d'Madamm Backes déi richteg Iddien ugepaakt huet – wéi mer do erkläert kruten –, fir de Findel an d'Zukunft ze féieren.

Jo, et kann ee laang diskutéieren, ob mer de Findel iergendwou anescht sollen hibauen an dee Fluchhafen da méi grouss gëtt a méi schéi gëtt, mee ech mengen, et ass keen, deen d'Hand wäert ausstrecken. Dofir kann ech dat Theema och ganz schnell klasséieren. An ech mengen, wa mir eng Kéier an d'Pensioun sollte goen, wäert de Findel nach ëmmer do sinn, wou en elo ass.

An, jo, also d'Runway huelen als Grond, ass net onbedéngt dat, wat realistesch ass. Well, hëlt ee London Gatwick, da fléien déi 40 Milliounе Passagéier mat enger Runway. Si hunn natierlech eng direkt niewendrun, sollt déi aner blockéiert ginn. Dat ass e Virdeel, wou mir awer och an der Kommissioun erkläert kruten, wat e Projet kéint sinn, dass Lëtzebuerg eng Bunn huet, déi net ëmmer benotzt gëtt, mee déi awer just benotzt géif ginn, wann e Fall wär. Sou änlech wéi de Modell vu London Gatwick.

Mee et kennt een och nach aner Fluchhäfen, wéi zum Beispill Lissabon, wann ech elo iwwerleeën, déi hunn och nëmmen eng Pist an déi dierften awer och bei 30 Milliounen ongefeier leien, soudass dat awer net eleng vun der Pist ofhängeg ass, virun allem, well d'Passagéierzuele jo ëmmer an der Relatioun stinn dozou, wéi eng Flott benotzt gëtt. Natierlech, wann Dir lauter där kleng – ech soen et elo provokativ – Méimaschinne

schéckt mat de Probelleren, da brauch Der vill méi Slots. An Dir hutt vill manner Kapazitéit herno op Ärer Pist, wéi wann Der, wéi op anere Fluchhäfen, do méi grouss Maschinne wéi eng 737 oder 320 asetzt. Et muss ee jo net direkt iwwerdreiwen. Dat ass sécherlech och eppes, wat beim neien Embraer wäert d'Kapazitéit erhéijen an awer dee selwechte Slot bleiwen.

Dat heescht, ech mengen net, dass mer onbedéngt mussen driwwer diskutéieren, dass zu Lëtzebuerg eng nei Pist gebaut gëtt oder de Fluchhafen iergendwou soll hikommen.

Natierlech kann een de Confort ëmmer verbesseren. Ech hat dann och e klenge Geck gemaach mat der Ministesch, wéi mer op Visitt waren, wéi ech gesot hunn: „Hei, kuckt eng Kéier déi aner Säit, do ass nach esou e schéine Golfterrain, do ass vill Plaz, do kéint een …" Ech weess, Dir waart net waarm derfir, mee u sech wär dat eigentlech eng Léisung, wou een eng Kéier kéint kucken, wat een do nach weider fir d'Gebaier vum Fluchhafen, ob dat Parken ass, ob dat aner Méiglechkeete wären, kéint maachen, well do ass wierklech ganz vill Fläch, déi nach fräi ass, fir de Fluchhafen auszebauen.

Well ech ginn och de Virriedner Recht: De Confort, virun allem am Parken, ass hei um Findel net dee beschten, vun anere Fluchhäfe kennt een e besseren. Jo, de Confort, wat d'Passagéier ubelaangt, dee wäert besser ginn, well déi al Gare, déi eng Kéier gebaut gi war fir en Zuch, déi soll jo elo fir d'Gepäckförderanlag benotzt ginn, soudass deementspriechend do, wou d'Passagéier sinn, méi Plaz wäert entstoen, sief dat, fir sech opzehalen, ier ee flitt, oder wann een ukënnt.

Da kéime mer zu de Verbindungen. Also, ech hat rezent der Ministesch eng Question parlementaire gestallt. Ech hat déi Grafik gesi vun Air Canada. Si hate schéin de Punkt op Lëtzebuerg gesat. D'Ministesch hat mer geäntwert, et wär leider nach net esou, dass Kanada géif verbonne ginn. Mee dat ass awer sécherlech eng vun de Prioritéiten, déi mer sollten ophuelen, dass Lëtzebuerg un d'Ausland, virun allem, wat interkontinental ass, vill besser ugebonnen ass. Am Moment musst Der allkéiers iwwer Paräis, Amsterdam, Frankfurt, a wéi se alleguerten heeschen, fléien. An ech mengen, et géif eisem Land awer och gutt zu Gesiicht stoen, wa mer direkt Verbindungen hätten a Kanada oder an d'USA.

Jo, an da kënnt natierlech eng aner Fluchgesellschaft. Do hu mer elo Abu Dhabi, dat ab Oktober reegelméisseg wäert ugeflu ginn. Dann huet d'Luxair näischt Aneres ze dinn, wéi direkt do Konkurrenz ze maachen. Jo, ech weess, dat ass eng Entscheedung vun der nationaler Fluchgesellschaft, mee et muss een awer vläicht och eng Kéier, wann een nei Verbindungen heihinner wëll, déi d'Luxair virdrun net geflunn huet, soen: Jo, da loosse mer déi Airline sech och emol vläicht opbauen an d'Luxair kann dann déi Destinatiounen huelen, wouhinner mer nach net fléien, anstatt déi Kapazitéiten do anzesetzen, wou schonn eng aner Fluchgesellschaft heihinner wëll kommen an eist Land wëll verbannen.

Ech weess, dat ass eng privat Entreprise, mee awer hu mer jo awer als Staat e puer Vertrieder do dran, déi sécherlech heiansdo kënnen e Wiertche matschwätzen. An da kënnt et vläicht och éischter zu Situatiounen, wou mer méi interkontinental Verbindunge kréien, wéi wann d'Luxair deenen direkt Konkurrenz mécht.

A wou mer da bei der Luxair sinn: Also, d'Luxair wäert als Service-Airline ni mat de Low-Cost-Fluchgesellschafte mathale kënnen, an ech hunn dat och schonn e puermol hei gesot. Deemools hat ech dat Theema hei opgegraff: Et gëtt nämlech Low-Cost-Fluchgesellschaften, déi fléie souguer ënnert de Fraisen, déi een um Fluchhafe verrechent kritt. Dat heescht, déi fléie ganz kloer am Defizit. Ech schwätze mol net, wat si an hirem Businessplang hunn, nee, se verkafe souguer Tickete fir manner, wéi se lux-Airport musse bezuelen. An do muss een och eng Kéier als Legislateur soen, dass dat net geet an dass een net kann do ënnert dem Präis fléien, well dat ass och eppes, fir awer trotzdeem d'Personal vun der Luxair an Zukunft ze respektéieren, well et muss een och wëssen, dass bei Low-Cost-Fluchgesellschaften d'Konditiounen, fir do ze schaffen, vill méi schlecht si wéi bei der nationaler Luxair.

Dofir muss een higoen an och déi Luxair an Zukunft méi schützen an net … Et gëtt verschidde Fluchgesellschaften, déi kréien … Eng spuenesch Low-Cost, déi krut Milliounen deemools vum spuenesche Staat an da si se op eemol vu Lëtzebuerg a Frankräich op Nice geflunn a se konnten dat queersubventionéieren. Jo, dat ass net méi den normale Marché! Do kann eng Luxair op där Streck net mathalen. An ech mengen, do ass et och rëm eng Kéier eis politesch Verantwortung, dass een esou Saachen ënnerbënnt, wann aner Staate bewosst eng Fluchgesellschaft mat Millioune fidderen, fir herno op aneren Terraine Konkurrenz ze maachen.

Wat d'NATO ubelaangt: Mir hu jo och u sech déi laang Pist, déi kënnt duerch d'NATO-Geschicht. Jo, déi eng Milliard, déi an Zukunft investéiert muss ginn, dat ass ganz interessant. Mee ech mengen, d'Mobilitéitsministesch kennt och d'Defenseministesch immens gutt, soudass een do vläicht eng Kéier kéint kucken, ob een net Verschiddenes an de Budget vun der Defense vun der NATO an Zukunft kéint maachen. Ech denken do virun allem un d'Pist. Bon, déi muss am Moment nach – dat ass net Är Schold, dat war d'viregt Regierung –, gefléckt ginn. Do sinn nach Lächer dran, deen Entrepreneur huet dat net esou gemaach, wéi et sollt sinn. Ech sinn awer ganz zouversiichtlech, dass Der dat hikritt, dass dat net herno op dem Steierzueler seng Täsch wäert goen, mee dass déi Garantie, nenne mer et mol esou, fir déi Pist nach do ass, an dass déi da wäert käschtenneutral gefléckt ginn. Mee et gëtt awer fir aner Saachen, wéi zum Beispill d'Tanklager – dat hate mer déi leschte Kéier hei –, Méiglechkeeten, fir dat awer op den NATO-Budget ze setzen.

An dann, wann een e gudden Image vum Fluchhafe wëllt, da muss een och un déi Leit denken, déi fir d'Loftfaart liewen. Ech hat dat eng Kéier an enger Kommissioun och ugedeit: Dat sinn déi Spotterpoints, an do soll jo och da fir déi Terrass, wéi mer se alleguerte kennen – ech war och als Kand ëmmer um alen Terminal uewen op d'Terrass kucken –, elo eng nei Terrass kommen, fir dass d'Leit, déi sech dofir interesséieren, kënne weiderhin de Fligeren nokucken.

A jo, virdrun ass et ugeklongen, déi Geschicht mat deem Sportsfliger, deen eng Kéier en Accident hat. Ech hat et deemools gesot, ech soen et och haut dann nach eng Kéier: Zu all Moment, wann Der iergendee Problem hutt, kënnt Der op all Fluchhafe landen, egal ob zu Lëtzebuerg d'Sportsfligerei erlaabt ass oder net. E Pilot, deem et schlecht gëtt, dee kann zu all Moment egal wéi e Fluchhafen usteieren. Dat ass nun emol internationaalt Rech, an dat ass esou bei der ICAO. Dat heescht, et steet a guer kenger Relatioun, ob hei Sportsfligere sinn oder net. Ech verstinn awer verschidde Fantasien. D'Sportsfligerei huet e puer Hangaren, déi sécherlech herno interessant wäre fir den Ausbau vum Fluchhafen. Ech sinn net där Meenung, dass d'Sportsfligerei sollt vum Fluchhafen ewech kommen. Fir mech ass déi och en Deel dovun a se bilt virun allem nei Piloten aus, déi eis national Fluchgesellschaft haut brauch.

Also am Kuerzen: De Findel stäerken heescht och, eist Land ze stäerken, a mir wäerten d'Ministesch bei all Schrëtt do ënnerstëtzen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, aus deem deemolege City Airport, deen 1946 fir d'éischt fir kommerziell Zwecker a Betrib gaangen ass, ass am Laf vun de Joren e monstréisen Hub ginn, duerch deen haut ronn 5 Milliounе Passagéier pro Joer transitéieren. Zousätzlech ass e staarkt Cargogeschäft entstanen, dat e wirtschaftlechen Ëmsaz vun ëm déi 6,5 Milliarden Euro generéiert, wat natierlech e weesentleche Bäitrag zum PIB a vill Aarbechtsplazen duerstellt.

Op där anerer Säit awer gëtt et och eng Minusrechnung: Ronn 84.000 Leit sinn dem Kaméidi vum Loftverkéier ausgesat. Dat geschitt op Käschte vun der Gesondheet vun den Awunner vu Rued-Sir iwwert déi ganz Loftlinn bis op Gaasperech, Belair hei an der Stad an och iwwer Bouneweg. Als Trouschtpräis gëtt fir dës Belaaschtung eng dräifach Verglasung vun de Fënsteren an eng liicht méi restriktiv Reegelung fir Nuetsflich ugebueden.

Mee dobäi kommen awer och nach eng Partie Ongereimtheeten an de Statistiken, well laut Zuele vum Ëmweltministère ware fir d'Joer 2025, d'lescht Joer also, 7.609 Nuetsflich geplangt, wärend d'Administration de la navigation aérienne, d'ANA, just 2.862 Nuetsflich ugëtt, ëmmerhin eng Differenz vu 4.747 Flich. Dat huet och domadder ze dinn, datt d'ANA d'Vollen tëscht 6:00 a 7:00 Auer net als Nuetsflich consideréiert, den Ëmweltministère schonn. An do misst een awer och schonn eng gewësse Kohärenz agesinn.

A souwisou – an dat ass jo eng Diskussioun, déi mer reegelméisseg och am Stater Gemengerot féieren –, ass de Problem dee vun de ganz villen Derogatiounen, déi awer och geholl ginn, fir Nuetsflich ze erlaben. An déi hu mer reegelméisseg. Mir haten, oder ech hat nach eng Motioun deposéiert, déi zwar rëm eng Kéier vun der Majoritéit net ugeholl ginn ass, fir datt de Gemengerot justement bei d'Regierung misst goen a soen, datt d'Regierung awer och d'Reglementatioune muss respektéieren. Well et sinn immens vill Biergerinnen a Bierger an der Stad, déi wierklech weiderhin dorënner leiden. Ech mengen och net, datt dat reng strictement domadder ze dinn huet, ob d'Fligere manner Kaméidi maachen oder net. Dat huet och mat Vibratioun ze dinn et cetera – ech sinn doranner kee Spezialist. Mee op jiddwer Fall ass dat awer och net evident fir ganz vill Leit an der Stad oder déi, déi ënnert der Fluchlinn liewen.

Bon, wann een dann déi verschidden Aussoe vun der Transportministesch genee analyséiert, stellt sech d'Fro, bis wéi wäit a bis zu wéi enger Dimensioun de Fluchhafen um Findel sech nach kann a wäert ausbauen. D'Potenzial ass offensichtlech grouss – de Verglach mat Fluchhäfe wéi London Gatwick oder London City gëtt genannt –, an dat léisst eranen, wat op eis kéint duerkommen.

Mee d'Fro stellt sech, ob mir dat och esou wëllen, an ob dat tatsächlech esou zukunftsträchteg ass, wéi et kléngt. Mir mengen dat net. Fir esou Capacitéiten ze erreechen, muss een onbedéngt och d'Infrastrukture ronderëm de Fluchhafen analyséieren. Wéi sollte bis 2030 all déi aacht Milliounе Passagéier op de Findel kommen? D'Stroossen an d'Parkinge sinn haut schonn zu Spëtzenzäite massiv iwwerlaascht.

An donieft däerf d'Ëmweltbelaaschtung net ignoréiert ginn. D'Zukunft vum Fluchhafe muss awer och ganz kloer un d'Paräisser Klimaziler gekoppelt ginn, deene Lëtzebuerg sech awer ëmmerhin och verflicht huet. Dat heescht, och déi aner Iddi, déi ech awer gär erëm hei an d'Spill wéilt bréngen, ass d'Iddi, datt een éischter och an d'Richtung geet, datt ee Volle limitéiert, souwuel fir Persoune wéi och fir Societéiten. Et ass schonn e puermol gesot ginn, mee de City Shopping oder -Hopping oder déi iwwerdriwwe Businessflich vun enger Stad an déi anerer kann ee staark reduzéieren. Se maache meeschtens kee Sënn respektiv kënnen och mat aneren Transportmëttelen, déi vill méi propper sinn, gemaach ginn.

D'Zukunftsmusek vum Fluchhafe Findel an d'Spekulatiounen ... Well et ass jo och net jiddereen, et ass jo och net all Bierger, et sinn och vill Leit, déi u sech ni oder ganz seelen de Fliger huelen. Et ass jo och net esou, wéi wa mer an engem Land liewen oder wéi wann d'Mënschen hautzudaags, zemools mat der Kafkraaft, déi schmëlzt, permanent amgaange wieren ze fléien. Dat ass och nach reservéiert fir vläicht e bësse méi privilegiéiert Leit, a vläicht kann ee sech och iwwerleeën, ob dat e bëssen, staark reduzéiert gëtt.

Dat heescht, d'Zukunftsmusek vum Fluchhafe Findel an d'Spekulatiounen iwwer en zweet Standbeen zu Lëtzebuerg oder an der Groussregioun wäerten nach net fäerdeg geschriwwe ginn. Allerdéngs muss dann an den nächste Joren eng kloer Entscheedung getraff ginn, ob e méigleche Projet Findel 2 säi Standuert kéint fannen. Mir mengen net, datt dat eng gutt Iddi wier.

Wann een iwwer Fligerei schwätzt, denken ech u sech fir d'éischt ëmmer méi un déi besser Alternativ, an dat ass den Zuch. Eng zentral Fro, déi mir eis musse stellen, ass: Wéi vill Flich kéinten duerch de Schinneverkéier ersat ginn? Ech hunn elo nach viru Kuerzem zwee Zuchbilljeeë fir meng Fra a mech bestallt fir op Paräis, et ass net wäit, fir e puer Deeg, an do hunn ech mer gesot: Mee mam Auto hätt ech warscheinlech manner bezuelt, deemno wéi vläicht souguer, wann ech mech gutt ugeluecht hätt, mat engem Fliger, quitte datt ech et e bëssen dekadent fannen, bis op Paräis mam Fliger ze fléien. Mee soit, et ass net ganz attraktiv op jiddwer Fall.

Greenpeace huet an hirem Rapport festgehalen, datt trotz der geografescher Lag vu Lëtzebuerg aktuell just fënnef Stied direkt mam Zuch ze erreeche sinn. Gläichzäiteg weist d'Analys awer och, datt d'Potenzial besteet, fir bis zu 28 Stied per Schinneverkéier unzebannen an domadder e substanziellen Deel vu kuerzem Fluchverkéier ze ersetzen.

Dobäi kënnt, datt duerch Lëtzebuerg aktuell och keng Nuetszich fueren, wat d'Attraktivitéit vum Zuch als Alternativ zum Fliger weider aschränkt. Dat heescht, mir hunn och engersäits de Problem vun de Low-Cost-Firmen, déi wierklech e reelle Problem duerstellen, a wéi mäi Virriedner och gesot huet, richtegerweis, déi och à perte kapabel sinn ze fléien, wat natierlech problematesch ass fir déi aner Compagnien, zemools wann ee weess, a wat fir engen Aarbechtskonditiounen oft d'Leit an de Low-Cost-Firme schaffe mussen. Dat ass awer relativ katastrophal.

Dat heescht jo, d'Leit hunn e Besoin an och e Recht ze reesen. Mee et ass evident, datt fir innereuropäesch Reesen op jiddwer Fall den Zuchtransport favoriséiert muss sinn. E muss ausgebaut ginn, e muss zu 100 % ëffentlech sinn, fir d'Qualitéit vun den Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi fir d'Eisebunn schaffen, ze garantéieren. An natierlech mussen och d'Präisser stëmmen, wat deemno wéi net méi de Fall ass. An dat huet och mat der Liberaliséierung vun der Eisebunn ze dinn, déi op verschidden Niveauen, op verschidden Aart a Weisen an Europa duerchgezu ginn ass, mee déi weeder dem Reesenden nach dem Eisebunner eppes bruecht huet. Dat ass eng vu villen europäesche Failstories.

Fir ze resuméieren: Egal ob de Fluchhafen um Findel weider optimiséiert gëtt, dat ka just ënnert dem Bléckwénkel vum Schutz vun der Natur a vun der Gesondheet vun de Leit geschéien.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt dem Deputéierte Meris Sehovic e grousse Merci fir dës Interpellatioun. An dat heiten ass kee Sujet, wou ech elo kann 10 Minutten huelen, dofir muss ech ëm Är Gedold froen. Ech mengen, ech hunn 30 Minutten zegutt. Ech muss mer déi dann och huelen, well ech hu ganz vill ze soen. Et ass effektiv vläicht schonn e bësse spéit, mee ...

Une voix | Mir hunn Zäit!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mee très, très bien, well et ass ganz vill geschafft ginn, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt 30 Minutten, Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | ... ech hunn Iech ganz vill ze soen. Ech kommunikéiere vläicht net ëmmer genuch iwwer all déi Saachen, déi lafen, well et mir drëms geet, dass mer konkreet weiderkommen.

Dir hutt et alleguerte gesot, oder déi meescht vun Iech: Hei geet et ëm eng strateegesch wichteg Infrastruktur fir eist Land. Et geet ëm d'Connectivitéit vun eisem Land. Et ass d'Homebase vun eiser Luxair. Et ass och d'Cargolux, trotzdeem eng vun deene gréissten, déi gréisst Cargo-Airline, déi mat eis verwuerzelt ass. Et geet ëm weesentlech Infrastruktur fir eis Mobilitéit, vun de Leit, et geet ëm Logistik, et geet ëm Betriber, et geet och ëm d'Handlungsfäegkeet vun eisem Staat. Et ass och en NATO-Fluchhafen.

An ech mengen, wat ganz kloer ass, dat ass, dass mer eng wierklech bemierkenswäert Entwécklung vum Fluchhafen an allem do ronderëm an deene leschte Jore gesinn hunn, an dat am Fong méi wéi projezéiert. Ech wëll och net méi op all déi Chifferen agoen, déi scho genannt gi sinn. Mee ech mengen, wa mer hei vu Passagéierinnen a Passagéier schwätzen: Am Joer 2024 5 Milliounen, entre-temps si mer op 5,3 Milliounen, dat ass schonn eng impressionant Croissance, well déi Chiffere sech dann effektiv och iwwert déi lescht zéng Joer verduebelt hunn.

Am Cargoberäich – dat ass och scho mentionéiert ginn: 830.000 Tonnen –, do si mer an Europa an den Top 10 op Plaz 9. Dës impressionant Zuelen ënnersträichen déi wuessend Bedeitung vum Fluchhafen als internationale Logistikknäpppunkt. Mee ech mengen, mir gesinn och ganz kloer, dass mer dee wichtegste Fluchhafen an der Groussregioun hunn.

An de Fluchhafe wäert och an Zukunft eng zentral Roll hunn, net nëmmen an der Mobilitéit an am Transport, mee och, wat déi wirtschaftlech Entwécklung ugeet. An et däerf een och wierklech net dat vergiessen, dat wëll ech awer hei ënnersträichen, wat d'Aarbechtsplazen ugeet. Ech mengen, mir schwätzen hei vun engem ekonomeschen Impakt vun 9,2 Milliarden Euro a vun 90.000 Aarbechtsplazen an der Groussregioun. Dat ass schonn impressionant an dat ass eng gutt Saach.

Ech mengen, déi positiv Dynamik, dat freet vläicht net all Mënsch hei an der Chamber, et freet awer déi meescht. An, jo, ech mengen, da muss een och zouginn, vläicht ass hei eise Fluchhafen awer och e bëssen Affer vu sengem eegene Succès ginn.

Eis Passagéierinfrastrukture si gréisstendeels – gréisstendeels, soen ech – un d'Demande adaptéiert. Mir wëssen, zu Spëtzestonnen, och zu Vakanzenzäiten, do entstinn Enkpäss, déi dann effektiv d'Qualitéit vum Reese manner gutt maachen.

Méi Leit kënnen ze empfänken heescht also och, eis Infrastrukturen unzepassen, fir op all Punkt vun der Rees e gudden a komfortabelen Oflaf ze garantéieren. Ee vun de groussen Challengen an de kommende Jore wäert et sinn, d'Infrastrukturen auszebauen a weider ze moderniséieren. Lëtzebuerg brauch ouni Zweifel e moderne Fluchhafen, en attraktive Fluchhafen an en zukunftsorientéierte Fluchhafen. Ech ënnerstëtzen dowéinst all d'Efforte vum Fluchhafen an ech sinn och reegelméisseg am Kontakt mam Fluchhafebedreiwer, dat ass lux-Airport, fir dës Modernisatioun an den Ausbau virunzedreiwen.

D'Regierung huet och decidéiert, 100 Millioune frëscht Kapital a lux-Airport ze injectéieren, dat bis 2029. An eisen Engagement weist sech och zum Beispill an enger rezenter Decisioun vun der Regierung, fir d'Cité de l'Aéroport och lux-Airport zouzeweisen. Dat gëtt eis och eng zousätzlech Optioun, fir zukünfteg Erausfuerderunge respektiv Besoinen dann och ze anticipéieren.

An de leschte Jore goufen och wichteg Investissementer fir d'Modernisatioun vun eisem Fluchhafe gemaach. Ech ginn elo do net op sämtlech Detailer an, d'Zäit ass trotzdeem limitéiert. De Skypark Business Center ass gebaut ginn. Dee wëll ech awer och mentionéieren. Hei geet et och ëm d'Diversifikatioun vum Fluchhafebedreiwer, fir seng finanziell Resilienz dann och ze stäerken. Ech mengen, dat ass och eng gutt Saach fir eist Land. Et ass e ganz grousst Gebai. Ech kommen herno ënnert dem Chapitre Nohaltegkeet nach dodrop zréck. Mee hei geet et ëm Bürosflächen, déi mer hunn, en Hotel, verschidde Commercen an Horeca-Betriber. An dat wäert alles komplett fäerdeggestallt sinn Enn dëst Joer bis ufangs nächst Joer, wou dat da kann a Betrib geholl ginn. Ech mengen, dësen Invest wäert net nëmmen d'Attraktivitéit vum Findel als Businessstanduert stäerken, mee hei kënne mer eeben och u Synergië schaffen zwëschent den Aviatiounsservicer an der Logistik.

Dir hutt et och schonn ernimmt, vill vun Iech, dass dat mat der Verbindung elo vum Tram op de Fluchhafe säit dem 2. Mäerz natierlech eng fantastesch Saach ass.

D'Renovatiounsaarbechten um Terminal hunn allerdéngs och schonn ugefaangen. An et ginn aner Moossnamen ëmgesat, bei deenen d'Raimlechkeeten nei amenagéiert an d'Infrastrukture verbessert ginn. Konkreet ginn ech Iech e puer Beispiller. Dat heescht: d'Renovatioun an d'Erweiderung vun de Sanitäranlagen, méi agreabel Beliichtung am Terminal an och méi en attraktiven a komfortabele Mobilier.

Et wäert och weider un der Integratioun vun den neisten Technologië geschafft ginn. Dozou gehéiert och eng ganz modern a benotzerfrëndlech App. Déi

wäert, kréien ech gesot, bis Enn des Joers disponibel sinn. An den Internetsite gëtt och moderniséiert.

Mä och d'Prozesser wäerte weider moderniséiert an optimiséiert ginn, déi jidderengem, deen de Fluchhafe besicht, dann och wäerten zeguttkommen. Ech sinn op alle Fall dovunner iwwerzeegt: Eng gutt Rees fänkt mat engem stressfräien Erliefnis un.

D'Erweiderung vum Terminal wäert also d'Reeserfarung méi agreabel a méi effizient maachen. An enger éischter Etapp gëtt den Terminal ëm d'Hallschent vergréissert duerch den Ausbau, wann ee virum Findel steet, op der lénker Säit. lux-Airport geet dervunner aus, datt déi Konstruktioun an zirka zwee Joer wäert kënne fäerdeggestallt ginn.

Do kommen dann och déi nei Scanneren hin – se si mentionéiert ginn. Fir d'Sécherheetskontrollen am aktuellen Terminal ass dat net méiglech wéinst der Gréisst vun deene Scanneren. Ech kann Iech awer och soen: Am Business Aviation Center kommen déi nei Scanneren elo schonn dëst Joer hin.

Virun de Sécherheetskontrolle gi scho kuerzfristeg, dat heescht an deenen nächste Méint, E-Gates installéiert, déi d'Boardingticketen dann och wäerte kënne vollautomatesch scannen. An et gëtt eng Aart Busgate beim Terminal B gebaut, deen e vereinfachten Zougang vum Gate an de Bus schaaft, fir déi Fligeren, déi net bis un den Terminal erukomme kënnen. Et gëtt och gekuckt, wéi déi net benotzte Busgare, den Tunnel, sënnvoll kann agebaut ginn. Ech mengen, iwwert déi lescht Jore sinn do vill Froen ëmmer gestallt ginn, an da kënnt och ëmmer nees en RTL-Reportage driwwer. Ech mengen, dee Gepäcksförderungssystem, dee mer haut hunn, ass elo net esou al, mee, jo, e kënnt schonn un d'Grenze vu senge Capacitéiten. Dofir gëtt gekuckt, wéi mer d'Partie Förderung, Tri a Screening eventuell kënnen aus dem Terminal eraushuelen, fir se dohinner ze bréngen. Dat bréngt eis dann och méi Plaz am Terminal fir aner Saachen.

Och den Net-Schenge-Beräich muss ausgebaut ginn, fir där méi grousser Demande vun Destinatiounen ausserhalb vun der EU gerecht ze ginn. Ech mengen, dat ass och eng Saach, wou mer wäerte weider dru schaffen.

Nach aner Projeten, un deene geschafft gëtt – Dir gesitt, et ass eng ganz, ganz Rëtsch: D'Informatioun bei der Gepäckausgab wëlle mer digitaliséieren, fir dass d'Leit och wëssen, wou se dru sinn, wéi laang et nach dauert, bis hiert Gepäck dann ukënnt. Ech mengen, et ass wichteg, dass d'Leit, déi Reesend, och iwwer esou Saachen informéiert ginn. An da wäerte mer och eng dynamesch Informatioun zum ëffentlechen Transport kënnen uginn. Dat heescht, um Terminal ginn dynamesch Annoncen ubruecht, déi déi real Zäitinformatioune fir d'Busser an och fir den Tram weisen, inklusiv d'Strecken an d'Fuerzäiten. Mir wëlle jo och ëmmer weider déi multimodal Mobilitéit förderen.

Dann nach aner wichteg Moossname sinn d'Erweiderunge vun der Business Lounge. Dat wäert Verschiddener vun Iech och interesséieren.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci.

(Hilarité)

Ech hat och guer net op Iech gekuckt. D'Business Lounge gëtt op den éischte Stack geluecht. Déi aktuell Plaz um Rez-de-chaussée gëtt da fir den Tax-Free-Beräich ëmgewandelt. An ech mengen, dat ass eppes, dat scho wichteg ass fir eise Fluchhafen, dass mer eng méi agreabel a méi grouss Business Lounge hunn.

D'Parkplaze si vu Verschiddener vun Iech mentionéiert ginn. An de leschte Jore sinn eng jett nei Parkplazen um Fluchhafen an awer elo och beim Skypark derbäikomm. De Parking L ass 2024 opgaange mat 650 weidere Parkplazen. Dat heescht, mir hunn elo eng total Capacitéit vun 9.000 Parkplazen.

Hei wëll ech Iech soen, dass den Zougangssystem och am Laf vun dësem Joer moderniséiert gëtt. Dat heescht, hei wäerte mer e System vun Nummerplackenerkennung abauen. Dat heescht, wann een do eng Reservatioun gemaach huet, da ginn dann och automatesch d'Barriären op. Dat spuert dann och e bëssen Zäit a bréngt dann och nach e bësse méi Confort mat sech.

Héienhaff: Jo, ech mengen, un deem Park&Ride do ass vill geschafft ginn. Den Taux d'occupation ass 80 %. Do si mer amgaangen, nach Studien ze maachen, fir déi Plaz dann och auszebauen iwwert déi nächst Joren. An ech mengen, do soll een dann och Synergië mam Fluchhafen net ausschléissen, quitte dass d'Konzept vum d'Pôle d'échange Héienhaff natierlech am Kontext vun engem multimodale Kontext ass. An hei wëlle mer eeben d'Multimodalitéit förderen, fir dass d'Leit, déi vun där Säit erakommen, kënnen optimal an d'Stad weiderfueren, och mam Tram oder wou de Bus dann ukënnt.

Den ëffentlechen Transport ass och vun Iech ugeschwat ginn. Do kann ech Iech vläicht soen, dass haut all Drëtten op den ëffentlechen Transport zréckgräift. An der Chrëschtvakanz 2025 huet souguer all Zweete vum ëffentlechen Transport Gebrauch gemaach. Wou nach vun deenen, déi op de Fluchhafe kommen, am Mee 18 % den Tram geholl hunn, waren et dann am Dezember 22 %. Ech mengen, wann d'Leit mam Tram op de Fluchhafe kommen, dat mécht natierlech och aner Parkingscapacitéite fräi. Dat ass eng gutt Saach.

D'Stroossebauinfrastruktur ronderëm de Fluchhafen ass och mentionéiert ginn. Ech mengen, do si mer am Bau respektiv an der Planung. An do gëtt jo och d'Chamberskommissioun iwwert d'Progrèse reegelméisseg informéiert.

Mir mussen eis Infrastrukturen awer weider ausbauen a moderniséieren, well mer awer wëllen a mussen attraktiv bleiwen, dat souwuel fir d'Mënsche wéi och fir d'Fracht. Mir sinn trotzdeem an engem kompetitiven Ëmfeld, soudass hei eng Rei vun Investissementer iwwert déi nächst sechs Joer virgesi sinn.

Ech mentionéiere se kuerz, awer elo ouni a vill Detailer ze goen, well déi Zäit hu mer net. Hei geet et ëm: den Ausbau vun de Cargohalen, an duerno och d'Renovatioun vun de besteeënde Cargohalen – ech mengen, dat ass och gefrot ginn a verschiddenen Interventiounen –, d'Sanéierung an d'Begradegung vum Taxiway, an d'Renovatioun vu verschiddene Fligerparkingen, d'Verbesserung och vun de Cateringinfrastrukturen, den Neibau vun Ateliere fir Buedemgefierer a vun den Hangaren an en neie Business Aviation Terminal, dat zesumme mam Salon d'honneur.

Bis 2032 wäert de Bedreiwer lux-Airport ronn 800 Milliounen Euro investéieren. Nieft lux-Airport wäert och de Staat direkt an d'Infrastruktur mat ronn 200 Milliounen Euro investéieren. Dat an e puer Saachen:

– d'Fuel Farm – do waart Der och invitéiert op d'Inauguration oder den éischte Spuetestéch. Déi nei Fuel Farm wäert 2028 fäerdeg sinn. An ech weess net méi, wien d'Fro gestallt huet, mee ech mengen, do ass effektiv en Deel dovunner, deen och an d'Defensekäschten afléisst;

– dann d'Ekipementer vun der Navigation aérienne, an etappeweis eeben hin zum hybride Kontrolltuerm. Ech mengen, do krut Der eng méi detailléiert Presentatioun an der Chamberskommissioun am September;

– an dann en neie Salon d'honneur: 2029 hu mer d'Presidence vun der EU. Bis da muss déi och stoen.

Zesummegeholl wäerte sech d'Investissementer – also, déi 800 plus 200 Milliounen – op 1 Milliard Euro belafen. Ech mengen, dat ass eng ganz héich Zomm. Si ass awer néideg, fir d'Kompetitivitéit vum Fluchhafen ze erhalen.

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, och do bleiwe mer net stoen. Et gëllt och, iwwert d'Echeance 2032 ze plangen. Ech fannen et wichteg, dass mer weiderhin e gutt Netz vun Direktverbindungen an Europa hunn, an awer och, dass mer Accès op déi grouss international Hubs hunn. All zousätzlech Destinatioun an och all zousätzlech Airline, déi op Lëtzebuerg kënnt, déi op de Findel kënnt, ass och eng Stäerkung vun eiser Connectivitéit.

Verschidde Leit schwätzen och gäre vun enger Direktverbindung an Nordamerika – ob dat Nordamerika oder Kanada ass. Dat sinn natierlech Saachen, déi ech géif begréissen, mee Dir wësst: Hei geet et ëm kommerziell Decisioune vun Airlines. Déi huelen déi Decisiounen.

D'Low-Cost-Airlines oder den Net-Appetitt fir Low-Cost-Airlines ass mentionéiert ginn. Also, ech wëll Iech just soen: Hei gëtt et EU-Reglementatiounen. Hei kann een net diskriminéieren. Mir kënnen net einfach hei Low-Cost-Airlines verbidden. Dat geet net, laut EU-Reegelen.

De Cargoberäich wäert och weiderhin zu engem feste Bestanddeel vum Fluchhafe gehéieren. Dofir strieft de Fluchhafen och déi konsequent Investissementer un, déi ech virdru mentionéiert hunn.

Nieft dësen Aktivitéiten, déi ech elo beschriwwen hunn, musse mer eis awer och fir d'Zukunft kritesch froen, wéi eng Aktivitéiten eventuell net onbedéngt um Findel musse sinn, an ob et net am Interêt vun der Aviatioun als Ganzt ass, fir fir verschidden Aktivitéiten eng alternativ Léisung ze sichen.

Stéchpunkt: Sportfligerei. Ech mengen, mir hu gesinn – a Verschiddener vun Iech hunn dat och mentionéiert –, wa mer sou eng Noutlandung vun engem Sportsfliger hunn, wéi eng Konsequenzen dat fir de Fluchhafe bréngt, Konsequenze fir d'Passagéierinnen a fir d'Passagéier, och fir de Cargoberäich. Volle mussen annuléiert ginn, se mussen deviéiert ginn. Dat huet och en Impakt op eis Connectivitéit. Et huet och finanziell Implikatiounen.

Mir analyséieren dowéinst alternativ Standuerter fir d'Sportfligerei. Ech mengen, dat géif Flexibilitéit fir d'Sportfligerei verbesseren, et géif d'Resilienz am Verkéier stäerken an dann och Capacitéite fir de kommerzielle Verkéier um Findel fräisetzen.

Ech soen net, dass dat en einfachen Exercice ass. Ech hunn och ganz gutt verstanen, dass dat net op Unanimitéit hei an der Chamber wäert falen, mee ech kann awer trotzdeem soen, dass ech d'Motioun vun der Chamber begréissen, déi am Hierscht gestëmmt ginn ass. Ech mengen, et war am November. A virun Enn des Joers ass et op alle Fall meng Ambitioun, ze kucken, emol eng Analys ze presentéieren, wat een do ka maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wéi de Findel sech an Zukunft entwéckele soll, dat soll net projetsgebonne sinn. Et kann een net vun enger Decisioun op déi aner sprangen: Wat ass elo hei gutt fir de Fluchhafen, wat kënne mer maachen? Hei brauche

mer e Gesamtbléck, mir brauchen e Gesamtkonzept. An dat hate mer bis elo am Fong net.

Esou eng Approche vun engem Gesamtkonzept ass eng Première fir de Findel. An d'lescht Joer hu mer un esou engem ... Also, am Fong scho méi laang. Ech sinn elo zwee Joer, e bëssen iwwer zwee Joer derbäi, a mir hunn eis do wierklech direkt derhannert gesat, fir esou en – ech nennen et elo mol – Masterplan auszeschaffen. An dat hu mer och gemaach.

Well d'Prognos, déi mer hunn elo bis 2050, ass, dass d'Reesender wäerten op méi wéi 10 Milliounе klammen an d'Fracht sech wäert ëm 50 % erhéijen. soudass mer eis mussen d'Fro stellen: Jo, wéi wëlle mer domadder ëmgoen? An ech mengen, dat soll een anticipéieren an net dann esou enger Croissance, déi mer awer – vläicht net an deem Mooss, mee awer – wëllen a brauche fir eis Ekonomie .., fir dat ze anticipéieren.

Dofir, dat Planungsdokument, dat ausgeschafft ginn ass: Hei geet et drëms, déi verfügbar Capacitéiten, déi also begrenzt sinn op der Fläch vum Fluchhafen, optimal ze notzen. An et geet och drëms, d'Entwécklung beschtméiglech ze anticipéieren an eeben ze begleeden.

De But ass, eng kloer Zoudeelung vum Espace ze hunn, fir déi verschidde Funktiounen um Fluchhafen dann ze deelen an dann och optimal ze agencéieren. Et solle getrennt Beräicher fir déi wichtegst Funktioune respektiv déi wichtegst Aktivitéiten um Fluchhafe geschaaft ginn: Fracht, Passagéier, Business Aviation, d'Maintenance, och d'éffentlech respektiv déi staatlech Aviatioun, d'Militär an och den Ënnerhalt vum Fluchhafen.

Dat heiten ass also e Strategiedokument, dat mer ausgeschafft hunn. Et si keng fäerdeg Projeten. Hei mussen natierlech Machbarkeetsstudie fir alles gemaach ginn. Do musse Consultatioune gefouert ginn. Et mussen duerno konkreet Projeten ausgeschafft ginn. Et mussen d'Autorisatioune gefrot ginn.

Mee d'Konzept, dat mer wëlle maachen, steet. Dat huet de Regierungsrot och guttgeheescht. An ech hu scho méi laang och mat der Presidentin vun eiser Chamberskommissioun gekuckt, fir en Datum ze fannen, fir dass mer eis do e bëssen Zäit huelen, dass ech Iech dee Masterplan ka virstellen. An ech mengen, mir hunn en Datum am Abrëll, fir dass ech dat ka maachen.

An dëse Masterplan ass fir mech och d'Äntwert op den Optrag, deen ech via de Koalitiounsaccord krut, fir d'Modernisatioun an d'Adaptatioun vun den Infrastrukturen um Findel ze encouragéieren a se soumat dann och fit fir déi aktuell an och d'zukünfteg Besoinen ze maachen.

Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, jo, ech hunn an engem Interview en neie Fluchhafe mentionéiert. An ech mengen, et muss een och kënnen iwwer laangfristeg Defie schwätzen. Ech mengen, dat muss een och kënnen debattéieren.

2060 stousse mir um Findel definitiv un eis Kapazitéitsgrenzen. Dofir, mengen ech, muss een dat awer mentionéieren: Do stousse mer op eis Grenzen. A wat maache mer? Wéi stelle mer eis dat vir, wa mer wëllen doriwwer eraus wuessen? Jo, da brauche mer en neie Fluchhafen!

Ech mengen, déi Diskussioun soll ee féieren. Déi muss ee kënne ganz éierlech féieren. Ech fannen, et ass och d'Verantwortung vun engem Politiker oder enger Politikerin, déi Froen ze soulevéieren. Ech muss Iech awer dann och direkt soen, dass meng Prioritéit ganz, ganz kloer ass, dass mer déi Investissementer – ech hunn Iech der elo e ganze Koup mentionéiert – kuerz- a mëttelfristeg ëmsetzen.

An, ech mengen, Dir gesitt, dee Masterplan, oder Dir wäert et gesinn, wann Der den Detail presentéiert kritt am Abrëll, dee wäert mech a meng Kolleeginnen a Kolleegen an d'Administratiounen, déi hei eng Hand mat upaken, wierklech, jo, genuch beschäftegen. A si wäerten eis och d'Äntwerten op déi kuerz- a mëttelfristeg Defie ginn.

Bei dësen Investissementer ass och d'Nohaltegkeet eng primordial Komponent fir de Fluchhafebedreiwer an och fir de Staat. De Fluchhafen huet sech verflicht, bis 2030 CO_2-neutral ze sinn. An ech wëll do och ënnersträichen: Mir sinn do Deel vun engem Grupp vu wierklech den ambitionéiertste Fluchhäfen an Europa mat dëser Zilsetzung.

Do kann een dann och awer nees de Skypark mentionéieren, deen um Findel ass. Ech mengen, dat ass wierklech e ganz visibelt Beispill – och u mengem Virgänger –, dat wierklech en Engagement fir d'Nohaltegkeet ass. Et ass eng vun deene gréissten Holzbaustrukturen an Europa domadder, mat engem ganz niddrege Carbon Footprint.

Mir sinn op alle Fall och fest entschloss, bei de Brennstoffer an der Aviatioun Virreider ze sinn. Ënner Lëtzebuerger Presidence vum Benelux hunn ech am Dezember d'lescht Joer meng zwee Homologen zu Lëtzebuerg empfaangen. Do hu mer eng ganz Rei vu Recommandatiounen ënnerschriwwen an och konkreet Initiativen, déi mer am Benelux-Raum wëlle lancéieren.

Ech weess net méi, a wéi engem Detail e Pressecommuniqué deemools gemaach ginn ass, mee hei geet et ëm gemeinsam Etüden. Et geet ëm eng Benelux-Roadmap, déi eis Politicken an eis Investitiounsprioritéiten och openee soll ofstëmmen. Et geet ëm grenziwwerschreidend Testflich. Et geet ëm Wëssens- an Datenaustausch, besonnesch och am Bezuch op Investitiounsmodeller, Subventiounen an och finanziell Ureizer. A mir striewen eng verstäerkten Zesummenaarbecht mat den nationalen an internationalen Acteure vun der Loftfracht un, de Fluchhafenautoritéiten, de Fluchgesellschaften an eisen europäesche Partner, dorënner och d'Alliance for Zero Emission Aviation.

Also, d'Ambitioun ass net nëmmen, d'Zukunft vun der Loftfracht ze begleeden, mee se och aktiv a kollektiv ze gestalten, nohalteg, innovativ an am Déngscht vun der Regioun an och vun de Biergerinnen a vun de Bierger. An dës Benelux-Aktioune wëlle mer och Nordrhein-Westfalen abannen, dat wär eng Valeur ajoutée. Emol kucken, ob se dann hei wëlle matmaachen.

Eis Kooperatioun bleift awer net op der Benelux-Grenz stoen. Si reit sech och an eng Rei vun europäeschen Initiativen an, wéi beispillsweis d'ReFuelEU Aviation. Och do si mir als Lëtzebuerg engagéiert. En marge vum leschten Transportministerconseil hunn ech zesumme mat enger Rei vun europäeschen Homologen déi sougenannten eSAF-Early-Movers-Deklaratioun ënnerschriwwen. D'Zil heivunner ass et, d'Adoptioun vun nohaltege Brennstoffer an der Aviatioun ze favoriséieren a sech iwwert d'Best Practices auszetauschen.

An deem Kontext suivéiere mer och d'Entwécklung vun der elektrescher Fligerei, well do ass natierlech ganz vill Potenzial. Hei hu mer och ... Mir haten en direkte Lien am Fong mat der Reduktioun vum Kaméidi, deen d'Madamm Cahen och mentionéiert huet. Ech mengen, déi nei Technologië bréngen nei Opportunitéiten. An dat gesäit een dann och um Beispill vun der neier Embraer vun der Luxair, déi 30 % manner Kaméidi mécht.

Kaméidi. D'Stéchwuert „Kaméidi" ass vu verschiddene vun Iech mentionéiert ginn.

(Interruption par Mme Liz Braz)

Pardon?

Mme Liz Braz (LSAP) | Well se net fléien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Wat, net flitt?

(Interruption par Mme Liz Braz)

O, ech mengen ... Sidd Der scho mam neien Embraer geflunn? Ech kann Iech nëmmen invitéieren.

(Interruption)

Also, ech mengen, dat ass eng ganz, ganz gutt Saach. Ech si schonn domadder geflunn an ech sinn och gutt zeréckkomm.

(Interruption)

Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Wat d'Nuetsvollen ugeet, ech mengen, do verstinn ech och d'Frustratioun vun de Leit, déi ronderëm de Fluchhafe wunnen. D'ANA huet scho méi laang eng Charta mat der Cargolux ënnerschriwwen. Ech hunn, säitdeem ech dësen Job ugefaangen hunn, och gefrot, dass d'ANA mat der Luxair esou eng Charta ënnerschreift. An ech mengen, dës Efforten am Beräich vun de Charten ... Iwwregens ass déi Charta och ënnerschriwwe ginn, mee ech mengen, och méi generell d'Evolutioun vun den Technologien an der Fligerei sinn hei Schrëtt an déi richteg Richtung.

Wat d'Nuetsvollen ugeet, do hunn ech awer wéinstens eng gutt Noriicht fir Iech, well mir gesinn – och wann et elo keng phenomenal Reduktioun ass – awer vun 2024 op 2025 eng Baisse vun ongeféier 6 % vun den Nuetsvollen. Also, d'Situatioun vun den Nuetsvolle verfollege mer ganz, ganz no am Ministère. Mee ech mengen, wat natierlech kloer ass: Mir brauchen eise Fluchhafen a mir brauchen d'Connectivitéit, mee mir sollen hei och wierklech am Respekt vun der Noperschaft fonctionéieren.

Ech hunn nach dräi Minutten, ass dat richteg?

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass genau richteg.

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech hu ganz vill iwwer Mobilité militaire ze soen. Ech mengen, da kommen ech eng aner Kéier dodrop zeréck.

Bon, ech mengen, et waren nach e puer Froen, déi ech mer hei notéiert hat. Dir gesitt, vun all deem, wat ech Iech elo presentéiert hunn, och vum Masterplan hei, ass wierklech mat Héichdrock um Fluchhafen an allem ronderëm geschafft ginn.

Eng Fro, déi mentionéiert ginn ass, si Consultatioune mat concernéierte Stakeholders. Ech mengen, dat ass ganz wichteg fir mech: ëmmer mat sämtleche Stakeholders a Consultatioun ze sinn, fir iwwer Sujeten, déi ustinn, ze schwätzen.

Elo eng Quadripartitt anzeféieren ... Bon, do froen ech mech, éierlech gesot, firwat mäi Virgänger dat net agefouert huet. Et gëtt eng Commission consultative aéroportuaire. Do sinn d'Gemengen dran, do ass d'Association civile dran, do sinn d'Ministèren dran, do sinn d'Administratiounen dran, lux-Airport. Déi kënnt am Prinzipp eemol am Joer zesummen. Do allerdéngs, géif ech soen, wär et vläicht gutt, wann déi méi oft géif zesummekommen.

Meng Ambitioun ass ganz kloer, e modernen, effizienten a resiliente Fluchhafen ze hunn, deen de Besoine vun de Reesenden, awer och vun de Betriber an der Logistik gerecht gëtt, an der Connectivitéit vun eisem Land, fir dass mer do wierklech en héijen Niveau kënne garantéieren.

Déi geplangt Investitiounen an d'Infrastruktur an d'Operatiounen um Findel sinn dorop ausgeriicht, eng zouverlässeg an zukunftsfäeg Plattform ze schafen, déi eis och a Krisenzäite weider mat der Welt verbënnt. Gutt a gutt duerchduechte Planung geet dobäi Hand an Hand mat Verantwortung. Doséinst hu mer dee Masterplan ausgeschafft.

An och fir de Masterplan wëll ech alleguer deenen, déi hei matgeschafft hunn a mengem Ministère, den Administratiounen an och lux-Airport Merci soen. Mir wëssen, dass dat elo am Fong eréischt den Ufank ass. Et ass ganz vill Aarbecht an dee Masterplan gaang, mee elo fänkt déi richteg Aarbecht eréischt un. Dës Schrëtt mussen och d'Nohaltegkeet am Bléck hunn an derfir suergen, dass mir eisen zivillen Ambitiounen an och eise militäreschen Engagementer gerecht ginn.

Ganz kuerz, d'Kläranlaggesetz vu September 2018: Do kann ech Iech soen, dass d'Aarbechten amgaang sinn ënnert dem Lead vum Syndicat SIDEST. D'Ausbaustuf „fonctionnel" wäert Enn 2027 sinn, an d'Fin des travaux no 2030.

Et ass eng zweet Landepist, eng zweet Bunn, gefrot ginn. Dat ass net méiglech. Wat mir kucken ze maachen, ass eng Contingency-Pist, well dat geet. Mee de Problem ass eeben hei d'Gréisst vun der gesamter Zone aéroportuaire. Dofir ass eng zweet richteg Pist net méiglech. Dat heescht, déi Contingency-Pist wäert elo keng nei Capacitéite bréngen, mee ech mengen, dat ass awer e ganz, ganz wichtege Volet.

Voilà! Ech sinn op 30 Minutten.

Ech sinn op alle Fall, an dat wëll ech Iech hei och ganz kloer soen, determinéiert a mat all den Ekippen och ganz engagéiert, fir eise Findel op d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer ze preparéieren. An ech freeë mech, an d'Chamberskommissioun ze komme fir de Masterplan, deen, wéi gesot, en Dokument ass, wou all d'Detailer herno mussen ausgeschafft ginn, mee et ass d'Strategie fir d'Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, datt nach dräi Froen do sinn. Ech gi fir d'éischt dem Här Sehovic d'Wuert, dann dem Här Goergen an dann dem Här Cruchten. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Merci och, Madamm Ministesch, fir all déi Erklärungen. Fir d'éischt emol begréissen ech d'Nouvelle, dass e Masterplang kënnt. Dat kënnt eigentlech där Demande entgéint, déi mer och an der Motioun als Éischt formuléiert hunn, nämlech eng strateegesch Visioun ze entwéckelen. Ech weess, dass Der eis haut elo net all d'Detailer wäert soen, do waarden ech dann och gären op d'Kommissiounssëtzung.

Eng Fro awer kënnt Der vläicht schonn haut beäntwerten, nämlech wat de Planungshorizont ass vun deem Masterplang. Gitt Der do bis 2050 oder doriwwer eraus? Oder wat ass den Zäithorizont, an deem Der do dann eebe geplangt hutt?

Dat Zweet betrëfft d'Nuetsvollen. Effektiv huet d'ANA rezent mat der Luxair eng Charta ënnerschriwwen, an da virun e puer Joer och scho mat der Cargolux. Ech hu versicht, déi Chartaen ze fannen, an ech hu se wierklech net fonnt um Internet. Ech weess elo net, ob se iergendwou public sinn, mee d'Fro wär: Wat steet genau an deene Chartaen dran? A sinn dat fest Obligatiounen? Sinn dat Intentiounserklärungen?

Also do hunn ech elo grouss Schwieregkeete gehat, wierklech nozevollzéien, wat do genau dran ass an awéifern se dann tatsächlech och d'Airlines verflichten, do dann eeben um Niveau vun den Nuetsvollen d'Zuel ze reduzéieren. Gëtt et do och envisagéiert, dat och nach mat weideren Airlinen ze maachen?

An dann, well ech dann awer elo zur Kenntnis huelen, dass Der eigentlech weiderhin dorunner festhaalt, dass dann eeben – Dir hutt elo d'zweet Hallschent vum Joerhonnert genannt, et ass elo 2060 genannt ginn – en neie Fluchhafen iergendwou anescht misst gebaut ginn.

Wou wär dat dann Ärer Meenung no? Dat als éischt Fro. An d'zweet Fro: Wéi gesitt Der dat? A wat bedeit dat fir all déi aner Infrastrukturen, déi an der Logistikketten enk verbonne si mam Fluchhafe Findel?

Ech denken do un en Hafen zu Mäertert, wou et wichteg Verbindunge gëtt, d'Logistikentreprisen an esou weider an esou virun, déi jo elo haut an engem Netz fonctionéieren an déi och Planungssécherheet brauchen op hire jeeweilege Plazen. Mat wat sollen déi dann elo plangen? Mussen déi aner Routen an Zukunft virgesinn, dass se iergendwann an Zukunft Fluxen a Logistikfluxen an den Norde mussen organiséieren, oder kënne se dorobber zielen, dass dat weider zentral am Land wäert méiglech sinn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dir musst der Ministesch och eng Chance gi mat all deene Froen. Et ass bal net méiglech, se ze verhalen an esou enger kuerzer Zäit.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Ech widderhuele se gären nach eng Kéier, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, et war elo net, fir erëm eng Kéier opzestoen. Et ass gutt. Merci! Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, ech komme gären och op all déi Froe vläicht méi am Detail zeréck, wa mer eis dann an der Chamberskommissioun gesinn. Ech mengen, ech hu ganz kloer gesot, dass ech net un engem neie Fluchhafeprojet schaffen, dass een awer soll kënnen doriwwer schwätzen.

Ech konzentréiere mech hei op d'Ëmsetzung vun engem Masterplan, un deem ech elo zwee Joer intensiv geschafft hunn, mat ganz villen Ekippen. Dat ass e Planungsdokument iwwert déi nächst Joren. Dat ass, fir an Etappen ze kucken, wat ee mat deem Espace ka maachen, deen et haut gëtt. Do ass elo keen Datum bis dann an dann drop fixéiert, well dat eppes ass, wat muss kënne successiv gemaach ginn. An dat ass doran eebe festgehalen.

D'Charta, ech weess elo net, ob déi Chartae public sinn. Ech weess, dass d'ANA doriwwer kommunikéiert huet, wéi déi lescht mat der Luxair ënnerschriwwe ginn ass. Mee ech mengen, doriwwer kann ech Iech dann och Detailer an der Chamberskommissioun soen. Mir ass och net bekannt, dass d'ANA mat aneren Airlines amgaange wär ze kucken, weider Chartaen ze ënnerschreiwen. Mee dat wäert ech dann och d'ANA froen.

Mir war et elo mol wichteg, dass déi zwee Carriers, déi wierklech hei zu Lëtzebuerg baséiert sinn, eng Charta ënnerschriwwen hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci och, dass Der d'Fro unhuelt. Et geet net ëm deen neie Fliger, fir deen Dir iwwregens näischt kënnt, well dat war nach déi al Regierung, déi deen deemools bestallt hat. Mee wann elo déi nei Fligere komme vum Typ 737 MAX 7 zum Beispill, hutt Der jo virdru gesot, et wier eng kommerziell Entscheedung, ob Fluchgesellschaften, wéi zum Beispill amerikanesch Fluchgesellschaften oder kanadescher, heihinnerkommen.

Mee ech weess jo awer, dass Der exzellent Relatioune mat eiser nationaler Fluchgesellschaft hutt. An déi hunn déi Maschinnen nu mol bestallt, déi déi Kapazitéiten hunn. Dat si 5.800 Kilomeeter par rapport zu 5.000 op Dubai, dat heescht, herno kéint de 737 MAX 7 dat ouni Problem maachen.

Wäert Der dann do mat där Fluchgesellschaft eng Kéier an d'Gespréich goen a froen, ob mer vläicht a Richtung Kanada – zum Beispill Montreal, wou mer jo awer Lienen hätte schonn eleng iwwert d'Sprooch – kéinten eng Verbindung hunn, well mir hate mat der Icelandair ëmmer eng, déi ganz gutt fonctionéiert huet. Ech verstinn, wann amerikanesch Fluchgesellschafte vläicht net Lëtzebuerg direkt op der Prioritéitelëscht hunn, mee Dir als Regierung kéint awer der nationaler Fluchgesellschaft e klengen Ustouss ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Also ech mengen, eis national Fluchgesellschaft … Éischtens sinn ech net de Porte-parole vun der nationaler Fluchgesellschaft. An ech mengen, si missten do als Gesellschaft déi richteg Decisiounen huelen, déi kommerziell och Sënn maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wéilt fir d'alleréischt der Madamm Minister villmools Merci soe fir deen interessanten Echange, dee mer hei mat hir haten. Ech hat hir eng Fro gestallt, ech verstinn awer, wa se dat elo net kéint aus dem Stand eraus soen, mee ech wollt awer nach eng Kéier nofroen.

Mir haten 2018 e Gesetz gestëmmt, wou mer d'Finanzéierung vun der Kläranlag – ech mengen zu Uewersyren, kann dat sinn? – gestëmmt hunn, wou et eeben drëms gaangen ass, fir …, déi muss nämlech eens gi mat den Decheten, déi um Fluchhafe produzéiert ginn. An ech wollt froen, ob dee Projet ganz realiséiert ass oder ob deen nach an der Realisatioun ass, respektiv ob bei deem, wat mer deemools do gemaach hunn, sech elo erausstellt, dass dat elo duergeet op där Kläranlag oder ob nach méi muss gemaach ginn.

Wann Der awer net kënnt dorobber äntwerten, sinn ech ganz gäre bereet, och eng Kéier an der Kommissioun oder spéider eng Kéier dorobber zréckzekommen.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Also, sou wéi ech verstanen hunn, schwätzt Dir vun deem Gesetz vum September 2018. Da muss ech constatéieren, dass Der mer virdrun awer net esou attentivement nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Wannechgelift!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Well déi Aarbechten ënnert dem

Lead vum Syndicat SIDEST lafen ..., an esou wéi ech elo informéiert sinn – mee ech mengen, do kënne mer och méi Detailer vläicht nach eng Kéier dann noreechen –, ass d'Ausbaustuf „fonctionnel" Enn 2027 fäerdeg a Fin des travaux vun deem Ganzen ass no 2030. Méi Informatiounen hunn ech elo hei net, mee déi kënne mer awer gären noschécken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. An dann hu mer nach eng lescht Fro vum Här Lemaire, wann ech richteg verstanen hunn, an dann ass d'Diskussioun duerno ofgeschloss. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci. Elo hunn ech schonn Angscht, ob ech dann déi ganz Zäit gutt nogelauschtert hunn – ech versichen dat elo emol!

(Hilarité)

Just eng kuerz Nofro. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer net un deem Nuetsfluchverbuet elo wëlle réckele goen. Gottseidank!

Just déi Fro, well mer jo déi eng Landepist, Startpist, déi eng Bunn hunn: Gëtt et do eventuell e Konzept, wéi mer do kënne virgoen, fir awer kënnen d'Frequenz ze erhéijen, dass mer méi Fluchbeweegungen hunn, déi do méiglech sinn duerch eng aner Koordinatioun? Oder ass do iergendeppes méiglech an deem Beräich?

Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Wéi ech probéiert hunn, virdrun ze erklären, ass eng zweet Pist net méiglech. Mir schaffen un enger Contingency-Pist. Déi ass virgesinn an der Zukunft, wäert awer net d'Capacitéit erhéijen. Dat ass net méiglech.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Interpellatioun ofgeschloss.

Motion 1

A mir hätten nach eng Motioun, déi mer zu dësem Sujet missten diskutéieren an déi den Här Meris Sehovic hei deposéiert huet.

Här Sehovic, ech ginn dovunner aus, datt Der duerno wäert schwätzen?

(Assentiment)

Da froen ech: Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech gesinn d'Madamm Cahen, den Här Lemaire. Madamm Cahen, fänkt Dir un.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Merci och, Här Sehovic, fir déi Motioun. Also ech verstinn, dass, wann een eng Interpellatioun mécht, een dann natierlech och eng Motioun wëll deposéieren. Allerdéngs, wann ech se liesen, virun allem d'Invitten, da stellen ech fest, dass Verschiddenes scho grad gemaach ginn ass, dass d'Ministesch elo scho wierklech ganz vill Detailer ginn huet, och gesot huet, dass se ëmmer nees an d'Chamberskommissioun kënnt. Dat wësst Der och, dass se wierklech extreem present do ass, a ganz ... Mir hu lo grad scho ganz transparent der Ministesch respektiv der Regierung hir Visioun hei presentéiert kritt.

Och déi finanziell Aspekter, d'Investissementer huet se hei presentéiert, den Accord Benelux, deen ënnerschriwwe ginn ass fir d'Transition écologique. Dat heescht, alles, wat Der hei frot ... Ech verstinn, dass Der et frot, mee ech mengen, ganz vill vun deene Froe si schonn elo beäntwert ginn a wäerten och an der Chamberkommissioun, wat de Masterplan ugeet, weider beäntwert ginn. An dofir géing ech menger Fraktioun hei proposéieren, déi Motioun hei net matzestëmmen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Elo den Här Lemaire, duerno den Här Eicher, den Här Goergen an dann den Här Cruchten. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci. Déi heite Motioun stellt u sech genee déi Froen, déi mir och gestallt hunn elo an dem Beräich Fluchhafen, déi mer och fir aner Beräicher gestallt hunn: Wou wëll dës Regierung hin? Wat ass hiert laangfristegt Zil, hire Plang? Mir fannen déi Froe méi wéi berechtegt. An an deem Sënn wäerte mer dës Motioun elo gäre matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Eicher.

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, ech verstinn och, datt déi Froe gestallt ginn. Ech soen nach villmools Merci fir se, mee et ass jo awer elo esou: Mir hu vill Explikatioune kritt. En plus ass d'Kärfro, déi derbäi ass, déi, d'Strategie virzestellen, wou mir eis och Gedanke gemaach hunn a wou mer elo frou sinn an och héieren hunn, datt mer déi schonn am Abrëll virgestallt kréien. Ech mengen, esou vill Gedold wäerte mer nach hunn, fir et bis den Abrëll ze packen. A wa sech duerno eppes deet, kann een dat nach ëmmer noreechen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. Also, wann een d'Rieden e bësse lauschtert vun den zwee Auteuren, hu se jo awer e bëssen en anert Bild, wéi och d'Zukunft vum Findel soll ausgesinn, och wann een elo seet: Stratégie sur la spécialisation, Intégration européenne. Huele mer zum Beispill .... Leider fonctionéiert dat an Europa nach net. Huele mer Léck am Moment: Léck mécht eis am Frachtberäich immens vill Konkurrenz. Se si souguer elo an den Tonnen iwwer eis ewech komm. Dat heescht, déi europäesch Ofsprooche fonctionéieren nach net. An ech mengen net, dass mer an der Optik wären, dass mir sollten elo um Findel schonn zréckfueren, wärend anerer nach ausbauen.

De Findel – hunn ech virdrun a menger Ried gesot – stäerkt eist Land. De Findel ass wichteg. An duerfir sollte mer de Findel och an Zukunft stäerken. Duerfir kënne mir dës Motioun net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Da geet d'Wuert un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, villmools merci. Merci och, Här Sehovic, fir déi, fannen ech, wierklech gutt Motioun, bei där ech och wierklech menger Fraktioun géif recommandéieren, se ze stëmmen. Well et sinn hei zwou interessant Saachen dran. Eng Kéier ass dat déi Geschicht vun der Strategie. An, Här Eicher, ech hat et elo net esou verstanen, wéi wa sollt eng Strategie hei ausgeschafft ginn, mee et sollt e Masterplang am Abrëll virgestallt ginn. An Dir reagéiert am Fong op déi Besoinen, déi kommen. Mee et ass awer net dat, wat déi heite Motioun fuerdert. Déi heite Motioun fuerdert schonn eng kloer strateegesch Visioun doriwwer: Wat wëlle mer mat deem Fluchhafen? Wëlle mer alles sinn? Ech hat et virdru gesot: Wëlle mer an Zukunft nach Frachtfluchhafen an tutti quanti an alles zäitgläich si mat eeben deene Restriktiounen, déi eis gi sinn? Oder musse mer eis vläicht op e puer Saache konzentréieren? A wat fir eng kéinten dat sinn? Dat wär fir mech eng strateegesch Fro.

An dann eng zweet Saach, an dat wëll ech awer der Regierung zegutthalen, an d'Madamm Minister huet et opgezielt, et gëtt vill geschafft um Findel an et ass nach vill a Beweegung an et kommen och nach vill Projeten. Souwuel si wéi och hire Virgänger hunn do eng ganz Partie Saachen un d'Rulle bruecht. Mee ech hunn awer d'Impressioun, wéi wa mer ëmmer nëmme géifen an der Reaktioun feststiechen, dass mer eigentlech ëmmer sou ..., dat, wat ech virdru gesot hunn: Mir fuere weider wéi bis elo, mee mir leeën allkéiers nach ëmmer eng Schëpp drop a mir maachen e bësse méi. An dat fannen ech schued.

Eng zweet ganz interessant Saach, déi hei an där Motioun dran ass, dat ass déi Geschicht vun deem strukturéierten Dialog, dee mat de Bierger ronderëm de Fluchhafe soll organiséiert ginn. Ech fannen dat wierklech derwäert. An den Här Sehovic huet eis gesot, dass se dat zu Esch an engem anere Kontext gemaach hunn. Dat fannen ech derwäert, dass mer doriwwer eis eng Kéier géifen ... A wann Der déi Motioun hei och elo ecartéiert, da kommt, mir schwätzen op d'mannst an der Kommissioun eng Kéier doriwwer. Dat fannen ech eigentlech eng gutt Saach, zemools wa mer de Bilan kréien, dass et anerwäerts funktionéiert huet. Da sollte mer et vläicht och hei probéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà! Merci, Här Cruchten. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da géing ech dem Interpellateur d'Wuert ginn, fir nach eng Kéier op seng Motioun anzegoen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Merci. Ech maachen et ganz kuerz. Ech hunn elo seelen esou léif eng Motioun refuséiert kritt vun der Majoritéit wéi haut.

(Hilarité)

Et bleift, dass mer effektiv eng méi oder manner buchhalteresch Opzielung vu Projeten an Investitioune virgestallt kritt hunn. Ech erkennen un, dass do e Masterplang ënnerwee ass. Ech ginn och gären der Regierung d'Chance, deen ze presentéieren. Mee ech insistéieren awer op de Fait, dass et genau dorëms geet, wat den Här Cruchten gesot huet, nämlech déi richteg Choixen ze treffen an net nëmmen ëmmer méi a méi ze maachen.

An dat Zweet, wat ech awer e bësse bedaueren elo, ass, dass Der dat esou séier ewechgewëscht hutt, dee strukturéierten Dialog, deen institutionaliséierten Dialog, dee reegelméisseg stattfënnt mat de Biergerinnen a mat de Bierger, déi en Impakt dovunner hunn an déi och Stakeholder sinn. Dir hutt gesot, Dir gesitt ganz vill Stakeholder. Ech sinn zimmlech sécher, dass Der d'Stakeholder, déi um Findel selwer sinn, méi oft gesitt wéi d'Biergerinnen an d'Bierger, déi ronderëm wunnen. An dat brëngt nëmme Plussen. Mir haten och zu Esch Bedenken am Ufank. Et léisst een d'Biergerinnen an d'Bierger zum Deel an operativ Prozesser vun engem Betrib eraluussen. Et brëngt nëmme Guddes. Et schaaft Akzeptanz a Vertrauen. An do géing ech wierklech nach eng Kéier den Appell maachen, dat vläicht nach eng Kéier ze iwwerdenken an dann och gären eng Kéier op Esch laanschtzekomme fir ze kucken, wéi mer dat mat der Stolindustrie hikréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Bon. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Vote sur la motion 1

An da géing ech d'Motioun Nummer 1 vum Här Meris Sehovic zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 23 Jo-Stëmmen, 37 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass

also ofgeleent mat 37 Nee-Stëmme géint 23 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gérard Schockmel), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

20. Ordre du jour (suite)

An éier mer elo zum Schluss vun eiser Sëtzung vun haut kommen, wollt ech Iech nach proposéieren, déi fräisteeënd Motiounen, déi haut deponéiert goufen, an de Sëtzunge vu muer an iwwermuer ze diskutéieren an doriwwer ofzestëmmen.

An ech géing proposéieren, fir e Mëttwoch de Mëtten d'Motioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert de Réckruff vu Puddermëllechen als zweete Punkt vum Ordre du jour no der erweiderter Fro Nummer 72 vum Här Laurent Mosar iwwert d'SES zu Lëtzebuerg ze evakuéieren. D'Motioun vum Här Dan Biancalana iwwert de Programm fir de Schutz vun den Zeie géing nom Projet de loi Nummer 7424A drukommen.

Wat d'Sëtzung vun en Donneschden ugeet, géingen d'Motioune vum Här Fred Keup, dem Här Gilles Baum a vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'separat Jongen- a Meedercherstoiletten an d'Bekämpfung vun der Diskriminéierung direkt am Ufank vun der Sëtzung als éischte Punkt evakuéiert ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour a mat dëse Propositiounen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 11.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.37 heures.)

125e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 43**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Hommage à la mémoire de M. Lucien Weiler, Président d'honneur** **p. 43**
   M. Claude Wiseler, Président | M. Laurent Zeimet | M. Luc Frieden, Premier ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 11.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Hommage à la mémoire de M. Lucien Weiler, Président d'honneur

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Lucien Weiler, Madamm Maréchale de la Cour, mir gedenken haut eisem Éierepresident, dem Lucien Weiler. Hien ass den 1. Februar am Alter vu 74 Joer onerwaart gestuerwen. Hie war e grousse Politiker. Hie war fir vill vun eis e gudde Frënd.

Hie war vu Beruff Affekot, e leidenschaftlechen Affekot an och een, deen eppes vun Droit verstanen huet, wat d'Saachen net méi schlecht gemaach huet. Hien huet sech mat de Suergen a Problemer vun de Leit beschäftegt, vill Aarbechtsrecht gemaach, sech ëm d'Leit bekëmmert, an dat war him wichteg.

De Luss huet bal säi ganzt Liewen zu Dikrech gewunnt. Hien hat seng Etüd do an tëschent 1986 an 1993 war e Conseiller respektiv Schäffen am Dikrecher Gemengerot. Dunn huet hie mat der lokaler Politick opgehalen, fir sech méi kënnen op seng Aarbecht am Parlament an a senger Etüd ze konzentréieren. Hie wollt alles gutt maachen an net permanent e schlecht Gewëssen hunn.

An de 70er-Joren huet hie sech an der CSV engagéiert, zesumme mat enger Generatioun vu Politiker, déi duerno vill Responsabilitéit am Land iwwerholl hunn. E Grupp vu Frënn, déi zesummegehalen hunn. Deene Frëndschaften ass de Luss ëmmer trei bliwwen. Och dat war charakteristesch fir hien: trei an der Frëndschaft. An ech muss soen, ech hunn dat besonnesch appreciéiert.

1984 ass hien eng éischte Kéier fir d'CSV aus dem Norden an d'Chamber gewielt ginn. Duerno gouf e fënnefmol erëmgewielt, soudatt e bal 30 Joer ouni Ënnerbriechung Member vum Parlament war. D'Leit woussten, wat se un him haten, an hunn him iwwert d'Joren ewech hiert Vertraue geschenkt.

Hien huet an der Chamber virun allem u gesellschaftspoliteschen a juristeschen Dossiere geschafft. En huet sech staark an der Justiz-, an der Reglementsan an der Finanz- a Budgetskommissioun engagéiert, sief et als President oder als Member. An deenen dräi Kommissioune war en e wichtege Pilier. Hie war Rapporter vun iwwer 30 Gesetzesprojeten.

D'Jugend an de Jugendschutz war en anere Sujet, deen him um Häerz louch. Vun 2000 bis 2003 war hie President vun enger Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse". Am Ofschlossrapport ware 40 Mesüre festgehale ginn, déi an enger Orientéierungsdebatt iwwert de Jugendschutz heibanne presentéiert an debattéiert gi sinn. Eng parlamentaresch Initiativ, déi Dossiere weidergedréckt huet, well se dem Lucien an anere Parlamentarier wichteg waren, am direkten Asaz fir d'Leit, an dësem Fall fir déi Jonk.

De Lucien Weiler war aacht Joer Fraktiounschef vun der CSV, vun 1996 bis 2004, eng Aufgab, déi net ëmmer einfach war. All déi, déi Fraktiounschef sinn oder waren, déi wëssen dat a kënnen et bestätegen. De Fraktiounschef Lucien Weiler huet säi Posten an engem Interview 1996 mat engem Kapitän vun engem grousse Schëff verglach, dat heiansdo a rouege Gewässer an heiansdo bei Donnerwieder a Stuerm ënnerwee ass. Hien huet mat sengem dréchenen Humor, dee jiddweree kennt, deen hie kannt huet, gesot, e géing hoffen, datt wärend senger Zäit als Kapitän dat Schëff, also d'CSV-Fraktioun, weeder d'Schicksal vun der Bounty nach vun der Titanic misst erleiden. Ech mengen, dat war him gelongen.

Hie war en erfuerene Fraktiounschef, wéi ech 1999 an d'Chamber gewielt gi sinn. Als jonken Deputéierten ass ee jo normalerweis nach zréckhalend a schei. Enfin, dat war déi Zäit mol esou.

(Hilarité)

Wéi ech fir d'éischt bei de Lucien Weiler an de Büro gaange sinn, fir ze diskutéieren, wellech Dossieren ech soll behandelen, sinn ech dovunner ausgaangen, et géing mol eng Léierzäit ageluecht ginn. Deem war awer wierklech net esou. Ech krut gesot: „Du méchs elo d'Educatioun, de ganzen Dossier. Maach dat, wat s de fir richteg fënns. Looss der haaptsächlech vu kengem draschwätzen, a scho guer net vun der Regierung. Wann s de Schwieregkeeten hues, kënns de bei mech." Ech mengen, ech hat emol keng Zäit, fir Jo ze soen, du war d'Saach scho kloer a mir sinn op den nächste Punkt vum Ordre du jour komm. Esou ass dat mam Luss gaangen.

En huet deene jonke Leit – ech war dat an der Zäit – gehollef a getraut. An ech sinn him och dofir dankbar an dankbar fir vill aner Gesten an deene Joren duerno. Ech hat am Fong ni d'Geleeënheet, fir him dat ze soen. Ech sinn awer sécher, e wousst et, mee ech hunn et elo misse soen.

Um Dag vu sengem 53. Gebuertsdag, den 3. August 2004, ass de Lucien Weiler Chamberpresident ginn. Bei senger Untrëttsried hei am Plenum sot en, datt hie sech als President wëll leede loossen, an ech zitéieren, „vun deem, wat meng Elteren, respektiv dee Mann, deem ech an der Politick villes, wann net alles ze verdanken hunn, nämlech eise fréiere Vizepresident, den Ed Juncker, mech geléiert hunn: [An dat heescht:] ‚Kuck fir d'éischt no deenen, fir déi s du d'Verantwortung dréis, a kuck fir d'lescht no dir.'" Schluss vum Zitat.

Et ass no deem Motto, wou de Lucien Weiler seng Aarbecht als Deputéierten, als Fraktiounspresident an als Chamberpresident gemaach huet. Hie war sech der Verantwortung bewosst, déi hien als Chamberpresident hat, mee huet och déi aner Deputéiert un hir Responsabilitéit erënnert.

A senger Untrëttsried sot hien och nach, an ech zitéieren: „An dësem Haus ass bei all Vott jidder eenzelnen Deputéierten d'ganzt Vollek. Dacks si mir eis dëser Ufuerderung net ausreechend bewosst. Mir mussen eis se awer ëmmer a permanent an d'Gediechtnis zréckruffen." An ech mengen, dat gëllt och nach haut.

Déi „gro Eminenz", wéi de Lucien Weiler alt emol an der Press genannt ginn ass – an ech mengen, ech si berechtegt, dat hei ze widderhuelen –, huet als éischte Bierger vum Land vill zur Emanzipatioun vun der Chamber bäigedroen. Ech zitéieren nach emol aus senger Untrëttsried, wou hie sot: „Och wann et normal ass, dass et eng zolidd Nuebelschnouer tëschent der parlamentarescher Majoritéit an der Regierung gëtt […], esou wënschen ech mer, dass d'ganzt Parlament op dem Wee vun der Emanzipatioun virukënnt, well dat ass de Sauerstoff fir eis Demokratie. Et ass net eng Optioun fir d'Parlament, sech eng eege Meenung ze leeschten, mee et ass eng konstitutionell Obligatioun, sech esou eng Meenung ze bilden." A wéi esou oft huet de Lucien mer aus dem Häerz geschwat.

De Lucien Weiler war sech bewosst, datt zu enger demokratescher Ausernanersetzung och d'Oppositioun gehéiert, an huet säi Bescht gemaach, fir all politesch Grupp gläich ze behandelen. Hie war e Mënsch vum Dialog. An de Kommissiounen, mee och am Plenum an an der Fraktioun war en ëmmer beméit, fir e Konsens ze fannen, am Respekt vu jiddwerengem.

De Lucien Weiler huet sécher säi Mandat als Chamberpresident mat der noutwendeger Neutralitéit ausgefëllt. Mee, an dat huet mech an där Zäit impressionéiert, hien huet awer net gescheit, de Prestige vum Amt ze benotzen, fir Causen, déi him wichteg waren, weiderzebréngen. An ech erënnere mech u seng éischt Aktioun als neie Chamberpresident, dat war 2005, wou hien eng ongewéinlech Pressekonferenz gehalen huet, fir op d'Situatioun vu ville Frae wärend an no engem Divorce opmierksam ze maachen. Deemools war d'Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert d'Reform vum Divorce amgaangen, e Sujet, mat deem sech de Lucien Weiler duerch seng Experienz an der Etüd gutt auskannt huet a fir deen hie sech och agesat huet.

De Luss wousst, wéi déi politesch Riedercher dréien. Als Deputéierten huet hie vill argumentéiert, als Fraktiounschef seng Truppe beienee gehal an als Chamberpresident fir Rou an Uerdnung heibanne gesuergt an d'Parlament no bausse vertratt. Hie stoung fir Equiliber, Stabilitéit an eng Demokratie, déi sech duerch Dialog a Respekt auszeechent.

Hie war gär Chamberpresident. An ech kann dat gutt novollzéien. Hie war den éischte President, deen 2006 an dat nei renovéiert Printz/Richard-Gebai geplënnert ass, an de Büro, deen haut, 20 Joer a véier Chamberpresidente méi spéit, nach zimmlech d'nämmlecht ausgesäit: voller Souveniren, an haut voller Regret.

De Lucien Weiler war e grousse President vun dësem Haus. An e war e gudde President. 2013 ass hien net méi mat an d'Wale gaangen, fir méi Zäit, esou sot hien, mat der Famill ze verbréngen an erëm méi a sengem Beruff als Affekot aktiv ze ginn. Dat ass him awer net ganz gelongen. Dräi Joer drop ass hien zum Maréchal de la Cour beim Grand-Duc Henri genannt ginn. Och dat weist säin Attachement un eis Institutiounen. 2020 ass en dunn definitiv an d'Pensioun gaang.

De Lucien Weiler huet sech säi Liewe laang fir d'Land an d'Leit agesat. Hie war ee vun deene Mënschen, déi anere Leit wëllen hëllefen, deenen et méi schlecht geet. Sech ëm d'Suergen a Problemer vun aneren ze bekëmmeren, zitt sech wéi e roude Fuedem duerch säi politescht an och säi privat Liewen. Vill Leit hei am Haus kënnen dat bezeien.

De Weilesch Luss war e Mënsch mat Humor. Hien hat awer och Temperament. En huet Hénger geziicht. E war en Dikrecher. E war e Familljemënsch. E war sozial engagéiert. E war e Frënd. An nach esou villes anescht.

Eise Kolleeg Charel Weiler, dem Lucien säi jéngste Fils, sot leschte Samschden an der Abschidsmass fir säi Papp, nodeems datt e gesinn huet, datt d'Kierch strubbelvoll war: „Hien huet wuel net alles falsch gemaach. Hien huet ganz villes richteg gemaach."

Mir soen dem Lucien Weiler haut Merci fir dat, wat hien an der Chamber an dobausse fir d'Land a seng Leit gemaach huet. Am Numm vun der ganzer Chamber wëll ech op dëser Plaz der Famill, mat virop dem Marcelle, dem Paul, dem Charel an den Enkelkanner, eist opriichtegt Bäileed ausschwätzen.

Ech ginn elo dem Fraktiounspresident vun der CSV, dem Laurent Zeimet, d'Wuert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, Madamm Maréchale de la Cour, léif Famill vum Lucien Weiler, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir erënneren haut un de Lucien Weiler. Zesummen éiere mer eise fréiere Chamberpresident. D'CSV-Fraktioun erënnert och un hire fréiere Fraktiounspresident, Kolleeg, Frënd a Papp.

Vun 1996 bis 2004 huet de Luss eis Fraktioun och duerch méi stiermesch Zäite guidéiert. An e sot: „Eng spannend a gläichzäiteg eng usprochsvoll Aufgab." Sou sot hien iwwer seng Missioun. „Et verlaangt vill Ausdauer, mee et huet mer och vill Freed gemaach." Seng deemoleg Kolleegen erënnere sech, datt de Luss d'Fraktioun ëmmer mat Asaz zesummegehalen huet. Och wann d'Meenunge mol wäit ausernee louchen, huet hien de Kompromëss gesicht.

De Lucien Weiler huet duerch seng parlamentaresch Aarbecht net nëmmen un der Legislatioun vum Land, mee och u senger Geschicht matgeschriwwen. D'Reform vum Aarbechtsrecht, d'Reform vum Mietgesetz, d'Reform vum Scheedungsrecht, d'Reform vum Geheimdéngscht, d'Reform vun eiser Verfassung droen och dem Lucien Weiler seng Handschréft, déi vun engem Sozialpolitiker, deem d'Institutioune vum Land wichteg waren, esou wichteg, datt e sech bewosst war, datt Institutioune sech musse veränneren, mat der Zäit goen, fir kënne weiderzebestoen.

Mir diskutéieren haut erëm iwwer eng Moderniséierung vum Jugendschutz, e Sujet, deen de Lucien Weiler viru 25 Joer hei am Haus mat enger Spezialkommissioun an d'Aktualitéit gehuewen huet. D'Rechter vu Kanner a Jugendlecher louchen him um Häerz. „Ech war als Deputéierten an der Justizkommissioun beméit, déi ënnerschiddlech Meenungen zesummenzeféieren an e Konsens ze schafen. Dat ass wichteg, fir d'Land virunzebréngen." Duerch seng mënschlech Qualitéiten huet hien et fäerdegbruecht, Dossiere virunzedreiwen, mat Kompetenz a Bescheidenheet.

De Lucien Weiler war e Chrëschtlech-Sozialen aus Iwwerzeegung, eng Iwwerzeegung, déi hie vun doheem mat op de Wee kritt huet, an hien huet ni vergiess, vu wou e koum. Wäerter, déi him a senger politescher Aarbecht Orientéierung ginn hunn. An ech kéint mer virstellen, datt den „C" fir de Lucien Weiler déi Bedeitung hat, déi den Heiner Geißler esou definéiert huet: „Das C ist in einer weitgehend säkularisierten Welt das, was es von Anfang an war: Provokation, Ärgernis; es ist unbequem, Herausforderung, Stein des Anstoßes. Aber es ist auch, wie schon immer, Signal in einer Zeit des Wertewandels, Hoffnung in einer angsterfüllten Zeit, Maßstab in einer Zeit grenzenloser Freiheit, menschliches Gegengewicht zu einer entfesselten Technik und Wissenschaft."

Seng Iwwerzeegung huet hien a gesellschaftspolitesche Debate guidéiert, mee net ouni Versteesdemech ze hu fir déi, déi aus aneren Iwwerzeegungen zu anere Konklusioune koumen. Beim Lucien Weiler stoung de Mënsch am Mëttelpunkt vun der Politick. De Mënsch, esou wéi en ass, an net de Mënsch, esou wéi e vläicht sollt sinn.

Um Enn vu senger Zäit als Chamberpresident huet de Lucien Weiler net nëmme festgestallt, datt d'Chamber sech a 25 Joer verännert, mee datt se sech emanzipéiert hätt. „Et gëtt praktesch kee Projet méi, deen esou aus der Chamber erausgeet, wéi en erakoum. Projete goufen an der Substanz geännert, well d'Majoritéit oder d'Parlament global der Meenung war, datt ee sollt op aner Weeër goe wéi déi, déi proposéiert gi waren. Dat ass e Beispill vun Emanzipatioun, selbstbewosst, net well mer mengen, mir wéissten et elo definitiv besser oder mir wéilten der Regierung den Dicks riichten, mee well mer einfach aner Solutioune prekoniséieren, ganz oft awer och am Accord mat der Regierung." E Constat viru 17 Joer, deen eis haut sollt encouragéieren, op deem Wee weiderzegoen.

„La Chambre est maîtresse de son propre destin. À elle d'assumer pleinement son rôle constitutionnel, et à elle de fixer les repères par rapport auxquels elle conçoit son autorité", schreift de Lucien Weiler 2007 an engem Recueil fir de Jacques Santer. „À nous, acteurs du parlement d'aujourd'hui, de préparer la première institution du pays à son rôle d'avenir, et de jeter les bases de son action efficace, responsable et crédible en 2027", sou de Luss Weiler viru bal 20 Joer.

2027, dat ass d'nächst Joer. Wat d'Chamber haut ass, ass se och zu engem gudden Deel duerch d'Engagement an d'Approche vum Lucien Weiler. Un eis ass et, dësem Engagement an dëser Approche weider gerecht ze ginn.

Madamm Weiler, léif Famill, mir deelen Är Trauer a mir soe Merci, dass Dir dëst Engagement fir d'Land matgedroen hutt. De Lucien Weiler krut vill a verdéngt Unerkennung. E Samschdeg zu Dikrech sot de Charel: „Papp, du hues villes richteg gemaach." Kann e Papp méi e schéinen Noruff erwaarden no engem Liewen am Déngscht vum Land, sengen Institutiounen, mee virun allem senge Leit?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Da ginn ech dem Här Premierminister d'Wuert, am Numm vun der Regierung.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, léif Famill vum President Lucien Weiler, léif Kolleegen aus der Chamber an aus der Regierung, datt ech haut hei als Regierungschef stinn, hunn ech zu engem net onweesentlechen Deel och dem Lucien Weiler ze verdanken. Wéi ech mat 30 Joer an dëst Haus gewielt gi sinn, war de Lucien Weiler ee vun deenen, déi mech am meeschten ënnerstëtzt hunn, fir déi Aarbechte kënnen ze maachen, déi zu menger politescher Entwécklung a Karriär geféiert hunn.

Dat war fir d'éischt d'Verfassungsgeriicht. De Lucien Weiler war, wéi de Chamberpresident virdru gesot huet, en unerkannte Jurist. Hie war deen, dee sech ëm d'Institutioune bekëmmert huet. An hien huet mir d'Chance ginn, de Lead ze huelen an deem Dossier vun der Grënnung vun engem Verfassungsgeriicht zu Lëtzebuerg.

A kuerz duerno war déi zweete Kéier, wou e mech extreem ënnerstëtzt huet, wéi ech konnt 1997, du war ech also eréischt dräi Joer an der Chamber, Budgetsrapporter ginn. An erëm eng Kéier huet hie gesot: „Firwat soll een engem Jonken net déi Chance ginn?" Well et souzen der vill do, déi dat och gäre gi wären.

Dat ass eng Lektioun, déi ech vum Lucien Weiler mat Dankbarkeet mat op de ganze Wee vu mengem Liewe geholl hunn, datt een ëmmer erëm, onofhängeg vum Alter, soll grad de Leit eng Chance ginn, wa se op där richteger Plaz um richtege Moment mat Iddie wëlle virukommen. An duerfir, mengen ech, ass et fir mech natierlech e Moment vu grousser Trauregkeet, mee och vu grousser Dankbarkeet, och als Persoun dat kënnen hei ze soen.

Ech hu vum Lucien Weiler och säi Sënn vum Konsensus ëmmer héich appreciéiert, Konsensus an der Fraktioun, an dat ass souwuel vum Fraktiounspresident wéi vum Chamberpresident mentionéiert ginn. En huet net de Sträit gesicht, mee en huet bei all deene Sujete versicht, d'Leit zesummenzebréngen.

An ech muss och soen: Wéi hie Chamberpresident war, huet en d'Regierung ëmmer respektvoll behandelt. En huet d'Roll vum Parlament natierlech affirméiert, mee en huet och gekuckt, datt d'Regierung an deem parlamentareschen Debat, an dem institutionellen Zesummespill mat Respekt an an där néideger Relatioun tëschent den Institutioune géing behandelt ginn.

Et sinn awer nach Saachen, déi mech frappéiert hunn. De Lucien Weiler war e bekannten Affekot. A wou ech als Affekot méi am Gesellschaftsrecht ënnerwee war, huet hie mer oft gesot: „Ech maache virun allem Familljerecht." An en huet mer da Situatiounen erkläert vu Leit, déi eng Lektioun fir d'Liewe fir hie waren, an en huet déi matbruecht an de politeschen Debat.

A wa virdru gesot ginn ass, datt en notamment an der Reform vum Scheedungsrecht e ganz weesentleche Rôle gespillt huet an enger Zäit, wou ech Justizminister war, da kann ech soen, dat waren Erfarunge vum Terrain. An ech mengen, dat ass och eng wichteg Lektioun, datt, wa mir hei stinn als Politiker, mer net an enger Bulle just liewen, mee datt dat, wat mer um Terrain erliewen, an am Fall vum Lucien Weiler als bekannten Affekot, deen déi Saache matbruecht huet an d'Gesetzgeebung, eng Beräicherung ass fir eis alleguerten. An och duerfir si mer him dankbar.

E war awer och e stuere Vertrieder vum Norden. Well wéi mer ee Moment iwwerluecht haten, ob mer net géingen ee Bezierk an der Justiz maachen, well mer an engem klenge Land vläicht net zwee Arrondissement-judiciairë bräichten, kann ech Iech soen, datt ech op eng ganz staark Resistenz vum Lucien Weiler gestouss sinn, dee gesot huet: „Dat loosse mir zu Dikrech, dat loosse mir am Norden net zou."

An ech muss soen, och deen Asaz fir dee Bezierk, wou hien hierkomm ass, dat war eppes, wat mech impressionéiert huet. An d'Resultat ass, datt et nach haut zwee Bezierksgeriichter gëtt an datt den Arrondissement judiciaire am Norden equivalent zu deem vum Zentrum weiderhin existéiert.

No bei de Mënschen, Asaz fir déi Regioun, wou hien hierkomm ass, déi Mënschlechkeet, dee Konsensus, déi Ënnerstëtzung fir déi Jonk, et war villes an deem räiche Liewen als Politiker, mee och als Mënsch, wat ech beim Lucien Weiler gesinn hunn. An dat hunn och aner Kolleege vu mir an der Regierung an an der Politick erlieft.

An duerfir géing ech haut gären, och am Numm vun der ganzer Regierung, soen, datt de Lucien Weiler en exemplareschen Asaz fir d'Allgemengheet, fir eist Land an deenen 30 Joer vu senger Karriär hei an der Chamber an och an der Lokalpolitick hat.

Et ass e Moment vu grousser Trauregkeet. A mir denken u seng Famill, seng Fra, seng Kanner, eise Kolleeg, de Charel, mat deem mer eis Bänken hei deelen. Mee et ass och e Moment vun Dankbarkeet a vu Lektiounen, déi ee muss mathuelen an deem politesche Liewen, wat mer all Dag hei zesummen deelen, wou eis Aufgab ass, dat Bescht fir eist Land ze wëllen.

De Lucien Weiler huet dat Bescht fir eist Land gewollt, an duerfir vernäipe mer eis am Numm vun der Regierung viru sengem Liewenswierk, viru senger Persoun. Merci, Luss, du hues et gutt gemaach!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech géing Iech elo bieden, opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.25 heures.)

126e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 46
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 72 de M. Laurent Mosar au sujet de la nouvelle stratégie spatiale de SES au Luxembourg** p. 46
   M. Laurent Mosar | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Luc Frieden, Premier ministre
3. **Motion de Mme Claire Delcourt concernant les rappels de laits infantiles en poudre** p. 48
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering | Mme Joëlle Welfring | Mme Alexandra Schoos | M. Sven Clement | M. David Wagner | Mme Claire Delcourt
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs
   Vote sur la motion (adoptée)
4. **8666 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Luxembourg, le 14 mai 2025** p. 49
   Rapport de la Commission des Finances : M. Michel Wolter
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8666 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8667 – Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, fait à Luxembourg, le 3 juillet 2025** p. 50
   Rapport de la Commission des Finances : M. Michel Wolter
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8667 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8175 – Projet de loi introduisant un plafond sur les recettes excédentaires issues du marché des producteurs d'électricité** p. 50
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig (interventions de M. Gusty Graas, M. Marc Baum et M. Luc Emering) | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (intervention de M. Tom Weidig) | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. Tom Weidig et Mme Corinne Cahen) | M. Tom Weidig (parole pour fait personnel)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8175 et dispense du second vote constitutionnel

7. **8610 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques** p. 54

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8610 et dispense du second vote constitutionnel

8. **Question élargie n° 64 de M. Laurent Mosar au sujet du développement d'un hub des données au Luxembourg** p. 55

M. Laurent Mosar | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Lex Delles (intervention de M. Laurent Mosar)

9. **7424A – Projet de loi portant création d'une plateforme commune de transmission électronique sécurisée et modification :**

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État p. 57

Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Gérard Schockmel | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Sam Tanson (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Elisabeth Margue | Mme la Ministre Elisabeth Margue

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7424A et dispense du second vote constitutionnel

10. **Motion de M. Dan Biancalana concernant le cadre légal spécifique encadrant la protection des témoins** p. 60

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum) | M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement) | M. Dan Biancalana

Vote sur la motion (rejetée)

11. **Question élargie n° 75 de Mme Djuna Bernard au sujet des risques d'automatisation de l'emploi liés à l'intelligence artificielle** p. 61

Mme Djuna Bernard | M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Mme Djuna Bernard | M. le Ministre Marc Spautz

12. **Question élargie n° 42 de M. Georges Engel au sujet de la transposition de la Directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme** p. 63

M. Georges Engel | M. Marc Spautz, Ministre du Travail | M. Georges Engel | M. le Ministre Marc Spautz

13. **8153 – Projet de loi portant modification du livre V, titre premier, chapitre III, du Code du travail** p. 65

Rapport de la Commission du Travail : Mme Nathalie Morgenthaler

Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | M. André Bauler | M. Georges Engel | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre du Travail

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8153 et dispense du second vote constitutionnel

14. **8635 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'une adaptation des mesures en faveur de l'emploi des jeunes** p. 68

Rapport de la Commission du Travail : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. André Bauler | M. Georges Engel | M. Michel Lemaire (interventions de M. André Bauler, M. Gilles Baum, M. Georges Engel et Mme Corinne Cahen) | Mme Djuna Bernard (interventions de M. Fred Keup et Mme Corinne Cahen) | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre du Travail

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8635 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 72 de M. Laurent Mosar au sujet de la nouvelle stratégie spatiale de SES au Luxembourg

D'Sëtzung vun de Mëtte fänke mer mat der erweiderter Fro Nummer 72 vum Här Laurent Mosar iwwert d'SES zu Lëtzebuerg un. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premier, Här Wirtschaftsminister, d'SES ass eng grouss Successstory fir eis Lëtzebuerger Wirtschaft an eist Lëtzebuerger Land an deene leschte Joren, wann net souguer Joerzéngte gewiescht.

Elo huet d'SES d'lescht Joer Intelsat iwwerholl, e ganz groussen Investissement, deen awer och der SES wäert d'Diere grouss opmaachen zu enger méi grousser Diversifikatioun. A viru Kuerzem ass dann och déi nei Strategie vun der SES virgestallt ginn. A verschidde vun de Kolleegen, déi hei ronderëm sëtzen, waren och selwer derbäi op der Neijoerschdagsreceptioun vun der Fedil, wou de CEO vun der SES och op déi Strategie zréckkomm ass.

Hei geet et fir d'alleréischt elo mol drëm, och hei am Kontext vun där Iwwernam vun Intelsat elo eng zousätzlech Satellitteplattform fir e sougenannten Äerdorbit ze schafen. Dat ass dee sougenannte MEO. Dat kléngt komplizéiert, ass awer relativ einfach: Dat ass „Medium Earth Orbit".

Doniewent wäert awer och d'SES mat där Iwwernam do weesentlech méi Flexibilitéit kréien. Och déi Acquisitiounskäschte fir zukünfteg Satellitte wäerten dann hoffentlech doduerch erofkommen. An et ass jo och eng strateegesch Kollaboratioun mat deem ganz groussen amerikanesche Satellittebedreiwer K2 Space geplangt, deen och der Firma kann zousätzlech Dieren opmaachen.

Wat elo de Site Lëtzebuerg betrëfft, huet d'SES och ganz grouss Pläng. Do soll e Campus op der Kockelscheier um Luxite entstoen, wou et och zu der Schafung vun esou enger sougenannter meoSphere wäert kommen, wou dann och ganz vill Societéiten an Entreprisen, déi an deem Secteur sinn, sech och kënnen nidderloossen, fir do hir Produiten unzebidden.

Et ass also kloer, datt mat där neier Strategie d'SES elo vun engem einfachen Operateur vu Satellitte wäert hin zu engem Kreateur a Fournisseur vu Satellitteservicer kommen, wat natierlech och wäert derzou féieren, datt do musse gewëssen Ëmstellunge kommen. Ech perséinlech fannen, datt déi Strategie an déi richteg Richtung geet, och déi richteg Akzenter setzt. Nach bleiwen awer eng Rei vu Froen heizou ze stellen, déi ech dann och wëll der Regierung domadder stellen.

Fir d'alleréischt ass dat heite jo och eng Strategie, déi a sech soll d'europäesch Resilienz an Onofhängegkeet ënnerstëtzen. Wa jo, wéi gedenkt eigentlech och d'lëtzebuergesch Regierung, déi Situatioun ze perenniséieren oder souguer ze verstäerken?

Eng zweet Fro ass do: Mir wëssen, datt d'SES awer ganz staark verscholt ass, wat och dozou geféiert huet, datt de Rating net méi esou gutt ass. Hei wäerte ganz héich Investitioune gebraucht ginn. An do stellt sech natierlech och d'Fro, inwiefern de lëtzebuergesche Staat wäert déi Investitioune begleeden als ee vun de groussen Aktionären, dat zesumme mat eenzelne staatlechen Etablissementer.

Déi drëtt Fro: Wat gedenkt och hei d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Aktivitéite vun der SES um globale Plang ze ënnerstëtzen?

An dann natierlech direkt hannendrun: Wat bedeit dat och konkreet fir de Site Lëtzebuerg? D'SES ass zu Betzder, si wäert dann och an Zukunft op d'Kockelscheier kommen. Wat bedeit dat och um Niveau vun de Leit, déi fir déi Societéit och an Zukunft wäerte schaffen?

Dann eng fënneft Fro, déi vläicht och deen een oder deen aneren hei am Haus interesséiert – mech net, soen ech direkt –, nämlech: Wéi ass och an Zukunft d'Dividendepolitick vun der SES?

An da schlussendlech déi lescht Fro: Gesäit d'Regierung hei vir, d'Ausstralung vun der SES och als Ausgangsbasis ze benotzen, fir zu Lëtzebuerg weiderhin de Spacesecteur kënnen ze förderen an auszebauen?

Ech soen Iech schonn am Viraus Merci fir d'Äntwerten op déi vill Froen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass et um Wirtschaftsminister. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools, Här Mosar, dofir, dat wichtegt Theema vum Spacesecteur hei op d'Agenda ze setzen. Loosst mech ganz kuerz op de Spacesecteur en général agoen an och dorop, wat d'Prioritéite vun der Regierung sinn, eebe grad fir d'Entreprisen, wéi Der et och gefrot hutt, doranner kënnen ze begleeden an och weider ze developpéieren. Op där anerer Säit wäert awer de Premierminister op déi aner Froen agoen.

De Spacesecteur hei zu Lëtzebuerg huet sech developpéiert. Et muss ee soen, dass mer international eng ganz positiv Renommee hunn, well Lëtzebuerg e ganz fiabele Partner am Spacesecteur ass. Et muss ee just soen: De Spacesecteur huet an den 80er-Jore schonn ugefaange mat enger ganz klenger Startup, déi lancéiert ginn ass, wou de Stat mat hannendrustoung, déi haut eebe grad déi Firma, deen internationale Konzern ginn ass, deen Der haut ugeschwat hutt, d'SES. Dat ass natierlech wichteg.

An et huet een och iwwer all déi Jore gesinn, dass de Spacesecteur sech weider developpéiert huet. Et gouf verschidde Meilesteng. Éischtens natierlech dee vum Lancement, fir Lëtzebuerg iwwerhaapt emol op d'Kaart ze brénge vun de Spaceentreprisë weltwäit. Zweetens de Meilesteen, wou et ëm d'Telekommunikatioun gaangen ass, natierlech Hand an Hand mat de Prioritéite vun der Regierung. Den Developpement ass dunn awer weidergaangen, wéi et och zum Spacemining-Gesetz komm ass. An dat ass eebe grad dee wichtege Punkt: dass et an enger Linn ass, dass Lëtzebuerg, egal wéi d'politesch Konstellatioun ass, ëmmer an eng Richtung gezunn huet, an zwar déi, fir de Spacesecteur weider ze developpéieren. An och dës Regierung wäert dat maachen, well mer nämlech do am Koalitiounsaccord verschidde Punkten drastoen hunn.

Éischtens emol, fir niewent deene verschiddene Campussen, déi mer hunn – mir hunn en Automotive-Campus, mir hunn en HE:AL Campus am Süde vum Land –, och do weider de Spacecampus ze developpéieren. Et ass schonn ugeschwat ginn, wou e soll ugesidelt ginn. Wourëm geet et do? Et geet drëm, eng Plaz ze setzen, fir alleguerten d'Acteure ronderëm kënnen ze federéieren, fir also op där enger Säit d'Startuppe beieneenzebréngen, fir den Ekosystem ze stäerken.

An do ass grad déi Nouvelle, déi Der gesot hutt, dass d'SES och wëll an d'Satellittekonstruktioun goen an och selwer wëll Saache bauen, och nach eng Kéier e ganz wichtege Bestanddeel, e Catalysateur vum ganze Secteur, well si nach eng Kéier wäert och aner Betriber mat unzéien, déi hir da wäerten zouschaffen, fir den Developpement vun hire Satellitte weiderzemaachen, respektiv och do d'Innovatioun an d'Recherche nach eng Kéier wäert weiderbréngen.

Dofir ass de Spacecampus, deen och wäert realiséiert ginn, e ganz wichtege Punkt niewent aneren Infrastrukturen, déi schonn do sinn, sief et den ESRIC, sief et och d'Zesummenaarbecht mam SnT, wou d'neit Gebai gebaut gëtt, wou mer do och an den ESA-Programmer mat dra sinn, fir Testinfrastrukturen ze kréien.

Wa mer vum Teste schwätzen: Jo, och en Testzenter ass e wichtege Bestanddeel, wou mer och do amgaange sinn, drun ze schaffen, fir déi verschidden Apparaturen, fir déi verschidde Volete kënne mat ze suivéieren, wou mer natierlech vun der Earthobservation op där enger Säit schwätzen, awer och vun de Materialien op där anerer Säit, déi am Space gebraucht ginn, déi awer och op der Äerd gebraucht ginn.

An da komme mer natierlech och bei de Volet vun der Defense. An den Diskussiounen, déi mer am Moment iwwert déi nei NATO-Targete féieren, gesi mer natierlech och am Secteur vun der Defense wichteg Opportunitéiten am Space, wat a ganz Europa ass, wou dann awer och d'Satellittecapacitéite mam GovSat – ech mengen, et ass och hei schonn ugeschwat ginn – natierlech ganz wichteg Bestanddeeler sinn.

Et gesäit een also, dass mer e Spacesecteur hunn, dee sech developpéiert, net nëmmen duerch de Venture-Capital-Fong, dee schonn 2019 en place gesat ginn ass, mee och duerch déi successiv Volete vun de konsequenten Investissementer a Campussen, an d'Zesummenaarbecht, an d'ESA-Programmer, wou mer net méi spéit wéi virun e puer Méint, mengen ech, déi nei ESA-Programmer nach eng Kéier ugeholl hunn, wou och do nach eng Kéier grouss Investissementer kommen a Recherche, Innovatioun a Betriber an do eeben déi Zesummenaarbecht mat der SES wichteg ass.

Et gesäit een, dass d'Aarbechtsplaze sech iwwert déi lescht Jore vun 2016 un am Spacesecteur hei zu Lëtzebuerg méi wéi verduebelt hunn, dass och den Ekosystem eng Croissance vun iwwer 20 % vun Entreprisen huet. Et gesäit een also, dass et en Developpement ass, deen an deem Secteur weidergeet, an et do wichteg ass, nach eng Kéier als Regierung ze kucken, wéi mer d'Entreprisë begleeden an och dee Secteur fir d'Zukunft fit maachen an och nach weider developpéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Froen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An da wëllt de Premierminister och nach dozou Stellung huelen. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Ech géing gären e puer Elementer nach zousätzlech zu deem soen, wat de Wirtschaftsminister gesot huet, fir et an de méi breede Kontext vun de Satellitten an Europa an an der Welt ze setzen. D'SES fonctionéiert jo net aleng op der Welt.

Et ass iwwregens eng cotéiert Gesellschaft, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg huet. An ech wëll direkt am Ufank soen, datt Lëtzebuerg déi Gesellschaft voll a ganz ënnerstëtzt, hannert där Gesellschaft an hirer Strategie steet, als Aktionär, mee och als Land, wou mer wëssen, datt d'SES iwwert déi lescht Joren a Joerzéngte Lëtzebuerg och eng Plaz op der Weltkaart verschaf huet. An dat hunn ech net méi spéit wéi virgëschter a Kanada gemierkt, wou mer och iwwert d'Zukunft vun de Satellitten an där neier komplizéierter geopolitescher Lag geschwat hunn.

D'SES ass konfrontéiert mat enger Satellittewelt, déi sech och fundamental geännert huet. Den honorabelen Här Mosar ass drop agaangen, op déi eenzel Orbitten, an huet gesot, datt d'SES virun allem am Beräich vun der mëttlerer Orbite ass an an där ganz uewen, der GEO-Orbite. An an Amerika ass et esou, datt notamment Amazon a Starlink op där ënneschter Orbite, op der LEO-Orbite, hir Satellitten, ganz vill kleng Satellitten, stationéiert hunn.

D'SES huet eng Strategie entwéckelt, hannert där ech och als Regierungschef stinn. Déi ass eng Multi-Orbite-Strategie, datt een op allen Orbitte present ass, well et, a grad an där Welt, wou mer haut sinn, vun der Verteidegung, absolutt noutwendeg ass, datt ee fir déi eenzel Besoinen, déi d'Operateuren hunn, souwuel am zivilen Beräich wéi am militäresche Beräich, och op deenen eenzelen Orbitte ka Servicer ubidden, déi da complementaire sinn.

Dat verlaangt selbstverständlech nei Moyenen. Wéi gesot, et ass eng privat Gesellschaft. Et ass um Verwaltungsrot vun där Gesellschaft, ze kucken, wéi eng Moyene se dofir asetzt. Ech wëll nach eng Kéier soen, datt d'Regierung als Aktionär déi Strategie, déi do presentéiert ginn ass – an den Här Mosar huet rappeléiert, datt och de CEO vun där Gesellschaft dat enger breeder Ëffentlechkeet viru Kuerzem eng Kéier virgestallt huet –, voll a ganz ënnerstëtzt.

Natierlech hunn all déi Strategien ëmmer Risken. Esou ass dat, wann een investéiert. Mee et muss een awer och gesinn, datt déi aner Firmen an Amerika, wou d'Konkurrenz ass, och staark investéiert hunn. An et ass awer och e Marché, wou vill nei Suen elo disponibel sinn.

Wa meng Informatioune richteg sinn, gëtt Däitschland elo aleng 35 Milliarden Euro aus fir Space and Defence. An ech wëll dat Gespréich och mat der däitscher Regierung féieren, net méi spéit wéi an deenen nächsten zwou Wochen, fir ze kucken, wéi een och ka vläicht och am Satellitteberäich méi enk mat eisen Noperen zesummeschaffen.

Mir begréissen och, datt d'SES Intelsat kaf huet. Déi Transaktioun, dat war eng komplizéiert Transaktioun, ass jo viru Kuerzem ofgeschloss ginn. Do hu mer am Fong och Amerika an Europa matenee verbonnen, quitte datt Intelsat juristesch gesinn och eng Lëtzebuerger Gesellschaft war. Mee hannendrun ass selbstverständlech Amerika. An et ass och gutt, fir den transatlantesche Lien ze stäerken, well ganz vill vun deene Servicer, déi och bei der SES gebraucht ginn, ginn och gebraucht vun eisen Alliéierten, y compris den Amerikaner.

Eist Zil ass also, d'SES an all hire Beméiungen ze ënnerstëtzen, fir datt se nei Clientë kritt, och am Beräich vun der Verteidegung, datt och d'Lëtzebuerger Regierung Kooperatioune mat der SES mécht, wéi zum Beispill beim GovSat-2, deen dës Regierung decidéiert huet ze lancéieren, wat eng Joint Venture ass tëscht dem Staat an der SES, fir all déi Besoine kënnen ofzedecken, déi et an där neier, komplizéierter Welt gëtt.

Ech mengen nämlech, datt an Zukunft d'Defense net méi aleng wäert um Terrain gefeiert ginn, datt dat e bëssen, ech géing bal soen, e Konzept vu gëschter ass, mee datt d'Zukunft vun der Verteidegung, vun der Sécherheet vun Europa sech wäert zu engem ganz groussen Deel am Espace ofspillen. Dat gesi mer an der Ukrain, mee dat gesi mer och op anere Plazen.

Duerfir wëlle mer, wéi gesot, déi Multi-Orbite-Strategie ënnerstëtzen. An do, wou mer als Aktionär gefuerdert sinn, wäerte mer eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Mir kennen d'Risken, mee mir gesi virun allem Opportunitéiten. An do derhannert sti mer, fir de Satellittestanduert Lëtzebuerg och weiderhin ze stäerken.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Här Mosar, wëllt Dir nach eng Zousazfro

stellen? Dat ass net de Fall. Da wär dëse Punkt vum Ordre du jour domat ofgeschloss.

3. Motion de Mme Claire Delcourt concernant les rappels de laits infantiles en poudre

(Motion déposée en séance publique n° 124 du 10 février 2026 – à consulter en page 19 de ce compte rendu)

An da komme mer zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Motioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert de Réckruff vu Puddermëllech. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit, déi jeeweileg Fraktiounen och 5 Minutten, déi jeeweileg Sensibilitéiten 2 Minutten an d'Regierung 5 Minutten, wa se géing wëllen. Ech wollt d'Madamm Delcourt froen, ob si direkt wëll d'Wuert huelen. Si wëll spéider d'Wuert huelen. Da froen ech: Wie wëllt heizou schwätzen? Den Här Boonen fänkt un. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'Puddermëllech vun de Bëbeeë beschäftegt eis dee leschte Mount wéinst Réckruffaktiounen. Et beschäftegt eis, mee et beschäftegt virun allem, mengen ech, jonk Famillen, Mamme vu klenge Kanner, déi natierlech dorop ugewise sinn an déi sech vill Froe stellen, wann een op eemol am Geschäft steet an déi gewinnte Puddermëllech ass net méi do.

Et weist, a mir hunn d'lescht Woch an der Kommissioun doriwwer geschwat, et war eng Diskussioun an der Kommissioun, dass mer immens ofhängeg sinn an deem ..., oder et ass erëm e Beispill vu Produktioun, wou mer ofhängeg si vun eenzelne Produzenten. Et ass natierlech wichteg fir d'Fournisseuren, doraus hir Léieren ze zéien a vläicht sech do méi breet opzestellen an hire Produktiounen.

Et weist awer och, dass eise Kontrollsystem immens gutt funktionéiert. Hei ass eng Réckruffaktioun gestart ginn un europäeschem Niveau, well ee gesinn huet, dass e Problem do ass, dass e gesondheetleche Problem kann entstoen. An ech wëll wierklech och soen „kann entstoen", well bis elo hu mer hei zu Lëtzebuerg kee Fall confirméiert vu kranke Kanner. Gëschter huet den Här Clement hei gesot, dass Kanner krank ginn dovun. Also, do kann een zu dësem Zäitpunkt soen, dass kee Fall confirméiert ass. Dat heescht, de System huet funktionéiert, déi Mëlleche sinn zréckgeruff ginn, well mer hei kee Risiko aginn.

Wat mer awer gemierkt hunn an der Kommissioun, mengen ech, dat war eis séier bewosst, dass et kommunikatiounstechnesch ... Bon, et gëtt matgedeelt. Da si verschidde Meedien, déi dat opgräifen. An da kann een et och zum Beispill um Site vun LU-Alert kucke goen. Mee jidderee souz do ze sichen an huet gemierkt, dass dat elo net direkt esou einfach ass.

An duerfir mengen ech – dat ass an där Motioun, wat hei gefrot gëtt –, dass een um Niveau vun der Kommunikatioun do ka Verbesserunge maachen, eng Kéier iwwer eng komplett Lëscht an net iwwer eenzel Produkter, déi do stinn, an dann eng Kéier och iwwer vläicht eng Verbesserung vum System vun LU-Alert, engem gemeinsame System, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir dat ze verbesseren. A mir gesinn dat positiv, well mer gesinn hunn, dass et effektiv Problemer gëtt an der Kommunikatioun. An duerfir géife mer déi Motioun esou matstëmmen, well dat, mengen ech, d'Vertrauen an de System verbessert an esou och d'Leit ka berouegen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Den nächste Riedner ass den Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, den Här Boonen huet elo scho villes gesot. Eis geet et an där Motioun hei virun allem och ëm d'Konsumenten. Ech mengen, et sinn elo ganz vill Elteren, déi awer beonrouegt sinn, wann hir Kanner vläicht esou Produkter consomméiert hunn. An et ass virun allem do, wou mer mussen an Zukunft richteg kommunizéieren, wa Problemer sinn, an d'Leit korrekt an éierlech sensibiliséieren. Dofir wäerte mir dat doten op jidde Fall och ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. An och merci dem Claire Delcourt fir dës Motioun, déi mer och wäerte matstëmmen. Dat, wat elo scho gesot ginn ass iwwert d'Transparenz vun der Kommunikatioun, ass sécher wichteg, mee wat awer nach derbäikënnt, an do kommen ech e bëssen zréck op déi Fro, déi ech an der Kommissioun gestallt hat iwwert déi europäesch Koordinatioun: Letztendlech ass dat, wat mer elo erliewen, jo am Fong een Haaptimportprodukt, wat kontaminéiert war, quasi ee Batch, dee verpaakt an duerch ganz Europa verdeelt ginn ass a wou och elo d'Maartkontroll ..., nodeem dann den Alertesystem vläicht net gradesou optimal fonctionéiert huet, wéi dat elo geklongen huet, mee letztendlech d'Réckruffaktioun fonctionéiert scho gutt.

Trotzdeem muss ee sech d'Fro stellen iwwert d'gutt Fonctionnement vun eisem europäesche System, wann trotzdeem esou vill an Europa kann importéiert ginn a verdeelt ginn an eréischt herno ganz zum Schluss quasi vun där ganzer Chaîne detektéiert gëtt.

An dofir wéilt ech nach eng Kéier meng Fro reiteréieren un d'Madamm Ministesch, ob si gedenkt, als Konsumenteschutzministesch um europäesche Plang mat hire Pairen dann eeben do a Kontakt ze trieden, fir ze kucken, ob een do net awer um europäeschen Niveau dat ka verbesseren, fir trotzdeem éischtens d'Importkontroll vläicht ze stäerken, zweetens d'Koordinatioun zwëscht de Länner. Wa mer wëssen, dass Mëtt Dezember Holland scho Bescheed wosst an et awer bis Januar gedauert huet, ier dat wierklech weidergelaf ass an eisem europäesche System, dann ass och do nach e bësse Verbesserungsbedarf. A letztendlech och d'Transparenz, wann ee weess, dass do ee groussen Hiersteller och am Ufank eng silencieuse Demarche gemaach huet an net wierklech offe kommunizéiert huet. Do ass jo och eng Plainte ënnerwee. Dat weist jo, dass de System awer nach verbesserungswürdeg ass. Dofir wollt ech froen, wéi do Är Positioun ass a wéi Dir Iech do wëllt um europäesche Plang abréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Beim éischten Tiret, wou déi Lëscht ugeschwat gëtt mat all de Produiten, wou eng Kontaminatioun vun egal wat ass, där hu mer schonn eng bei der Sécurité alimentaire. Ech hat gëschter och nach eng Kéier nogekuckt, am Fong gëtt et esou eng Lëscht, wou ee wierklech ka kucken, all d'Produite mat allen Detailer, wat fonnt ginn ass a sou weider a sou fort. Dowéinster weess ech elo net, ob eng zousätzlech Lëscht sou vill méi géing hëllefen.

Deen zweete Punkt, jo, dee géing mer och wichteg erschéngen, dass d'Leit méi séier informéiert ginn. Ech mengen, déi verschidde Problemer awer och op europäeschem an internationalem Niveau sinn ugeschwat ginn. Mee ech mengen, eppes, wat mer hei zu Lëtzebuerg bräichten, wier, dass een eeben, wéi gesot, wann een dann net an en Newsletter oder net aktiv op eng Lëscht kucke geet, déi Informatioun awer méi séier kritt. Dat wier fir mech scho sënnvoll.

Dowéinster, alles an allem géinge mir déi Motioun hei och matdroen.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol ass et eng ganz positiv Motioun, fir eppes ze maachen, wat elo dans l'immédiat wierkt. Ech mengen, den Här Boonen huet et richteg gesot: Et ass bei der Kommunikatioun vläicht net optimal esou ofgelaf, wéi et hätt solle sinn. A firwat ass dat esou? Ma dat ass, an dat hunn ech gëschter, wéi ech eis Proposition de loi deposéiert hunn, erklärt, well mer haut einfach nëmmen eng Basis hunn, fir e Réckruff ze maachen, wann de Produit bis an d'Distributioun geet. Mir hunn haut keng Basis, fir eng Notifikatioun ze maachen, éier de Produit iwwerhaapt an d'Distributioun geet. Dat ass de Gap, dee mer och nach missten zoumaachen. Dofir d'Proposition de loi gëschter. Dat heiten ass, mengen ech, ergänzend, wat d'Kommunikatioun duerno verbessert.

Dat heescht, mir brauchen Notifikatiounen. Mir mussen d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Clientë vun deene Produiten, u sech besser informéieren a virun allem vill méi séier informéieren. An do eng ganz konkreet Iddi: Well gëschter d'Propos koum: „Majo, do kéint ee jo eng App maachen", hunn ech mech gëschter Owend dunn dohinnergesat an eppes Klenges gebastelt. Dir kënnt et Iech virstellen: Et gëtt elo schonn eng App.

(Exclamations et interruption par M. Ben Polidori)

Nee, ech kann Iech ... Ech schenken Iech se, Här Polidori.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech soen Iech just eng Kéier, wat interessant ass, wéi ech dat gekuckt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech géif Iech just eng Kéier ... Wat vläicht ...

(Interruption par M. Meris Sehovic et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, wannechgelift! Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech fannen et witzeg, wéi Leit sech mat deem doten Dossier vun der Krankheet vu Kanner befaasse wëllen, well, wat nämlech opfält, ass, an dat huet d'LSAP-Motioun nämlech ganz kloer gewisen: Et kann een haut keng barcodescannend App entwéckelen, well d'Barcoden net mat publizéiert ginn.

Dat heescht, d'Donnéeën, déi haut vu securite-alimentaire.lu publizéiert ginn, sinn net esou komplett, datt et haut géif méiglech ginn, datt de Client am Regal direkt gesäit, ausser e kuckt dat Klenggedréckte vum Datum an esou weider, ob säi Produit concernéiert ass. An ech mengen, datt een do wierklech kéint e klengen, ganz einfache Schrëtt maachen an déi Donnéeë mat publizéieren. An de préférence als Open Data, da kéint een dat och relativ einfach exploitéieren.

Dofir, déi Motioun hei ass definitiv eng Motioun, déi complementaire ze verstoen ass zu all deenen anere Mesüren. An datt d'Kommunikatioun esou gutt fonctionéiert hätt, dat weist einfach schonn, datt d'Codebarren haut nach ëmmer net publizéiert ginn, och net bei deem Kéis, deen haut de Mëtten nach zeréckgeruff gouf. Dat weist, datt net nëmme beim Mëllechpudder nach fir Aarbecht gesuergt ass.

Mir wäerten déi Motioun hei ënnerstëtzen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi heite Motioun natierlech och mat ënnerstëtzen. Ech wäert elo net repetéieren, wat schonn oft gesot ginn ass vu Virriednerinnen a Virriedner, mee mir mengen och justement, datt de System iwwer LU-Alert och nach komplementar kéint sinn zu anere Mesüren, déi souwisou schonn elo existéieren. Et gëtt keng Ursaach, et net unzehuelen. Dofir stëmme mer et mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dann ass keen aneren ageschriwwene Riedner méi do. Da kritt d'Madamm Delcourt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech soen nach eng Kéier e ganz grousse Merci hei fir déi breet Zoustëmmung. Mir ass et hei an dëser Motioun wierklech ëm d'Saach gaangen. Et geet drëms, dobausse wierklech, jo, ze informéieren, sou gutt et geet, fir d'Leit, fir d'Familllje mat hire Kanner.

Ech mengen, mir sinn hei zu e puer am Raum, déi op déi Saachen ugewise sinn, op déi sensibel Produiten. A mir wëssen och selwer, dass mer, wa mer op eemol virun engem Regal stinn, wou all zweeten Dag eeben eng nei Informatioun kënnt, net onbedéngt ëmmer esou sécher sinn, wat mer dann elo dierfen huelen a wat net. An ech hunn och missen d'Erfarung maachen, dass déi Saachen, well se eeben esou schnell hannerenee kommen, net ëmmer direkt aus dem Regal geholl ginn.

Dat hei war wierklech, fir eppes op d'Been ze stellen, wat schnell ass, wéi den Här Clement sot, direkt wierkt, wat net ze komplizéiert an ze komplex ëmzesetzen ass.

An ech mengen, wann een … Et gouf och elo hei nach eng Kéier dat mat der Lëscht gesot. Also wann een dee Site eng Kéier ugekuckt huet, wou dat dropsteet an der Schwäiz, a si hunn dat ganz gutt gemaach, do ass op engem Klick wierklech alles dran, mat Biller, mat Loten, mat Datum, mat allem Drum und Dran.

A sou wéi ech dat duerchgekuckt hunn op deem Sécurité alimentaire, muss een awer trotzdeem duerch, ech soen elo, 14 Linke klicken, bis een … A wann ech am leschten ukomm sinn, da weess ech net méi, wat beim éischte stoung. Also ech hunn dat dann an där Hisiicht elo net esou schlussfollgerend fonnt.

Mat deene Barcoden, bon, do kann een driwwer diskutéieren. Fir mech ass et wichteg, dass et ëmsetzbar ass, dass et einfach ass fir d'Leit. Inwiefern … Ech sinn elo net Informatiker, mee ech denken, iergendwéi kréie mer do e Konsensus zesummen, dass een dat schonn iergendwéi hikritt an ëmsetzt.

Well, wéi gesot, also fir mech sinn et hei ganz prinzipiell d'Familljen, déi sollen ënnerstëtzt ginn, fir dass se net eng Onsécherheet hunn, wa se eebe probéieren, e Produit fir hiert klengt Kand ze kafen, wou se net wëssen oder wou se mussen ofwaarden, ob dat Kand sech elo iwwergëtt an den nächste sechs Stonnen oder net.

An et gouf och schonn eng Kéier gesot, an dat wëll ech hei op dëser Plaz och nach eng Kéier soen: Mir hunn am Moment gottseidank nach kee Fall dovunner. Et geet einfach drëms, déi Saach méi transparent ze maachen, méi einfach zougänglech ze maachen. An dat ass hei d'Häerzensugeleeënheet.

An ech soen Iech, wéi gesot, nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

D'Madamm Minister wëllt e puer Wuert soen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Jo, ech wollt der Madamm Delcourt villmools Merci soe fir d'Erabrénge vun dëser Motioun.

Ech mengen, deen éischte Punkt fir eng Liste complète, et war scho gesot ginn: Mir hunn eng. Mir hunn eng op eisem Site Sécurité alimentaire. Wann een do bei „Alertes alimentaires" geet, da kann een och nach siche mat „Lait" an da kritt een alles, wat mat Mëllech erauskomm ass. Mee meng Servicer hu gesot, si wären awer och bereet, eng aner Lëscht dann nach ze maachen. Wéi gesot, dat geschitt dann, de Punkt eent.

Dat Zweet ass den LU-Alert adaptéieren oder eng nei App maachen. Ech mengen, souwäit wéi ech mech kann erënneren, huet d'Madamm Bofferding LU-Alert an d'Liewe geruff. An du war och gesot ginn, datt mer géifen eis op déi App konzentréieren, fir net duerjerneen ze maachen. An och do ass et esou, et läit beim Interieur. De Ministère de l'Intérieur ass fir d'LU-Alert-App zoustänneg. Mee ech hunn awer och mat deem Minister geschwat a si wäerten do an deem Groupe de travail kucken, sou wéi dat och hei gefrot ass, ob dat mat deem Barcode …, ob do e Scan vun deem Barcode eventuell méiglech wier, ob dat relativ einfach méiglech wier.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Vote sur la motion

An ech géing de Vott zu dëser Motioun opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Sou, et sinn zwee Votten, déi feelen. Kuckt nach eng Kéier, ob Der alleguer gestëmmt hutt, wannechgelift, well ech hunn der nach eng Rei …

(Brouhaha)

Dir hat Iech nach net ageloggt. Ech hat och net gesot, Dir misst Iech aloggen. Mee am Prinzipp misst Der et esou lues wëssen.

(Hilarité et interruptions)

Bon. Ok. Gutt, ech schléissen elo mol de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Wien huet net matgestëmmt? Mir zielen déi dann nach dobäi. Also d'Resultat ass de toute façon kloer. An dës Motioun ass mat mindestens 55 Jo-Stëmmen ugeholl ouni Nee-Stëmm an ouni Abstentioun.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

4. 8666 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Luxembourg, le 14 mai 2025

Domat géinge mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8666, d'Ëmsetze vun engem Protokoll tëschent Lëtzebuerg a San Marino iwwert d'Duebelbesteierung. Et ass hei e Riedemodell „avec rapport et sans débat". De Rapporteur huet 5 Minutten, wann e se wëllt. D'Regierung huet 5 Minutten, wa se se wëllt. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter.

Rapport de la Commission des Finances

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 8666 handelt iwwer en Avenant zum Duebelbesteierungsofkommes vu Lëtzebuerg mat San Marino, wat zanter 2007 a Kraaft ass.

Mat dësem Avenant gëtt dat Duebelbesteierungsofkommes moderniséiert an et gëtt den aktuellste BEPS-Reegele Rechnung gedroen, an hei besonnesch der Aktioun 14, wou et ëm d'Ofwécklung vu Meenungsverschiddenheeten tëschent de Länner geet.

Konkreet geet et ëm d'Ofschafe vun der Procédure amiable, déi aktuell nach an der Konventioun virgesinn ass. Bei der Procédure amiable kënnen am Fall vun engem Dissens Steierautoritéiten op hirem Niveau probéieren, de Problem ze léisen.

Wann no dräi Joer esou e Prezedenzfall net tëschent de Steierautoritéite konnt gereegelt ginn, dann erfält ganz einfach déi Prozedur. An dës Prozedur gëtt mat dësem Avenant dann och ofgeschaaft, well se eeben net méi deenen neiste BEPS-Reegelen entsprécht.

De Staatsrot hat keng Observatioun, wat de Fong vum Projet ubelaangt. Hien huet eng Reformulatioun vum Intitulé vum Projet gefrot, déi mir dann och an der Kommissioun ugeholl hunn.

De Rapport zum Projet gouf an der Kommissiounssitzung vum 30. Januar 2026 unanime ugeholl. A vu dass d'Finanzkommissioun d'accord ass, fir dat hei als

Modèle sans débat ze maachen, ginn ech dovun aus, datt och näischt deem entgéintschwätzt, dass mer dat hei à l'unanimité kéinte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Da froen ech d'Regierung, ob si wëllt e puer Wuert dozou soen. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech wëll den Debat sécherlech net verlängeren. Et war just gefrot gi vum Här Fayot an der Finanz- a Budgetskommissioun, wat den Handelsvolume wier mat deenen zwee Länner, dat heescht engersäits San Marino an anerersäits Georgien.

An ech hunn hei d'Zuele vum Statec. Stand de 15. Abrëll 2024 sinn d'Importer, déi aus San Marino kommen, bei ronn 45 Milliounen Euro an d'Exporter vu Lëtzebuerg aus bei ronn 3 Milliounen Euro. Dat ass fir San Marino. An duerfir leien déi op der 93. Plaz vun eisen Handelspartner.

A fir Georgien, do leien d'Importer zur selwechter Zäit, also 2024, Stand 15. Abrëll, bei ronn 6 Milliounen Euro an d'Exporter vu Lëtzebuerg bei ronn 16 Milliounen Euro. An duerfir ass Georgien op der 118. Plaz vis-à-vis vu Lëtzebuerg weltwäit.

Ech soen dem Rapporter, dem Michel Wolter, villmools Merci fir de gudde Rapport an och déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten zwëschent der Regierung an der Chamber an dësen zwee Dossieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss.

An da géing ech de Vott zu dem Projet de loi opmaachen. Ech ginn elo dovunner aus, datt Der alleguer ageloggt sidd.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8666 et dispense du second vote constitutionnel

An da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8667 – Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, fait à Luxembourg, le 3 juillet 2025

An da komme mer zum Projet de loi 8667, dem Ëmsetze vun engem Protokoll tëschent Lëtzebuerg a Georgien iwwert d'Duebelbesteierung. Dee selwechte Riedemodell wéi virdrun an och dee selwechte Rapporteur wéi de Projet virdrun. Dann huet den honorabelen Här Michel Wolter nach eng Kéier d'Wuert. Här Wolter.

Rapport de la Commission des Finances

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Här President, mir kommen dann zum 118. Handelspartner vu Lëtzebuerg, nämlech Georgien. Och do hu mer en Netduebelbesteierungsofkommes, wat aus deem selwechte Joer, vun 2007, datéiert. A bei deem Projet 8667 geet et dann drëm, de Protokoll zur Konventioun iwwert d'Ofschafe vun der Duebelbesteierung ze approuvéieren.

De Protokoll zur Konventioun ass den 3. Juli 2025 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn a gëtt elo dann haut der Chamber ënnerbreet. Mat dësem Gesetzesprojet passe mir déi aktuell Konventioun un all international Standarden un. Mir hate schonn ëfters esou Projet-de-loien. An hei geet et ganz konkreet dann ëm den Artikel 27 vun der Konventioun, deen den Echange vu Renseignementer tëschent Georgien a Lëtzebuerg reegelt.

Wat elo d'Prozedur betrëfft, ass de Projet de loi den 10. Dezember 2025 vum Ausseminister deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 20. Januar 2026 ofginn, hat keng Umierkungen zum Fong vum Projet, just, wéi an deem Projet virdrun, eng Reformulatioun vum Intitulé. Och där ass d'Finanzkommissioun nokomm. De Rapport zu dësem Projet de loi 8667 ass an der Kommissiounssitzung vum 30. Januar 2026 ugeholl ginn.

Domadder hätt ech meng Hausaufgabe fir de Mëtte gemaach an ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Wolter Merci fir déi Hausaufgaben a fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

An da froen ech, ob d'Regierung eppes wëllt soen. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da wäre mer um Schluss vun der Diskussioun iwwert dëse Projet ukomm.

An ech géing och dëse Projet de loi zum Vott stellen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8667 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8175 – Projet de loi introduisant un plafond sur les recettes excédentaires issues du marché des producteurs d'électricité

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8175 iwwert d'Aféierung vun engem Plaffong op den Iwwerschëss vum Marché vun den Elektrizitéitsproduzenten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Rapportrice huet 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter der Energiekris huet Europa säin energeetescht Approvisionnement staark misse veränneren, besonnesch wat den natierleche Gas ugeet.

Trotz de groussen Efforten op europäeschem Niveau duerch méi Stockage, eng Diversifikatioun vun den Energiesourcen, Investissementer an déi erneierbar Energien an och e méi bewossten a spuersamen Ëmgang mat der Energie huet d'Reduktioun vun der Offer zu dauerhaft héijen an extreem volatillen Energiepräisser gefouert.

Den natierleche Gas spillt eng zentral Roll an der Produktioun vun der Elektrizitéit, virun allem wann et zu Picken an der Demande kënnt. D'Hausse vun de Gaspräisser huet sech dofir direkt op de Stroumpräis an

der ganzer Europäescher Unioun ausgewierkt. Dës Entwécklung huet zu engem staarken Desequiliber tëschent de Konsumenten an de Produzente gefouert.

Op der enger Säit hunn d'Stéit an d'Betriber eng héich finanziell Belaaschtung missen droen. Op der anerer Säit konnten eenzel Elektricitéitsproduzenten exceptionnel Benefisser realiséieren. Besonnesch d'Produzenten, deenen hir Käschtestruktur nëmme wéineg variabel ass, wéi bei der Wandkraaft, der Hydroelektricitéit oder der Offallverbrennung, hu ganz héich Benefisser erwirtschaft, déi hir urspréinglech Erwaardunge wäit iwwertraff hunn.

Wéinst dëser exceptionneller Situatioun huet d'EU d'Reglement 2022/1854 adoptéiert. Dëst gesäit nämlech e Plafonnement vun de Recettë vum Maart vun den Elektricitéitsproduzente vir, esouwéi och eng Redistributioun vun den exzessive Benefisser, fir d'Konsumenten ze ënnerstëtzen.

Dëse Gesetzestext, deen elo gläich zum Vott steet, soll also déi verschidde Modalitéite vun der Applikatioun vun dësem Reglement zu Lëtzebuerg en place setzen. Dat betrëfft ënner anerem de Champ d'application, d'Berechnungsmethod vun de Recetten, d'Plaffongen, déi applizéiert ginn, déi administrativ Prozeduren an d'Affektatioun vun der Contributioun.

Wéinst dem extraordinäre Charakter vun der Energiekris ass dës Mesür zäitlech limitéiert a gëtt retroaktiv vum 1. Dezember 2022 bis den 31. Dezember 2023 applizéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ekonomiekommissioun huet zu dësem Gesetzesprojet dräi Avisen a véier Avis complémentaires erakritt.

Dem Staatsrot säin Avis krute mir den 13. Juli 2023. An dësem huet de Staatsrot eng Rei Oppositions formelles ausgeschwat. Dobäi gouf d'Fro iwwert déi juristesch Qualifikatioun vun dëser Contributioun opgeworf, well dës weeder als Taxe rémunératoire nach als Retributioun qualifizéiert ka ginn. De Staatsrot ass der Meenung, dass dës Contributioun éischter als eng Steier ze betruechte wier, well si op der „capacité contributive accrue des producteurs résultant de la hausse des prix de l'électricité" berout. Ausserdeem ass de Staatsrot zur Konklusioun komm, dass d'Perceptioun vun dëser Contributioun vum Institut luxembourgeois de régulation, ILR, contraire zu dem Artikel 116 Paragraf 3 vun eiser Verfassung ass. Well et sech ëm en Impôt de l'État handelt, misst dës Contributioun vum Trésor public encaisséiert ginn.

Duerch d'Amendements gouvernementaux konnten d'Oppositiounen am complementairen Avis vum Staatsrot vu leschtem Joer gréisstendeels opgehuewe ginn, mat der Ausnam vun där Oppositioun betreffend dem Sanktiounsregimm, well d'Amendementer de Pouvoir vum Regulateur net genuch encadréiere géifen.

Duerch weider Upassungen iwwert déi parlamentaresch Amendementer konnt de Staatsrot och déi lescht Opposition formelle a sengem zweete complementairen Avis vum 19. Dezember d'lescht Joer ophiewen.

D'Handelskammer huet an hirem Avis recommandéiert, d'Obligatioun fir d'Produzenten, mensuel d'Donnéeë vun der Stroumproduktioun ze iwwermëttelen, opzehiewen a just fir d'Netzbedreiwer, dat heescht d'Gestionnaires de réseau, bäizebehalen, fir esou déi administrativ Belaaschtung ze reduzéieren. Zousätzlech huet d'Chambre de Commerce proposéiert, och déi mensuel Deklaratioun vun de stëndleche Präisser, de Prix-horairen, vun de Produzenten ze suppriméieren. An deem Fall sollen d'Quantitéite vun der agespeister Elektrizitéit op Basis vum mensuelle Präis, dee vun den däitschen Netzbedreiwer publizéiert gëtt, valoriséiert ginn, ausser de Produzent liwwert fräiwëlleg seng eegen Donnéeën. D'Chambre de Commerce fuerdert och, de Contestatiounsdelai vu 15 op 30 Deeg eropzesetzen, fir dass d'Produzente genuch Zäit hunn, fir hir Donnéeen ze consolidéieren a mat deene vum Reseausgestionnaire ze vergläichen.

An hirem complementairen Avis begréisst d'Chambre de Commerce, dass verschidde vun hire Remarken en compte geholl goufen, a si widderhëlt hir Fuerderunge vum éischten Avis, déi nach net ëmgesat gi sinn.

An hirem zweete complementairen Avis vun Oktober 2025 huet d'Handelskammer keng weider Remarken zum Fong vum Text gehat.

Dann nach d'Chambre des Salariés, déi an hirem Avis festgestallt huet, dass déi Recetten, déi viséiert sinn, déi sinn, déi aus der Exploitatioun vun de Stroumproduktiounsanlage stamen, deenen hir installéiert Leeschtung gläich oder méi héich wéi ee Megawatt ass an datt d'Produzente verflicht sinn, 90 % vun den excedentairë Recettë bäizedroen. Si begréisst ausdrécklech d'Virgoen, fir dës exceptionnel Recettë vun de Stroumproduzenten ze notzen, fir d'Consommateuren ze ënnerstëtzen, déi scho staark vun der genereller Hausse vun de Käschten duerch d'Inflatioun betraff waren. Dëse Mechanismus géif zu enger gerechter Ëmverdeelung bäidroen.

Fir weider Detailer zu eise parlamentareschen Aarbechte verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech géif heimadder och den Accord zu dësem Gesetzesprojet vun der Demokratescher Partei ginn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Hartmann, fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll d'Zoustëmmung gi vun eiser Fraktioun fir dëse Projet, e Projet, dee weist, wéi Solidaritéit funktionéiert. An der Kris, an der Energiekris, ass vill gehollef gi bei de Konsumenten. An hei ass et awer och een Deel vun der Gesellschaft, nämlech d'Produzenten, déi wierklech do vun deenen héije Präisser profitéiert hunn. An dofir ass et richteg, dass een hei, mengen ech, en Ëmschichte mécht. Well et ass jo och an anere Fäll, wou mer de Produzenten hëllefen, wann d'Maartpräisser net erreecht ginn, iwwert de Mécanisme de compensation, dass se e gewëssene Präis hunn, fir dass hir Energieproduktioun ka rentabel funktionéieren.

Ech mengen, dat ass de wichtege Message vun dësem Projet, dee ganz spéit kënnt. D'Energiekris ass schonn dräi Joer ëm, mee mir setzen awer nach dat ëm, wat do soll ëmgesat ginn. An domat ginn ech den Accord vun der CSV.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Elo huet den Här Georges Engel d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir ënnerstëtzen dëse Projet an dës europäesch Moossnam aus enger Logik vu Fairness an der Kris, well super Profitter um Stroummarché däerfen net an den Täsche vun de grousse Betriber verluer goen oder an hir Täsche goen, an dat op d'Käschte vun de Stéit a vun deene klenge Betriber. Si mussen zréck un d'Allgemengheet fléissen, esou wéi dat an dësem Gesetz hei wéinstens emol fir eng bestëmmte Period, vum 1. Dezember 2022 bis den 31. Dezember 2023, virgesinn ass.

An deem Aspekt seet jo och d'CSL explizitt: D'Iddi, d'Iwwerschossrecetten ze huelen, fir d'Stroumpräisser ze drécken, dat ass eng redistributiv Moossnam, déi primär d'Stéit entlaascht. An duerfir wäerte mir och dëse Projet hei matstëmmen. Et ass u sech en technesche Projet an awer och mat enger Visioun, wéi ee sech vläicht och an Zukunft kéint mat exzessive Profitter ausernanersetzen. E Projet, deen iwwregens och vum Claude Turmes deposéiert gouf. Ech wëll dat hei nach eng Kéier ernimmen.

Schlussendlech bleift d'Haaptléier hei eng Lektioun och hoffentlech fir d'Zukunft. Dëst war eng Noutbrems. Mee mir brauchen eng dauerhaft sozial gerecht Energiepolitick. Dat heescht konkreet: méi ëffentlech Investitiounen a geopolitesch onofhängeg erneierbar Energien, an d'Netz an och an d'Batteriespäicherstrategie, déi d'Regierung sech ginn huet, déi awer, mengen ech oder fannen ech mol, net esou richteg virugeet, op alle Fall net esou séier, wéi een dat misst maachen. Et gëtt hei och eng besser Protektioun dann zum Deel géint Präisschocken.

An ech wäert dofir och hei den Accord vun der LSAP ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Den nächste Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dëst EU-Reglement hat als Zil, fir d'Explosioun vun den Energiepräisser anzedämmen. Déi héich a virun allem onsécher an instabill Energiepräisser hunn 2022 d'Privatleit, mee och d'Wirtschaft an d'Industrie staark belaascht an et war schwéier ze plangen.

Mir sinn awer net averstan mat der Analys vun de Grënn an och wat fir Mesüre konkreet geholl gi sinn. Duerfir wäerte mir eis hei enthalen als ADR.

Dës Energiekris weist am Fong ganz gutt, datt mir schwéier strateegesch Feeler gemaach hunn an de leschten 30 Joer, duerch déi mir extreem ufälleg gi si fir extern Krisen. Mir si manner autark ginn a méi schwaach, an doduerch fille sech anerer méi staark.

Firwat sinn d'Präisser dann esou explodéiert 2022? Déi einfachst Äntwert ass: wéinst der russescher Invasioun vun der Ukrain an de Reaktiounen dorobber. Déi einfach Erklärung ass natierlech net falsch, mee si ass ze einfach. Si ass ze simplistesch. De wierkleche Grond, datt de Präis esou eskaléiert ass, ass eis falsch Energiepolitick, a virun allem déi däitsch Energiewende.

D'Nuklearzentrale sinn einfach gesprengt ginn. Dës Zentrale si fir Milliarden Euro opgebaut ginn an hätten nach joerzéngtelaang bëllegen a séchere Stroum geliwwert, an dat komplett onofhängeg vu Wand a Sonn, a mir wäre vill manner erpressbar gewiescht vun externen Energieliwwerante wéi Russland.

An ironescherweis wär doduerch och déi erneierbar Energie méi effikass ginn an der Kris, well d'Nuklearenergie kéint déi Dunkelflauten zu engem bestëmmten Deel mat opfänken, well se eng Grondlaascht fir de Reseau gëtt. Mee nee, Däitschland huet sech ofhängeg gemaach vum bëllege russesche Gas, och mam Motto „Frieden durch Handel". D'Resultat war awer éischter, datt d'Krichskeess vu Russland gutt gefëllt ginn ass.

Interessanterweis hat den Donald Trump a senger Ried 2018 virun der UN-Versammlung gesot: „Germany will become totally dependent on russian energy if it doesn't immediately change course." An do gouf hie vum fréieren däitschen Ausseminister Heiko Maas ausgelaacht.

Mir mussen einfach der Realitéit an d'A kucken: Wa mir als Europa staark wëlle sinn, da musse mir rational handelen a keng irrational Energiepolitick maachen. Et kann ee sech souguer d'Fro stellen, ob Russland d'Ukrain iwwerhaapt iwwerfall hätt, wann Europa méi energieautark a méi staark gewiescht wär.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Mee och d'Mesüre ...

M. Gusty Graas (DP) | Elo sinn d'Russen och nach déi Fein.

M. Tom Weidig (ADR) | ... vun dësem EU-Reglement weisen, datt mir an Europa déi falsch Approche hunn. Wien huet misse matbezuele fir d'Subventionéierung vun de Präisser? D'Energieliwweranten, déi Profitter gemaach hu vun den héijen Energiepräisser an och d'Produzente vu fossiller Energie.

A priori kléngt dat jo alles gutt, déi schlëmm kapitalistesch Profiteure vun der Nout vun de Leit. Mee d'Realitéit ass natierlech méi subtill. Firwat hunn déi Profitter gemaach? Well se eng Aart vun Energie produzéiert hunn, déi krisesécher war an déi eis an Europa méi autark gemaach huet. D'Produzente vun Nuklearenergie, mee och vu Wandenergie hu profitéiert. Sollten déi dann net an enger fairer Wirtschaft duerfir mat Profitter belount ginn? Doduerch encouragéiere mir och dës Energiesecteuren, déi stabill waren an der Kris, sech weider auszebauen an nach méi effizient ze ginn, an datt Investore méi Suen an dës Industrie stiechen.

Elo si se am Fong geholl bestrooft ginn, fir dat Richtegt gemaach ze hunn. Woubäi sech d'EU-Kommissioun awer verrechent huet an déi Revenuen anscheinend vill méi niddreg ausfale sollen. Dat heescht, wa mir dëst Gesetz stëmmen, ass et och net genau kloer, wéi vill elo déi Firme bezuele mussen. An der Fiche financière zum Projet de loi steet just, wat et de Budget vum Staat kascht. Et wär dréngend noutwendeg, datt mer och an där Fiche vläicht och missten draschreiwen, wat e Gesetz fir en Impact huet op aner Leit.

Mir mussen an Europa manner ideologeschen Interventionismus maachen, wouduerch et zu Marchéverzerrunge kënnt, an doduerch ginn eis Ressourcë suboptimal verdeelt. Net déi politesch Klass weess am beschten, wat mir brauchen, mee de Marché selwer.

(Interruptions)

Une voix | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, jo. A wësst Der, wien de Marché ass? De Marché, dat sinn déi Milliounen a Millioune vu Konsumenten a Produzenten, déi lokal wëssen, wat se brauchen a wat néideg ass, an datt si selwer kënnen Entscheedungen treffen. Dat ass richteg Demokratie.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum an den Här Emering wëllen Iech eng Fro stellen, Här Weidig. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Ech ginn dem Här Baum fir d'éischt Wuert, duerno dem Här Emering.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Weidig huet elo grad probéiert, eis eng Lektioun ze erdeelen, wat de Marché ass a wéi de Marché funktionéiert, andeem en eng idealtypesch Versioun beschreift, déi et nach ni an der Geschicht ginn ass, datt ëmmer nëmmen d'Konsumenten de renge Marché géifen duerstellen. Duerfir wier meng Fro, ob den Här Weidig net géif mengen, de Marché wiere finalement déi Leit, déi d'Reegele vum Marché definéieren?

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Bon, also dat, wat ech als Éischt emol soen, ass, datt natierlech dat, wat am mannste gutt fonctionéiert huet vun alle wirtschaftleche Systemer, de sozialistesche System war.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat do war net meng Fro gewiescht.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech weess, datt do natierlech den Här Wagner da seet: „Nee, mir haten zwar schonn zéng verschidden esou Systemer, mee dat war kee richtege Sozialismus." An et geet jo hei net ...

(Interruption par M. David Wagner et hilarité)

An et geet hei jo och net ëm puere Kapitalismus. Et geet natierlech drëm, datt de Marché regléiert ass, datt do Reglementer sinn, Gesetzer an esou weider, mee datt mer awer innerhalb vum Marché net solle probéieren, ze vill zentralistesch virzegoen, well oft weess de Marché besser, wat um Terrain lass ass, wéi eng politesch Klass, wéi zum Beispill en Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Dir hutt mech bestätegt!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, Dir gitt Iech elo net eens haut doriwwer, dofir ginn ech elo dem Här Emering d'Wuert. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, Dir hutt verschidde Saache gesot, déi elo net nei sinn, Här Weidig, dass d'Nuklearenergie eng krisesécher Energie wier zum Beispill. Do mengen ech, datt mer alleguerten heibanne wëssen, dass et fachlech falsch ass, dass et keng krisesécher ass.

Mee Dir hutt awer eppes gesot, wat ech besonnesch a Fro stellen. Dir hutt gesot: „Wa mer un der nuklearer Energie festhalen, entwéckelt sech déi erneierbar besser." Kënnt Der dat wannechgelift erklären? Well dat ergëtt fir mech wierklech guer kee Sënn.

M. Tom Weidig (ADR) | Ok, dann erklären ech Iech dat.

Une voix | Awer kuerz!

M. Tom Weidig (ADR) | Dat ass am Fong geholl ganz einfach. Mir hu jo erneierbar Energie, Wandenergie, Sonnenenergie. Dat ass jo och ok. Mee de Problem ass, déi hu mer halt net stabill. Mir kënnen net all Dag genau déi selwecht produzéieren. An duerfir ass et ganz wichteg, datt mer en Energiemix hunn, datt mer och aner Energiequellen hunn, wéi zum Beispill Nuklearenergie. Well déi, déi gëlt als eng absolutt Grondlaascht, well an eiser Gesellschaft hu mer vill Firmen, déi brauche wierklech all Dag genau déi Energie. An duerfir ass et wichteg, datt d'Nuklearenergie eng Grondlaascht gëtt.

An da kann een natierlech och nach séier reagéiere mat anere Laaschten, wéi zum Beispill der Verbrennung vu Kuel oder och Gas. A wann een dee ganze Mix huet, da fonctionéiert dat ganz gutt. An dat ass iwwregens och dat, wat am Moment a China gemaach gëtt. Déi bauen déi erneierbar Energien, mee och déi nuklear aus. Dat heescht, d'Kombinatioun vun deenen zwee ass am Fong geholl warscheinlech dat Bescht.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Weidig. An dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci fir d'Wuert. Mat all deenen alternative Fakte wollt ech awer nach mat zwou Saachen hei eng Kéier opraumen. Dat eent ass: Dir sot engersäits, et soll net autark ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... dass Europa net autark genuch wär. Dir plädéiert awer da fir eng Atomenergie, wou ech gär wéisst, wou Der den Uran da géingt hierhuelen hei an Europa ouni Drëttlänner, wou mer dann erëm ofhängeg wieren. Dat ass dat eent. An dat Zweet ass, dass och Atomenergie alles anescht wéi extreem verléisslech ass. Wann Der den Objet vum Gesetz gelies hätt, steet do ganz kloer dran, dass ee vun de Präisdreiwer eeben och war, well Atomkraaftwierker stëlllouchen, well net genuch Waasser do war, fir se ze killen. Also, do kann ee sech och nach drun erënneren, wann een e bësse gudde Wëllen huet, wéi dat war et deemools an deem Summer. Sou.

Elo gëtt et eng ganz Rei Saachen, déi ee misst soen no deem, wat ee sech hei huet missen unhéieren, mee ech wëll awer elo eigentlech op den Haaptsujet kommen, nämlech dat Gesetz hei, wat säit 2023 ënnerwee ass a wat och ganz wichteg ass, fir justement déi exzessiv Gewënner nees zréck an déi ëffenlech Hand ze ginn. No dräi Joer, mengen ech, ass et héich Zäit, dass mer dat heiten heimadder ëmsetzen, an ech wollt domadder och eisen Accord ginn. Voilà.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Deen nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et gëtt héich Zäit, dass dëst Gesetz kënnt. Wéi mer schonn e puermol gesot hunn, mat den héije Stroumpräisser hunn d'Leit immens vill Geld ausginn, an et waren herno d'Firmen, déi hir Benefisser gemaach hunn.

Iwwregens, alleguerten déi Atomfirmen, déi hei elo gelueft goufe virdru vun der ADR, dat si meeschtens déi, déi déi déckste Benefisser maachen ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

... well d'Gesellschaft virdrun déi Wierker bezuelt huet. Wa se nämlech misste reell d'Käschte bezuelen, wär Atomkraaft bei wäitem dat Deierst. Dat heescht, wat Der hei zielt, ass e Märchen a mat der ADR géingen d'Leit vill méi héich Stroumpräisser bezuelen. Esou ass de Fakt. Mat Iech géing hei zu Lëtzebuerg jidderee méi héich Stroumpräisser bezuelen!

Wat awer elo hei net dran ass an deem Gesetz, an ech mengen, den Här Minister ka sech schonn denken, op wat ech wëll erauskommen, sinn déi, déi herno de Stroum verkafen. Hei si mer elo bei deenen, déi e produzéieren. Mäi Liblingsthema ass nach ëmmer d'Solarenergie hei zu Lëtzebuerg, wou awer och Gewënner erziilt ginn, déi fir eis net méi korrekt sinn. Dat sinn déi Gewënner, wou Dir fir Äre Solarstroum een, zwee Cent kritt, an dee gëtt dann un deen Nächste fir 16 Cent verkaaft. Natierlech, d'Reseauskäschte kommen nach eng Kéier als Supplement derbäi, well déi kritt deen Nächste jo och nach eng Kéier mat senge siwen Cent verrechent. E kritt natierlech déi dräi Cent an eppes Subsid vum Staat, mee trotzdeem bleift awer den Händler dertëscht nach ëmmer, deen dee grousse Profitt mécht, mol aacht, mol zéng, mol zwielef, et hänkt ëmmer dervun of, wéi e Stroumtariff Der hutt. Et si

verschidde Leit, déi hunn 20 Cent, anerer 16 Cent, anerer 14 Cent.

An do musse mer awer och eng Kéier upaken, wa mer wëllen déi Transitioun hunn. An den ekologesche Stroum, ob dat Solar oder Wand ass, ass awer d'Zukunft. A wa mer wëllen d'Leit mat an d'Boot huelen, musse mer higoen an hinnen och e korrekte Präis ubidde fir dee Stroum, dee se produzéieren. Hei gi mer elo hin a mir weisen emol endlech déi grouss Firmen an d'Schranken, déi Millioune Benefisser gemaach hunn op Käschte vun der Gesellschaft. Mee mir mussen awer och eng Kéier fir déi, déi sech fir d'Gesellschaft engagéieren am Privaten, en Ureiz schafen, fir dass déi kënnen herno och mat hire Solaranlagen e korrekte Präis kréien.

Déi lescht Kéier hat de Minister mer geäntwert: „Jo, mee d'Hallschent huet de Staat jo bezuelt." Mee dat ass keen Argument, well de Staat, dat ass jo nach ëmmer d'Allgemengheet, déi herno de Betriber bezilt, well déi Differenz vun zwee op 16 oder 18 Cent, déi geet jo reng an d'Täsch vun enger ..., ech soen elo keen Numm, mee Dir wësst, wien zu Lëtzebuerg de Stroum handelt. Déi geet jo reng doranner. A virdrun ass et awer de Steierzueler, deen d'Solaranlag mat deene 50 % subventionéiert huet.

Dat heescht, et ass keen Argument fir ze soen, well de Steierzueler dat kritt, dass herno deen anere ka vill méi bëlleg dee Stroum akafen, zu zwee oder dräi Cent. Well wann déi selwecht Firmen, an do komme mer erëm zréck bei de Produzent, dat dote géinge um Marché akafen, géinge se et fir sechs, siwen Cent – et hänkt ëmmer vum Spotpräis natierlech of, dee mer grad hunn – kafen. Dat heescht, hei sinn dann déi Privatleit gelackmeiert. Also dat ass en Ureiz, deen ech matbréngen, fir vläicht mol eng Kéier driwwer ze diskutéieren, wann d'Händler de Stroum vu Privatleit immens bëlleg akafen, ob mer net och do e Gesetz an Zukunft brauchen, fir d'Privatleit ze schützen.

Also, dëst Gesetz wäerte mer ganz gäre matstëmmen, well d'Stroumpräisser waren ze héich, et sinn ze vill Firmen, déi profitéiert hunn, an hei gitt Der de richtege Wee.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech wollt eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Weidig wëllt Iech eng Fro stellen, Här Goergen. Sidd Der d'accord?

(Assentiment)

Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir hutt gesot, datt d'Nuklearenergie esou deier wär. Dat ass, wann een nei Nuklearzentrale baut. Dann ass de Käschtepunkt wichteg. Mee an Däitschland ass jo genau de Géigendeel passéiert. Do si Milliarden a Milliarden Investitioune vu Steierzueler ... Déi Infrastrukture stoungen, an do ass alles zerstéiert ginn. Duerfir ass meng Fro: Hätt Dir dann och déi Nuklearzentralen zerstéiert an domat Milliarden a Milliarde vun Investitioune vun de Steierzueler och zerstéiert?

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech mengen, dat doten ass jo dat Märchen, wat Der schonn e puermol hei gezielt hutt, well Dir ëmmer den Istzustand huelt vun deenen Zentralen an Däitschland, wéi se deemools waren. Déi Zentrale waren awer a sech um Enn vun hirem Liewen ukomm. Dat heescht, wann Der déi hätt wëllen ofsécheren, an ech mengen, Dir wëllt jo och keen Accident an enger Atomzentral, hätt Der quasi nach eng Kéier missen esou vill investéiere wéi bei enger neier. An da wär de Stroumpräis, déi Produktioun natierlech vill méi deier ginn.

Dir gitt ëmmer ganz wäit zréck kucken. Deemools waren et nämlech och d'Steierzueler, déi déi ganz Wierker mat finanzéiert hunn. Dat däerf een net vergiessen. Dat ass net agerechent ginn an dee Stroumpräis. Wann een awer elo d'Renovatioun gemaach hätt, fir dat erëm sécherzestellen, wär den Atom vill méi deier ginn.

Déi Kraaftwierker, déi elo ofgerappt gi sinn, dat waren aler. Ech sinn och der Meenung, dass déi, déi an der Belsch direkt hei op der Grenz stinn, an déi, déi a Frankräich sinn, och ze al sinn an dass déi och missten ofgerappt ginn. Ech weess, d'ADR bréngt weiderhi gär eis Bevëlkerung a Gefor an hält déi Atomkraaftwierker bäi.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert.

(Brouhaha)

M. David Wagner (déi Lénk) | Wat elo interessant ass bei dësem Projet de loi, dat ass u sech, datt et jo esou ass, datt déi erneierbar Energië méi stabel Produktiounskäschten hunn, déi och méi bëlleg sinn, datt si manner de Schwankungen ausgesat sinn an der aktueller Situatioun, vu datt de Stroumpräis jo ugebonne gëtt un de Gaspräis, nom System vum Meritorder, also deem am mannsten effiziente Präis, deen awer trotzdeem nach rentabel ass.

En gros heescht dat, datt u sech schlussendlech de Stroumpräis, och dee vun deem, dee vun erneierbaren Energië produzéiert gouf, an deem Sënn méi bëlleg ass, well et net déi Schwankung gouf vum Gaspräis, deen eropgaangen ass, excedentaire, also vill Benefisser gemaach huet. An dat gëtt dann elo imposéiert, fir herno déi Präisser, déi iwwerdriwwe Präisser, kënnen ze kompenséieren, fir datt d'Stéit manner bezuelen.

Et seet esou vill aus iwwer esou vill falsch Funktionementer vun engem ekonomesche System a vum Energiemaart, dee jo u sech an der internationaler Konkurrenz, also der europäescher Konkurrenz, ass a wou u sech schlussendlech awer musse Profitter vu private Gesellschaften assuréiert ginn iwwer eng Hellewull vu Gesetzer, Reglementer a Steieren, déi mer mussen aféieren, well de fräie Maart u sech net funktionéiert.

U sech komme mer indirekt an dat, wat ... Do kréien zemools déi vun der DP ..., deene geet et ëmmer ganz schlecht. Mee u sech si mer an enger Aart Planwirtschaft. Indirekt ass et eng Form vu Planwirtschaft, déi just awer dofir assuréiert, datt Privatgesellschafte kënnen hir Profitter maachen, andeems awer iwwer Reglementer a Steiergelder dat kompenséiert gëtt, fir datt d'Stéit, d'Leit, awer nach iwwert d'Ronne kënne kommen. Also, et ass immens interessant. Dat heescht awer net, datt mir dee Projet de loi net wäerten ënnerstëtzen. Mee dat seet immens vill aus.

Et gëtt iwwer erneierbar Energië geschwat, déi vill méi stabel sinn. Ganz oft huet een d'Solarenergie am Kapp, et huet een de Wand, d'Eoliennen, am Kapp. Mee et ass vill méi: Et ass och d'Waasser, et ass och d'Biomass, dat ass Reschtholz, dat ass den Offall vun der Industrie, vun de Gemengen, dat ass de Biogas, dat ass de Gas, deen aus de Kläranlage kënnt et cetera. Dat kéint och Geothermie sinn, déi jo e bësse méi komplizéiert an och e bësse méi geféierlech ass deemno wéi, mee awer net auszeschléissen ass. Also, et ass eng ganz Hellewull vun erneierbaren Energien, déi et gëtt, déi ee muss weiderhin ausbauen. Mat all deem kann ee Stroum maachen.

U sech kann een dann eebe soen, datt een erneierbar Energië ka kontrolléieren. Si si stabel. Si hunn am Prinzipp e stabele Käschtepunkt, aneschters wéi de Gaspräis, wéi de Stroum, dee vum Gas kënnt, deen u sech gréissere Schwankungen ausgeliwwert ass.

Atomenergie ass, wéi dat scho ganz oft gesot gouf, eppes Riseges, wat ouni grouss Investissementer vun der ëffentlecher Hand net ka funktionéieren. Dat heescht, wann zwar um Enn d'Atomenergie vläicht esou ausgesäit, wéi wa se méi bëlleg wier, huet se de Steierzueler immens vill kascht. An trotzdeem hu mer nach ëmmer e gréissere Sécherheetsproblem, dee sech stellt, dee sech bei erneierbaren Energien net esou stellt.

Wat kënne mer aus deene Saachen duerno schléissen? Dat ass, datt een erneierbar Energië weiderhi muss ausbauen. Net nëmme well se méi propper sinn, mee och well se méi stabel sinn an och well se besser sinn, wat d'Käschten ugeet. An dat geet natierlech net vun haut op muer. Dat si grouss Operatiounen, grouss Investissementer, déi ee muss maachen. An dat heescht och, datt een transitoresch Periode mécht, datt een nach deemno wéi op Fossill muss zréckgräifen an op Atomenergie muss zréckgräifen, do, wou et dat gëtt.

Well a Frankräich, do maache si sech vill Iwwerleeungen, och Ekologisten, an och eis Kolleege vun der France insoumise d'ailleurs. Déi hunn e ganze Programm, fir ze soen: „Mir mussen aus der Atomenergie erauskommen, well et geféierlech ass. A lues a lues investéiere mer all dat Wëssen an déi Suen, déi mer an d'Atomenergie investéieren, an d'erneierbar Energien, an deenen hiren Developpement, fir an déi Richtung do ze goen, well dat ass d'Zukunft."

D'Chineese ginn e bëssen dee selwechte Wee u sech, just datt si villes mussen nohuelen als eeëmolegt ënnerentwéckelt Land. Dat ass de Problem.

Mee d'Zukunft, dat sinn u sech d'erneierbar Energien. An dat geet och just nëmme mat massiven ëffentlechen Investissementer. Wéi gesot, de sougenannte „fräie Marché vum Stroum", dee funktionéiert net. Dee funktionéiert net, well bei der klengster Schwankung, majo, da missten u sech d'Biergerinnen an d'Bierger vill méi bezuelen. An da geet et net aneschters, wéi datt mir mat Bremsen, mat Subventiounen et cetera, also och mat Steiergelder, mussen intervenéieren, well soss géifen d'Leit net iwwert d'Ronne kommen.

An da gëtt et nach vill aner Systemer, déi ee muss entwéckelen. Mir plädéieren zënter Joren derfir, datt een och d'Stroumpräisser staffelt, sozial staffelt. Et gëtt nach aner Saachen, déi ee ka maachen op interregionalem oder kommunalem Niveau, wou ee verschidde Produzente vun erneierbaren Energië kann zesummenhuelen. An do kann een och Präisser festleeën, déi bei Wäitem ënnert dem Maartpräis sinn. Dat sinn alles Saachen, déi zum Deel och lafen, mee déi muss ee weiderhin ënnerstëtzen. Also: Ëffentlech a sozial staffelen an erneierbar Energien, dat ass d'Zukunft.

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Energieminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och fir déi breet Zoustëmmung. Ech mengen, dass et e Projet ass, deen eebe grad weist, a wéi enger spezieller Situatioun mer zu deem

Moment waren. A wa mer alleguerten hei esou wäit ausgeholl hunn, fir am Fong d'Systemer ze erklären an ze kucken, wéi déi eenzel Saache fonctionéieren, weist dat och nach eng Kéier, dass et eng speziell Situatioun war, mat Präisser, déi normalerweis bei 50 Euro d'Megawattstonn leien, dunn op iwwer 1.000 Euro d'Megawattstonn gaange sinn.

Ech fanne just deen Debat, deen hei gefouert gëtt iwwert d'Nuklearenergie scho bal e bësse caricatural oder witzeg, well eebe grad d'Nuklearenergie hei mat dozou gefouert huet, dass mer esou deier Präisser haten. An et ass einfach eng Ligen, hei ze soen, dass dat net de Fall ass, well mir hate Korrosioun …

M. Tom Weidig (ADR) | Lige mécht den Här Meisch an den Här Gloden!

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Här Weidig!

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat do geet zwar guer net!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat do war eng ganz appropriéiert Remark vun Iech, déi just …

(Interruption par M. Tom Weidig)

O, wann Dir elo hei esou …

M. Claude Wiseler, Président | De Minister huet d'Wuert!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Nuklear: Zu deem Moment, wou de Problem war, dass d'Energiepräisser an d'Luucht gaange sinn, war et haaptsächlech gedriwwen duerch de Gas, woumat dann eeben alleguerten d'Gasturbinnen, déi Stroum verbrauchen, immens deiere Stroum produzéiert hunn, well de Gas immens deier war.

Parallell dozou hate mer ganz grouss Korrosiounsproblemer a Frankräich bei Nuklearreakteren, déi net gelaf sinn. A gleeft mer, ech selwer wunnen zu Mondorf: Ech hu gesinn, dass déi véier Tierm vu Cattenom, déi normalerweis dämpen, net gedämpt hunn, well nämlech Korrosiounsproblemer waren an net genuch Techniker do waren, déi der Stralung ausgesat konnte ginn, wa se intervenéiert sinn um Reakter. Dat ass d'Realitéit, déi dann och mat sech bruecht huet, dass se eebe grad nach eng Kéier gewisen huet, wéi ofhängeg mer kënne si vun dem Nuklearen.

Wann ech dann awer héieren, dass d'Nuklearenergie och nach vill méi bëlleg ass wéi alleguerten déi aner, ouni awer dann de Fakt eranzehuelen, wéi e grad och erkläert ginn ass vum Här Goergen, dass eng Zentral bauen immens deier ass, dass déi ganz Recherche souwisou iwwer ëffentlech Gelder matgedroe gëtt, dass dat net mat an d'Rechnung geholl gëtt, an da gesot gëtt: „Ma da musse mer déi al Reaktere lafe loossen" – ma déi heite Regierung ass ganz kloer géint eng Verlängerung vu Cattenom, géint eng Verlängerung vun engem ale Reakter, well mer eis ganz substanziell Froen iwwert d'Sécherheet stellen! An ech fannen et awer speziell, dass hei d'ADR also nach eng Kéier ënnersträicht, dass se fir d'Weidererhale vu Cattenom ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat ass dann awer och en Deel vun der Wourecht.

D'Batteriestrategie ass ugeschwat ginn. Jo, ech ginn Iech vollkomme Recht, Här Engel, an et ass wichteg, dass mer hei d'Batteriestrategie zu Lëtzebuerg och weidermaachen, well dat och e weidert Puzzlesteck vun den erneierbaren Energien ass, fir se kënnen ze späicheren a se och kënnen dann nach méi ze gebrauchen, wa mer se och wierklech brauchen, net wa mer den Iwwerschoss am Netz hunn, mee se da kënnen ze huelen.

Op déi Fro, déi gestallt ginn ass zu deene verschiddene Méiglechkeeten, wéi ech e Subsid ka kréie fir meng Fotovoltaik doheem: Éischtens emol, wann ech e Subsid kréien, deen elo iwwer Prefinanzement méiglech ass, wou déi éischt Dossieren och dobanne sinn. Déi éischt Dossiere si bannent dräi Deeg ausbezuelt ginn un d'Betriber. Wat een da gesäit, ass, dass een de Choix huet: Entweeder ech kréie 50 % oder méi Subsid fir meng Anlag an dann huelen ech et fir d'Autoconsommatioun oder ech huelen de Subsid net an ech ginn an en anere System, wou ech e festen Aspeistariff kréien. Da kréien ech eebe grad dat, wat Der gefrot hutt, méi en héijen Aspeistariff, mee da sinn ech net an der Eegeproduktioun.

D'Äntwert am Fong op déi Fro, déi Der gestallt hutt, ass, dass ee muss méi dohinner goen, wann ech eng eege Produktiounsanlag hunn, déi Iwwerproduktiounen huet, dass ech an eng Energiecommunautéit eraginn a vläicht mat mengem Noper deelen, deen et sech net …, dee vläicht en Daach huet, dee keng Solaranlag huet, fir dass dee kann de Stroum huelen. Dat ass éischtens emol dénglech fir de Reseau, well mer dann de Reseau manner mussen ausbauen, zweetens dénglech fir de Präis, deen Der selwer kritt, an drëttens dénglech fir Ären Noper. Dee kritt nämlech dann och méi e bëllege Präis, wéi en dat kann hunn. Dat ass am Fong d'Energiecommunautéit, déi do de wichtege Punkt ass.

Ech mengen awer trotzdeem hei … An ech hoffen, dass et déi leschte Kéier ass, dass mer iwwer esou e Projet hei mussen ofstëmmen, well et war eng komplett dereguléiert Situatioun, wou eebe grad eng Wandanlag ganz héich Präisser kritt huet oder Waasser ganz héich Aspeispräisser kritt huet, obwuel initialement den Invest net méi héich war an et dann och hei fair ass, fir kënnen deen Transfert ze maachen. Et ass och Zäit, dass et elo eriwwer ass, well mir mussen eis hei net ëmmer erëm un déi ganz schwéier Zäite vun der Energiekris erënneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Fro vun dem Här Weidig. Ass et eng Fro oder e Kommentar? Oder e Fait personnel?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Wat genau?

(Interruptions)

Parole après ministre?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, e Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Fait personnel.

(Interruption)

Dach, Dir hutt … Hie ka Rektifikatioune maachen zu politeschen Aussoen.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also, dat Éischt, wat ech wëll soen, ass, wéi mer schonn esou oft gesot hunn: Mir si weeder pro nach kontra Atomenergie, sondern mir wëllen eng rational Energiepolitick an datt mer alles fair kucken. A mir sinn och selbstverständlech derfir, datt all d'Atomzentralen déi héchste Sécherheetsstandarden hunn.

An de Minister huet och gesot, wärend der Kris wäre Problemer gewiescht an de franséischen Nuklearzentralen. Jo, déi Produktioun, déi ass erofgaangen. A firwat ass se erofgaangen? Well nämlech déi lescht 20, 30 Joer laang wéinst all deem gréngideologeschen Drock net déi néideg Investitioune gemaach gi sinn.

(Brouhaha)

An duerfir war dee Problem do. Dat war nees eng Kéier duerch falschen, irrationalen, gréngideologeschen Drock.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou! Merci, Här Weidig. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Dossier ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8175 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8175[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8175 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8610 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8610, dem Ëmsetze vun enger EU-Direktiv iwwer Funkanlagen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, deem selwechte wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Claude Haagen, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de

Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet, deen ech Iech haut virstellen, geet et ëm d'Transpositiouun vun enger vun den Omnibus-Direktive vun der EU-Kommissioun, a fir méi genau ze sinn: d'Direktiv 2024/2839. Dës Direktiv hätt eigentlech solle virum 28. November 2025 an dat nationaalt Recht transposéiert ginn. Dofir ass et gutt, dass mer et haut um Ordre du jour hunn.

Hei geet et virun allem dorëms, d'Reportingobligatioune fir eng Rei vu Produktkategorien ze vereinfachen. Am virleiende Gesetzestext geet et haaptsächlech ëm d'Radioekipementer, déi ënnert d'Kompetenz vum ILNAS falen. Dorënner falen all d'Geräter, déi Funkwellen ausstralen, wéi zum Beispill Handyen, Navigatiounssystemer oder och souguer Computeren.

Konkreet gëtt den Artikel 47 vun der Direktiv 2014/53/UE iwwert d'Harmonisatioun vun de Legislatioune vun den EU-Memberstaaten am Beräich vun der „mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques" geännert.

D'Periodizitéit, an där d'Memberstaate verflicht sinn, hire Rapport iwwert d'Uwennung vun der Direktiv un d'EU-Kommissioun ze schécken, gëtt vun zwee op fënnef Joer eropgesat. Dat bedeit konkreet manner Reportingobligatiounen a manner administrativ Belaaschtung. Dëst kënnt eise Betriber zegutt, well et si si, déi déi néideg Informatioune fir de Rapport liwwere mussen.

Eng weider wichteg Ännerung, déi de Schutz vun de Konsumenten an den Entreprisë verbessere soll, ass d'Méiglechkeet, scho verkaaften net konform Ekipementer zeréckzeruffen. Bis elo war nëmmen de Retrait vun esou Produkter aus dem Verkaf virgesinn. Duerch dëse Gesetzestext kann also an Zukunft den ILNAS e Rappell unuerdnen, fir dass d'Betriber derzou verflicht sinn, déi net konform Produiten zeréckzeruffen a konform ze maachen.

Schlussendlech gëtt och den Artikel 7 vum Gesetz vum 27. Juni 2016 ugepasst, fir sécherzestellen, datt en den Aufgabe vun der Maartiwwerwaachung entsprécht, esou wéi se am Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS festgeluecht sinn.

Zu dësem Gesetzestext huet eis Kommissioun zwee Avisen erakritt. Engersäits de Staatsrot. En huet a sengem Avis vum 2. Dezember 2025 keng Opposition formelle ausgeschwat a soss och kee weidere Kommentar zum Fong vum Text gemaach. De Remarke legistescher Natur si mir an der Kommissioun nokomm an hu se ëmgesat.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 2. September 2025 erageschéckt an an dësem Gesetzestext virun allem déi administrativ Vereinfachung duerch d'Verlängerung vum Delai op fënnef Joer, déi ech schonn ugedeit hunn, begréisst. Si freet sech och iwwert d'Méiglechkeet, net konform Geräter zeréckzeruffen, fir se a Konformitéit ze bréngen, well d'Betriber bis elo dozou verflicht waren, esou Produkter endgülteg vum Marché ze huelen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. An an deem Sënn gëtt d'DP-Fraktioun dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Arendt villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Ech wéilt domat ufänken, dem Här Arendt Merci ze soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport, déi ganz prezis waren. Als CSV si mir frou, wann et eng administrativ Vereinfachung fir d'Betriber gëtt. Mir fannen dat ëmmer richteg. An duerfir wäerte mir dat heiten och ënnerstëtzen. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP ënnerstëtzt dës Ëmsetzung vun der EU-Direktiv, well se eng Verbesserung fir de Verbraucher an och fir de Produzent duerstellt. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, eist Liewen ass scho komplizéiert genuch an zemools mat all deenen EU-Gesetzer. An duerfir begréisse mir natierlech all déi Omnibus-Initiative fir Simplification administrative. An dat heiten ass e gutt Beispill, wou mer d'Saache méi einfach maachen, an duerfir wäerte mir dat matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen och dëse Projet de loi, deen eng Ëmsetzung ass vun engem europäeschen Text. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass en Text, deen niewent der Vereinfachung och nach ee flott Beispill ass fir dat, wat mer haut schonn eng Kéier diskutéiert hunn, nämlech Retrait de marché, datt mer hei elo net méi nëmmen e Retrait, mee tatsächlech och e Rappell kënne maachen. Dat ass, mengen ech, eng Avancée vun dësem Projet. An dofir fënnt dat heiten och eis Ënnerstëtzung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Soss hunn ech elo kee weideren ageschriwwene Riedner op der Lëscht.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Och hei gesäit een eeben, dass Omnibus ganz wichteg ass an dass hei eng ganz breet Zoustëmmung ass, fir d'Vereinfachung ze maachen. Hei geet et eebe grad drëm, de Reporting ze vereinfachen, ganz konkreet d'Ëmsetzung vun engem Omnibus hei an en nationalen Text, wou och nach eng Kéier de Volet kënnt, dass e Retrait gemaach ka ginn. Et gesäit een also hei, dass mer Vereinfachung zesumme mat Verbesserung kënnen denken an et och national ëmsetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

A mir kéinten zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8610 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8610[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8610 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier kucken, ob jiddwereen all d'Procuratioune matgeholl huet, wannechgelift? Bon, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Question élargie n° 64 de M. Laurent Mosar au sujet du développement d'un hub des données au Luxembourg

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Fro Nummer 64 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Entwécklung vun engem Datenzentrum zu Lëtzebuerg. Den Auteur huet, wéi gesot, 5 Minutten Zäit fir seng éischt an eventuell seng zweet Fro an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntwerten. An den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister: „Wann de Goldrush ausbrécht, da soll ee Schëppen a Schubbkare verkafen." Dëst Zitat vum faméisen amerikaneschen Auteur Mark Twain resüméiert eigentlech op eng ganz exzellent Aart a Weis dee Sujet, deen ech wollt de Mëtte kuerz abordéieren.

Wa mer nämlech alleguerte vu KI schwätzen a vun der Noutwendegkeet, och hei eng Strategie um Niveau vun der KI ze hunn, ass et wichteg, datt een hannendrun déi Strukturen huet. Well d'KI fonctionéiert jo net am loftleere Raum, mee brauch virun allem

eppes: Dat eent, dat sinn Datenzenteren, dat anert, dat si Clouden, an dat Drëtt, dat ass haaptsächlech och déi néideg Energie, fir datt déi eng an déi aner kënne fonctionéieren.

A mir hunn eigentlech déi grouss Chance hei zu Lëtzebuerg, datt mer guer net esou schlecht opgestallt sinn, wat déi Datenzentere respektiv och d'Cloude betrëfft. Mir hunn notamment den Tier-IV-Datenzenter, dat ass LuxConnect. Mir hunn och aner grouss Avantagen. Mir hunn nämlech als eent vun den éischte Länner déi faméis MiCA-Reglementatioun ëmgesat. Mir hunn och en Triple-A-Creditrating. Mir hunn e Global Fund Hub hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn den LU-CIX, wou mer direkt mat Frankfurt connectéiert sinn. Mir sinn och no bei den europäeschen Institutiounen. Alles dat sinn a sech ganz positiv Punkten.

Dir frot mech: Wat muss dann elo an Zukunft nach geschéien, fir datt mer eis wierklech hei an deem Land kënnen zu engem Hub fir Datenzenteren a Cloud weiderentwéckelen? Dat Éischt ass, datt mer mussen aus eiser Ambitioun och eng Infrastrukturrealitéit maachen. Da brauche mer virun allem Datenzenteren, déi schnell an och mat méiglechst vill Energie kënne bedriwwe ginn. Mir brauchen dann och, an dat ass net deen onweesentlechste Punkt, eng Autonomie a Souveränitéit, déi eis net ofhängeg mécht vun anere Länner. An da brauche mer och eng Reglementatioun. An do, mengen ech, brauche mer haaptsächlech eng qualitativ an net eng quantitativ Reglementatioun, fir och hei virunzekommen. An dann, last but not least, brauche mer natierlech och déi Talenter, fir op deenen héich qualifizéierte Plazen do ze schaffen.

Aus deenen Developpementer ergi sech follgend Froen, déi ech un déi zwee Ministere wollt stellen:

Fir d'alleréischt: Wou si mer dru mat der Entwécklung vun den Datenzenteren? Ech hunn et virdru gesot: Do musse mer méi schnell ginn.

Do stellt sech dann awer och déi zweet Fro: Wéi ass et do mat der Energie? Déi Datenzentere brauche vill Energie. Mir mussen och kucken, datt déi Energie net ze vill deier gëtt, well mer soss net méi kompetitiv sinn. Also och do eng Fro: Wéi geet et do virun?

Déi drëtt Fro: Wéi gesäit et effektiv aus mat der Souveränitéit vun deene Clouden, déi mer amgaange sinn, hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen? D'POST huet eng Cloud. Et gëtt awer och privat Firmen, wéi Gcore an Emma, déi esou Clouden entwéckelen. Och do wär et net onwichteg ze wëssen, wéi et ëm d'Souveränitéit vun deene Cloude bestallt ass.

Eng véiert Fro: Wéi steet et do mat der Regulatioun? Ech hu gesot, mir brauchen hei eng qualitativ héichwäerteg Regulatioun an eng, déi net an d'Quantitéit geet. Ech ginn och do d'Beispill vun der MiCA-Regulatioun, wou mir mat déi Éischt waren, déi déi ëmgesat hunn.

Da wollt ech awer och nach eng Kéier op d'Talenter agoen, an dat ass meng fënneft Fro. Wéi gesäit et do aus mat dem Support fir déi sougenannte „Scaleuppen", natierlech am Kontext vun de Startuppen, awer net nëmmen am Kontext vun de Startuppen? Well och déi brauche mer, wa mer wierklech wëllen e Standuert fir déi dote wichteg nei Technologië ginn.

Ech soen Iech schonn am Viraus Merci fir Är wäertvoll Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. D'Madamm Ministesch kritt elo d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här Chamberspresident. An och dem Här Mosar e grousse Merci fir seng Fro. Wéi Der richteg gesot hutt, hu mir d'lescht Joer am Mee eng Strategie presentéiert, déi mer „Accelerating digital sovereignty 2030" genannt hunn. Dat war och eent vun Äre grousse Stéchwierder an Ärer Interventioun.

A mir hunn déi Strategie entwéckelt, gemeinsam eebe mam Här Delles a mat der Madamm Obertin, déi sech am Fong mat dräi Volete befaasst: dee vun der KI, dee vun den Donnéeën an dee vum Quantum. Do hu mer e Kommitee en place gesat. Do sinn eng 30 Aktiounen dra virgesinn an eng Rei, zéng, Projet-pharen, wou et wierklech drëm geet, konkreet Applikatioune vun der Kënschlecher Intelligenz ëmzesetzen. Dee Kommitee, dee suivéiert ganz minutiös, wat de Progrès ass op deene verschiddene Voleten.

Wéi mer déi Strategie entwéckelt hunn, do war effektiv ee vun de Constaten, datt mer relativ gutt opgestallt sinn, wat d'Infrastruktur en tant que telle ubelaangt. Mir hunn eng Connectivitéit vun 99,6 %, wat d'Couverture 5G ugeet, an eng Connectivitéit vu 95 %, wat Héichkapazitéit-Netzwierker ugeet.

A mir hunn, wéi Der richteg sot, och déi héchst Densitéit vun Tier-IV-Datenzenteren, an natierlech si mer kontinuéierlech amgaangen, och Efforten ze maachen, fir déi Datenzenteren auszebauen an ze moderniséieren. Ech mengen, déi Reflexioune lafe weider.

An notamment d'AI Factory ass och e ganz wichtege Bestanddeel vun der Strategie – an ech mengen, den Här Delles wäert duerno nach kënnen dorobber agoen –, fir eeben déi néideg Rechecapacitéiten och ze hunn. An dat ass relativ rezent, wou mer d'lescht Joer déi Attributioun dann och krute vun der Kommissioun fir déi AI Factory.

Bon, et ass natierlech net just d'Infrastruktur, dat hutt Der richteg gesot, et geet och ëm Talenter an Daten. An eent vun den Ziler vun der Strategie ass, wierklech och ze kucken, datt mer den Akzent op d'Adoptioun leeë vun der Kënschtlecher Intelligenz, fir datt souwuel d'Leit wéi och d'Entreprisë wierklech d'Kënschtlech Intelligenz benotzen, fir datt se wëssen, wéi se se benotzen, a se deementspriechend och besser benotzen.

Dowéinst sinn d'Skills ganz wichteg, an do sinn och eng ganz Rei konkreet Aktiounen. Dir hutt et scho gesot, mir hunn notamment de Programm Elements of AI, dee schonn e puer Dausend Leit hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Dat ass e Massive-Online-Course aus Finnland, deen och hei zu Lëtzebuerg ugebuede gëtt, wou mer entre-temps dat zweet Land sinn, wat deen am meeschte benotzt. Dat geet iwwert den Digital Learning Hub. Mir kucken, datt op der Uni d'Curriculumen ugepasst ginn.

Mir hunn och ee vun deene sougenannte Projetpharen eeben iwwert d'Skills mat der ADEM an dem Ministère du Travail, genausou wéi mer amgaange sinn, en anere Projet phare ze entwéckele fir e Large Language Model fir d'Administratioun an de Public, fir justement eeben déi legislativ Texter kënne besser ze verstoen, awer och fir eis kënnen ze hëllefen, legislativ Texter méi schnell ze schreiwen, Direktive besser ëmzesetzen. All dat si konkreet Applikatiounen, wéi mer wierklech d'Kënschlech Intelligenz hei zu Lëtzebuerg férdere wëllen.

An dann, Dir hutt et ugeschwat, de Volet vun den Daten, deen, wéi gesot en, ee Pilier à part ass vun där Strategie, deen ënnert der Leedung vun der Madamm Obertin entstanen ass, wou et wierklech drëm geet, d'Notzen an d'Valorisatioun vun den Donnéeë wierklech ze stäerken. Do ass notamment eng Luxembourg Data Factory, déi en place gesat gëtt vun der Digitaliséierungsministesch, fir eebe grad all déi Initiativen ze koordinéieren, all déi Efforten, déi mer maachen, fir d'Donnéeën esou opzebereeden, datt se kënne valoriséiert ginn. Ech mengen, dat sinn all déi Elementer, déi do mat eraspillen.

Dir hutt och d'Fro vum reglementaresche Kader gestallt. Do ass et esou, datt mir hei zu Lëtzebuerg am Fong dat éischt Land waren, wat den AI Act, d'Ëmsetzung dovunner, deposéiert huet. Bon, mir si warscheinlech net dat éischt Land, wat et an der Chamber stëmmt. Et ass elo schonn iwwer e Joer hier, datt mer et deposéiert hunn. Mir waarden op den Avis vum Staatsrot. Mee d'Iddi war do eeben, net nach zousätzlech Dispositioune virzegesinn, mee wierklech just den Text en tant que tel, net nach doriwwer erauszegoen an eis eeben dorobber ze beschränken, verschidden Autoritéiten ze designéieren, déi eebe kompetent si fir d'Ëmsetzung vum AI Act, wou mer d'CNPD un éischter Stell genannt hunn, well vill vun deene méi problematesche Fäll effektiv d'Droits fondamentaux betreffen, mee awer och well d'CNPD eng ganz grouss Expertis schonn huet. Déi hu schonn eng Sandbox en place.

Well ech mengen, d'Sandboxe sinn e ganz wichtegt Element och fir d'Betriber, fir eeben och ze testen, wéi wäit se kënne goen am rechtleche Kader mat der Kënschtlecher Intelligenz. An den AI Act gesäit eeben och déi Obligatioun vir, dass de muss eng Sandbox en place setzen. An d'Regulateure si wierklech prett, well mis à part vun der CNPD hu mer natierlech probéiert, déi sektoriell Regulateuren ze nennen, fir datt eng CSSF och zoustänneg ass fir déi Banken, mat deene se souwisou a Kontakt ass, fir datt eebe grad d'Entitéite mat deem Regulateur en contact sinn, wou se souwisou am deegleche Kontakt sinn.

Mir haten eng Konferenz virun e puer Wochen, wou d'Regulateuren all present waren. An déi sinn am Fong wierklech prett. Dat heescht, de Kader, dee muss just nach hei am Fong, wann e bis beim Staatsrot laanscht ass, da bei Iech kommen, fir datt mer deen dann och definitiv kënne stëmmen. Ech mengen, et ass wierklech en Zesummespill aus enger Rei Elementer.

Déi digital Souveränitéit, déi hutt Der ugeschwat. Mir hunn, an ech mengen, den Här Delles wäert nach drop agoen, och eng Rei Solutiounen, déi eeben Elementer vun der digitaler Souveränitéit ëmsetzen. Mir hunn am Moment och op europäeschem Niveau eng ganz Rei Diskussiounen driwwer, fir eeben och deenen europäeschen Entreprisë Virrecht ze ginn. D'Fro ass halt ëmmer: Wéi definéiere mer d'digital Souveränitéit? Geet et duer, datt d'Donnéeën hei zu Lëtzebuerg stockéiert sinn? Musse mer vill méi wäit goen an all Komponent vun all Maschinn, déi dosteet, muss europäesch sinn? Dat gëtt scho méi schwiereg. Dat heescht, mir musse scho kucken, datt mer do awer eng flexibel Approche hunn, well mer eis einfach bewosst sinn, datt mer net kënnen 300 % europäesch Solutiounen hei zu Lëtzebuerg hunn. Mee ech fannen et awer ganz wichteg, datt mer eeben notamment och am Cloudberäich Solutiounen hunn, déi eeben Elementer vun der Souveränitéit Rechnung droen.

An da géif ech dem Här Delles d'Wuert gi fir de Rescht.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Margue. An da ginn ech dem Här Delles d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech mengen, dass et e ganz wichtegt Theema ass, wou mer hei zu Lëtzebuerg, an ech mengen, d'Madamm Margue ass op déi eenzel lëtzebuergesch Voleten agaangen, scho gutt weiderkomm sinn.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, dass am Programme de travail vun der Kommissioun d'Froe ronderëm e Cloud- an AI-Development-Act sech stellen, wou also do och op europäeschem Niveau nach eng Kéier wäert matgekuckt ginn, fir kënne weiderzekommen.

Hei zu Lëtzebuerg, Dir hutt verschidde Solutiounen ugeschwat, do gëtt et natierlech déi vun der POST, déi mat OVH zesummeschafft, dat a Kollaboratioun mat DEEP, also an der POST selwer en eegenen zertifizéierten Tier-IV-Rechenzenter hei zu Lëtzebuerg huet, wou mer also déi Solutioun hunn.

Op där anerer Säit hu mer awer och scho säit dem Hierscht 2023 d'Kollaboratioun tëschent LuxConnect a Proximus hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn och do d'Souveränitéit. An dann och privat Solutiounen. Dir hutt zwou Societéite genannt, wou mer och do nach eng Kéier weider opgestallt ginn, soudass een also gesäit, dass souwuel den ëffentleche Secteur scho virdru weidergaangen ass, dann natierlech och de private Secteur matgeet an déi richteg Richtung, fir den Developpement vu Rechenzenteren hei zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen.

Déi Froe ronderëm d'Energie, déi Dir Iech gestallt hutt, si ganz wichteger. An ech mengen, dass besonnesch de Volet „Wat wëlle mer iwwerhaapt?" och nach eng Kéier bei Iech nuancéiert ginn ass. Mir wëllen natierlech de Centre d'excellence sinn an deene ganze Cloudsolutiounen. An den Här Guy Arendt huet et och schonn op verschiddene Plazen ugeschwat, dass eebe grad déi Froen, déi sech hei stellen, axéiert sinn op: Wëlle mer einfach nëmmen, wéi an anere Länner, riseg Datenzenteren, déi awer net onbedéngt eiser Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg hëllefen? Oder wëlle mer op där anerer Säit awer cibléiert dat hunn, wat mer brauchen, dass mer kënne fonctionéieren, awer och e wirtschaftleche Wuesstum dorauser generéieren? A genau an där Linn si mer amgaangen, eis ze developpéieren.

Natierlech spillt d'Energie do mat eng Roll. Mir kënnen net egal wat egal wou opriichten. Dofir ass natierlech den Ausbau vun den Interconnexiounen am Stroumreseau ganz wichteg, dass mer deen och konsequent weiderféieren. Den Ausbau vun der Mëttelan Nidderspannung ass e ganz wichtege Volet, awer och den Ausbau vun der Héichspannung, dass mer also net nëmmen op där enger Säit duerch d'Elektrifizéierung vun der Wirtschaft, also vun der Industrie, méi Stroum brauchen, mee eeben och fir Datenzenteren an esou weider méi Stroum brauchen. An dann ass awer och eng effizient Notzung vun de Reseauscapacitéiten, déi mer hunn, wichteg, fir dass mer se och richteg kënne plangen a richteg bréngen.

E weidere Punkt, dee sech och ëmmer méi stellt – an ech mengen, mir wëssen et alleguerten heibannen –, ass eeben d'Effizienz vum Datenzenter selwer. Fatalerweis wäert en Datenzenter ëmmer immens vill Energie verbrauchen. Mee wann e vill Energie verbraucht, gëtt en och Ofhëtzt. Wat kënne mer mat där Ofhëtzt maachen, déi an engem Datenzenter ass? Och dat ass e wichtege Volet an där ganzer Energiefro, déi hei gestallt gëtt. Dofir muss een d'Projeten integréieren an de besteeënde Reseau an awer och eebe grad d'Ofhëtzt oder aner Saache kënnen notzen.

Dir hutt awer och d'Talenter ugeschwat, e wichtege Volet, wou mer eis als Regierung bewosst sinn, dass mer net nëmmen en Haut comité talents hunn, mee op där anerer Säit awer och musse kucken, d'Entreprisë weider ze begleeden. D'AI Factory ass ugeschwat ginn, eebe grad fir d'Betriber do ze begleeden. Et gëtt scho Solutiounen, déi et clé en main gëtt. Et gëtt awer och Experten, déi kënnen Developpementer maachen an deenen eenzele Secteuren, déi mer an der Industrie brauchen. Dofir ass d'AI Factory e ganz wichtege Bestanddeel vum Developpement, och vun de Cloudsolutiounen, well natierlech d'Daten och iergendwou musse gespäichert ginn an dat ganz oft net méi innerhalb vum Betrib selwer ass.

Mee déi Fro vun der Souveränitéit vun den Date stellt sech eebe grad mat der Kënschtlecher Intelligenz nach méi. Well et kann ee sech virstellen, dass en industrielle Betrib alleguerten déi Patenter, déi en huet, an alleguerten déi Recherchen, déi e gemaach huet, net onbedéngt wëll mam grousse Public deelen, wou dann eng AI kann drop zréckgräifen. Dofir sinn och do nach eng Kéier déi zoue Reseauen an de Betriber selwer och e wichtege Bestanddeel.

Talenter sichen, do geet et drëm, dass mer natierlech am Kader vun dem Talent Desk, deen en place ass, éischtens emol Talenter hei zu Lëtzebuerg ausbilden – ech mengen, op d'Ausbildung ass d'Madamm Margue agaangen –, zweetens déi Talenter, déi hei sinn, och hei halen an drëttens nëmmen dann och Talenter anzwousch anescht siche goen. An eebe grad do spillen alleguer déi héich Investissementer, déi mer am Staatsbudget fir dëst Joer hunn, sief et de MeluXina-Q, wou mer vu Quantentechnologie schwätzen, wéi awer och de MeluXina-AI, wou mer do nach eng Kéier genau déi Talenter ronderëm den Développement économique och wierklech sichen, fir dass mer aus Lëtzebuerg dee Standuert maachen, wou mer an den Daten och prett sinn.

An ech mengen, dee Comité interministériel, wou verschidde Ministèren dra schaffen, weist och nach eng Kéier, wéi transversal dat Theema vun den Daten an den Datenzenteren ass.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci mol fir déi ganz detailléiert Äntwerten. Dat ass een net ëmmer esou gewinnt, Här President. Duerfir soen ech deenen zwee Ministere Merci.

Ech wollt awer nach zwou Zousazfroe stellen. Dir hutt hei richteg drop higewisen, datt mer bei de Cloude souwuel Initiativen hunn, déi vun der POST kommen, Proximus, wéi awer och privat Initiativen. Déi Fro, déi ech mer einfach stellen, och als Neophyte: Géif et do net Sënn maachen, wann awer méi Zesummenaarbecht wier? Mir sinn awer e klengt Land. Do sinn elo eenzel Initiativen, wou jiddwereen e bësselche seng Bréidercher baakt. Géif do net awer eng gewësse Kooperatioun Sënn maachen?

An déi zweet Fro, dat ass fir mech eng fundamental. Dat ass déi vun der digitaler Souveränitéit. D'Madamm Minister huet et hei zu Recht ënnerstrach: Dat ass eng komplizéiert Fro, well een net weess, wat déi digital Souveränitéit ass. Fir mech gehéiert awer eppes derzou. Dat ass d'Proprietéit vun deenen Datenzenteren oder deene Clouden. Well wann elo déi Datenzenteren och nach hei zu Lëtzebuerg lokaliséiert sinn an den Aktionär ass iergendwéi elo e Land, wat ech elo net nennen, ech kéint der awer ganz vill nennen, weess ech net, ob mir do eng digital Souveränitéit hunn. An duerfir ass dat och fir mech eng fundamental Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Ech mengen, d'Souveränitéit – Dir hutt et ugeschwat – ass e ganz wichtege Volet. Dofir och 2023 déi Kollaboratioun tëschent LuxConnect, wat jo awer trotzdeem net eng komplett privat kapitaliséiert Firma ass, a Proximus, enger privater Firma, fir déi souverän Cloud kënnen ze hunn. Op där anerer Säit d'POST, wat jo och zwar eng Privatfirma ass, mee wou d'Kapital awer trotzdeem beim Staat ass, zesumme mat OVH, eng europäesch Léisung, fir d'Souveränitéit ze garantéieren, fir Solutiounen och um private Marché kënnen ze proposéieren, soudass mer also d'Souveränitéit awer als Staat op zwou Solutiounen hunn, wat och d'Resilienzfro stellt.

Dann natierlech privat Acteuren. Ech schwätzen elo net an de Businessmodel vun der POST eran. Natierlech gëtt et och privater. Dir hutt zwou Firme genannt, déi et do gëtt. Et gëtt awer och nach ganz vill anerer. Et gëtt ganz grouss Konzerner, déi weltwäit agéieren, déi och Cloudsystemer hunn, déi bei hinne ganz souverän si respektiv och nach eng Kéier kënnen erofgebrach ginn. An déi Zesummenaarbechten, déi do bestinn, si jo och bei der Fro vun de Solutiounen d'Äntwert.

Déi éischt Fro, déi Der gestallt hutt, weess ech net méi.

M. Laurent Mosar (CSV) | D'Kooperatioun.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | A jo. Maja, d'Kooperatioune sinn also ... Op där enger Säit brauche mer d'Souveränitéit iwwert déi Solutiounen an d'Kooperatiounen op deenen Niveauen, wou se kënne sinn, wou se Sënn maachen. Mee natierlech wäert e staatleche Betrib net selwer elo eng ganz Cloud operéieren, mee mat Partneren zesummeschaffen, wéi dat zum Beispill bei der POST mat OVH ass oder bei LuxConnect mat Proximus.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour dann ofgeschloss.

9. 7424A – Projet de loi portant création d'une plateforme commune de transmission électronique sécurisée et modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7424A iwwert d'Aféierung vun enger Plattform, déi de Justizautoritéiten an dem staatleche Geheimdéngscht erméiglecht, an engem séchere Kader Informatiounen auszetauschen. D'Riedezäit ass de Basismodell, de selwechte Modell wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Gérard Schockmel, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, Här President, ech kann awer d'Kolleeginnen an d'Kolleege berouegen: Et ass och déi lescht Kéier, wou ech de Mëtten hei untrieden. Soss gëtt et awer e bëssen ze vill däers Gudden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, ech hunn de Mëtten d'Éier, de Projet de loi 7424A virzestellen, deen als Zil huet, eng gemeinsam, eenheetlech an ofgeséchert Plattform fir den elektroneschen Austausch mat Operateuren an de Fournisseure vun elektronesche Kommunikatiounsservicer anzeféieren.

Dës Plattform soll et an Zukunft erlaben, technesch Notifikatiounen an d'Iwwermëttlung vun Donnéeën am Kader vun de jeeweilege gesetzleche Moossname méi séier, méi standardiséiert an nohalteg ofzewéckelen.

Domat gëtt eng Moderniséierung viséiert am Verglach zu deene bis elo übleche Prozeduren, déi dacks nach op physescher Iwwergab an op villen Deplacementer baséiert hunn.

Gläichzäiteg gëtt de Schutz vu perséinlechen Date gestäerkt duerch eng kloer Benotzerauthentifikatioun, eng systematesch Protokolléierung iwwer Logfichieren an de Prinzipp, nëmmen déi Informatioune weiderzeginn, déi fir d'technesch Ëmsetzung wierklech néideg sinn.

De Projet geet zeréck op en éischte Projet de loi 7424, deen den 19. Mäerz 2019 vum deemolege Justizminister deposéiert an un d'Justizkommissioun verwise gouf.

Am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht si ganz wichteg Avisen dozou erakomm. Esou huet zum Beispill d'CNPD de 5. Juni 2019 hiren Avis ofginn, d'Autorité de contrôle judiciaire den 20. August 2019 an de Conseil d'État den 10. Dezember 2019.

An dësen Avisen ass de Grondgedanke vun enger gesécherter Plattform am Allgemengen als sënnvoll ugesi ginn, mee et gouf och kloer Ureegungen a Propositiounen, fir de gesetzleche Kader nach méi prezis ze maachen, virun allem wat d'Gouvernance an d'Responsabilitéiten, d'Sécherheetsmesüren an d'Traçabilitéit ugeet.

Am weidere Verlaf huet de Staatsrot eng Opposition formelle formuléiert, dat wéinst enger prozeduraler Bestëmmung, déi hien als net prezis genuch an domat als rechtlech onsécher ugesinn huet. Déi Oppositioun huet net de Prinzipp vun der Plattform a Fro gestallt, mee eng spezifesch Reegel am Code de procédure pénale.

Fir eng séier a kloer Weiderbeaarbechtung vum Kär vum Projet ze garantéieren, huet dunn d'Justizkommissioun den 19. Juni 2025 decidéiert, den ursprüngleche Projet an zwee ze scindéieren.

De Projet, dee mer elo haut diskutéieren, also de 7424A, konzentréiert sech elo op d'Plattform selwer, wärend déi prozedural Bestëmmungen an engem zweeten a separaten Text wäerte behandelt ginn. De Staatsrot huet dës Approche matgedroen an ënnerstrach, datt dës Trennung keng Inkohärenz am System géif schafen.

D'Avisen, déi de Projet begleet hunn, weisen am Kär eng breet Konvergenz. D'Plattform gëtt als wichtege Schrëtt fir d'Effizienz an d'Sécherheet ugesinn, mee mat der konsequenter Fuerderung, datt d'Garantien am Beräich vum Dateschutz, der Traçabilitéit an d'juristesch Prezisioun vum Text kloer an nohalteg am Gesetz verankert bleiwen.

Nodeems de Projet 7424A als eegestännege Projet weidergefouert gouf, gouf ech de 24. Juni d'lescht Joer als Rapporteur vun der Justizkommissioun bestëmmt.

D'Kommissioun huet de Projet duerno nach weider verfeinert, ënner anerem mat engem zousätzlechen Amendement vum 3. Juli 2025, dee sech op d'Modalitéite vum Läsche vun Daten op der Plattform bezunn huet.

Am Avis vum 20. Januar 2026 huet dann déi héich Kierperschaft fir de Projet de loi 7424A keng Opposition formelle méi formuléiert.

Zum Schluss huet dann d'Justizkommissioun de 5. Februar vun dësem Joer mäi Rapport ugeholl.

Domadder hunn ech dann och meng Missioun als Rapporteur vun dësem Projet erfëllt.

Discussion générale

An ech géif dann nach ganz kuerz och als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun dëse Projet begréissen. Et war keng einfach Gratwanderung op där enger Säit zwëschent der Necessitéit, awer Donnéeën an Daten ze echangéieren, och am Kontext vun enger besserer Kriminalitéitsbekämpfung, op där anerer Säit awer och weider den Dateschutz ze garantéieren. Ech mengen, datt mer dat hei alleguerten zesumme fäerdegbruecht hunn.

An duerfir bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7424A ass Deel vun enger méi breeder Entwécklung hin zu enger moderner, effikasser an digitaler Justiz.

D'Digitaliséierung soll awer kee Selbstzweck sinn. Mir wëllen eng Justiz, déi d'Leit um Terrain entlaascht, d'Prozedure vereinfacht an dobäi – dat ass eis als DP besonnesch wichteg – den Dateschutz net nëmme respektéiert, mee geziilt stäerkt.

Den Här Mosar ass a sengem exzellente Rapport schonn am Detail op den Text agaangen. Him un dëser Stell e grousse Merci. Ech limitéiere mech dofir op déi Aspekter, déi fir eis als Demokratesch Partei zentral sinn.

Bis dato war et esou, datt d'Police judiciaire an d'Membere vun eisem Service de renseignement de l'État, dem SRE, am Kader vu Moossname wéi Lokalisatioun oder Iwwerwaachung vun Telekommunikatiounen déi juristesch Decisiounen a kompletter Form perséinlech bei déi concernéiert Telekomoperateure bruecht hunn.

Dës Dokumenter enthale sensibel Donnéeën, déi fir eng juristesch Decisioun néideg sinn, net awer fir d'technesch Ëmsetzung vun Iwwerwaachungsmoossnamen. Hei ginn därzäit sensibel Donnéeë mat Acteure gedeelt, déi net um juristeschen Entscheedungsprozess bedeelegt sinn. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Weeër kuerz sinn a jidderee jiddweree kennt, ass dat ëmsou méi problematesch.

Déi aktuell Praxis entsprécht deemno weeder dem Prinzipp vun der Dateminimiséierung nach de moderne Standarde vu Konfidenzialitéit an Dateschutz. Si ass schlicht net méi zäitgeméiss.

Als DP begréisse mir, datt mir dat haut mat dësem Projet änneren. Mat der optionaler Notzung vun dëser Plattform – si ass keng Obligatioun – gëtt d'Praxis moderniséiert a standardiséiert, mam Fokus op d'Iwwermëttlung vu just nach deenen Informatiounen, déi fir déi technesch Ausféierung vun den autoriséierte Moossnamen absolutt noutwendeg sinn. Esou gëtt d'Verbreedung vu sensibelen Donnéeë limitéiert an d'Kontroll iwwert de ganze Prozess gestäerkt.

Als DP si mir dofir och frou iwwert déi kloer Modalitéiten, déi festgehale ginn, fir dës Plattform ze notzen. All Zougréff op d'Plattform gëtt protokolléiert. D'Logdateie gi fënnef Joer laang gespäichert, fir eng effektiv Kontroll an Noverfollgung vun engem potenzielle Mëssbrauch ze erméiglechen. Et gi kloer Reegele fir d'Späichere vun den Donnéeë festgeluecht. A soubal hiren Empfang bei de concernéierten Operateure konfirméiert ass, gi se systematesch geläscht.

Dobäi ass et och wichteg ze ënnersträichen, datt d'Prozeduren an d'Kompetenze vun der Justiz engersäits an déi vum Geheimdéngscht anerersäits weiderhi strikt getrennt bleiwen. Fir eis als Demokratesch Partei sinn all dës Garantien essenziell. D'Digitaliséierung dierf ni op d'Käschte vun der Privatsphär, dem Dateschutz oder eise rechtsstaatleche Prinzippie goen.

Dëse Projet bedeit och eng konkreet Entlaaschtung fir d'Leit um Terrain, manner physesch Deplacementer, méi kloer Prozeduren, méi Zäit fir dat Weesentlecht, nämlech d'Ermëttlungs- an d'Justizaarbecht selwer.

Natierlech sinn domadder net op ee Coup all d'Problemer an der Justiz geléist. Et muss weiderhin an d'Digitaliséierung wéi an de Recrutement investéiert ginn. Dëse Projet ass awer sécherlech e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, fir déi bestoend Ressourcë méi sënnvoll anzesetzen.

Här President, de Gesetzesprojet 7424A ass Deel vun enger méi breeder politescher Ambitioun, déi dora besteet, eis Justiz nohalteg a verantwortungsvoll weiderzeentwéckelen. Ganz am Aklang mam Koalitiounsaccord ginn administrativ Prozedure vereinfacht an d'Leit um Terrain duerch Digitaliséierung entlaascht. E konkrete Schrëtt an d'Richtung vun enger moderner E-Justice. Als Demokratesch Partei hu mir dëse Wee net nëmmen ënnerstëtzt, mee iwwer Joren aktiv matgedroen. Mir wäerten eis och weiderhin dofir asetzen.

An dësem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Deen nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Justiz vun haut brauch ëmmer méi an ëmmer nei Mëttelen. An dofir suergt dëse wichtege Projet, fir dass mer och hei e richtege Schratt maache Richtung Ëmsetzung am Kader vun der Digitalisatioun an och vun der Modernisatioun vun der Justiz. An dat ënnerstëtze mer als LSAP.

Mir hunn et héieren, et geet hei ëm eng Schafung vun enger gemeinsamer, vun enger sécherer Plattform fir den elektroneschen Austausch tëschent de Justizautoritéiten an dem Service de renseignement de l'État an de Fournisseuren eeben aus dem Beräich vun den Telekommunikatiounen. An d'Zil ass et jo, déi aktuell oft manuell an och physesch Iwwermëttlung vu judiciairen Ufroe géintiwwer den Operateuren ofzeléisen an duerch e sécheren, traçabelen, digitalen Austausch ze ersetzen, deen natierlech och méi op Sécherheet an op eng besser, wéi gesot, Verifikatioun setzt. An ech mengen, dat ass e ganz, ganz wichtegt Element.

Dir wësst jo och, dass am Gesetz hei d'Plattform vum CTIE technesch bedriwwen an och verwalt gëtt. De CTIE ass jo dann hei den techneschen Hebergeur. An hei setzen awer och eng Rei Kriticken un dësem Gesetzesprojet un, déi mer och an der Kommissioun beschwat haten. A mir haten och e ganz wichtegen Austausch mat der Commission nationale pour la protection des données, der CNPD, an och den Avis vun der Autorité de contrôle judiciaire. Déi hu mat Recht

bemierkt, dass d'Gesetz net ëmmer kloer definéiert huet, wien am juristesche Sënn de Responsable de traitement ass, respektiv d'Fro vun der Gouvernance ass hei opgeworf ginn an och déi legal Verantwortung an d'Veraarbechtung vun de perséinlechen Donnéeën. Ass dat de Parquet? Sinn dat d'Riichteren? Ass dat de Service de renseignement? Also wichteg Froen, déi hei opgeworf goufen.

An dach ass et och an esou engem sensibelen Dossier wichteg, se opzewerfen, well hei si perséinlech Donnéeë betraff. Mir ginn domadder ëm. An et geet notamment hei awer och am Kader vum Code de procédure pénale ëm Ecoutten an och ëm Geolokalisatioun, also och Elementer, déi e ganz intrusive Charakter hunn.

An do ass natierlech och den zweete kritesche Punkt hei opkomm: d'Sécherheet vun der Plattform an och d'Modalitéite vun der Iwwermëttlung vun all dësen Donnéeën iwwert dës digital Plattform. A fir d'Format a fir d'Modalitéiten, do verweist hei de Gesetzesprojet, an och dat war eng Diskussioun an der Kommissioun, op e Règlement grand-ducal. Och do gouf et eng Rei Kriticken. Et hätt ee sech gewënscht, dass natierlech essenziell Deeler effektiv vun deem Format a vun deene Modalitéiten hei kloer am Gesetz ageschriwwe wären an net an engem Règlement grand-ducal. Ech fannen, dass dat och eng gerechtfäerdegt Fuerderung ass. An et wär och hei dann d'Demande, dass mer awer, och wa mer als LSAP hei den Accord ginn zu dësem Gesetz, wann de Règlement grand-ducal a Kraaft trëtt, dat och als Chamber zougestallt kréien, well dat, mengen ech, och e Punkt war vun der Diskussioun an der Justizkommissioun.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Dan Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, villes ass scho gesot ginn, dofir maachen ech et och ganz kuerz. Dëse Gesetzesprojet soll also e weidere wichtege Schratt um Wee zu enger méi effizienter a méi performanter Justiz duerstellen. An dat kënne mir, d'ADR, nëmmen ënnerstëtzen.

D'Zil ass et, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze beschleunegen an dobäi onnéideg Pabeieraarbecht souwéi physesch Iwwergaben ze vermeiden, besonnesch do, wou et ëm héich sensibel Donnéeë geet.

An dat gesot, stëmme mir dëse Gesetzesprojet mat. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Madamm Sam Tanson.

(Interruptions)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ok. Ech gesinn, et gëtt e klengen Dissens hei op menger ganz rietser Säit.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Vläicht e puer Wuert zu deem Projet de loi, deen effektiv schonn e ganze Parcours hannert sech huet. De Rapporteur huet dat duergeluecht.

Firwat ass et e bëssen en heikele Projet? Dat ass, well en zum Deel eigentlech och verweist op déi aktuell Prozedur vun der Vorratsdatenspeicherung. Do hate mer och eng ganz Diskussioun. Duerfir ass en och elo gespléckt ginn, well u sech en neien Artikel sollt bäikommen, e ganz wichtegen Artikel, wou et ëm d'Disparitioune geet, wou mer, mengen ech, och all zesummen nach mussen no enger Léisung sichen, deen awer och eeben d'Vorratsdatenspeicherung nach eng Kéier méi staark enterinéiert hätt.

A mir hunn elo säit enger Rei Joren déi Diskussiounen hei, well mer e System hunn, deen net konform ass zu der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff. Et gëtt och e Projet de loi, wou ganz laang dru geschafft ginn ass, dee ganz komplex ass – ech mengen, d'Madamm Ministesch weess dat och; ech hu mer elo d'Datumen nach eng Kéier ugekuckt –, deen awer elo scho säit Ufank vum Joer 2023 um Instanzewee ass, wou wuel de Staatsrot eng Rëtsch Remarken an Oppositioune gemaach huet, mee wou ech awer denken, dass et wierklech wichteg wär, dass mer géinge weiderkommen.

Well deen heite Projet an och de laange Wee vum Projet erkläre sech jo doduerjer, dass een u sech wollt déi zwee Projete mateneen hunn. Dat heescht, mir enterinéieren elo hei doduerch, dass mer op deen Artikel verweisen, d'Vorratsdatenspeicherung, wéi se am Moment existéiert. Et wär u sech utile gewiescht, dat Hand an Hand goen ze loossen. D'Necessitéit vun deem heite Projet verlaangt natierlech, dass een et trotzdeem elo weiderdreift, well mer op deem aneren nach net do sinn, wou mer misste sinn.

Mee meng Fro ass awer schonn déi: Wat ass elo d'Zäitschinn vun dem Vorratsdatenspeichertext, wou d'Avisen eigentlech virleien, wou mer elo nach net weiderkomm sinn an der Kommissioun, fir dass mer déi Rechter, wéi de Rapporter et och gesot huet a senger Interventioun, op där enger Säit vun all Eenzelnem mat deene Preoccupatiounen natierlech och vun de Justizautoritéite kënnen och esou hei beieneebrénge, dass se konform sinn zu der europäescher Rechtsspriechung?

Mir ginn den Accord zu dësem Text, virun allem och well mer ganz gutt a konstruktiv an der Kommissioun konnten do weiderkommen. Mir haten d'Demande gemaach, dass d'CNPD soll matagebonne ginn. Dat ass dunn och schlussendlech geschitt an dat ware gutt Diskussiounen. Et stoungen nach e puer Froen op. Den Här Biancalana huet dat elo ugeschwat. Dir kënnt dat vläicht och elo nach eng Kéier kloerstellen, well eeben an der Kommissioun dee Verweis gemaach ginn ass op de Règlement grand-ducal. Et wär wichteg, deen natierlech och an der Diskussioun mat dobäi ze hunn. Déi lescht Remarken, déi opgeworf goufe vun der CNPD, Dir hutt eis erkläert an der Kommissioun, déi géingen iwwert de Règlement grand-ducal haaptsächlech evakuéiert ginn. Et wär vläicht utile, dat och elo nach eng Kéier ze preziséieren, fir dass d'Debatt ofgeronnt ass.

An dann natierlech meng Fro: Wéi komme mer weider mam Dataretention?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erspueren Iech, elo nach eng Kéier de Rapport ze maachen, well dat gouf jo virdrun in extenso gemaach. An och déi relevant Froe goufe schonn opgeworf, wat mer erlaabt, vläicht op zwee Punkten anzegoen, déi bis elo manner opgeworf goufen.

Dat Eent, dat ass eppes, wat mir absolutt begréissen a wou mer frou wären, wann dat an Zukunft och bei deenen anere Projeten, déi iergendeppes mat Accèsen op perséinlech Donnéeë beim Staat ze dinn hätten, géif generaliséiert ginn. An dat ass, datt mer hei elo eng besser Traçabilitéit vun de Logfichiere kréien, déi vu virdrun zwielef Méint op fënnef Joer eropgesat gëtt, wat erlaabt, d'Zougréffer op déi Donnéeën eeben och an Zukunft ze retracéieren, an domadder och en Abus vun deenen Donnéeë potenziell kann noweisbar maachen.

Dat Zweet, an ech mengen, d'Madamm Tanson ass dorobber schonn zu engem gudden Deel agaangen, dat ass de Lien mat der Virratsdatespäicherung, déi am Artikel 43-1, deen am Ufank sollt drakommen, opgeworf gouf. Datt deen elo erausgeschnidde gouf an de 7424B, also an en zweete Projet de loi, dee parallell leeft – elo net méi ganz parallell, well mir stëmmen haut deen éischten Deel an den zweeten Deel, deen ass nach um Instanzewee –, weist awer och, datt déi Bedenken eescht geholl goufen, datt dat net eppes war, wat einfach esou erbäigeschwat gouf. An ech mengen, mir missten endlech …, an dat ass hei wierklech en Appell, datt mer zu enger Reegelung och kommen an deem Beräich vun der Virratsdatespäicherung, datt mer eis mat all deenen Urteeler, déi et gëtt, konform setzen.

Well et kann net sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg soen, just well mir e Gesetz hunn, wat vu virun den Urteeler um Europäesche Geriichtshaff, vu virun der Direktiv staamt, datt mir eis net mussen un Urteeler halen, déi duerno déi Direktiv awer validéiert hunn. Dat ass e bësse juristesch Hoerspalterei, déi do gemaach gouf. Fakt ass, datt mir zu Lëtzebuerg weiderhin eng Virratsdatespäicherung hunn, an engem Kontext, deen op dem Europäesche Geriicht mëttlerweil méi wéi eng Kéier fir grondrechtswiddreg erkläert gouf. Dofir begréisse mer déi Trennung a mir begréissen och, datt d'Traçabilitéit verbessert gëtt mat fënnef Joer Logs. All de Rescht, mengen ech, gouf am Rapport respektiv virdru schonn opgeworf.

A mir ginn awer den Accord vun de Piraten fir dëse Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An ech géif och direkt domat ufänken, dem Här Mosar Merci ze soe fir säin exzellente Rapport, deen, wéi gesot, och konkreet drop agaangen ass, wat mer hei maachen, nämlech d'Schafe vun enger elektronescher Plattform fir d'Zoustelle vun den Ordonanze vum Untersuchungsriichter an den Decisioune vum Geheimdéngscht un d'Telekomsoperateuren. A fir mech sinn dräi ganz kloer Ziler an deem Projet de loi.

Éischtens féiere mer d'Digitalisatioun weider – Verschiddener vun Iech si schonn dorobber agaangen –, andeems mer eeben hei d'Echangen tëscht der Justiz an aneren Acteuren, an deem hei Fall d'Telekomsoperateuren, digitaliséieren. Dat ass ee wichtege Bausteen an der Digitalisatioun vun der Justiz.

Zweetens suerge mer fir e besseren Dateschutz, well eeben d'Donnéeën iwwer eng securiséiert Plattform transmettéiert ginn an een eeben duerno genau och novollzéie kann, wie wéini wat consultéiert huet, an net einfach e Pabeier ronderëmgeet, wou mer net wëssen, wien herno e Bléck drop geworf huet. An et si jo hei och nëmmen déi wichteg Elementer, déi iwwert déi Plattform transmettéiert ginn.

An drëttens schafe mer eng Vereinfachung, well eeben d'Police sech net méi muss deplacéiere sur place bei d'Telekomsoperateuren – an Dir wësst, mir hunn der awer e puer –, fir déi Ordonanzen ze iwwermëttelen, mee datt dat kann iwwer eng Plattform gemaach ginn.

Ech mengen, dat sinn dräi ganz wichteg Benefisser vun dësem Projet de loi, wou de CTIE elo zwielef Méint Zäit huet, fir dës Plattform en place ze setzen. Dat heescht, ech mengen, et si ganz kloer Verbesserunge mat deem Projet de loi. An an deem Sënn géif ech och ganz kuerz agoen op Är Froen.

Dir hutt d'Fro gestallt mam Lien mat der Rétention des données an Dir sot, dat wär parallell. Bon, an enger gewëssener Hisiicht, wa mer vun den Date schwätzen, da muss een, mengen ech, awer och soen, datt dat Urteel vum Europäesche Geriichtshaff vun 2014 ass, wat déi Direktiv invalidéiert huet. Dat heescht, néng Joer duerno ass dann dee Projet de loi deposéiert ginn, deen nach ëmmer um Instanzewee ass. 2023 ass dee Projet de loi deposéiert ginn, …

(Interruption par Mme Sam Tanson)

… fir sech der Jurisprudenz ze conforméiere vun 2014. Do waren nach eng ganz Rei Urteeler duerno. Et sinn der och nach zënterhier komm, déi erëm e bëssen an eng aner Richtung ginn. An do ass, wéi gesot, den Avis vum Staatsrot do. Do war och eng Entrevue mam Staatsrot. Mir schaffe weiderhin dodrunner.

Et muss een awer och wëssen, datt op europäeschem Niveau de Kommissär McGrath och schonn annoncéiert huet, legislativ Initiativen ze huelen an deem doten Domän, well e sech eebe bewosst ass, datt mer mussen déi richteg Balance fannen tëscht op där enger Säit dem Dateschutz an op där anerer Säit awer och eisen Autoritéiten d'Méiglechkeet ze ginn, verschidde Crimme kënnen effikass ze poursuivéieren.

Dat heescht, mir suivéieren dat natierlech am Detail. Mee ech mengen, et muss ee soen, de Lien ass an deem Sënn vläicht net esou, well deen hei Projet ass 2019 deposéiert ginn. Dat heescht, dee Moment wosste mer och scho ganz genau, datt mer eng Legislatioun hätten, déi nach ëmmer misst conforméiert ginn zu deem Urteel vun 2014.

A fir mech war kloer, datt deen hei Projet awer esou vill Verbesserunge mat sech bréngt, datt et wichteg wär, en op de Wee ze ginn, fir wierklech och weiderzekomme mat der Digitalisatioun. Fir déi Aarbechten – an, wéi gesot, déi brauch e ganzt Joer, fir kënnen en place gesat ze ginn, déi Plattform – war dat fir mech wierklech wichteg, dëse Projet trotz allem weiderzeféieren. A parallell schaffe mer natierlech un deenen aneren Dossier, genausou wéi un där Fro: Wat maache mer, wa Jonker verschwonne sinn? Dat ass jo deen Artikel 43-1, dee mer nach erausgeholl hunn. Och do, mengen ech, ass et wichteg, dass mer endlech e Kader kréien.

Déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt, war déi effektiv vum Dateschutz an dem Fakt, datt eng ganz Rei Saachen am Gesetz stinn, anerer net. De Conseil d'État huet selwer gefrot, datt mer de Responsable de traitement eraushuelen. Dat hu mer deementspriechend gemaach. En huet och säin Ok markéiert, datt mer eng ganz Rei Saachen iwwer Règlement grand-ducal géinge reegelen. An ech mengen, mir bleiwen do bei deem, wat och bei anere Plattformen de Fall ass. Dat wäert, mengen ech, keng grouss Iwwerraschung ginn. Mee natierlech kënne mer dat mat Iech deelen. Mee nach eng Kéier, de Conseil d'État huet dat alles esou validéiert. An deementspriechend, mengen ech, kéint dee Projet haut esou gestëmmt ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, d'Madamm Tanson huet nach eng Fro, Madamm Minister.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et war mer elo net ganz kloer. Dir hutt op där enger Säit drop verwisen, an dat hate mer alles schonn, dass de Kommissär annoncéiert huet, e géing elo eng europäesch Initiativ lancéieren. Nawell bleift natierlech déi Rechtssprechung, déi awer, an dat muss een, mengen ech, och fairerweis soen, extreem evoluéiert huet, …

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | … och no deem éischten Arrêt. Do sinn ëmmer erëm nei Elementer dobäikomm. Do ass, ech hunn dat jo och virdru gesot, laang dru geschafft ginn. Elo ass meng Fro ganz konkreet: Dat heescht, Dir dreift dee Projet awer weider? Oder waart Der elo drop, dass op europäeschem Niveau eppes soll kommen? Well dat war jo laang gesot ginn. Duerfir huet et och e bësse gedauert.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mir hunn natierlech en neie Kommissär entre-temps. Mir hunn eng nei Kommissioun, déi besonnesch och de Crime organisé, mengen ech, ganz grouss op hirer Agenda huet. Dat heescht, mir renseignéieren eis, wat zu Bréissel geschitt. Mee parallell kucke mer, un den Texter ze schaffen. Mee ech mengen, éier mer definitiv bei Iech kommen, wëlle mer awer geklärt hunn, ob en Text kënnt oder net an a wéi engem Zäitraum. Mee en huet dat awer relativ kloer annoncéiert bei de Justizministeren am JAI.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, ech gesinn do keng weider Froen, keng weider Wuertmeldungen. Dann ass d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7424A kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7424A[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7424A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen à l'unanimité ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par Mme Corinne Cahen), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

10. Motion de M. Dan Biancalana concernant le cadre légal spécifique encadrant la protection des témoins

(Motion déposée en séance publique n° 124 du 10 février 2026 – à consulter en page 20 de ce compte rendu)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Do hunn ech den Här Dan Biancalana stoe mat enger Motioun iwwert den Zeieschutzprogramm. Här Biancalana, ech ginn dovunner aus, well Der elo sëtze bleift, datt Der wëllt duerno schwätzen, a froen dann: Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Mosar, d'Madamm Tanson, den Här Clement, den Här Hardy. Här Mosar, fänkt Dir un.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Ech hat gemengt, et wär déi lescht Kéier. Dat ass awer nach net de Fall. Merci dem Här Biancalana fir seng Motioun. Leider Gottes muss ech soen, ech constatéiere säit enger Rei vu Woche bei eise sozialistesche Kolleegen, déi awer ganz engagéiert sinn, datt si allkéiers, wann d'Ministesch eng Initiativ, e Projet de loi annoncéiert, kuerz duerno mat enger Motioun kommen.

An hei muss ech Iech awer elo soen, Här Biancalana …

(Interruptions)

Hei muss ech Iech awer elo wierklech soen, wat … Also mir si mat allem averstanen, wat Der hei sot.

(Interruptions)

Mee nee, lauschtert mer no! Lauschtert mer no! Mee genau dat do huet d'Madamm Minister zweemol gesot. Elo kann ech nach akzeptéieren, datt Der da vläicht net do waart, dat net matkritt hutt. Mee si huet Iech schréftlech de 14. Januar op eng Question parlementaire geschriwwen, datt se genau dat dote wéilt maachen. An da kommt Dir ee Mount duerno an Dir maacht eng Motioun. Dir verstitt, datt mer se ënnert deene Konditiounen net kënne matstëmmen.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Den Här Hardy, duerno d'Madamm Tanson an dann den Här Clement. Fir d'éischt den Här Hardy. Ech huele se der Rei no, wéi d'normal Reiefolleg ass. Här Hardy. Entschëllegt.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, kee Problem, Här President. Ech soen Iech Merci. Also als ADR stëmme mir dëser Motioun eigentlech prinzipiell zou, well et aus eiser Siicht sënnvoll ass, datt wichteg Zeie kënne geschützt ginn, wann hiert Liewen opgrond vun hirer Zeienausso wierklech akut a Gefor sollt sinn.

D'Sécherheet vu Persounen, déi bereet sinn, auszesoen an domat de Rechtsstaat ze ënnerstëtzen a méiglecherweis d'Kriminalitéit ze bekämpfen, muss kënne garantéiert ginn, wann d'Ëmstänn dat wierklech erfuerderen.

Mir waarden awer op e konkreete Gesetzesprojet – dat ass jo elo ugeklongen, ne, Här Mosar? –, fir genee ze analyséieren, a wéi enge Fäll dës Moossnam soll ugewannt ginn, wéi eng Zort vun Zeien dovu betraff wieren a wat fir Krittäre mussen erfëllt sinn, datt en Zeien d'Recht drop huet, a wat dee Schutz da genau virgesäit.

Gläichzäiteg si mir eis bewosst, datt et och kann zu méiglechen Abuse kommen. Dowéinst leeë mir Wäert drop, datt de Gesetzestext kloer, prezis an explizitt formuléiert gëtt, fir eng gerecht, verhältnismëisseg a rechtsstaatlech Applikatioun vun dëse Moossnamen ze garantéieren.

An ech proposéieren dofir, datt déi Motioun vum Här Biancalana och an der zoustänneger Kommissioun ausdiskutéiert gëtt, fir dass mer genau wëssen, wou mer dru si mat där do Propos.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also vum Prinzipp hier fannen ech dat eng ganz positiv Motioun. Ech denken, dass et effektiv utile wär, wa mer eis eng Kéier am Detail géinge mat där Fro och an der Kommissioun beschäftegen. Mir ënnerstëtzen op alle Fall déi Motioun.

An ech fannen et am Fong schued, déi Logik, an där d'Majoritéit ass, well eigentlech misst Der jo frou sinn, wann Der hei eng breet Ënnerstëtzung kritt fir en Text, deen zwar nach net do ass, deen och vläicht schonn annoncéiert ginn ass, mee wann Der mierkt, dass an der ganzer Chamber oder a groussen Deeler vun der Chamber eng Volontéit ass, fir an déi Richtung ze goen. Esou schafft et sech jo eigentlech am beschten, wann ee weess, dass een de Réckhalt huet vun all deene Leit, déi dat herno mussen ëmsetzen. Duerfir hunn ech do e bësse Problemer, dat nozevollzéien. Mee ech sinn op alle Fall der Meenung, dass dat doten eng gutt Saach ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Dat, wat déi lescht Majoritéit dann ëmmer ganz gären als superfetatoire ofgedoen huet, wann d'Regierung erëm vun der Chamber un hire Koalitiounsaccord erënnert gouf, dat nennt déi nei Majoritéit dann: „Et ass ze vill. Firwat musse mer elo doriwwer ofstëmmen? D'Madamm Ministesch huet dat jo annoncéiert."

Ech stelle mer da just d'Fro, wéi d'Majoritéit da muer de Mëtte wäert ofstëmme bei hirer eegener Motioun, déi d'Majoritéitsparteien hei abruecht hunn, déi hire Minister opfuerdert, dat ze maachen, wat hire Minister anscheinend annoncéiert huet. Well an där Logik, an där mer elo grad heibanne sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, missten d'DP an d'CSV muer géint hir eege Motioun stëmmen, wou d'Chamber e Minister opfuerdert, dat ze maachen, wat en anscheinend gesot huet. Bon, dat wäerte se warscheinlech muer net maachen. Ech mengen, dat ass esou …

M. Gilles Baum (DP) | Kaum! Kaum!

M. Sven Clement (Piraten) | D'Glaskugel gëtt dat hier, Här Baum, gell?

M. Gilles Baum (DP) | D'Chancë sti ganz schlecht.

M. Sven Clement (Piraten) | Esou. Ergo fannen ech et schonn awer eng kleng Duebelmoral, fir ze soen: „Haut stëmme mer dergéint, well déi Propos, d'Regierung un hirem Wuert ze moossen, kënnt vun der Oppositioun. A muer kënnt d'Propos, d'Regierung un hirem Wuert ze moossen, vun der Majoritéit. Da stëmme mer et mat." Dat ass awer dann net ganz kohärent. An dofir hätt ech mer schonn erwaart, datt een dat heiten hätt kënne matstëmmen, virun allem wa se jo souguer scho schréftlech gesot hunn, datt se dat heite wéilte maachen.

(Interruption)

Dat gesot, wäerte mir op alle Fall déi heite Motioun matstëmmen, souwuel direkt matstëmme wéi och dobäi, se an eng Kommissioun ze verweisen. A fir Leit, déi mengen, datt eng Motioun ëmmer misst detailléiert ausgeschafft si wéi eng Proposition de loi, ma déi Sensibilitéiten oder Fraktioune kënne jo dann och selwer Proposition-de-loie schreiwen, wa se mengen, se misste méi detailléiert sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, Här President, dat hei ass erëm esou ee Moment vum Parlamentarismus, wou keen dobausse versteet, wat mir hei maachen.

(Brouhaha)

Hei si mer eis um Fong vun engem Text scheinbar alleguer eens. Alleguer si mer domadder d'accord, wat an där Motioun hei drasteet, souwuel Majoritéit wéi Oppositioun. Mee well et eng Motioun vun der Oppositioun ass, seet d'Majoritéit, obwuel se mam Inhalt averstanen ass: „Nee, mir stëmmen dat do net mat."

Dat verstinn ech net, well déi Motioun ass net intituléiert mat: „Le groupe LSAP invite le Gouvernement". Dat ass net den Intitulé vun där Motioun. Et ass: „La Chambre des Députés" – mir alleguerten! D'Chamber, de Legislateur, invitéiert d'Regierung ze handelen.

A wann ech dann elo dem Här Mosar seng Ausféierungen héieren an dann haut de Moien awer dem Här Zeimet seng iwwert d'Emanzipatioun vun der Chamber par rapport zur Regierung, wann ech d'Selbstbestëmmung an d'Evolutioun vun der Selbstbestëmmung, déi den Här Zeimet de Moien esquisséiert huet, vun der Chamber kontrastéiere mat deem, wat den Här Mosar dann awer elo gesot huet, da muss ech soen: Ech mengen, datt do nach Klärungsbedarf innerhalb vun der CSV ass.

Als Demokraten ënnerstëtze mer déi heite Motioun. D'Chamber soll d'Regierung invitéieren. Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Merci, Här Baum.

M. Sven Clement (Piraten) | Ok. Muer erënnere mir Iech drun, Här Zeimet!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wann Der Iech elo calméiert hutt, da ginn ech dem Här Biancalana nach eng Kéier zum Schluss d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Merci dann och fir d'Deelzoustëmmung, déi ech hei héieren hu vun de Kolleege vun der Oppositioun, wat dës Motioun ugeet.

Här Mosar, et ass richteg, dass d'Madamm Justizminister mer effektiv positiv geäntwert huet par rapport zu där Fro, déi ech gestallt hunn am Kader vun enger Question parlementaire. An dat begréisst een och.

Mee d'parlamentaresch Aarbecht, déi limitéiert sech awer net op dat. D'parlamentaresch Aarbecht verlaangt och, dass ee weider effektiv deementspriechend doru schafft an och Iddien ausschafft. An ech mengen, d'Nidderschréft dovunner fënnt een och hei am Kader vun dëser Motioun.

An dës Motioun huet jo och de Virdeel, grad eeben, wann d'Dier schonn op ass, e gewëssene Kader ze ginn, ouni weider elo schonn Iddien ze preziséieren, an deem natierlech d'Majoritéit an d'Oppositioun zesummen effektiv e Wee kënne fannen, fir Affer ze schütze respektiv och do d'Justiz méi staark deementspriechend ze maachen.

Et ass hei eng flott Virlag am Fong vun Iddien, vun enger Richtung, an déi ee kann deementspriechend goen. An ech mengen, Dir hutt hei effektiv och de Support vun der ganzer Oppositioun, awer och vun der Majoritéit, well Dir sidd jo och dofir, soss hätt d'Justizministesch net deementspriechend esou positiv drop geäntwert. Also, wéi gesot, schued, dass dës Tournure deementspriechend hei an der Chamber haut esou stattfënnt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Biancalana. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An da géing ech dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

11. Question élargie n° 75 de Mme Djuna Bernard au sujet des risques d'automatisation de l'emploi liés à l'intelligence artificielle

An da komme mer zu der nächster Fro. Dat ass d'erweidert Fro Nummer 75 vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'Risike vun der Automatiséierung vu verschiddenen Aarbechtsplazen am Zesummenhang mat der Kënschtlecher Intelligenz. 5 Minutte fir den Auteur an 10 Minutte fir d'Regierung. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Aarbechtsminister, déi rapid Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz féiert zu déifgräifende Veränneren an eiser Wirtschaft an um Aarbechtsmarché. Wat nach viru Kuerzem als technologesch Zukunftsvisioun gegollt huet, jo, dat ass u sech haut scho Realitéit, an dat an eise Betriber, an eise Verwaltungen an am Alldag vun de Salariéen.

Eng rezent Etüd vum Statec, publizéiert an der aktueller Note de conjoncture, weist, dass méi wéi néng vun zéng Beschäftegten zu Lëtzebuerg potenziell vum Asaz vun der Kënschtlecher Intelligenz betraff sinn. Dat heescht net, dass alleguerten dës

Aarbechtsplazen direkt a Gefor sinn, mee et bedeit, datt kaum nach eng berufflech Aktivitéit komplett ausserhalb vun dëser technologescher Transformatioun läit.

D'Statec-Etüd ënnerscheet dobäi zwou grouss Dynamiken. Op där enger Säit gëtt et Beruffer, an deenen AI d'Effizienz erhéicht an als Ënnerstëtzung agesat gëtt, an dat, fir Aufgaben ze vereinfachen, fir d'Produktivitéit ze erhéijen oder fir nei Méiglechkeeten opzemaachen. Op där anerer Säit gëtt et awer och Aktivitéiten, déi eebe grad staark automatiséierbar sinn a wou reell d'Gefor besteet, dass Aarbechtsplazen deelweis oder ganz verschwannen. Besonnesch betraff sinn administrativ Beruffer, de Commerce an och sougenannten elementar Aarbechten.

Dëst Bild gëtt net nëmmen duerch statistesch Analysen ënnerstrach, mee och duerch aktuell journalistesch Analysen op internationalem Niveau. An eng rezent Analys vun der Wochenzeitung „DIE ZEIT" weist, dass d'Kënschtlech Intelligenz net nëmme klassesch vulnerabel Beruffer betrëfft, mee och ëmmer méi Aarbechtsplazen, déi laang als sécher gegollt hunn.

AI verännert net nëmme Randberäicher vum Aarbechtsmarché, nee, si stellt d'Struktur vu Beruffer an d'Iddi vun enger Jobsécherheet fundamental a Fro. „Wat soll ech léieren, dass ee mech muer nach brauch?" Jo, dat froe sech déi Jonk. An: „Wat soll ech maachen, dass ech muer net ersat ginn?" Dat froe sech déi méi Eeler.

Besonnesch problematesch ass dobäi, dass dës Risiken net gläich verdeelt sinn. Laut dem Statec sinn et virun allem Leit mat niddregen oder mëttlere Qualifikatiounen, jonk Leit am Ufank vun hirer Beruffskarriär, mee och Fraen, déi iwwerproportionell an de Beruffer vertruede sinn, déi viraussiichtlech méi staark vun Automatiséierung betraff sinn.

Wat mir hei gesinn, ass also net nëmmen eng wirtschaftlech, mee virun allem och eng sozial Erausfuerderung. An natierlech bitt d'Kënschtlech Intelligenz och grouss Chancen, an dat fir d'Produktivitéit, fir nei Beruffer, fir wirtschaftlech Dynamik. Mee technologesche Fortschrëtt eleng, dat dierf kee Selbstzweck sinn. Wann en dozou féiert, dass Ongläichheeten zouhuelen oder datt bestëmmte Gruppen um Aarbechtsmarché ofgehaange ginn, mee dann ass dat ganz kloer eng Fro vu politescher Verantwortung.

An an dësem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister eng ganz Rei Froe stellen:

Éischtens: Wat sinn aus Siicht vun der Regierung déi wichtegst Constaten aus der Statec-Etüd? Wéi bewäert d'Regierung d'Risiken, besonnesch wat d'Zäitdimensioun an d'Déift vun dëse Veränneruge betrëfft?

Zweetens: Wéi gedenkt d'Regierung, déi Populatiounsgruppen ze begleeden, déi laut Statec eebe grad besonnesch vulnerabel sinn? Gëtt et geziilte Mesüren, fir déi Beruffer a Beruffsgruppen, déi engem héije Risiko vun Automatiséierung ausgesat sinn, besonnesch ze begleeden?

Drëttens, am Beräich vun der Qualifikatioun a vun der Weiderbildung: Wéi eng konkreet Strategië gëtt et fir de Reskilling an Upskilling? Mir hunn dat rezent Gesetz gestëmmt. Geet dat duer? Ass dat eng komplett Äntwert op dës Problematik? A wéi gëtt sécher gestallt, dass Salariéen net einfach ersat ginn, mee d'Méiglechkeet kréien, fir sech eebe grad un dës nei Ufuerderungen unzepassen?

Véiertens, wat d'sozial Dimensioun ugeet: Wéi stellt d'Regierung sécher, dass den Asaz vun AI eeben net zur Prekariséierung besonnesch vu méi vulnerabele Gruppe féiert?

An zum Schluss: Verfollegt d'Regierung an dësem Dossier eng kloer, proaktiv Strategie, eng, déi op Anticipatioun a Preventioun setzt, oder reagéiert si virun allem op Entwécklungen, wann d'Problemer schonn do sinn? Wéi suergt d'Regierung zum Beispill dofir, datt d'Skillsofferen elo och wierklech bei de Salariéen ukommen, éiert déi Betraffen duerch d'Automatiséierung riskéieren, hiren Job ze verléieren?

Här Minister, d'Analysen, sief et déi vum Statec oder aus internationalen Observatiounen, maachen däitlech, datt d'Kënschtlech Intelligenz den Aarbechtsmarché nohalteg a strukturell verännere wäert an dat elo scho mécht. An ech mengen, mir alleguerten heibannen hunn dat u sech scho ganz laang gespuert a mierken et och un de rezenten Noriichten. Et läit elo un eis, dës Transformatioun aktiv ze gestalten, amplaz se eeben einfach op eis zoukommen ze loossen. Eng modern Aarbechts- a Wirtschaftspolitick muss Innovatioun förderen, mee gläichzäiteg sozial Sécherheet a Gerechtegkeet och an Zukunft garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech der Madamm Bernard villmools Merci soe fir dës Fro.

Jo, Kënschtlech Intelligenz ass schonn haut Realitéit an eiser Aarbechtswelt a si verännert de Prozess andauernd. An d'Madamm Bernard huet schonn drop higewisen: Souwuel d'Analys vum Statec wéi och déi an der internationaler Press, ob dat elo d'„ZEIT" ass oder ob dat och aner international Meedie sinn, weisen ëmmer drop hin, wat do alles ka geschéien.

An dofir ass et och wichteg – an ech insistéieren drop, dat nach eng Kéier ze soen –, dat ze kucken, wat alles an der Etüd vum Statec steet, déi ganz interessant ass a wou et och do gëllt, verschidde Saachen nach ze verdéiwen, wat fir eng Konsequenzen dat alles op eis wäert hunn, well déi betraffe Leit stelle sech vill Froen. Déi soen: „Wat sinn nach d'Perspektiven, déi ech hunn, déi meng Kanner hunn, déi meng Kandskanner hunn, fir um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen?"

D'Fro ass dofir net nëmmen, ob d'KI eis Aarbechtswelt verännert, mee d'Fro ass och déi – an déi huet d'Madamm Bernard och ënnerstrach –: Wat kënne mer maachen am Virfeld? Wat kënne mer maache mat deene Leit, wou d'Gefor besteet, dass si dovu betraff sinn? Dofir musse mer déi Etüden och nach e bësse méi verfeineren, fir a méi Detailer kënnen ze goen. A mir wëllen dës Verännerung och aktiv gestalten, dat heescht, virun allem d'Kompetenze vun de Leit systematesch un d'Realitéit upassen. Dat heescht, dass mer Formatioun musse maachen an dass mer och musse kucken: Den digitalen Aarbechtsmaart stellt nei Erausfuerderungen. Do sinn och Leit, déi wäerte mer ëmgeschoult kënne kréien, mee mir mussen eis och bewosst sinn, dass do och Leit sinn, déi dee Wee net kënne matgoen, mee dass mer et och mat deene mussen am Kader vu Formatioune fäerdegbréngen, strateegesch virzegoen, fir dass déi Leit awer och nach um Aarbechtsmaart duerno eng Chance hunn.

An deem Kontext spillt och déi national Skillsstrategie. Déi hu mer jo vun de Kolleegen Dan Kersch a Georges Engel iwwerholl, déi schonn domadder ugefaangen haten, déi Skillsstrategie op de Wee ze bréngen. Do musse mer et zesumme mat der OECD an och mat der EU fäerdegbréngen, all déi Recommandatiounen an der Formatioun, an der Beruffsorientéierung, an der Talententwécklung, an der Skillsintelligence och alleguerten do mat eranzebréngen.

An do hu mer jo och d'lescht Woch, de Kolleeg Lex Delles an ech och nach eng Kéier, op d'Talentattraction higewisen, wat do alles drasteet, fir Talenter unzezéien, déi mer brauchen, déi mer net um hiisegen Aarbechtsmaart fannen, mee och um internationalen Aarbechtsmaart, mee och wéi mer et fäerdegbréngen, dass déi Leit, déi mer hei am Land ausbilden, prett sinn, fir do och kënnen drun erunzegoen.

An do sinn och Strategien – an déi ginn net am Tirang verstoppt –, wou d'ADEM amgaang ass, mat de concernéierten Acteuren ze kucken, wat mer alles um Aarbechtsmaart musse maachen, fir do och prett ze si fir déi Entwécklung, déi méi séier geet – et ass eng rasant Entwécklung –, fir dass och do d'Mënschen Zäit hunn, sech unzepassen.

An do gëtt et eng AI-Strategie. Dat ass d'Strategie fir d'AI, mee et ass awer virun allem och nach d'Strategie fir de Mënsch, well de Mënsch muss begleet ginn, a mir däerfen och de Mënsch do net einfach lénks leie loossen, well dat wier de falsche Wee. D'Haaptpiliere vun der Kompetenz géllt et ervirzesträichen. Et geet drëm, héich spezialiséiert Leit ze hunn, déi och déi Formatioune kënne leeden, déi déi Formatioune kënne viruginn. An et geet awer och drëm, dass mer nach selwer KI-Systemer kënnen entwéckelen, wou mir och d'Méiglechkeet hunn, op eisem Aarbechtsmaart ze soen: „Och mir wëlle vu KI profitéieren a mir wëllen nei an aner Aarbechtsplaze schafen an do ka KI eng Hëllef fir eis sinn." Mee dat verlaangt nei Kompetenzen, an déi Kompetenzen, dat ass dat, wat mer mam Up- a Reskilling wëllen an d'Weeër leeden. An do ass et och wichteg, dass do all Hiewel a Beweegung gesat gëtt, fir dass dat ka reusséieren.

Fir dat ze erreechen, investéiere mir an eng besser Analys vum Aarbechtsmaart. Mat Big Data an analyteschen Outile gewanne mir e geneet Bild vun deem, wat vu Profiller gebraucht gëtt a wat d'Profiller sinn, déi haut do sinn, fir dass mer, wann do Kompetenzlücken op engem oder deem anere Punkt sinn, déi konkreet kënne behiewen. Déi Donnéeë sinn elo keng akadeemesch Übung, just fir ze soen: „Dann ass et, fir d'Gewëssen ze berouegen", mee et geet eis drëm, dass mer duerno déi Formatioune kënnen ubidden, dass mer och domadder eng Aktivéierung kënne maachen.

Wann een net weess, wou de Marché sech hibeweegt, ass et och schwéier ze wëssen, wat fir eng Qualifikatiounen am Detail gebraucht ginn. An dofir géllt et och, do vill méi no zesummenzeschaffen, och mat de Betriber, déi heihinner kommen. D'Kompetenzen haut vun engem Schräiner sinn anerer wéi déi vun engem Schräiner virun 20, 30 oder 40 Joer. Haut gëtt scho villes mat KI preparéiert an et ass duerno nach just, fir d'Maschinn anzestellen, an do brauch een eng aner Formatioun wéi déi Zäit, wéi een nach d'Maschinn manuell fäerdeg gemaach huet. Mee haut ass et esou, dass dat alles elektronesch geschitt, och mat Hëllef vu KI. An dofir ass et dann och wichteg, dass mer och deene Leit an hire Formatiounsprogrammen d'KI méi no bréngen.

Fir d'Demandeurs d'emploi bitt d'ADEM eng breet Pallett vu Formatiounen un am digitale Beräich, fir dass Basiskenntnisser geschafe ginn a gläichzäiteg och d'Méiglechkeet besteet, Leit ze spezialiséieren. An do geet et och ëm den Digital Learning Hub, dee vun de Beruffschamberen an de Formatiounszentren

zesumme gemaach gëtt, fir op déi Aart a Weis d'Employabilitéit vun alleguerten deene betraffene Leit méi grouss ze maachen.

Parallell dozou hu mir de Service salariés bei der ADEM ausgebaut, fir net eréischt unzesetzen, wann eng Persoun am Chômage ass, mee fir dass mer och scho virdru kënne soen: „Hei, mir bidden déi Formatiounen un, déi do gebraucht ginn." Et geet drëm, dass mer bei der Digitaliséierung an och der Automatiséierung direkt preventiv kënne virgoen an dass dat och domadder besteet mat deem, wat mer am Upskilling a Reskilling musse maachen, fir dass bei deenen Transformatiounen, déi do gebraucht ginn, näischt geschitt, dass mer sozial Schied géife kréien, well duerno Leit sech net méi erëmfannen.

An Dir wësst jo, dass mer am Kontext vum Gesetz vum Skillsplang, wat nach mäi Frënd a Virgänger, de Georges Mischo, d'lescht Joer jo hei presentéiert huet a wat och gestëmmt ginn ass, och do weiderhin investéieren an dass mer vläicht kucken, ob mer net deen oder deen anere Punkt nach kënnen administrativ vereinfachen, fir dass et nach méi praktesch gëtt, fir och dorop hinzegoen.

Mir wëssen och, dass mer déifgräifend Businessmodeller hunn, déi komplett änneren, dass et och do wichteg ass, dass mer alles maachen, fir déi Qualifikatiounen an der Beleegschaft ze erreechen. An do musse mer eis awer och bewosst si bei de Beleegschaften: Déi eng si bereet an oppen, fir un déi Formatiounen erunzegoen, an anerer di sech domadder méi schwéier. Dat huet heiansdo eppes mat der fréier oder der spéider Gebuert ze dinn, mee et huet awer och heiansdo mat anere Punkten ze dinn, an do ass et, wou mer och nach musse sensibiliséieren. An de Staat wäert sech do och finanziell bedeelege bei all deene Betriber, déi do wëllen Efforte maachen, fir dass mer déi Leit och net am Ree stoe loossen, fir dass mer se alleguerte kënne mathuelen, déi eng e bësse méi séier, déi aner e bësse méi lues, fir dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass déi Leit an hire Betriber kënne bleiwen. Dat ass och fir eis eng kloer politesch Prioritéit. Mir wëllen, dass d'Betriber moderniséiere kënnen, ouni dass d'Leit am Ree stoe gelooss ginn, mee dass se och hir Leit domadder kënne mathuelen.

Dann ass et och wichteg – an dat wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen – an Zäite vum Fachkräftemangel, dee mer a verschiddene Branchë feststellen, dass mer do och alles maachen, fir an der Wirtschaft och nozekommen. Mir hu jo e Paradox: Mir hunn op där enger Säit esou vill Chômeure wéi nach ni, a gläichzäiteg hu mer awer och Leit, Betriber, déi keng Aarbechtskräfte fannen, well mer net déi néideg Profiller hunn. An et ass och do, wou mer wëllen usetzen, fir dass mer et bei deem Fachkräftemangel, deen do besteet, och fäerdegbréngen, déi Kompetenzen ze vermëttelen, dass och déi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, kënne sech fit maachen, fir op deene Plaze kënnen unzetrieden. Do geet et drëm, dass mer déi néideg Logiciellen hunn, dass se och bei de Maschinnen, déi jo ëmmer méi mat KI gefërdert ginn, och do d'Méiglechkeet hunn ze léieren, wéi een un déi Maschinnen erukënnt, an dass et och wichteg ass, dass mer an dat Wichtegst, wat de Mënsch huet, an d'Matière grise, och kënnen investéieren, fir dass och do nach eppes ka geschéien.

De Regimm vun der Formation continue bitt hei finanziell Incitatiounen. Do wäerte mer och kucken, dass mer déi Weiderbildung systematesch an d'Betribspolitick kënnen integréieren. Des Weideren hu mir och nach Sputt, fir d'Formation professionnelle continue an de Kollektivverträg ze stäerken, wat och eng Méiglechkeet ass, déi et gëtt. An et geet och drëm, a verschiddene Secteuren, Banken, Bau, Handwierk, déi jo scho ganz erfollegräich mat de Formatiounen amgaang sinn, d'School of Finance, fir de Kompetenzzenter zu Beetebuerg ze nennen, wou et jo och elo scho Méiglechkeete gëtt, fir zousätzlech Kompetenzen am Beruff vum Bau a vum Handwierk ze erlaangen, dass mer dat och weider wäerten ausbauen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäerten drop ugewise sinn an drop ugewise bleiwen, dass mer déi Aarbechtskräfte mat spezifesche Kompetenzen, déi mer hei am Land net fannen, och kënnen an d'Ausland siche goe respektiv dass mer déi Leit och unzéien, fir kënnen heihinner ze kommen. Dat ass och e Punkt, ech hunn et virdru gesot, dee mer bei der Talentattraction wäerte wëllen erreechen.

Et geet drëm, alles drunzesetzen, dass mer déi Kompetenzen, déi mer hei am Land brauchen, fir dass den Aarbechtsmaart a) interessant bleift, b) dass mer déi Aarbechten och kënnen erfëllen, déi mer hunn, dass déi Méiglechkeet besteet, an dass mer dofir och alles wäerten investéieren, wat mer hunn, fir och do alleguerten deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, an all Hiewel a Beweegung setzen, fir dass d'Qualitéit vun der Aarbecht fir eng méi resilient Wirtschaft wäert gemaach ginn. A wa mer dat zesummen uginn, wäerte mer dat och zesumme packen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da wëllt d'Madamm Bernard nach eng Zousazfro stellen, Här Minister. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, ech hätt zwou, dräi Froen. Här Minister, géingt Der soen, dass déi … Dir hutt eis elo en Iwwerbléck ginn iwwer eng ganz Rei bestoend Offeren, eng ganz Rei Stellschrauwen. Mir feelt do elo e bëssel chen, ech géing soen, de roude Fuedem, d'Strategie, de Bigger Picture. Géingt Der soen, dass och do nach e Work in Progress ass? Oder sidd Der zefridde mat deem, wat et an deenen ënnerschiddleche Stellschrauwe gëtt?

Et gëtt jo awer eng ganz Rei wichteg Voleten, op déi d'Etüd hiweist, wou ech elo nach net genau eng Äntwert eraushéieren hunn, notamment eng Äntwert par rapport zu de Fraen, déi besonnesch cibléiert betraff sinn, besonnesch zu de Jonken, déi sech, mengen ech, och hei ganz vill Froe stellen.

Also, wou géingt Der soen, ass nach en To-do op Ärer Säit? Wou sidd Der vläicht nach net zefridden? Oder vläicht sidd Der et. An ass dat heiten e Sujet, deen Der wëlles hutt, an der noer Zukunft mat de Sozialpartner ze diskutéieren? Well ech mengen, dass dat en Theema ass, wat alle béid wierklech hei interesséiert a wou een och do zesummen am Sozialdialog misst gemeinsame Léisunge fir déi besote Strategie fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Merci, Madamm Bernard. Also, ech hätt Iech nach vill méi kënnen äntwerten, mee hei ass esou eng Auer, déi …

M. Claude Wiseler, Président | Et ass eng Luucht haaptsächlech.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Et ass eng Luucht haaptsächlech, déi ugaangen ass. An dofir hunn ech op eemol einfach och gestoppt.

Dach, mir hunn eng Strategie. Eng dovun ass déi, déi ech jo och genannt hu mat der Talentattraction, wou mer elo déi éischt Saach gemaach hunn, fir ze soen, wéi et méiglech ka sinn, dass Internationaler heihinner kommen. Mee mir wëllen och nach an deene jeeweilege Fachgebitter, ob dat bei der Chambre des Métiers ass, mat der Chambre de Commerce, mat der Chambre des Salariés ass, kucken, fir dat alles och nach vill méi auszebauen, fir vill méi prezis kënnen op déi jeeweileg Besoinen hinzewierken.

Dat ass e Prozess, deen hei … Well Der gesot hutt: „Sidd Der zefridden a bleift et esou?" Hei ass e Prozess, dee geet ëmmer virun. Hei ass e Prozess, wou mer ni kënne soen: „Zu dësem Moment si mer do." Well dee Moment, wou mer et heibannen diskutéieren a stëmmen, ass d'Entwécklung schonn erëm esou séier virugaangen, dass scho bal den nächsten Amendement oder dat nächst Gesetz muss erëm an der Maach sinn, well esou séier wéi déi Entwécklung am KI-Beräich geet, musse mer et och fäerdegbréngen, eis unzepassen, fir dass eisen Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg en interessanten Aarbechtsmaart bleift.

An dann eppes aneres, wat Der gesot hutt, virun allem bei de Fraen a bei deene Jonken. Jo, mir sinn eis bewosst, fréier, wann s de bis en Diplom has, Bac+X oder +Y, war et sécher, dass de der keng Suerge misst maachen. Haut ass dat net méi de Fall. Haut ass d'Connaissance générale dat eent, mee jiddwereen hätt gäre méi d'Spezialitéit a vill méi erof an den Detail. Ech soen elo emol iwwerdriwwen: Jiddwereen hätt gären ee mat 25 Joer fir anzestellen, deen nach an engem jonken Alter ass, mee en hätt awer gläichzäiteg gär 20 Joer Beruffserfarung. An dat ass de Moment net méiglech an dat wäert och ni méiglech sinn. Mee wann een heiansdo d'Annoncë liest, steet ëmmer do, e soll wannechgelift jonk sinn, gutt qualifizéiert sinn, awer schonn eng grouss Beruffserfarung hunn. An dat ass och ee vun deene Problemer, déi mer mussen ugoen, wou mer och aner Iddien nach hunn, wou et awer elo de Moment nach ze fréi ass, fir komplett an den Detail ze goen. Mee et kann een nach mat Stagë schonn am Virfeld och hëllefen, bei Leit Interesse ze wecken, fir déi eng oder déi aner Entwécklung kënnen ze attackéieren.

Mee wéi gesot, dat do ass ni e Punkt, deen zum Schluss kënnt. Deen do wäert ëmmer erëm weidergoen. A mir mussen eis do och ëmmer dem Aarbechtsmaart an der Situatioun vun de Famillen a vun de Jugendlechen a vun deene Leit, déi schaffe ginn, upassen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Minister. Ech mengen, domat hätt Der den Tour vun der Fro gemaach.

12. Question élargie n° 42 de M. Georges Engel au sujet de la transposition de la Directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme

An da géinge mer zur nächster Fro kommen, an zwar der Fro Nummer 42 vum Här Georges Engel iwwert d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Verbesserung vun den Aarbechtsbedéngungen am Kader vun der Plattformaarbecht. Déi selwecht Zäite si gülteg. An den Här Engel huet elo d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Genau dat, Här President. Déi europäesch Plattformdirektiv aus dem Joer 2024 huet als Zil, déi nei Forme vun der Aarbecht, déi duerch d'Digitaliséierung entstane sinn, endlech kloer ze reegelen an déi schaffend Persounen doduerch dann och besser géint de Mëssbrauch ze schützen. Mir wëssen, dass genee an deem Beräich vill Problemer an Abusen optrieden, besonnesch

duerch déi ëmmer méi verbreet Praxis vun de sougenannte „falschen Independanten“.

An der Direktiv gëtt kloer definéiert, wat eng digital Aarbechtsplattform ass, wien als Plattformaarbechter ka bezeechent ginn an ab wéini ee vun enger Aarbecht via Plattform schwätze kann. A well déi schaffend Leit esou dacks d’Partie faible bei där ganzer Saach sinn, gesäit d’Direktiv och eng Présomption légale an hirer Faveur vir, wa bestëmmte Konditiounen erfëllt sinn. A gradesou schwätzt d’Direktiv och iwwert den Impakt vun den Algorithmen an d’Recht vun de Gewerkschaften, d’Aarbechtskonditioune mat ze negociéieren.

Wat mech allerdéngs stutzeg mécht, dat ass d’Haltung vun der Regierung zu dëser Direktiv. Well an der Äntwert vun der Lëtzebuerger Regierung, déi am Rapport vum 3. Februar 2025 vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun, der OIT, publizéiert gouf, huet de Lëtzebuerger Staat wichteg Definitiounen an Ziler zu dësem Sujet, déi sech och an der Direktiv erëmfannen, explizitt zeréckgewisen.

D’Europäesch Direktiv gesäit vir, datt d’Memberstaate Krittäre festleeë fir d’vertraglech Bezéiung tëschent enger digitaler Aarbechtsplattform an enger Persoun, déi iwwert dës Plattform Aarbecht verriicht, ze definéieren. A ganz dacks huet Lëtzebuerg hei mat Frankräich gestëmmt, déi vill méi eng liberal Approche hunn an déi och manner Schutz fir Salariéë wëllen.

Mir wësse jo, datt Lëtzebuerg nach ëmmer kee Gesetz huet, fir d’Plattformdirektiv ëmzesetzen. Mee mir hunn am Rapport vun der OIT kënnen noliesen, datt d’Regierung sech awer an deem Dossier positionéiert huet. An duerfir hunn ech eng Rei vu Froen, siwe Stéck, un den Aarbechtsminister:

Kann den Här Minister preziséieren, wéi eng konkreet Schrëtt als nächst virgesi sinn?

Meng zweet Fro: Wéi bewäert den Här Minister déi verschidde Propositioune vun der Reguléierung vun der Plattformaarbecht? Do gëtt et der eng ganz Rei vun der Chambre des Salariés, eng Initiativ vun déi Lénk, déi vu gëschter. Mir hunn eis als LSAP positionéiert. Ech kommen awer nach eng Kéier dorobber zréck.

Drëttens: Kann den Här Minister ausféieren, wéi déi verschidde Virschléi a Beiträg konkreet an d’Aarbecht zur Reguléierung vun der Plattformaarbecht integréiert solle ginn a wéi eng Acteuren an dee Prozess och agebonne ginn?

Véiert Fro: Am Ministère läit en Avant-projet de loi am Tirang. Gedenkt den Här Minister, op dësen Text zréckzegräifen an en als Gesetzesprojet wéinstens emol ze consideréieren?

Fënneftens, zur Positionéierung vun der Lëtzebuerger Regierung bei der OIT: Kann de Minister eis confirméieren, datt d’Regierung voll a ganz – voll a ganz! – hannert der aktueller Direktiv steet? Kann de Minister confirméieren, dass d’Regierung d’Definitiounen, wéi se an der Plattformdirektiv festgehale sinn, besonnesch déi, déi ech virdrun ernimmt hunn, tel quel iwwerhuele wäert?

An zum Schluss meng leschten, siwente Fro ass déi: Wéi erkläert Dir, Här Aarbechtsminister, d’Äntwerte vun der Regierung an dem OIT-Questionnaire, wuel wëssend, dass dës Positionéierung géint d’EU-Direktiv geet?

Fir et nach eng Kéier kloerzemaachen: Mir hunn als LSAP eis Hausaufgabe gemaach a mir hunn déi och scho presentéiert. Siwe Krittäre sollen eiser Propos no, wa se da ganz oder zum Deel erfëllt ginn – an doriwwer kann een och ganz gären diskutéieren –, dozou féieren, datt eng Persoun als ugestalltene Plattformaarbechter gëllt. Am Resümmee hei nach eng Kéier d’Krittären – et sinn der och siwen –:

Éischtens: Déi digital Aarbechtsplattform leet d’Remuneratioun fest.

Zweete Krittär: D’Persoun, déi iwwer eng digital Plattform schafft, muss spezifesch Virschrëften am Bezuch op Verhalen oder Ausgesinn anhalen.

Drëttens: Déi digital Plattform iwwerwaacht d’Ausféierung vun der Qualitéit vun der Aarbecht oder vum Service.

De véierte Punkt: Déi digital Aarbechtsplattform beschränkt d’Fräiheete vun der Persoun, hir Aarbecht a punkto Aarbechtszäiten an och Dauer vun der Aarbecht selwer ze organiséieren.

De fënnefte Punkt: Déi digital Aarbechtsplattform beschränkt d’Fräiheet vun der Persoun, hir Aarbecht selwer ze organiséieren, andeems si den Asaz vu Soustraitanten oder Ersatzpersounen aschränkt.

Nach zwee: Déi digital Aarbechtsplattform beschränkt d’Fräiheet vun der Persoun, hir Aarbecht ze organiséieren, andeems si d’Méiglechkeet aschränkt, Aarbechten unzehuelen oder ofzeleenen.

An dee leschte Punkt: Déi digital Aarbechtsplattform schränkt d’Méiglechkeet fir Persounen an, eng eege Clientèle opzebauen oder Servicer respektiv Aarbechten am Optrag vun engem Drëtten ze erbréngen.

Aner Parteien, Här Minister, hu sech kloer positionéiert. D’Regierung nach net. Mir waarden drop.

Merci fir d’Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. An dann huet den Aarbechtsminister d’Wuert. Här Spautz.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, Dir Dammen an Häre Deputéiert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Ufro hei vum honorabele Georges Engel datéiert op de 6. Juni 2025. Dat sinn elo, wann ech dat richteg rechnen, iwwer sechs Méint. An deene sechs Méint ass villes geschitt, wat d’Direktiv ubelaangt. Mee eppes, wat nach ëmmer net geschitt ass: Et ass nach ëmmer kee Land do, dat d’Direktiv ratifizéiert huet.

Mee ech wëll awer vir ufänken an déi zwou Saachen och emol eng Kéier wëllen ënnerscheeden. Den Här Engel huet mat Recht gesot: Et sinn zwou verschidde Saachen. Dat eent sinn d’Recommandatioune vun der OIT, vum Bureau international du travail, an dat anert ass déi Direktiv.

De Rapport vun der OIT vun der 113. Konferenz 2025, deen ass net manner wéi iwwer 205 Säiten déck. Wann ee se wëll kucken, hei leie se. Do sinn am Virfeld dovunner Froe gestallt ginn. An do ass e Froekatalog ausgestallt ginn, dee schonn 2004 virlouch. An do haten alleguerten d’Länner d’Méiglechkeet, drop ze äntweren. Och Lëtzebuerg huet dodrop geäntwert. A gläichzäiteg, wëll ech awer soen, ware mer och amgaang ze verhandelen, fir eng EU-Direktiv hei ze kréien.

An dat, wat d’OIT ubelaangt, dat ass eng Recommandatioun. Dat ass eng Recommandatioun, déi d’International Aarbechtskonferenz reegelméisseg erausgëtt, wat sech net aleng op Lëtzebuerg limitéiert, mee wat sech op dat Ganzt limitéiert. Mee dat brauch ech dem Här Engel net ze soen, e kennt et auswenneg, well e war oft genuch bei deene Sitzungen och vun der OIT do derbäi. An och bei deem Resultat, wéi et zur Direktiv komm ass, war den Här Engel jo nach derbäi.

An do war jo och ëmmer d’Diskussioun: „Wat wëlle mer? Wëlle mer direkt weiderverhandelen?“, wou verschidde Kolleege gesot hunn: „Jo, mir géife gären direkt attackéieren, ier d’Direktiv do ass.“ A mir hunn ëmmer gesot als Lëtzebuerg: „Nee, mir waarde gären, wéi och aner Länner an Europa, bis d’Direktiv do ass. An eréischt, wann d’Direktiv do ass, fänke mer un, eis och am Detail domat ze beschäftegen.“ An dat, wat den Här Baum gëschter gesot huet an erkläert huet, dat war nach zu där Zäit, ier d’Direktiv do war. En huet jo gëschter och ënnerstrach, dat, wat en elo op den Dësch geluecht huet, dat wier d’Upassung un dat, wat vun der Direktiv besteet.

Et muss een awer och wëssen, ausser dass an Zwëschenzäit eng Direktiv komm ass, an Dir hutt virdrun dovu geschwat: Déi zwee, déi am meeschte Schwieregkeeten hate mat der Direktiv a mat deene Punkten, deene mir positiv géintiwwerstoungen, dat waren eis däitsch an eis franséisch Kolleegen, déi de politeschen Drock gemaach hunn, soudass verschidde Saachen aus der Direktiv erausgeholl gi sinn, wat am Ufank bei de Krittäre ganz kloer dra war. An dat war virun allem de politeschen Drock vun de Fransousen a vun deenen Däitschen, déi dat net wollte maachen.

Wat awer elo de Stand hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, an dat wäert Iech sécherlech net wonneren, si mer amgaang, mat de Sozialpartner ze verhandelen. Mir hate schonn dëst Joer eng Sitzung – déi nächst Sitzung hu mer de 24. Februar –, wou d’Sozialpartner eis a bilaterale Gespréicher – et wier héchstwarscheinlech méi einfach, wa mer se kéinten zesumme begéinen – an enger éischter Phas hir Positiounen déi leschte Kéier duergestallt hunn a wou mir elo en Document gemaach hunn, wou déi zwou Saache géigeniwwergestallt gi sinn, wou mer gläichzäiteg d’Froen opwerfen, wat déi eenzel Punkte sinn, déi mer gären hätten. An dofir wëll ech virum 24. och net soen, wat alles am Detail drasteet, well ech wëll mat deenen zwou Säiten, souwuel mat de Gewerkschafte wéi mat der Patronatsvertriedung, dodriwwer schwätzen. An et ass fir eis och ganz kloer, dass mer da schéi propper op deem Wee weiderfueren.

Mee an der Zäit konnt een emol bei den Noperen ofschreiwen. Ech muss Iech soen: Dës Kéier, an ech kommen nach eng Kéier drop zréck, vun deene 27 Länner ass et nach néierens ratifizéiert. Ech hunn nach gekuckt virun enger Stonn, ier ech komm sinn, ob net nach op eemol an Zwëschenzäit ee sollt ratifizéiert hunn, mee et war awer nach keen do. Dofir ass et och fir eis wichteg, dat ze maachen.

Well och ee vun den Haaptpunkten ass, an dat, mengen ech, weess den Här Engel nach: Setze mer dat an de Code du travail u sech oder maache mer e Gesetz à part a mir passe just déi Artikelen am Code du travail un oder integréiere mer et direkt an de Code du travail mat eran?

Dat sinn entscheedend Punkten, déi mer och wëlle mat de Sozialpartner diskutéieren. A wa mer dat mat de Sozialpartner diskutéiert hunn, komme mer sécher an d’Kommissioun a mir wäerten och sécher an der Kommissioun da kloer an däitlech soen: „Hei, dat do an dat do maache mer aus deem an deem Punkt.“ Mee ech wëll elo net hei alles schonn op den Dësch leeën, well da kréien ech herno gesot, ech hätt net fir d’éischt nach eng Kéier mat de Sozialpartner och driwwer verhandelt an diskutéiert, an dat wäert och kommen.

Mir geet et drëm, dass mer en Text fäerdegbréngen, zesumme mat de Sozialpartner, wou jiddweree sech dran erëmfënnt. An do spillt dat vun de Krittären – wat ass en Independant a wat ass net en

Independant? – a mengen Aen, mee ech wëll de Verhandlungen net virgräifen, eng ganz wichteg an entscheedend Roll, well a menger Optik fält a steet domadder de ganze Projet.

Mee et soll een elo net „das Kind mit dem Bade ausschütten", mee mir musse kucken, zesumme mat de Sozialpartner dat ronnzekréien an duerno och an der Kommissioun, wou mer da sollen dat schéin, Punkt fir Punkt, duerchgoen, eng Analys Artikel fir Artikel maachen a wou mer da jo och nach Avisen ufroe bei der Beruffschamber, beim Conseil d'État, wou et och do méiglech ass, dass verschidde Saache wäerten afléissen. Den Här Baum hat et gëschter selwer gesot: Ech huelen da jo mol un, dass eng Beruffschamber ganz besonnesch wäert dodrop usprangen oder drop drécken, well jo do och Iddien, déi an dem Här Baum senger Propos sinn, och vun enger Beruffschamber gedroe ginn.

Et ass awer och fir mech wichteg, dass een déi Positiounen, déi souwuel d'Patronat wéi d'Salariat hunn, och eng Kéier kann am Detail analyséieren. Do sinn der derbäi, dat verheemlechen ech Iech net, wou se komplett ënnerschiddlech Vuen hunn op deen een oder deen anere Punkt. Mee dat ass meng Aufgab, fir do ze kucken, zesummen am Sozialdialog et fäerdegzebréngen, dat esou ze ficeléieren, dass déi zwou Säite sech dran erëmfannen an dass mer dann och kënnen déi richteg Argumenter an déi richteg Prioritéite setzen, fir dass déi zwou Säiten, souwuel d'UEL wéi och d'Gewerkschaften, sech an deem Projet de loi, dee mer da maachen, kënnen erëmfannen.

Fir mech ass et wichteg, dass mer dat bilateral kënne klären an dass et dann och méiglech ass, déi Transpositioun vun der Direktiv iwwert d'Plattformaarbecht och ëmzesetzen, an dass mer da vläicht – ech weess et net, ech wëll kengem virausgräifen – déi Éischt respektiv bei deenen Éischten derbäi sinn, déi dat maachen.

Mir wëssen, dass de Phenomeen vun de Fausse-indépendancen ëmmer méi um Terrain present gëtt an dass mer dofir virun allem och do eppes musse maachen. Et geet awer och drëm an et ass wichteg, dass mer och gesinn, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, net dass mer hei alles zoumaachen an da wandere si op déi aner Säit, mee dass et och do wichteg ass, dass mer déi selwecht Approchen hunn, dass mer europarechtskonform hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, awer och gläichzäiteg kënne garantéieren, dass et och nach fir verschidde Betriber an Aktivitéiten interessant ass, hei zu Lëtzebuerg aktiv ze sinn.

Mir wëllen eng Transpositioun, déi europarechtskonform ass, déi de Schutz vun de betraffenen Arbeitnehmerinnen an Arbeitnehmer effektiv verbessert an och gläichzäiteg kloer operabel reegelt, wat eng Plattform ass. Dat ass de Kader, an deem mir de weidere Prozess mat de Sozialpartner wëlle weiderféieren. An dat ass de Punkt an dat ass de Stand, vun deem ech Iech haut ka rapportéieren. Nom 24. Februar kann ech vläicht méi soen, mee dat ass de Punkt op dem haitegen Dag.

Mee den Här Engel, gesinn ech, wëll nach eng Kéier nohaken.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Engel kann nach eng Kéier nohaken als Zousazfro, just ganz kuerz, well en am Fong keng Zäit méi huet. Dofir ganz kuerz.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, ech wollt awer bei deem nohaken, wat den Här Minister elo grad gesot huet. Vläicht als Informatioun: Et gouf och Parteien, déi wollte virun der Direktiv hei legiferéieren. Dat war awer net d'Vue vun der ganzer Regierung. Duerfir wollt ech dat just nach eng Kéier soen.

Dir kënnt gären ... Et ass eng Viraarbecht gemaach. Ech soen et elo net nach eng Kéier. Am Tirang am Ministère, do läit e ganze Projet. Dir kënnt dee ganz gären huelen. Ech si ganz frou, wann Der dovunner, wéi Der virdru gesot hutt, wëllt ofschreiwen. Dir kënnt en awer och ganz huelen. Dat wär guer kee Problem.

Meng Fro ass ganz kloer: Dir hutt Iech an deem Rapport vun der OIT kloer positionéiert par rapport zu: „Wat ass en Independant? Wat ass eng Plattformaarbecht? Wie schafft bei enger Plattformaarbecht? An ab wéini gëllt do e Kontrakt?" Do hutt Der Iech ganz kloer positionéiert. Stitt Der zu deem Positionnement, wat Der do gesot hutt? Oder huet d'Positioun vun der Regierung par rapport zu deem geännert? An implizitt heescht dat dann och: Steet d'Regierung zu der Direktiv oder steet d'Regierung net zu der Direktiv?

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Also, Här Engel, Dir wësst et am beschten, dass d'Regierung deen do Accord op europäeschem Niveau ginn huet. An domat ass et jo och kloer, dass, wa mer an Europa bei eppes Jo soen, et dann och dat ass, wat mer wëllen hei an Europa an domadder och hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Minister.

13. 8153 – Projet de loi portant modification du livre V, titre premier, chapitre III, du Code du travail

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8153 iwwert de Plan de maintien vun den Aarbechtsplaze fir Betriber a Schwieregkeeten. D'Riedezäit ass hei de Basismodell, dat heescht 10 Minutte fir d'Rapportrice an d'Regierung, 5 Minutte fir déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, den Här André Bauler, den Här Georges Engel, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Rapport de la Commission du Travail

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif alleguer, mat dësem Gesetzesentworf gi verschidde Bestëmmungen am Aarbechtsgesetzbuch ugepasst. Esou kritt de Comité de conjoncture d'Méiglechkeet, bei de Sozialpartner, déi e Plan de maintien dans l'emploi ënnerschriwwen hunn, Informatiounen iwwert d'Ëmsetzung vum Plang unzefroen, an erméiglecht esou e bessere Suivi an eng besser Evaluatioun vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vun der betraffener Entreprise, déi a Schwieregkeete geroden ass.

D'Informatiounen, déi d'Sozialpartner dem Comité de conjoncture op seng Ufro hi musse liwweren, sinn: déi Moossnamen, déi schonn effektiv ëmgesat goufen, d'Unzuel u Persounen, déi vun all eenzelner Moossnam aus dem Plang betraff sinn, déi Eegemëttel, déi de Betrib fir d'Ëmsetzung vum Plang opbréngt, an d'Verwendung vun de finanziellen Hëllefen a Subventiounen, déi de Betrib an deem Zesummenhang kritt huet.

Am Fall, wou d'Sozialpartner dëser Verflichtung net nokommen, kann den Aarbechtsminister d'Homologatioun vum Plan de maintien dans l'emploi zeréckzéien.

Ausserdeem ginn d'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Kofinanzéierung vun de Formatiounen, déi am Kader vun esou engem Plan de maintien dans l'emploi ugebuede ginn a vum Fonds pour l'emploi finanzéiert ginn, am Aarbechtsgesetzbuch festgehalen: Wann d'Formatioun en neie Poste beim selwechte Betrib betrëfft, da gëtt dës zu 50 % finanzéiert, a wa se en neie Poste bei engem anere Betrib betrëfft, da gëtt se zu 100 % finanzéiert.

D'Onkäschte vun der Formatioun, déi erëmbezuelt kënne ginn, sinn: d'Aschreiwungskäschten, d'Lounkäschte vun den interne Formateuren a Formatricen, d'Käschte vum pedagogesche Material an eventuell Locatiounskäschten, wann ee Lokaler fir d'Formatioun loune muss.

D'Ufro fir d'Kofinanzéierung muss beim Aarbechtsminister agereecht ginn, an am neien Artikel 513-8 gëtt och festgehalen, wéi eng Dokumenter an Informatiounen dëser Ufro ugehaange musse ginn.

Et ass also en Entworf, deen eng Rei juristesch Onsécherheete berengegt an eng kloer gesetzlech Basis fir déi Konditiounen a Modalitéite schaaft, déi an der Praxis elo schonn applizéiert ginn.

E puer Wierder zum Werdegang vun dësem Gesetz: Dëse Gesetzesentworf ass an der viregter Legislaturperiod vum deemolegen Aarbechtsminister Georges Engel deposéiert ginn an eng éischte Kéier de 16. Juli 2025 an der Aarbechtskommissioun vum deemolegen Aarbechtsminister Georges Mischo presentéiert ginn. An där selwechter Sëtzung ass och schonn den Avis vum Staatsrot analyséiert ginn, deen zu deem Zäitpunkt fënnef formell Oppositiounen hat. De viregten Aarbechtsminister huet eng Rei Amendementer presentéiert, fir den Observatioune vum Staatsrot Rechnung ze droen.

An der Sëtzung vum 22. Oktober 2025 ass sech mat dësen Amendementer auserneegesat ginn a si si fir Avis un de Staatsrot zeréckgeschéckt ginn. Ech wëll dobäi bemierken, dass och en zousätzlecht Amendement zu de Regierungsamendementer beschloss ginn ass, fir engem Awand vun der Salariatskummer Rechnung ze droen. Konkreet goung et ëm d'Zeréckbezuele vun de Käschte fir d'Formatiounen am Fall vun enger Demissioun vun engem oder enger Salarié/e, deen oder déi am Kader vun engem Plan de maintien dans l'emploi amgaang wär, eng Formatioun ze maachen. Wat d'legistesch Bemierkungen an och d'Ureegung vum Staatsrot ugeet, den Titel vum Gesetzesprojet ze änneren, huet d'Kommissioun beschloss, dës integral ze iwwerhuelen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An der Sëtzung vum 28. Januar 2026 huet d'Aarbechtskommissioun den zousätzlechen Avis vum Staatsrot analyséiert an zur Kenntnis geholl, dass déi héich Kierperschaft sech bereeterkläert huet, hir formell Oppositiounen, déi si am Kader vum Artikel 513-3 Paragraf 5 Alinea 3 an och vum Artikel 513-8 erhuewen hat, opzehiewen, nodeems d'Kommissioun hir Observatiounen an Ureegunge berécksiichtegt hat an och hir Textpropositioun iwwerholl huet.

Et gouf nach zwee weider Avisen: D'Salariatskummer an d'Handelskummer hu sech och zum Entworf geäussert. Wärend d'Handelskummer den Text begréisst, huet d'Salariatskummer eng méi kritesch Stellungnam ofginn. Si bedauert, dass dësen Entworf net mat de Sozialpartner am CPTE, also am Comité permanent du travail et de l'emploi, diskutéiert ginn ass. Si kann de virleiende Gesetzesentworf och net guttheeschen, well si en als ze iwwerflächlech an onvollstänneg ugesäit. Si fuerdert allgemeng, dass eng global an déifgräifend Reform misst gemaach ginn, fir dass den Dispositif ronderëm de Plan de

maintien dans l'emploi méi effizient an der Praxis gëtt. An deem Sënn ass d'Salariatskummer och der Meenung, dass d'Verhandlungen iwwer e Plan de maintien dans l'emploi schonn ab den éischten Zeeche vun enger wirtschaftlecher Schwächt am Betrib obligatoresch misste ginn.

Discussion générale

Här President, léif alleguer, ech dinn elo meng Kap als Rapportrice of an iwwerhuelen d'Roll als Sprecherin vu menger Fraktioun.

Mat dësem Gesetzesentworf wëlle mer e kloert Signal setzen: Mir wëllen, dass an Zäite vu wirtschaftlecher Schwieregkeet net automatesch op Entloossungen zeréckgegraff gëtt. Eis Erugeeënsweis ass eng aner: Mir wëllen, dass no konkreete Léisunge gesicht gëtt, fir Aarbechtsplazen ze sécheren, Kompetenzen am Betrib ze halen an de Betriber eng realistesch Perspektiv ze ginn.

Dat ass besonnesch an der aktueller Situatioun relevant. De Chômage ass op engem héijen Niveau. Hannert dësen Zuele sti reell Liewenssituatiounen: Mënschen, déi hir Aarbecht verléieren, Familllen, déi an Onsécherheet geroden, a Leit, déi sech froen, wéi et fir si weidergeet. Fir vill Betraffener bedeit Chômage net nëmmen en temporairë Réckschlag, mee e schwéiere Wee zeréck an d'Aarbechtsliewen, mat reelle Risike vu laangfristeger Exklusioun vum Aarbechtsmaart.

Dofir ass et wichteg, dëser Dynamik entgéintzewierken, net eréischt, wann et ze spéit ass, mee méi fréi, wann nach Handlungsspillraum besteet. De Plan de maintien dans l'emploi steet genee fir dëse preventiven Usaz: en Instrument, dat et erméiglecht, fréi ze reagéieren an Alternativen zu Entloossungen ze sichen.

Als CSV-Fraktioun si mer iwwerzeegt, dass et fir d'Betriber a fir d'Salariéé méi sënnvoll ass, Kompetenzen am Betrib ze halen a weiderzeentwéckelen amplaz se ze verléieren. Stabilitéit ass och en ekonomesche Virdeel, grad an Zäite vun Onsécherheet. Fir eis ass et dofir wichteg, hei e kloert Signal ze ginn: Mir stinn zu enger aktiver Aarbechtsmaartpolitick, déi net nëmme reaktiv ass, mee och virbeugend wierkt.

De Plan de maintien dans l'emploi schaaft e Kader, an deem de Sozialdialog eng zentral Roll spillt an an deem d'Responsabilitéit vun de Betriber an d'Roll vun de Sozialpartner zesummekommen. Fir eis Fraktioun ass et kloer: Aarbechtsmaartpolitik ass ëmmer och eng Fro vun Zesummenhalt. Et geet net nëmmen ëm Indicateuren a Statistiken, mee ëm konkreet Perspektive fir d'Leit. Dofir ënnerstëtze mer och all Schratt, deen dozou bäidréit, Aarbechtsplazen ze sécheren an d'Onsécherheet ze reduzéieren.

An domat ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Morgenthaler. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Rapportrice Nathalie Morgenthaler ass op den Detail vun dësem Projet agaangen. Merci dofir. Jo, am Mëttelpunkt vun dësem Text steet eng Upassung vum Aarbechtsrecht, an dat am Kader vum Plan de maintien dans l'emploi. Dat ass fir meng Fraktioun immens wichteg. Et ass e wichtegt Instrument.

Aktuell läit de Chômagetaux bei 6,2 %. Et ass fir eis kloer, datt mir do, wou et méiglech ass, Aarbechtsplaze mussen erhalen, fir datt dësen Taux net nach weider klëmmt, respektiv mir mussen alles drusetzen, datt deen Taux nees fält. Duerch dëse Gesetzesprojet kritt dann de Konjunkturkommitee d'Méiglechkeet, Prezisioune bei de Sozialpartner, bei de Signatairen, unzefroen, déi et erméiglechen, d'Ëmsetzung vun engem Plan de maintien dans l'emploi besser nozevollzéien an och ze bewäerten.

Dëse Suivi ass wichteg. Idealerweis kann esou verhënnert ginn, datt Leit hirer Famill eng Kéier owes mussen erklären, datt si geschwënn hir Aarbecht verléieren oder riskéieren ze verléieren. Net well si net gutt geschafft oder eng komme gelooss hätten, mee well et dem Betrib duerch verschidden Ëmstänn finanziell net méi gutt geet an en doduerch seng Salariéen net méi all ka beschäftegen.

Esou e Plan de maintien dans l'emploi gëtt dann och staatlech ënnerstëtzt. Et ass virdrunner gesot ginn, preziséiert ginn: Finanziell Hëllefen erlaben et de betraffene Betriber zum Beispill, Formatiounen ze bezuelen, déi de Salariéen nei Qualifikatiounen erméiglechen. An ech soen dat och hei am Kontext vun där Question élargie, déi virdrun nach evoquéiert ginn ass, wou eis dat eeben, wa mer eis am Zäitalter vun der Kënschtlecher Intelligenz beweegen, ëmsou méi bewosst ass an nach méi wäert ginn.

Et si Qualifikatiounen, déi hinnen eventuell och nei Dieren opmaachen, et vläicht erlaben, an nei Beruffsprofiller eranzeswitchen. Dofir ass et och da wichteg, datt déi Suen tatsächlech esou investéiert ginn, datt se mol virun allem zum Erhalt vun den Aarbechtsplaze bäisteieren. An deem Sënn gi jo d'Modalitéiten an d'Konditioune vum Kofinanzement fir d'Formatiounen hei gesetzlech festgehalen.

Als Fraktioun vun der Demokratescher Partei begréisse mir, datt de Staat weiderhin op Preventioun setzt a virun allem och déi néideg Mechanismen en place setzt, fir sech eeben ze versécheren, datt déi finanziell Hëllefen, déi un e Betrib ginn, och wierksam a virun allem am Sënn vun de betraffene Salariéen agesat ginn.

Dat gesot, ginn ech heimat och ganz gär den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt den Här Georges Engel fir d'LSAP.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, dass ee mat engem klore Kader Mesüre kann huelen, fir mat engem Plang fir de Maintien dans l'emploi den Entreprisen, déi Hëllef brauchen, dës och zilgerecht an effikass unzebidden.

Et geet hei drëms, zum gudden Deel preventiv ze handelen. D'Iddi ass deemno, d'Aarbechtsplazen ze protegéieren, ier et ze spéit ass, de Sozialdialog ze favoriséieren a Léisunge wéi Formatioun, Reconversioun a Prêt de main-d'oeuvre unzebidden amplaz Entloossungen. Et geet hei also drëms, an d'Aarbecht ze investéieren an net an d'Aarbechtslosegkeet.

Ech kann awer verstoen, dass dëse Projet de loi Verschiddenen net wäit genuch geet. Jo, dat kann een esou gesinn. Esou hätt ee sech och kënne virstellen, dass een eng Obligatioun, fir e Plan de maintien dans l'emploi auszeschaffen, an de Code du travail sollt aschreiwen, soubal et Schwieregkeeten am Betrib gëtt.

Ech muss awer soen, wéi ech dëse Projet de loi deposéiert hunn, war an der leschter Regierungskoalitioun a Regierungskonstellatioun och net méi méiglech. Et ass awer sécher eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun. Dat ass et ganz sécher. An dofir, mengen ech, ass dat hei och e Schratt an déi richteg Richtung.

An awer, och ouni dës Dispositioun hu mer et an der leschter Regierung awer fäerdegbruecht, Gespréicher fir e Plan de maintien mat DuPont Teijin, mat Cardoso a mat aneren ze féieren, fir esou sou vill wéi méiglech Sécherheet, Formatioun a Prêt de main-d'oeuvre fir d'Leit, déi do geschafft hunn oder do schaffen, erauszehuelen. Dat hätt een eventuell och kënne bei Amazon esou maachen.

De Comité de conjoncture ass e Gremium, wou d'Gewerkschafte mam Patronat a mat der Regierung zesummesëtzen an dofir och eng gutt Struktur, fir dës Diskussiounen unzegoen.

Dëse Projet ass also eng Verbesserung vun de Méiglechkeeten, fir antizipativ ze handelen. Et ass, jo, Work in Progress. Mir sollen dofir och elo net ophalen an och nach weider Verbesserunge virundreiwen.

Ech ginn awer heimat och den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Engel. An nächste Riedner ass den Här Michel Lemaire fir d'ADR.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Mir stëmmen hei iwwer e Projet of, deen aus dem Plan de maintien dans l'emploi e méi adaptéiert Instrument wëll maachen. Et kéint ee quasi soen, en Upgrade.

Mir sinn der Meenung, datt dat heite Gesetz an déi richteg Richtung geet. Et ass schonn, wéi aner Virriedner gesot hunn, besser, Aarbechtsplazen ze erhalen, ier se laangfristeg verluer ginn, well et besser ass, preventiv ze handelen, wéi eréischt duerno da mussen e Sozialplang auszeschaffen oder mat engem Sozialplang mussen ze reagéieren.

Well esou e Gesetz sech awer net selwer mécht, si mir der Meenung, datt et op alle Fall net schuet, déi besser anzebannen, déi genee hei awer den néidegen Knowhow an den néidegen Ableck hunn. Dofir huele mer d'Kriticke vun der Salariatskummer ganz eescht a fuerderen och eng besser Abannung an Zukunft vun dëser.

Et kann ee schwätzen, wéi och schonn an den Avisen ugedeit ginn ass, vun eenzelne Lacunnen, déi dra sinn, Dispositiounen, wou ee kann driwwer streiden, ob se wäit genuch ginn oder net. Mee mir sinn der Meenung, dass et besser ass, elo ze agéieren, wéi net ze agéieren. Mir stëmmen de Projet dofir mat, géifen d'Regierung awer invitéieren, och an Zukunft ze evaluéieren, wéi praxistauglech dëst Gesetz ass – dat war jo ee vun de Kritickpunkten –, an dann, wann dat néideg sollt sinn, ze adaptéieren. Dat gesot, stëmme mir dësem Projet zou.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard fir déi gréng.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz verfollegt een Zil, wat mer alleguerten deelen: Aarbechtsplazen ze sécheren, Entloossungen ze verhënneren an de Betriber an de Salariéen an Zäite vu wirtschaftleche Schwankungen a strukturellen Onsécherheete Perspektiven ze ginn.

De preventive Gedanke vum Plan de maintien dans l'emploi ass richteg an néideg an och d'Schafe vun enger klorer gesetzlecher Basis bréngt méi Rechtssécherheet. Trotzdeem musse mir e puer fundamental Bedenken ausdrécklech ënnersträichen.

Éischtens bleift eiser Meenung no d'Instrument ze wéineg verbindlech. Eng Verhandlung vun esou engem Plang ass net obligatoresch, och net bei éischte wirtschaftleche Warnzeechen. An dat schwächt de preventive Charakter, deen dëst Gesetz eigentlech sollt hunn.

Zweetens ass d'Roll vun de Salariéen an hire Vertriedungen nach ëmmer net staark genuch verankert. Besonnesch a klengen a mëttelgrousse Betriber bleift de Schutz net gläich, obwuel grad si e wichtege Pilier an eiser Lëtzebuerger Wirtschaft sinn.

An drëttens gesi mer bei der Finanzéierung vun de Formatioune problematesch Signaler: starr Plaffongen an ënnerschiddlech Tauxe fir intern an extern Posten, déi net ëmmer am Sënn vum Erhalt vun der Beschäftegung sinn.

Mir wäerten dëst Gesetz matstëmmen, well et eeben och e Schrëtt no vir ass, ganz sécher Verbesserungen zum aktuelle Status quo mat sech bréngt. Mee mir erwaarden, dass dëst Gesetz evaluéiert an nogebessert gëtt, fir wierklech e staarkt, soziaalt a gerecht Instrument vum Maintien dans l'emploi ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner sollt sinn ... En ass awer net do.

(Interruptions et brouhaha)

Also, Dir musst appreciéieren, dass ech Iech zumindest eng Chance gelooss hunn.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, et deet mer leed, et ware mënschlech Besoinen, déi grad zwëschent mir a menger Ried stoungen.

(Exclamations et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Kolleegen hate gemengt, Dir wiert op der Rees.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Da wier ech awer net esou séier hei gewiescht, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, mee dat ass och e mënschleche Besoin bei Iech.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Wann Dir dat sot, Här President. Bon, dem Här President, deem hunn ech da scho Moie gesot. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen haut hei gestëmmt gëtt, betrëfft awer e Sujet, deen eis alleguerten um Häerz läit – dat gouf jo och scho virdru gesot –: d'Erhale vun der Beschäftegung zu Lëtzebuerg.

Mir all wëssen, datt Entreprisen heiansdo a manner gutt wirtschaftlech Situatioune geroden. An an esou Momenter ass et entscheedend, datt mer Instrumenter hunn, fir ze agéieren, ier et ze spéit ass. De Plan de maintien dans l'emploi ass esou en Instrument, a mam haitege Gesetzesentworf stäerke mer dësen op zwee ganz konkreete Punkten.

Éischtens beim Comité de conjoncture. Dat kléngt no enger technescher Mesür. Dat ass esou eppes, wou een ëmmer hofft, datt een ni domadder ze dinn huet, bis een dann eng Kéier domadder ze dinn huet. An da seet ee sech: Wat technesch ass, huet awer vläicht ganz praktesch Implikatiounen. Et geet nämlech drëms, datt déi ëffentlech Gelder, déi aus dem Fonds pour l'emploi kommen, dann och do agesat ginn, wou se sollen agesat ginn.

An zweetens schafe mer eng kloer legal Basis fir d'Kofinanzéierung vu Formatiounen am Kader vun dësem Plan de maintien dans l'emploi. Bis elo gouf dat zwar schonn an der Praxis gemaach – dat hu mer jo schonn héieren –, mee d'gesetzlech Basis dofir huet gefeelt. An déi gëtt heimadder geschafen. An dat begréisse mer. Generell ass et u sech ëmmer gutt, wann een aus Feeler léiert an dann och déi néideg gesetzlech Basisse schaaft, wou se virdrun net existéiert hunn.

Ech begréissen dann och d'Ännerungen am Remboursement vun de Formatiounskäschten. Do gouf et virdrun – wéi soll ech dat elo léif ausdrécken? – reegelméisseg Interpretatiounsdifferenze mat Salariéen, déi net méi do geschafft hunn an déi eng Formatioun haten an déi dann hu missen op eemol Sue remboursëieren un hire Patron, deen dann awer dat net onbedéngt zegutt gehat hätt. Elo si mer an enger ganz klorer Reegelung: Et geet just nach, wann et eng Faute grave ass. An och dat ass e Punkt, dee mer begréissen. Et wär nämlech absurd, wann e Salarié, dee seng Formatioun ofschléisst a wéinst senger neier Qualifikatioun eng nei Aarbecht fënnt, dann duerno géif bestrooft ginn.

Mir stëmmen dofir dëse Projet mat. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An den nächsten a leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss Iech soen, och nodeem ech elo de Virriedner nogelauschtert hunn, datt ech mech awer e bësse schwéierdi mat dësem Projet, well en ass problematesch op verschiddenen Niveauen.

Éischtens: Wa virdru gesot ginn ass, datt et en Upgrade ass, da muss een awer, mengen ech, derbäifügen, datt et awer dann esou e Kommaupgrade ass, vum 1,2 op den 1,3, well weesentlech méi ass et net.

An et ass net de Versuch gemaach ginn ... An dat, wat mer eigentlech bräichten och an enger ekonomescher Situatioun, wou mer konfrontéiert si mat Betriber, déi Massenentloossunge wëlle virhuelen ... Mir sinn dermat konfrontéiert, datt d'Regierung och duerchaus net frou doriwwer ass, se awer guer keng Moyenen an der Hand huet, fir d'Sozialpartner iwwerhaapt un en Dësch ze brénge respektiv fir mat deem Patron, dee wëll entloossen, iwwerhaapt kënnen ze negociéieren.

Deslescht hu mer et nach gesi bei Amazon, wou et d'Intentioun vun der Regierung war, e Plan de maintien dans l'emploi ze negociéieren. Amazon huet awer ganz einfach gesot: „Eis interesséiert dat net!", an de Minister huet kënne wéi e begossene Puddel zréck an de Regierungsrot trëppelen, well mer effektiv keng Moyenen hunn. An déi dote Situatioune riskéiere mer an der aktueller Situatioun nach méi ze kréien.

Duerfir gëtt dat eigentlecht Zil vum Plan de maintien dans l'emploi, nämlech Aarbechtsplazsécherung, Investissementer an d'Aarbecht amplaz an de Chômage, déi sécher hehr a richteg sinn, mengen ech, mat dësem Kommaupgrade op jidde Fall net erfëllt. An dat soen effektiv net nëmme mir, mee dat seet och d'Salariatskummer.

Et feelt beim Plan de maintien dans l'emploi effektiv u Kontrollen, et feelt u Verbindlechkeet, et feelt u richteger Matbestëmmung. An amplaz déi Froe grondsätzlech unzegoen, kréie mer hei eng technesch Plooschter.

De Projet seet: „Mir froen Informatiounen un." De Projet seet: „Mir reegele besser d'Kofinanzéierung vu Formatiounen." Mee ech mengen, datt dat awer net duergeet. Wann eng Entreprise wierklech ekonomesch Problemer huet, da brauche mer net nëmmen e Formulaire oder eng Prozedur, mee mir brauchen e staarkt Instrument, dat wierklech Aarbechtsplaze schützt.

An dat heescht an eisen Ae konkreet éischtens: De Comité de conjoncture kann haut just invitéieren. Mee invitéieren heescht net automatesch verhandelen, wéi mer och grad bei Amazon gesinn hunn. Mir fannen, datt, wann d'Zeeche kloer sinn, wann Entloossungen also ugekënnegt sinn oder ufänken, da muss een Diskussiounen iwwer e Plan de maintien dans l'emploi kënnen imposéieren. Net froen, mee imposéieren!

Zweetens: Et gëtt nach ëmmer keng richteg Sanktiounen, wann d'Entreprisen hir Engagementer net respektéieren. An dat mécht d'Gesetz finalement zahnlos.

An drëttens menge mir, datt och Betriber ënner 15 Leit, wann et zu Entloossungen, wéi et virgesinn ass, vu méi wéi dräi Leit innerhalb vun dräi Méint kënnt, wou et net ëm eng selbstverscholt Entloossung, wou d'Persoun selwer an der Schold ass, geet, mee aus ekonomesche Grënn, missten an eisen Aen drënner falen.

Mat de Formatioune ginn effektiv, an d'Salariatskummer huet och drop higewisen, komesch Signaler ausgesent, wann effektiv intern Formatiounen zur Hallschent iwwerholl ginn an extern Formatiounen zur Gänze iwwerholl ginn, wou een den Androck op eemol kritt: Mee de Betrib gëtt eigentlech belount dofir, wann déi Persoun ausserhalb ass a forméiert gëtt.

Ech mengen duerfir, datt dëse Projet, dës Plooschter, dëse Kommaupgrade, d'Problemer eigentlech leider just verwalt a se net léist. Ech mengen, datt mer eng Reform vum PME-System brauchen, déi den Numm wierklech verdéngt, déi éischtens obligatoresch Verhandlungen erméiglecht, zweetens reell Kontroll- a Sanktiounsmëttelen huet, drëttens kleng Betriber matabezitt, véiertens staark Gewerkschaften an Delegatioune mat an d'Boot hëlt a fënneftens Formatiounen als e Recht an net als Gonscht versteet.

A mir sinn duerchaus bereet, konstruktiv un esou enger Propos matzeschaffen. Den Aarbechtsminister huet sech virdru fir dat „Zesummen" esou staarkgemaach. Och an der Kommissioun si mer duerchaus bereet, och als Oppositioun, zesummen un deem zahnlosen Tiger ze schrauwen, fir datt en awer vläicht déi eng oder aner e bësse méi bësseg Prothees ka kréien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An d'Wuert huet den Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass hei bal alles gesot ginn, bal alles, awer net vu jiddwerengem, mee bal alles ass gesot ginn. An dee Projet de loi hei geet zréck op den 9. Februar 2023. An deemools ass den Depot gemaach gi vum deemolegen Aarbechtsminister, dem Georges Engel. Et ass deemools drëm gaangen, de Plan de maintien dans l'emploi besser ze maachen. Dat ass dee Projet, deen deposéiert ginn ass, deen och duerno an der Chamber presentéiert ginn ass a wou d'Madamm Morgenthaler jo och op déi eenzel Punkten agaangen ass.

Et ass och dervu geschwat ginn an ënnerstrach ginn: Op der Säit 173 vum Koalitiounsaccord steet, dass dës Regierung och gäre beim Maintien dans l'emploi aner Akzenter géif setzen. Hei ass et awer elo wichteg, well dat hei eng Verbesserung ass ... Ob déi Verbesserung wäit genuch geet oder net, do ass jiddwereen drop

agaangen. An et schéngt mer och logesch ze sinn, dass déi Evaluatioun kënnt an dass mer och kucken, wat nach alles muss geännert ginn, fir de Maintien dans l'emploi besser ze maachen. Mee hei ass e Projet, dee vum Conseil d'État, vun de Beruffschamberen, wou eng Beruffschamber méi kritesch war wéi anerer … An dofir wëll ech Merci soe fir déi Zoustëmmung.

Ech verstinn awer och dee Säitenhieb respektiv déi Kritick, déi plazeweis ubruecht gëtt. An et ass och fir eis selbstverständlech, dass, wann dat bis leeft, mer dat och nach eng Kéier evaluéieren. An et ass genausou wichteg, dass mer eis och nach eng Kéier mam Maintien dans l'emploi wäerte beschäftegen, wat wichteg ass, fir Aarbechtsplaze kënnen ze erhalen an Aarbechtsplazen och kënnen ofzesécheren.

Mee fir haut wollt ech Merci soen alleguerten deene Leit, déi hiert Wuert dozou bäigedroen hunn, fir dass dee Maintien de l'emploi dann elo esou gestëmmt gëtt, mat deenen Amendementen, esou wéi en dann den 9. Februar 2023 deposéiert ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An da wäre mer prett, fir zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8153 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8153 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Et hu 60 Kolleegen um Vott deelgeholl. 58-mol Jo an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

14. 8635 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'une adaptation des mesures en faveur de l'emploi des jeunes

A mir géifen dann zum leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 8635, eng Ofännerung vum Code du travail am Interêt vun de Mesüren, fir deene Jonken esou wäit wéi méiglech eng Aarbechtsplaz ze verschafen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Stéphanie Weydert, déi agesprongen ass, aus verständleche Grënn, fir de Kolleeg Charel Weiler. D'Madamm Weydert huet direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail

Mme Stéphanie Weydert (CSV), en remplacement de M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéiert, et ass mer eng Freed, Iech haut am Numm vu mengem Kolleeg Charel Weiler de Rapport zu dësem Gesetzesprojet betreffend d'Ännerung vum Aarbechtsrecht fir d'Moossnamen zur Förderung vun der Beschäftegung vun deene Jonken dierfen ze maachen.

Dëse Gesetzesprojet 8635 gouf den 10. Oktober 2025 offiziell bei eis an der Chamber deposéiert. De Projet gouf den 23. Oktober an d'Aarbechtskommissioun verwisen an den 2. Dezember respektiv den 18. Dezember hunn de Staatsrot souwéi d'Chambre des Salariés hir Avisen ofginn.

An der Reunioun vun der Aarbechtskommissioun vum 28. Januar dëst Joer huet déi zoustänneg Chamberskommissioun de Charel Weiler zum Rapporter ernannt. An der selwechter Sitzung huet den zoustännege Minister de Projet presentéiert an d'Deputéiert hunn och déi verschidden Avisen analyséiert.

An enger weiderer Reunioun vum 4. Februar gouf dem Här Weiler säi schréftleche Rapport vun der Madamm Kemp presentéiert a vun der Kommissioun unanime ugeholl.

Ech géif dann elo kuerz op den Inhalt vum Gesetz agoen. De Projet gesäit eng Rei Ännerungen un der aktueller Gesetzgeebung zu de Beschäftegungsmoossname fir déi jonk Leit vir. Op der enger Säit gëtt de legale Kader vum Contrat d'initiation à l'emploi a vum Contrat d'appui-emploi an och vum Stage de professionnalisation adaptéiert an ugepasst. Op der anerer Säit bréngt dëse Projet eng Harmoniséierung vun den Indemnisatiounsmodalitéiten an och vum Recht op Congé fir d'Demandeurs d'emploi, déi vun engem Contrat de réinsertion-emploi, engem Contrat d'appui-emploi oder engem Contrat d'initiation à l'emploi profitéieren.

Wat d'Indemnisatioun ubelaangt, ass ervirzehiewen, datt ënnert dem aktuelle System de Promoteur de Beneficiaire vun engem Contrat d'appui-emploi oder engem Contrat d'initiation à l'emploi direkt bezilt an duerno vum Fonds pour l'emploi rembourséiert gëtt.

An der Praxis ass d'ADEM awer mat Fäll konfrontéiert, an deenen d'Promoteuren hirer Flicht net nokommen an déi betraffe Persounen net indemniséiert ginn. Dowéinst gëtt proposéiert, d'Prozedur ëmzedréien a se där vum Contrat de réinsertion-emploi unzepassen. An Zukunft wäert et deemno esou sinn, datt de Staat d'Beneficiairë vun all dëse Kontrakter direkt indemniséiert an duerno vum Promoteur rembourséiert gëtt. Sou gëtt méi Sécherheet fir déi betraffe Persoune geschaf.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Des Weidere garantéiert d'ADEM fir all Beneficiaire d'Affiliatioun beim Centre commun de la sécurité sociale.

Wat de Congé ugeet, ginn déi bestoend Reegelen zum Contrat d'appui-emploi an zum Contrat d'initiation à l'emploi an Zukunft un déi vum Contrat de réinsertion-emploi ugepasst. Mir kréien also méi eenheetlech Reegele fir d'Beneficiairë vun dëse Beschäftegungsmoossnamen. De Congé ass an Zukunft net méi op zwee Deeg pro Mount fixéiert, mee e gëtt proportionell zur Dauer vum Kontrakt berechent.

Zousätzlech gesäit de Projet vir, datt den Accès zum Stage de professionnalisation fir all d'Demandeurs d'emploi opgemaach gëtt, déi bei der ADEM agschriwwe sinn, an dofir och fir déi jonk Demandeurs d'emploi.

Elo nach e puer Wuert zu den Avisen, déi erakomm sinn. De Staatsrot huet keng Kritick um Fong vum Projet geäussert. Dat weist och, a wéi enger Zügegkeet mer elo vum Depot bis zum Vott hei sinn. Mee de Staatsrot huet e puer legistesch Observatioune gemaach, déi d'Kommissioun sech selbstverständlech zu Häerze geholl huet.

D'Chambre des Salariés huet sech iwwerdeems positiv iwwert déi geplangt Harmoniséierung vun der Indemnisatioun gewisen. Si ënnersträicht awer, datt dës Reform net zu enger Deresponsabiliséierung vun de Promoteure féieren dierf, a plädéiert dofir, bei Bedarf méi ofschreckend Sanktioune virzegesinn, wann de Fonds pour l'emploi net rembourséiert gëtt. Am Rescht weist si sech favorabel géintiwwer de geplangten Ännerungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dëst wier dann alles emol fir de mëndleche Rapport gewiescht, a fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport vum honorabelen Här Weiler.

Ech géif dann awer och nach e puer Wuert als CSV-Spriecherin soen.

Discussion générale

Als CSV-Fraktioun ënnerstëtze mir dëse Projet a gesinn en als wichtege Schratt, fir d'Situatioun vun deene Betraffenen, jo, vun deene jonke Leit, ze verbesseren. D'Beschäftegungsmoossname si vun zentraler Bedeitung, wann et drëms geet, jonk Leit erëm an d'Aarbechtswelt eranzeféieren an hinnen eng Perspektiv am Liewen ze ginn. Hire legale Kader muss dofir kloer, einfach a kohärent sinn. A genee dat erreeche mer mat dësem Projet.

Besonnesch positiv ze ënnersträichen ass, dass d'Beneficiairen an Zukunft direkt vum Fonds pour l'emploi bezuelt ginn an net riskéieren, herno ouni Indemnitéit dozestoen, wann e Promoteur seng Flichten net erfëllt.

Déi geplangt Harmonisatiounen a Simplifikatioune bréngen zousätzlech méi Kohärenz an déi bestoend Gesetzgeebung. Och dat kënne mir nëmme begréissen.

Dofir, léif Kolleegen, soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn domat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An deen nächsten agschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech brauch elo wierklech net méi hei an den Detail ze goen, well déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert huet dat op eng ausgezeechent Manéier gemaach. An ech wëll hir dann och direkt op dëser Plaz Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech wollt hir felicitéieren, pardon. Merci däerf een net méi soen. Felicitéieren!

(Hilarité)

Zur Ausbezuelung vun der Pai: Doduerch, datt d'ADEM zukünfteg d'Paien eeben direkt un déi Leit

bezilt, déi an de Regimm vun de sougenannte CAE a CIE falen, doduerjer also, datt si, also d'ADEM, et och ass, déi derfir suergt, datt déi Jonk beim Centre commun de sécurité sociale ugemellt sinn, vermeide mer wierklech Verspéidunge bei der Ausbezuelung vun den Indemnitéiten.

Dat bitt deene betraffene jonke Leit natierlech méi Previsibilitéit, méi Planungssécherheet. Näischt ass effektiv méi penibel, wéi wann e jonke Mënsch um Enn vum Mount fir eng geleeschten Aarbecht net déi Remuneratioun kritt, déi him oder hir zousteet.

Och wann dat sécherlech net generell de Fall ass, sou kënnt et awer da geleegentlech vir, datt gewësse Patronen hire Verflichtungen net nokommen. An dorënner sollen awer net déi schaffend jonk Leit leiden.

D'Promoteuren, déi sech hei net un d'Reegelen halen an de Fonds pour l'emploi net rembourséieren, missten eigentlech mam Ouer geholl ginn, sou wéi d'Chambre des Salariés et virschléit – zu Recht! Jiddefalls gesäit een och an dësem Dossier, datt de Staat elo seng Verantwortung ouni Ëmwee iwwerhëlt, op Vereinfachung setzt an domadder senger sozialer Aufgab nach besser gerecht gëtt.

Och d'Harmoniséierung vun de Congésdeeg féiert zu enger administrativer Vereinfachung, wat och vun der Säit vu menger Fraktioun nëmmen ze begréissen ass – dat ëmsou méi, well dës Regierung sech de Sujet vun der Vereinfachung op de Fändel geschriwwen huet.

An zu gudder Lescht nach e Wuert zum Stage de professionnalisation, deen op all Demandeur d'emploi bei der ADEM erweidert gëtt. Dëst gëtt besonnesch eeben deene jonke Leit eng Méiglechkeet, fir de Betrib an déi nei professionell Aufgabe kennenzeléieren, an dat mat der Aussiicht, mam Ausbléck, eventuell och eng Kéier definitiv agestallt ze ginn.

Insgesamt kënne mer eis, esou mengen ech, eens sinn, datt dës Upassungen aus dem Projet de loi 8635 nëmmen ze begréisse sinn. An da ginn ech natierlech och selbstverständlech hei d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Da kritt den Här Georges Engel d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dëse Projet de loi ass eng Harmoniséierung, fir den Traitement tëschent Jonken an eeleren Demandeurs d'emploi besser ze gestalten en faveur vun deene Jonken, Ongläichheeten aus dem Wee ze raumen. Alleguer d'Avise ware positiv. Och den Avis vun der LSAP ass positiv, an duerfir stëmme mir dësem Projet de loi zou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. D'Harmoniséiere vun den Entschiedegungsmodalitéiten an den Dispositioune vum Congé tëscht de verschiddene Kontrakter, déi all dorop ofzilen, déi Jonk laangfristeg an d'Aarbechtswelt ze integréieren, begréisse mir ausdrécklech.

Nach virun e puer Deeg konnt een an engem Reportage gesinn, datt déi feelend laangfristeg Perspektiven, fir Jonker an den Aarbechtsmarché ze integréieren, e reelle Problem zu Lëtzebuerg sinn. Opfälleg dobäi ass, datt net nëmme manner qualifizéiert Jonker mat deem Problem konfrontéiert sinn, mee och gutt oder souguer héich qualifizéiert Jonker. Et ass bei der Jugendaarbechtslosegkeet net vill aneschters wéi bei der Aarbechtslosegkeet allgemeng: Wat ee méi laang dran ass, wat ee méi schwéier erauskënnt.

All déi verschidde Kontrakter, iwwert déi mer haut schwätzen, versichen, Perspektiven ze bidden, Iwwergangsléisungen unzebidden, ze ënnerstëtzen. Fir d'ADR muss d'Haaptprioritéit awer bleiwen, datt dee Jonke sech um realen Aarbechtsmaart integréiert. Mir wëllen, datt déi Jonk sech net just encadréiert an integréiert fillen, mee sech gebraucht fillen. Et ass kee Geheimnis, datt d'Aarbecht engem just da real Satisfaktioun bidde kann. Wann ee sech gebraucht spiert, ass ee motivéiert. Wann ee motivéiert ass, maache sech Perspektiven op, am beschte Fall Opstigschancen. Et ass och dat, wat d'Liewe vum Jonke mat Inhalt an Dignitéit fëllt.

Wéi musse mir als Politick d'Jalone setzen, datt eis dat esou wäit wéi méiglech geléngt? D'KI, d'Digitaliséierung, sech ännerend Aarbechtsmodeller, Ufuerderungen, déi haut net méi déi selwecht si wéi gëschter – all dat weist, datt d'Aarbechtswelt haut just nach wéineg Konstante bitt. Et ass dofir kruzial, datt Acteure wéi d'ADEM duerch hir Weiderbildung d'Qualifikatioun vun Aarbechtslosen oder eeben deenen, déi an enger ënnerstëtzender Mesür sinn, esou no wéi méiglech un d'Ufuerderunge vun de Betriber an der Aarbechtswelt eruféiert. An dat muss natierlech scho vill méi fréi ufänken, nämlech an der Schoul, an de Lycéeën, jo bei alle staatlechen Organer, déi op iergendeng Manéier fir d'Ausbildung zoustänneg sinn.

Erlaabt mer ofschléissend eng méi kontrovers Remark, déi iwwert dat rengt Gesetz erausgeet. Mir schwätzen hei elo iwwer en Aarbechtsgesetz, mee mir schwätzen och vu Jonken, vun Ausbildung. An domat si mer net wäit vum Theema Schoul a Klassesäll. Net méi spéit wéi muer schwätze mer erëm iwwer eppes, wat sech net an de Klassesäll, mee nieft de Klassesäll ofspillt.

(Brouhaha)

Stellt Iech vir: Mir schwätzen iwwert d'Toiletten!

(Interruption)

Ech ka mech haut scho menger Partei uschléissen: ...

(Exclamations)

M. André Bauler (DP) | Dat ass awer eng Iwwerraschung!

M. Gilles Baum (DP) | Elo ass d'ADR gerett! Elo ass se gerett!

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

M. Michel Lemaire (ADR) | D'Regierung soll sech manner doran amëschen, wat nieft de Klassesäll passéiert a sech mol erëm besser drëm këmmeren, wat an de Klassesäll passéiere soll!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Michel Lemaire (ADR) | Mir verléieren d'Hoffnung net, datt, wa bis den zéngten LGBTQ+-Aarbechtsgrupp gegrënnt ass, d'Schoul vläicht erëm méi der Fro kann nogoen, wéi mir déi Jonk besser ...

(Coups de cloche de la présidence)

... op den Aarbechtsmarché virbereede kënnen ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, Dir misst zum Sujet schwätzen.

M. Georges Engel (LSAP) | Wat ass dat do fir e Superfetatoire?!

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, Dir misst zu dem Sujet schwätzen. Deen dote Sujet steet muer um Ordre du jour, Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | ... an hinne real Perspektiven op eng erfollegräich Zukunft bidden.

Mme Corinne Cahen (DP) | Totalen Hors-sujet!

M. Claude Wiseler, Président | Här Lemaire, wannechgelift!

M. Michel Lemaire (ADR) | Dat ass den Ënnerscheed.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Populismus puer!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Et ass schonn e bësse penibel, wann et hei ëm e Gesetz geet, wat ëm d'Zukunft ...

M. Fred Keup (ADR) | Dir musst dat net kommentéieren!

(Exclamations)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... vun deene Jonken um Aarbechtsmarché geet.

Mme Corinne Cahen (DP) | D'Madamm Bernard däerf schwätzen!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | A wann een et da fäerdegbréngt, do erëm esou eng Debatt draus ze maachen, ech mengen, dat seet ganz vill driwwer aus, wéi Der wierklech tickt.

(Interruption par M. Fred Keup)

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt am Fong net vill zu dësem Gesetz soen. Et hu ganz vill vu menge Virriedner schonn déi richteg Iwwerleeunge mat eis gedeelt, deene mir eis och uschléissen.

De Start an d'Beruffsliewen ass en enorm wichtege Moment. Ech mengen, jidderee vun eis heibanne ka sech u seng éischt Aarbechtsplaz erënneren. Et ass e Moment, wou ee seng Perspektiven erweidert, wou een Erfarunge mécht, wou ee Kompetenze sicht. An déi Méiglechkeete sollte mer enger breeder Mass u Jonke méiglech maachen. Net jiddereen huet d'Chance, mat engem liichte Start an d'Beruffsliewen ze starten. An dowéinster ass déi Panoplie u verschiddene Mesüren a staatlechen Optioune wichteg a richteg a gehéiert och harmoniséiert, eebe grad fir dass et souwuel fir d'Betriber méi einfach ass wéi awer och fir déi verschidde Jonker, déi heiranner jo awer och eng wichteg Hand gereecht kréien, fir hire Wee an hire Start an d'Aarbechtsliewen ze fannen.

Deementspriechend ginn ech den Accord vun deene Gréngen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen net nach eng Kéier de Rapport vun deem ganze Projet, wou et ganz vill begréissenswäert Saachen dra gëtt.

Eppes, wat ee vläicht ervirsträiche soll an där ganzer Buschtawenzopp vun deenen dräi Buschtawekontrakter, dem CRE, dem CIE, dem CAE: Et muss ee sech ëmmer erëm bewosst sinn, datt et hei drëm geet, Leit e gudde Start entweeder an d'Aarbechtsliewen ze schafen oder e gudden Neistart an d'Aarbechtsliewen ze schafen. Well et geet net nëmmen drëm, an der initialer Formatioun, mee och an der Reinsertioun hei

e Level-Playingfield ze schafen, wat mer net nëmmen am Finanzsecteur brauchen, mee eeben och op der Aarbechtsplaz.

Ech fannen et e bëssen traureg, datt mer an engem Debat, wou et drëm geet, Leit an Aarbecht ze bréngen an an Aarbecht ze halen, op eemol probéieren, de Kulturkampf auszegruewen, amplaz eis zum Theema ze äusseren. Dat weist, datt ee vläicht an all Theema iergendwéi probéiert, awer erëm iergendwéi op déi nämmlecht zwee oder dräi Wierder zréckzekommen, wou ee mengt, datt een domadder kann d'Diskussioun derailléieren. Hei geet et wierklech drëm, datt mer jonken a manner jonke Leit hëllefen, gutt um Aarbechtsmaart, um éischten Aarbechtsmaart, Fouss ze faassen. An dat sollte mer diskutéieren, an net aner Saachen, déi näischt mat deem heite Projet de loi ze dinn hunn!

An dee leschte Punkt, deen ech awer nach wollt uschwätzen, Här President, dat ass d'Ausweitung vum Stage de professionnalisation, och nach eppes, wat niewent all deene Kontrakter, déi mer elo erwäänt hunn, dobäi hëlleft, jonken Aarbechtssichende méi Simplicitéit ze ginn, et méi einfach ze maachen, esou e Stage ze maachen. An och dat sollte mer begréissen, well dat ass eppes, wat ganz ville Leit wäert hëllefen, sech eng éischte Kéier ze qualifizéieren. An dofir wäerte mir och dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn deem heite Projet och eis Zoustëmmung. Mir hunn et hei am Weesentleche mat enger Harmoniséierung ze dinn tëschent deenen eenzelne Mesüren. Dat ass gutt. Dat ass néideg.

An ech wéilt awer och drop insistéieren, datt och all déi Mesüren am Fong just den zweete Wee sinn. Deen éischte Wee, dat wier den normalen an den ordinäre Wee: den normalen Aarbechtskontrakt. Mir mussen eis och ëmmer erëm selwer kritesch iwwerpréiwen, och an alle wäertvolle Versich fir ze harmoniséieren, datt mer net déi Kontrakter op eemol méi attraktiv fir e Patron maachen, e privaten an en ëffentlechen, wéi den eigentlechen ordinären Aarbechtskontrakt.

Mir brauchen och, an déi Diskussioun hu mer ugefaangen an der Chamberskommissioun, nach e bësse méi Fudder, fir eng seriö Evaluatioun ze maache vun deenen eenzelne Mesüren, fir se wierklech nach méi prezis kënnen ze benotzen, fir se wierklech cibléiert kënnen anzesetzen, soudatt se och effektiv kënne funktionéieren.

Fir de Rescht géif ech soen: Ech kéint och iwwert den Aus vum Verbrennermotor schwätzen oder iwwert d'Ofschafung vun de Bréifdauwen als Postmëttel. Dat maachen ech awer net. Mir bleiwe beim Sujet a ginn einfach eis Zoustëmmung.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech mech nach entschëllegen: Virdrun hat ech vergiess, der Madamm Morgenthaler fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen. Ech wëll hei dem Charel Weiler Merci soe fir de schrëftlechen an der Madamm Weydert fir dee mëndleche Rapport.

Et ass vun alle Leit gesot ginn: Hei ass méi eng technesch Upassung, wou verschidde Saachen harmoniséiert ginn. Dat ass och wichteg. Dat ass och gutt esou. Domadder erliichtert dat och d'Aarbecht vun der ADEM. An et ass och méiglech fir d'Leit, vill méi séier kënnen op hir Suen zréckzegräifen.

Ech wëll och ausseruerdentlech Merci soen. Ech hat an der Kommissioun erklärt, dass d'Mise en vigueur vun deem Gesetz eréischt op den 1. Juli ass, fir dass mer eis och kënnen an der ADEM esou opstellen, dass et och méiglech ass, dass dat ouni Ulafschwieregkeete kann ëmgesat ginn. Elo, wou mer wëssen, dass d'Chamber deem Projet hei d'Zoustëmmung ginn huet, kënne mer och direkt déi néideg Prozeduren an d'Weeër leeden, fir dass mer dann och fir den 1. Juli administrativ prett sinn an elektronesch prett sinn, fir dat alles kënnen ze maachen. Dofir wëll ech och nach eng Kéier ausseruerdentlech Merci soen.

Ech wëll awer och drun ënnersträichen: Hei ass elo e Wee, wou mer de Leit hëllefen, erëm kënnen zréckzekommen op den Aarbechtsmaart oder eng éischte Kéier dohinnerzekommen. Dat ass eng éischt Etapp, dat ass e Schratt an déi richteg Richtung, mee ech soen awer gläichzäiteg hannendrop: Domadder geet et awer net duer!

Dat hei ass elo den éischte Wee, dee mer solle maachen. Mee mir mussen op deem Wee do weidergoen, fir dass alleguerten déi Jonk ..., an ech hat et scho virdru bei der erweiderter Fro vun der Madamm Bernard gesot, dass mer et fäerdegbrénge, dass mer d'Leit an Aarbecht kréien an dass et och méiglech ass, dass d'Leit kënnen Erfarung sammelen.

A wa se net d'Méiglechkeet hunn, Stagen ze maachen an an esou Kontrakter eranzekommen, ass et och schwiereg, fir Erfarung ze kréien, wou ëmmer erëm ... Samschdes liest Der dat alleguerten och an der Annoncen: „Wa méiglech ganz vill Erfarung, ganz jonk, zu engem niddrege Präis!" Dofir ass et wichteg, dass mer de Stagen hei e Kader ginn, dass mer ophalen, déi eenzel Ënnerscheeder ze maachen. An domadder wäert et eis och geléngen, do nei Perspektiven ze schafen. Dat soll et sinn.

An ech wëll der Chamber e grousse Merci soe fir déi Unanimitéit, wann ech dat richteg verstanen hat. Dat gesot, nach eng Kéier villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister. An domat ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet de loi dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8635. Den Text steet am Document parlementaire 8635[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8635 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par M. Laurent Mosar), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat wäre mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Mëtten um 14.00 Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.40 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Financement et contrôle des projets des ONGD luxembourgeoises dans la bande de Gaza	3242	Laurent Zeimet	72
Financement, contrôle et garanties liés au soutien du Luxembourg à l'UNRWA depuis 2007	3243	Laurent Zeimet	72
Appareils auditifs	3244	Stéphanie Weydert	73
Nouvelle pratique funéraire, dite « terramation »	3245	Stéphanie Weydert	73
Communication de crise et terminologie du document « Notfall-Kit »	3246	Alexandra Schoos	73
Médias numériques	3247	Claire Delcourt, Ben Polidori	74
Traitement des demandes d'autorisation d'exercer au Ministère de la Santé	3248	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	75
Cours de langue subventionnés par le MENJE	3249	Nathalie Morgenthaler	75
Clinique Sainte-Marie	3250	Mandy Minella, Carole Hartmann	75
Concept de « prescription d'activité physique » (PAP)	3251	Jeff Boonen, Charles Weiler	75
Évolution et utilisation des voies réservées aux bus et ouverture potentielle aux covoitureurs	3252	Michel Lemaire	76
Sanctions pénales pour l'usage de gouttes K.-O.	3253	Marc Goergen	77
Impact de la privatisation des lignes TICE et RGTR sur les conditions de travail	3254	Marc Goergen	77
Fin de la vente des billets de première classe aux guichets CFL	3255	Michel Lemaire	77
Cambriolages dans le Nord du pays	3256	André Bauler	78
Fermes pédagogiques	3257	André Bauler, Luc Emering	78
Congé linguistique	3258	Nathalie Morgenthaler	78
Financements des établissements publics et GIE	3259	Sven Clement	79
Difficultés financières des personnes âgées malgré une pension adéquate	3260	Sven Clement	79
Sous-traitance et respect du droit du travail dans le secteur postal	3261	Sven Clement	79
Redéfinition des attributions des professions de santé	3262	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	80
Position du Luxembourg sur la prolongation du mandat de l'UNRWA	3263	Tom Weidig	80
Concepts nutritionnels dans les services pour personnes âgées	3264	Françoise Kemp	81
Violences gynécologiques et obstétricales	3265	Djuna Bernard	81
Notifications d'expulsion adressées aux personnes hébergées dans les structures de l'ONA	3266	Djuna Bernard	82
Gestion des paiements de pensions par la CNAP	3267	Sven Clement	82
Participation aux référendums au Luxembourg	3268	Charles Weiler	83
Problèmes de gestion des ressources humaines au Ministère de l'Environnement	3269	Marc Goergen	83
Dimensions du projet GridX à Wickrange	3270	Marc Goergen	84
Aménagement du territoire au Limpertsberg	3271	Marc Goergen	84
Prise en charge des frais juridiques par l'État	3272	Marc Goergen	85
Système du chèque-service accueil (CSA)	3273	Laurent Mosar, Ricardo Marques	85
Registre des entrevues des membres du Gouvernement	3274	Sam Tanson	85
Restructuration du groupe Auchan	3275	Franz Fayot	86
Service de type SePAS au sein de l'enseignement fondamental	3276	Claire Delcourt, Francine Closener	86
Accès des mineurs à la pornographie en ligne et mécanismes de vérification de l'âge	3277	Ricardo Marques	87
Radiation du registre principal	3278	Meris Sehovic	88
Prévention des abus de pouvoir dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel au Luxembourg	3279	Djuna Bernard	88
Activités de la Croix-Rouge russe liées à la guerre en Ukraine	3280	Gusty Graas	89
Position du Luxembourg sur la nouvelle proposition « Chat Control » de la présidence danoise	3281	Sven Clement	90
Compatibilité entre Luxchat et le mandat européen de « Chat Control »	3282	Sven Clement	90
Directive sur la cybersécurité	3283	Laurent Mosar	91
Vol direct entre les États-Unis et le Luxembourg	3284	Laurent Mosar	91
Financement de l'aide à l'Ukraine	3285	Sam Tanson	92
Accidents sur la N14	3286	André Bauler	92
Suspension du Musée national des sports	3287	Liz Braz	92
Plans de transition climatique des entreprises	3288	Joëlle Welfring	92
Utilisation de Google Forms pour une enquête ministérielle	3289	Ben Polidori	93
Traçabilité du gaz et objectif zéro gaz russe	3291	Sven Clement	93
Éducation financière des jeunes et risques liés aux cryptomonnaies	3292	Sven Clement	94
Politique d'achats alimentaires de Restopolis	3293	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	94
Avenir du Master en Logistics and Supply Chain Management	3294	Sven Clement	95
Collaboration entre la gendarmerie française et la police luxembourgeoise	3295	Dan Biancalana	96
Féminicide	3296	Diane Adehm, Nathalie Morgenthaler	96
Foire agricole	3297	André Bauler	98
Position luxembourgeoise sur la déréglementation des nouveaux OGM	3298	Joëlle Welfring	98
Neutralité politique des structures d'accueil	3299	Marc Goergen	98
Droit aux chèques-repas pour les chargés de cours	3300	Marc Goergen	99
Retard dans le paiement des allocations familiales de mars	3844 urgente	Marc Goergen	99

Financement et contrôle des projets des ONGD luxembourgeoises dans la bande de Gaza | Question **3242** (26/11/2025) de **M. Laurent Zeimet** (CSV)

Am Kontext vun der humanitärer Situatioun an der Gazasträif an der Roll, déi international a lëtzebuergesch Organisatiounen do spillen, ass et wichteg, d'Finanzéierungsstréim an d'Evaluatiounskrittäre vun de lëtzebuergeschen ONGDen transparent kënnen nozevollzéien. Well verschidde vun dësen Organisatiounen zanter ville Joren humanitär- an Entwécklungsprojeten an der Gazasträif ëmsetzen an dobäi ënner anerem op ëffentlech Mëttel zeréckgräifen, stellt sech d'Fro, wéi dës Projeten akkreditéiert, kontrolléiert a finanziell ofgeséchert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete stellen:

1. Wéi héich waren, zanter 2007, am Ganze gesinn d'Budgetsmëttel, déi iwwer lëtzebuergesch ONGDe fir Projeten an der Gazasträif agesat goufen (opgeschlësselt pro Joer)?

2. Kann d'Regierung fir all Joer zanter 2007 bis haut oplëschten, wéi eng lëtzebuergesch ONGDe finanziell Mëttele vum Staat kruten, déi – ganz oder deelweis – fir Aktivitéiten oder Projeten an der Gazasträif bestëmmt waren (opgeschlësselt pro Joer a pro ONGD)?

3. Fir all déi betreffend ONGDen: Fir wéi eng konkreet Projeten oder Programmer an der Gazasträif goufen dës Mëttelen agesat (z. B. Educatioun, Gesondheetsversuergung, Infrastrukturverbesserung, Nouthëllef, psychosozial Betreiung asw.)?

4. Wéi eng spezifesch Risiko- a Kontrollmechanismen applizéiert d'Regierung fir Projeten an der Gazasträif, déi iwwer ONGDe finanzéiert gi fir sécherzestellen, datt dës Mëttele weeder direkt nach indirekt der Hamas oder aneren terroristeschen Organisatiounen zeguttkommen?

Réponse (23/12/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'Ënnerstëtzung gëtt an den Donnéeë pro Land kategoriséiert. All Donnéeë bezéie sech op Cisjordanien a Gaza.

Dës APD gouf mat ongefeier 2,37 Milliounen € un Apport vun den ONGen ergänzt. Domat sinn am Ganze ronn 13,5 Milliounen € un Hëllef agesat ginn.

Am Kader vun engem Moderniséierungseffort vun den digitale Kapazitéite vun der Lëtzebuerger Kooperatioun gëtt een neien Outil informatique entwéckelt, deen et eis an Zukunft erlaabt, och Donnéeë wéi d'Part ONG op eng strukturéiert Aart a Weis fir statistesch Zwecker ze extrahéieren.

ad 2. D'Ënnerstëtzung gëtt an den Donnéeë pro Land kategoriséiert. All Donnéeë bezéien sech op Cisjordanien a Gaza.

ad 3. D'Ënnerstëtzung gëtt an den Donnéeë pro Land kategoriséiert. All Donnéeë bezéien sech op Cisjordanien a Gaza.

ad 4. An all Kontexter gëtt et Risiken, an et geet drëms, datt d'ONGDen dës identifizéieren a se mat entspriechende Mesurë mitigéieren. Dofir ginn d'ONGDen duerch verschidden Initiativen iwwer de Sujet Lutte contre le blanchiment a Financement du terrorisme (BC/FT) sensibiliséiert, déi am Kader vun de Recommandatioune vum Groupe d'action financière (GAFI) opgestallt gi sinn. Zum Beispill gouf eng Sensibiliséierungs-Seance dëst Joer an Zesummenaarbecht mam Justizministère organiséiert.

Zousätzlech goufe vum Ausseministère finanzéiert Formatiounen zum Theema BC/FT beim Cercle des ONGD ugebueden. Et gëtt awer weider dru geschafft d'ONGDen zousätzlech géint dës Risiken ze stäerken. Zum Beispill gëtt järlech e Questionnaire BC/FT vun allen agreéierten ONGDen ausgefëllt, deen et eis erlaabt ze iwwerpréiwen, wéi eng Organisatioune wéi vill Risiko ausgesat sinn, an am Zweiwelsfall ze iwwerpréiwen ob dës ONGDen déi néideg Prozeduren hunn.

D'Finanzementer vun de Projete vun agreéierten ONGDe si bei enger Demande u verschidde Bedéngunge gekoppelt, déi mussen erfëllt ginn. Ënner anerem muss d'ONGD eng Due-Diligence vum lokale Partner duerchféieren a relevant offiziell Dokumenter virleeën (z. B. Statute vum Partner), an eng „fiche partenaire" preparéieren. Ausserdeem muss den Oflaf vum Suivi mam Partner och genau detailléiert ginn. De Projet selwer gëtt och am Anhalen a Konformitéit vun de Conditions générales vun externen Experten auditéiert an evaluéiert.

Financement, contrôle et garanties liés au soutien du Luxembourg à l'UNRWA depuis 2007 | Question **3243** (26/11/2025) de **M. Laurent Zeimet** (CSV)

Am Kader vun der aktueller geopolitescher Lag an de reegelméissegen Debatten iwwer d'Roll an d'Evaluatioun vun der United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) ass et wichteg, d'Positioun an d'Engagement vun der Lëtzebuerger Regierung transparent an nohalteg ze analyséieren. Well Lëtzebuerg sech traditionell fir international Solidaritéit an humanitär Hëllef asetzt, stellt sech d'Fro, wéi héich d'Finanzéierung vun der UNRWA an de leschte Joren ausgefall ass, wéi dës Mëttele benotzt goufen an op wéi enger Basis d'Regierung hir Ënnerstëtzung bewäert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete stellen:

1. Kann d'Regierung fir all Joer zanter 2007 bis haut detailléiert oplëschten, wéi héich d'finanziell Bäiträg vu Lëtzebuerg un d'UNRWA waren (opgeschlësselt pro Joer)?

2. Fir all dës Bäiträg zanter 2007: Fir wéi eng konkreet Programmer oder Projete goufen d'Mëttele verwent (z. B. Educatioun, Gesondheetsservicer, humanitär Nouthëllef, Infrastruktur, administrativ Käschten asw.)?

3. Op wéi eng Manéier kontrolléiert an evaluéiert d'Regierung d'Benotze vun de Lëtzebuerger Suen duerch d'UNRWA (z. B. duerch Audit-Berichter, Evaluatiounsvisitten, Rapporte vun Drëtten, intern Risikoanalysen asw.)?

4. Wéi kann d'Regierung sécherstellen, datt keng vun de Mëttele mat lëtzebuergescher Origine – weeder direkt nach indirekt – terroristeschen Organisatiounen, dorënner besonnesch Hamas, zeguttkommen? Wéi eng konkreet Kontroll- a Sécherheetsmechanismen (Due-Diligence-Prozeduren, Konditiounalitéiten an de Konventiounen, systematesch Screening-Instrumenter asw.) ginn a Relatioun mat der UNRWA applizéiert?

5. Hunn d'Regierung oder hir Verwaltungen zanter 2007 zu iergendenger Zäit Indizien oder konkreet Hiweiser kritt, datt Mëttele vun der UNRWA, un deenen och Lëtzebuerg sech bedeelegt huet, kéinten – direkt oder indirekt – vun Hamas oder aneren terroristeschen Organisatiounen exploitéiert oder mëssbraucht gi sinn? Wa jo, wéi eng Conclusiounen an Decisiounen huet d'Regierung aus dësen Informatioune gezunn?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt si aktuell eng zouverlässeg Garantie gëtt, datt Hamas net vun de Mëttelen, déi iwwer d'UNRWA aus Lëtzebuerg finanzéiert ginn, profitéiert? Wa jo, op wéi enger Basis gëtt dës Garantie gestëtzt, a wéi eng Re-Evaluatioune si geplangt oder fanne reegelméisseg statt?

Réponse (23/12/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. Tableau

ad 2. Tableau

ad 3. a 4. D'Lëtzebuerger Regierung assuréiert d'Iwwerwaachung an d'Kontroll vun der Notzung vun de Fongen, déi un d'UNRWA zougedeelt ginn, fir all Risiko ze vermeiden, datt Lëtzebuerger Gelder terroristeschen Organisatiounen zoukommen. Dëst geschitt op Basis vun enger Rei komplementaren Instrumenter.

D'UNRWA publizéiert all Joer detailléiert finanziell an operationell Rapporten, souwéi e Joresrapport, deen an der Generalversammlung vun de Vereenten Natioune presentéiert gëtt. Dëse Rapport weist strateegesch Resultater, Ausgaben a Gouvernance-Mesuren a stellt e wichtegt Instrument fir d'Iwwerwaachung duerch d'Memberstaaten, dorënner Lëtzebuerg, duer. Intern applizéiert hir Audit-Divisioun (DIOS) international Normen a féiert risikobaséiert Auditen duerch, déi d'Finanzverwaltung, d'Konformitéit an d'Gouvernance ofdecken. Dës Audite gi reegelméisseg mat de Länner, déi Fongen zur Verfügung stellen, gedeelt.

Dës intern Audite ginn duerch extern Kontrollmechanismen ergänzt, fir Neutralitéit an eng korrekt Notzung vun de Fongen ze garantéieren. Dorënner falen Evaluatioune vum MOPAN („Multilateral Organisation Performance Assessment Network"), wou Lëtzebuerg Member ass. Dëse Grupp, deen aus 22 Spendelänner („donor states") besteet, féiert onofhängeg Evaluatioune vun der Leeschtung vu multilateralen Organisatiounen duerch. De leschte Rapport iwwer d'UNRWA ass vun 2024 an déngt als Referenz fir d'Upassung vun de Finanzementer an d'Stäerkung vun der Rechenschaftspflicht.

Zousätzlech iwwerwaacht Lëtzebuerg aktiv d'Ëmsetzung vun de Recommandatioune vum Rapport vum onofhängegen Iwwerpréiwungsgrupp (Colonna-Rapport), ënner anerem duerch den Detachement vun engem lëtzebuergeschen Expert am Iwwerwaachungsteam zënter Juni 2024.

Dës Kontroll gëtt duerch diplomatesch Visitten a reegelméisseg Visitten um Terrain („field visits") an den Interventiounsgebidder vun der Agence ergänzt, souwéi duerch d'Participatioun un de Reunioune vum Berodungscomité vun der UNRWA an alle Koordinatiounssëtzunge mat de Donorlänner vun der Agence.

Schlussendlech sinn déi méijäreg Partnerschafte mat der UNRWA, u strikt Konditioune vun Transparenz, Neutralitéit a reegelméissegem techneschen a finanzielle Rapportage gebonnen. Fir déi Projeten, déi direkt vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn, liwwert d'Agence all Joer detailléiert Rapporten. Lëtzebuerg vertraut och op déi robust Kontrollprozedure vun der Europäescher Unioun am Kampf géint d'Finanzéierung vum Terrorismus.

ad 5. Nee.

ad 6. Jo, d'Regierung geet dovun aus, datt si eng zouverlässeg Garantie huet, datt keng Lëtzebuerger Gelder dem Hamas zoukommen. Si erënnert dobäi drun, datt d'UNRWA als Agence vun de Vereenten Natiounen ënner engem internationale Mandat mat strenge Reegele vun der UNO zur Präventioun vun der Terrorismusfinanzéierung operéiert. Dës Garantie baséiert op dem ganze Set vu Kontroll-, Iwwerwaachungs- an Evaluatiounsmechanismen, déi virdru

beschriwwe goufen, dorënner Auditen, vertraglech Klauselen an onofhängeg Evaluatiounen, besonnesch déi vun der Europäescher Unioun an internationalen onofhängegen Organer (MOPAN, Colonna-Rapport, Rapport vun der strateegescher Evaluatioun UN80). D'finanziell Rapporten, d'Joresauditen an d'strateegesch Evaluatioune gi kontinuéierlech vun der Regierung analyséiert a souwuel bilateral mat der Agence wéi och am Kader vun de Gouvernance-Strukturen diskutéiert, dorënner d'Berodungskommissioun vun der UNRWA an d'Koordinatiounsreunioune mat den anere Geeberlänner.

Appareils auditifs | Question **3244** (26/11/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Les troubles auditifs peuvent concerner des assurés de tout âge et nécessiter, en fonction de l'évolution de leur audition, l'adaptation, le réglage ou le remplacement d'une prothèse auditive. La procédure actuelle permet aux patients de se rendre directement chez un fournisseur audioprothétique après une consultation ORL, l'audioprothésiste vérifiant alors les conditions de prise en charge par la Caisse nationale de santé (CNS) et transmettant le dossier pour un remboursement via le tiers payant.

Cependant, de nombreux assurés s'interrogent sur les démarches à suivre lorsque l'appareil auditif initial ne répond plus suffisamment à leurs besoins, que ce soit en raison d'une aggravation de la perte auditive ou de toute autre situation nécessitant un appareil plus puissant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) En cas de nécessité médicale d'adapter l'appareillage et de passer à une prothèse auditive plus puissante, quelle est la procédure exacte que l'assuré doit suivre ?

2) Dans quelles situations la CNS autorise-t-elle le remplacement d'une prothèse auditive ? Quels critères sont pris en compte ?

3) Quels sont les montants de remboursement applicables dans le cadre du remplacement d'une prothèse auditive ?

4) Quelle est la durée minimale de renouvellement fixée par la CNS avant qu'un nouvel appareillage puisse être pris en charge ? Cette durée peut-elle être réduite en cas de dégradation rapide de l'audition ?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Dès que le médecin spécialiste en oto-rhino-laryngologie (ORL) a constaté la nécessité de renouveler la prothèse auditive, la personne protégée peut s'adresser directement à un audioprothésiste de son choix. Il présente à l'audioprothésiste l'ordonnance médicale qui justifie le renouvellement. L'audioprothésiste procède à des mesures audiométriques et à une anamnèse ciblée. Sur la base des examens réalisés, l'audioprothésiste propose un ou plusieurs appareils auditifs adaptés aux besoins de l'assuré et répondant aux critères de prise en charge de la Caisse nationale de santé (CNS). En vertu du tiers payant, les frais à charge de l'assurance maladie-maternité sont directement versés par la CNS à l'audioprothésiste.

ad 2) Le délai de renouvellement des dispositifs de correction auditive est de cinq ans pour un adulte. Ce délai est ramené à trois ans pour les enfants et jeunes qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans accomplis à la date de la prestation du dernier dispositif de correction auditive pris en charge.

Un renouvellement ne sera accepté que si les résultats audioprothétiques obtenus avec le nouveau dispositif de correction auditive sont au moins équivalents à ceux obtenus avec l'ancien dispositif ou si le dispositif précédent n'est plus fonctionnel.

Il n'est pas tenu compte du délai prévu lorsque la personne protégée présente une aggravation d'au moins 20 dB sur la moyenne des fréquences 500, 1.000, 2.000 et 4.000 Hz par rapport à la perte constatée lors de l'appareillage précédent.

ad 3) La CNS rembourse le même montant, qu'il s'agisse d'un renouvellement ou d'un premier équipement. Les prothèses auditives sont prises en charge à 100 % sur base d'un montant forfaitaire. Depuis le 01/01/2025, la CNS prend en charge 950 € par appareil pour les adultes (1.900 € pour un équipement stéréo). Les enfants de moins de 18 ans bénéficient d'un supplément de 450 € par appareil.

ad 4) Le délai de renouvellement des dispositifs de correction auditive est de cinq ans pour un adulte. Ce délai est ramené à trois ans pour les enfants et jeunes qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans accomplis à la date de la prestation du dernier dispositif de correction auditive pris en charge.

Le délai de renouvellement peut être réduit en cas de dégradation rapide de l'audition. Ainsi, il n'est pas tenu compte du délai de renouvellement prévu lorsque la personne protégée présente une aggravation d'au moins 20 dB sur la moyenne des fréquences 500, 1.000, 2.000 et 4.000 Hz par rapport à la perte constatée lors de l'appareillage précédent.

Nouvelle pratique funéraire, dite « terramation » | Question **3245** (26/11/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Une nouvelle pratique funéraire, dite « terramation » (ou compostage humain), fait depuis quelques années l'objet d'expérimentations à l'étranger, notamment en Allemagne et aux États-Unis. Ce procédé consiste à transformer un corps humain en l'espace d'environ quarante jours en un humus, au moyen d'un processus contrôlé d'aération et d'activite microbienne réalisé dans un conteneur fermé. À l'issue de ce processus, la matière obtenue est placée dans un linceul en fibres naturelles et inhumée en pleine terre, selon un format comparable à une sépulture classique, mais avec une profondeur plus faible.

Cette pratique funéraire est présentée comme plus respectueuse de l'environnement, notamment parce qu'elle évite l'introduction dans le sol de matériaux tels que vernis, colles ou éléments manufacturés associés aux cercueils et qu'elle pourrait contribuer à la régénération des sols de cimetière. Parallèlement, elle suscite toutefois plusieurs réserves, en particulier en raison de l'absence de cadre juridique clair, ainsi que des interrogations relatives à la sécurité sanitaire et au respect de la dignité du défunt conformément aux normes culturelles. En Allemagne, l'expérimentation est d'ailleurs strictement encadrée sur le plan scientifique et se poursuivra jusqu'en 2026.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement suit-il l'évolution de cette nouvelle pratique funéraire en Allemagne, aux États-Unis ou dans d'autres pays ? Quelle est son appréciation ?

2) Existe-t-il au niveau national un travail de réflexion quant à l'adaptation éventuelle du cadre légal luxembourgeois pour intégrer de nouvelles formes de sépulture plus écologiques ?

Réponse (22/12/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Gouvernement suit l'évolution des différentes pratiques funéraires, notamment celles en vigueur en Allemagne, évoquées par l'honorable Députée. Son application dans le cadre légal et la mise en œuvre de ces pratiques au Luxembourg devra toutefois encore être étudiée avant de pouvoir en faire une appréciation.

ad 2) Actuellement, il n'existe pas de travail de réflexion au niveau national visant explicitement l'adaptation éventuelle du cadre légal luxembourgeois, afin d'y intégrer de nouvelles formes de sépulture plus écologiques. Toujours est-il que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit de « permettre aux communautés religieuses de pouvoir suivre leurs traditions dans le cas de décès d'un membre de la communauté ». Cet objectif amènera le Gouvernement à analyser les modes de sépulture et leur futur régime juridique. Dans ce contexte je renvoie encore l'honorable Députée aux prises de position du Gouvernement à la proposition de loi n° 8356 et à la pétition n° 3025.

Communication de crise et terminologie du document « Notfall-Kit » | Question **3246** (26/11/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Infocrise.lu ass en offizielle Krisen-Informatiounsportail vum Staat, iwwer deen den Haut-Commissariat à la protection nationale d'Bevëlkerung a Krisenzäiten informéiert. Op der offizieller Homepage vun infocrise.lu gëtt en Dokument mam Titel „Notfall-Kit" zur Verfügung gestallt. Gläich am aleedenden Abschnitt liest een: „Es ist ratsam, zu Hause ein Notfall-Kit zusammenzustellen, falls man einige Tage zu Hause, im Falle einer Ausgangssperre; draußen, im Falle der Anordnung der Evakuierung, auf sich selbst gestellt ist."

De Begréff „Ausgangssperre" ass säit der Covidzäit bei ville Leit staark negativ konnotéiert a rifft bei hinne Mësstrauen, Ofleenung a Stressreaktiounen ervir. Och de Begréff „Evakuierung" kéint op verschidde Leit alarmistesch wierken. D'Dokument, sou d'Meenung vu Leit, déi eis drop ugeschwat hunn, géif zwar eng gutt Iwwersiicht bidden, wier awer kaum gëeegent, fir d'Bierger op eng Ausnamesituatioun virzebereeden.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Premierminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Dokument inhaltlech, psychologesch a kommunikativ gepréift gouf, an, wa jo, vu weem?

2. Eng Evakuéierung ass en Extreemzenario. Ass den Här Minister der Meenung, datt dëse Begréff seng Plaz huet an engem Dokument, dat eigentlech op Berouegung an Orientéierung ofzile sollt? Ass dem Här Minister bewosst, dass sou eng Formuléierung (wéi och „Ausgangssperre") Mësstrauen an Angscht bewierke kann?

3. Wéi eng Leitlinnen notzt de Staat allgemeng fir d'Gestaltung vu Krisen- a Resilienzdokumenter?

4. Gëtt et konkreet Krisen- a Resilienzpläng fir Lëtzebuerg am Fall vun
– engem Krich
– enger Pandemie
– engem Nuklearaccident?

5. Ass en Iwwerschaffe vum Dokument geplangt, fir eng fachlech méi korrekt a psychologesch méi stabill Krisekommunikatioun sécherzestellen?

Réponse (17/12/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1. D'Checklëscht „Notfall-Kit" gouf vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) an Zesummenaarbecht mat de concernéierten Acteuren ausgeschafft. Dobäi goufen d'Prinzippie vun der Krisekommunikatioun respektéiert, fir eng sachlech, kloer a verständlech Informatioun ze garantéieren.

ad 2. D'Kommunikatiounsstrategie, wéi se an der Nationaler Resilienz-Strategie festgehalen ass, baséiert op Transparenz an Opklärung. Et ass essenziell, Risike präzis ze benennen, fir datt d'Bevëlkerung versteet, firwat Virbereedung néideg ass. Eng kloer a kohärent Sprooch verhënnert Onkloerheeten a kann Ängschte reduzéieren.

Et sief ugemierkt, datt eng Mise à l'abri, an anere Wierder sech an de Schutz vun engem Gebai oder der eegener Wunneng ze beginn, enger Evakuatioun a ville Situatioune virgezu gëtt.

Fir d'Perceptioun vun de Bierger besser ze erfaassen an d'Kommunikatioun unzepassen, plangt d'Regierung fir d'nächst Joer eng national Ëmfro zu dësem Theema.

ad 3. Beim Ausschaffe vun Informatiouns- a Sensibiliséierungsmaterial schafft den HCPN enk mat internationale Partner zesummen, dorënner de Krisenzenteren aus dem Benelux, Frankräich an Däitschland. Zousätzlech fënnt e reegelméissegen Austausch am EU-Netzwierk „Crisis Communicators Network" statt, wou bescht Praktiken diskutéiert ginn. Den HCPN ass och an den Aarbechtsgruppe vum EU-Conseil an der NATO, dem Benelux an de Beräicher Planification et gestion de crise a Résilience vertrueden.

ad 4. Op Basis vun enger nationaler Risikoanalys, déi d'potenziell Risiken a Menacen identifizéiert, déi de Grand-Duché kéinten treffen, huet den HCPN, zesumme mat de verschiddene Ministèren a Verwaltungen, Noutfall-Interventiounspläng ausgeschafft.

Weiderhin huet d'Regierung am September 2025 d'National Resilienzstrategie ugeholl. Dës Strategie, déi all sektoriell Pläng a Strategië chapeautéiert, huet als Haaptzil, eist Land optimal virzebereeden an seng Resilienz géintiwwer alle Risiken a Bedrounge substanziell ze stäerken (www.letzprepare.lu).

ad 5. Sou wéi déi national Resilienzstrategie et virgesäit, ass den HCPN amgaang d'Dokument ze iwwerschaffen, fir et ë. a. mat den aktuelle Recommandatioune vun der EU-Kommissioun ze harmoniséieren. Dobäi gëtt och d'Terminologie nach emol gepréift, fir eng fachlech korrekt a psychologesch stabill Risikokommunikatioun sécherzestellen.

Médias numériques | Question **3247** (26/11/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

L'évolution rapide des médias numériques, des réseaux sociaux et des jeux vidéo transforme profondément le quotidien des familles et représente un défi éducatif croissant. Cette préoccupation a d'ailleurs été clairement exprimée par des enfants eux-mêmes dans le cadre du récent « Zuch vun der Demokratie » dans la Chambre des Députés, où ils ont formulé la doléance de mieux accompagner les parents face aux enjeux du numérique. Les parents, souvent engagés et soucieux du bien-être de leurs enfants, sont confrontés à un univers technologique en constante transformation. Dans ce contexte, il n'est pas simple pour eux de disposer en permanence d'une vue d'ensemble des contenus auxquels les jeunes peuvent être exposés ou de maîtriser l'ensemble des outils de supervision disponibles.

Nombre de familles expriment ainsi le souhait d'être mieux accompagnées, non par manque de compétence, mais parce que les usages numériques évoluent plus vite que les repères traditionnels de l'éducation. Elles souhaitent pouvoir protéger leurs enfants tout en les préparant à une utilisation responsable et éclairée des environnements en ligne, dont elles connaissent aussi les opportunités.

Si certaines communes et établissements scolaires ont déjà organisé des séances d'information consacrées aux enjeux du numérique dans le passé, cette pratique n'est toutefois pas encore généralisée. De nombreux parents n'ont donc pas systématiquement accès, à proximité de leur lieu de vie, à des soirées d'information ou à des échanges structurés leur permettant d'obtenir des conseils concrets, des repères pédagogiques et un soutien direct.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles actions le ministère entend-il mettre en place afin de soutenir encore davantage les parents face à ces défis ?

2) Quel rôle le ministère attribue-t-il dans ce domaine aux communes, aux établissements scolaires et au « Eltereforum » ?

3) Le ministère a-t-il connaissance des établissements scolaires qui organisent déjà de manière régulière des actions ou séances d'information sur ce thème et, le cas échéant, pourrait-il en dresser la liste ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de rendre obligatoire, dans toutes les communes, l'organisation régulière de séances d'information décentralisées afin de garantir à l'ensemble des parents un accès équitable à ces ressources ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) et 2) Avec BEE SECURE existe une initiative dont la mission est de sensibiliser à une utilisation plus sûre des nouveaux médias et des technologies. Depuis 2010, BEE SECURE organise également des soirées d'information pour les parents sur des sujets tels que le fonctionnement d'Internet, des jeux vidéo et des grandes plateformes de réseaux sociaux, ainsi que sur les risques qui y sont liés, en particulier lorsque les enfants évoluent dans cet environnement numérique.

Les thématiques abordées incluent notamment le grooming (c'est-à-dire la prise de contact d'adultes avec des mineurs à des fins souvent sexuelles), les fausses informations, les conséquences potentielles d'un temps d'écran trop élevé, les risques liés à la consommation de contenus inadaptés à l'âge, ainsi que l'importance d'un équilibre sain entre activités numériques et activités analogiques – par exemple à travers le mouvement, un sommeil suffisant et une hygiène de vie équilibrée. Lors de ces séances, les parents peuvent également poser leurs questions, par exemple sur la manière de configurer les appareils de leurs enfants afin qu'ils puissent profiter de manière raisonnable et sécurisée des possibilités qu'offre le monde numérique.

Actuellement, BEE SECURE propose trois formats différents que des acteurs tels que des écoles fondamentales, des communes, des associations de parents ou d'autres organisations peuvent réserver. BEE SECURE se rend alors sur place avec un expert pour animer la soirée et répondre aux questions des parents. Cette offre est largement utilisée à travers le pays, comme le montrent les chiffres récents de 2023-2025:

Outre des séances d'information, BEE SECURE met à la disposition des parents des informations disponibles en permanence, par exemple des FAQ sur différents thèmes, du matériel et des publications sur son site web. Les parents sont également sensibilisés dans le cadre de campagnes. Le matériel BEE SECURE est également distribué lors de plus de 30 événements différents par an, ce qui permet également d'atteindre régulièrement les parents.

BEE SECURE reconnaît l'importance d'informer et de sensibiliser les parents et travaille, avec un conseil consultatif, composé de partenaires œuvrant pour la sécurité, le bien-être et l'éducation numérique des enfants, à l'amélioration continue de ses offres. Les échanges avec des acteurs de terrain montrent que les parents ont des besoins très divers, que des obstacles de participation existent, et que des relais locaux, scolaires ou communautaires ainsi que des formats communs parents-enfants peuvent renforcer l'impact des actions. Sur cette base, BEE SECURE adapte et développe en continu de nouveaux formats pour répondre au mieux aux attentes des familles.

BEE SECURE collabore régulièrement avec l'Eltereforum et échange avec celui-ci et d'autres acteurs sur les développements possibles afin de répondre aux besoins des parents.

Le ministère souligne que l'Eltereforum constitue un acteur essentiel dans l'accompagnement des parents face aux enjeux du numérique. Dans le cadre de la campagne Screen-Life-Balance, l'Eltereforum a développé et coordonné une offre variée en collaboration avec ses partenaires, tels que BEE SECURE, Eltereschoul, ErwuesseBildung, Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht, Zentrum fir politesch Bildung etc. L'Eltereforum joue ainsi un rôle de partenaire de proximité, en complément des communes et des établissements scolaires et contribue à sensibiliser les familles aux risques et opportunités du numérique, offrir des repères pédagogiques et pratiques pour accompagner les enfants.

Depuis 2024, l'Eltereforum a organisé dans ce domaine une trentaine d'activités, combinant offres internes et partenariats, qui ont permis de sensibiliser les familles aux enjeux du numérique tout en proposant des alternatives concrètes hors écran grâce notamment à l'Activity Box. L'Activity Box est gratuitement mise à disposition des parents d'enfants de 1 à 3 ans et constitue une boîte d'idées et de jeux, favorisant des moments sans écran, à la maison ou en déplacement. L'Eltereforum complète son action par des prestataires indépendants proposant des ateliers de mouvement, de nutrition, de lecture/langue et de bien-être. Pour 2026, l'offre sera renforcée autour des thématiques Smartphone, tablet & co., Déi Kleng an d'Meedien et Influenceur, avec un élargissement vers l'intelligence artificielle (bases de l'IA, guide familial, fake news et deep fakes, ainsi que l'impact des intelligences artificielles conversationnelles sur les enfants et les adolescents).

ad 3) 21 lycées organisent d'ores et déjà des telles actions, conférences et séances d'information. Il s'agit des établissements scolaires suivants : AL, EIDE, EIGT, EIMAB, EIMLB, LAML, LCD, LCE, LEM, LESC, LGE, LGK, LJBM, LLIS, LML, LN, LRSL, LTETT, LTL, MLG, NOSL.

ad 4) Le Gouvernement n'envisage pas de rendre obligatoire, pour toutes les communes, l'organisation régulière de séances d'information décentralisées à destination des parents. La prévention et l'accompagnement des familles dans le domaine du numérique constituent toutefois une priorité élevée. À cet effet, chaque commune est encouragée et soutenue pour

recourir aux offres existantes, notamment celles décrites dans les réponses aux questions 1 et 2.

Les structures communales déjà en place, telles que les maisons relais, les maisons des jeunes, les associations de parents ou d'autres services sociaux, jouent un rôle central dans la promotion de ces offres et contribuent d'ores et déjà de manière significative à la sensibilisation des parents. Le ministère mise ainsi sur une approche partenariale et volontaire, fondée sur les besoins locaux.

Traitement des demandes d'autorisation d'exercer au Ministère de la Santé | Question **3248** (26/11/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Zu Lëtzebuerg ënnerleien eng ganz Partie Gesondheetsberuffer, grad wéi och d'Professions médicales, enger Autorisation d'exercer, déi vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ausgestallt gëtt.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet:

1. Wéi vill Demandë fir eng Autorisation d'exercer goufen an de leschte fënnef Joer beim Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet agereecht?

2. Wéi héich waren an de leschte fënnef Joer d'Delaien, an der Moyenne an no Joer, fir d'Autorisation d'exercer ze delivréieren?

3. Wéi vill Persoune schaffen aktuell am zoustännege Service vum Ministère, deen d'Demandë fir d'Autorisation d'exercer traitéiert?

4. Wéi huet sech dës Zuel an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

5. Gesäit d'Madamm Ministesch d'Noutwendegkeet, dëse Service ze verstäerken, fir d'Delaien ze verkierzen an esou eng méi séier Integratioun vu qualifizéierte Fachleit an de Gesondheetssecteur ze erméiglechen?

Réponse (09/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet féiert keng Statistik zu der Zuel vun den Demanden, déi erakomm sinn, mee enregistréiert awer am Detail déi Autorisations d'exercer, déi ausgestallt gi sinn. Hei sinn d'Zuele vun den definitiven Autorisatiounen, déi zanter 2018 ausgestallt goufen:

ad 2. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt net iwwer eng Datebank, déi et erlaabt, d'Dauer vum Traitement vun enger Demande ze etabléieren. All Demande gëtt zäitno analyséiert an esou schnell wéi méiglech traitéiert. Wann en Dossier net komplett ass, kann dëst natierlech zu Verspéidunge bei der Analys a bei der gesamter Beaarbechtungszäit féieren.

D'Demandë kënne per MyGuichet[1] eragereecht ginn, wat Waardezäit ka verbesseren, well dann all Pièce direkt ënner elektronescher Form am Service ukënnt.

ad 3. a 4. Am Tableau hei ënnendrënner fannt Dir d'Evolutioun vum ETP am Service, deen sech ëm d'Autorisations d'exercer bekëmmert iwwer déi lescht 5 Joer:

ad 5. Renforcementer ginn en fonction vun de Besoine vum Service reegelméisseg virgesinn esou wéi den Tableau bei der leschter Fro et weist. Des Weidere gëtt kontinuéierlech un der Optimisatioun an der Modernisatioun vun de Prozedure geschafft an dëst och zesumme mam CTIE.

Cours de langue subventionnés par le MENJE | Question **3249** (26/11/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

L'intégration dans notre pays repose en grande partie sur la maîtrise des langues. À cet égard, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENEJ) subventionne des cours de langue organisés par les communes. Ces cours jouent un rôle essentiel pour l'apprentissage des langues du pays, en particulier du luxembourgeois, ainsi que d'autres langues utiles à la vie quotidienne et professionnelle, notamment pour les personnes récemment installées au Luxembourg.

Afin de mieux comprendre l'ampleur et l'évolution de ce dispositif, je souhaiterais obtenir des informations actualisées à son sujet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de communes ont proposé des cours de langue subventionnés par le MENJE au cours des cinq dernières années ?

2) Quelles langues sont actuellement proposées dans le cadre de ces cours subventionnés ? Le MENJE dispose-t-il d'une ventilation indiquant la fréquence relative des différentes langues (par exemple la proportion de cours de luxembourgeois par rapport aux autres langues) ?

3) Quels sont les chiffres de participation enregistrés au cours des cinq dernières années ? Des données sont-elles disponibles concernant la nationalité des participants ?

4) À quels moments de la semaine et du jour ces cours se déroulent-ils principalement ?

Réponse (15/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En moyenne 21 communes ont proposé des cours de langue subventionnés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Détail par année :

ad 2) Langues actuellement proposées (nombre total d'inscriptions et de cours de 2020 à 2025) :

ad 3) Moyenne du taux de participation de 2020 à 2025 :

luxembourgeois : 72,04 %
français : 74,74 %
anglais : 72,39 %
espagnol : 83,93 %
allemand : 79,79 %
italien : 76,40 %
cours de langue de signes : 83,31 %
portugais : 76,39 %

Ci-dessous, les cinq nationalités les plus représentées pour chaque langue :

ad 4) Ci-dessous les jours et horaires de la semaine pendant lesquels les cours se déroulent principalement :

Clinique Sainte-Marie | Question **3250** (26/11/2025) de **Mme Mandy Minella** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Zënter dem Fréijoer 2025 ass d'Clinique Sainte-Marie – och „ronnt Spidol" genannt – ausser Betrib. Dat well d'Gebai vun der Clinique Sainte-Marie net méi zäitgeméiss wier. D'Statioune fir kognitiv Verhalensstéierung an d'Geriatrie, goufen an e Spidol an der Stad versat.

Zum Zäitpunkt vun der Fermeture wor d'Zukunft vun der Clinique nach ongewëss. Aus engem Artikel vum 30. Abrëll geet awer och ervir, datt de Grupp Hôpitaux Robert Schuman d'Gebai fir aner Aktivitéiten am Gesondheetsberäich wéilt notzen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Gouf et zënter der Fermeture Gespréicher doriwwer, wéi et mam Gebai virugeet?

2. Solle Renovéierungsaarbechten um Gebai ënnerholl ginn? Wa jo, bedeelegt sech de Gesondheetsministère un de Renovatiounskäschten?

3. Wéi eng Aktivitéiten aus dem Gesondheetsberäich kéinten an Zukunft an der Clinique Sainte-Marie duerchgefouert ginn?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. An der Konventioun vum 18. Juli 2017 tëscht dem Gesondheetsministère an der Fondation des Hôpitaux Robert Schuman (FHRS) gouf festgeluecht, datt souwuel d'Better, d'ambulant a stationär Spidolsservicer, an d'Personal vun der Clinique Sainte-Marie (CSM) vun den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) am Kader vum Neibauprojet Tour iwwerholl ginn. Bis zur Ëmsetzung vum Projet ass de Service de réhabilitation gériatrique an de Lokalitéite vun der ZithaKlinik integréiert.

Aktuell gëtt als eenzeg Aktivitéit nach eng Dagesklinick vum Service de psychiatrie juvénile bedriwwen, déi aus dem Gebai vun der CSM an eng passend aner Lokalisatioun transferéiert wäert ginn.

D'Gebai gehéiert net den HRS SA an net der Fondation HRS an et wäert keng Spidolsaktivitéit an Zukunft am Gebai realiséiert ginn.

ad 2. Well no der Konventioun vun 2017 keng Spidolsaktivitéit wäert kënnen am Gebai realiséiert ginn, wäert de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet net un eventuelle Käschte bedeelegt sinn.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, gëtt aktuell nach eng jugendpsychiatresch Dagesklinick an der CSM bedriwwen. Eng weider Spidolsaktivitéit ass net um Site virgesinn.

Concept de « prescription d'activité physique » (PAP) | Question **3251** (26/11/2025) de **M. Jeff Boonen** | **M. Charles Weiler** (CSV)

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale développe actuellement, en collaboration notamment avec le Ministère des Sports et plusieurs autres acteurs du secteur médical et sportif, un concept de « prescription d'activité physique » (PAP).

Ce dispositif vise à permettre aux médecins d'orienter des patients éligibles vers des structures adaptées, où ils bénéficieront d'un encadrement assuré par des professionnels de l'activité physique au sein d'associations spécialisées. Le projet pilote s'adressera dans un premier temps aux personnes atteintes d'une maladie cardiovasculaire, d'une maladie oncologique ou d'un diabète du type 2.

Le lancement du projet pilote est prévu pour début 2026. À cette fin, une plateforme digitale dédiée, développée par l'Agence eSanté, sera mise à disposition

[1] Faites votre demande d'autorisation d'exercer une profession de la santé via myguichet.lu – guichet.lu – Luxembourg*

des médecins prescripteurs. Son accès sera réservé aux praticiens ayant suivi une formation spécifique, proposée sous un format hybride comprenant des modules en ligne (environ huit heures) ainsi que des sessions en présentiel incluant l'analyse de cas pratiques.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Le projet pilote dispose-t-il déjà d'un calendrier précis, tant pour son déploiement que pour la durée totale de la phase pilote ?

2) Combien de médecins ont été formés, ou sont actuellement en cours de formation, à l'approche de l'entrée en vigueur du projet pilote prévue pour janvier 2026 ?

3) Comment la PAP sera-t-elle appliquée dans la pratique ? Une durée maximale de prescription est-elle prévue et, le cas échéant, cette limite est-elle cohérente avec la durée globale du projet pilote ?

4) Le dispositif prévoit d'orienter les patients vers des structures adaptées assurant un encadrement professionnel. Ces structures sont-elles en nombre suffisant et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire national pour répondre à la demande potentielle ?

5) Selon quelles modalités le projet pilote sera-t-il évalué, et quels indicateurs seront retenus pour mesurer l'efficacité de la prescription d'activité physique (PAP) ?

Réponse (29/12/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen,** Ministre des Sports

ad 1) Le projet pilote sera lancé début 2026, et il durera une année à partir de son lancement.

ad 2) En date du 8 décembre 2025, 73 médecins ont été formés pendant les trois premières séances de formation organisées entre le 15 novembre et le 6 décembre 2025. Des séances de formation supplémentaires pourront être organisées début 2026 pour les médecins qui sont intéressés à participer au projet pilote.

ad 3) Chaque patient reçoit une prescription d'activité physique adaptée à sa pathologie et son niveau d'activité physique par son médecin prescripteur. Cette prescription oriente le patient vers la Fédération luxembourgeoise des associations de sport de santé (FLASS). La FLASS se chargera d'orienter le patient vers l'association membre qui offre les cours adaptés aux besoins de ce dernier. La prescription est valable pour un mois (similaire au modèle de la kinésithérapie), pendant lequel le patient doit prendre contact avec la FLASS. Chaque patient profite d'une prise en charge de 6 mois de cotisations auprès de l'association à laquelle il s'inscrit.

ad 4) Le dispositif compte cinq associations membres de la FLASS (Association luxembourgeoise des groupes sportifs pour cardiaques, Association luxembourgeoise des groupes sportifs oncologiques, Fondation Cancer, Think Pink et l'Association luxembourgeoise du diabète) qui assureront l'offre des cours d'activité physique adaptée dans le contexte du projet PAP. Ces associations ont offert un total de 2.792 heures de cours en 2024. Le dispositif PAP est conçu sur base d'une estimation des capacités que ces associations peuvent prendre en charge avec les ressources existantes.

Géographiquement, les cours offerts par les différentes associations sont répartis à travers les différentes régions du pays et certaines associations, dont l'ALGSC et l'ALGSO, offrent des cours en ligne pour les participants qui n'arrivent pas à se déplacer sur place pour un cours. S'il s'avère qu'au cours du projet pilote le niveau d'accessibilité des cours sur l'ensemble du territoire national ne répond pas à la demande, ceci sera pris en compte au moment des réflexions sur l'extension éventuelle du programme.

ad 5) Il est prévu d'évaluer le projet sur différents volets. Pour ceci, des indicateurs opérationnels et des indicateurs qualitatifs sont collectés tout au long du projet, couvrant notamment les informations sur le volume de prescriptions, le taux d'adhésion des patients et l'évolution de la qualité de vie du patient qui participe aux cours d'activité physique. Finalement, une évaluation de la formation et de la gestion logistique du parcours du patient est prévue sur base des retours fournis par les médecins prescripteurs et les associations membres de la FLASS qui offrent les cours d'activité physique.

Évolution et utilisation des voies réservées aux bus et ouverture potentielle aux covoitureurs | Question **3252** (26/11/2025) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

D'Ausweise vu spezielle Busspuere gehéiert säit ville Joren zum feste Moossnamekatalog vun all Regierung fir d'Promotioun vum ëffentlechen Transport. Et kann awer emol virkommen, datt op d'mannst en Deel vun deene Linnen, fir déi eng Busspuer urspréinglech geduecht war, iergendwann entfalen. Esou zum Beispill am Fall vun der Busspuer op der N11 tëschent dem Waldhaff an Dummeldeng, déi vun de Buslinnen 201 an 211 (déi fréier 110 an 111) net méi benotzt gëtt, well dës mëttlerweil iwwert de Kierchbierg an d'Stad erafueren. Gläichzäiteg kann den urspréngleche Zweck vun der Busspuer, nämlech besonnesch wärend de Stousszäiten e pünktlechen Trajet ze assuréieren, entfalen, well de Verkéier duerch eng nei Streckeféierung reduzéiert gëtt. Op en neits kann een e Beispill vun der N11 nennen, wou de Jonglënster Bierg a Richtung Stad weiderhin eng Busspuer enthält, obwuel den Haaptverkéier säit ville Joren iwwert de Contournement geet. Busspuere sinn duerfir dacks wéineg ausgelaascht.

Nieft dem ëffentlechen Transport kann och eng verbessert Auslaaschtung vu private Gefierer dozou bäidroen, d'Verkéiersopkommes ze reduzéieren a méi eng flësseg Gestioun ze erméiglechen. An deem Sënn test d'Regierung op der A3 aktuell d'Auswierkung vun enger kombinéierter Spuer fir d'Bussen (souwéi Rettungsdéngschter, Taxien asw.) a Fuergemeinschaften, wou op d'mannst zwee Leit am Auto sëtzen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell zu der Evolutioun vun de Busspuere presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill esou Spuere vun 1994 bis 2024 jeeweils nei ausgewise goufen, wéi vill der gestrach goufen, op wéi enger Streck an op wéi enger Plaz se sech befannen a vu wéi enge Linnen se jeeweils genotzt gi sinn? Kann d'Madamm Minister, falls méiglech, einfachheetshalber duerchgoend d'Nummere vun de Buslinne benotzen, esou wéi se säit der Reform vun 2022 üblech sinn?

2. Kéint d'Madamm Minister sech, falls duerch d'Erfarungswäerter op der A3 kann e positiven Impakt nogewise ginn, virstellen, besonnesch déi am mannsten ausgelaaschte Busspueren och fir Fuergemeinschafte vun zwee Leit a méi fräizeginn?

Réponse (21/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob eng detailléiert Tabell zur Evolutioun vun de Busspueren tëscht 1994 an 2024 virläit an ob – op Basis vun de positiven Erfarungen op der Autobunn A3 – wéineg ausgelaaschte Busspueren och fir de Covoiturage vu mindestens zwou Persoune kéinte fräigi ginn.

ad 1. Effektiv geet d'Aféiere vu Busspueren op de lëtzebuergesche Stroossen op Joerzéngten zeréck. Et gëtt awer leider keen Archiv, an deem systematesch dokumentéiert gouf, wéini a wou Busspueren a Betrib geholl, verlängert, verkierzt, ëmgedréint, desaffektéiert oder soss moduléiert goufen.

Als Beispiller kënnen hei d'Autobunnen A4 an A13 genannt ginn, wou iwwer e puer Jore Busspueren existéiert hunn, notamment an der Approche vum Rond-point Raemerich souwéi um Echangeur Éilereng. Dës Busspuere sinn am Kader vum Ëmbau vum Autobunnsreseau obsoleet ginn. Dat selwecht gëllt fir den Tossebierg, wou den Ëmbau vun der Nationalstrooss N6 bei der Kräizung mam Bartrenger Waassertuerm en direkten Afloss op d'Konfiguratioun vun der Busspuer hat.

Deementspriechend huet all Busspuer, déi jeemools a Betrib war, eng individuell Entwécklungsgeschicht, déi am Eenzelfall misst nogezunn a rekonstruéiert ginn.

D'Stroossebauverwaltung ass zum Deel fir de Bau vu Busspueren zoustänneg, verfüügt awer nëmme bedéngt iwwer en Iwwerbléck vun de Busspueren am urbane Beräich, déi reglementaresch an d'Kompetenz vun de Gemenge falen a jee no verkéierstechnesche Bedierfnisser ëmgestallt oder ugepasst kënne ginn. Wat d'Ausseruertsstrecke vun de Staatsstrooss betrëfft, läit den aktuelle Stand doran, dass et ronn 60 Busspuere gëtt. Dës sinn an der annexéierter Tabell ↑ opgelëscht, zesumme mat allen Informatiounen, déi der Verwaltung zur Verfügung stinn, souwéi och mat hiren ongefeiere Längten.

Dës Tabell enthält zousätzlech eng net vollstänneg Oplëschtung vu Busspueren, déi sech inneruerts op de Staatsstrooss befannen, souwéi e puer Busspueren, déi am Kader vu Reamenagementer komplett supprimëiert goufen.

ad 2. Ech weisen als éischt drop hin, dass éischt Erfarungswäerter op der A3 zwar e positiven Impakt vun der Busspuer op d'Pünktlechkeet an d'Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport weisen, dës Resultater awer genee dorop zeréckzeféiere sinn, dass d'Busspuer konsequent a prioritär dem ëffentlechen Transport virbehalen ass. Ech verweisen deemno och op de Fait, dass nawell d'Spuer fir de Covoiturage vum Bus genotzt ka gi mee d'BAU (Bande d'arrêt d'urgence) ausschliisslech dem ëffentlechen Transport virbehalen ass. Anescht gesot: bei der lénkser Spuer op der A3 handelt et sech net ëm eng Busspuer, déi vum Covoiturage genotzt ka ginn, mä ëm eng Covoiturage-Spuer, déi och vum Bus ka benotzt ginn.

Eng allgemeng Ouverture vun de Busspueren – och nëmme vun de vermeintlech „am mannsten ausgelaaschte" – fir de Covoiturage géif de Prinzipp vu Busspuere fundamental a Fro stellen.

Erfarunge weisen, dass dëst an der Praxis schwéier ze kontrolléieren ass a séier zu enger progressiver Iwwerlaaschtung vun de Busspuere féiere kann. Dës Intentioun géif deemno net seelen zu enger progressiver Iwwerlaaschtung an enger faktescher Normaliséierung vum Individualverkéier op Infrastrukture féieren, déi eigentlech dem ëffentlechen Transport dénge sollen.

Zousätzlech ass festzehalen, dass Busspueren net no hirer subjektiv empfonnter Auslaaschtung, mee no

hirem strateegeschen Notzen ze bewäerte sinn. Eng Busspuer, déi „eidel" erschéngt, ass net onbedéngt iwwerflësseg, mee erfëllt eng Funktioun fir d'Zouverlässegkeet vum System als Ganzt.

Ech ënnersträichen dofir nach eng Kéier, dass Busspuere keen Instrument sinn, fir een Deel vum Verkéier nieft dem ëffentlechen Transport (Covoiturage an dësem Fall) marginal ze optiméieren, mee eng Infrastruktur, fir dem ëffentlechen Transport e strukturelle Virdeel ze ginn.

Eng Ofwäichung vun dësem Prinzipp géif net nëmmen d'Attraktivitéit vun de Buslinnen a Gefor bréngen, mee och d'Kohärenz vun der Mobilitéitspolitick.

Sanctions pénales pour l'usage de gouttes K.-O. | Question **3253** (26/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An Däitschland soll den Asaz vu K.-o.-Drëpse bei Vergewaltegungen an Zukunft wéi den Asaz vun enger Waff gewäert ginn. Um Site vum Bundestag ass ze liesen:

„Der Bundestag hat die geplante Debatte über eine Strafverschärfung bei Einsatz von K.O.-Tropfen für Raub- und Sexualdelikte von der Tagesordung genommen. Wer bei der Begehung einer Raub- oder Sexualstraftat K.O.-Tropfen einsetzt, sollte künftig mindestens zu fünf Jahren Freiheitsstrafe verurteilt werden."

A menger vireger Fro N° 1823 hat ech d'Theema vun de K.-o.-Drëpse schonn opgeworf. Hei haten d'Ministere follgend Informatioun ginn:

„De Code pénal bestrooft an den Artikele 402 bis 405 awer d'Administratioun vu Substanzen, déi d'Gesondheet schwéier beaflosse kënnen, wourënner d'cheemesch Ënnerwerfung och ka falen. Sou hu weider Iwwerpréiwungen erginn, datt déi betraffe Procès-verbaux tatsächlech Plaintë vun Affer betreffen, déi sech beschwéieren, datt hinnen eppes onbewosst an hiert Gedrénks geschott gouf (‚K.O.-Tropfen')."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Approche vum däitsche Legislateur gläichzesetze mat deem, wat bei eis am Code pénal festgehalen ass?

2. Wier déi däitsch Approche zu Lëtzebuerg ëmsetzbar an, falls jo, wäert d'Regierung dës an eisem Code pénal aféieren?

3. Wäerten d'Strofe fir den Asaz vu K.-o.-Drëpse méi streng ginn?

Réponse (20/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Fir op d'Fro ze äntweren, ass et néideg, den däitsche Kontext ze erklären, deen zum Gesetzesprojet gefouert huet. An Däitschland huet de Gebrauch vu sougenannte K.-o.-Drëpse virun enger sexueller Strofdot eng Circonstance aggravante duergestallt. Geméiss § 177 Absatz 8 Nummer 1 vum Strafgesetzbuches (StGB) konnt d'Prisongsstrof deemno net méi kleng wéi fënnef Joer sinn.

Allerdéngs huet de Bundesgerichtshof 2024 entscheet, datt K.-o.-Drëpsen net ënner d'Bezeechnung vun engem „gefährlichen Werkzeug" falen, wéi se an der uewe genannter Dispositioun virgesinn ass. Als Konsequenz kann déi aggravéiert sexuell Strofdot net méi zeréckbehale ginn, wann den Täter K.-o.-Drëpsen agesat huet. Déi minimal Strof läit elo bei dräi Joer Prisong an net méi bei fënnef Joer Prisong.

Fir dës Situatioun nees ze verbesseren, huet de Bundesministerium vun der Justiz e Gesetzesprojet deposéiert, deen zum Zil huet, de § 177 Absatz 8 Nummer 1 mat de Wierder „oder Mittel" ze ergänzen, fir dass d'Asetze vu K.-o.-Drëpsen nees mat enger minimaler Strof vu fënnef Joer Prisong ka bestrooft ginn.

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1823 erkläert, kann d'cheemesch Ënnerwerfung zu Lëtzebuerg u sech als Infraktioun ënnert d'Artikele 402 bis 405 vum Code pénal falen: „De Code pénal bestrooft an den Artikele 402 bis 405 awer d'Administratioun vu Substanzen, déi d'Gesondheet schwéier beaflosse kënnen, wourënner d'cheemesch Ënnerwerfung och ka falen. Sou hu weider Iwwerpréiwungen erginn, datt déi betraffe Procès-verbaux tatsächlech Plaintë vun Affer betreffen, déi sech beschwéieren, datt hinnen eppes onbewosst an hiert Gedrénks geschott gouf (‚K.O.-Tropfen')." Aktuell ass d'cheemesch Ënnerwerfung zu Lëtzebuerg awer keng Circonstance aggravante vum Viol.

ad 2. an 3. Wichteg ass am Kontext vun der Bestrofung fir d'éischt emol ervirzesträichen, dass Lëtzebuerg, och ouni dës Circonstance aggravante, mat enger Strof vu fënnef bis zéng Joer Prisong, lo schonn déi selwecht minimal Prisongsstrof virgesäit fir eng Vergewaltegung wéi Däitschland mat dëser Circonstance aggravante.

Et gëtt am Justizministère am Moment zousätzlech awer un engem Projet de loi geschafft, deen ë. a. och virgesäit, de Gebrauch vu K.-o.-Drëpsen als Circonstance aggravante vu Viol a sexuellen Aggressiounen och zu Lëtzebuerg am Code pénal anzeféieren.

Impact de la privatisation des lignes TICE et RGTR sur les conditions de travail | Question **3254** (26/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op de soziale Meedie beschreiwe verschidde Buschaufferen onsozial an abusiv Aarbechtsbedéngungen, déi si bei private Busentreprisen erliewen. Rieds ass vun 12 Stonne Bereetschaft an d'Erfëlle vun Aufgaben, déi net méi am Horaire vum Fuerplang mat agebaut sinn. Dëst zu engem minimale Salaire. Mat der Ofännerung beim TICE wäerte verschidde Linnen op den RGTR an domadder privat Entreprisen ausgelagert ginn (wéi zum Beispill d'Linn 10 zu Monnerech).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wäerten d'TICE-Linnen zu Diddeleng duerch Privatlinnen ersat ginn?

2. Wäerten d'Aarbechtsbedéngunge vun de Buschaufferen op den aktuellen TICE-Linnen, déi ausgelagert ginn, mat der Privatiséierung vum RGTR erofgoen? Falls nee, wéi stellt d'Ministesch sécher, dass d'Aarbechtsbedéngunge bei de Privatfirmen, déi fir den RGTR fueren, geneesou gutt sinn, ewéi beim TICE?

Réponse (06/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Virfeld wëll ech präziséieren, datt et d'Linn 17 ass, déi op Steebrécken iwwer Monnerech fiert.

ad 1. Well et sech bei de Citybuslinnen zu Diddeleng ëm eng lokal Offer handelt, ass hei d'Stad Diddeleng déi zoustänneg Autoritéit an domat den Usprechpartner fir ze präziséieren, ob d'Citybuslinnen am Kader vun enger ëffentlecher Ausschreiwung vu Privatentreprisë gefuer ginn.

ad 2. An de Verträg, déi d'Regierung mat de private Busentreprisen ofgeschloss huet, ass verbindlech festgehalen, datt de Kollektivvertrag vum Secteur applizéiert a respektéiert gëtt.

Dëst bedeit, dass op de Linnen, déi vum TICE op privat Exploitanten iwwerginn, fir d'FuererInnen déi nämmlecht kollektiv Reegele gëllen, esou wéi se haut schonn op allen RGTR- a Schülerlinnen am Land gëllen.

Fin de la vente des billets de première classe aux guichets CFL | Question **3255** (26/11/2025) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Leit, déi dëser Deeg mam Zuch ënnerwee sinn, kréie Flyeren ausgedeelt, wouno si d'Tickete fir d'éischt Klass an Zukunft weeder méi am Bus, nach an de Guichete vun den CFL kënne kafen. Amplaz gëtt virun allem de Verkaf iwwert d'App promouvéiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, zousätzlech zum novollzéibaren Enn vum Verkaf am Bus och de Verkaf an de Guicheten anzestellen?

2. Bedeit d'Astellung vum Verkaf vu Billjeeë fir den nationale Reseau, datt d'Guicheten zougemaach ginn? Falls jo, wéi eng Garë si betraff a wéi eng alternativ Aufgabe soll d'Personal dann iwwerhuelen? Falls net, wéi eng Servicer ginn dann an Zukunft am Guichet ugebueden?

3. Ass weiderhi garantéiert, datt d'Leit hir Zuchtickete fir d'éischt Klass och wärend der Faart beim Schaffner kafe kënnen?

4. Ass weiderhi séchergestallt, datt d'Leit hir Ticketen um Automat a beim Schaffner kënne bor bezuelen?

Réponse (23/12/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Enn vum Verkaf vun den 1.-Klass-Billjeeën an den CFL-Guicheten. Déi follgend Informatioune goufe bei den CFL ugefrot.

ad 1. D'Decisioun baséiert op dräi Haaptursaachen:
– D'Ofschafe vum nationale Verkafssystem MOBILEEvarion (CSW) am Guichet an INIT PC an de Bussen: Dës Systemer goufe vun der ATP zur Verfügung gestallt. Well se ofgeschaaft ginn, ka keng MKaart méi ausgestallt ginn.
– D'Enn vun der MKaart bedéngt duerch d'Ofschafe vum Verkafssystem: Dëse Support war ee vun de wichtegste Grënn, fir nach physesch Ticketen am Guichet oder am Bus ze verkafen.
– D'Digitaliséierung an de gratis Transport: Den nationalen Transport an der 2. Klass ass gratis, an d'Clienten notzen ëmmer méi digital Kanäl (App, Automaten). De klasseschen Ticketsverkaf huet dofir eng ganz niddreg Auslaaschtung.

ad 2. Nee, d'Guicheten an de grousse Garë Lëtzebuerg a Belval-Universitéit bleiwe weiderhin op, well se wichteg Servicer ubidden, wéi internationalen Ticketsverkaf, Mobilitéitsberodung, Parking- a Bikebox-Servicer a Client Support fir digital Plattformen (App, Web).

ad 3. Jo, dat ass weiderhi garantéiert.

D'Clientë kënnen hir Tickete fir d'1. Klass och wärend der Faart beim Schaffner kafen. Wéi bis elo gëtt et e klengen Oppräis, fir d'Leit ze motivéieren, Ticketen am Viraus ze kafen.

ad 4. Jo, dat ass weiderhi méiglech:

– Automaten: Boerbezuelung ass weiderhi méiglech op ausgewielten Automaten an de grousse Garen.
– Beim Schaffner: Boerbezuelung bleift méiglech, och wann et e klengen Oppräis gëtt fir Tickete wärend der Faart.

Cambriolages dans le Nord du pays | Question **3256** (26/11/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis septembre 2025, plusieurs cas de vols, de cambriolages ainsi que de fraudes commises par des faux livreurs de colis ont été signalés dans la circonscription Nord du Luxembourg. Il semble que le nombre de ces faits soit en augmentation ces dernières semaines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) De quels types de délits le Nord du pays a-t-il été touché récemment et quelles sont les statistiques disponibles pour cette région depuis le début de l'année 2025 ?

2) Combien de suspects ont pu être identifiés ou arrêtés et pour quels faits précis ? Dans quelle mesure ces personnes opèrent-elles depuis l'étranger ?

3) Quelles mesures de prévention et quels dispositifs d'intervention la Police grand-ducale a-t-elle mis en place pour faire face à cette hausse d'infractions dans les cantons du Nord ?

Réponse (29/12/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La région Nord, tout commes les autres régions, connaît des fluctuations en termes de récurrence et de types d'infractions tout au long de l'année.

Récemment, un certain nombre de cambriolages ainsi que des vols liés aux véhicules ont été enregistrés dans la région Nord. En effet, des fraudes commises par de faux livreurs ont été enregistrées depuis septembre 2025. Une recherche automatisée portant spécifiquement sur ce type de fraude n'est toutefois pas disponible. Depuis l'interpellation d'un auteur potentiel dans le cadre d'une autre infraction, ce phénomène n'a plus été constaté dans la région.

Les statistiques détaillées concernant les infractions pour l'année en cours ventilées par régions et types d'infractions ne seront disponibles qu'au printemps 2026 lors de la publication du rapport d'activités national. Les procédures policières sont en cours d'être finalisées en vue de la présentation dudit rapport avec des chiffres fiables et comparables aux chiffres présentés les années précédentes.

ad 2) Entre le 1er janvier et le 2 décembre 2025, 53 affaires ayant donné lieu à des procès-verbaux d'interpellation en flagrant délit ont été enregistrées dans la région Nord, entre autres pour des faits de cambriolages, de vols liés à des véhicules et d'arnaques.

Il n'est pas possible de tirer des conclusions quant à l'existence d'auteurs opérant depuis l'étranger sur la seule base de données statistiques. Seules des analyses au niveau judiciaire, dans le cadre des enquêtes en cours, pourraient éventuellement fournir des éléments de réponse.

ad 3) Comme au niveau national, la police a mis en place plusieurs mesures de prévention et des dispositifs d'intervention afin de lutter contre les cambriolages, les vols et diverses formes d'arnaques.

Le Service de prévention de la criminalité, en collaboration avec la direction régionale et la direction de la communication de la police, en a informé l'ensemble des communes en leur fournissant du matériel de sensibilisation, comprenant des affiches et des contenus destinés aux réseaux sociaux.

Dans ce cadre, des actions de sensibilisation spécifiques ont été organisées. Deux soirées d'information publiques ont déjà eu lieu en 2025 à Diekirch et à Hoscheid et trois autres sont prévues au début 2026 dans les régions de Redange/Atert, de Wiltz et d'Echternach. Lors de ces séances, les citoyens reçoivent des informations et sont sensibilisés par rapport aux bonnes pratiques pour prévenir les cambriolages, les vols et les différentes arnaques, qu'elles soient traditionnelles ou en ligne.

Par ailleurs, dans le cadre de la campagne nationale menée chaque année à la fin de l'année et au début de l'année suivante, la police réalise des actions ciblées et renforcées de lutte contre les cambriolages et les agressions à main armée. Ces actions comprennent des patrouilles intensifiées, une présence accrue dans les lieux publics, ainsi que des contrôles routiers et des vérifications ciblées.

Fermes pédagogiques | Question **3257** (26/11/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Ëmmer méi Bauerebetriber ginn sech Méi, fir hir landwirtschaftlech Produktioun ze diversifizéieren oder fir sech an enger präziser Produktioun ze spezialiséieren, virun allem, wa mer heizuland selwer dee Produit net a genügendem Mooss hierstellen. Mëttlerweil gëtt et och méi „fermes pédagogiques", wou Kanner eng rekreativ an nonformell Bildung ugebuede kréien. Aner Betriber hu mëttlerweil een eegenen Haffbuttek, op deem si hir Produkter vermaarten.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau an dem Här Minister fir d'Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech hei am Land d'Zuel vun de „fermes pédagogiques" zanter 2020 entwéckelt?

2. A wat fir enge Kantone si se am meeschte verbreet?

3. Wéi huet sech am Kontext vun der Direktvermaartung d'Zuel vun den Haffbutteker entwéckelt?
– Wéi gesäit och hei déi geografesch Verdeelung aus?

4. Wéi vill landwirtschaftlech Betriber hu Wunnenge fir Zäitaarbechter oder aner Clienten, déi op hirem Betrib kënne schaffen?

5. Wéi vill Betriber hu souwuel eng „ferme pédagogique" wéi och een Haffbuttek?

Réponse (14/01/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et gëtt kee gesetzleche Kader fir d'Fermes pédagogiques, déi meeschte sinn awer an der „Association des fermes pédagogiques luxembourgeoises" Member. All Informatiounen zu dëser Associatioun si verfügbar ënner https://www.fermepedagogique.lu/fr/. Eng Duerstellung vun der Entwécklung ass deemno net verfügbar.

ad 2. Um Site fermepedagogique.lu gëtt et eng Kaart, wou een dat kann nokucken. Donieft presentéiere mir op eisem Site letzfarm.lu am Kader vum Projet „Landwirtschaft erliewen" och d'Fermes pédagogiques, déi do matmaachen. Op deem Site kann een och kucken a wéi enger Géigend wéi ee Betrib ass.

ad 3. Eng Erhiewung zum Ëmfang vun der Direktvermaartung, déi iwwer Haffbutteker ofgewéckelt gëtt, ass net verfügbar. Eng Indikatioun, wéi vill Ëmsaz bei den 31 Betriber, déi am SER-Buchführungsreseau matmaachen an déi och Direktvermaartung am Joer 2024 gemaach hunn, fannt Dir am Tableau hei hannendrun. An d'Auswäertung si 650 Betriber aus dem Reseau agefloss. Deemno notze ronn 5 % vun de Betriber an iergendenger Form dëse Vermaartungswee.

– Am Kader vun eisem nationale Plang fir d'Ernärung wëlle mir ausserdeem een Outil schafen, fir d'Visibilitéit vun der Direktvermaartung mat Hëllef vun enger App ze verstäerken.

ad 4. Eng Iwwersiicht zu sou Wunnengen ass net verfügbar.

ad 5. Wéi aus deenen Äntwerte vu virdrun ervirgeet sti keng komplett Iwwersiichten zu de „fermes pédagogiques" an och zu den Haffbutteker zur Verfügung. Eng Iwwerschneidung kann een net realiséieren an doduerch ass eng komplett Statistik heizou net méiglech. Eng Aschätzung vun den Aktivitéite léisst sech duerch Consultatioun vun deene genannte Sitte maachen.

Congé linguistique | Question **3258** (26/11/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Dans un contexte où le multilinguisme demeure un élément essentiel de l'intégration professionnelle au Luxembourg, le congé linguistique constitue un outil clé permettant aux salarié·es comme aux travailleur. ses indépendant·es, quelle que soit leur nationalité, d'acquérir ou de renforcer leurs compétences en luxembourgeois. Il s'inscrit pleinement dans la logique globale de la formation professionnelle continue développée au Luxembourg. Compte tenu de l'évolution du marché du travail et de la diversité croissante de la population active, il apparaît dès lors nécessaire de disposer de données actualisées sur l'usage concret de ce congé linguistique.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quels sont les chiffres les plus récents relatifs au nombre annuel de bénéficiaires du congé linguistique au cours des cinq dernières années ?

2) Parmi les bénéficiaires du congé linguistique, quelle est la répartition entre salarié·es et travailleur·ses indépendant·es sur la même période ?

3) Comment les bénéficiaires du congé linguistique sont-ils répartis par secteur d'activité au cours des cinq dernières années ?

4) Parmi les bénéficiaires du congé linguistique, quelle est la proportion de résident·es et de non-résident·es sur la même période ? Par ailleurs, dispose-t-on de données par nationalité et par tranche d'âge concernant les personnes ayant recours au congé linguistique ?

5) Existe-t-il des informations sur l'évolution du nombre d'entreprises comptant au moins un·e salarié·e ayant bénéficié du congé linguistique au cours des cinq dernières années ?

6) Sur la base de ces éléments, comment Monsieur le Ministre apprécie-t-il l'évolution du recours au congé linguistique ces dernières années ?

Réponse (08/12/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Situation au 26 novembre 2025 :

ad 2) Données statistiques à partir de l'année 2009 :

4.811 salariés et 126 indépendants (total : 4.937) ont introduit au moins une demande d'octroi d'un congé linguistique.

ad 3) Données statistiques à partir de l'année 2009 :

ad 4) Données statistiques à partir de l'année 2009 :

À l'heure actuelle, les statistiques par nationalité et par tranche d'âge concernant les demandeurs du congé linguistique ne sont pas exploitables avec l'outil de traitement existant. Une refonte du back-office est en cours d'élaboration ; celle-ci prévoit également l'intégration d'un module dédié à la production de statistiques plus approfondies.

ad 5) À l'heure actuelle, ce type d'information n'est pas exploitable avec l'outil de traitement existant. Une refonte du back-office est en cours d'élaboration ; celle-ci prévoit également l'intégration d'un module dédié à la production de statistiques plus approfondies.

ad 6) Entre 2021 et 2024, le nombre annuel de dossiers réceptionnés a progressé de 212 à 323, soit une croissance globale de +52,4 %.

Afin d'accompagner cette évolution positive, un avant-projet de loi visant à adapter certaines dispositions relatives au congé linguistique est en phase finale de préparation. Par ailleurs, des efforts importants seront engagés pour simplifier les démarches administratives et renforcer la digitalisation des procédures.

Financements des établissements publics et GIE | Question **3259** (26/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Staatsbudget fënnt sech ënnert dem Artikel 41.022 de Poste „Contribution financière à divers établissements publics et Groupements d'Intérêt Économique (GIE) ayant fait l'objet d'un contrat ou d'une convention avec l'État". Dëse Kreditt ass mat bedeitenden Zomme fir d'Joren 2024 (12.300.000 Euro) an 2025 (9.000.000 Euro) dotéiert.

De Libellé vun dësem Budgetsposten ass allgemeng gehalen a gëtt keen direkten Opschloss doriwwer, wéi eng spezifesch Strukturen dës ëffentlech Gelder kréien. Am Sënn vun der budgetärer Transparenz an der parlamentarescher Kontroll ass et awer indispensabel, genee ze wëssen, wéi dës Steiergelder verdeelt ginn a wéi eng GIEen oder ëffentlech Etablissementer konkreet vun dëse Konventioune profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi eng spezifesch ëffentlech Etablissementer a Groupements d'intérêt économique (GIE) hunn am Joer 2024 an 2025 Finanzéierungen iwwer dëse Budgetsposte kritt a wéi héich waren déi jeeweileg Montante pro Empfänger?

2. Op wéi enge konkreete Konventiounen oder Kontrakter baséieren dës Paiementer a wat sinn d'Laf-zäite vun dësen Accorden?

Réponse (16/12/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

De Budgetsartikel 16.01.41.022 mam Intitulé „Contribution financière à divers établissements publics et Groupements d'intérêt économique (GIE) ayant fait l'objet d'un contrat ou d'une convention avec l'État" enthält un alleréischter Stell d'Montante vum sougenannte „bonus institutionnel". De Bonus institutionnel gouf mat de Conventions pluriannuelles 2018–2021 tëscht der Universitéit Lëtzebuerg, dem Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), dem Luxembourg Institute of Health (LIH), dem Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) an dem Staat agefouert an ass säitdeem feste Bestanddeel, och vun den Nofollgekonventiounen. Déi Conventions pluriannuelles hale follgende Mechanismus fest, fir de Bonus ze verdeelen:

„L'enveloppe budgétaire annuelle du bonus institutionnel est déterminée en début de chaque exercice. Une règle de trois établie à partir de la moyenne des revenus comptabilisés pendant les trois années précédant l'année considérée du programme-cadre de recherche et de développement technologique de l'Union européenne eu égard aux dépenses éligibles répartit le bonus institutionnel entre le contractant, le Luxembourg Institute of Health, le Luxembourg Institute of Science and Technology et l'Université du Luxembourg." (Extrait aus der Convention pluriannuelle tëscht dem LISER an dem Staat, applikabel, mutatis mutandis, och fir déi aner Institutiounen).

Domadder ass de Bonus institutionnel reng Performance-baséiert a kann net vu virera festgeluecht ginn. Déi Institutiounen, déi besonnesch erfollegräich am héich kompetitive Fuerschungskaderprogramm vun der Europäescher Unioun sinn an et fäerdegbréngen, méi EU-Fuerschungsgelder op Lëtzebuerg ze bréngen, kréien och méi ee groussen Deel vum Bonus.

An de Joren 2024 a 2025 beleeft de Gesamtmontant vum Bonus sech op jeeweils 9 Milliounen Euro. D'Montanten 2024 sinn am Rapport annuel 2024 vum Fuerschungs- an Héichschoulministère ze fannen a ginn an dëser Äntwert der Einfachheet halber och nach eng Kéier indiquéiert:

Déi individuell Héichte vum Bonus 2025 belafe sech op:

Dës Montante wäerten och wéi gewinnt am Rapport annuel 2025 vum Fuerschungs- an Héichschoulministère veröffentlecht ginn.

Déi verbleiwend 3,3 Milliounen am Budgetsartikel 16.01.41.022 vum Joer 2024 goufen am Kader vun der Révision à mi-terme vun de Conventions pluriannuelles 2022–2025 follgendermoosse verdeelt:

Difficultés financières des personnes âgées malgré une pension adéquate | Question **3260** (26/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent Berichter weisen, dass eng wuessend Zuel vun eelere Leit zu Lëtzebuerg, trotz adequater Pensioun, finanziell Schwieregkeeten hunn, fir hiren Alldag ze finanzéieren. E konkreete Fall vun engem 75 Joer ale Pensionär aus dem Oste vum Land ënnersträicht dës Problematik, wou hien trotz enger gudder Pensioun riskéiert, seng Plaz am betreite Wunnen net méi bezuelen ze kënnen.

Dës Situatioun ass besuergneserreegend a weist op e méi breede Problem hin: Déi steigend Liewenskäschten, besonnesch am Beräich vum betreite Wunnen, kënnen och Pensionäre mat relativ gudder Pensioun un hir finanziell Grenzen dreiwen. D'Komplexitéit vun den Zoustännegkeeten a Prozeduren, fir Hëllef ze kréien, schéngt dobäi eng zousätzlech Erausfuerderung fir eeler Leit ze sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen iwwer 70 Joer hunn an de leschten zwee Joer staatlech Hëllef ugefrot, well hir Pensioun net duergeet, fir hir Grondkäschten ze decken, a wéi huet sech dës Zuel am Verglach zu de Jore virdrun entwéckelt?

2. Wat fir Moossnamen huet d'Regierung virgesi fir sécherzestellen, dass eeler Leit mat adequater Pensioun net wéinst de steigende Liewenskäschten an d'Aarmut rutschen?

3. Gëtt et Pläng fir d'Prozeduren ze vereinfachen, fir dass eeler Leit méi einfach Zougang zu finanzieller Ënnerstëtzung kréien, falls hir Pensioun net duergeet, fir d'Käschte vum betreite Wunnen ze decken?

Réponse (20/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Unzuel u Persounen iwwer 70 Joer, déi an de leschte Joer d'Allocation de vie chère, d'Energieprimm an/oder de REVIS ausbezuelt kruten, gesäit follgendermoossen aus:

Donieft huet d'Unzuel un Dossiere beim Accueil gérontologique follgendermoossen evoluéiert:

ad 2. an 3. Mam Zil, d'Altersaarmut ze bekämpfen an all eelerem Mënsch zu Lëtzebuerg e wierdegt Liewen am Alter ze erméiglechen, sinn op den 1. Januar 2026 zwou nei Hëllefen a Kraaft getrueden: Déi nei „Aide financière pour personnes âgées" (AFPA), an de „Complément pour personnes âgées" (COMPA).

D'AFPA riicht sech u Persounen, déi an engem Stot mat niddregem Revenu liewen an entweeder eng Alters- oder Hannerbliwwenepensioun kréien, oder op d'mannst 65 Joer hunn. Déi nei Hëllef gesäit eng Ënnerstëtzung an Héicht vu bis zu 2.400 Euro d'Joer fir eng eenzel Persoun vir, a gëtt, gradewéi d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm, automatesch un d'REVIS-Bezéier ausbezuelt.

Alternativ kënnen déi Persounen, déi net déi néideg finanziell Mëttel hunn, fir de Pensiounspräis vun enger Wunnstruktur ze bezuelen, eng direkt finanziell Participatioun bei den Hebergementskäschte beim Fonds national de solidarité ufroen. De COMPA huet als Zil, dass all Persoun vun enger adequater Prise en charge ka profitéieren an Accès zu enger Wunnstruktur fir eeler Leit huet.

Mat dësem neie Gesetz, dat d'Chamber den 9. Juli eestëmmeg ugeholl huet, ass och en neie Mechanismus fir d'Berechnung vum Montant vum Complement geschaf ginn, deen sech op eng, alljärlech nei berechent, national Moyenne vun de Pensiounspräisser vun all den Eenzellogementer baséiert.

Zousätzlech ginn iwwer d'Majoratioun fir essentiell Servicer a Produite Käschten iwwerholl fir Produiten an Déngschtleeschtungen, déi noutwendeg sinn, fir dignement kënnen am Alter ze liewen: den Entretien an d'Bereetstelle vun der Wäsch, Hygiènesprodukten an den Accès zu Kommunikatiounsméiglechkeeten. Donieft hunn d'Leit mam neie Gesetz och Urecht op e sougenannten Täschegeld an Héicht vu 630 Euro de Mount.

Sous-traitance et respect du droit du travail dans le secteur postal | Question **3261** (26/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De rezente Joresbericht vum ILR iwwer d'Postdéngschter weist eng staark Fragmentéierung vum Maart op. Besonnesch ervirzehiewen ass, datt mëttlerweil 85 % vum Postverkéier un Drëttubidder ausgelagert ginn. De Bericht notéiert och, datt eleng am Joer 2024 zéng nei Ubidder registréiert goufen, déi ausschliisslech als Subunternehmer (Sous-traitants) aktiv sinn. Dës Entwécklung zu enger staarker „sous-traitance" am Liwwerberäich bréngt oft Risike mat sech, wat d'Anhale vum Aarbechtsrecht, den Aarbechtszäiten an der Sécherheet vun de Chaufferen ugeet. D'Logistik op der „leschter Meil" ass bekannt fir hiren héijen Drock an déi dacks prekär Aarbechtsverhältnisser. Mat 43 Ubidder um Maart an enger onduerchsichteger Kette vu Subunternehmer stellt sech d'Fro, wéi effektiv d'staatlech Kontrollinstanzen,

besonnesch d'Inspection du travail et des mines (ITM), d'Anhale vun de soziale Mindeststandarden an dësem séier wuessende Secteur iwwerpréiwe kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrollen huet d'ITM an de leschten zwee Joer spezifesch am Beräich vun de Courrier-, Express- a Paketdéngschter (CEP) duerchgefouert?

2. Huet d'ITM Kenntnis vu Fäll vu „Schäiselbststännegkeet" (Faux-indépendants) bei deenen neien Ubidder oder Subunternehmer, déi am ILR-Bericht ernimmt ginn?

3. Wéi eng Moyenen huet d'ITM, fir bei enger Sous-traitance-Quot vu 85 % sécherzestellen, datt d'Aarbechtszäitgesetzer an d'Pausereegelunge bei de Chaufferen, déi dacks ënner héijem Zäitdrock stinn, agehale ginn?

4. Gëtt et eng Zesummenaarbecht oder en Datenaustausch tëscht dem ILR (deen d'Ubidder registréiert) an der ITM, fir geziilt schwaarz Schof am Secteur kënnen ze kontrolléieren?

5. Gedenkt d'Regierung, d'Responsabilitéit vum Haaptoptraggeeber (Donneur d'ordre) ze stäerke fir sécherzestellen, datt och d'Subunternehmer sech strikt un dat lëtzebuergescht Aarbechtsrecht halen?

Réponse (05/12/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Am Beräich vun de Courrier-, Express- a Paketdéngschter (CEP) huet d'ITM an de leschten zwee Joer follgend Kontrollen duerchgefouert:

ad 2. An de leschten zwee Joer huet d'ITM kee Fall vu „Schäiselbststännegkeet" am Beräich vun de Courrier-, Express- a Paketdéngschter (CEP) festgestallt, och net bei deenen neien Ubidder oder Subunternehmer, déi am ILR-Bericht ernimmt ginn.

ad 3. Fir sécherzestellen, datt d'Aarbechtszäitbestëmmungen an d'Pausereegelunge bei de Chaufferen agehal ginn, analyséiert d'ITM d'Aarbechtszäitregëster vun de Salariéen.

D'Kontrolle vun der ITM ginn ouni Ënnerscheed op all Betrib duerchgefouert, och op déi Betriber, déi als Sous-Traitanten aktiv sinn.

Wa Verstéiss festgestallt ginn, gëtt den Employeur, nodeems him d'gesetzlech Bestëmmungen erkläert goufen, opgefuerdert d'Situatioun ze regulariséieren.

Wann den Employeur net reagéiert oder sech net regulariséiert, kann d'ITM eng Geldstrof verhänken oder de Fall un de Parquet weiderleeden.

ad 4. Zwëschent dem ILR an der ITM besteet aktuell keng offiziell gereegelt Zesummenaarbecht an och kee permanente respektiv automatiséierten Datenaustausch.

Wann dem ILR awer Indikatioune vu Verstéiss bekannt ginn, kann den ILR, wéi all aner Bierger, dës un d'ITM mellen. D'ITM këmmert sech duerno drëms, déi néideg Opklärungs- a Kontrollschrëtt am Kader vum Aarbechtsrecht an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht anzeleeden, fir géint dës Verstéiss virzegoen.

ad 5. D'Regierung ënnersträicht, datt d'Reegele vum Aarbechtsrecht iwwer déi ganz Prestatiounskette mussen agehal ginn, vum Haaptoptraggeeber bis bei de Subunternehmer.

D'ITM leet dobäi den Akzent op d'Präventioun an op eng ëmfaassend Informatioun an Opklärung vun de Betriber, fir datt dës hire gesetzlechen Obligatiounen nokommen.

Redéfinition des attributions des professions de santé | Question **3262** (27/11/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

L'accord de coalition prévoit en matière de santé que « les attributions et les responsabilités inhérentes aux différentes professions seront redéfinies et précisées ». Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1608, Madame la Ministre a indiqué que la réforme de la réglementation en vigueur « sera réalisée par étapes au courant de la période législative en cours ». Lors de l'interpellation sur l'importance et la revalorisation des professions de santé en janvier 2025, Madame la Ministre a encore indiqué que seront d'abord définies les attributions de l'infirmier en soins généraux. Les attributions des quelque vingt autres professions de santé seront finalisées après cette première étape avec pour objectif une finalisation d'ici fin 2026.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Où en sont les travaux relatifs à la définition des nouvelles attributions de l'infirmier en soins généraux ? Quand est-ce qu'un texte pourra intégrer la procédure législative ?

2) L'objectif de redéfinir les attributions des différentes professions de santé d'ici fin 2026 est-il toujours d'actualité ?

3) Les travaux prémentionnés se penchent-ils aussi sur la création de passerelles entre les différentes carrières comme par exemple entre celles de l'aide-soignant et de l'infirmier ?

Réponse (06/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À la suite d'un échange entre le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (M3S), la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) et la COPAS en janvier 2025, la création d'une taskforce « professions de santé », sous le lead du M3S, a été décidée. Cette taskforce est composée de représentants de la COPAS, de la FHL, du Conseil supérieur de certaines professions de santé (CSCPS) et des ministères chargés de la reconnaissance des diplômes et de la formation des professions de santé – MENEJ et MRES – y compris des représentants de l'École nationale de santé du Luxembourg (ENSA) et de l'Université du Luxembourg.

Sa mission est d'analyser et d'adapter les profils professionnels des professions de santé actuellement réglementées et des autres professions de santé à réglementer, y inclus l'infirmier en pratique avancée. Des sous-groupes de travail seront organisés en fonction des professions à analyser et à définir.

Un premier groupe de travail (GT1), comprenant les principales parties prenantes, a été mis en place. Ce groupe est chargé, dans une première étape, de procéder à la révision et à l'actualisation de l'annexe 1 relative à la profession d'infirmier responsable en soins généraux de la loi modifiée du 26 mars 1992 précitée et, dans une seconde étape de réviser et d'élaborer les projets de réforme concernant les autres les professions de santé.

Le GT1 s'est réuni une première fois en juin 2025 et à l'issue de plusieurs séances participatives et constructives un avant-projet de loi (APL) visant à actualiser le rôle et les missions de l'infirmier responsable de soins généraux (IRSG), ainsi que des soins et actes techniques relevant de sa responsabilité, a été élaboré. Ce texte met en exergue la reconnaissance et la valorisation de cette profession, en intégrant ses compétences cliniques, techniques, relationnelles et éducatives.

Un avant-projet de loi est en cours de finalisation et sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement au cours du premier trimestre de l'année prochaine.

ad 2) Compte tenu de l'importance de l'analyse et de la pertinence des projets futurs, réalisée en concertation avec l'ensemble des parties prenantes, et de l'urgence de la réactualisation de l'exercice de certaines professions de santé, une priorisation des dossiers a dû être établie. Comme indiqué l'IRSG va entrer en procédure sous peu et sera suivi de l'aide-soignant dans les meilleurs délais. En fonction de l'avancement procédural de ces deux dossiers, d'autres professions de santé, dont les travaux de redéfinition des attributions sont déjà bien avancés, sauront également être introduits en procédure législative. Il est toujours envisagé de prévoir la redéfinition d'une majorité de professions de santé d'ici fin de l'année.

Il convient également de faire des propositions en ce qui concerne la création d'éventuelles nouvelles professions, notamment l'infirmier en pratique avancée et un profil d'agent en soins de santé au niveau de la filière « technicien ». Le calendrier est déployé en fonction de la disponibilité de l'ensemble des parties prenantes et des ressources disponibles afin de garantir la conduite efficace et coordonnée des projets de réforme.

ad 3) Les travaux mentionnés ci-dessus analyseront également la création de passerelles entre les différentes professions afin d'offrir aux professionnels des perspectives d'évolution et de progression au sein du système de santé, d'où notamment le projet de mise en place d'une formation au niveau « technicien » afin de garantir la faisabilité de passerelles de l'aide-soignant, vers cette nouvelle filière, et le cas échéant, pouvoir passer finalement à l'infirmier responsable de soins généraux. La mise en place de ces passerelles devra permettre le développement des compétences, encourager la mobilité professionnelle et motiver les professionnels à enrichir leur expérience.

Position du Luxembourg sur la prolongation du mandat de l'UNRWA | Question **3263** (27/11/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Ufank Dezember steet d'Verlängerung vum Mandat vum UN-Hëllefswierk fir Palästina-Flüchtlingen (UNRWA) duerch d'UN-Vollversammlung bis 2029 erëm um Programm – fir déi 25. Kéier.

Däitschland – aktuell de gréisste Geldgeeber – wäert d'Verlängerung net méi ënnerstëtzen. Déi arabesch Staaten hunn hir Bezuelungen un d'UNRWA vu 25 % (2018) op 3 % (2026) reduzéiert. D'USA, Holland a Schweden hunn hire Finanzement agestallt. Lëtzebuerg eleng awer spent méi un d'UNRWA wéi 54 vun de 57 arabesch-islamesche Staaten zesummen – an absolutten Zuelen. D'Kritick un der UNRWA ass villfälteg. Éischtens ass dat den ausufernde Flüchtlingsstatus. Déi 711.000 Flüchtlingen aus dem Joer 1950 hu sech op 7 Milliounen verzéngfacht, an all Joer kommen 100.000 derbäi – onofhängeg dovun, ob si a stabillen, staatsbiergerleche Verhältnisser liewen, ouni Nout an ouni Schutzbedierfnis. Iwwer 2 Milliounen hunn déi jordanesch Staatsbiergerschaft a bleiwen trotzdeem UNRWA-Hëllefsempfänger.

Zweetens versteet sech d'UNRWA als Garant vum Recht op Retour an Israel. Eng Fuerderung, déi no 75 Joer politesch illusoresch ass, well dann déi

8 Millioune staark jüddesch Bevëlkerung an Israel an der Minderheet wier. D'Leit sinn an enger onwierdeger Waardeschläif fir en illusoresche Retour.

Schlussendlech gëtt et och Hiweiser op Ënnerwanderunge vun der UNRWA duerch d'Hamas. Och befreien d'Gelder un d'UNRWA d'Hamas vun hire sozialen Aufgabe géigeniwwer hirer Bevëlkerung a setzen esou Millioune fräi, fir hire Kampf an hiren Terror géint Israel ze finanzéieren.

An deem Kontext wëll ech d'Regierung froen:

1. ob si eng Mandatsverlängerung ënnerstëtzt oder dës ofleent, wéi Däitschland an d'USA dat wäerte maachen;

2. ob si bereet wier enger Reform an Neiausriichtung zouzestëmmen, déi der Realitéit um Terrain méi nokënnt. Zum Beispill kéint d'Staategemeinschaft hir Mëttelen direkt un déi lokal, staatlech a kommunal Autoritéiten an de jeeweilege Gaaschtlänner verginn, déi dann och Projete vun der UNRWA iwwerhuele géifen.

Réponse (23/12/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Lëtzebuerg huet fir eng Verlängerung vum Mandat vun der UNRWA bis 2029 gestëmmt, well dës Agence vun de Vereenten Natiounen, déi ënner engem internationale Mandat schafft, nach ëmmer als essentiel ugesi gëtt fir de Schutz vun de palästinensesche Flüchtlingen an d'Stabilitéit an der Regioun, am Aklang mat de Prinzippie vum internationale Recht, souwéi den Avis vum Internationale Geriichtshaff (ICJ) vum 22. Oktober 2025. Dësen Avis huet déi wichteg stabiliséierend Roll vun der UNRWA bestätegt, déi viru Kuerzem duerch d'Resolutioun 79/232 ënnerstëtzt gouf, déi vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen den 12. Dezember 2025 ugeholl gouf, an där hir Ëmsetzung gefuerdert gëtt. Gläichzäiteg ënnerstëtzt d'Regierung Reformen, déi op d'Stäerkung vun der Neutralitéit, der Transparenz an der Effizienz vun der UNRWA ausgeriicht sinn, dëst geschitt besonnesch duerch d'Ëmsetzung vun de Recommandatioune vum Colonna-Rapport, un deem Lëtzebuerg aktiv mat wierkt, virun allem duerch den Detachement vun engem lëtzebuergeschen Expert an d'Équipe de suivi zënter Juni 2024. D'Regierung huet och de strateegeschen Evaluatiounsrapport begréisst, deen am Juni 2025 publizéiert gouf a vum Generalsekretär vun de Vereenten Natiounen am Kader vum Reformprozess UN80 ugefrot gouf. Lëtzebuerg huet sech bereet erkläert, un all konstruktiver Diskussioun deelzehuelen, déi eng gerecht an nohalteg Äntwert fir d'palästinensesch Flüchtlinge garantéiert.

Concepts nutritionnels dans les services pour personnes âgées | Question **3264** (27/11/2025) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

La loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de : 1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ; 2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique prévoit dans les grilles destinées à servir d'outil pour évaluer la satisfaction des usagers des éléments destinés à apprécier l'encadrement nutritionnel des résidents.

Ainsi il est prévu de vérifier l'existence d'un concept de nutrition et d'hydratation des résidents et d'apprécier si le personnel applique ce concept de nutrition et d'hydratation des résidents, le cas échéant. Un autre critère est destiné à apprécier si l'usager a droit à des repas adaptés à ses besoins de santé (pathologies de déglutition, intolérances...).

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que les évaluations prévues par la loi précitée ont-elles déjà été mises en place ?
– Si oui, quels sont les résultats relatifs à l'évaluation du concept nutritionnel ?

2) Est-ce que les évaluateurs vérifient uniquement l'existence du concept ou se penchent-ils également sur le contenu de celui-ci ?

3) Existe-t-il un concept modèle ou est-ce que chaque structure peut opter pour son concept tout particulier ?

4) Qui s'occupe de l'élaboration de ces concepts ?

5) Les structures disposent-elles des moyens nécessaires pour mener à bien l'élaboration et l'exécution d'un tel concept nutritionnel ?
– Si tel n'est pas le cas, existe-il des projets de doter les structures du personnel nécessaire, notamment de diététicien.nes pour mener à bien les tâches y relatives ?

Réponse (16/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Les évaluations prévues par la loi précitée ont été mises en place.

– Comme, à ce jour, 40 % des structures d'hébergement ont été évaluées, les résultats présentés ci-dessous sont des résultats partiels.

Les 22 structures évaluées ont reçu en moyenne une note atteignant près de 78 % des points qu'elles pouvaient obtenir sur l'évaluation de la mise en application du concept de nutrition et d'hydratation des résidents. Le second graphique présente en détail la ventilation du nombre de structures en fonction du nombre de points reçus sur ce critère.

Ce critère est noté sur 1 point ; il s'agit d'une disposition documentaire. La cellule Qualité évalue si l'aspect « besoins de santé » est pris en compte dans le concept d'hydratation et de nutrition. Seule une structure sur les 22 structures évaluées n'a pas formalisé de concept d'hydratation et de nutrition tenant compte des besoins spécifiques (comme les pathologies de déglutition,intolérances...) du résident.

Les points de ce critère relèvent de l'appréciation des résidents interrogés (215 résidents ont participé à une enquête de satisfaction sur les 22 structures concernées). Dans une structure, le critère a été déclaré « non applicable » (en l'absence de besoins spécifiques qu'ils auraient identifiés, les résidents n'ont pas souhaité se prononcer).

D'après le premier graphique, 21 des 22 structures évaluées ont obtenu en moyenne près de 88 % des points qu'elles pouvaient obtenir au maximum. Le second graphique présente en détail la ventilation du nombre de structures en fonction du nombre de points reçus sur ce critère.

Pour rappel, l'annexe 3 de la loi précitée indique qu'en ce qui concerne l'évaluation du degré de satisfaction, sont attribués :

– 5 points de qualité si au moins 90 % des résidents sont d'accord ou tout à fait d'accord ;
– 4 points de qualité si au moins 80 % des résidents sont d'accord ou tout à fait d'accord ;
– 3 points de qualité si au moins 70 % des résidents sont d'accord ou tout à fait d'accord ;
– 2 points de qualité si au moins 60 % des résidents sont d'accord ou tout à fait d'accord ;
– 1 point de qualité si au moins 50 % des résidents sont d'accord ou tout à fait d'accord ;
– 0 point de qualité si moins de 50 % des résidents sont d'accord ou tout à fait d'accord.

ad 2) Conformément à l'article 13 (5) de la loi précitée, l'existence du concept, et sa mise en application sont évalués, et non le contenu de celui-ci.

ad 3) et 4) Ces concepts sont élaborés par les gestionnaires de structures d'hébergement pour personnes âgées. Il existe des recommandations internationales sur lesquelles les gestionnaires peuvent se baser.

ad 5) Il incombe aux gestionnaires de structures d'élaborer et de mettre en œuvre ces concepts. Tandis qu'au niveau individuel d'un patient, l'intervention d'un diététicien sur ordonnance médicale est prise en charge par l'assurance maladie, il n'est, à l'heure actuelle, pas prévu de subventionner l'élaboration et la mise en œuvre de ces concepts.

Violences gynécologiques et obstétricales | Question **3265** (27/11/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le 7 juillet 2022, à l'occasion d'une heure d'actualité consacrée aux violences gynécologiques et obstétricales (VGO), la Chambre des Députés a adopté plusieurs motions visant à renforcer la reconnaissance, la prévention et le suivi des VGO. La motion n° 3934 appelait notamment à l'élaboration d'une définition juridique claire des VGO, à l'ouverture d'enquêtes qualitatives sur les VGO auprès des patient·e·s, à la création de statistiques précises et régulières sur les VGO, à la réactivation du système de surveillance de la santé périnatale SUSANA, à la mise à jour du registre PERINAT tout en poursuivant l'élaboration et la publication des rapports triennaux sur les naissances.

La motion n° 3935 quant à elle appelait le Gouvernement à inclure les personnes trans et non binaires dotées d'un utérus dans les études, projets et mesures permettant de lutter contre le VGO.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre peut-elle détailler les travaux concrets auxquels les deux motions ont donné lieu ? Quels sont les principaux jalons réalisés à ce jour ? Endéans quels délais Madame la Ministre estime-t-elle que les points qui n'ont pas encore été mis en œuvre le seront ?

Réponse (15/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La motion n° 3934 appelait à l'élaboration d'une définition juridique claire des « violences gynécologiques et obstétricales » (VGO) et de commanditer des enquêtes qualitatives sur les VGO auprès des patient(e) s. La motion n° 3935 invitait à cet égard le Gouvernement à inclure les personnes trans et non binaires dotées d'un utérus dans ses études, projets et mesures permettant de lutter contre les VGO.

Après une analyse de droit comparé des pays limitrophes il n'existe pas de définitions juridiques des VGO. Avant d'envisager la définition d'une qualification juridique pour les VGO, il convient de mener des enquêtes approfondies sur les vécus et pratiques concrètes qui pourraient entrer dans ce cadre. Cette réflexion doit s'inscrire dans le cadre déjà existant des droits des patients au Luxembourg, tels que

consacrés par la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, notamment le droit à l'information, le consentement libre et éclairé, le respect de la dignité et de l'intimité, la participation du patient à la décision, et le droit à un accompagnateur ou personne de confiance.

Le Conseil scientifique du domaine de la santé sur les violences gynécologiques et obstétricales (2021)[2] retient comme violence envers la femme :

1) Non-respect de la gêne de la patiente, liée au caractère intime de la consultation/du contexte
2) Exprimer un propos dégradant et en dehors du cadre de la prise en charge sur la sexualité, la tenue, le poids, la volonté ou non d'avoir un enfant…
3) Injures et commentaires sexistes
4) Actes (intervention médicale, prescription, etc.) exercés sans recueillir le consentement ou sans respecter le choix ou la parole de la patiente et actes ou refus d'acte non justifiés médicalement
5) Refuser de suivre les demandes de la femme sans l'informer des alternatives
6) Violences sexuelles : harcèlement sexuel, agression sexuelle et viol

La motion n° 3934 appelait également à réactiver le système de surveillance de la santé périnatale (SUSANA) et à mettre à jour les données du registre PERINAT en poursuivant l'élaboration et la publication des rapports triennaux sur les naissances et leur évolution depuis 2011.

Le système de surveillance de la santé périnatale SUSANA, mis en place en 2007, est toujours actif. Le registre PERINAT est mis à jour régulièrement grâce à la participation de toutes les maternités. Le dernier rapport triennal 2020-2022 a été publié au mois de septembre 2025[3]. Le registre inclut tous les accouchements survenus au Luxembourg, sans distinction par identité de genre. Seuls les aspects obstétricaux sont repris dans ce registre, les consultations gynécologiques sortant du cadre du registre.

Enfin, la motion n° 3934 appelait à promouvoir la création de données statistiques précises et régulières sur les VGO.

En se basant sur les recommandations du Conseil scientifique du domaine de la santé sur les VGO (2021)[4], le seul indicateur de violence obstétricale quantifiable et comparable est le taux d'épisiotomies (incision chirurgicale du périnée au moment de l'accouchement afin de faciliter le passage du nouveau-né) réalisées hors indication médicale, dont le registre PERINAT permet de suivre l'évolution en nombre.

Le graphique ci-dessous montre que cette pratique a fortement diminué au cours des dernières années.

Les autres formes de VGO ne peuvent pas être analysées à travers le registre, la notion de consentement et le contexte de l'acte n'étant pas répertoriés. Dès lors il n'est pas possible d'élargir la base statistique.

Notifications d'expulsion adressées aux personnes hébergées dans les structures de l'ONA | Question **3266** (27/11/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon nos informations, ces dernières semaines, un nombre élevé d'expulsions de personnes hébergées dans les structures de l'Office national de l'accueil a été constaté.

En réponse à la question parlementaire n° 1887, Monsieur le Ministre de l'Accueil a indiqué que, de janvier à mi-mars 2025, 28 bénéficiaires de protection ont reçu une mise en demeure de la part de l'Office national de l'accueil (ONA), et que 44 personnes déboutées ou dont la demande de protection a été déclarée irrecevable ont reçu une interdiction de site au cours de la même période.

Dans un souci de transparence et de prévention du sans-abrisme, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de mises en demeure ont été émises par l'ONA à l'adresse de bénéficiaires de protection internationale depuis le début de l'année 2025 (chiffres ventilés par mois, ainsi que les délais imposés pour quitter les structures) ?

2) Combien d'enfants ont été concernés par ces mises en demeure ?

3) Combien de personnes déboutées ou dont la demande de protection internationale a été déclarée irrecevable ont reçu une interdiction de site depuis le début de l'année 2025 (chiffres ventilés par mois, ainsi que les délais imposés pour quitter les structures) ?

4) Combien d'enfants ont été concernés par ces interdictions de site ?

5) Dans l'hypothèse où il existe des délais variables endéans lesquels les personnes concernées doivent quitter les structures, selon quels critères ou directives internes l'ONA détermine-t-il les délais imposés ? Existe-t-il des lignes directrices formalisées ? Si oui, lesquelles ?

6) Le Ministère de la Famille assure-t-il un suivi du nombre de personnes qui, après avoir été expulsées d'un centre d'accueil, se retrouvent sans solution de logement (sans-abri ou en hébergement d'urgence) ?
– Dans l'affirmative, combien de personnes ont été concernées depuis le début de l'année 2025 ? Combien d'enfants ont été concernés ?
– Dans la négative, quelles en sont les raisons ? Monsieur le Ministre ne jugerait-il pas opportun de mettre en place un tel suivi afin de mieux évaluer les conséquences sociales des expulsions effectuées ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) et 2) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que les procédures de l'ONA en la matière restent inchangées depuis leur introduction en 2020.

Après obtention du statut, les bénéficiaires de protection internationale (BPI) peuvent bénéficier d'un prolongement de leur hébergement au sein d'une structure de l'ONA allant jusqu'à 12 mois afin de leur donner la possibilité de trouver un logement. Une fois ce délai passé, les personnes concernées sont notifiées au fur et à mesure par l'ONA qu'ils doivent quitter la structure d'hébergement endéans un mois. Ce délai peut cependant être allongé selon la situation des personnes.

Dans ce cadre, il importe de souligner qu'une mise en demeure n'équivaut pas à un déguerpissement.

En effet, si depuis début 2025, l'Office national de l'accueil (ONA) a émis des mises en demeure pour 559 personnes, dont 172 mineurs, seulement 8 déguerpissements ont eu lieu sur la même période. Dans une perspective plus large, le nombre total des sorties du réseau de l'ONA s'élevait à 2.970 personnes en 2025.

ad 3) et 4) Durant 2025, 119 personnes ont été concernées par une exécution d'une interdiction de site, dont 20 mineurs.

ad 5) Les délais diffèrent selon les cas de figure. Dans le cas d'un refus d'une demande de protection internationale par la Direction générale de l'immigration, et le cas échéant après confirmation de cette décision par les juridictions administratives, la personne déboutée est obligée de quitter le territoire endéans 30 jours. Il en découle a fortiori la décision de l'ONA que la personne doit également quitter la structure d'hébergement, dont celle-ci est informée par courrier. En effet, l'ordre de quitter le territoire implique par la force des choses un ordre de quitter le foyer d'accueil. À noter que depuis l'ouverture de la Maison de retour, ces personnes ont la possibilité d'y trouver un hébergement en vue de l'organisation de leur retour volontaire.

En ce qui concerne les BPI, tel que précisé ci-dessus, l'ONA accorde un délai supplémentaire de 12 mois aux BPI après obtention de leur statut, afin de leur donner la possibilité de trouver un logement. Une fois ce délai passé, les personnes concernées sont notifiées au fur et à mesure par l'ONA qu'ils doivent quitter la structure d'hébergement endéans un mois. Ce délai peut cependant être allongé selon la situation des personnes.

ad 6) Les personnes qui quittent une structure d'hébergement temporaire de l'ONA ne font pas l'objet d'un suivi par celui-ci, puisqu'un tel suivi ne relève pas des missions légales de l'ONA.

Les personnes, dont la demande de protection internationale a été refusée, ce qui, le cas échéant, a été confirmé en dernière instance par les juridictions administratives, sont obligées de quitter le territoire du Luxembourg endéans 30 jours.

Pour ce qui est des personnes bénéficiaires de la protection internationale, il y lieu de préciser que celles-ci ont accès au marché du travail en tant que demandeurs de protection, six mois après leur arrivée au Luxembourg, avant même de se voir octroyer le statut de BPI. Après obtention du statut, ils disposent des mêmes droits sociaux que tout autre résident, dont notamment l'accès aux différentes prestations sociales, tel que le suivi et l'encadrement par leur office social respectif, ainsi que l'accès à un logement social ou abordable.

Gestion des paiements de pensions par la CNAP | Question **3267** (28/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun enger Reklamatioun beim Ombudsman ass et zu engem alarméierende Fall komm, wou d'Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) net nëmmen eng gréisser Verzögerung beim Ausbezuele vun enger Altersrent verursaacht huet, mee och falsch Informatiounen iwwert de Statut vun enger Iwwerweisung ginn huet. E Bierger, deen sech am Ausland ophält, huet säi Certificat de vie agereecht. Nodeems d'CNAP dëst Dokument kritt huet, gouf him matgedeelt, datt d'Ausbezuele vun der Pensioun eréischt Enn November 2025 géif erfollegen. Wéi d'CNAP dem Ombudsman e Beweissték vun enger Iwwerweisung vum 19. November 2025 virgeluecht huet, huet sech erausgestallt, datt et sech nëmmen ëm en Optrag fir eng Iwwerweisung gehandelt huet, déi awer nach net gemaach gouf. De Bierger huet méi wéi 5 Schaffdeeg méi spéit eng Bestätegung

[2] https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/perinat/violences-gynecologiques-et-obstetricales.html
[3] https://santesecu.public.lu/fr/publications/s/surveillance-sante-perinatale-2020-2022.html
[4] https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/perinat/violences-gynecologiques-et-obstetricales.html

vu senger Bank kritt, datt tatsächlech keng Iwwerweisung ukomm ass. Dës Situatioun huet fir de betraffene Bierger, deen sech am Ausland ophält, zu extreem schwieregen Ëmstänn gefouert: hie konnt seng Rechnungen net bezuelen an ass just mat Hëllef vun engem Frënd an der Lag gewiescht, fir sech mat dem Noutwendegsten ze versuergen. D'Verzögerung huet zousätzlech zu Strofzënse gefouert. Besonnesch problematesch ass, datt d'CNAP falsch Renseignementer un den Ombudsman ginn huet, andeems se dem Ombudsman eng Iwwerweisungsbestätegung virgeluecht huet, déi net der Realitéit entsprach huet. Dëst ënnergrueft net nëmmen d'Vertraue vun de Bierger an dës ëffentlech Institutioun, mee och d'Aarbecht vum Ombudsman.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat fir Moossname wäert d'Regierung huele fir sécherzestellen, datt d'CNAP korrekt an transparent Informatiounen iwwert de Statut vun Iwwerweisungen un d'concernéiert Bierger an un den Ombudsman liwwert?

2. Wéi wäert d'Regierung garantéieren, datt Renten, no der Receptioun vun erfuerderlechen Dokumenter, ouni ongerechtfäerdegt Verzögerung ausbezuelt ginn, besonnesch fir Bierger am Ausland, déi op dës Suen ugewise sinn?

3. Aus wéi engem Grond notzt d'CNAP net d'Méiglechkeet vu „virements instantanés" (Direktiwwerweisungen) fir sécherzestellen, datt fälleg Renten direkt un d'Empfänger iwwerwise ginn?

4. Plangt d'Regierung eng Iwwerpréiwung vun de Prozedure bei der CNAP, fir solch Feeler an der Zukunft ze verhënneren?

5. Firwat musse Persounen, bei deenen erfuerderlech Pièce gefeelt hunn, bis zum nächsten Termin waarden, fir hir Pensiounen ausbezuelt ze kréien amplaz se direkt no Erareeche vun de Piècen auszebezuelen?

Réponse (15/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Pensiounskeess (CNAP) informéiert iwwert den Datum vun de Paiementer vun de lafende Pensiounen op hirem Internetsite, op der Adress https://cnap.public.lu/fr/pensions/calendrier-paiements.html. Op dëser Internetsäit kann een de Kalenner och downloaden, fir an een digitalen Agenda oder de Kalenner vum Smartphone anzefügen. An der Reegel ginn déi lafend Pensiounen um drëttleschte Schaffdag vum Mount bezuelt, ausser am Mount Dezember, wou d'Pensioun vum Januar dat Joer drop scho virun de Chrëschtdeeg iwwerwise gëtt.

D'Mataarbechter vun der Pensiounskeess sinn natierlech beméit, fir dem Bierger an dem Ombudsman zu all Moment richteg Informatiounen zoukommen ze loossen.

An der eenzelner Affaire, déi den Deputéierte beschreift, hat een Agent vun der CNAP sech leider versinn an den Datum vum Optrag vun der Iwwerweisung vun der Dezember-Pensioun uginn, anstatt den Datum vum drëttleschte Schaffdag am Mount November 2025. Den Optrag fir déi lafend Pensioun, also d'Pensioun fir de Mount dono, gëtt aus technesche Grënn ëmmer esou fréi am Mount opgestallt. Den Agent hat dës Informatioun accedéiert anstatt dem Ombudsman Opschloss ze ginn zum Paiement vun der urspréinglech, wéinst engem net erageereechte Liewenszertifikat, suspendéierter November-Pensioun. D'Informatioun un den Ombudsman gouf awer direkt rektifizéiert wéi de Feeler bemierkt gouf. Déi urspréinglech suspendéiert Pensioun gouf, zesumme mat der Pensioun fir de Mount Dezember, den drëttleschte Schaffdag vum November 2026 iwwerwisen, zwee Deeg nodeems déi falsch Informatioun erausgoung.

ad 2. Fir eng allgemeng Äntwert verweisen ech op d'Äntwert zur parlamentarescher Fro Nummer 3194 vum honorabelen Deputéierten.

Spezifesch handelt et sech bei dem beschriwwene Fall ëm ee Pensionéierten, deen am Laf vun de leschten 12 Méint seng Adress gewiesselt huet ouni der Pensiounskeess seng nei Coordonnéeën unzeginn. Nodeems d'CNAP d'Novemberpensioun suspendéiert hat, huet de Pensionéierten een am Ausland produzéierte Liewenszertifikat an enger Net-EU-Sprooch erageschéckt. D'CNAP huet dësen Zertifikat iwwersat, analyséiert, validéiert, déi nei Adress agesat, d'Krankeversécherung nei analyséiert an der Gesondheetskeess déi zoustänneg Informatiounen zoukomme gelooss, d'Pensionsberechnung frësch lancéiert fir de Mount Dezember, dës nei Berechnung iwwerpréift a validéiert an de Recalcul vun der suspendéierter Novemberpensioun relancéiert, iwwerpréift a validéiert. Des Weideren huet d'CNAP den Assuré ëm zousätzlech Informatioune gebieden, déi eigentlech nach noutwenneg sinn, fir de Paiement vun der Pensioun och weider sécherzestellen, mee déi leider net Bestanddeel vun deem auslännesche Liewenszertifikat waren.

ad 3. Fir d'Äntwert zu dëser parlamentarescher Fro verweisen ech op d'Äntwert zur parlamentarescher Fro Nummer 3194 vum honorabelen Deputéierte wou d'Prozedur vun der Liquidatioun an d'Prozedure respektiv d'Kontrollen am Detail erkläert goufen.

ad 4. D'Froe vum Ombudsman mussen och weiderhi vu Persoune beäntwert ginn, déi a komplizéierten Dossieren eng mënschlech Perspektiv op d'Ëmstänn hunn oder entwéckelen. An deem Zesummenhang kann et isoléiert, wéi beim beschriwwene Fall, och mol virkommen, datt ee Beamten sech iere kann. Wa sou een Iertum bekannt gëtt, da ginn natierlech déi néideg Dispositioune getraff, fir sou Situatiounen ze vermeiden.

ad 5. Fir d'Äntwert zu dëser parlamentarescher Fro verweisen ech op d'Äntwert zur parlamentarescher Fro Nummer 3194 vum honorabelen Deputéierten.

Participation aux référendums au Luxembourg | Question **3268** (28/11/2025) de **M. Charles Weiler** (CSV)

Au Luxembourg, la législation prévoit que la participation à un référendum, qu'il soit organisé au niveau national ou communal, est obligatoire. Pourtant, les consultations référendaires des dernières années ont montré que des taux variables d'abstention continuent d'être enregistrés. Cette situation soulève des interrogations quant au respect réel du vote obligatoire, aux justifications apportées par les personnes n'ayant pas participé et à la mise en œuvre des sanctions légales.

À l'occasion de consultations communales récentes, notamment celle organisée dimanche dernier à Erpeldange-sur-Sûre, il apparaît utile d'obtenir une vue d'ensemble des données relatives à la participation et à l'abstention lors des référendums afin d'évaluer l'évolution du comportement électoral des citoyens et la mise en œuvre de la législation en matière de vote obligatoire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Pour chaque référendum national ou communal organisé depuis l'an 2000, quel a été le taux de participation, le taux d'abstention, ainsi que le nombre absolu de votants, d'abstentionnistes, de bulletins nuls et de bulletins blancs ?

2) Combien de sanctions ont été prononcées et combien d'excuses ont été acceptées pour non-participation lors des référendums organisés depuis 2000 ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'une analyse des raisons les plus fréquemment invoquées pour justifier la non-participation lors des référendums, et le cas échéant, peut-il en présenter les principaux enseignements ?

Réponse (16/01/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend pour chaque référendum communal depuis l'an 2000 le taux de participation, le taux d'abstention, le nombre absolu de votants, le nombre des abstentionnistes, des bulletins blancs et bulletins nuls. À noter encore que certaines communes n'étaient pas en mesure de fournir les données marquées par une croix dans le tableau.

ad 2) Aucune sanction pénale n'a été prononcée pour non-participation aux référendums communaux ou nationaux depuis l'an 2000.

En l'absence de poursuites pénales engagées par les parquets en la matière, aucune procédure formelle d'examen ou d'acceptation d'excuses n'a été mise en œuvre, de sorte qu'aucune donnée statistique y relative n'est disponible.

Les explications concernant le non-engagement de poursuites pénales sont celles exposées dans les réponses du Gouvernement aux questions parlementaires n° 3417 du 31 octobre 2017 et n° 0153 du 8 janvier 2024.

ad 3) Le Gouvernement ne dispose pas d'une analyse des raisons les plus fréquemment invoquées pour justifier la non-participation à des référendums. Toutefois, le Ministère des Affaires intérieures a mandaté le « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research » (LISER) afin de mener une étude portant sur la non-participation des électeurs, les difficultés liées au vote par correspondance ainsi que sur les bulletins blancs et nuls lors des élections communales de juin 2023, étude actuellement en cours d'élaboration.

Problèmes de gestion des ressources humaines au Ministère de l'Environnement | Question **3269** (28/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Een Artikel am „Tageblatt" vum 26. November beriicht iwwert eng schlecht Aarbechtsatmosphär am Ëmweltministère. Rieds ass vun onfaire Prozeduren, Favoritismus beim Rekrutement an enger gewëssener Arroganz vum Management vis-à-vis vum Personal. Am Artikel steet och geschriwwen: „Das Umweltministerium befinde sich ‚mitten im Prozess', um das Wohlbefinden auf dem Arbeitsplatz zu verbessern." Dës Ausso kann een als Bestätegung liesen, dass d'Wuelbefannen op der Aarbecht am Ëmweltministère aktuell net gutt ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wat wäert den Ëmweltminister, Serge Wilmes, ënnerhuelen, fir d'Situatioun um Ëmweltministère ze verbesseren?

2. Wat fir eng weider Aktioune wäert de Minister fir den ëffentlechen Déngscht, Serge Wilmes, ënnerhuelen, fir den Ëmweltministère am Prozess ze ënnerstëtzen?

Réponse (19/12/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Juli 2024 huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB), zesumme mat dem Ministère fir d'Fonction publique (MFP), e Sondage du personnel duerchféiere gelooss. Et war déi éischte Kéier, datt am MECB esou ee Sondage, deen d'Fonction publique schonn zanter 2019 als Service ubitt, realiséiert ginn ass.

D'Aarbechtssituatioun ass allgemeng positiv bewäert ginn: eng Kéier mat 78 %, an eng aner Kéier mat 89 % (positiv oder neutral).

Personalsondagë si wäertvoll Instrumenter, fir op eng systematesch Aart a Weis zu engem bestëmmten Zäitpunkt d'Perceptiounen an d'Meenunge vun den Agenten ze sammelen.

Si droe bäi:

– zur Entwécklung vun der Organisatioun an zur Professionaliséierung vum Management;
– zur Identifikatioun vun de Stäerkten an den Entwécklungsméiglechkeeten;
– zur aktiver Bedeelegung vum Personal un de Verbesserungsprozesser, wat eng participativ Approche am Management förderd.

D'Resultater sollen als Ausgangspunkt fir Reflexioun an Dialog ugesi ginn. Aus engem Sondage eleng fënnt een d'Grënn net eraus firwat eng Situatioun vun de MataarbechterInnen op déi eng oder déi aner Manéier empfonnt gëtt. Dofir muss een d'Ekippen implizéieren, fir d'Resultater ze kontextualiséieren.

De MECB mécht dat lafend an Atelieren a Formatiounen, déi zesumme mam MFP organiséiert ginn. D'Zil ass et, fir d'Echangë mat de Responsabele vun den Ekippen ze verstäerken an d'Zesummenaarbecht ze verbesseren.

Am Programme de travail 2025–2027 vum MECB sinn zudeem eng Partie Projetë virgesinn, déi d'Wuelbefanne vun den Agente stäerken an d'Effektivitéit vu Prozesser, Strukturen a Kapazitéite vum Ministère férdere sollen.

Follgenden Tableau ↑ gëtt dem honorabelen Deputéierten eng Iwwersiicht vun den uewe genannte Projeten:

Wat een allgemeng an dësem Kontext berücksichtege muss, ass, datt d'Ekipp vum MECB sech an deene leschten 10 Joer méi ewéi verduebelt huet (Stand 2025: 106 Persounen). Deen immense Wuesstem huet och en Impakt op déi intern Struktur an Organisatioun. Dofir huet mam Regierungswiessel de MECB sech eng nei Gouvernance ginn. D'Zil dovunner ass et, d'Beamten, déi eenzel Servicer, déi verschidden Direktiounen am Ministère an och déi dräi Verwaltungen, déi dem Ministère ënnerstinn (ANF, AEV, AGE), aktiv an den Entscheedungsprozess mat anzebannen.

De Cabinet ministériel organiséiert doweint zesumme mat dem Service vun de Ressources humaines reegelméisseg Réunions de service an deenen d'Agenten iwwer déi neisten Entwécklungen um Ministère informéiert ginn. Och hunn all d'Agenten d'Méiglechkeet, fir selwer Sujeten op den Ordre du jour ze setzen. De Cabinet ministériel huet reegelméisseg Reunioune mat de verschiddenen Direktiounen, fir déi lafend Dossieren ze beschwätzen. Mindestens all dräi Méint gesinn sech d'Direkteren aus dem Ministère an de Verwaltungen zesumme mam Cabinet ministériel an dem Minister am Conseil stratégique, fir d'Ëmsetzung vun den Haaptprioritéiten ze evaluéieren. D'Zil vun dëser neier Struktur ass et, Direktiounen a Beamten aktiv mat an déi strateegesch Entscheedungsprozesser vum Ministère anzebannen.

Nieft der neier interner Organisatioun, dem Sondage du personnel a sengen Atelieren a Formatiounen, sinn am MECB nach aner konkreet Mesurë geholl ginn, fir d'Wuelbefannen, d'Zefriddenheet an d'Participatioun ze stäerken esou wéi zum Beispill de Sondage „Actions positives", deen zousätzlech mam Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit am Mäerz 2025 um Ministère a sengen dräi Verwaltungen duerchgefouert gouf.

ad 2. An der Fro 1 si souwuel d'Aktiounen, déi gemaach gi sinn esou ewéi och déi, déi ënner anerem nach ustinn, opgeféiert.

Dimensions du projet GridX à Wickrange | Question **3270** (28/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Wickreng gouf mam GridX ee grousse Shoppingzenter opgemaach, dee jorelaang an och haut nach fir vill Kontroversen an Diskussioune suergt, grad well d'Regierung staark an dësem Dossier implizéiert ass.

Een Artikel op virgule.lu vum 18. November 2021 resüméiert d'Geschicht wéi follegt:

„Le site de Wickrange a une longue histoire. Voilà des années, un centre commercial devait y être construit par l'ancien propriétaire du terrain, le groupe Rollinger. Le Gouvernement de l'époque, dirigé par Jean-Claude Juncker, a refusé le projet. Guy Rollinger avait alors porté l'affaire devant les tribunaux, ne comptant pas faire une croix sur les frais déjà engagés par sa société dans le dossier (environ 200 millions d'euros). En première et deuxième instance, l'action en justice a été rejetée. Et le terrain a fini par changer de mains et d'orientation."

D'„Lëtzebuerger Land" huet an engem gudden Artikel vum 25. Mäerz 2025 de weidere Verlaf beschriwwen:

„Entre 2008 et 2010, le Gouvernement CSV-LSAP […] poussait le promoteur Guy Rollinger à abandonner son projet de centre commercial à Wickrange. C'est que sept kilomètres plus loin, à Livange, Flavio Becca projetait de construire un stade de foot national, adossé à un gigantesque ‚outlet center', un projet en partenariat public-privé, déclaré ‚d'importance nationale' par le Gouvernement. De cette guerre entre deux promoteurs, doublée d'un imbroglio politique, un troisième sortira vainqueur. En novembre 2012, le groupe Giorgetti rachète discrètement les parts à Guy Rollinger dans le projet de Wickrange."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Quadratmeeter Baufläch (versigelt Fläch) ëmfaasst de Projet GridX?

2. Wéi vill Quadratmeeter Baufläch (versigelt Fläch) hat den ofgeleente Projet vum Grupp Rollinger ëmfaasst?

Réponse (12/12/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Laut PAP, kann um Terrain vum Projet GridX eng Fläch vu maximal 4,2 Hektar (42.000 Quadratmeeter) versigelt ginn.

Den Inneministère verfüügt allerdéngs net iwwert d'Baugeneemegungspläng (déi huet d'Gemeng), sou datt e keng genau Ausso maache kann iwwert déi effektiv versigelt Fläch, déi manner héich ka si wéi déi maximal ernimmte Fläch.

ad 2. De Projet vum Grupp Rollinger baséiert op engem PAP, deen d'Versigelung vun enger Fläch vun ongeféier 2,5 Hektar (25.000 Quadratmeeter) erméiglecht huet.

Och fir dëse Projet verfüügt den Inneministère net iwwert d'Baugeneemegungspläng (déi huet d'Gemeng).

Aménagement du territoire au Limpertsberg | Question **3271** (28/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op enger Informatiounsversammlung den 23. Mee 2016 am Tramsschapp haten déi deemoleg Verantwortlech aus der fréierer Regierung souwéi der Stater Gemeng den Awunner um Lampertsbierg ee Konzept virgeluecht, fir d'Verkéierssituatioun um Lampertsbierg ze berouegen. D'Zil war et, fir bis 2027 manner schoulesch Aktivitéiten um Lampertsbierg ze hunn, fir domadder den Trafick ze berouegen. Schoul- an Unisgebaier sollten ëmgenotzt ginn, fir Wunnengen hei ze bauen. Et stellt een awer fest, dass haut am Joer 2025 awer nach ëmmer vill schoulesch Aktivitéiten am Quartier konzentréiert sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landesplanung, fir Héichschoul a Fuerschung, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler waren 2016 an de Schoulen um Lampertsbierg ageschriwwen a wéi vill Plaze fir Studente waren um Campus Lampertsbierg?
Wéi hunn sech dës Zuele bis 2025 entwéckelt?

2. Hält d'Regierung un der Zuel vu 6.000 manner Schüler bis 2027 fest, wéi et op der Versammlung presentéiert gouf?
Falls net, wat ass déi aktualiséiert Zuel?

3. Wéi vill a wéi eng Terrainen um Lampertsbierg, déi duerch d'Plënnere vu Schoulen oder der Uni fräigi sinn, goufe fir Wunnengsprojeten ëmstrukturéiert a wéi vill Wunnenge sinn hei entstanen?

Réponse (18/12/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. 2016 waren um ieweschte Lampertsbierg en Total vun 8.050 Schüler a Studenten ageschriwwen. Am Graphique ↑ heidrënner kann een d'Opdeelung vun de Schüler a Studenten op déi jeeweileg Etablissementer erausliesen.

Tëschent 2016 an 2025 sollten sech d'Schüler- a Studentenzuelen, follgendermoossen entwéckelen: ↑

Aktuell sinn um ieweschte Lampertsbierg nach ongeféier 4.050 Schüler an de béide Lycéeën a 400 Schüler an der Waldorfschoul ageschriwwen. Mëttlerweil huet ee groussen Deel vun der Universitéit Lëtzebuerg gradewéi och de Lycée Vauban (Enseignement secondaire a fondamental) de Campus Lampertsbierg verlooss. ↑

ad 2. Zil vun der Regierung ass et weiderhin, wéi och an der Informatiounsversammlung vum 23. Mee 2016 annoncéiert, d'Gesamtzuel op 1.400 Schüler um ieweschte Lampertsbierg ze reduzéieren. ↑

ad 3. Bis dato konnten nach keng Wunnengsprojeten um Lampertsbierg realiséiert ginn, well de concernéierte Lycée, d'International School Michel Lucius, säi Site nach net liberéiert huet.

Prise en charge des frais juridiques par l'État | Question **3272** (28/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger Fro N° 3127 wollt ech Informatiounen dozou, ënnert wéi enge Bedéngunge Staatsbeamten d'Affekotskäschte vum Staat virgestreckt an iwwerholl kréien. Dëst am Kontext vun engem méi bekannte Fall, wou den Ex-Generaldirekter vum Mudam Käschte virgestreckt krut.

De Minister wollt zu dësem spezifesche Fall keng ëffentlech Ausso zu dësem Dossier maachen. Et geet hei awer net drëms, een eenzelnen Dossier ze bewäerten oder Stellung zu enger Justizaffaire an hirem Contenu ze huelen, mee dorëms, ob de Staat hei den Affekot bezilt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Kann de Minister op d'mannst bestätegen, dass de Staat d'Affekotskäschten am Fall vum Ex-Generaldirekter virgestreckt huet?

2. Kann de Minister bestätegen, dass de Staat d'Affekotskäschten am Fall vum Ex-Generaldirekter iwwerholl huet?
Falls de Minister net dorobber äntwerte wëll, dann ass dovunner auszegoen, dass meng Informatioune stëmmen an de Staat bezilt den Affekot.

Réponse (16/12/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Ech ka just widderhuelen, dass ech an der Ëffentlechkeet net iwwer individuell Dossiere schwätzen.

ad 2. Ech verweisen op meng Äntwert op déi éischt Fro.

Système du chèque-service accueil (CSA) | Question **3273** (28/11/2025) de **M. Laurent Mosar** | **M. Ricardo Marques** (CSV)

Avec l'adoption du budget de l'État pour l'exercice 2026, la participation de l'État au système du chèque-service accueil (CSA) passera de 6 à 7 euros par heure et par enfant. Or, de nombreux parents m'ont rendu attentif au fait que certaines crèches ont augmenté leur taux horaire proportionnellement suite à l'annonce de cette mesure. Si cette pratique se généralise, l'objectif de la mesure, à savoir améliorer l'accès à l'éducation non formelle pour tous et apporter un soutien additionnel aux parents, perdrait son effet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment Monsieur le Ministre a-t-il informé le secteur éducation et accueil de l'augmentation de la participation de l'État au CSA ?

2) Monsieur le Ministre est-il informé de l'augmentation proportionnelle du taux horaire de la part de certaines crèches en réaction à cette mesure ?

3) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour contrecarrer cette pratique ?

Réponse (14/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a informé les représentants du secteur de l'éducation et de l'accueil dans le cadre des différentes plateformes mises en place au titre du dialogue structuré avec le secteur.
Une note d'information a été adressée à l'ensemble du secteur le 6 janvier 2026.

ad 2) Le MENJE a été informé de l'existence de différents cas isolés prévoyant une telle hausse proportionnelle des tarifs.

ad 3) Le MENJE a déposé en décembre 2025 un projet de réforme du « chèque-service accueil » qui vise notamment un allègement financier des parents dans le cadre de l'éducation non formelle.

Cette réforme prévoit l'introduction de règles de facturation uniformes et précise que les gestionnaires ne peuvent pas fixer des tarifs excédant les montants de l'aide maximale accordée.

Registre des entrevues des membres du Gouvernement | Question **3274** (01/12/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Conformément à l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement, celui-ci doit tenir un registre des entrevues ayant eu lieu entre les membres du Gouvernement et des représentant·e·s d'intérêts ou des tiers. Ce registre comprend les entrevues sollicitées à l'initiative des membres du Gouvernement ainsi que celles sollicitées à l'initiative des représentant·e·s d'intérêts ou de tiers, pour autant que ces entrevues aient eu pour objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives ou réglementaires du Gouvernement.

Le même arrêté prévoit la publication des informations relatives à ces entrevues dans les meilleurs délais et, au plus tard, six semaines après la tenue de l'entrevue, sur le site Internet du Gouvernement.

Or, selon un article du « Tageblatt » du 3 novembre (mis à jour le 5 novembre), le registre des entrevues des membres du Gouvernement n'aurait pas été tenu à jour conformément aux délais prescrits. Le Comité de déontologie du Gouvernement, qui veille à l'application des règles déontologiques, aurait constaté dès le 8 septembre un retard de mise à jour et aurait demandé que la situation soit vérifiée. D'après l'article, malgré cette intervention, des retards et dysfonctionnements auraient persisté. Le Secrétaire général du Gouvernement les aurait notamment attribués à des difficultés pratiques de collecte des informations, à des problèmes de transmission numérique en voie de résolution avec le CTIE, ainsi qu'à des erreurs ou lacunes dans certains encodages.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelles sont précisément les difficultés techniques rencontrées (type d'erreurs, fréquence) et depuis quand ?

2) Les dysfonctionnements signalés ont-ils entretemps été résolus et le registre actuellement en ligne est-il intégralement à jour ?
2.1) Dans l'affirmative, Monsieur le Premier ministre peut-il confirmer qu'aucune entrevue à déclarer n'a eu lieu, depuis les dernières réunions déclarées, en ce qui concerne les membres du Gouvernement responsables des ressorts :
– du Ministère d'État depuis le 10/01/2025 ;
– des Affaires étrangères et européennes, la Coopération, le Commerce extérieur et la Grande Région depuis le 25/04/2024 ;
– de la Défense depuis le 27/03/2025 ;
– du Logement depuis le 27/03/2025 ;
– de l'Économie depuis le 30/06/2025 ;
– des Petites et moyennes entreprises depuis le 25/06/2025 ;
– du Tourisme depuis le 14/03/2024 ;
– de l'Agriculture, l'Alimentation et la Viticulture depuis le 13/11/2024 ;
– de l'Égalité des genres et la Diversité depuis le 02/05/2025 ;
– des Affaires intérieures depuis le 21/05/2025 ;
– du Travail depuis le 30/06/2025 ;
– de l'Environnement, le Climat et la Biodiversité depuis le 13/11/2024 ;
– de la Justice depuis le 02/12/2024 ;
– de la Culture depuis le 04/02/2025 ?
2.2) Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles les dysfonctionnements n'ont pas encore été entièrement clarifiés et résolus ?
2.3) Toujours dans la négative, dans quel délai une solution complète est-elle attendue, sachant que Monsieur le Premier ministre avait déjà indiqué, dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0667 du 29 avril 2014, que son Ministère avait chargé le CTIE, dans un souci de simplification, d'efficacité et de transparence, « d'apporter les changements nécessaires à l'application informatique » ?
2.4) Dans ce contexte, le CTIE a-t-il établi un plan d'action, un calendrier et des jalons pour stabiliser/moderniser la plateforme ?

3) Quels mécanismes assurent que toutes les entrevues « à déclarer » sont effectivement reprises dans le registre ?

4) Monsieur le Premier ministre partage-t-il l'avis qu'un lien clairement visible sur la page d'accueil de gouvernement.lu vers la rubrique « Déontologie : Déclarations et registres » faciliterait l'accès aux registres et renforcerait la transparence ? Le Gouvernement prévoit-il d'améliorer la visibilité de ces documents ?

Réponse (07/01/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Soit-il à titre liminaire mentionné que « l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques du Gouvernement » n'est plus en vigueur. Pour les besoins de la réponse, il est présumé que Mme la Députée se réfère au Règlement intérieur du Gouvernement, lequel prévoit, dans son annexe D, le « Code de déontologie des membres du Gouvernement » et plus précisément en son article 5, le registre des entrevues des membres du Gouvernement.

ad 1) Après la création d'une entrevue sur la plateforme, l'utilisateur a le choix entre deux « boutons », « Enregistrer » et « Soumettre pour vérification ». Il semble que certains utilisateurs avaient inconsciemment sélectionné l'option « Enregistrer ». Cependant, cette option permet à l'utilisateur de sauvegarder son entrevue dans la perspective de pouvoir la modifier dans le futur avant de la transmettre au Secrétariat général du Gouvernement. Il s'agit donc d'une étape préliminaire à la transmission. Il s'agit de cinq cas de figure isolés.

De même, certains utilisateurs s'étaient, dans un premier temps, connectés sur l'environnement « test » de la plateforme qui avait été créé en 2022 à des fins de familiarisation avec la plateforme.

ad 2) Les utilisateurs concernés ont été informés et la plateforme a été adaptée afin d'alerter les utilisateurs lors de l'enregistrement que l'entrevue n'est pas encore soumise. Ce problème a été signalé au CTIE en date du 3 novembre 2025 et a été résolu le 12 novembre 2025.

Le registre est actuellement intégralement à jour avec les entrevues à déclarer.

ad 2.1) Il est rappelé que le champ d'application du registre des entrevues se limite aux « entrevues [qui

ont] eu comme objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives et réglementaires ».

Chaque membre du Gouvernement est responsable de la déclaration de ses propres entrevues.

ad 2.2) n. a.

ad 2.3) n. a.

ad 2.4) Le CTIE a été alerté en date du 3 novembre 2025 et a résolu le problème en date du 12 novembre 2025.

ad 3) Comme mentionné à la question 2.1), chaque membre du Gouvernement est responsable de la déclaration de ses propres entrevues.

Afin de s'assurer que toutes les entrevues « à déclarer » le soient effectivement, il est, d'une part, procédé à la sensibilisation des conseillers et des agents en charge de la gestion de la plateforme dans les différents ministères et, d'autre part, un échange permanent a lieu entre les ministères et le Secretariat général afin de soutenir les ministères dans leurs obligations de déclaration telles que prévues par l'annexe D et F du Règlement interne du Gouvernement.

ad 4) Le Gouvernement a maintenu la présentation existante faite par le Gouvernement précédent. En effet, le Gouvernement est d'avis que la présentation mise en place en la matière sous le précédent Gouvernement qui permet de retrouver au même endroit toutes les publications relatives aux obligations déontologiques du Gouvernement (déclarations, cadeaux, entrevues) et des conseillers (cadeaux et entrevues), reste tout à fait appropriée.

Restructuration du groupe Auchan | Question **3275** (01/12/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 25 novembre 2024, le groupe de distribution Auchan a annoncé un projet de restructuration d'envergure en France. Confronté à des difficultés économiques persistantes, le distributeur prévoit de basculer l'ensemble de ses 261 supermarchés français sous les enseignes Intermarché et Netto. Cette opération, qui représente 3,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et concerne 11.400 salariés, prendrait la forme d'un modèle de franchise inédit prévu pour une durée minimale de dix ans.

Cette restructuration s'inscrit dans un contexte plus large de difficultés du groupe Auchan, qui a notamment annoncé en novembre 2024 la suppression de 2.389 postes en France. Le plan social en question a été invalidé par le tribunal administratif de Lille le 23 septembre 2024, bien qu'Auchan ait fait appel de ce jugement.

Au Luxembourg, Auchan Retail exploite 27 magasins sous enseigne, employant au total environ 1.400 collaborateurs. L'hypermarché de Kirchberg constitue à lui seul une infrastructure commerciale majeure pour la région de la capitale.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations concernant l'impact potentiel de la restructuration du groupe Auchan sur ses opérations au Luxembourg ?

2) Les magasins Auchan au Luxembourg sont-ils concernés par le projet de bascule vers les enseignes Intermarché et Netto, ou par d'autres mesures de restructuration ?

3) Combien de personnes sont actuellement employées par Auchan au Luxembourg et quelles garanties peuvent être données concernant le maintien de ces emplois ?

4) Dans l'hypothèse où des changements seraient envisagés pour les opérations luxembourgeoises d'Auchan, quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il pour protéger les intérêts des salariés et assurer la continuité de l'offre commerciale dans les zones concernées ?

Réponse (05/12/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas d'informations concernant un impact potentiel des restructurations du groupe Auchan en France sur le Luxembourg.

ad 2) Le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur le projet de restructuration du groupe Auchan en France. Le Gouvernement ne dispose pas non plus d'informations qui confirmeraient un tel projet pour les magasins au Luxembourg.

ad 3) Auchan Luxembourg SA emploie actuellement 1.108 salariés. Le Gouvernement ne dispose pas d'informations concernant des intentions d'Auchan de réduire ses effectifs au Luxembourg.

Il convient de noter que l'employeur est responsable de l'organisation et de la structure de son entreprise. De manière générale, le Gouvernement accorde une grande importance au maintien des emplois. À cette fin, divers instruments légaux de maintien dans l'emploi sont à disposition (tels que le plan de maintien dans l'emploi, le prêt temporaire de main-d'œuvre ou le chômage partiel), et le Gouvernement encourage les entreprises à y recourir en cas de nécessité.

ad 4) À l'heure actuelle, le Gouvernement ne dispose pas d'informations confirmant de telles opérations pour les magasins Auchan au Luxembourg.

Service de type SePAS au sein de l'enseignement fondamental | Question **3276** (01/12/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Dans le cadre de l'organisation récente du « Zuch vun der Demokratie » à la Chambre des Députés, plusieurs enfants ont exprimé la doléance qu'un Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS), tel qu'il existe dans les lycées, puisse également être mis en place pour l'enseignement fondamental. Ils ont souligné que, tout comme les élèves plus âgés, les plus jeunes peuvent eux aussi être confrontés à des difficultés personnelles, familiales, émotionnelles ou scolaires, et qu'un accompagnement spécialisé à proximité pourrait leur apporter un soutien précieux.

Si les structures actuelles de l'éducation fondamentale proposent déjà certains dispositifs d'aide, la question se pose de savoir s'ils répondent pleinement aux besoins croissants des élèves plus jeunes, et si une extension ou une adaptation du modèle SePAS pourrait constituer une réponse plus systématique et plus facilement accessible.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment le Gouvernement accueille-t-il la demande formulée par les élèves dans le cadre du « Zuch vun der Demokratie » en faveur d'un service de type SePAS au sein de l'enseignement fondamental ?

2) De quelle manière le ministère suit-il l'évolution des besoins psycho-sociaux des élèves de l'enseignement fondamental, et sur quelles analyses ou données s'appuie-t-il pour orienter ses décisions dans ce domaine ?

3) Existe-t-il des réflexions ou des projets concrets visant à créer un service psycho-social similaire au SePAS dans l'enseignement fondamental ?

4) Dans quelle mesure le Gouvernement envisage-t-il de renforcer et, le cas échéant, d'élargir la collaboration existante entre les enseignants, les services d'inclusion et les acteurs psycho-sociaux, voire d'y associer des équipes médicales lorsque cela s'avère pertinent, afin d'assurer un accompagnement encore plus cohérent et accessible aux élèves du fondamental présentant des besoins particuliers ?

Réponse (14/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

L'organisation de l'enseignement fondamental diffère de celle de l'enseignement secondaire et requiert, à ce titre, une approche spécifique. Cette complexité est renforcée par le nombre élevé d'établissements et d'infrastructures concernés, à savoir 164 écoles réparties sur près de 400 bâtiments scolaires, ce qui constitue un défi organisationnel majeur. Compte tenu des variations importantes entre les établissements, tant en ce qui concerne la composition socio-culturelle et socio-économique de leur population scolaire que leurs effectifs – la plus petite école du pays accueillant, par exemple, 102 élèves, contre 996 pour la plus grande – , l'attribution d'un service autonome à chaque école ne se révélerait pas pertinente. Il convient dès lors de privilégier une approche davantage flexible, rendue possible grâce à un dispositif structuré aux niveaux local, régional et national.

Avec la mise en place du dispositif à trois niveaux, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a investi des ressources considérables dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques. Il s'agissait de créer une offre cohérente qui couvre tout le pays de manière à garantir à l'ensemble des élèves concernés un accès équitable à des prestations de qualité axées sur leurs besoins individuels.

L'encadrement d'élèves à besoins éducatifs spécifiques s'organise aujourd'hui à plusieurs niveaux : au niveau local, chaque classe dispose d'un titulaire de classe, qui constitue la première personne de référence et de confiance pour ses élèves en général et qui assure, en concertation avec l'équipe pédagogique, une prise en charge davantage renforcée en cas de difficultés. Au cas où le titulaire de classe observe un changement de comportement d'un élève et dès que des difficultés apparaissent, il lui appartient d'engager un dialogue avec l'élève concerné, d'en analyser les causes potentielles et de mettre en œuvre, le cas échéant après concertation avec l'équipe pédagogique et les parents, les mesures appropriées.

L'instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) soutient les équipes pédagogiques dans la prise en charge des élèves présentant des difficultés d'apprentissage ou des besoins socio-émotionnels. Outre l'assistance en classe des élèves concernés, l'I-EBS assure le lien avec les acteurs régionaux et, le cas échéant, nationaux.

Depuis la rentrée scolaire 2024-2025, les assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS) contribuent à la prise en charge des élèves à besoins spécifiques en assistant ces derniers dans la réalisation des gestes de la vie quotidienne et en favorisant leur participation aux activités prévues dans tous les lieux de la vie scolaire.

Si les difficultés persistent, l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) peut apporter une assistance complémentaire au niveau régional. Elle effectue un diagnostic suite auquel elle décide soit de conseiller le titulaire de classe et l'équipe pédagogique, l'I-EBS et l'école, ainsi que les parents concernés dans la mise en œuvre de la prise en charge qui peut être proposée par la Commission d'inclusion (CI), soit d'assurer elle-même une prise en charge de l'élève à besoins éducatifs spécifiques, telle qu'arrêtée par la CI.

Au niveau national, la Commission nationale d'inclusion (CNI) est saisie de toute demande en vue d'une intervention spécialisée ambulatoire, d'une scolarisation spécialisée, d'une mesure de rééducation et de thérapie ou d'ateliers d'apprentissage spécifiques par un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée.

Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques a fait l'objet en 2022 d'une évaluation[5] afin de continuer à développer davantage l'inclusion scolaire au Luxembourg. Cette évaluation comprenait une enquête auprès des différents acteurs impliqués dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques, y compris les directeurs de région adjoints qui président les commissions d'inclusion, le personnel de l'ESEB et les enseignants. Bien que l'évaluation ait confirmé en grande partie le bien-fondé de la politique existante en matière d'inclusion scolaire, elle a mis en exergue différents points qui demandaient une attention particulière dans le cadre d'une amélioration continue du dispositif et de ses composantes.

Les dispositions modificatives apportées à la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental par le biais de la loi du 30 juin 2023 tiennent entre autres compte de l'évaluation réalisée en 2022 :

– À la suite de la modification des dispositions légales, les délais obligatoires de mise en place de mesures et, plus spécifiquement, de la phase de diagnostic, ont été réduits (quatre semaines pour la Commission d'inclusion respectivement trois mois pour les centres de compétences)[6].
– L'évaluation avait constaté des freins et des obstacles à l'inclusion rencontrée sur le terrain. La création du poste A-EBS constitue une réponse à ces défis. Il s'agit d'une nouvelle fonction au sein des établissements de l'enseignement fondamental. Les A-EBS assistent les I-EBS et aident les élèves à besoins éducatifs spécifiques au niveau des soins d'hygiène afin de faciliter la participation de ces élèves à la vie scolaire.[7]
– Depuis l'adaptation des dispositions légales en 2023, un élève peut directement solliciter l'ESEB pour demander un conseil ou une guidance favorisant son bien-être, son autonomie, son épanouissement personnel et sa participation à la vie scolaire.
– Les résultats de l'enquête ont également révélé qu'il existait toujours un besoin d'information par rapport aux principes de l'éducation inclusive et du dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques. C'est dans ce contexte qu'a été créé le Service national de l'éducation inclusive (SNEI) qui a pour but de promouvoir l'éducation inclusive et de développer la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

Par la suite et sur la base du programme gouvernemental 2023-2028, le dispositif a fait l'objet d'un développement significatif au cours des dernières années, et le recrutement de spécialistes à différents niveaux se poursuit. Cela comprend, outre l'extension des I-EBS et des A-EBS, un renforcement de l'ESEB.

Dans ce contexte, il a notamment été constaté que les équipes d'assistance de l'ESEB interviennent souvent uniquement dans une ou deux écoles de leur région. Cette évolution a fait de l'ESEB un interlocuteur supplémentaire et accessible pour les élèves concernés.

Les difficultés observées dans le développement des compétences des élèves trouvent fréquemment leur origine dans leur contexte familial. Comme précisé dans le programme gouvernemental 2023-2025, la coopération entre l'éducation formelle et l'Aide à l'enfance et à la famille sera dès lors renforcée, afin de soutenir les élèves dont les difficultés scolaires résultent d'un environnement familial vulnérable. Cette collaboration accrue permet de mettre en place, de manière rapide, des aides adaptées à la situation à l'origine de la détresse. À cette fin, une nouvelle mesure, le service social scolaire (ONE-Schouldéngscht), a été élaborée. Elle vise à instaurer un lien direct entre le personnel enseignant, la famille et l'Office national de l'enfance (ONE), lequel est ainsi en mesure de déterminer la prise en charge la plus appropriée pour favoriser le développement des compétences, en particulier des compétences socio-émotionnelles.

Outre l'analyse susmentionnée du dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques, les « Épreuves standardisées » (ÉpStan) constituent un outil essentiel de monitoring scolaire au Luxembourg. Ces tests évaluent de manière standardisée les compétences dans les domaines clés de la formation scolaire, ainsi que des aspects centraux de la qualité de l'enseignement, du climat d'école et de classe, et de la motivation des élèves à apprendre. Sur la base de ces données, les ÉpStan fournissent des informations pertinentes qui contribuent de manière significative au pilotage et à la recherche empirique en matière de formation, et permettent d'évaluer objectivement la performance, l'équité et l'évolution à long terme du système scolaire luxembourgeois. Elles recueillent entre autres des données importantes sur la motivation des élèves et sur le climat d'école et de classe. Ces informations sont communiquées au niveau des classes et des écoles, permettant ainsi aux établissements scolaires ainsi qu'aux directions de région de tirer les conclusions nécessaires au niveau local et de les intégrer dans leur Plan de développement scolaire (PDS) respectif.

Accès des mineurs à la pornographie en ligne et mécanismes de vérification de l'âge | Question **3277** (01/12/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

An engem rezenten Artikel an der lëtzebuergescher Press gouf drop higewisen, datt grouss international Pornoplattformen, dorënner Pornhub, an e puer Länner (z. B. am Vereenegte Kinnekräich, an eenzelnen US-Bundesstaaten oder a Frankräich) e massive Réckgang vum Trafick verzeechent hunn, nodeems do strikt gesetzlech Obligatioune fir d'Altersverifikatioun agefouert goufen. D'Maison-mère vun dëse Plattformen, Aylo, déi juristesch zu Lëtzebuerg domiciliéiert ass, schwätzt vu Réckgäng vu bis zu 80 % vum Trafick a rifft gläichzäiteg déi grouss Tech-Konzerner dozou op, „device-based" Altersverifikatiounssystemer ze entwéckelen, déi um Niveau vum Betribssystem oder vum Apparat selwer ugewant ginn, an net méi op all eenzelem Site.

Gläichzäiteg ginn europäesch an national Institutiounen ëmmer nees drop opmierksam, datt d'fräi Accessibilitéit vu pornographeschem Contenu fir Kanner a Jugendlecher e wuessende Risiko fir hir Entwécklung duerstellt, an et gëtt op EU-Niveau am Kader vum Digital Services Act souwéi an eenzele Memberstaaten u méi effikassen Alterskontrollmechanisme geschafft.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Connectivitéit stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Problematik an, datt Kanner a Jugendlecher zu Lëtzebuerg haut relativ einfach op fräi zougänglech Pornoplattformen zougräife kënnen?

2. Ass d'Regierung derfir op, zu Lëtzebuerg eng spezifesch gesetzlech Obligatioun anzeféieren, déi virgesäit, datt Websäite mat enger gewësser Proportioun u pornographeschem Contenu nëmme kënnen aus Lëtzebuerg eran erreechbar sinn, wann eng verifizéiert Alterskontroll fir Benotzer iwwer 18 Joer implementéiert ass?

3. Wéi steet d'Regierung zu där vun Aylo proposéierter „device-based" Altersverifikatioun, wou den Alter iwwer de Betribssystem eemol verifizéiert gëtt an duerno iwwer eng sécher API un d'Websäiten iwwermëttelt gëtt?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. De Schutz vu Kanner a Jugendlechen am Internet ass eng Prioritéit fir d'Regierung. D'Zil ass et, e séchert a virun allem och altersgerecht Ëmfeld ze schafen, an deem Kanner a Jugendlecher duerchaus Chancen a Virdeeler vum Internet kënnen notzen – ouni de Risiken duerch schiedlech Inhalter ausgesat ze sinn.

Fir dëse Schutz ze stäerken, gouf am Summer 2025 en interministeriellen Aarbechtsgrupp gegrënnt, deen sech besonnesch mat den Theeme vun der digitaler Majoritéit an der Altersverifikatioun am Internet beschäftegt. Dës Initiativ ënnersträicht de politesche Wëllen, d'Fro vun der Altersverifikatioun transversal unzegoen an op nationalem Niveau ofgestëmmten a kohärent Léisungen auszeschaffen.

Et sief ënnerstrach, datt et och haut schonn eng Rei gesetzlech Bestëmmunge gëtt, fir Kanner a Jugendlecher – mee och allgemeng d'Ëffentlechkeet – viru bestëmmten Online-Inhalter ze schützen. Sou sinn d'Ubidder vu Pornoplattformen, laut dem Gesetz iwwer audiovisuell Meedien[8], verflicht, appropriéiert Moossnamen ze ergräifen, fir den Zougang zu hire Sitten op Erwuessener ze limitéieren. D'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel („ALIA") ass zoustänneg, fir dëst ze kontrolléieren. D'ALIA huet am August 2025 beispillsweis eng Geldstrof géint e Fournisseur wéinst engem Verstouss an dësem Beräich ausgeschwat.[9]

Och de Projet de loi 8625 iwwer d'Meedien hält dës Obligatioune bäi, präziséiert a verstäerkt se nach, a gëtt der ALIA d'Missioun, Richtlinne fir Altersverifikatiounssystemer auszeschaffen. D'Sanktiounen, déi d'ALIA kann ausschwätzen, sollen och vu 25.000 op 250.000 Euro erhéicht ginn.

Zousätzlech verpflicht d'EU-Reglement, den „Digital Services Act" (DSA)[10], d'Ubidder vun Online-Platt-

[5] Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. (2022). Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques au Grand-Duché de Luxembourg, Rapport d'évaluation 2022
[6] Article 27ter de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et art. 28 de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire
[7] Article 27bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[8] Loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques
[9] Décision de l'ALIA du 7 août 2025, réf. DÉCISION DEC024/2025 – A001/2025.
[10] Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)

formen, Moossnamen ze huelen, fir den Dateschutz, d'Sécherheet an de Schutz vu Kanner a Jugendlecher op hire Servicer ze garantéieren. Bei ganz grousse Pornoplattformen, déi am DSA ënner d'Kompetenz vun der Europäescher Kommissioun falen, huet d'Kommissioun am Mee 2025 och Enquêten am Kontext vun der Altersverifikatioun opgemaach[11].

ad 2. D'Regierung engagéiert sech fir eng effikass ëmgesaten Altersbegrenzung fir Online-Inhalter, déi schiedlech fir déi psychesch oder physesch Gesondheet vu Kanner a Jugendleche sinn.

Et ass dofir wichteg nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt haut schonns kloer Obligatioune bestinn: d'Ubidder vu Plattformen, op deene pornografesch Inhalter ze fanne sinn, si verantwortlech, fir déi néideg Moossnamen ze ergräifen, datt Mannerjäreger keen Accès op dës Inhalter kënne kréien. Dëst gëtt, wéi an der Äntwert op déi éischt Fro beschriwwen, national vun der ALIA kontrolléiert. Dëst fir déi Pornoplattformen, déi hei am Land etabléiert sinn, sou wéi et europäesch de Prinzipp vum „pays d'origine" juristesch virgesäit.

Wat doriwwer eraus eng Altersbegrenzung an Alterskontroll op anere Plattformen ugeet – wou dann deelweis och d'Fro vun der digitaler Majoritéit eng Roll spillt, zum Beispill bei enger allgemenger Alterslimitt fir sozial Meedien –, ënnerstëtzt Lëtzebuerg aktuell eng gemeinsam europäesch Approche. Lëtzebuerg gehéiert dofir zu de Memberstaate vun der Europäescher Unioun, déi den 10. Oktober 2025 d'Jutland-Deklaratioun ënnerschriwwen hunn. Dës Deklaratioun recommandéiert ënner anerem d'Aféierung vun effizienten an dateschutzkonformen Altersverifikatiounsmechanismen op soziale Meedien an aneren digitale Servicer, déi e signifikante Risiko fir Kanner a Jugendlecher duerstelle kënnen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt och d'Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, fir datt en Expertegrupp elo Recommandatioune fir eng gemeinsam europäesch Approche an dësem Beräich ausschafft. D'Regierung ass ganz kloer der Meenung, datt Altersverifikatioun an Altersbegrenzung op soziale Meedie wierksam kënne sinn, wann se duerch eng harmoniséiert europäesch Approche ëmgesat ginn. An deem Sënn ass et d'Präferenz vun der Regierung, datt eng problematesch Fragmentéierung, falls méiglech, an der EU hei evitéiert gëtt an dës Reegelen derno an allen EU-Memberstaate gëllen. Sollt op europäeschem Niveau awer keng konkreet Léisung ëmgesat ginn, kënnt eng national Reegelung a Betruecht.

ad 3. D'Regierung verfollegt aktuell eng technologie-oppen Approche bei der Altersverifikatioun, mat enger harmoniséierter europäescher Approche als kloer Prioritéit.

Zousätzlech ass d'ALIA zoustänneg fir ze evaluéieren, ob d'Moossnamen, déi d'Ubidder vu Plattformen huelen, d'Obligatiounen am Beräich vum Jugendschutz och tatsächlech erfëllen.

Radiation du registre principal | Question **3278** (01/12/2025) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Il m'a été rapporté qu'une famille aurait été radiée du registre principal d'une commune du jour au lendemain, alors qu'elle y résidait depuis plusieurs années et que l'habitation concernée était occupée par des familles depuis plusieurs générations.

Sans vouloir entrer dans un cas individuel, cette situation soulève néanmoins des questions quant aux procédures applicables.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles sont les conditions légales et administratives qui peuvent mener à la radiation d'une personne ou d'une famille du registre principal d'une commune ?

2) Quels éléments concrets une commune doit-elle vérifier avant de pouvoir procéder à une telle radiation ?

3) Quelle procédure doit être respectée par la commune ?

4) Quelles sont les conditions et règles à respecter par une commune avant de pouvoir procéder à une radiation du registre principal, spécifiquement dans une situation où une personne ou famille habite dans un logement depuis plusieurs années et où ce logement a été occupé historiquement par plusieurs générations ?

Réponse (18/12/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'article 31, paragraphe 1er, alinéa 1er, de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques (ci-après « loi RNPP ») prévoit différents cas de figure menant à la radiation d'une personne inscrite sur le registre communal.

L'administration communale ne peut procéder à la radiation du registre communal que lorsque la personne concernée se trouve dans un des cas de figure fixés à l'article prémentionné.

ad 2) L'article 31 de la loi RNPP ne prévoit pas d'éléments concrets à vérifier par la commune avant de pouvoir procéder à la radiation du registre communal.

En cas de doute sur la réalité ou la continuité de la résidence habituelle déclarée d'une personne inscrite au registre communal, l'administration communale a un pouvoir de vérification conformément à article 22, paragraphe 2 de la prédite loi.

ad 3) La radiation d'une personne du registre communal doit être effectuée conformément aux dispositions de la loi RNPP et du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes (« PANC »).

En cas de doute sur la réalité de l'existence ou de la continuité de la résidence habituelle de l'administré à l'adresse indiquée, le bourgmestre ou l'agent délégué inscrit la personne concernée, sur base des articles 22, paragraphe 2 et 27, paragraphe 1er, point b, de la loi RNPP, sur le registre d'attente et lui demande d'apporter la preuve de la résidence habituelle.

L'autorité communale informera l'administré de son intention de procéder à une éventuelle radiation et lui accordera un délai d'au moins huit jours pour présenter ses observations, le tout dans le respect de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes.

À défaut de preuve suffisante, le bourgmestre ou l'agent délégué, demande à la Police grand-ducale d'effectuer une enquête administrative et d'établir un rapport conformément à l'article 22, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi RNPP.

Ensuite, le bourgmestre ou l'agent délégué doit prendre une décision endéans les huit jours à partir de la remise du rapport par la Police grand-ducale. En fonction des éléments en cause, la décision conduira soit à l'inscription sur le registre principal, soit au maintien de l'inscription sur le registre d'attente soit à la radiation du registre communal.

Toute décision prise par l'autorité communale devra être motivée et notifiée à l'administré conformément à l'article 22, paragraphe 2, alinéas 8 et 9 de la loi RNPP.

Si le rapport de la Police grand-ducale n'est pas remis dans le délai de deux mois à partir de la demande d'enquête, la personne concernée est inscrite sur le registre principal, sans préjudice des dispositions des articles 27 et 31 de la prédite loi.

Finalement, les décisions de maintien sur le registre d'attente ainsi que de radiation du registre communal doivent respecter les règles prévues aux articles 6 et 14 du règlement grand-ducal précité. Elles devront être motivées et contenir plusieurs éléments d'informations dont les voies de recours.

ad 4) Les règles procédurales ont déjà été expliquées dans la réponse à la question n° 3.

Le fait qu'un logement ait été occupé historiquement par plusieurs générations est sans incidence sur la procédure fixée par la loi RNPP. En effet, la durée d'occupation du logement n'est pas un élément que l'administration communale doit vérifier respectivement prendre en compte dans le cadre d'une procédure en vue d'une radiation du registre communal.

Prévention des abus de pouvoir dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel au Luxembourg | Question **3279** (02/12/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

À l'occasion de la dernière édition des Lëtzebuerger Filmpräisser, des voix issues du milieu du cinéma ont souligné que des rapports de pouvoir déséquilibrés et des comportements abusifs continuent d'exister. Ces témoignages mettent en lumière la vulnérabilité particulière des femmes, en particulier des jeunes professionnel·le·s, dans un secteur marqué par de fortes hiérarchies, une grande dépendance à la réputation et des contrats souvent précaires.

Au regard de ces constats, il paraît essentiel de s'interroger sur les dispositifs existants et à développer afin de garantir un environnement de travail sûr, respectueux et équitable pour toutes les personnes actives dans le domaine cinématographique et audiovisuel, d'autant plus qu'un grand nombre de productions bénéficient d'un soutien financier public.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Quels mécanismes de prévention, d'accompagnement et de signalement des comportements abusifs ou inappropriés existent actuellement dans le secteur audiovisuel et cinématographique, notamment au sein des structures soutenues ou subventionnées par l'État ? Le ministre dispose-t-il de données ou de retours formels (p. ex. nombre de signalements) concernant de tels incidents au cours des dernières années ?

2) Le ministère entend-il intégrer ou renforcer, dans les critères d'octroi des aides publiques au cinéma et à l'audiovisuel, des exigences générales en matière de prévention du harcèlement, des abus de pouvoir et des risques psychosociaux sur les lieux de tournage ? Le cas échéant, quelles sont les orientations que le ministère poursuit à cet égard ?

[11] https://digital-strategy.ec.europa.eu/fr/news/commission-opens-investigations-safeguard-minors-pornographic-content-under-digital-services-act

Réponse (13/01/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1) Le Gouvernement adopte une approche « tolérance zéro » face à toute forme de comportements abusifs ou inappropriés.

Ainsi, et dans l'objectif de contribuer à des environnements de travail sains et sécurisés dans le secteur de la production audiovisuelle, le FilmFund Luxembourg a pris les devants et a organisé en 2024 et 2025 des formations spécifiques au sujet de la prévention et de la lutte contre le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles au travail. Ces formations étaient adressées aux professionnels du secteur et la participation était obligatoire pour les producteurs qui veulent prétendre aux aides du Fonds.

À ce jour, 51 producteurs ou professionnels liés à une société de production, et 125 autres professionnels ont participé à ces séminaires.

L'objectif de ces formations était :

– de rappeler aux travailleurs de l'audiovisuel leurs obligations et responsabilités en termes de prévention afin d'éviter les risques de violences sexistes et sexuelles au travail, notamment en leur fonction d'employeurs ;
– d'informer les autres professionnels, surtout indépendants et/ou en situation d'employé du secteur sur la situation juridique, les initiatives de défense, les dispositifs de recours et la jurisprudence en la matière.

Lors de ces formations, différents témoignages anonymes ont été recueillis par les formatrices lesquelles ont entamé un échange informel avec les personnes concernées et les aguillent dans les démarches possibles.

Un manuel de suivi conçu pour le secteur a été développé, contenant un toolkit – définitions, terminologie, exemples pratiques – et une liste de contacts et d'appuis ainsi qu'un récapitulatif des principaux points de la formation. Ce manuel est disponible sur le site web du FilmFund et en cours de diffusion au sein du secteur audiovisuel luxembourgeois.

Par ailleurs, il est important de noter que plusieurs sociétés de production audiovisuelle luxembourgeoises ont recours à des référents « harcèlement » à l'intérieur de leurs sociétés pour des tournages au Grand-Duché dans un souci de minimisation de risque.

Le FilmFund se trouve de surcroît parmi les signataires de la Charte de déontologie pour les structures culturelles, mise en place par le Ministère de la Culture en 2022, et qui s'oppose « à toute forme de discrimination, de harcèlement, de pression ou de représailles ». Introduit par cette charte, le comité de déontologie du Ministère de la Culture est l'organe de contact au sein du secteur culturel pour les signalements de tout cas d'abus ou de non-respect de la charte.

Si les actions du ministère en matière de prévention ne visent pas le secteur cinématographique en particulier, un nombre de formations sont proposées pour les employés et le personnel dirigeant, afin de sensibiliser les acteurs culturels sur le mobbing, mais aussi sur la création de « safe spaces » lors de manifestations culturelles. Ces formations rencontrent un grand intérêt et sont proposées en fonction de la demande.

Le ministère est de surcroît en lien étroit avec les fédérations et entend développer avec elles un réseau de sensibilisation au sujet des différentes formes d'abus et de harcèlement.

Un nombre très restreint de signalements a été porté à la connaissance du Ministère de la Culture. Le Gouvernement est pleinement conscient que, dans un secteur culturel de taille restreinte tel que celui du Luxembourg, la crainte de perdre l'anonymat ou de subir des représailles constitue un frein structurel majeur à la dénonciation des faits. C'est dans ce contexte que le ministère considère des prises de parole publiques, telles que l'intervention de Sophie Mousel lors de la dernière édition du Filmpräis, comme particulièrement importantes, et réaffirme sa volonté de poursuivre et de renforcer les actions de sensibilisation afin de favoriser la libération de la parole et la confiance dans les dispositifs existants.

Le Ministère de la Culture se réjouit également de l'ouverture du Centre national pour victimes de la violence par le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité. Ce centre répond à une demande du secteur culturel de longue date, portée par le groupement Unmute Power Abuse. Une présentation par les responsables du CNVV et de ses missions, destinée aux artistes et aux structures culturelles, a été organisée le 4 décembre 2025.

En janvier 2026 sera organisée une matinée conjointe entre le Ministère de la Culture et le Centre culturel Neimënster sur la protection des mineurs au sein des structures et manifestations culturelles.

ad 2) Les formations mentionnées ci-avant ont été rendues obligatoires pour les producteurs qui veulent bénéficier d'une aide du FilmFund. Tout manquement à cette obligation peut conduire à l'irrecevabilité des futures demandes d'aides financières.

D'autres pistes d'action pour renforcer la lutte contre le harcèlement et les violences sexistes sont en cours d'étude.

Par ailleurs, l'équipe du FilmFund Luxembourg continue à se former, notamment en participant aux formations précitées, proposées par le Ministère de la Culture au sujet du harcèlement et « safe spaces » dans le secteur culturel, et en suivant les actualités et les dispositifs dans ce domaine qui sont mis en service à échelle régionale et/ou européenne.

Activités de la Croix-Rouge russe liées à la guerre en Ukraine | Question **3280** (02/12/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans les derniers jours et semaines, plusieurs investigations journalistiques, publiées notamment par « Der Standard » et le média russe en exil « Meduza », ont mis en évidence les liens étroits entre la Croix-Rouge russe (CRR) et le Kremlin, qui se traduit dans une implication croissante de la CRR dans des activités et efforts d'activités de propagande en soutien à la guerre d'agression que mène la Russie en Ukraine depuis plus de trois ans. Il apparaît notamment que la CRR collabore étroitement avec le Mouvement des premiers, une organisation nationaliste de jeunesse pilotée par le Kremlin. Ce mouvement organise, entre autres, les jeux de simulation de guerre « Zarnitsa » et, en coopération avec la CRR, des compétitions de premiers secours auxquelles participent également des enfants issus des régions ukrainiennes occupées. La collaboration avec ce mouvement est ainsi explicitement mentionnée comme un objectif stratégique dans la feuille de route de la CRR à l'horizon 2028. D'autres révélations indiquent la présence physique de la CRR dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie. Une enquête basée sur des fuites provenant du Kremlin a révélé que l'État russe aurait financé la CRR pour ouvrir des bureaux dans ces régions. À titre d'exemple, l'antenne de la CRR de Donetsk publie régulièrement des photos de ses activités sur les réseaux sociaux, tandis que celle de Zaporijjia figure officiellement dans un registre de l'État russe. Ces pratiques contreviennent de manière flagrante aux principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, selon lesquels chaque société nationale doit se limiter à opérer sur son propre territoire, dans le respect de la neutralité, de l'impartialité et de l'indépendance.

Parallèlement, la CRR continue à bénéficier de financements substantiels de la part du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC).

Selon les informations publiées récemment, ces versements ont même augmenté depuis le début de la guerre en Ukraine. En 2024, le CICR et l'IFRC auraient ainsi versé ensemble 13,5 millions d'euros à la CRR, ce qui représenterait plus de 25 % du budget annuel. Dans ce contexte, il est pertinent de remarquer que le CICR et l'IFRC perçoivent leurs financements pour une large part de contributions de donateurs internationaux, parmi lesquels de nombreux États et institutions, dont l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelle est la position du Gouvernement à la suite de ces révélations ? Le cas échéant, quelles actions envisage-t-il pour garantir que chaque comité national de la Croix-Rouge respecte pleinement les standards et principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ?

2) Compte tenu du principe de neutralité de la Croix-Rouge, à combien se sont élevées les contributions du Luxembourg à la Croix-Rouge en 2024 et en 2025, et quelles mesures le Gouvernement a-t-il mises en place pour s'assurer que ces fonds ne bénéficient pas à la Croix-Rouge russe ?

3) Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de prévenir que les financements versés à la Croix-Rouge ne profitent à un comité national qui ne respecterait pas ses obligations ou agirait en contradiction avec les principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ?

Réponse (24/12/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Nous suivons ces informations de près et réaffirmons l'attachement du Luxembourg aux principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité de l'action humanitaire. Nous sommes en contact étroit avec nos partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (ci-après « Mouvement ») et saluons les travaux du « Governing Board Oversight Group » (GBOG) établi par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) chargé d'examiner les allégations concernant la Croix-Rouge russe et de veiller à la conformité de ses activités aux principes fondamentaux[12].

Nous recherchons par ailleurs régulièrement le dialogue avec nos partenaires du Mouvement afin de nous assurer qu'aucune contribution du Luxembourg n'est allouée à des membres ou à des activités qui vont à l'encontre des principes humanitaires fondamentaux.

[12] https://www.ifrc.org/article/recommendations-ifrc-governing-board-oversight-group-russian-red-cross ; https://www.ifrc.org/press-release/ifrc-governing-board-oversight-group-update

ad 2) En 2024, les contributions humanitaires du Luxembourg au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et la Croix-Rouge luxembourgeoise (CRL) se sont élevées à 16,6 millions d'euros, 1.950.000 euros et 2.990.830 euros respectivement. En 2025, les contributions humanitaires s'élèvent actuellement à 16,6 millions d'euros pour le CICR, 2.873.625 euros pour la FICR et de 4.104.055,34 euros pour la CRL.

Les fonds versés à ces trois entités et affectés par le ministère à des crises précises n'ont pas bénéficié à la Croix-Rouge russe, ni en 2024, ni en 2025.

La question ne pouvait se poser que pour les fonds non affectés au CICR (7,23 % de sa contribution annuelle totale en 2024, soit 1.200.000 euros) dont le ministère ne définit pas, par définition, l'affectation. D'après des informations partagées par le CICR, l'organisation a alloué en 2024 une partie des fonds non affectés inter alia du Luxembourg à la délégation du CICR à Moscou. Selon le CICR toujours, une portion du budget de la délégation du CICR à Moscou est utilisée pour des activités humanitaires en coopération avec la Croix-Rouge russe, y inclus des activités de soutien psychosocial et la distribution d'aides financières polyvalentes aux familles vulnérables touchées par le conflit. Les contributions non affectées et flexibles continuent d'être d'une importance cruciale pour le CICR, car elles lui permettent de disposer de la souplesse nécessaire pour répondre à l'évolution des besoins opérationnels, combler les déficits de revenus des délégations sous-financées et maintenir ses opérations dans les zones contrôlées par toutes les parties à un conflit. Sans un financement flexible, il serait encore plus difficile pour le CICR de remplir son rôle d'intermédiaire neutre.

Il est par ailleurs important de souligner que le Luxembourg demeure extrêmement attaché à une action humanitaire menée dans le respect des principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité pour répondre aux besoins créés par les conflits armés et le CICR demeure un partenaire essentiel à cette fin.

Le Luxembourg soutient un dialogue renforcé avec ses partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge afin de garantir le respect de ses principes fondamentaux et d'assurer une utilisation conforme des fonds humanitaires, y compris ceux dont ces organisations peuvent disposer de façon flexible.

ad 3) Les contributions du Luxembourg sont accordées sur base des mandats et des garanties institutionnelles des organisations partenaires. Elles s'inscrivent encore dans le contexte des mécanismes de gouvernance et de suivi existants au sein des partenaires, dont inter alia les travaux du « Governing Board Oversight Group » (GBOG) établi par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Le Luxembourg suit par ailleurs attentivement l'utilisation des fonds dans le cadre d'un dialogue régulier avec ses partenaires du Mouvement.

Position du Luxembourg sur la nouvelle proposition « Chat Control » de la présidence danoise | Question **3281** (02/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2764 vum 11. September 2025 hat d'Regierung däitlech ënnerstrach, dass si déi deemoleg dänesch Propos kritesch gesäit, well se „rëm an eng méi intrusiv Richtung geet" an de Schutz vun de Grondrechter net genuch garantéiert wier.

D'Regierung hat explizitt festgehalen, dass déi sougenannt „Uploadmoderation" de Risiko vun enger genereller Iwwerwaachung net andämmt an de Krittär vun der Proportionalitéit aus der EU-Grondrechtercharta net erfëllt.

D'Positioun war kloer: Lëtzebuerg ass fir eng cibléiert Detektioun, awer géint Moossnamen, déi d'Kommunikatioune vun all de Benotzer, och deenen ouni Lien mat enger Strofdot, scannen.

De 26. November 2025 hunn d'EU-Ambassadeuren (COREPER) en neit Mandat fir d'Veruerdnung zur Bekämpfung vu sexuellem Mëssbrauch vu Kanner („Chatkontroll") ugeholl, wat de Wee fir Trilog-Verhandlunge fräimécht. Verschiddenen Analysen no huet Lëtzebuerg dëst Mandat ënnerstëtzt, wärend aner Memberstaate wéi Tschechien, Holland, Polen an Italie Bedenken ugemellt oder dogéint gestëmmt hunn. Et besteet d'Suerg, dass deen elo ugehollenen Text, trotz enger Ëmbenennung a „fräiwëlleg", faktesch zu enger flächendeckender Iwwerwaachung duerch US-Tech-Konzerner an enger Ausweispflicht fir d'Notzung vu Messengerdéngschter féiere kéint.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi huet de Vertrieder vu Lëtzebuerg de 26. November 2025 bei der Ofstëmmung am COREPER iwwer d'Mandat zur „Chatkontroll" konkreet votéiert?

2. Falls Lëtzebuerg dem Text zougestëmmt huet: Wéi justifiéiert d'Regierung dëse Positiounswiessel par rapport zur Äntwert op d'Fro N° 2764, an där explizitt virun de Risike vun der „Uploadmoderation" an enger genereller Iwwerwaachung gewarnt gouf?

3. Ass d'Regierung der Opfaassung, dass deen elo ugehollenen Text d'Krittäre vun der Proportionalitéit an dem Schutz vun de Grondrechter erfëllt, obwuel Experten drop hiweisen, dass „fräiwëlleg" Uploadmoderation de facto op eng net justifiéiert Masseniwwerwaachung erausleeft?

4. Wéi bewäert d'Regierung déi am Text virgesinnen Altersverifikatiounen am Hibléck op d'Recht op anonym Kommunikatioun an Dateschutz, besonnesch well dëst eng Identifizéierungspflicht fir all Notzer mat sech brénge kéint?

5. Wéi eng Positioun wäert Lëtzebuerg an deenen elo ustoenden Trilog-Verhandlunge vertriede fir sécherzestellen, dass et net zu der „digitaler Katastroph" kënnt, virun där Biergerrechtler warnen?

Réponse (13/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. bis 3. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2764 erkläert, ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung d'Efforten um europäesche Plang souwuel fir de gemeinsamen a geziilte Kampf an der Europäescher Unioun géint Pedokriminalitéit, ewéi allgemeng fir e bessere Jugendschutz am Internet. An och national verstäerkt d'Regierung de Kampf géint sexuelle Mëssbrauch a sexuell Ausbeutung vu Mannerjäregen, ë. a. andeems se der Police an der Justiz déi néideg Moyene fir eng effikass Strofverfollgung gëtt.

Den Haaptgrond, firwat déi viregt dänesch Propos net vun der Lëtzebuerger Regierung konnt matgedroe ginn, war, dass déi Dispositiounen iwwert d'„detection orders" (also Injonctiounen, déi vun institutioneller Säit aus un d'Fournisseure vu Servicer ginn, fir déi dozou ze obligéieren, d'Messagë vu Benotzergruppe systematesch op pedopornografescht Material ze ënnersichen) zu enger genereller Iwwerwaachung vun all de Benotzer vum betraffene Service hätte kënne féieren an de Krittär vun der Proportionalitéit aus der Charta vun de Grondrechter vun der EU wuel net erfëllt hunn.

An der neier Propos sinn alleguer d'Dispositiounen iwwert déi „detection orders" gestrach ginn, soudass e Fournisseur vu Servicer lo keng esou Injonctioune méi vun institutioneller Säit ka kréien.

Déi Moossnamen, déi d'Fournisseuren an der aktueller Propos op fräiwëlleger Basis kënnen ënnerhuelen, si par contre net nei. Dës Moossname baséiere schonns op dem existéierenden EU-Reglement N° 2021/1232 vum 14. Juli 2021, dat dës temporär Mesurë virgesäit. Déi Mesurë solle mat dem neie Reglement perenniséiert ginn. Dëst ass an den Ae vun der Regierung aktuell en akzeptabele Verhandlungskompromëss, fir souwuel de Schutz vun de Kanner viru sexueller Ausbeutung wéi och d'Recht vum Bierger op Privatsphär ze consideréieren.

ad 4. D'Altersverifikatioun ass keng Mesure, déi mat der rezenter Propos an den Text bäikomm ass. Se ass och keng Mesure, déi spezifesch just fir dëse Reglementsprojet geduecht ass, mee eng, déi och méi breet an net nëmmen op EU-Niveau diskutéiert gëtt. Et ass technesch méiglech, eng Altersverifikatioun ze maachen, ouni d'Identitéit vun der betraffener Persoun Präis ze ginn. De Reglementsprojet gesäit dann och d'Garantie vir, fir dass déi Altersverifikatioun net onnéideg an d'Privatsphär agräift.

ad 5. Lëtzebuerg wäert sech och an de Verhandlunge fir eng Politick asetzen, déi souwuel de Schutz vun de Kanner viru sexueller Ausbeutung wéi och d'Recht vun all den EU-Bierger op Privatsphär a sécher Kommunikatiounen zesumme consideréiert.

Compatibilité entre Luxchat et le mandat européen de « Chat Control » | Question **3282** (02/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Regierung huet mat „Luxchat" eng national Messagerie-Léisung lancéiert, déi explizitt als sécher, souverän a privatsphärefrëndlech Alternativ zu den US-Tech-Gigante vermaart gëtt. An den offiziellen Dokumenter an an der FAQ vu Luxchat gëtt ënnerstrach, dass d'Applikatioun op enger „Chiffrement de bout-en-bout"-(E2EE)-Technologie baséiert an dass „absolutt keen aneren ausser Iech an déi Persounen, mat deenen Dir kommunizéiert", d'Messagen oder d'Fichiere liese kann. Et gëtt garantéiert, dass weeder d'Prestatairen nach soss iergendeen Zougréff op d'Inhalter huet. D'Servicer gi gratis ugebueden, ouni Publicitéit an ouni d'Notzung vu perséinlechen Donnéeën.

No rezenten Informatiounen huet Lëtzebuerg awer de 26. November 2025 am COREPER fir en neit EU-Mandat zur „Chatkontroll" gestëmmt, dat de Wee fir eng sougenannt „Uploadmoderation" (Client-Side Scanning) fräimécht. Dës Technologie gesäit vir, dass Inhalter direkt um Apparat vum Notzer gescannt ginn, éier se verschlësselt a verschéckt ginn. Dëst stellt e fundamentalen techneschen a philosophesche Widdersproch zu de Versprieche vu Luxchat duer: Eng Applikatioun kann net gläichzäiteg garantéieren, dass „kee Mënsch matliest" an awer en automatiséierte Scan-Mechanismus integréieren, deen Inhalter analyséiert an un Drëttparteie mellt. Do dernieft setzt Luxchat op de „LuxID" fir d'Umeldung, wat a Kombinatioun mat enger méiglecher Scan-Flicht Froen zur totaler Iwwerwaachung vun de Bierger opwerft.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, dass de Lëtzebuerger „Jo"-Vote zur Chatkontroll och implizéiert, dass

national Servicer wéi Luxchat an Zukunft ënnert d'Flicht fale kéinten, eng „fräiwëlleg" oder obligatoresch Uploadmoderatioun (Scanning) anzeféieren?

2. Wéi ass d'Aféierung vun enger Scan-Software (Client-Side Scanning) technesch mat der Garantie vu Luxchat vereenbar, dass „absolutt keen aneren" d'Messagë liese kann, a misst dës Garantie an de „conditions d'utilisation" net widderruff ginn?

3. Well Luxchat a Luxchat4Gov (fir Staatsbeamten) interoperabel sinn an um selwechte Sécherheetsniveau funktionéieren, wäert d'Regierung och d'Kommunikatioune vun de Staatsbeamten an der Regierung selwer scanne loossen, oder gëtt hei eng Ausnam gemaach, déi fir den normale Bierger net gëllt?

4. D'Gestioun vu Luxchat ass op verschidde privat Prestataren (LU-CIX, Mixvoip etc.) verdeelt; wäerten dës Lëtzebuerger Betriber gezwonge ginn, Iwwerwaachungssoftware an hir Infrastrukturen ze integréieren, a wéi eng Käschten entstinn doduerch fir de Staat, deen de Service aktuell gratis ubitt?

5. Gesäit d'Regierung duerch dës Positioun net d'Glafwierdegkeet an d'Akzeptanz vu Luxchat als „souverän" a „vertrauenswierdeg" Léisung a Gefor, wann d'Grondversprieche vun der Vertraulechkeet duerch d'EU-Regulatioun ausgehielegt gëtt?

Réponse (20/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Déi Moossnamen op europäeschem Plang, déi hei ugeschwat ginn, si Moossnamen, déi d'Fournisseuren an der aktueller europäescher Propos op fräiwëlleger Basis kënnen ënnerhuelen. Et handelt sech dobäi ëm Moossnamen, déi net nei sinn an deemno an dësem Kontext keen neit Element fir national Servicer, ewéi Luxchat a Luxchat4Gov, duerstellen. Si baséieren op dem existéierenden EU-Reglement Nr. 2021/1232 vum 14. Juli 2021, dat dës Moossnamen aktuell och scho virgesäit an temporär reegelt.

Wéi schonn a viregten Äntwerten op parlamentaresch Ufroe kloergestallt gouf, ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung d'Efforten um europäesche Plang – souwuel fir e gemeinsame Kampf an der Europäescher Unioun géint Pedokriminalitéit, wéi och fir e bessere Jugendschutz am Internet. D'Regierung setzt sech dobäi fir eng Politick an, déi souwuel de Schutz vun de Kanner viru sexueller Ausbeutung, wéi d'Recht vun de Bierger op Privatsphär a sécher Kommunikatioune consideréiert. National verstäerkt d'Regierung de Kampf géint sexuelle Mëssbrauch a sexuell Ausbeutung vu Mannerjäregen ë. a. doduerch, datt se der Police an der Justiz déi néideg Moyene fir eng effikass a geziilte Strofverfollgung gëtt.

Directive sur la cybersécurité | Question **3283** (03/12/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La directive 2022/5555 sur la cybersécurité, communément appelée directive NIS2, impose entre autres aux entreprises de souscrire une police d'assurance contre le cyber-risque. Or, selon mes informations, il y a très peu d'offres de telles polices d'assurance sur le marché, ce qui crée des difficultés additionnelles pour les entreprises à se mettre en conformité avec cette directive.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique ?

2) Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour soutenir l'offre de polices d'assurance contre le cyber-risque ?

3) Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour aider les entreprises à se mettre en conformité avec la directive NIS2 ?

Réponse (14/01/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle la directive (UE) 2022/5555 dite NIS2 imposerait aux entreprises une obligation de souscription d'une assurance couvrant les cyber-risques, il convient de préciser que ni la directive NIS2, ni le projet de loi n° 8346 transposant cette directive au Luxembourg, n'imposent une telle obligation. La NIS2 prévoit des exigences renforcées en matière de gestion du risque et de cybersécurité pour les entités essentielles et importantes, mais elle ne comporte aucune disposition rendant obligatoire la souscription d'une police d'assurance cyber.

En ce qui concerne l'offre d'assurance cyber sur le marché luxembourgeois, plusieurs entreprises d'assurance luxembourgeoises disposent actuellement d'un agrément pour souscrire des risques de type cyber.

Le Ministère de l'Économie a mis en place plusieurs mesures directes et indirectes cherchant à aider les PME à se sécuriser. Cette aide et ces services sont fournis à toutes les PME qu'elles tombent ou non sous le scope de la directive NIS2.

Le Ministère de l'Économie a ainsi mis en place un package PME cyber. Cet outil de financement destiné spécifiquement aux PME inclut les PME directement ou indirectement affectées par la NIS2. Le package PME cyber est accessible soit via la House of entrepreneurship de la Chambre de Commerce ou le service eHandwierk de la Chambre des Métiers. Le package prévoit la réalisation d'une analyse des risques et la proposition de mesures de sécurité pour traiter les risques. Les PME sont ensuite orientées vers un fournisseur de service spécialisé dans les PME (prix, complexité des mesures). L'aide couvre 70 % des frais engendrés (conseil, licences, matériaux informatiques) avec un maximum de 17.000 € tous les trois ans.

À cela s'ajoute le CIRCL (Computer Incident Response Centre Luxembourg) du Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), qui sera mandaté par la législation NIS2 à offrir un service de scan de vulnérabilités gratuit. Ce scan peut se faire depuis l'extérieur des entreprises pour vérifier que les systèmes connectés et accessibles via Internet ne présentent pas de vulnérabilités. Les sociétés intéressées peuvent aussi demander la mise en place d'une sonde interne à leur réseau.

De plus, le LHC, via sa direction National Cybersecurity Competence Center (https://NC3.lu) met à disposition plusieurs guides mais aussi services gratuits pour les PME. Parmi les services les plus importants compte un diagnostic de la cybersécurité gratuit.

Le Ministère de l'Économie a aussi mis en place des mesures pour augmenter l'offre disponible aux PME respectivement faire réduire les prix des offres par le biais d'agents IA. Le Ministère de l'Économie promeut fortement la collaboration entre les fournisseurs de services cyber pour faire profiter toutes les entités concernées des synergies manifestes dans la veille des menaces et vulnérabilités. Une autre mesure mise en place cherche à moyen terme à augmenter le nombre de fournisseurs et le nombre d'outils cyber destinés aux PME. En effet, vu la faible capacité des PME de gérer eux-mêmes les outils cybersécurité, des outils simples mais efficaces sont nécessaires. Pour encore baisser davantage les prix et la complexité des services et outils, le Ministère de l'Économie finance via l'IA Factory Cyber l'innovation au sein des prestataires de services de cybersécurité gérés qui se spécialisent sur les PME. Finalement, le LHC développe des « cyber commons » sur lesquels les sociétés peuvent se baser pour créer leurs propres outils de sécurité respectivement des outils utilisés dans le contexte de services de sécurité gérés.

Vol direct entre les États-Unis et le Luxembourg | Question **3284** (03/12/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon une publication sur les réseaux sociaux de la part de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg, des discussions auraient eu lieu entre l'ambassadrice et Madame la Ministre au sujet de la création d'un vol direct entre les États-Unis et le Luxembourg. La création d'un tel vol direct constitue une demande de longue date des représentants de l'économie en général et de la place financière en particulier, étant donné le nombre élevé de vols d'affaires en provenance des États-Unis vers notre pays. En outre, une liaison directe apporterait une valeur ajoutée au tourisme entre les deux pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur les discussions qu'elle a eues avec l'Ambassadrice des États-Unis concernant un vol direct ?

2) Madame la Ministre peut-elle indiquer si des pourparlers ont déjà eu lieu avec des compagnies aériennes pour la création de cette ligne directe ?

3) Le cas échéant, dans quels délais un vol direct pourrait-il être envisagé ?

Réponse (23/12/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert, dans sa question parlementaire, sur une éventuelle liaison aérienne directe entre le Luxembourg et l'Amérique du Nord.

ad 1) J'ai eu l'honneur de rencontrer récemment Madame Stacey Feinberg, nouvelle Ambassadrice des États-Unis au Luxembourg. Cet échange s'est inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre nos deux pays. Parmi les sujets abordés figurait l'idée d'une liaison aérienne directe entre le Luxembourg et l'Amérique du Nord, proposition qui témoigne de la volonté commune d'améliorer la connectivité entre nos deux pays. Toutefois, la décision d'établir une telle ligne relève exclusivement des compagnies aériennes, et non de mon Ministère.

ad 2) À ce jour, il n'existe, à ma connaissance, aucun engagement formel de la part d'une compagnie aérienne en vue de l'ouverture d'une liaison directe entre Luxembourg et les États-Unis. Néanmoins, luxAirport entretient de manière continue des contacts avec des opérateurs susceptibles d'élargir leur réseau au départ du Luxembourg. Ces discussions s'inscrivent dans une stratégie globale visant à améliorer la connectivité internationale de notre pays.

ad 3) Il est actuellement prématuré de se prononcer sur un calendrier précis. La concrétisation d'un tel projet dépend de plusieurs facteurs, notamment l'intérêt des compagnies aériennes, les analyses de marché, ainsi que les considérations économiques et opérationnelles. Le Gouvernement demeure favorable à toute initiative qui renforcerait la connectivité

du Luxembourg, mais la décision finale appartient aux compagnies aériennes.

Financement de l'aide à l'Ukraine | Question **3285** (03/12/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Au niveau de l'Union européenne, un débat intense est en cours sur la mise en place d'un « prêt de réparations » en faveur de l'Ukraine, adossé à quelque 140 milliards d'euros d'avoirs souverains russes immobilisés, dont une grande partie est conservée dans le système Euroclear en Belgique.

Dans ce contexte, la Présidente de la Commission européenne a récemment déclaré que la Commission « avance [ses] travaux pour répondre aux besoins financiers de l'Ukraine » et qu'elle compte présenter ses propositions juridiques dans les prochains jours. Le débat sur l'ampleur et la durée des garanties réclamées par la Belgique intervient ainsi dans un calendrier particulièrement serré, alors que la solvabilité de l'Ukraine au-delà du printemps 2026 dépend de décisions rapides au niveau européen.

Cependant, face aux questions de la presse relatives au courrier de M. De Wever adressé à la Commission, le Gouvernement luxembourgeois a indiqué ne pas souhaiter commenter ce document, alors même que les discussions sur le recours à ces avoirs russes devraient se poursuivre dans les prochains jours. Sachant que le Luxembourg est directement concerné par ces discussions, et en tant qu'État membre engagé depuis le début en faveur du soutien à l'Ukraine, il importe que la position luxembourgeoise soit claire, cohérente et transparente avant les prochaines décisions européennes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il, du point de vue luxembourgeois, les risques juridiques, financiers et géopolitiques liés à la mise en place d'un « prêt de réparations » adossé aux avoirs d'État russes immobilisés dans l'UE ?

2) Le Gouvernement soutient-il le principe d'utiliser les avoirs souverains russes immobilisés comme base d'un mécanisme commun de financement de l'Ukraine, pour autant qu'un cadre juridique robuste et des garanties de partage des risques soient mis en place au niveau de l'UE ? Dans la négative, quelles alternatives concrètes le Luxembourg défend-il afin d'assurer sans délai un soutien financier pérenne et suffisant à l'Ukraine ?

3) Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il choisi de ne pas commenter publiquement le courrier adressé par le Premier ministre belge à la Commission européenne, alors que de nombreux autres gouvernements européens se sont prononcés publiquement et sans délai ?

Réponse (05/01/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Le Conseil européen des 18 et 19 décembre 2025 a retenu que le soutien à l'Ukraine prendra la forme d'un prêt accordé par l'Union européenne, financé par un emprunt commun.

Le Luxembourg s'était montré prêt à soutenir également d'autres options proposées.

ad 2) Le Luxembourg soutient l'approche retenue au niveau européen, qui prévoit l'octroi à l'Ukraine d'un prêt de 90 milliards d'euros pour 2026-2027, financé par un emprunt de l'Union européenne et garanti par le budget européen.

ad 3) Le Gouvernement a choisi de ne pas s'exprimer publiquement sur des négociations en cours au niveau de l'Union européenne.

Accidents sur la N14 | Question **3286** (03/12/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Ces dernières années, de nombreux accidents ont été signalés sur la route nationale N14, notamment sur le tronçon entre Diekirch et Stegen. Le carrefour entre la N14 et le CR347 semble tout particulièrement accidentogène. Un accident grave s'y est d'ailleurs produit le matin du 2 décembre 2025.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Depuis 2020, combien d'accidents ont été enregistrés sur le tronçon de la N14 entre Diekirch et Stegen ?

2) Parmi ces accidents, combien se sont produits précisément au carrefour N14/CR347 et, parmi ceux-ci, combien ont été des accidents graves ou mortels ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il formulé des recommandations ou prévu des mesures concrètes visant désormais à améliorer la sécurité de ce carrefour ?

Réponse (23/12/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député souhaite, dans sa question parlementaire, obtenir un état des lieux des accidents survenus depuis 2020 sur la route nationale N14 entre Diekirch et Stegen, en particulier au carrefour du chemin CR347 avec la route N14, ainsi que des informations sur les mesures ou recommandations envisagées pour améliorer la sécurité de ce carrefour.

ad 1) Accidents sur la N14 entre Diekirch et Stegen ↑

ad 2) Gravité des accidents ↑

ad 3) Un projet visant à améliorer la sécurité au carrefour des routes N14 et CR347, à hauteur de Stegen, est actuellement en phase d'étude et se trouve au stade d'avant-projet sommaire. À ce stade préliminaire, il est trop tôt pour communiquer des informations détaillées. Toutefois, il est fortement probable que le carrefour soit réaménagé sous la forme d'un giratoire.

Pour l'heure, aucune date de début des travaux ne peut être fixée, plusieurs démarches préalables devant encore être accomplies, notamment l'obtention des autorisations environnementales requises.

Il convient néanmoins de rappeler que, ces dernières années, diverses mesures ont déjà été mises en œuvre pour renforcer la sécurité à ce carrefour. Parmi celles-ci figurent :

– le remplacement de la ligne médiane discontinue sur la route N14 par une ligne continue,
– l'installation de panneaux d'interdiction de dépassement en amont et en aval du carrefour sur la N14, ainsi que ;
– l'adaptation et le renforcement de la présignalisation du carrefour.

Suspension du Musée national des sports | Question **3287** (03/12/2025) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Selon des informations publiées le 3 décembre 2025 dans la presse, le projet du Musée national des sports porté par le Ministre des Sports aurait été suspendu par le Ministre des Finances afin d'en examiner la conformité juridique, notamment au regard des règles de marchés publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Sports :

– Le projet de Musée national des sports a-t-il été suspendu par le Gouvernement ou par l'un de ses départements ? Dans l'affirmative, sur quelle base cette décision a-t-elle été prise ?

Réponse (10/12/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Il est renvoyé au communiqué de presse du Ministère des Sports du 5 décembre 2025.

Plans de transition climatique des entreprises | Question **3288** (04/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

L'article 22 de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises (CSDDD) prévoit l'obligation, pour les entreprises assujetties, d'élaborer des plans de transition climatique alignés sur les objectifs de l'Union européenne en matière de réduction des émissions et de neutralité climatique d'ici 2050. Ces plans constituent un outil essentiel pour garantir que les stratégies d'entreprise soient compatibles avec les engagements européens en matière de climat.

En février 2025, la Commission européenne a présenté le Paquet « Omnibus I » visant à affaiblir certaines exigences concernant le devoir de vigilance des entreprises. Dans ce contexte, les représentant·e·s des États membres ont arrêté le 23 juin 2025 la position européenne commune sous forme du mandat de négociation du Conseil de l'UE en vue des trilogues. Concernant spécifiquement les plans de transition climatique, le mandat de négociation explique que la Présidence du Conseil de l'UE a essayé de concilier, d'une part, la demande de plusieurs délégations de maintenir les obligations substantielles et, d'autre part, la demande d'autres délégations visant à supprimer entièrement l'article concerné.

Les trilogues ont débuté le 18 novembre 2025, à la suite de l'adoption de la position de négociation du Parlement européen.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Au vu des objectifs climatiques luxembourgeois et européens, Monsieur le Ministre considère-t-il que les plans de transition climatique obligatoires soient un outil essentiel pour assurer la compatibilité des activités économiques avec les objectifs climatiques ?

2) Quelle position le Gouvernement luxembourgeois a-t-il défendue lors des négociations concernant le mandat de négociation et plus spécifiquement concernant l'article 22 de la CSDDD relatif aux plans de transition climatique des entreprises ?

3) Monsieur le Ministre de l'Environnement a-t-il été consulté au sujet du positionnement du Luxembourg dans ce contexte ? Quelle contribution le Ministère de l'Environnement a-t-il apportée à l'élaboration de la position gouvernementale au Conseil s'agissant des plans de transition climatique dans la CSDDD ? Le ministre a-t-il recommandé d'affaiblir ces obligations ?

4) Selon Monsieur le Ministre de l'Environnement, quels éléments doivent impérativement figurer dans un plan de transition climatique d'entreprise pour en garantir la crédibilité (objectifs intermédiaires, gouvernance, trajectoires de réduction, investissements nécessaires, etc.) ?

5) Monsieur le Ministre est-il informé des résultats intermédiaires du trilogue et, dans l'affirmative, quelle guidance a-t-il donnée au ministre compétent au sujet des plans de transition climatique ?

Réponse (12/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Oui, la mise en place de plans de transition climatique obligatoires aurait constitué un nouvel élément important pour garantir la compatibilité des activités économiques avec les objectifs climatiques, s'ajoutant aux mesures et autres instruments déjà en place tels que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

ad 2) Lors des négociations le Gouvernement s'est montré ouvert à maintenir dans son principe l'obligation pour les entreprises d'adopter un plan de transition climatique.

ad 3) Le positionnement du Gouvernement s'est basé, tout au long de ces négociations, sur une consultation interministérielle impliquant également le Ministère de l'Environnement. Le Luxembourg n'a pas recommandé d'abolir l'obligation d'adopter un plan de transition climatique.

ad 4) Alors que l'article 22 a été supprimé lors des négociations finales dans le cadre du trilogue, le Gouvernement estime que les plans de transition climatique auraient constitué un élément important.

ad 5) Il est renvoyé à la réponse à la troisième question.

Utilisation de Google Forms pour une enquête ministérielle | Question **3289** (04/12/2025) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Am Kader vun enger Ëmfro iwwert d'Zesummesetzung vun de Gemengekommissioune vum Vivre-ensemble interculturel huet de Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil ee Questionnaire un d'Gemenge geschéckt, mat der Demande, dass d'Gemengen e sollen un hir Kommissioune weiderleeden. Dëse Questionnaire ass iwwer ee Google Forms opgestallt ginn. Dësen Asaz vun engem digitalen Tool vun engem privaten Ubidder mat Sëtz an den USA werft eng Rei Froen op, déi d'Vertraulechkeet vun de saiséierten Informatiounen an den Dateschutz betreffen.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil an der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Kategorië vu persounebezunnen Date goufen an dëser Ëmfro erhuewen (z. B. IP-Adressen, E-Mail-Adressen oder aner sensibel Daten)?

2. Sinn déi Betraffen drop higewise ginn, dass hir Daten u Google iwwermëttelt an doduerch méiglecherweis an d'USA transferéiert ginn?

3. Aus wéi enge Grënn gouf entscheet, op Google Forms zeréckzegräifen, an net op eng Léisung, déi d'Datesouveränitéit garantéiere kéint?

4. Wéi een Outil gëtt generell vun der Regierung recommandéiert, fir Ëmfroe beim Staat a bei de Gemengen ze maachen?

Réponse (16/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

ad 1. bis 3. D'Ëmfro iwwert d'Zesummesetzung vun de Gemengekommissiounen ass, am Optrag vum Familljeministère, vun engem konventionéierte Partner, dem CEFIS (Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales), erstallt ginn. Et handelt sech heibäi ëm en anonymme Recensement, bei deem keng persounebezunnen Donnéeën, wéi Nimm, E-Mail-Adressen oder Wunnsëtz, erhuewe goufen.

D'Participantë sinn doriwwer eraus informéiert ginn, dass si sech bei Froen zum Dateschutz am Kader vun dëser Ëmfro beim Responsable de traitement, dem CEFIS, melle kënnen.

Et sief allerdéngs drop higewisen, dass, fir effektiv all Bedenke bezüglech dem Dateschutz aus dem Wee ze raumen, d'Ëmfro entre-temps op déi staatlech Plattform www.zesumme-vereinfachen.lu eriwwergewiesselt gouf.

ad 4. Niewent der uewen ernimmter Plattform www.zesumme-vereinfachen.lu, stellt de CTIE a sengem Service-Katalog dräi weider Plattforme fir Ëmfroen zur Verfügung:

„Vote.etat.lu": dës Léisung ass komplett beim CTIE gehost an integréiert; „Ëmfro.lu" a „Microsoft Forms": bei der Notzung vun dësen zwou Léisungen, déi och vum CTIE proposéiert ginn, ass am Aklang mat den Dateschutz-Reegele gewärleescht, dass d'Donnéeën an der EU stockéiert ginn.

D'Wiel vun der Plattform hänkt vum Inhalt an den Ufuerderunge vun der Ëmfro of. De CTIE ënnerstëtzt d'Verwaltunge beim Choix vun der passender Léisung.

Traçabilité du gaz et objectif zéro gaz russe | Question **3291** (04/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3114 vum 12. November 2025 huet den Här Minister präzéiert, datt Lëtzebuerg Deel vum europäesche Bannemarché fir Gas ass an eng exakt Traçabilitéit vun de Gas-Moleküllen technesch net méiglech ass. Wärend de Statec fir d'Joer 2023 ugëtt, datt e groussen Deel vun eisem Gas via d'Belsch (27,3 % als LNG) a Frankräich (14,5 % als LNG) importéiert gouf, weisen d'Eurostat-Zuelen, datt am zweeten Trimester 2025 EU-wäit nach ëmmer 12,9 % vum LNG a 7,8 % vum Pipeline-Gas aus Russland koumen.

D'Decisioun vum EU-Conseil vun den Energieministere vum 20. Oktober 2025 am Kader vu „RePowerEU" gesäit vir, datt bis spéitstens Enn 2027 guer kee russesche Gas méi an d'EU soll fléissen. Well Lëtzebuerger Fournisseuren sech awer, laut der Äntwert vum Minister, weiderhi fräi um Bannemarché approvisionéiere kënnen an en Traçage schwiereg ass, stellt sech d'Fro, wéi dëst politescht Zil konkreet ëmgesat an iwwerpréift ka ginn, ouni d'Versuergungssécherheet oder d'Präisstabilitéit ze gefäerden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Energie dës Froe stellen:

1. Wann den direkten Traçage technesch onméiglech ass, wéi eng Schätzunge leien dem Ministère vir, wéi héich den effektive russeschen Undeel an deene Gas-Importer ass, déi laut Statec offiziell aus der Belsch oder aus Frankräich kommen?

2. Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, datt d'Zil vun „Null russesche Gas bis 2027" erreecht gëtt, wann d'Lëtzebuerger Fournisseure weiderhi fräi op engem anonymiséierte Bannemarché akafen, wou russesche Gas potenziell ëmgelabelt weiderverkaaft gëtt, an z. B. iwwert Drëttstaaten an d'EU erafléisst?

3. Gëtt iwwerluecht, nei Transparenz-Reegelen oder Zertifizéierungspflichten (Certificates of Origin) fir Lëtzebuerger Gasimportateuren anzeféieren, fir d'Hierkonft vum Gas onofhängeg vu physikalesche Flëss kontraktuell nozeweisen?

4. Wéi eng konkreet Alternativen zu de momentane „Spot-Maart"-Akeef ginn de Gasfournisseuren ugeroden oder staatlech ënnerstëtzt, fir laangfristeg Kontrakter mat net russesche Produzenten ofzeschléissen?

5. Mat wéi engem Impakt op d'Energiepräisser fir Stroum a Gas rechent de Ministère fir d'Enn vum Joer 2027, wann déi bëlleg russesch Gas-Offer komplett vum europäesche Maart verschwënnt?

Réponse (06/01/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Laut de jeeweilegen nationale Statistike louch den Undeel vu russeschem Gas an der Belsch 2023 bei 7,6 % (2024: 8,7 %)[13], an a Frankräich 2023 bei 13,1 % (2024: 17,9 %)[14].

ad 2. Esou wéi den 3. Dezember 2025 vun der dänescher EU-Conseils-Presidence matgedeelt ginn ass, gouf tëscht dem EU-Conseil an dem Parlament en Accord fir en EU-Reglement fonnt, fir esouwuel verflëssegten Äerdgas (LNG) a Pipeline-Gas-Importer aus Russland ab dem Hierscht 2027 komplett ze verbidden.[15] Well doduerch garantéiert kee russesche Gas méi an d'EU däerf agefouert ginn (dat heescht zum Beispill och net a Frankräich oder an d'Belsch), wäert vun deem Zäitpunkt un och fir Lëtzebuerg garantéiert kee russesche Gas méi am Energiemix sinn. Fir den Import vu russeschem Gas iwwer Drëttstaaten ze adresséieren, gouf an deem selwechte Kontext eng Autorisatiounsprozedur agefouert, fir d'Origine vun dësen Importer ze kennen an doduerch selektiv russesche Gas kënnen auszeschléissen.

ad 3. Am Kader vum uewe genannten EU-Reglement ginn an den Artikele 6 a 7 Reegele fir den effektive Monitoring a Reporting, esouwéi fir d'Kooperatioun an den Echange vun Informatiounen hisiichtlech Gas agefouert, ouni dobäi den effiziente Fonctionnement vum europäesche Bannemaart a Fro ze stellen oder ze behënneren.

ad 4. Lëtzebuerg ass en integralen Deel vum europäesche Bannemaart fir Gas. Dësen europäesche Bannemaart ass d'Réckgrat vun der Gasversuergung an Europa, an ass fir d'Versuergungssécherheet kruzial, well op dësem Maart d'Offeren an d'Demande zu all Moment alignéiert ginn. Dëse Maart bitt nieft Spot-Produkter och Monats-, Trimester-, Hallefjärlech- a Joresprodukter bis zu 3 Joer am Virfeld un.

Am Kader vun der Europäescher Kommissioun hirer REPowerEU-Roadmap, hunn d'Europäescht Parlament an de Conseil sech den 3. Dezember drop gëeenegt, fir effektiv a permanent kee russesche Gas méi ze importéieren, an dat gëllt spéitstens ab dem 1. Januar 2027 fir russeschen LNG an ab dem 1. Oktober 2027 fir russesche Pipeline-Gas, inklusiv verschidde Verbueter, déi scho méi kuerzfristeg a Kraaft trieden.

Dat heescht, datt an absehbarer Zäit um europäesche Bannemaart fir Gas kee russesche Gas méi gehandelt wäert ginn, an datt déi Volummen duerch Gas aus anere Länner ersat wäerte sinn, besonnesch duerch

[13] https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/lenergie-en-chiffres/donnees-annuelles-de-gaz

[14] https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-de-lenergie-edition-2025?rubrique=&dossier=170

[15] https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/12/03/council-and-parliament-strike-a-deal-on-rules-to-phase-out-russian-gas-imports-for-an-energy-secure-and-independent-europe/?utm_source=brevo&utm_campaign=AUTOMATED%20-%20Alert%20- %20Newsletter&utm_medium=email&utm_id=3318

LNG aus den USA a Qatar. Dat heescht awer och, datt Lëtzebuerger Fournisseuren sech och weiderhi fräi um europäesche Bannemaart wäerte kënne mat Gas sécher approvisionéieren.

ad 5. Wéi an der RePowerEU Roadmap vun der Kommissioun detailléiert beschriwwen, hunn déi ëmgesate Mesurë just e ganz limitéierten Impakt op d'Präisser, well de globalen LNG Marché haut staark diversifizéiert ass, an zudeem an den nächste Joren éischter mat enger Iwwerproduktioun ze rechnen ass.[16]

Insgesamt ass den Impakt vun deene Mesuren doweinst éischter positiv ze bewäerten, well d'Ofhängegkeet vu Gasimporter aus Russland d'Unioun an d'Memberstaaten ufälleg gemaach huet fir Versuergungsengpäss a Präisschwankungen.

Éducation financière des jeunes et risques liés aux cryptomonnaies | Question **3292** (04/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 2. Dezember 2025 huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend en nationale Plang fir d'Stäerkung vun der Finanzbildung am lëtzebuergesche Schoulsystem virgestallt. Dëse Plang gesäit ënner anerem d'Aféierung vun engem „Finanzfürerschäin", d'Integratioun vun der Thematik an de Plan d'études vum Fondamental an d'Schafe vun engem nationale Kompetenzkader vir. D'Zil ass et, d'Schüler op hir finanziell Zukunft virzebereeden an hir Autonomie ze stäerken.

Parallell dozou weise rezent Meedieberichter, déi sech op Etüde vun der Europäescher Zentralbank (EZB) an der Fondatioun ABBL stäipen, op e besuergneserreegenden Trend hin: Ëmmer méi jonk Leit investéieren an onreglementéiert a volatill Kryptowärungen. Laut der ABBL hu 17 % vun de Jonken tëscht 13 a 25 Joer scho Finanzinvestissementer getätegt, dovunner iwwer en Drëttel a Kryptowärungen. Dës Produite ginn dacks als „no bei Videospiller" ugesinn a via Social Media gëtt vu sougenannte „Finfluencer" Reklamm fir si gemaach, wat dozou féiert, datt d'Risikowarneemung bei ville jonken Investisseuren net dem reelle Geforepotential entsprécht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt am neien nationale Plang fir Finanzbildung spezifesch op d'Risike vu Kryptowärungen (Volatilitéit, Mangel u Reglementéierung, Bedruchsrisiko) agaangen, an ënnerscheet sech dëse Volet vun der klassescher Finanzbildung iwwer reglementéiert Produkter (Spuerbuch, Aktien ...)?

2. Ginn am Kader vum „Finanzfürerschäin" oder den neie Schoulmaterialie konkreet Moduller ugebueden, déi de Phänomeen vun de „Finfluencer" an d'Gamification vun Investitiouns-Apps beliichten?

3. Wéi gëtt séchergestallt, datt d'Léierpersonal, dat dës Theemen am Cycle 4 oder am Secondaire vermëttele soll, selwer genuch iwwer déi komplex a sech séier verännerend Welt vun de „Crypto-Assets" a Blockchain-Technologien informéiert a weidergebilt ass?

4. Ass geplangt, am Kader vum ugekënnegten nationale Monitoring och spezifesch Daten iwwer d'Investitiounsverhale vu Schüler an digitale Wärungen ze erhiewen, fir d'Preventiounsmoossnamen zäitno unzepassen?

[16] EUR-Lex – 52025DC0440R(01) – EN – EUR-Lex*

Réponse (15/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Am Kader vum nationale Plang fir d'Stäerkung vun der Finanzbildung gëtt de Sujet vun de Kryptowärungen an aneren digitale Finanzprodukter explizitt, differenzéiert an altersgerecht behandelt.

Nieft de Grondlage vun der klassescher Finanzbildung (Spueren, Budgetéieren, reglementéiert Investitiounsprodukter) gëtt besonnesch Wäert op d'Risikokomponente vun onreglementéierten a staark volatille Produite geluecht.

D'pedagogesch Approche ziilt net dorop of, Investitiounen ze promouvéieren, mee dorop, de kritesche Geescht, d'Risikowarneemung an e responsabelt Verhalen ze förderen.

Praktesch a simulativ Léierformater (z. B. Simulatiounen, Rollespiller, Atelieren oder Diskussiounsformater) erlaben et, wirtschaftlech Mechanismen a Risike gräifbar ze maachen, ouni datt dobäi reell Suen agesat ginn.

Dëse Volet ënnerscheet sech domat kloer vun der klassescher Finanzbildung iwwer reglementéiert Produkter, och wann d'Methoden (praktesch Approchen, Vergläicher, Fallstudien) bewosst analog opgebaut sinn.

ad 2. Am Kader vum ugekënnegte „Finanzfürerschäin" an den neie pedagogesche Materialie wäerte konkreet Léierunitéiten a Moduller virgesi sinn, déi sech mam Phänomeen vun de sougenannte „Finfluencer", de Marketing- a Beaflossungsmechanismen op sozialen Netzwierker, an der Gamification vun Investitiouns- a Finanz-Apps (Spilllogiken, Belounungssystemer, Emotional Design) auserneesetzen.

D'Finanzbildung gëtt dobäi interdisziplinär konzipéiert a fänkt schonn a jonkem Alter un. Si gëtt a verschidde Fächer a Formater integréiert (z. B. Mathematik, Vie et société, Sproochen, Ekonomie), an duerch thematesch Projeten, Atelieren oder Aktiounsdeeg ergänzt.

An Zesummenaarbecht mat agreéierte Partner aus dem Finanz- a Preventiounsberäich ginn dës Phänomeener och am méi breede Kontext vun Iwwerconsommatioun, Verschëldung a finanzieller Vulnerabilitéit thematiséiert.

ad 3. D'Léierpersonal gëtt geziilt a kontinuéierlech ënnerstëtzt a weidergebilt.

Dëst geschitt iwwer:

– spezifesch Formatiounsmoduller am Beräich Finanzbildung an digital Wirtschaft um Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN),
– bedarfsorientéiert Begleedung a Ressourcen iwwer de SCRIPT esouwéi
– d'Zesummeschaffe mat externen, agreéierte Partneren, déi pedagogesch agebett Interventioune maachen.

Dobäi steet net d'Déift vun technesche Blockchain-Kenntnisser am Vierdergrond, mee d'Fäegkeet, Grondprinzippien, Risiken a gesellschaftlech Auswierkunge verständlech, kritesch an altersgerecht ze vermëttelen.

ad 4. Am Kader vum nationale Monitoring zur Finanzbildung ass kee systematescht Erhiewe vu perséinlechen oder individuellen Donnéeën iwwer konkreet Investitioune vu Schüler virgesinn.

De Monitoring konzentréiert sech op d'Entwécklung vu Finanz- a Meediekompetenzen, d'Wëssen an d'Risikowarneemung vun de Schüler, an d'Wierksamkeet vun de Preventiouns- a Sensibiliséierungsmoossnamen.

Allgemeng an anonymiséiert Erkenntnisser kënnen, a Kooperatioun mat nationale Partneren aus dem Preventiounsberäich (z. B. Iwwerschëldung, Iwwerconsommatioun, Cybersécherheet), a bestoend national Ëmfroen oder Analysen afléissen, fir d'Mesuren zäitno un nei Entwécklungen unzepassen.

Dobäi ginn Dateschutz an eethesch Prinzippie konsequent respektéiert.

Politique d'achats alimentaires de Restopolis | Question **3293** (05/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le système Supply4Future (S4F) constitue aujourd'hui un pilier essentiel pour maximiser l'utilisation de produits bio-locaux, locaux et durables dans la restauration scolaire, tout en respectant strictement les exigences de la loi sur les marchés publics. Toutes les commandes de produits alimentaires destinées aux restaurants et cafétérias de Restopolis font désormais l'objet de marchés publics, dont les appels d'offres sont publiés sur la plateforme correspondante. Tous les producteurs ou fournisseurs intéressés peuvent soumettre une offre, indépendamment de la taille de leur entreprise, garantissant ainsi un accès équitable et transparent au marché.

Afin d'assurer une objectivité maximale, l'évaluation des offres s'effectue selon des critères d'attribution préétablis. Ces critères favorisent clairement l'achat de produits durables contribuant à la préservation de l'environnement. Ainsi, dans le calcul menant à l'attribution des commandes, les critères de développement durable – tels que la distance parcourue ou l'origine biologique de la production – bénéficient d'une pondération supérieure à celle du prix.

Le Ministère de l'Éducation et Restopolis ont publié des chiffres au sujet des achats de produits alimentaires au cours de la phase pilote de Supply4-Future, entre septembre 2023 et juillet 2024. Il ressort de ces statistiques que les produits bio non locaux constituaient en moyenne 6,27 % des achats pour les sites S4F, contre 9 % pour les sites non S4F. Pour les produits bio-locaux, les sites S4F affichaient un pourcentage de 30,8, contre 15,4 pour les sites non S4F. La part des produits locaux non bio était en moyenne 41 % pour les sites S4F, contre 49,5 % pour les sites non S4F. Enfin, la moyenne de la part des produits non locaux non bio était 22 % sur les sites S4F, contre 26 % sur les sites non S4F.

Ces chiffres semblent indiquer que le système S4F a su accomplir, au cours de la phase pilote, les objectifs fixés : la filière bio-locale a été renforcée, plus de recours a été fait à la production locale (bio et non bio confondu), et finalement, l'offre de Restopolis a été orientée vers une offre plus durable.

Récemment, selon des informations relayées par le Mouvement écologique, il semblerait que des pressions seraient exercées afin d'affaiblir les critères actuels de la commande publique alimentaire, notamment en vue de réduire l'importance accordée aux produits biologiques d'origine étrangère par rapport à la production conventionnelle locale. Par ailleurs, il semblerait que Madame la Ministre de l'Agriculture soutiendrait désormais des démarches visant à modifier les critères de la commande publique alimentaire.

Interrogée à ce sujet par la presse nationale, Madame la Ministre de l'Agriculture a expliqué « Mir wëllen also méi regional, saisonal. An dat bedeit natierlech, datt mer wëllen d'Biolandwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen, datt mer fir d'éischt de Bio

Lëtzebuerg virhuelen an dann duerno, esou wéi de Koalitiounsaccord et awer seet, eis konventionell Lëtzebuerger Produkter ».[17]

Monsieur le Ministre de l'Éducation quant à lui a indiqué lors d'une commission récente être satisfait du système actuel, insistant sur le fait que les objectifs en matière de produits locaux et biologiques sont largement atteints. Il a néanmoins souligné que certains secteurs de production nationale devront encore évoluer pour répondre pleinement à la demande.

Il ressort des réponses de Madame et Monsieur les Ministres qu'il existe des divergences de points de vue au sein du Gouvernement concernant les critères de la commande publique alimentaire.

Un communiqué récent du « Lëtzebuerger Uebstbauereveräin » fait référence à un cas particulier où le poulet d'un producteur luxembourgeois n'aurait pas été reconnu comme étant d'origine luxembourgeoise dans le contexte des critères de la commande publique alimentaire, parce que les poussins ne proviendraient pas du Luxembourg. L'organisation estime qu'à la suite de cette décision, la filière concernée se trouverait aujourd'hui menacée.

Au vu des divergences parmi les membres du Gouvernement au sujet des critères de la commande publique alimentaire auprès de Restopolis et au vu du rôle que ces derniers jouent dans l'avancement de l'agriculture biologique locale, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le Gouvernement peut-il prendre position par rapport aux affirmations du « Lëtzebuerger Uebstbauereveräin » selon lesquelles les poulets d'un producteur luxembourgeois de volaille n'auraient pas été reconnus comme étant d'origine luxembourgeoise ? Le cas échéant, quelles ont été les raisons motivant cette décision ? Comment la notion d'origine luxembourgeoise est-elle appliquée dans le contexte des marchés publics précités ? Le Gouvernement entend-il entreprendre des modifications à cet égard ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il une modification des critères d'attribution actuellement utilisés dans le cadre des marchés publics en ce qui concerne les points attribués à la production biologique locale, la production biologique non locale ainsi que la production conventionnelle locale ? Dans l'affirmative, quelles modifications sont envisagées, et quelle en sont les raisons ?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils préciser pour quels produits voire catégories de produits les marchés publics de Restopolis sont couverts entièrement par des produits biologiques ?

4) Pour ces produits ou catégories de produits, quelle est la répartition entre les produits biologiques d'origine luxembourgeoise et les produits biologiques importés ?

5) Dans le cas où il existe des catégories de produits qui sont entièrement couvertes par des produits biologiques importés, quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place afin d'en renforcer la production locale (biologique et conventionnelle) ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le cahier des charges du système d'acquisition dynamique ne prévoit pas de points dans les critères d'attribution pour les produits d'origine luxembourgeoise. En effet, l'indication d'un pays d'origine dans un critère d'attribution, dès lors qu'elle entrave la concurrence, va à l'encontre de la loi sur les marchés publics, dont l'un des principes directeurs est le recours à la concurrence.

Les critères d'attribution ne prennent donc pas en compte le pays d'origine. Ce qui est évalué, en revanche, est un critère de durabilité, lequel exige que la volaille soit née et élevée dans un rayon de proximité défini autour du centre géographique du Grand-Duché de Luxembourg. Le poulet concerné n'étant pas né dans ce rayon, les points correspondants au critère d'attribution lié à la durabilité ne peuvent dès lors pas être accordés.

La situation des producteurs de volaille luxembourgeois revêt un caractère spécifique d'un point de vue structurel. En l'absence au Luxembourg d'une filière spécialisée dans la production de poussins à grande échelle, ceux-ci doivent être importés de l'étranger. Par ailleurs, le pays ne dispose pas d'un abattoir pour volailles en mesure de traiter les volumes requis pour une production professionnelle. Dès lors, une production répondant aux critères « triple L » n'est actuellement pas réalisable, la naissance comme l'abattage ne pouvant avoir lieu sur le territoire national.

Il importe toutefois de préciser que, même si des produits ne remplissent pas le critère lié à la proximité et ne se voient donc pas attribuer les points y relatifs, ils peuvent tout de même être proposés sur la plateforme Supply4Future (S4F) et ne sont donc pas exclus.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) étudie actuellement s'il serait opportun d'adapter le critère de proximité afin de mieux prendre en compte les circuits courts et les produits bio-locaux, dans le respect du cadre légal des marchés publics.

ad 2) Le MENJE analyse le système lié à la plateforme S4F en continu, dans le cadre de la démarche de promotion d'une production alimentaire durable et résiliente, conformément à la législation sur les marchés publics.

Une modification des critères d'attribution n'est pas prévue, étant donné que ces derniers se sont confirmés et ont permis d'atteindre, lors de l'année scolaire 2024-2025, des taux d'utilisation de 24 % pour les produits bio-locaux et de 70 % pour les produits locaux, et ont ainsi permis de dépasser les taux fixés dans le cadre du Plan d'action PAN-Bio 2025.

Il s'ensuit qu'une adaptation de la pondération entre les critères « bio » et « local » n'est également pas envisagée.

ad 3) Concernant le volet alimentaire, la plateforme S4F comporte 831 lots pour lesquels des produits peuvent être proposés. Parmi ces 831 lots, 100 lots sont entièrement couverts par des produits biologiques, ce qui équivaut à 12,03 %.

Bien entendu, ce taux est susceptible d'évoluer en fonction des renouvellements de marchés et de la disponibilité des produits. Une liste des lots dont l'offre se compose actuellement exclusivement de produits biologiques se trouve en annexe ↑.

ad 4) Ci-après, la répartition en ce qui concerne la provenance des produits biologiques achetés sur la plateforme S4F lors de l'année scolaire 2024-2025 : ↑

Pour les produits provenant de pays situés en dehors de l'Union européenne, il s'agit principalement d'aliments qui ne sont pas disponibles localement tels que des bananes, du café, du thé et des épices.

Dans cet ordre d'idées, il importe de noter que les menus de Restopolis sont conçus de manière à ce qu'un maximum de produits saisonniers et régionaux soient utilisés, tout en intégrant une diversité appropriée afin d'assurer une offre équilibrée et appréciée par les convives.

ad 5) Le Plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique 2020-2025 a eu comme objectif de faire grimper l'offre en produits luxembourgeois délivrés par Restopolis à 50 %, dont 2/5 de produits biologiques.

Le nouveau Plan d'action PAN-Bio 2030 prévoit d'augmenter le pourcentage de produits biologiques luxembourgeois à 30 %. L'offre globale en produits luxembourgeois (bio et conventionnels) grimpera à 80 %.

Avenir du Master en Logistics and Supply Chain Management | Question **3294** (05/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Universitéit Lëtzebuerg bitt zënter 2015 e Masterprogramm „Master in Logistics and Supply Chain Management" un, deen am Kader vun enger trilateraler Kooperatioun mat dem Massachusetts Institute of Technology (MIT) an dem Luxembourg Centre for Logistics and Supply Chain Management (LCL) entstanen ass. Dëse Programm genéisst international een exzellente Ruff an ass als déi beschte Formatioun a sengem Beräich weltwäit unerkannt (1. Plaz am Eduniversal Best Masters Ranking in Supply Chain and Logistics TOP 100 Worldwide).

Mat grousser Besuergnes hunn ech festgestallt, datt d'Uni.lu fir d'Studiejoer 2026/2027, wéi si op hirer entspriechender Websäit ukënnegt, keng nei Studenten an dëse Masterprogramm wäert ophuelen, ouni datt weider Erklärungen oder Grënn dofir genannt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Den trilaterale Vertrag gouf virun exakt 10 Joer ënnerschriwwen. Wat ass d'Zukunft vum Luxembourg Centre for Logistics (LCL) an dem LSCM-Programm? Gëtt de Vertrag verlängert an, wa jo, zu wéi enge Konditiounen?

2. Firwat gi fir d'Studiejoer 2026/2027 keng nei Studenten an de Masterprogramm opgeholl? Op wéi enge Grënn baséiert dës Entscheedung?

3. Gouf et eng Evaluatioun vum Centre an dem LSCM-Programm? Wa jo, wou kann dës fonnt ginn a no wéi enge Krittäre gouf d'Bewäertung gemaach?

4. Kuckt een déi héich international Visibilitéit, d'Unerkennung an d'Reputatioun vum Programm (1. Plaz am internationale Ranking), gëtt d'Partnerschaft mat dem MIT verlängert?
– Wa jo, zu wéi enge Konditiounen?
– Wann nee, firwat net?

5. Well de Programm aktuell en 1-Joer-Master ass, ass virgesinn, dësen an en 2-Joer-Master ëmzewandelen? Wa jo, géif dat zu engem allgemenge Managementprogramm féieren?

6. Firwat ass de Centre ënnerbesat (nëmmen 3 Professeren, keen Outreach) a wäerten d'Ressourcë vum Centre verstäerkt ginn, fir d'Kontinuitéit vu Fuerschung, Léier an Outreach-Aktivitéiten ze garantéieren?

7. Wéi en Impakt huet dës Entscheedung op d'Studenten, déi aktuell am Programm ageschriwwe sinn? Gi se bis zum Enn vun hirer Formatioun betreit?

[17] https://100komma7.lu/news/Martine-Hansen-Zil-vun-der-viregter-Regierung-ass-onrealistesch?pd=search

Réponse (18/12/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. De Luxembourg Centre for Logistics (LCL) ass am Kader vun enger Kooperatioun tëscht der Regierung, der Universitéit Lëtzebuerg an dem Massachusetts Institute of Technology (MIT) gegrënnt ginn. Am Dezember 2024 huet d'Universitéit decidéiert, den Accord mam MIT net ze erneieren.

ad 2. Fir dat akadeemescht Joer 2026/2027 si keng nei Inscriptiounen am Master an der Logistik a Supply-Chain-Management (Master in Logistics and Supply Chain Management) virgesinn, well d'Universitéit Lëtzebuerg decidéiert huet, de Programme d'études grëndlech ze iwwerschaffen. Dës Entscheedung baséiert op enger Analys vum Programm aus dem Joer 2024, déi och eng Evaluatioun duerch e Grupp vun externen Experten ëmfaasst huet. Si dréit zousätzlech de Remarquë vun eisen externe Partnere Rechnung, besonnesch vun den Acteuren aus dem Lëtzebuerger Logistik- a Supply-Chain-Secteur. Si huet zum Zil, dës Transformatioun op eng strukturéiert an ofgestëmmte Manéier ëmzesetzen an dobäi besser op d'Bedierfnesser vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart souwéi op d'international Entwécklunge vum Secteur anzegoen.

ad 3. D'Universitéit Lëtzebuerg huet eng Etüd duerchgefouert, fir d'Aktivitéite vum Luxembourg Centre for Logistics (LCL) souwéi d'Plus-value vun der Partnerschaft mam Massachusetts Institute of Technology (MIT) am Verhältnis zu den agesate Mëttel ze evaluéieren. Dës Analys verleeft no dräi Achsen: (1) awéiwäit den Accord mam MIT eng Plus-value fir d'Aktivitéite bréngt, déi am Verhältnis zu den investéierte Ressourcë steet; (2) déi strateegesch Noutwennegkeet vun dëser Partnerschaft fir d'Weiderféierung an de Succès vun de Fuerschungs- an Enseignementsaktivitéiten am Beräich Logistik op der Universitéit Lëtzebuerg an zu Lëtzebuerg; an (3) d'Konformitéit vum existente Masterprogramm mat den aktuellen an zukünftege Besoine vum nationalen an internationalen Aarbechtsmaart.

ad 4. Wéi an der Fro 1 uginn, gëtt, op Basis vun der an der Äntwert 3 erwäänter Etüd, d'Partnerschaft mam MIT net erneiert.

ad 5. D'Universitéit Lëtzebuerg wëll den aktuelle staark spezialiséierte Master vun engem Joer an e Master iwwer zwee Joer (120 ECTS) transforméieren, deen den Absolvente vun engem Bachelor zougänglech ass a besser an déi gesamt Studienoffer vun der Universitéit integréiert ass. Dës Transformatioun ass Deel vun engem méi grousse Projet, fir e Master ze schafen, dee besser op déi identifizéiert Besoine vum Secteur äntwert, notamment op déi wuessend Nofro no hybride Profiller am Beräich Ingenierie a Management.

ad 6. D'Universitéit viséiert, d'Ressourcen am Beräich Logistik nei ze positionéieren an ze konsolidéieren, andeems dës Aktivitéiten an der Fakultéit fir Naturwëssenschaften, Technologien a Medezinn (FSTM) integréiert ginn. Dëst ass Deel vun enger strateegescher Ambitioun am Beräich Logistik souwéi am Beräich Ingenierie a Management. De But ass et, dës Aktivitéiten nohalteg ze konsolidéieren an ze perennisséieren an engem akadeemeschen Ëmfeld, dat un de Kompetenzen ausgeriicht ass, déi am Kader vum LCL entwéckelt goufen – notamment Ingenierie, Daten an Optimiséierung.

ad 7. D'Studenten, déi aktuell am Masterprogramm „Logistics and Supply Chain Management" ageschriwwe sinn, ginn net vun der Decisioun betraff, den Accord mam MIT net ze erneieren. Den MIT huet confirméiert, datt och ouni Erneierung vum Accord d'Kohort, déi am September 2025 gestart ass, ënner de Konditioune vum Accord weider ënnerstëtzt gëtt. D'Interruptioun vun den Inscriptioune betrëfft nëmmen déi zukünfteg Kohorte wärend der Phas vun der Reform vum Programme d'études.

Collaboration entre la gendarmerie française et la police luxembourgeoise | Question **3295** (05/12/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Lors d'un article publié dans la presse française et luxembourgeoise, un reportage met en lumière la collaboration entre la gendarmerie française et la police luxembourgeoise. Il y est question de patrouilles mixtes et de contrôles d'identité menés conjointement, notamment dans les trains transfrontaliers ainsi qu'en gare de Hettange-Grande et à proximité de la frontière. L'objectif de ces interventions communes est de renforcer la coopération entre les deux forces de l'ordre, de mieux recouper les informations et d'améliorer la sécurité sur les axes de mobilité transfrontalière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien d'opérations de contrôle ont été menées dans les trains transfrontaliers depuis l'accord de juillet 2022 ?

2) Quels résultats concrets cette coopération entre la gendarmerie française et la police luxembourgeoise a-t-elle permis d'obtenir (personnes contrôlées, infractions constatées, procédures ouvertes) ?

3) Quels sont les principaux objectifs de ces patrouilles mixtes (sécurité des mobilités, lutte contre l'immigration irrégulière, lutte contre la délinquance) ?

4) Cette coopération transfrontalière pourrait-elle être étendue à d'autres frontières du Luxembourg, notamment avec la Belgique ou l'Allemagne ? Dans l'affirmative, sous quelle forme ?

Réponse (22/12/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Dès la signature de l'accord en juillet 2022, des impératifs, comme les formations préparatoires et la désignation des effectifs nécessaires, ont pu être effectués pour débuter les contrôles concertés à moyenne et grande échelles sur le terrain.

En 2024, six opérations ont été réalisées en collaboration avec la police aux frontières de la Police nationale française.

En 2025, douze opérations ont été menées au total, dont six conjointement avec la police aux frontières et six avec la Gendarmerie nationale.

ad 2) Les contrôles effectués ont permis de constater diverses infractions. Ils ont donné lieu à la mise en œuvre de plusieurs mesures de police, notamment des opérations d'identification et de signalement de personnes recherchées, des constatations d'infractions en matière de police des étrangers et d'usage de faux papiers, ainsi qu'à des saisies de stupéfiants et d'une arme prohibée. Ces contrôles ont donc donné lieu à l'établissement de plusieurs procédures judiciaires.

ad 3) Les patrouilles mixtes sur les vecteurs ferroviaires transfrontaliers ont pour finalité la surveillance des flux transfrontaliers, tant en matière de lutte contre la délinquance de droit commun qu'en matière de lutte contre l'immigration irrégulière. Elles renforcent la coopération aux fins de prévenir des menaces à la sécurité et à l'ordre public et de favoriser la prévention et la recherche de faits punissables.

Ces patrouilles contribuent à l'augmentation de la sécurité générale dans les trains entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, mais aussi dans les gares desservies. La présence policière renforce le sentiment de sécurité des voyageurs et du personnel des entreprises ferroviaires et a un effet dissuasif sur de potentiels malfaiteurs.

ad 4) La coopération policière transfrontalière est d'ores et déjà étendue aux frontières du Luxembourg avec la Belgique et l'Allemagne.

Avec la Belgique, des patrouilles mixtes et des contrôles communs sont effectués dans le cadre du Traité Benelux sur la coopération policière, entré en vigueur le 1er octobre 2023.

La coopération policière entre le Luxembourg et l'Allemagne s'appuie sur la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 (« Décision Prüm »), qui vise à renforcer la coopération transfrontalière, notamment dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, et prévoit la mise en place d'opérations conjointes telles que des patrouilles communes.

Par ailleurs, les deux pays ont entamé des négociations depuis le début d'année 2025 en vue de moderniser l'accord bilatéral de 1995 relatif à la coopération policière, actuellement en vigueur. Le projet d'accord actuel, qui s'inspire du modèle du Traité Benelux précité, vise à créer un instrument autonome couvrant la coopération transfrontalière et incluant la mise en place de patrouilles mixtes. L'objectif est de disposer d'un cadre moderne, adapté aux besoins actuels des services répressifs, et fournissant une alternative aux contrôles aux frontières intérieures par un usage optimal des moyens de coopération policière.

Féminicide | Question **3296** (05/12/2025) de **Mme Diane Adehm** | **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

En Italie, le Parlement a approuvé une loi historique qui introduit dans le Code pénal le crime spécifique de féminicide, puni de la réclusion à perpétuité. Cette nouvelle infraction vise le meurtre d'une femme lorsqu'il est commis comme acte de haine ou de discrimination.

Au Luxembourg, en revanche, le Code pénal ne connaît pas de qualification autonome de féminicide. Les homicides de femmes dans un contexte de violences fondées sur le genre sont poursuivis sur la base des infractions générales de meurtre ou d'assassinat, éventuellement assorties de la circonstance aggravante. Cette architecture juridique permet certes de sanctionner plus sévèrement certains actes, mais elle ne nomme pas le féminicide comme tel et ne le distingue pas explicitement dans les statistiques pénales.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Le Gouvernement a-t-il déjà analysé en détail la nouvelle loi italienne introduisant le crime spécifique de féminicide ? Dans l'affirmative, quelles conclusions en tire-t-il pour le contexte luxembourgeois ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire une infraction autonome de féminicide dans le Code pénal luxembourgeois ou exclut-il une telle évolution

à ce stade ? Quels sont les arguments juridiques et politiques qui fondent cette position ?

Réponse (20/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Le renforcement substantiel de la lutte contre les violences fondées sur le genre et contre les violences domestiques constitue une priorité pour le Gouvernement.

Ainsi, le 20 juin 2025, le Gouvernement a adopté le premier Plan d'action national « Violences fondées sur le genre », qui s'appuie sur les quatre piliers de la Convention d'Istanbul : la prévention, la protection, les poursuites et les politiques intégrées. Ce plan d'action propose huit mesures stratégiques et comprend soixante-deux projets spécifiques à mettre en œuvre par dix ministères, visant à renforcer le dispositif national en matière de protection des victimes, de responsabilisation des auteurs et de sensibilisation du grand public. Plusieurs mesures ont déjà été mises en œuvre et d'autres adaptations sont en cours.

En août 2025, est entrée en vigueur une loi interdisant la délivrance de « certificats de virginité » ainsi que l'hyménoplastie. Par cette mesure, le législateur a entendu protéger les femmes et affirmer leur droit de disposer librement de leur corps et de leur sexualité. S'ajoute à ceci que la loi du 12 décembre 2025 portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure a été votée modifiant l'article 195-1 relatif au sursis. Désormais, le juge n'a plus l'obligation de spécifiquement motiver la décision de ne pas accorder de sursis à l'auteur pour les infractions punies d'une peine d'emprisonnement supérieure à deux ans c.-à-d. pour des infractions graves, telles que l'abus sexuel.

Concernant le pilier de la poursuite, le Ministère de la Justice travaille sur plusieurs avant-projets de loi visant à compléter et à renforcer l'arsenal juridique existant. Le cœur de ces réformes réside dans la transposition, en droit national, de la directive européenne du 14 mai 2024 relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Cette directive établit un cadre juridique commun au niveau de l'Union européenne pour combattre différentes formes de violence, telles que le partage non consenti de matériels intimes ou manipulés.

Au Luxembourg, les dispositions actuelles du Code pénal permettent déjà de poursuivre une grande partie des comportements visés, mais des adaptations s'avèrent nécessaires afin de combler certaines lacunes juridiques. En effet, les infractions commises en ligne, telles que le cyberharcèlement, jouent un rôle croissant. Avec la popularité des réseaux sociaux, l'omniprésence des téléphones portables et les avancées technologiques – notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle – apparaissent aujourd'hui des comportements qui étaient difficilement imaginables il y a vingt ans.

Un premier projet de loi visant notamment à renforcer la lutte contre la cyberviolence et le harcèlement sera déposé au cours du premier trimestre 2026. Il permettra de poursuivre plus efficacement des phénomènes tels que le partage non consenti d'images ou de vidéos intimes privées, le harcèlement en meute ou encore la traque furtive en ligne. D'autres projets de loi suivront, destinés e. a. à renforcer également la protection et le soutien des victimes, en particulier des mineurs.

En mai 2025, le nouveau Centre national pour les victimes de violences a ouvert ses portes sous la direction du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA). Sa mission est d'offrir aux victimes de toute forme de violence un lieu sûr où elles peuvent recevoir l'aide et l'accompagnement nécessaires. L'équipe pluridisciplinaire y assure une écoute attentive, une réorientation adaptée ainsi qu'une prise en charge coordonnée avec de nombreux partenaires.

La prise en charge repose sur quatre piliers fondamentaux :

– Accompagnement social
– Assistance médicale
– Intervention policière et dépôt de plainte à la demande de la victime
– Information juridique

Il est évident que la priorité doit être de prévenir les féminicides à temps. Il est donc également prévu de renforcer et d'améliorer les systèmes d'alerte, mais aussi les moyens d'identification précoce des signes de risque en cas de violence domestique respectivement des actes de violences qui souvent précèdent les féminicides.

Le Gouvernement suit évidemment de près les évolutions législatives dans les États membres de l'Union européenne. Il convient néanmoins de préciser que l'Italie a introduit le féminicide dans son Code pénal, infraction punie par la réclusion à vie, alors que l'homicide y est seulement réprimé par une peine de réclusion d'au moins vingt ans. Au Luxembourg, le meurtre et l'assassinat sont déjà aujourd'hui punis par la réclusion à vie. L'introduction du féminicide en tant qu'infraction autonome ne pourrait dès lors pas être assortie d'une peine plus sévère, la peine maximale étant déjà atteinte dans l'ordre juridique luxembourgeois, et n'aura donc pas les mêmes effets qu'en Italie.

En plus, au Luxembourg, la commission d'une infraction en raison du sexe ou du genre de la victime peut déjà être réprimée plus sévèrement grâce à l'article 80 du Code pénal, qui a introduit par la loi du 28 mars 2023 la circonstance aggravante applicable à toute infraction commise avec un motif discriminatoire énuméré à l'article 454 du Code pénal. Ainsi, en cas de violence basée sur le genre (indépendamment du sexe de la victime), l'auteur peut être condamné au double du maximum de la peine et de l'amende prévue pour l'infraction. Cela permet une répression plus sévère de toutes les autres infractions, telles que les coups et blessures volontaires ou les menaces. Ceci est notamment intéressant pour les infractions pour lesquelles un emprisonnement à terme est encouru.

Tel qu'annoncé dans l'accord de coalition, le Gouvernement évaluera l'application de la loi au cours de cette période de législature. S'agissant d'une circonstance aggravante, il faut noter que celle-ci ne s'applique qu'aux faits postérieurs à l'entrée en vigueur de la loi le 7 avril 2023.

À cela s'ajoute que les infractions concernant les actes de violences dans le contexte de la violence domestique, c.-à-d. envers le conjoint ou conjoint divorcé, ou la personne avec laquelle l'auteur vit ou a vécu habituellement, mais p. ex. également envers un frère ou une sœur, prévoient aujourd'hui déjà des peines plus sévères.

Étant donné que le meurtre et l'assassinat sont punis de réclusion à vie, il faut encore une fois souligner que l'introduction d'une infraction autonome du féminicide ne permettrait pas une répression plus sévère.

L'introduction d'une infraction autonome de féminicide dans le Code pénal pourrait par ailleurs entrer en contradiction avec le principe constitutionnel d'égalité des citoyens devant la loi, dans la mesure où la qualification de l'infraction reposerait sur une caractéristique de la victime et ne l'appréhenderait plus de manière neutre et égale, contrairement aux autres dispositions du Code pénal. La loi pénale risquerait dès lors de ne plus satisfaire à deux critères essentiels : sa neutralité et, surtout, son universalité[18].

Dans ce contexte, ci-dessous les statistiques du parquet relatives aux victimes d'homicide entre 2020 et 2024, ventilées par sexe : ↑

Il convient également de préciser que la très grande majorité des États membres de l'Union européenne ne prévoient pas une telle infraction autonome dans leur législation pénale. En Belgique, dont le droit pénal présente de fortes similitudes avec le nôtre, la loi récente dite « stop féminicide », adoptée en juillet 2023, a introduit des définitions du féminicide dans la législation.

Toutefois, le législateur a délibérément choisi de les inscrire en dehors du Code pénal, une décision explicitement soutenue par le Conseil supérieur de la justice belge[19]. Ainsi, cette loi n'a pas criminalisé séparément les féminicides ou les homicides fondés sur le genre, mais elle comporte des instruments visant à prévenir les féminicides, les homicides fondés sur le genre, ainsi que les violences qui les précèdent. Ses objectifs principaux portent sur l'amélioration de la collecte et de la publication de statistiques, de même que sur la formation des professionnels. Ces objectifs sont pleinement partagés par le Gouvernement luxembourgeois et intégrés dans le plan d'action national.

Au vu de tout ce qui précède, le Gouvernement ne prévoit pas d'introduire le féminicide en tant qu'infraction autonome dans le Code pénal luxembourgeois. Cependant, le développement d'une approche méthodologique en matière de collecte de données constitue l'une des sept mesures stratégiques du plan d'action national. Cette mesure vise notamment à renforcer la collecte de données statistiques relatives aux différentes formes de violences fondées sur le genre. Sur la base de la motion n° 4477 relative au recensement des « féminicides » et dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2024/1385 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, des échanges ont eu lieu entre des représentants du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, de la police et du parquet. Il a été convenu de procéder au recensement du nombre de « féminicides » au Luxembourg. À cette fin, il a été décidé de se baser sur l'article 80 du Code pénal susmentionné. Il convient toutefois de souligner que seuls

[18] Des préoccupations similaires ont été exprimées en 2020 en France par le « rapport d'information déposé par la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes concernant la reconnaissance du terme "féminicide" ». Néanmoins, le rapport souligne la pertinence d'utiliser le terme de « féminicide » dans le débat public aussi large que possible.
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/ega/l15b2695_rapport-information

[19] Dans sa note sur l'avant-projet de loi, le Conseil supérieur de la justice (CSJ) belge remarque : « Le CSJ se rallie à la vision selon laquelle le "féminicide peut être considéré comme un terme très utile pour aboutir à une conscientisation de la société au sujet de cette problématique plutôt que comme un instrument de la législation pénale". Le CSJ est dès lors heureux que le présent projet de loi ne prévoie pas d'incriminations distinctes et se cantonne surtout à définir un cadre pour la prévention et la lutte contre les féminicides ou les homicides fondés sur le genre et les violences qui peuvent les précéder. »
https://csj.be/admin/storage/hrj/note-fr-feminicide.pdf

les cas ayant fait l'objet d'un jugement définitif seront comptabilisés.

Foire agricole | Question **3297** (05/12/2025) de **M. André Bauler** (DP)

La Foire agricole d'Ettelbruck constitue chaque année un événement majeur pour le secteur primaire et bénéficie pour cette raison d'un appui financier étatique, tant direct qu'indirect. À noter également que cet événement est soutenu en grande partie par la Ville d'Ettelbruck qui s'engage fortement dans sa réalisation grâce à ses services et à ses collaborateurs dévoués et innovateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Comment la subsidiation étatique de la Foire agricole d'Ettelbruck a-t-elle évolué depuis 2020 ?

2) Est-il possible de distinguer, depuis le début de cette décennie, le financement direct accordé à la Ville d'Ettelbruck et le financement indirect attribué à des partenaires, associations ou acteurs du secteur primaire dans le cadre de cette foire ? Autrement dit, quels sont les partenaires bénéficiant d'aides étatiques liées à différents articles budgétaires, et quels montants leur ont été octroyés pour chacune des années depuis 2020 ?

3) En raison de l'attractivité incontestable de cette manifestation, Madame la Ministre est-elle disposée à réviser à la hausse le subside accordé à la Ville d'Ettelbruck dès l'année 2027 ?

Réponse (19/12/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) et 2) La contribution de l'État à la Foire agricole d'Ettelbruck a évolué afin de répondre aux besoins de cet événement majeur pour le secteur agricole. Le financement direct est versé à la Ville d'Ettelbruck en tant qu'organisatrice, tandis que des financements indirects soutiennent des partenaires et associations conformément aux articles budgétaires en vigueur. Cette coopération repose sur une convention conclue entre la Ville d'Ettelbruck et l'État. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture apporte un soutien financier, tandis que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse met à disposition des ressources humaines issues du Lycée technique agricole.

Le tableau ⬆ annexé présente les bénéficiaires et les montants pour chaque année.

ad 3) Compte tenu de l'attractivité de la Foire agricole d'Ettelbruck, je reste attentive à l'évolution des besoins et des moyens financiers nécessaires. Conformément à la convention, les partenaires se réunissent deux fois par an pour évaluer la situation et discuter des ajustements éventuels.

Position luxembourgeoise sur la déréglementation des nouveaux OGM | Question **3298** (05/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un compromis a été conclu dans la nuit du 3 au 4 décembre entre le Parlement européen, la Commission européenne et les États membres sur la future réglementation des nouvelles techniques génomiques (NGT). Ce texte propose d'opérer une déréglementation profonde de certaines plantes modifiées par les nouvelles techniques génomiques (dites « de catégorie 1 » ou « NGT 1 »), les assimilant à des variétés conventionnelles.

Le compromis introduit une procédure d'autorisation accélérée pour les plantes génétiquement modifiées catégorisées de « catégorie 1 », sans évaluation appropriée des risques pour l'environnement et la santé. Le compromis prévoit qu'il n'y aura plus d'étiquetage obligatoire pour les denrées alimentaires issues de plantes de « catégorie 1 ». Enfin, il se caractérise par l'absence de traçabilité et de surveillance de ces plantes cultivées dans les champs.

Cette approche soulève des risques majeurs. Premièrement pour les agriculteurs.trices, notamment en raison de la brevetabilité des NGT 1, mais aussi en raison des questions non résolues concernant la coexistence entre la filière agricole sans OGM et les NGT 1 déréglementées. Deuxièmement, pour les consommateurs.trices, du fait de l'absence d'étiquetage de l'alimentation contenant des NGT 1, ainsi que pour l'environnement en raison de l'absence de traçabilité, de monitoring et de l'évaluation des risques.

En décembre 2023, Madame la Ministre de l'Agriculture avait expliqué, au sujet de la question de recours aux brevets sur les nouvelles techniques de catégorie 1, « nous considérons que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevetabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs. »

Avant le vote au Conseil, compte tenu de l'importance d'assurer la transparence quant à la position du Gouvernement dans ce dossier pour les consommateurs.trices, les agriculteurs.trices et pour l'environnement, je souhaiterais dès lors obtenir une réponse de la part de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture à la question suivante :

– Quelle position le Luxembourg prévoit-il d'adopter lors du vote final au Conseil, et pour quelles raisons ?

Réponse (22/12/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Les négociations, débutées en juillet 2023, ont permis aux experts des États membres d'aboutir à un texte de compromis basé sur la science.

Les plantes NGT de catégorie 1 sont définies comme plantes qui pourraient également être présentes naturellement ou produites par des techniques de sélection conventionnelles. Étant donné que ces plantes peuvent apparaître naturellement à la suite de mutations spontanées, qui se produisent couramment dans la nature, elles peuvent être commercialisées sans risque pour le consommateur.

L'étiquetage des semences et du matériel de propagation des plantes NGT de catégorie 1, tel que prévu dans le mandat de négociation, vise à renforcer la confiance des consommateurs dans la production agricole, à préserver le choix des agriculteurs en matière de système agricole, à faciliter la mise en place de filières sans NGT et, en même temps, à protéger l'agriculture biologique.

Lors des négociations, la question des brevets a été longuement abordée et le compromis encadre le recours aux brevets pour les plantes NGT de catégorie 1 de manière plus stricte que pour les plantes conventionnelles.

Nous sommes convaincus que les plantes NGT de catégorie 1 font partie de la solution qui nous aidera à rendre notre agriculture plus résiliente face au changement climatique. En effet, les « ciseaux génétiques » font évoluer les plantes de la même manière que la nature mais en moins de temps. Ces plantes, dont plusieurs dizaines sont déjà à un stade de recherche avancé, permettront de faire face au stress hydrique, aux maladies végétales et de réduire ainsi la dépendance à l'utilisation de produits phytosanitaires. D'autre part, les nouvelles techniques permettent de développer des caractéristiques nutritionnelles utiles comme la réduction en gluten du blé ou une meilleure conservation des légumes après la récolte. Dans plus de 25 pays tiers tels l'Angleterre, les États-Unis, le Canada, l'Australie ces techniques sont autorisées et ces produits peuvent être commercialisés sur le marché européen.

Neutralité politique des structures d'accueil | Question **3299** (05/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass ee Fall bekannt, wou eng privat Crèche ee Palestina-Fändel ausgehaangen huet an domadder ee politesche Statement mécht.

Bildung sollt esou fräi wéi méiglech vun Doktrinne sinn, ob politesch, reliéis oder kulturell. De Staat dierf a muss de Kanner natierlech politesch, reliéis oder kulturell Iddie bäibréngen, mee en dierf hei op kee Fall Iddie prioriséieren.

Privat Crèchë ginn iwwert Konventioun an Agrement mat Staatsgelder finanzéiert a si mussen sech, fir d'Suen ze kréien, un de „cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes" halen.

De Cadre national de référence betount d'Wichtegkeet vun enger politesch neutraler Bildung, wou d'Professionell sech professionell an neutral solle verhalen an d'Kanner an d'Familljen net mat politesche Symboler konfrontéiert solle ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Dierf eng Crèche ee Fändel ophänken, deen eng ideologesch Iddi representéiert?

2. Gëtt et eng Obligatioun zur Neutralitéit fir Crèchen, déi eng Konventioun mam Staat oder een Agrement vum Staat hunn, a verbitt dës och den Affichage vu politeschen, reliéisen oder ideologesche Symboler?

Réponse (14/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. All Bildungs- a Betreiungsservice fir Kanner, deen en Agrement vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) ausgestallt krut, ënnerläit de Konditioune vun der Loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique an dem Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Geméiss dem Artikel 2 Alinea 1 Punkt e) vum uewe genannte Gesetz ass eng Konditioun, fir den Agrement ausgestallt ze kréien an ze behalen, datt de Bildungs- a Betreiungsservice fir all Kand zougänglech ass, onofhängeg vun ideologeschen, philosophesche oder reliéisen Hannergrënn, an datt all Kand e Recht op Privatsphär huet a seng reliéis oder philosophesch Iwwerzeegunge respektéiert ginn.

Dëst gëtt, wéi am Artikel 4 Paragraf 1 Alinea 2 Punkt h. vum Règlement grand-ducal vum 14. November 2013 virgesinn, och schrëftlech vum Gestionnaire bestätegt.

Sollten dës Prinzippien, ënner anerem duerch d'ëffentlech Representatioun vun ideologeschen Iddien, net agehale ginn, behält sech de MENJE d'Recht

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

vir, dem Gestionnaire vum betraffene Bildungs- a Betreiungsservice fir Kanner eng Mise en demeure zouzestellen. An där Mise en demeure gëtt dem Gestionnaire d'Méiglechkeet ageraumt, sech zu den him reprochéierte Mängel ze äusseren an dës gegeebenefalls bannent enger festgeluechter Frist ze korrigéieren.

D'Direction générale du secteur de l'enfance vum MENJE, a méi prezis de Service réclamations et contrôle, féiert reegelméisseg Kontrollen duerch fir ze iwwerpréiwen, ob d'Bildungs- a Betreiungsservicer fir Kanner déi gesetzlech a reglementaresch Virgaben erfëllen. All Bedenken am Zesummenhang mat engem potentiellen Netanhale vun dëse Bestëmmunge kënnen dësem Service gemellt ginn.

ad 2. Nieft den, an der Äntwert zu der Fro 1 opgelëschte gesetzleche Virschrëften, déi vun de Bildungs- a Betreiungsservicer fir Kanner ze respektéiere sinn, schreift och de Cadre de référence national sur l'éducation non formelle vir, datt d'Kannerrechter, d'Wäertschätzung vun der Diversitéit vun de Kanner an d'Oppenheet zentral Elementer vun der nonformaler Bildung sinn. Dës Prinzippie musse vun all Bildungs- a Betreiungsservice fir Kanner konsequent ëmgesat ginn.

Droit aux chèques-repas pour les chargés de cours | Question **3300** (05/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Jorzéngte sinn d'Chargés de cours feste Bestanddeel vun der Schoullandschaft an ouni si wier et guer net méiglech, fir den Ënnerriicht an de Schoulen ze garantéieren.

Vill Chargéë verbréngen hir ganz Karriär an der Schoul an trotzdeem sinn hir Aarbechtskonditiounen net déi selwecht, wéi déi vun de fonctionnariséierte Schoulmeeschter:innen, obwuel si déi selwecht Aarbecht leeschten an dee selwechten Diplom hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Hunn d'Chargés de cours, déi an engem befristeten Aarbechtskontrakt agestallt sinn (CDD), ee Recht op d'Iessensgeld (Chèques-repas)?

Réponse (14/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Indemnitéite vun de Chargés de cours an der Grondschoul gi gereegelt vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 17. Dezember 2010 portant nouvelle fixation

1) de l'indemnité de remplacement due aux détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base des dispositions de l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

2) de l'indemnité due pour leçons supplémentaires assurées par les détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base de l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Dëse gesäit d'Iessensgeld am Artikel 4 vir:

Les indemnités de remplacement et les indemnités pour leçons supplémentaires fixées aux articles 1er à 3 du présent règlement comprennent l'allocation de fin d'année ainsi que l'allocation de repas prévue à l'article 15 du règlement grand-ducal du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'État.

Retard dans le paiement des allocations familiales de mars | Question urgente **3844** (25/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Laut dem offizielle Kalenner op der Websäit vun der Zukunftskeess (CAE) sollt d'Kannergeld fir de Mount Mäerz de 25. Mäerz ausbezuelt ginn. Wéi awer de 26. Mäerz op der Websäit matgedeelt gouf, koum et zu enger Verspéidung vun der Ausbezuelung. Vill Familljen, déi op dës finanziell Hëllef ugewise sinn, zielen op den Echeancier an hu sech duerch dës Verspéidung besuergt gewisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Wat sinn d'Ursaache fir déi verspéit Ausbezuelung vum Kannergeld fir de Mount Mäerz?

Réponse (26/03/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Opgrond vun engem technesche Problem ass d'Kannergeld de 26. Mäerz amplaz vum 25. Mäerz ausbezuelt ginn.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799